

Numéro 143

**RECUEIL
DES ACTES ADMINISTRATIFS
de la Ville de Belfort**

MAI-JUIN 2015

SOMMAIRE

Conseil Municipal du jeudi 28 mai 2015 ----- P. 1

Arrêtés ----- P. 593

Objet de la délibération

N° 15-62

Nomination du Secrétaire
de Séance

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

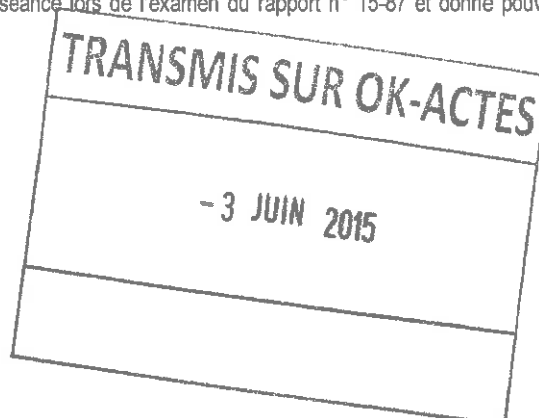
Mme Léa MANGUIN
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.





Direction des Affaires Générales
Service des Assemblées

CONSEIL MUNICIPAL
du 28. 5.2015

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 3 JUIN 2015

DELIBERATION

de M. Damien MESLOT, Député-Maire

Références
Mots clés
Code matière

DM/ML/IH - 15-62
Assemblées Ville
5.2

Objet

Nomination du Secrétaire de Séance

L'Article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'au début de chacune des séances, le Conseil Municipal désigne un de ses membres pour remplir la fonction de Secrétaire.

Conformément à cette disposition, le Conseil Municipal est invité à procéder à cette désignation.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 42 voix pour (unanimité des présents),

DESIGNE M. Brice MICHEL pour exercer cette fonction.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Thierry CHIPOT



VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-63

Adoption du compte
rendu de la séance
du Conseil Municipal
du jeudi 2 avril 2015

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

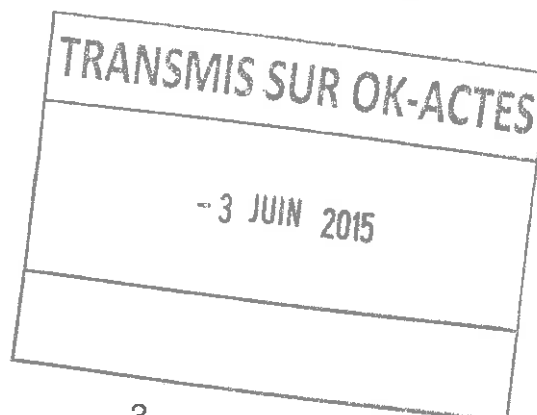
Mme Léa MANGUIN
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.





Direction des Affaires Générales
Service des Assemblées

DELIBERATION

de M. Damien MESLOT, Député-Maire

Références
Mots clés
Code matière

DM//ML/IH - 15-63
Assemblées Ville
5.2

Objet

**Adoption du compte rendu de la séance du Conseil Municipal
du jeudi 2 avril 2015**

Appel nominal :

L'an deux mil quinze, le deuxième jour du mois d'avril, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Étaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Marion VALLET, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Léa MANGUIN, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES - mandataire : Mme Monique MONNOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
M. François BORON - mandataire : M. Damien MESLOT
M. David DIMEY - mandataire : Mme Delphine MENTRE
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : M. Emmanuel FILLAUDEAU
Mme Patricia BOISUMEAU - mandataire : M. Marc ARCHAMBAULT

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Mazouz BENLAZERI

M. Ian BOUCARD, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-49.

M. Alain PICARD quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-55 et donne pouvoir à M. Gérard PIQUEPAILLE.



DELIBERATION N° 15-30 : NOMINATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Vu la délibération de M. Damien MESLOT, Député-Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

DESIGNE M. Tony KNEIP pour exercer cette fonction.

DELIBERATION N° 15-31 : ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 5 FEVRIER 2015

Vu la délibération de M. Damien MESLOT, Député-Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

ADOpte le présent compte rendu.

DELIBERATION N° 15-32 : COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES PAR M. LE MAIRE EN VERTU DE LA DELEGATION QUI LUI A ETE CONFIEE PAR DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 AVRIL 2014, EN APPLICATION DE L'ARTICLE L2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Vu la délibération de M. Damien MESLOT, Député-Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

PREND ACTE.

DELIBERATION N° 15-33 : DESIGNATION DE REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DE DIVERSES INSTANCES - MODIFICATIONS

Vu la délibération de M. Damien MESLOT, Député-Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 37 voix pour, 2 contre (M. Marc ARCHAMBAULT –mandataire de Mme Patricia BOISUMEAU-) et 3 abstentions (Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Francine GALLIEN),

(M. Alain DREYFUS-SCHMIDT et Mme Latifa GILLIOTTE ne prennent pas part au vote)

DESIGNE M. Patrick FORESTIER pour représenter la Ville de Belfort au sein des organismes suivants :

- Comité d'usagers des Services Municipaux, Petite Enfance,
- Syndicat Intercommunal d'Aménagement et de Gestion de l'Aéroparc (titulaire),
- Syndicat Intercommunal d'Aide à la Gestion des Equipements Publics du Territoire de Belfort (SIAGEP 90) (suppléant),
- Ecole élémentaire «Jean Jaurès» 112 avenue Jean Jaurès.

DELIBERATION N° 15-34 : DESIGNATION DE REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DE DIVERSES INSTANCES - MODIFICATIONS SUITE A DEMISSION

Vu la délibération de M. Damien MESLOT, Député-Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 39 voix pour, 2 contre (M. Marc ARCHAMBAULT –mandataire de Mme Patricia BOISUMEAU-) et 2 abstentions (M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Brice MICHEL),

(M. Guy CORVEC ne prend pas part au vote),

DESIGNE :

M. René SCHMITT au Comité de suivi bilan carbone.

M. René SCHMITT, en tant que titulaire, pour représenter la Ville de Belfort au Syndicat Intercommunal d'Aménagement et de Gestion de l'Aéroparc.

Mme Latifa GILLIOTTE, en tant que suppléante, pour représenter la Ville de Belfort au Syndicat Intercommunal d'Aide à la Gestion des Equipements Publics du Territoire de Belfort (SIAGEP 90).

Mme Latifa GILLIOTTE pour représenter la Ville de Belfort au Comité des Oeuvres Sociales.

Mme Samia JABER pour représenter la Ville de Belfort au Conseil d'Ecole de l'Ecole élémentaire «Louis Pergaud» rue de Zaporojie.

DELIBERATION N° 15-35 : ECOLES NUMERIQUES - EXTENSION DE COMPETENCE PORTANT MODIFICATION STATUTAIRE

Vu la délibération de M. Damien MESLOT, Député-Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 42 voix pour et 2 abstentions (M. Marc ARCHAMBAULT -mandataire de Mme Patricia BOISUMEAU-),

ACCEPTE la modification statutaire proposée, à savoir : «*Construction et gestion d'infrastructures de télécommunications ou de communications électroniques porteuses de réseaux ouverts au public - Faire entrer l'école dans l'ère du numérique*».

DELIBERATION N° 15-36 : ADOPTION D'UN CADRE PARTENARIAL AVEC EDF

Vu la délibération de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 40 voix pour et 3 abstentions (M. René SCHMITT, M. Marc ARCHAMBAULT -mandataire de Mme Patricia BOISUMEAU-),

(M. Alain DREYFUS-SCHMIDT ne prend pas part au vote),

ADOPTE les conventions proposées entre la Ville et EDF.

AUTORISE M. le Maire à les signer.

DELIBERATION N° 15-37 : CFA - Subvention d'investissement 2015

Vu la délibération de M. Mustapha LOUNES, Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 42 voix pour et 2 contre (M. Marc ARCHAMBAULT -mandataire de Mme Patricia BOISUMEAU-),

AUTORISE M. le Maire à solliciter le Conseil Régional de Franche-Comté pour un subventionnement au meilleur taux possible.

DELIBERATION N° 15-38 : CONTRAT DE VILLE UNIQUE ET GLOBAL DE LA COMMUNAUTE DE L'AGGLOMERATION BELFORTAINE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu la délibération de Mme Marie-Hélène IVOL, Adjointe

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 36 voix pour, 3 contre (Mme Francine GALLIEN, M. Marc ARCHAMBAULT -mandataire de Mme Patricia BOISUMEAU-) et 5 abstentions (Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Bastien FAUDOT),

AUTORISE M le Maire, ou son représentant, à signer le Contrat de Ville Unique et Global de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine 2015-2020 à intervenir entre l'Etat, la Communauté de l'Agglomération Belfortaine et l'ensemble des partenaires associés, ainsi que tout acte, convention s'y rapportant.

DELIBERATION N° 15-39 : ACCORD CADRE DE MAITRISE D'OEUVRE POUR L'AMENAGEMENT DE LA PROMENADE DES BERGES DE LA SAVOUREUSE - INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL SUR L'AVANCEMENT DE L'OPERATION

Vu la délibération de M. Jean-Marie HERZOG, Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

PREND ACTE de l'avancement de cette opération.

DELIBERATION N° 15-40 : REFLEXION SUR LES NORMES DE STATIONNEMENT - POSITION DE PRINCIPE POUR LES COMMERCES-BUREAUX ET LES LOGEMENTS

Vu la délibération de M. Jean-Marie HERZOG, Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

PREND ACTE de ces propositions, information et discussions, afin de définir les grands principes qui serviront de base aux nouvelles normes de stationnement qui seront soumises à enquête publique lors de la prochaine modification du PLU.

DELIBERATION N° 15-41 : POLITIQUE D'AIDE AU RAVALEMENT DE FACADES - AVENUE JEAN JAURES - DEFINITION DES FACADES SUBVENTIONNABLES

Vu la délibération de M. Jean-Marie HERZOG, Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 41 voix pour et 2 abstentions (M. Marc ARCHAMBAULT -mandataire de Mme Patricia BOISUMEAU-),

(M. Bastien FAUDOT ne prend pas part au vote),

VALIDE :

- le principe de renouveau de l'axe ravalement,
- la suite de la procédure de la mise en place du renouveau de l'axe Jean Jaurès.

DELIBERATION N° 15-42 : ACTIVITE DU BUREAU D'HYGIENE EN 2014

Vu la délibération de M. Yves VOLA, Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

PREND ACTE de l'activité du Bureau d'Hygiène Communal 2014.

Par 42 pour et 2 abstentions (M. Marc ARCHAMBAULT -mandataire de Mme Patricia BOISUMEAU-),

VALIDE le protocole du Comité Technique Habitat, tel que proposé.

AUTORISE M. le Maire à le signer.

DELIBERATION N° 15-43 : DONATION DE 50 ŒUVRES DE KAMMERER-LUKA

Vu la délibération de Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Adjointe, présentée par M. Damien MESLOT, Député-Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

AUTORISE M. le Maire à accepter cette donation sans condition.

DELIBERATION N° 15-44 : MUSEES DE BELFORT - NUMERISATION DES COLLECTIONS POUR L'ANNEE 2015

Vu la délibération de Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Adjointe, présentée par M. Damien MESLOT, Député-Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 42 voix pour et 2 abstentions (M. Marc ARCHAMBAULT -mandataire de Mme Patricia BOISUMEAU-),

APPROUVE les opérations de numérisations.

APPROUVE le budget prévisionnel.

AUTORISE M. le Maire à solliciter auprès de la DRAC et de la Région les subventions correspondantes.

DELIBERATION N° 15-45 : ACQUISITIONS MUSEE DES BEAUX-ARTS ET MUSEE D'HISTOIRE

Vu la délibération de Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Adjointe, présentée par M. Damien MESLOT, Député-Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 40 voix pour et 2 abstentions (M. Marc ARCHAMBAULT -mandataire de Mme Patricia BOISUMEAU-),

(Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote),

DECIDE de ces acquisitions.

AUTORISE M. le Maire à solliciter le FRAM et à percevoir les subventions demandées.

DELIBERATION N° 15-46 : ACQUISITIONS D'ART MODERNE ET CONTEMPORAIN

Vu la délibération de Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Adjointe, présentée par M. Damien MESLOT, Député-Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 40 voix pour et 2 abstentions (M. Marc ARCHAMBAULT -mandataire de Mme Patricia BOISUMEAU-),

(Mme Francine GALLIEN, Mme Isabelle LOPEZ ne prennent pas part au vote),

DECIDE de ces acquisitions.

AUTORISE M. le Maire à solliciter le FRAM et à percevoir les subventions demandées.

DELIBERATION N° 15-47 : RECRUTEMENT D'UN AGENT VACATAIRE POUR LE RECOLEMENT ARCHEOLOGIQUE DES MUSEES - DEMANDE DE SUBVENTION A LA DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE FRANCHE-COMTE

Vu la délibération de Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Adjointe, présentée par M. Damien MESLOT, Député-Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 42 voix pour et 2 abstentions (M. Marc ARCHAMBAULT -mandataire de Mme Patricia BOISUMEAU-),

AUTORISE M. le Maire à solliciter, auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, le versement de cette subvention.

DELIBERATION N° 15-48 : DEMANDE DE SUBVENTION AU CONSEIL REGIONAL DE FRANCHE-COMTE POUR LA RESTAURATION D'OUVRAGES DE LA BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE

Vu la délibération de Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Adjointe, présentée par M. Damien MESLOT, Député-Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 42 voix pour et 2 abstentions (M. Marc ARCHAMBAULT -mandataire de Mme Patricia BOISMEAU-),

VALIDE le programme de travaux et le plan de financement prévisionnel.

AUTORISE M. le Maire à solliciter une subvention auprès du Conseil Régional de Franche-Comté.

DELIBERATION N° 15-49 : PARTENARIAT AVEC L'APELS A TRAVERS LE PROGRAMME NATIONAL 2015-2016 D'EDUCATION PAR LE SPORT DANS LES VILLES

Vu la délibération de M. Pierre-Jérôme COLLARD, Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 36 voix pour et 4 abstentions (M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Marc ARCHAMBAULT -mandataire de Mme Patricia BOISMEAU-),

(Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN ne prennent pas part au vote),

VALIDE la proposition d'engagement de la Ville dans le Programme 2015-2016 d'éducation par le sport présentée.

AUTORISE M. le Maire à signer la convention d'objectifs pluriannuelle 2015-2016 relative au Programme national 2015-2016 «Education par le sport dans les villes».

DELIBERATION N° 15-50 : ORGANISATION DES SEJOURS DE VACANCES POUR L'ETE 2015

Vu la délibération de M. Ian BOUCARD, Conseiller Municipal Délégué

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 36 voix pour et 6 abstentions (Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, M. Bastien FAUDOT, M. Marc ARCHAMBAULT -mandataire de Mme Patricia BOISMEAU-),

(Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT ne prennent pas part au vote),

ADOPTE les tarifs applicables pour ces séjours.

AUTORISE M. le Maire à signer les conventions de partenariat à venir avec le Conseil Général et la Caisse d'Allocations Familiales.

**DELIBERATION N° 15-51 : PROJET BIEN VIEILLIR A BELFORT -
PRESENTATION DE LA DEMARCHE**

Vu la délibération de Mme Frieda BACHARETTI, Conseillère Municipale déléguée

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 37 voix pour et 2 abstentions (M. Marc ARCHAMBAULT -mandataire de Mme Patricia BOISUMEAU-),

(Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT ne prennent pas part au vote),

AUTORISE le lancement de la démarche Bien Vieillir à Belfort.

APPROUVE les modalités et le cadre d'organisation de la démarche, tels que présentés.

ADOPTE la composition de l'instance de concertation.

DESIGNE Mme Francine GALLIEN au sein du collège rassemblant les élus (8 personnes) concernés par les thématiques traitées.

DELIBERATION N° 15-52 : TRAIN TOURISTIQUE - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Vu la délibération de Mme Claude JOLY, Conseillère Municipale Déléguée, présentée par M. Damien MESLOT, Député-Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 35 voix pour, 2 contre (M. Marc ARCHAMBAULT -mandataire de Mme Patricia BOISUMEAU-) et 1 abstention (M. Bastien FAUDOT),

(Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE ne prennent pas part au vote),

APPROUVE le principe d'un recours à une gestion déléguée pour la fourniture et la gestion du train touristique.

AUTORISE M. le Maire, ou son représentant, à engager toute action et à signer tout document utile à la mise en œuvre de cette délégation.

DELIBERATION N° 15-53 : FIMU 2015 - NOUVELLES DISPOSITIONS POUR LES STANDS DE RESTAURATION ET NOUVEAUX TARIFS

Vu la délibération de Mmes Florence BESANCENOT et Delphine MENTRE, Adjointes

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 36 voix pour et 3 abstentions (M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Marc ARCHAMBAULT -mandataire de Mme Patricia BOISUMEAU-),

(Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, Mme Latifa GILLIOTTE ne prennent pas part au vote),

APPROUVE ces nouvelles dispositions.

ADOpte les nouveaux tarifs.

DELIBERATION N° 15-54 : ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS

Vu la délibération de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 35 voix pour et 2 contre (M. Marc ARCHAMBAULT -mandataire de Mme Patricia BOISUMEAU-),

(Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Bastien FAUDOT ne prennent pas part au vote),

DECIDE d'affecter et de verser les subventions aux associations.

PROCEDE à un vote distinct pour les associations qui comptent un membre du Conseil Municipal, soit au sein de leur bureau, soit en qualité de salarié.

AUTORISE M. le Maire à signer les conventions à intervenir avec les associations concernées, conformément à la loi du 12 avril 2000, précisée par le décret n° 2011-495 du 6 juin 2011.

DELIBERATION N° 15-55 : DELEGATION DE PRODUCTION, DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION DE CHALEUR DES GLACIS DU CHATEAU – AVENANT N° 4

Vu la délibération de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 35 voix pour et 2 contre (M. Marc ARCHAMBAULT -mandataire de Mme Patricia BOISUMEAU-),

(Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Bastien FAUDOT ne prennent pas part au vote),

APPROUVE le projet d'avenant n° 4 de la délégation de production, de transport et de distribution de chaleur des Glacis du Château.

AUTORISE M. le Maire à le signer.

DELIBERATION N° 15-56 : MARCHE PUBLIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE (MPPE)

Vu la délibération de M. Jean-Marie HERZOG, Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 36 voix pour et 2 contre (M. Marc ARCHAMBAULT -mandataire de Mme Patricia BOISUMEAU-),

(Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE ne prennent pas part au vote),

APPROUVE le Marché Public de Performance Energétique passé avec le groupement SPIE EST/MDTE.

AUTORISE M. le Maire, ou son représentant, à le signer.

DELIBERATION N° 15-57 : DETECTEUR AUTONOME AVERTISSEUR DE FUMEE - PARTENARIAT NEOLIA ET VILLE DE BELFORT POUR LA FOURNITURE D'UN DETECTEUR DE FUMEE DES LOCATAIRES DE NEOLIA

Vu la délibération de M. Damien MESLOT, Député-Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 36 voix pour et 2 contre (M. Marc ARCHAMBAULT -mandataire de Mme Patricia BOISUMEAU-),

(Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE ne prennent pas part au vote),

VALIDE les modalités de partenariat prévues par le projet de convention Ville de Belfort/Néolia relative à la fourniture de Détecteurs Avertisseurs Autonomes de Fumée aux locataires de Néolia.

VALIDE la réservation des crédits nécessaires, soit 26 207,64 €, au Budget Supplémentaire 2015.

AUTORISE M. le Maire à signer le projet de convention avec Néolia.

DELIBERATION N° 15-58 : VENTE D'UN PETIT TRAIN TOURISTIQUE

Vu la délibération de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 36 voix pour et 2 contre (M. Marc ARCHAMBAULT -mandataire de Mme Patricia BOISUMEAU-),

(Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE ne prennent pas part au vote),

AUTORISE M. le Maire à organiser cette vente et de la conclure avec le candidat présentant l'offre la plus élevée.

DELIBERATION N° 15-59 : EXTENSION D'UN SYSTEME DE VIDEO-PROTECTION DE VOIE PUBLIQUE

Vu la délibération de M. Gérard PIQUEPAILLE, Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 36 voix pour et 2 contre (M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ),

(Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE ne prennent pas part au vote),

AUTORISE M. le Maire :

- à adhérer au groupement de commandes et à signer la convention y afférente,
- à solliciter les autorisations administratives nécessaires, préalablement à la mise en fonctionnement du dispositif,
- à solliciter les subventions au titre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance à hauteur de 200 000 € pour le dispositif de vidéoprotection.

DELIBERATION N° 15-60 : FIXATION DES TARIFS 2015-2016 DES ACCUEILS PERISCOLAIRES, DE LA RESTAURATION SCOLAIRE ET DES ACCUEILS DE LOISIRS DE LA VILLE DE BELFORT

Vu la délibération de Mme Monique MONNOT, Adjointe, et de M. Ian BOUCARD, Conseiller Municipal délégué

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 36 voix pour et 2 abstentions (M. Marc ARCHAMBAULT -mandataire de Mme Patricia BOISUMEAU-),

(Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE ne prennent pas part au vote),

ADOpte les modifications des différents tarifs pour l'année scolaire 2015-2016, avec effet au 1^{er} septembre 2015, telles qu'elles figurent dans les tableaux.

DELIBERATION N° 15-61 : MISE EN PLACE DU SERVICE CITOYEN

Vu la délibération de M. Ian BOUCARD, Conseiller Municipal délégué

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 36 voix pour et 2 abstentions (M. Marc ARCHAMBAULT -mandataire de Mme Patricia BOISUMEAU-),

(Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE ne prennent pas part au vote),

AUTORISE :

- la création du dispositif du Service Citoyen,
- M. le Maire, ou son représentant, à signer les conventions et actes afférents à ce dispositif.

~~~~~

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 h 50.

~~~~~

L'intégralité des débats peut être consultée sous le portail des élus du Conseil Municipal et sur le site Internet de la Ville de Belfort.

~~~~~

LE CONSEIL MUNICIPAL,

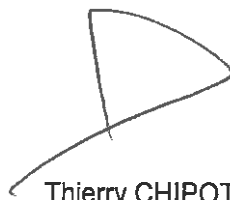
Par 42 voix pour et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

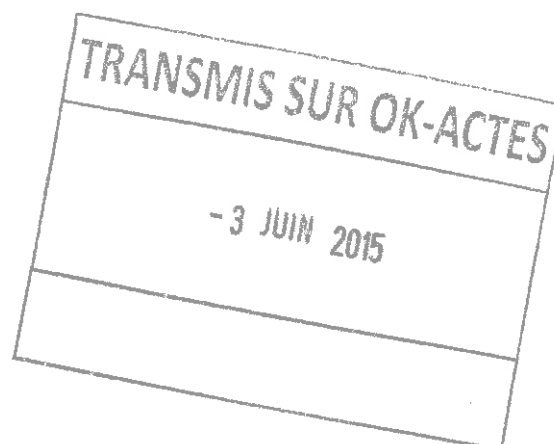
**ADOpte** le présent compte rendu.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

  
Thierry CHIPOT



## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-64

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

Compte rendu  
des décisions prises par  
M. le Maire en vertu  
de la délégation qui lui  
a été confiée par  
délibération du Conseil  
Municipal du 17 avril  
2014, en application de  
l'Article L 2122-22 du  
Code Général des  
Collectivités Territoriales

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 3 JUIN 2015





Direction des Affaires Générales  
Service des Assemblées

## DELIBERATION

de M. Damien MESLOT, Député-Maire

---

Références  
Mots clés  
Code matière

DM/ML/DS/IH - 15-64  
Assemblées Ville  
5.2

Objet

**Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibération du Conseil Municipal du 17 avril 2014, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales**

Je vous rends compte des décisions prises en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales depuis notre dernière réunion.

### CONCLUSION DES MARCHES SUIVANTS :

#### Marchés à procédures adaptées

---

- Arrêté n° 15-0366 du 17. 3.2015 : Marché de fournitures courantes et services passé avec la SARL GAUDEY sise 10 rue Paul Bert à Belfort

#### Montant TTC :

|                 |             |
|-----------------|-------------|
| . seuil minimum | 18 000,00 € |
| . seuil maximum | 36 000,00 € |

Objet : vérification réglementaire des installations de gaz des bâtiments de la Ville de Belfort.

Durée : 1 an à compter de la notification ; il peut être reconduit par période successive d'un an, pour une durée maximale de reconduction de 2 ans.

**- Arrêté n° 15-0367 du 17. 3.2015 : Marché de fournitures courantes et services passé avec le groupement conjoint INSER-VET/PLURI'ELLES sis 3 rue de Soissons à Belfort**

Montant TTC :

|                 |             |
|-----------------|-------------|
| . seuil minimum | 12 000,00 € |
| . seuil maximum | 72 000,00 € |

Objet : service de qualification et d'insertion professionnelle réalisé sous forme de prestations d'appui et d'accompagnement à l'emploi : confection et pose de rideaux dans les écoles de la Ville de Belfort.

Durée : 1 an à compter de la notification ; il peut être reconduit par période successive d'un an, pour une durée maximale de reconduction de 2 ans.

**- Arrêté n° 15-0368 : Avenant n° 4 au marché de Techniques de l'Information et de la Communication passé avec la SARL MISOPA sise 1 cours Leprince-Ringuet à Montbéliard (Doubs)**

Montant TTC : 4 593,60 €

Objet : hébergement et maintenance du site internet de la Ville de Belfort.

Durée : à compter de la notification.

**- Arrêté n° 15-0382 du 20. 3.2015 : Marché de service passé avec la Société LOGITUD sise ZAC du Parc des Collines - 53 rue Victor Schoelcher à Mulhouse (Haut-Rhin)**

Montant de la redevance annuelle TTC : 528,20 €

Objet : contrat n° 20150865 - maintenance du progiciel Géoprévention.

Durée : 17 avril 2015 au 31 décembre 2015 pour la première période, renouvelé par tacite reconduction pour des périodes annuelles débutant le 1er janvier de chaque année civile, deux fois maximum, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

**- Arrêté n° 15-0403 du 24. 3.2015 : Marché de travaux passé avec l'Entreprise LE SAVOIR VERT sise 24 rue de Belfort à Bavilliers (90800)**

Montant TTC : 17 966,64 €

Objet : aménagement du rond-point avenue du Général Gambiez.

Durée : 3 semaines à compter de la réception de l'ordre de service.

- Arrêté n° 15-0430 du 30. 3.2015 : **Marché de fournitures courantes et services passé avec la Société ELEPHANT Com & Events sise 5 avenue du Président Roosevelt à Belfort**

Montant TTC :

. seuil maximum - flocage de 25 vitrines 710,40 € (par vitrine)

Objet : flocage des vitrines des commerces vacants avenue Jean Jaurès à Belfort.

Durée : 18 mois à compter de la notification.

- Arrêté n° 15-0431 du 30. 3.2015 : **Avenant n° 1 au marché de travaux passé avec l'Entreprise EGBTP SARL sise ZI des Bouquières n° 10 à Exincourt (Doubs)**

Montant de l'avenant HT : 1 023,00 €

Nouveau montant TTC du marché : 8 773,20 €

Objet : isolation extérieure des pignons et murs et remplacement des châssis et portes du Gymnase Buffet - lot 1 : petite démolition-maçonnerie.

Durée : à compter de la notification.

- Arrêté n° 15-0433 du 30. 3.2015 : **Accord-cadre passé avec les Agences :**  
- CENTURY 21 sise 2A rue Saint-Antoine à Belfort  
- SARL ACTION 90 IMMOBILIER sise 12 avenue Jean Jaurès à Belfort  
- MARCELIN PREVOT IMMOBILIER sise 3 place de la République à Belfort

Montant TTC : 106 800,00 €

*(Les titulaires des marchés subséquents se rémunéreront par la perception de la commission versée par l'acquéreur qu'ils percevront lors de la signature de l'acte authentique).*

Objet : mandat d'agent immobilier en vue de la vente de biens immobiliers pour le compte de la Ville de Belfort.

Durée : 1 an à compter de la notification.

- Arrêté n° 15-0435 du 31. 3.2015 : **Marché de fournitures courantes et services passé avec la SARL LE PRIEURE sise 2 place de l'Eglise à MOISY (Loir et Cher)**

Montant TTC : 4 800,00 €

Objet : entretien de la toiture végétalisée du gymnase «Le Phare».

Durée : 12 mois, du 20 avril 2015 au 19 avril 2016 ; il peut être reconduit par période successive de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 2 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 19 avril 2018.

---

*Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibération du Conseil Municipal du 17 avril 2014, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales*

- Arrêté n° 15-0440 du 1. 4.2015 : Marché de fournitures courantes et services passé avec la Société SCOOP COMMUNICATION sise 585 rue de la Juine à Olivet (Loiret)

Montant TTC :

. seuil minimum 10 800,00 €  
. seuil maximum 22 800,00 €

Objet : réalisation et diffusion du Belfort-Mag, magazine d'information municipale (Lot 1 : mise en page).

Durée : à compter de la notification, jusqu'au 31 décembre 2015.

- Arrêté n° 15-0486 du 9. 4.2015 : Marché de fournitures courantes et services passé avec la Société COPIE REPRO sise ZI de la Louvière - Route de Besançon à Pirey (Doubs)

Montant HT :

- 990,00 € au titre de la location trimestrielle, soit 3 960,00 € par année,  
- 30,00 € pour 1 000 copies couleur avec une consommation estimée à 200 000 copies par an,  
- 3,50 € pour 1 000 copies noir et blanc avec une consommation estimée à 51 000 copies par an.

Objet : location-maintenance de deux photocopieurs pour le Service Reprographie de la Ville de Belfort.

Durée : à compter de la notification, jusqu'au 31 décembre 2015 ; il peut être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 4 ans.

- Arrêté n° 15-0488 du 9. 4.2015 : Marché de travaux passé avec les Entreprises :

- RAUSCHER SA sise 3 rue de la Gare à Adamswiller (Bas-Rhin)
- MOREL SARL sise 11 avenue de Schwabmünchen - BP 12 à Giromagny (90200)
- EIFFAGE ENERGIE sise Zone Industrielle - BP 26 à Bavilliers (90800)

Montants TTC :

| Entreprises     | Lots                                            | Montants TTC |
|-----------------|-------------------------------------------------|--------------|
| RAUSCHER SA     | 1 : gros œuvre - pierre de taille – échafaudage | 62 336,40 €  |
| MOREL SARL      | 2 : charpente bois                              | 61 681,15 €  |
|                 | 3 : couverture-zinguerie                        | 58 600,02 €  |
| EIFFAGE ENERGIE | 4 : électricité                                 | 3 613,21 €   |

Objet : travaux de restauration de la toiture de la chapelle du cimetière de Brasse.

Durée : 6 mois à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant au titulaire du lot concerné de commencer en premier l'exécution des travaux lui incombant.

---

*Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibération du Conseil Municipal du 17 avril 2014, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales*

**- Arrêté n° 15-0500 du 13. 4.2015 : Marché de maîtrise d'œuvre passé avec le Groupement conjoint BEJ SAS/Atelier d'Architecture Jean-Louis VADAM sis 40 rue Richard Perlinsky à Audincourt (Doubs)**

Montant TTC : 6 757,20 €

Objet : réfection de la cour de l'école élémentaire Géhant.

Durée : 9 semaines, pour la phase étude, à compter de la date de réception de l'ordre de service par le titulaire, et jusqu'à la fin de garantie de parfait achèvement des travaux.

**- Arrêté n° 15-0501 du 13. 4.2015 : Marché public de travaux passé avec la Société C.I.T.E. sise 16 rue de Schweighouse à Cernay (Haut-Rhin)**

Montant TTC : 108 000,00 €

- Période initiale 60 000,00 €
- 1<sup>ère</sup> période 24 000,00 €
- 2<sup>ème</sup> période 24 000,00 €

Objet : mise en conformité des réseaux d'appoint d'eau par fourniture et pose de disconnecteurs, contrôle et maintenance périodique des disconnecteurs à zone de pression réduite contrôlables des bâtiments de la Ville de Belfort.

Durée : 12 mois à compter de sa notification à l'attributaire ; il peut être reconduit par période successive de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 2 ans.

**- Arrêté n° 15-0546 du 14. 4.2015 : Marché de travaux passé avec les Entreprises :**

- EGBTP sise ZI des Bouquières - n° 10 Exincourt (Doubs)
- HARDY sise 12 rue des Prés à Audincourt (Doubs)
- LOICHOT sise Parc d'Activités du Moulin - rue des Emaux - BP 16 à Dampierre-les-Bois (Doubs)
- POLE BATIMENT sise Zone Technoland - 155 rue des Epasses à Brognard (Doubs)
- SEEB sise 1 bis rue des Prés à Mandeure (Doubs)

Montants TTC : 139 131,55 €

| Entreprises   | Lots                                  | Montants TTC |
|---------------|---------------------------------------|--------------|
| EGBTP         | 1 : gros œuvre                        | 7 363,20 €   |
| HARDY         | 2 : bardage                           | 88 445,64 €  |
| LOICHOT       | 3 : menuiseries extérieures aluminium | 32 472,00 €  |
| POLE BATIMENT | 4 : isolation – peinture              | 8 540,71 €   |
| SEEB          | 5 : électricité                       | 2 310,00 €   |

Objet : remplacement de la façade Nord-Ouest de la salle de sport du gymnase Buffet.

Durée : 8 semaines à compter de la date fixée par l'ordre de service.

*Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibération du Conseil Municipal du 17 avril 2014, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales*

## Conventions

---

**- Arrêté n° 15-0424 du 27. 3.2015 : Convention de mise à disposition passée avec l'Association «Mamans du Cœur»**

Objet : mise à disposition d'un local situé dans le bâtiment de l'ancienne école maternelle de la Méchelle - 64 rue de la 1<sup>ère</sup> Armée, d'une superficie de 56 m2.

Destination : activités de l'association.

Montant : à titre gratuit (*pour information : le montant mensuel est évalué à 470 €*).

Durée : 15 février au 31 décembre 2015, renouvelable tacitement par période d'un an, jusqu'au 31 décembre 2019.

**- Arrêté n° 15-0467 du 2. 4.2015 : Convention de mise à disposition passée avec l'Association «Théâtre Granit, Scène Nationale de Belfort»**

Objet : mise à disposition du théâtre municipal sis 1 faubourg de Montbéliard et du théâtre de la coopérative sis 2 rue Parisot à Belfort.

Destination : activités de l'association.

Montant : à titre gratuit (*pour information : le montant annuel de la mise à disposition des deux théâtres est évalué à 233 000 €*).

Durée : 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2015, renouvelable tacitement chaque année, jusqu'au 31 décembre 2019.

**- Arrêté n° 15-0503 du 13. 4.2015 : Convention de mise à disposition de locaux passée avec l'Association «Les Riffs du Lion»**

Objet : mise à disposition de locaux, site Groupe scolaire Louis Aragon sis 3 rue Louis Aragon à Belfort.

Destination : activités de l'association.

Montant : à titre gratuit, y compris les charges et les impôts (*à titre indicatif, un tel apport en nature est estimé à 8 992,37 € annuels*).

Durée : 10 ans à compter du 1<sup>er</sup> février 2015, renouvelable à son terme par tacite reconduction par période d'un an, sans pouvoir excéder 12 ans.

**- Arrêté n° 15-0554 du 21. 4.2015 : Convention de mise à disposition de locaux passée avec l'Association «AIDES Grand Est»**

Objet : mise à disposition d'un bureau dans le Bâtiment A de la Cité des Associations - 2 rue Jean-Pierre Melville à Belfort.

Destination : activités de l'association.

Montant : à titre gratuit (*pour information : le montant mensuel de la mise à disposition à 277,20 €*).

Durée : 25 mars au 31 décembre 2015, renouvelable tacitement par période d'un an, jusqu'au 31 décembre 2027.

**- Arrêté n° 15-0555 du 21. 4.2015 : Convention de mise à disposition de locaux passée avec l'Association «France Alzheimer Franche-Comté»**

Objet : mise à disposition d'un bureau dans le Bâtiment A de la Cité des Associations - 2 rue Jean-Pierre Melville à Belfort.

Destination : activités de l'association.

Montant : à titre gratuit (*pour information : le montant mensuel de la mise à disposition à 277,20 €*).

Durée : 25 mars au 31 décembre 2015, renouvelable tacitement par période d'un an, jusqu'au 31 décembre 2027.

**- Arrêté n° 15-0575 du 22. 4.2015 : Convention de mise à disposition passée avec l'Association «Les amis d'Auguste Bartholdi»**

Objet : mise à disposition d'un local situé dans le bâtiment de l'ancienne école maternelle de la Méchelle - 64 rue de la 1<sup>ère</sup> Armée, d'une superficie de 80 m<sup>2</sup>.

Destination : activités de l'association.

Montant : à titre gratuit (*pour information : le montant mensuel est évalué à 672 €*).

Durée : 1<sup>er</sup> avril au 31 décembre 2015, renouvelable tacitement par période d'un an, sans pouvoir excéder 12 ans.

**Tarifs**

---

**- Arrêté n° 15-0463 du 2. 4.2015 : Musées - Vente d'un ouvrage concernant les espaces verts de Belfort**

Objet : aux tarifs des Musées, il convient de rajouter :

vente d'un ouvrage concernant les espaces verts de Belfort 19,00 €

---

*Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibération du Conseil Municipal du 17 avril 2014, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales*

## Régie

### **- Arrêté n° 15-0558 du 21. 4.2015 : Jeunesse - Création d'une régie d'avance temporaire « Paiement des menues dépenses »**

♦ Il est institué une régie de dépenses temporaire auprès du Service Jeunesse de la Ville de Belfort. La régie fonctionne du 27 avril 2015 au 1<sup>er</sup> mai 2015. Elle a pour objet le paiement des dépenses suivantes :

- . péage,
- . essence,
- . alimentation et autres produits de consommation courante,
- . frais médicaux.

## Destruction de matériels informatique

### **- Arrêté n° 15-0576 du 23. 4.2015 : Direction des Systèmes d'Information – Destruction de matériels informatiques**

Objet : destruction de matériels informatiques obsolètes ou hors services :

- ☞ 2 serveurs COMPAQ Proliant DL 380 G4 acquis en 2006, commandes n° 06M02812 et n° 06M04991.
- ☞ 1 serveur HP Proliant DL 380 G5 acquis en 2007, commande n° 07M11004.
- ☞ 1 serveur HP Proliant DL 380 G6 acquis en 2009, commande n° 09M09187.
- ☞ 1 ordinateur portable HP Probook 4520s acquis en 2010, commande n° 10M10128.
- ☞ 1 ordinateur Ultra portable SONY VGN-TZ31WN acquis en 2009, commande n° 09M03192.
- ☞ 1 ordinateur Ultra portable SONY VGN-TZ31WN\_B acquis en 2009, commande n° 09M05697.
- ☞ 1 ordinateur portable HP 620 acquis en 2011, commande n° 11M00694.
- ☞ 2 ordinateurs NEC PowerMate VL280 Desktop acquis en 2008, commande n° 08M13833.
- ☞ 60 ordinateurs NEC PowerMate VL280 Desktop acquis en 2009, commandes n° 09M03957 (2 unités), n° 09M03959 (5 unités), n° 09M03962 (51 unités), n° 09M05160 (2 unités).
- ☞ 8 ordinateurs NEC Workstation W11520 acquis en 2009, commande n° 09M03962 (7 unités) et n° 09M08817 (1 unité).
- ☞ 2 ordinateurs HP xw4600 Workstation acquis en 2010, commande n° 10M03146.
- ☞ 1 ordinateur Lenovo 7303WMJ acquis en 2010, commande n° 10M03146.
- ☞ 11 ordinateurs NEC PowerMate VL260 Desktop acquis en 2007, commande n° 07M00047, budget CFA.
- ☞ 1 ordinateur NEC PowerMate VL260 Desktop acquis en 2009, commande n° 09M00113, budget CFA.
- ☞ 6 écrans NEC V720 CRT17 acquis en 2003, commande n° 03M00600, budget CFA.

*Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibération du Conseil Municipal du 17 avril 2014, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales*



- ☞ 7 écrans NEC V720 CRT17 acquis en 2003, commande n° 03M11783.
- ☞ 1 écran NEC LC17m TFT17 acquis en 2005, commande n° 05M13443.
- ☞ 2 écrans NEC LC17m TFT17 acquis en 2006, commande n° 06M02102 (1 unité) et n° 06M03104 (1 unité).
- ☞ 1 écran NEC AccuSync LCD 73VM TFT17 acquis en 2006, commande n° 06M12518.
- ☞ 1 écran NEC AccuSync LCD 73VM TFT17 acquis en 2007, commande n° 07M00192, budget CFA.
- ☞ 1 écran NEC LC17m TFT17 acquis en 2007, commande n° 07M15124.
- ☞ 1 écran NEC LC17m TFT17 acquis en 2008, commande n° 08M07696.
- ☞ 1 écran NEC LCD 175VXM+ TFT17 acquis en 2009, commande n° 09M09180.
- ☞ 11 imprimantes HP LaserJet 1200 acquises en 2002, commande n° 02M10147.
- ☞ 4 imprimantes HP LaserJet 1300 acquises en 2003, commande n° 03M12428.
- ☞ 1 imprimante HP LaserJet 1300 acquises en 2004, commande n° 04M09181.
- ☞ 1 imprimante HP LaserJet 3015 DN acquise en 2010, commande n° 10M03156.

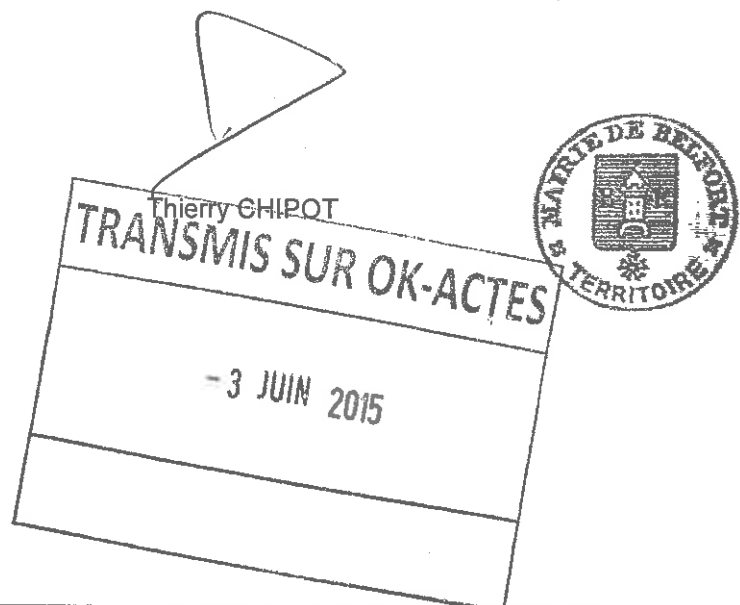
LE CONSEIL MUNICIPAL,

**PREND ACTE.**

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage



Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibération du Conseil Municipal du 17 avril 2014, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-65

Négociation par le Centre  
de Gestion de la Fonction  
Publique Territoriale  
d'un contrat d'assurance  
destiné à couvrir les  
risques financiers  
encourus du fait de  
la protection sociale  
des agents

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

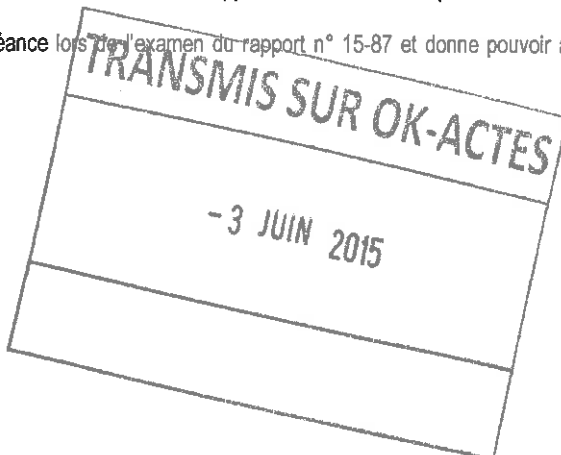
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.





Direction Ressources et Moyens Généraux  
Service Sécurité et Conditions de Travail

## DELIBERATION

de M. Damien MESLOT, Député-Maire

---

Références  
Mots clés  
Code matière

DM/GL/CB - 15-65  
Hygiène et Sécurité  
4.1

Objet

**Négociation par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'un contrat d'assurance destiné à couvrir les risques financiers encourus du fait de la protection sociale des agents**

VU

- le Code Général des Collectivités Territoriales,
- le Code des Marchés Publics,
- le Code des Assurances,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, et notamment son article 26 en son 5ème alinéa,
- le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 modifié pris pour l'application du deuxième alinéa de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

Le contrat d'assurance groupe, conclu par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Territoire de Belfort pour le compte des communes et établissements territoriaux, et destiné à couvrir les risques financiers induits par l'absentéisme des agents, arrive à expiration le 31 décembre 2015.

L'intérêt de ce type de contrat étant indéniable, il paraît nécessaire de procéder à la conclusion de nouveaux contrats permettant la garantie des risques pour une période suffisamment longue.

Compte tenu de l'état de la législation, ce type de contrat est soumis au formalisme du Code des Marchés Publics. Sa durée ne peut être supérieure à 5 années.

Afin de faciliter la conclusion de cette opération délicate et d'obtenir le meilleur rapport qualité-prix possible, il est envisagé, conformément aux dispositions de l'article 26, 5<sup>ème</sup> alinéa de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et du décret n° 86-552 du 14 mars 1986 susvisés, de confier au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale une mission de négociation et de conclusion de contrats-groupe pour l'ensemble du département et pour le compte des communes et des établissements territoriaux.

Ces contrats devront être conclus avec des entreprises agréées d'assurance après mise en concurrence, conformément aux orientations européennes et nationales en la matière. Toutes les entreprises d'assurance, quel que soit leur mode de travail et de fonctionnement, devront pouvoir soumettre une offre, y compris celle préférant rendre leurs prestations par l'intermédiaire d'un courtier ou d'un autre intermédiaire.

Le contrat-groupe et les contrats individuels seront conclus pour une durée de 3 ans, sans possibilité de renouvellement par tacite reconduction.

Chaque contrat pourra couvrir l'une ou l'autre des catégories de personnels susceptibles d'être employées par les communes et établissements, en tenant compte du niveau de couverture sociale offert.

Les garanties proposées sont pour chaque catégorie définie :

**Fonctionnaires titulaires et stagiaires dont le temps de travail est supérieur ou égal à 28 h hebdomadaires (régime de cotisation de la CNRACL)**

- le congé maladie ordinaire,
- le congé de longue maladie,
- le congé de longue durée,
- le temps partiel thérapeutique et l'invalidité temporaire ou définitive,
- le congé à la suite d'un accident de travail ou d'une maladie d'origine professionnelle,
- le congé de maternité ou d'adoption,
- le congé de paternité,
- le décès de l'agent avec versement du capital-décès.

**Fonctionnaires titulaires et stagiaires dont le temps de travail est inférieur à 28 h et agents non-titulaires (régime de cotisation de l'IRCANTEC)**

- le congé maladie ordinaire,
- le congé de grave maladie,
- le congé à la suite d'un accident de travail ou d'une maladie d'origine professionnelle,
- le congé de maternité ou d'adoption,
- le congé de paternité.

---

*Objet : Négociation par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'un contrat d'assurance destiné à couvrir les risques financiers encourus du fait de la protection sociale des agents*

Le Centre de Gestion devra être considéré, pendant toute l'exécution du contrat, comme le représentant-mandataire des communes et établissements. Les demandes de remboursement devront être transmises à l'assureur par son intermédiaire.

Une fois le marché passé, il appartiendra à la collectivité d'adhérer, selon la formule qui lui conviendra.

Le remboursement de l'assureur est versé directement aux communes et établissements.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 41 voix pour et 1 contre (M. Marc ARCHAMBAULT),

*(M. Alain DREYFUS-SCHMIDT ne prend pas part au vote),*

**APPROUVE** ce projet.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,



Thierry CHIPOT



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

**TRANSMIS SUR OK-ACTES**  
-3 JUIN 2015

*Objet : Négociation par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'un contrat d'assurance destiné à couvrir les risques financiers encourus du fait de la protection sociale des agents*

## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-66

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

Rapport d'information  
sur le projet de  
modification du Plan  
Local d'Urbanisme pour  
la requalification du site  
de la laiterie

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

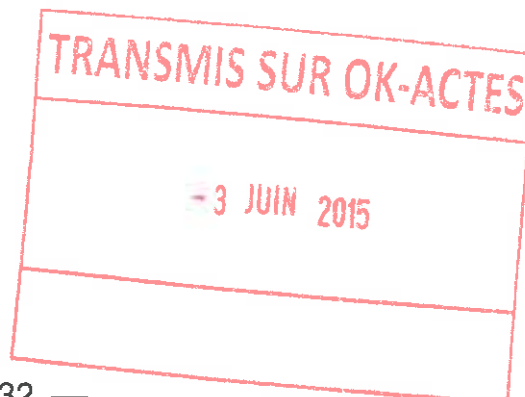
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.



Direction Générale des Services Techniques  
Direction de l'Urbanisme

## **DELIBERATION**

de M. Damien MESLOT, Député-Maire

Références  
Mots clés  
Code matière

DM/PDL - 15-66  
Urbanisme  
2.1.

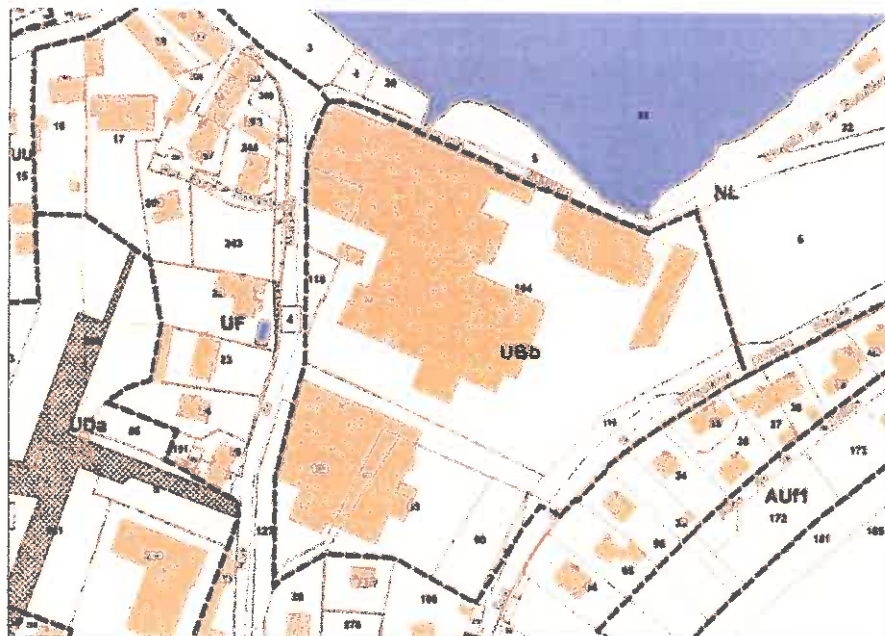
**Objet**

**Rapport d'information sur le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme pour la requalification du site de la laiterie**

Lors du Conseil Municipal du 5 février dernier, je vous ai présenté le projet de création d'une résidence seniors et de logements de standing sur le site de l'ancienne laiterie.

Le projet a fait l'objet d'une présentation au Conseil de Quartier des Forges, durant lequel les habitants ont fait connaître leur volonté de limiter la hauteur des bâtiments projetés. Aussi, je vous propose de restreindre celles-ci à 13,5 mètres, toitures comprises, mais hors édifices techniques de faibles importances.

Pour ce faire, l'ensemble des parcelles, d'une superficie totale de plus de 2.7 ha, actuellement classé en zone UY (zone à vocation industrielle), serait rattaché à la zone UB, zone ayant pour vocation d'accueillir de l'habitat collectif et des équipements commerciaux, artisanaux et tertiaires ainsi que de l'habitat individuel si celui-ci s'intègre au bâti environnant. Un sous-secteur « b » serait spécialement créé afin d'édicter des règles de hauteur spécifiques.



Compte tenu du dénivelé du terrain (et notamment du différentiel d'environ 4 m entre, au Nord, le point le plus haut de la rue Bussière, et au Sud, le point le plus bas de la future zone), le calcul de la limitation à 13,5 m pourrait se faire, pour l'ensemble du secteur, en volume capable mesuré parallèlement à la côte NGF 362.28 m, laquelle correspond à la cote altimétrique du trottoir de la rue de Marseille, point mesuré à l'angle Sud de la parcelle AS116.



Ces dispositions seraient soumises à l'avis de la population lors de l'enquête publique organisée dans le cadre de la procédure de modification du PLU en septembre pour une approbation à l'automne prochain.

Ainsi, le projet ne pourra pas dépasser un rez-de-chaussée surélevé + 3 niveaux au lieu d'un rez-de-chaussée surélevé + 5 niveaux initialement prévus, passant d'une hauteur de l'ordre de 20 mètres à une hauteur limitée de 13,5 mètres. C'est la traduction de la consultation avec la population.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**PREND ACTE** de ce rapport.

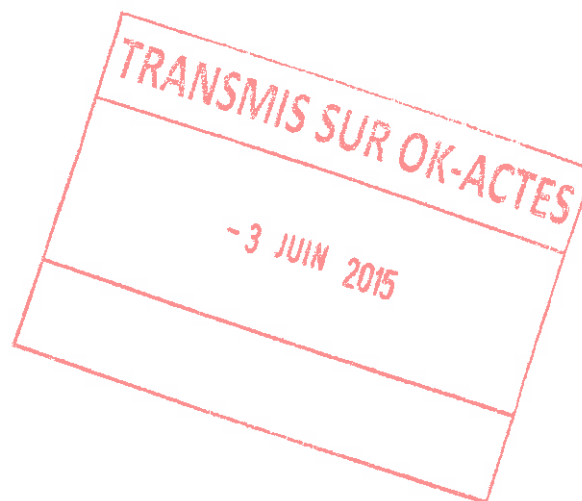


Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

  
Thierry CHIPOT



## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-67

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

Devenir du site belfortain  
de l'hôpital Nord  
Franche-Comté :  
lancement d'une  
procédure de ZAC

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Étaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.

TRANSMIS SUR OK-ACTES

10 JUIN 2015



Direction Générale

## DELIBERATION

de M. Damien MESLOT, Député-Maire  
et M. Jean-Marie HERZOG, Adjoint

Références  
Mots clés  
Code matière

DM/JMH/TC/FL - 15-67  
Urbanisme  
2.1

Objet

**Devenir du site belfortain de l'hôpital Nord Franche-Comté :  
lancement d'une procédure de ZAC**

Comme vous le savez, l'ouverture du site médian de l'hôpital Nord Franche-Comté, et donc la vente des sites urbains, est prévue pour l'automne 2016. Un nouveau quartier de ville, essentiellement composé de nouveaux logements, va pouvoir être urbanisé. Il convient d'ores et déjà d'y réfléchir en termes d'aménagement global, de typologie des futures constructions, de densité, d'équipements publics et de budget. Ce premier rapport vise à présenter le site et ses enjeux, les orientations possibles, et propose une procédure de ZAC pour son aménagement futur.

### 1. Un site et de forts enjeux :

L'AUTB a réalisé, à notre demande, deux documents de travail concernant le site de l'hôpital.

Le premier document décrit en premier lieu le site, son contexte urbain, son évolution historique et le droit des sols applicable aujourd'hui. Ces éléments, agrémentés de photos et de plans, n'appellent pas de commentaires particuliers, sinon que l'enjeu est très important.

Viennent ensuite un état des lieux des emprises du site et un inventaire des bâtiments. Ainsi, chacun de la vingtaine de bâtiments qui composent le site fait l'objet d'une fiche avec sa photo, sa localisation sur plan, sa description et une analyse de ses particularités et de ses points faibles. Il en ressort pour l'AUTB que tous les bâtiments peuvent être détruits, même si six d'entre eux méritent une réflexion supplémentaire (page 27) :

- le bâtiment C, repéré par ailleurs, car susceptible d'accueillir l'association "Les Bons Enfants" pour une unité Alzheimer, ainsi qu'une maison médicale, une unité de radiologie du centre hospitalier, voire un premier accueil pour la "bobologie" ;
- l'ancien pavillon du directeur ;
- l'internat facile à reconverter en logements ;

- le pavillon Levy-Grünwald ;
- la chapelle ;
- l'ensemble B et E au Nord du site, aile Ouest du premier hôpital civil.

Cette réflexion "démolition ou non" est importante, car comme nous le notons dans le second document, elle pèse sur la constructibilité du futur site.

La fin du document évoque les vocations du site (et pour l'essentiel l'habitat), les procédures applicables, dont la ZAC, et expose quelques exemples de reconversions de sites hospitaliers.

Le second document vise à mieux cerner le potentiel constructible.

Une répartition moyenne des typologies de construction (*pages 23, 24 et 25*) signifierait de l'ordre de 410 logements nouveaux pour le site, soit de l'ordre de 800 habitants.

Sont ensuite analysées les incidences du maintien de tel ou tel bâtiment (comme évoqué dans le 1<sup>er</sup> document).

La synthèse (*page 34*) va d'un potentiel de 280 logements, avec le maintien des cinq bâtiments analysés (la chapelle n'est pas reprise dans l'analyse), à 365 logements, avec le maintien du seul bâtiment C.

La lecture de cette analyse montre l'intérêt à démolir le plus de bâtiments possible pour, d'une part, disposer du meilleur potentiel possible, d'autre part, pour favoriser une vision globale et harmonieuse.

## **2. Une procédure de ZAC :**

La procédure proposée est la ZAC :

S'agissant du périmètre, nous vous proposons de ne retenir que le périmètre du site hospitalier, en y ajoutant cependant le parking propriété Ville, dont l'intégration permettrait de réaliser, d'une part, une salle d'exposition, associée à la donation Jardot, d'autre part, une éventuelle extension du square Lechten.

S'agissant du calendrier, l'objectif serait que la ZAC soit opérationnelle en septembre 2016.

## **3. Les objectifs poursuivis :**

Faut-il le rappeler, le rachat des terrains libérés par l'hôpital Nord Franche Comté vise, d'une part, à ne pas laisser se développer une friche urbaine en centre ville, d'autre part, à développer un programme harmonieux de logements de qualité ciblés vers l'accession à la propriété et d'équipements publics à vocations sanitaire et (ou) culturelle et (ou) d'enseignement.

La procédure de ZAC vise à une action globale menée par un seul opérateur (le concessionnaire qui sera notamment l'interface avec les investisseurs appelés à intervenir), la Ville étant présente à chaque stade des futures opérations.

Concrètement, l'objectif en nombre de logements pourrait être de l'ordre de 350 à 400 unités, soit de l'ordre de 77 à 88 logements par hectare, soit un bâti de type R+3 et R+4.

Les études préalables menées par l'AUTB démontrent qu'une telle jauge peut être atteinte avec des programmes constructifs, certes collectifs, mais de faible hauteur, et dans un environnement peu densifié.

En terme de calendrier la commercialisation de 400 logements s'étalerait sur une période de 15 ans.

#### 4. Les modalités de concertation :

Il vous est proposé, outre le débat de ce jour :

- une réunion publique spécifique de présentation des enjeux et de recueil de l'avis des habitants ;
- une présentation du dossier dans Belfort Mag et la mise à disposition pendant deux mois d'un cahier à l'accueil de l'Hôtel de Ville ;
- une analyse des retours de concertation devant notre assemblée avant arrêt du projet.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 37 voix pour, 1 contre (M. Marc ARCHAMBAULT) et 5 abstentions (Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI),

**DECIDE :**

- le principe d'achat des terrains de l'hôpital,
- le lancement d'une ZAC pour réaliser le projet.

**ADOpte** les modalités de concertation proposées.

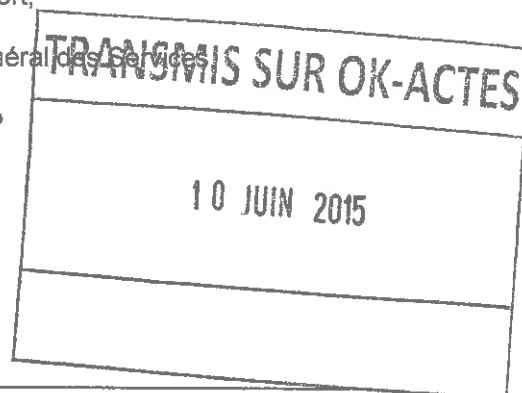
Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage



Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services

Thierry CHIPOT

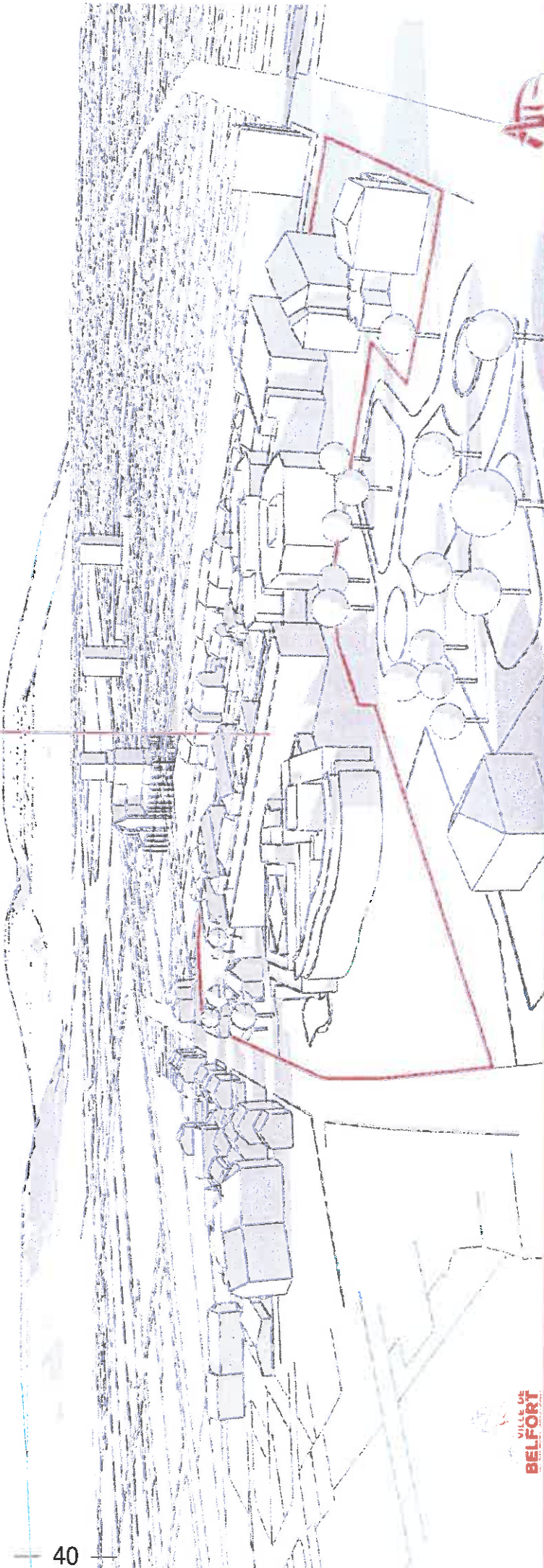


Objet : Devenir du site belfortain de l'hôpital Nord Franche-Comté : lancement d'une procédure de ZAC

# CHBM - site de Belfort

## Estimation du potentiel constructible

février 2015





## Motif de l'étude

La municipalité envisage une procédure de ZAC pour mener à bien la reconversion du site de l'hôpital de Belfort. La disparition des bâtiments existants libère une superficie foncière à partir de laquelle il faut estimer une capacité constructible générale.

Faisant suite à une première étude qui visait à retrouver un certain nombre de plans dans l'évolution du site et à analyser l'existant, cette deuxième étape aborde, sans pour autant entrer dans un travail de programmation ou de conception urbaine, plusieurs formats résidentiels et leurs combinaisons possibles pour approcher un niveau de constructibilité global.

Cette valeur pourra être exploitée comme une des premières données utiles à la faisabilité économique de l'opération. L'ensemble des données de la faisabilité économique devra être ensuite corroboré par une programmation et un projet d'urbanisme.





CHBM site de Belfort  
> Situation dans la ville de Belfort

0 100 200 300 m  
Agence d'Urbanisme du Territoire de Belfort - Janvier 2015  
Sources : SDUR 2010 - CAUS 2011 - CAUS 2012 - CAUS 2013  
SDUR 2013 (30)

## Sommaire

|                                                                 |          |
|-----------------------------------------------------------------|----------|
| Motif de l'étude .....                                          | 3        |
| Rappel de l'étude préalable .....                               | 6        |
| <b>Le choix de la fonction résidentielle .....</b>              | <b>9</b> |
| Archétypes bâtis .....                                          | 10       |
| • Maisons en bande .....                                        | 10       |
| • Immeubles plots .....                                         | 12       |
| • Immeubles de ville en îlot ouvert .....                       | 14       |
| • Immeubles linéaires .....                                     | 16       |
| Capacité théorique du site selon le type bâti .....             | 18       |
| Potentiel théorique pour chacun des types bâtis .....           | 20       |
| Répartition de principe des types bâtis .....                   | 22       |
| Estimation de la capacité brute du site (Hypothèse 1) .....     | 24       |
| Incidences de la conservation de bâtiments existants .....      | 26       |
| • Hypothèse 2 .....                                             | 28       |
| • Hypothèse 3 .....                                             | 29       |
| • Hypothèse 4 .....                                             | 30       |
| • Hypothèse 5 .....                                             | 31       |
| Deux variantes de répartition de principe des types bâtis ..... | 32       |
| Récapitulatif .....                                             | 34       |
| En conclusion .....                                             | 35       |

## Rappel de l'étude préalable

L'ouverture fin 2016 du site médian, actuellement en cours de construction à Trévenans, signifie un bouleversement à court terme dans le fonctionnement des sites hospitaliers urbains du CHBM. En l'occurrence il s'agit même à Belfort de la cessation complète de son activité en cœur de ville. C'est pourquoi la Ville de Belfort a souhaité réfléchir au plus tôt aux conditions et modalités de la mutation.

L'AUTB a réalisé une première étude (novembre 2014) pour apporter un éclairage sur ce site, ainsi que des pistes de réflexion pour un projet urbain. L'essentiel est récapitulé ici :

### Contexte urbain

**Le site hospitalier belfortain, d'une emprise de 4,2 hectares, occupe la presque totalité d'un grand îlot triangulaire situé à l'articulation du centre-ville et du vaste faubourg des Vosges.**

Il est délimité au Sud par la rue de Mulhouse, au Nord par la rue résidentielle Saint-Antoine à sens unique, et à l'Est par l'avenue Jean Jaurès et le square Lechten. Hormis de vastes places minérales à vocation de stationnement non loin du site, le square Lechten représente aujourd'hui le seul espace public de respiration dans la partie sud du quartier Jean Jaurès.

Ce quartier relève d'un tissu urbain de faubourg : à une base majoritairement résidentielle viennent s'ajouter des commerces et des activités en rez-de-chaussée des principales voies de transit, ainsi que quelques équipements de quartier qui font souvent l'objet d'un zonage réglementaire spécifique. Des types architecturaux variés s'y côtoient, allant de la villa à l'immeuble contemporain, l'ensemble respectant globalement un alignement sur voie et une hauteur n'excédant guère R+4. Enfin la partie sud du quartier dans lequel s'inscrit le site hospitalier bénéficie de quelques repères visuels urbains et d'axes de vue, notamment par les rues James Long et de Wissembourg.

### État des lieux et enjeux du site

Le site actuel se présente comme le résultat de son évolution par accumulations successives. Depuis la construction d'un hôpital « moderne » à la fin du XIXe siècle, de nombreux bâtiments sont venus au cours du temps compléter puis remplacer pour partie l'ensemble composé d'origine, au gré des nouveaux besoins fonctionnels. Les espaces non-bâti du site, attribués pour une bonne part aux accès automobiles et au stationnement du personnel, répondent à la même logique : il s'agit surtout de reliquats et non d'espaces organisés. Le paysage urbain hétéroclite qui en résulte souffre d'un manque de lisibilité.

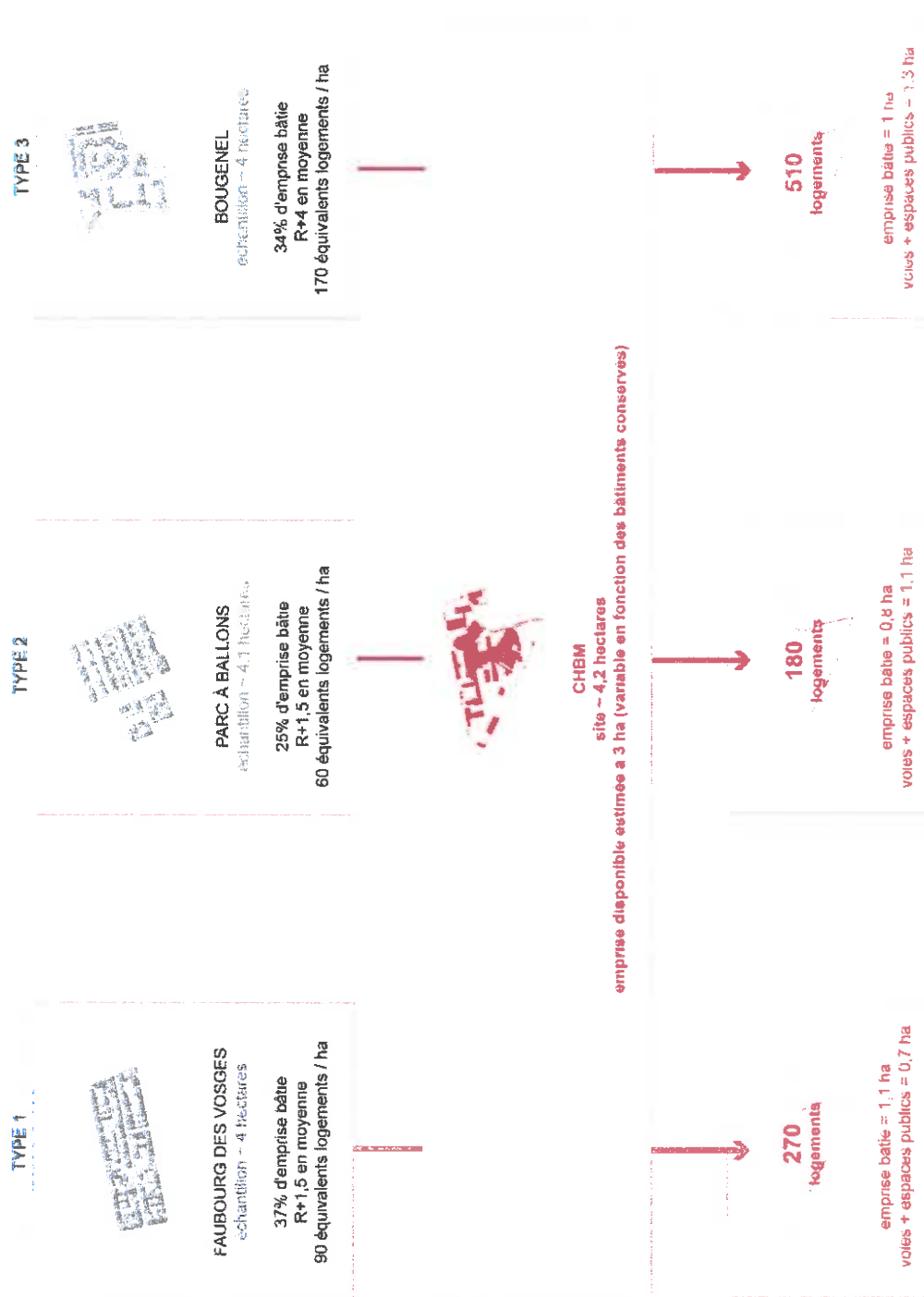
La localisation à l'articulation du centre-ville et du faubourg est certainement le premier critère dans la définition des enjeux urbains du site.

Son emprise importante, la proximité de grands axes viaires, la présence du square Lechten en bordure orientent également la réflexion quant au devenir des limites et des 'façades' urbaines du site, à l'intérêt qu'il y aurait à pouvoir le traverser d'une manière ou d'une autre, et à la définition des bâtiments qui pourraient être reconvertis et témoins de l'histoire de ce morceau de ville.

### Première approche de la capacité du site

En rapportant différents types résidentiels belfortains\* à l'emprise moyenne disponible après démolitions (estimée à 3 hectares), on a exprimé une capacité en équivalents-logements pour de la construction neuve, allant de 180 à 510 selon le modèle (voir ci contre). C'est cette première estimation large qu'il s'agit ici de préciser.

\*Source  
Formes urbaines et capacités occupées (AUTB, 2013).







## Le choix de la fonction résidentielle

La première *Étude préalable à la mutation du site belfortain du CHBM* (AUTB, 11/2014) a souligné sa capacité à accueillir différentes fonctions (habitat, équipement, activités de service en lien avec la santé, espaces publics...), compte tenu à la fois de son ampleur et de sa situation en centre urbain.

Toutefois, l'hypothèse retenue à ce stade privilégie l'habitat. Cette orientation correspond notamment à trois objectifs de la Ville :

- renouveler son attractivité résidentielle ;
- s'inscrire dans la modernité par une opération de référence ;
- entrer en harmonie avec les îlots voisins, eux-mêmes à prendre en compte pour une action de requalification.

Sans exclure d'autres hypothèses, c'est donc sur la base d'un programme de logements que sera évaluée la capacité du terrain. Pour cela, des modèles bâtis résidentiels et leurs densités respectives sont décrits puis 'testés' sur le site. Les doubles pages qui suivent présentent les caractéristiques générales de quatre archétypes bâtis parmi les plus courants, qui serviront à cet exercice :

- maisons en bande ;
- immeubles plots ;
- immeubles de ville en îlot ouvert ;
- immeubles linéaires.

Pour chaque type, deux opérations réalisées sont données à titre d'exemple, afin d'illustrer la variété des propositions au sein d'une même 'famille', aussi bien en termes de densité que d'expression architecturale ou encore d'ambiance urbaine.



## MAISONS EN BANDE - caractéristiques courantes du type

Il s'agit de maisons individuelles associées par les murs mitoyens et formant des rangées. Les maisons en bande possèdent deux façades. Chacune bénéficie en général d'un terrain privatif, dont les dimensions sont néanmoins très variables selon le contexte de l'opération.



40 / ha  
en moyenne

hauteur du bâti  
R+1 (6 m) à R+2

dimensions

10 à 12 m d'épaisseur, largeur ~6 m par unité

implantation  
rangées parallèles

coefficient d'emprise au sol  
(emprise bâtie / surface du terrain)  
~ 20 à 70 %

densité (base 100 m<sup>2</sup> par logement)  
20 à 60 logements / ha

### ATOUS :

- Fabrication d'un tissu urbain (alignement, front bâti, avant et arrière...) avec de l'habitat individuel.
- Présence d'un jardin pour chaque maison, paysage public produit à partir des plantations privées.
- Produit immobilier courant.

### LIMITES :

- Densité moyenne, quantité de logements relativement modeste.
- Selon les dispositions architecturales et le statut des espaces publics, risque de repli sur un « entre-soi » du type lotissement, surtout en cas d'enclavement.

### LOCALISATION PRÉFÉRENTIELLE :



## MAISONS EN BANDE - références

### Le Petit Cardinal Bordeaux (2014)

- Aquitanis
- Atelier Provisoire (architectes)
- 0,30 ha
- 2 ensembles bâtis alignés



- R+1
- 18 logements individuels groupés
- 2000 m<sup>2</sup> SHON (~110 m<sup>2</sup> par logement)
- 60 logements / ha

### La Morinais - les Jardins de Tivoli St-Jacques-de-la-Lande (2003)

- J-P Pranas-Descours (urbaniste ZAC)
- Cras (architecte)
- 1,5 ha



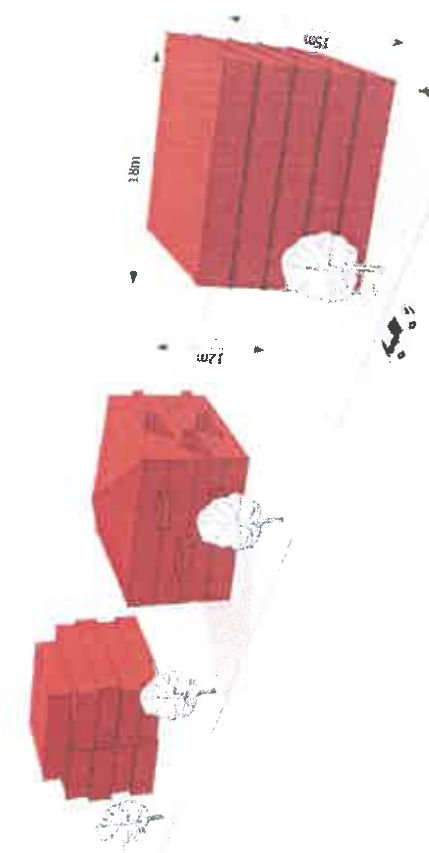
- R+1
- 35 logements (~120 m<sup>2</sup> / logement)
- 23 logements / ha



## IMMEUBLES PLOTS - caractéristiques courantes du type

Il s'agit d'édifices ponctuels implantés sans moyenneté et pouvant ouvrir des façades sur quatre côtés. Le plot en général possède quatre appartements par étage et une desserte centrale.

Les niveaux peuvent varier de trois à cinq étages ; au-delà on parlera de petite tour résidentielle, possible sur une même base dimensionnelle.



80 / ha  
en moyenne

hauteur du bâti  
R+3 ou 4 (11 à 14 m)

dimensions  
18 à 21 m de côté environ

implantation  
damier ou aléatoire

coefficient d'emprise au sol  
(emprise bâtie / surface du terrain)  
~ 20 à 40 %

densité (base 100 m<sup>2</sup> par logement)  
70 à 110 logements / ha

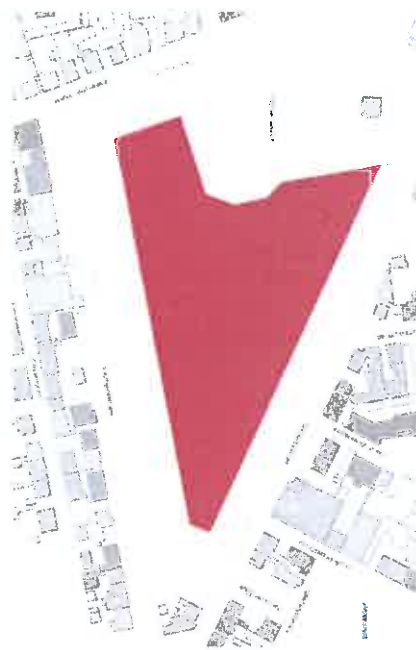
### ATOUS :

- Disposition économe en terrain d'assise.
- Quantité de logements intéressante dans une disposition aérée.
- Vues dégagées pour la plupart des logements.
- Division commode de l'opération en lots.
- Produit immobilier courant.

### LIMITES :

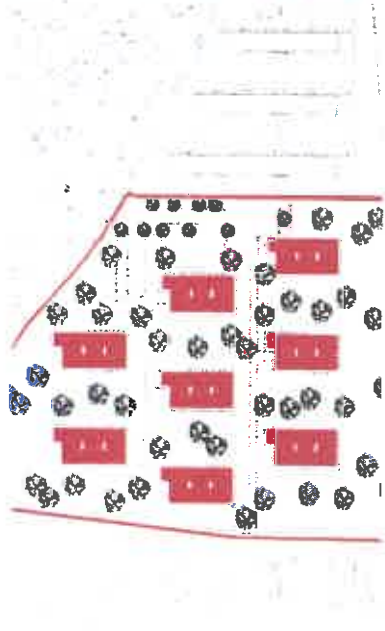
- Nécessité d'un plan d'ensemble composé avec soin, pour éviter un effet de simple remplissage et pour maîtriser les vis-à-vis.
- Traitement délicat des espaces extérieurs en rez-de-chaussée.
- Choix des architectes sensible en raison de l'impact des plots dans les vues lointaines.

### LOCALISATION PRÉFÉRENTIELLE :



## IMMEUBLES PLOTS - références

**Saint-Gall**  
Suisse  
(2002)



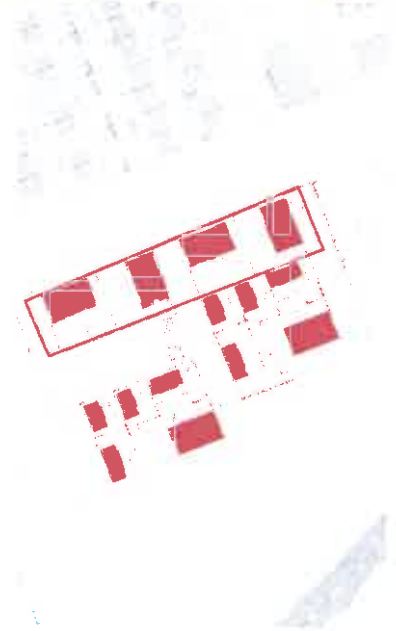
- Baumschlager & Eberle (architectes)
- 2,1 ha
- 8 bâtiments



- R+4 et R+5
- 160 logements
- 14 700 m<sup>2</sup> bâtis (~95 m<sup>2</sup> par logement)
- 76 logements / ha



**Les Savourines**  
Belfort  
(2009)



- Bouygues
- 0,4 ha
- 4 bâtiments

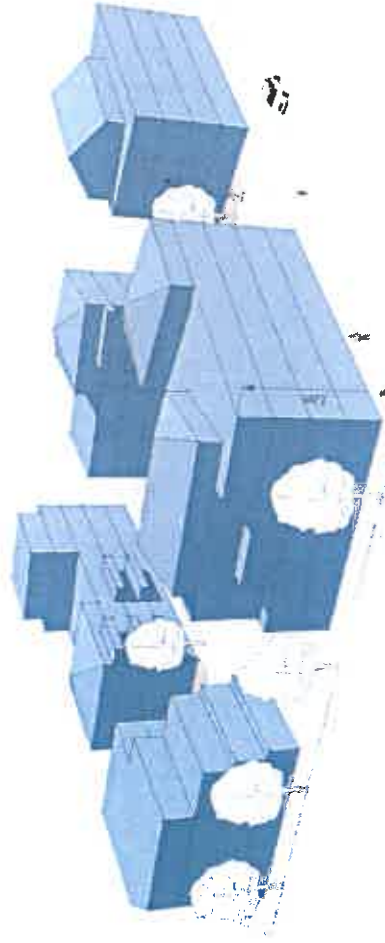


- R+3 à 4
- environ 45 logements (du T1 au T5)
- 110 logements / ha



## IMMEUBLES DE VILLE EN ÎLOT OUVERT - caractéristiques courantes du type

Il s'agit de bâtiments disposés selon un plan masse d'ensemble (ZAC par exemple) dans un découpage parcellaire organisé en îlots. Les immeubles peuvent être pour partie en mitoyenneté, avec des ruptures dans les fronts bâtis. Des vues sont ménagées depuis l'espace public vers l'intérieur d'îlot, voire des traversées piétonnes. Cette forme favorise le soulignement des rues et l'implantation éventuelle de commerces ou services en rez-de-chaussée, comme dans les tissus de centre-ville.



110 / ha  
en moyenne

hauteur du bâti  
R+2 à R+5

dimensions  
12 à 15 m d'épaisseur

implantation  
en îlots

coefficient d'emprise au sol  
(emprise bâtie / surface du terrain)  
~ 30 à 50 %

densité (base 100 m<sup>2</sup> par logement)  
80 à 150 logements / ha

### ATOUS :

- Disposition traditionnelle en îlots séparés par des rues ou des allées.
- Quantité de logements appréciable dans une disposition paysagère possible.
- Division commode de l'opération en lots.
- Produit immobilier courant.

### LIMITES :

- Nécessité d'un plan d'ensemble donnant un tracé précis des voies et de leurs profils.
- Règlement de PLU insuffisant pour assurer la composition de l'ensemble.
- Plan masse et règles d'édification à travailler pour une bonne insertion dans l'espace environnant.
- La qualité de l'îlot repose autant sur la qualité paysagère de l'espace central non bâti que sur le 'produit bâti'.

### LOCALISATION PRÉFÉRENTIELLE :





## IMMEUBLES DE VILLE EN ÎLOT OUVERT - références

**ZAC Marengo**  
Toulouse  
(2003)

- Buffi (architecte)  
- 0,45 ha



- R+2 à R+5  
- 64 logements  
- 6 400 m<sup>2</sup> SHON (~100 m<sup>2</sup> par logement)  
- 150 logements / ha

**ZAC de l'Espérance**  
Belfort  
(années 90)

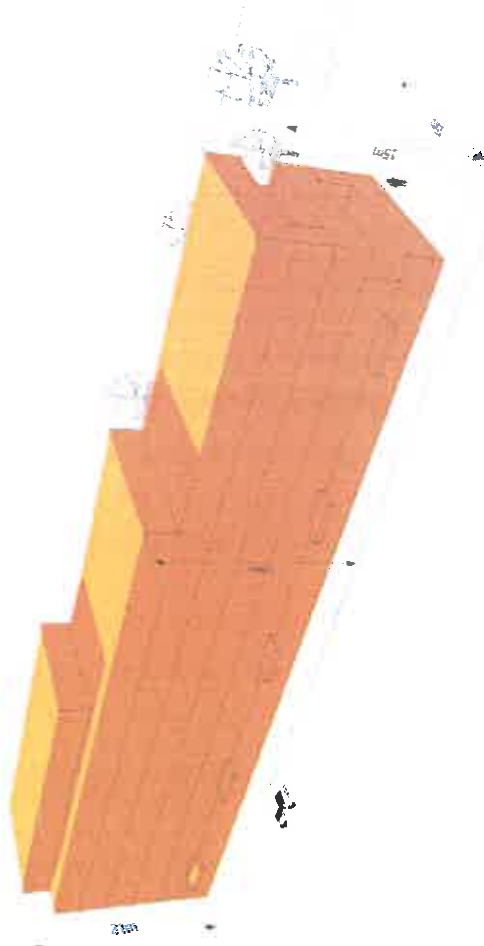
- 1,5 ha



- R+4  
- 7 bâtiments  
- environ 90 logements / ha

## IMMEUBLES LINÉAIRES - caractéristiques courantes du type

Il s'agit de bâtiments de grande longueur, sur plan libre ou constituant le front de rue. Les appartements sont généralement traversants. Ce gabarit peut s'insérer dans un tissu de faubourg pour peu que son dimensionnement soit équilibré, et qu'il participe à la construction de l'îlot urbain et non à son éclatement.



**150 / ha**  
en logements

hauteur (à R+6)  
**Jusqu'à R+6**

épaisseur  
**12 à 15 m d'épaisseur**

implantation  
**selon composition architecturale**

coefficient d'empilage ou coefficient d'occupation  
**~ 30 à 50 %**

densité (à R+6) (60 m<sup>2</sup> par logement)  
**120 à 180 logements / ha**

### ATOUS :

- Disposition économe en terrain d'assise.
- Construction permettant d'obtenir une densité de logements relativement élevée.
- Produit immobilier courant.

### LIMITES :

- Plan masse et règles d'édification à travailler pour une bonne insertion dans l'espace environnant.
- Traitement délicat des espaces extérieurs en rez-de-chaussée.
- Choix des architectes sensible en raison de l'impact dans les vues lointaines (risque d'effet de 'mur' dans le paysage urbain).

### LOCALISATION PRÉFÉRENTIELLE :





## IMMEUBLES LINEAIRES - références

**Machou Pichu**  
Lille  
2013



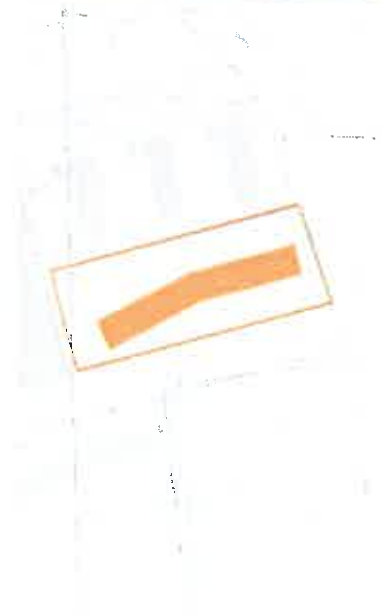
- Domofrance
- Sophie Delhay (architecte)
- 0,25 ha
- 2 bâtiments



- R+2 et R+6
- 53 logements
- 5 000 m<sup>2</sup> SHON (~95 m<sup>2</sup> par logement)
- 200 logt/ha



**Terre Sud**  
Beylès  
2013



- Domofrance
- LLTR (architectes urbanistes)
- 0,67 ha
- 1 bâtiment



- R+5
- 87 logements
- 7300 m<sup>2</sup> SHON (~85 m<sup>2</sup> par logement)
- 160 logements / ha



## **Capacité théorique du site selon le type bâti dans l'hypothèse où la totalité du terrain est disponible à la construction**

Dans un premier temps, les modèles décrits plus haut sont appliqués à la superficie du site (4,2 ha), afin d'exprimer une première capacité brute de l'emprise globale en nombre de logements.

L'exercice suppose la disponibilité du terrain dans sa totalité (libéré de tous les bâtiments existants), ainsi que la projection d'un seul type bâti à la fois, sur l'ensemble du site.



uniquement des  
**IMMEUBLES PLOTS**

**330** logements



uniquement des  
**MAISONS EN BANDE**

**170** logements



uniquement des  
**IMMEUBLES DE VILLE  
EN ILOT OUVERT**

**460** logements



uniquement des  
**IMMEUBLES LINEAIRES**

**630** logements







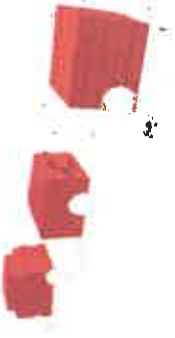





## Potentiel théorique pour chacun des types bâtis en fonction de leur localisation possible sur le site

Dans un deuxième temps, le potentiel de chaque typologie bâtie est testé au regard de l'emprise qu'elle pourrait occuper sur le site, indépendamment des autres typologies. La 'localisation préférentielle' de chacune est déterminée en fonction de critères d'insertion urbaine : rapport à l'existant, hauteurs relatives (cf. carte des hauteurs bâties du quartier), vis-à-vis....  
Pour chacun des quatre modèles bâtis, la densité moyenne du type, rapportée à la superficie ainsi obtenue, permet d'avancer un nombre de logements envisageable.

Ces potentiels ne peuvent toutefois pas être additionnés, dans la mesure où leurs emprises possibles respectives se superposent pour partie (une localisation pouvant se prêter à plusieurs types bâtis).

**Cette première approche reste donc très théorique, à seule fin indicative.**

Schémas page 47-48

| type bâti                                                                             | densité en logements                                                                                            | localisation possible                                                                | emprise                                                                                       | capacité                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|    | <br>40 / ha<br>en moyenne    |    | <br>1,9 ha   | <br>75 logements    |
|    | <br>80 / ha<br>en moyenne    |    | <br>2,3 ha   | <br>180 logements   |
|   | <br>110 / ha<br>en moyenne  |   | <br>4,2 ha  | <br>460 logements  |
|  | <br>150 / ha<br>en moyenne |  | <br>2,3 ha | <br>340 logements |

## Répartition de principe des types bâtis

La carte ci-contre est une vue d'ensemble d'une proposition combinant, sous forme d'emprises de principe, les possibilités bâties évoquées précédemment. La répartition des 4 typologies bâties est une hypothèse 'moyennée', dans le sens où les typologies y sont équitablement représentées.

La localisation de chacune reprend celle suggérée précédemment :

- le type des immeubles linéaires se prête mieux à accompagner l'angle de l'avenue Jean Jaurès, surtout s'il bénéficie d'espace à l'arrière pour contrebalancer sa hauteur potentielle ;
- le type des immeubles de ville en îlots est idéal pour articuler le tissu urbain des faubourgs et souligner la rue de Mulhouse ;
- les maisons en bande seraient bien situées face aux maisons de ville rue Saint-Antoine pour éviter de créer un front bâti trop important ;
- enfin la typologie des immeubles plots se positionne volontiers en cœur d'îlot et près du square Lechten, grâce aux espaces de respiration qu'ils créent mutuellement.

Les nachures signifient le choix variable d'un type ou de l'autre. Au nord du square Lechten, le choix peut ainsi porter soit sur du bâti neuf venant renforcer la densité et appuyer l'avenue, soit au contraire saisir l'opportunité d'agrandir le square pour renforcer son poids et sa lisibilité dans la ville, qui serait par ailleurs un atout supplémentaire de cadre de vie aux opérations immobilières à proximité.

En termes d'accès, une nouvelle voie centrale (dans l'axe de la rue James Long par exemple) pourrait servir de support à la desserte des opérations en cœur d'îlot.

Par ailleurs, chaque emprise typologique tient compte de la possible conservation de certains bâtiments existants. Les pages suivantes déclinent ainsi le plan de base en 5 hypothèses, selon qu'un plus ou moins grand nombre de bâtiments existants est conservé. Les arguments en faveur de la conservation de tel ou tel bâtiment ne sont pas repris ici (se reporter à la première *Étude préalable à la mutation du site*, AUTB, 11/2014).



## Estimation de la capacité brute du site

**Hypothèse 1 :**  
tous les bâtiments existants seraient démolis

À partir du plan général d'emprise présenté précédemment, est d'abord retenue ici la version du plan où seule la construction neuve viendrait occuper le site.

La répartition proposée amène à une capacité moyenne de 410 logements. Cette valeur permet de mesurer d'autres indicateurs qui en découlent :

- la surface de plancher est calculée sur la base d'un ratio de 100 m<sup>2</sup> par logement (moyenne constatée), incluant les parties communes.
- le nombre d'habitants est donné par la taille moyenne des ménages, à savoir environ 2 personnes (1,95 en 2011, source INSEE).
- le nombre de véhicules est fondé sur le taux de motorisation dans Belfort centre (0,97 véhicule par ménage en 2009, source INSEE - à noter que le règlement du PLU en vigueur exige 2 places de stationnement par logement).





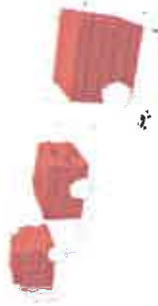


26

112

147-178

87-129



410 logements environ

## Incidences de la conservation de bâtiments existants

Cinq hypothèses de démolition/conservation des bâtiments existants sont déclinées, avec pour chacune un calcul de la capacité du site en logements, sur la base d'une répartition indicative des archétypes bâtis vus précédemment.

1/ aucun bâtiment existant n'est conservé (double page précédente).  
= terrain disponible 4,2 ha.

2/ le bâtiment C (pôle gynéco-chirurgical et urgences) est conservé et réinvesti par des services de santé de proximité.  
= terrain disponible 3,7 ha.

3/ le bâtiment K (pavillon Lévy-Grünwald) et U (internat) sont conservés en plus du précédent.  
= terrain disponible 3,3 ha.

4/ le bâtiment EB est conservé en plus des précédents.  
= terrain disponible 3 ha.

5/ le bâtiment R (pavillon de direction) est conservé en plus des précédents.  
= terrain disponible 2,8 ha.

La simulation proposée est établie en combinant les types bâtis décrits précédemment.  
Leur répartition est nécessairement simplifiée compte tenu de l'absence de programmation précise.

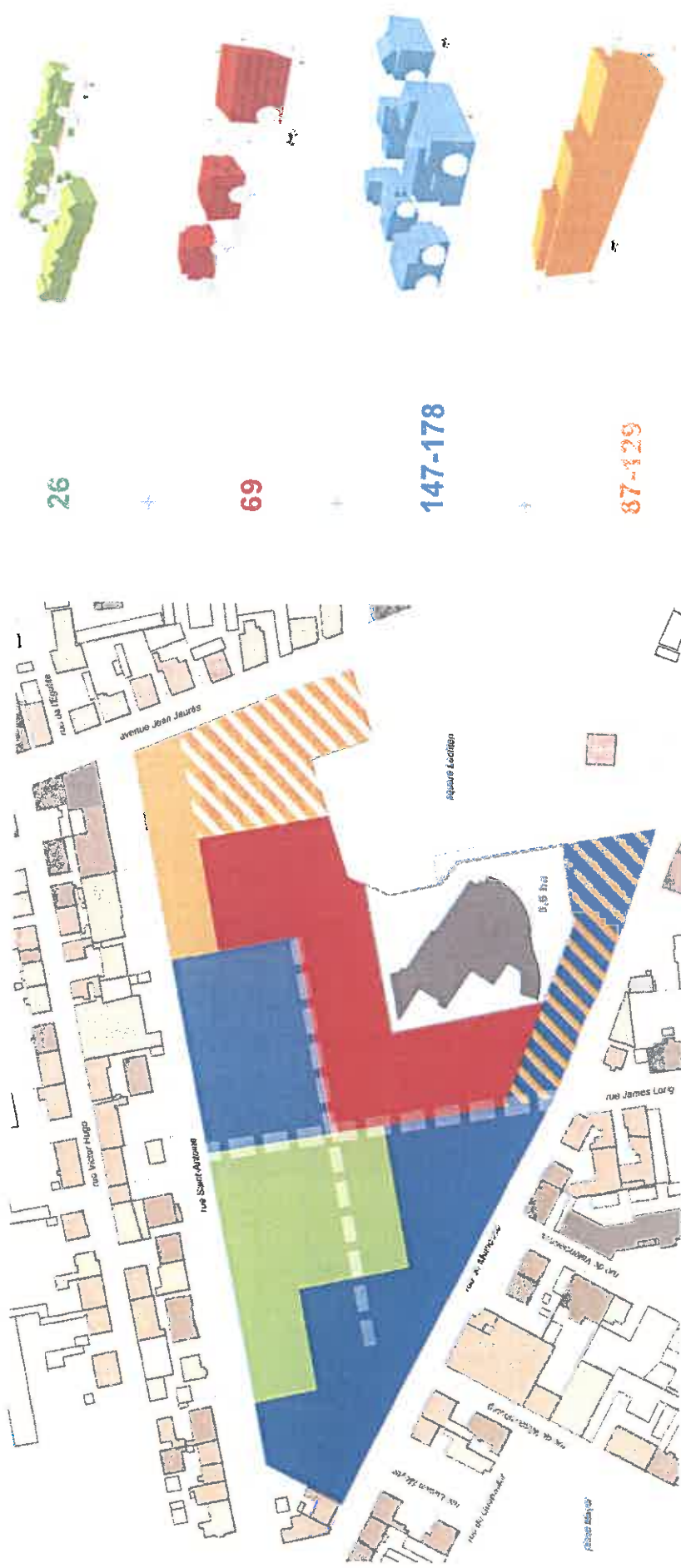
Il ne s'agit ici que de cerner une capacité 'raisonnable' en nombre de logements. Il sera possible, après avoir précisé les choix d'orientations, d'affiner cette simulation en intégrant plus précisément les contraintes du site, en fonction notamment des bâtiments conservés le cas échéant, ainsi que les contraintes programmatiques (tracé des voies, stationnement...), voire les contraintes d'architecture (volumétries générales, forme des toitures, etc.).

Hypothèses de conservation de bâtiments existants





**Hypothèse 2 :  
le bâtiment C serait conservé**



Cette hypothèse prend en compte la conservation du Pôle gynéco-chirurgical et des Urgences, pour y inclure différents services de santé. Son emprise (environ 0,5 ha) est décomptée de celle de la typologie « plots » qui demeure cependant en partie alentour. Les espaces libres générés entre les plots facilitent l'articulation et évitent d'« encercler » trop durement le bâtiment conservé.

**Hypothèse 3 :  
les bâtiments C, K et U seraient conservés**



20

69

147-178

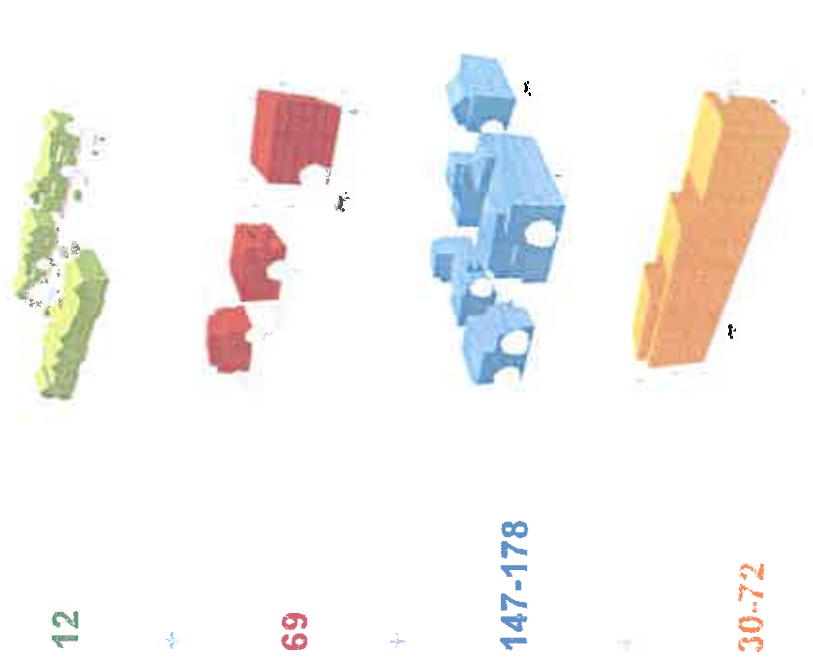
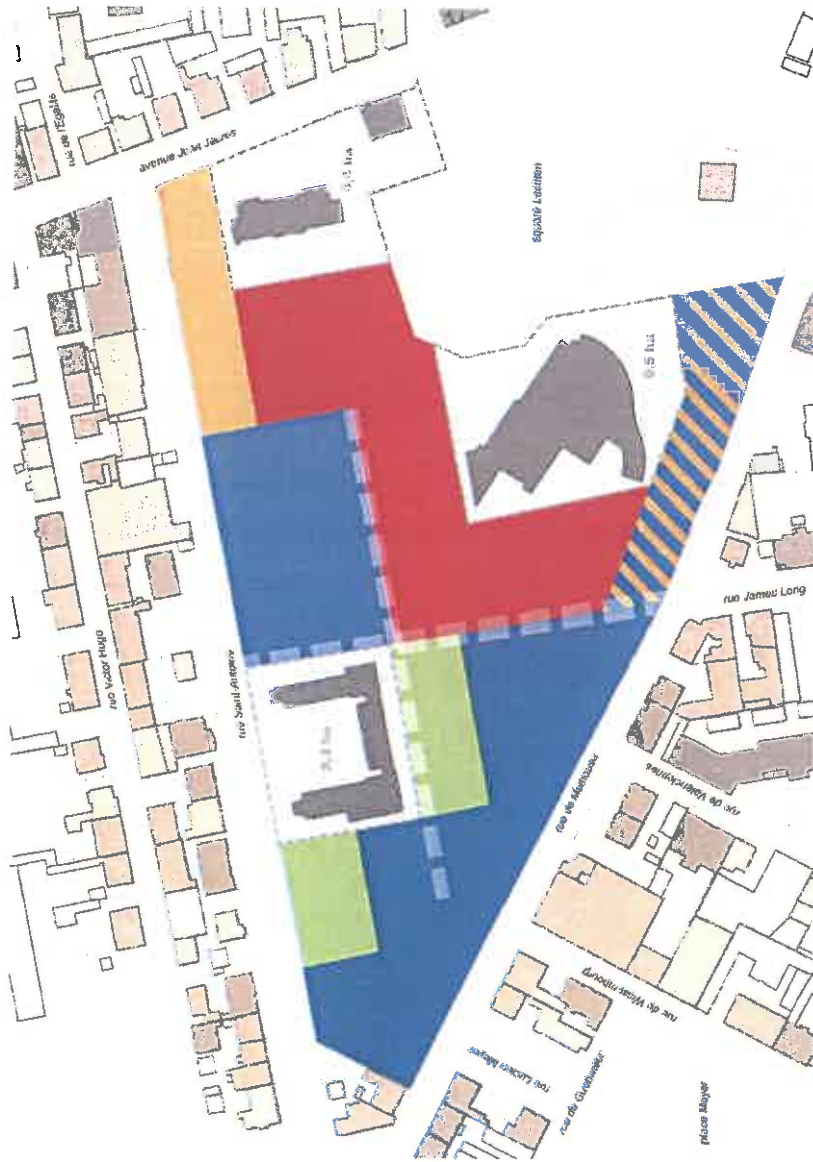
30-72

|                                                                                     |               |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------|---------------|------------------|
|  | <b>310</b>    | logements        |
|  | <b>31 000</b> | nr° de planchers |
|  | <b>605</b>    | habitants        |
|  | <b>300</b>    | véhicules        |

Cette variante propose, outre le bâtiment précédent maintenu, la conservation de deux bâtiments donnant sur l'avenue Jean Jaurès, le pavillon Lévy-Grünwald et l'internat, soit une emprise à soustraire d'environ 0,4 ha.

Hormis du bâti neuf proposé à l'angle Jean Jaurès/Saint-Antoine, l'ensemble de l'îlot serait dans cette hypothèse grandement bouleversé sans que cela soit vraiment perceptible depuis le grand axe qu'est l'avenue Jean Jaurès.

**Hypothèse 4 :**  
les bâtiments C, K, U et B-E seraient conservés

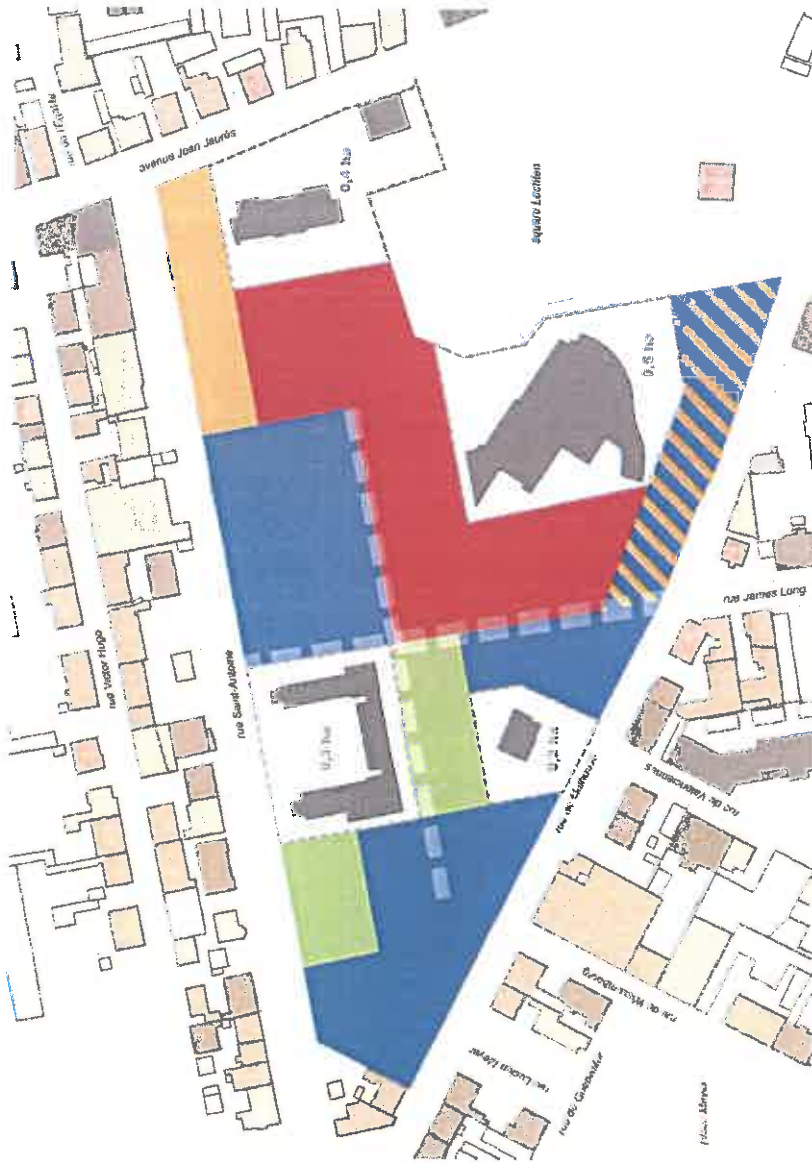


|  |        |                             |
|--|--------|-----------------------------|
|  | 295    | logements                   |
|  | 575    | habitants                   |
|  | 285    | véhicules                   |
|  | 29 500 | m <sup>2</sup> de planchers |

Cette version propose le maintien d'un bâtiment existant supplémentaire intégré au plan d'ensemble, soit une nouvelle emprise à soustraire d'environ 0,3 ha.  
Le bâtiment B-E remplacerait une partie de l'emprise attribuée précédemment à de la construction individuelle en bande, maintenue en partie à ses côtés. Les façades de ce bâtiment soulignent les axes de desserte proposés.



**Hypothèse 5 :  
les bâtiments C, K, U, B-E et R seraient conservés**

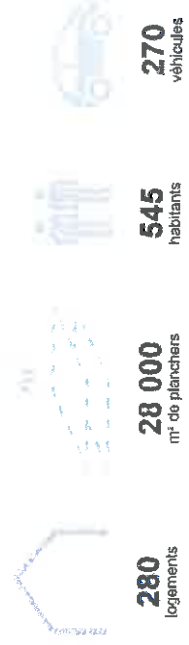


12

69

131-162

30-72



Cette dernière variation du plan général intègre en sus la conservation de l'actuel pavillon de direction de l'hôpital. La villa garderait bien entendu une partie de son terrain (soit une emprise d'environ 0,2 ha), garant de sa valeur. Il renforcerait la mémoire du caractère de faubourg de ce quartier.

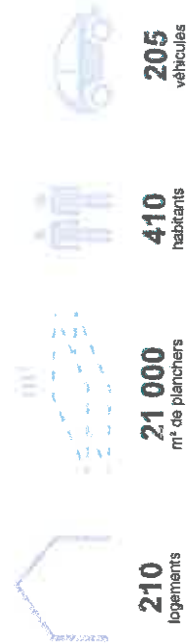
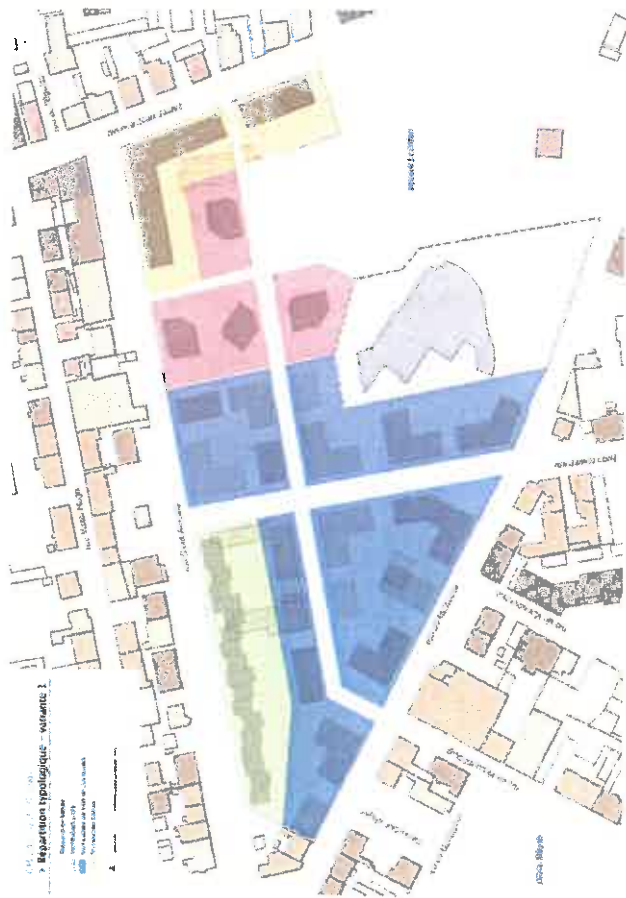
## Deux variantes de répartition de principe des types bâtis

Les deux hypothèses variantes présentées ci-contre donnent à voir une occupation du site sensiblement différente, notamment par des types bâtis préférés à d'autres. De plus, une silhouette indicative de bâtiments permet éventuellement de mieux saisir le rapport bâti/non-bâti dans l'îlot.

La première variante maintient 4 types bâtis différents, mais les immeubles plots représentent une moindre part, localisés avec les immeubles linéaires autour d'une extension du square Lechten. Les maisons en bande s'appuient sur la rue St-Antoine pour bénéficier de jardins orientés au sud. Le reste de l'îlot est occupé par une variété d'immeubles organisés en îlot ouvert.

La seconde variante propose l'abandon des immeubles plots et linéaires, tandis que les maisons en bande se concentrent sur le cœur et le long de la rue Saint-Antoine. De plus, le square Lechten est étendu pour bénéficier de la 'façade urbaine' de l'avenue Jean Jaurès. Si les bâtiments K et U sont conservés, ils pourraient être inclus à ce parc.

Quelle que soit la répartition projetée, on remarque que la création de voies est inévitable. Même en les limitant drastiquement, il demeure nécessaire de créer des voies ou des cheminements de desserte en cœur d'îlot, qui tendrait sinon à être sous-bâti faute d'accessibilité.

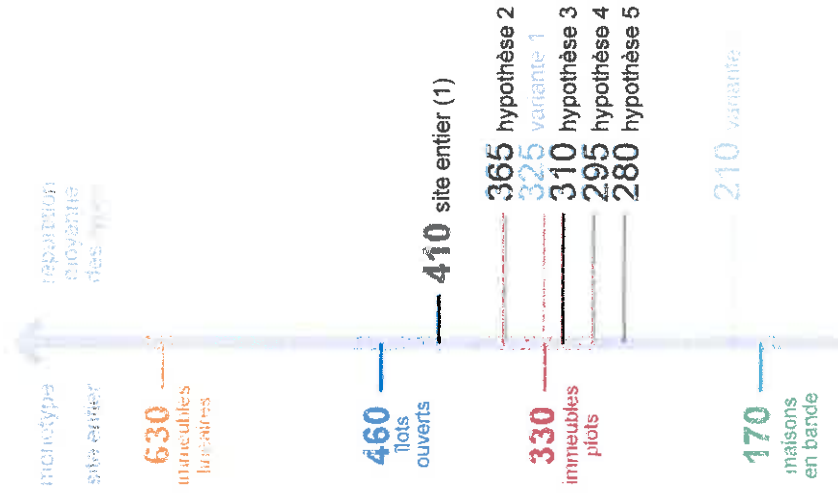


### Récapitulatif

(se reporter à la page 24 pour les explications concernant les ratios utilisés)

|                                                 | bandes | plots | plots      | linéaires |     |     |        |     |
|-------------------------------------------------|--------|-------|------------|-----------|-----|-----|--------|-----|
| <b>hypothèse 1</b><br>aucun bâtiment conservé   | 26     | 112   | 147<br>178 | 87<br>129 | 410 | 800 | 41 000 | 400 |
| <b>hypothèse 2</b><br>bâtiment C conservé       | 26     | 69    | 147<br>178 | 87<br>129 | 365 | 710 | 36 500 | 355 |
| <b>hypothèse 3</b><br>bâtiments C+K+U conservés | 26     | 69    | 147<br>178 | 30<br>72  | 310 | 605 | 31 000 | 300 |
| <b>hypothèse 4</b><br>C+K+U+EB conservés        | 12     | 69    | 147<br>178 | 30<br>72  | 295 | 575 | 29 500 | 285 |
| <b>hypothèse 5</b><br>C+K+U+EB+R conservés      | 12     | 69    | 131<br>162 | 30<br>72  | 280 | 545 | 28 000 | 270 |
| <b>variante 1</b>                               | 18     | 42    | 198        | 67        | 325 | 605 | 32 500 | 315 |
| <b>variante 2</b>                               | 46     | 0     | 165        | 0         | 210 | 410 | 21 000 | 205 |

capacité moyenne du site  
en nombre de logements



## En conclusion

**Ce volet de l'étude sur le site de l'hôpital met en évidence trois paramètres en jeu dans l'estimation du potentiel constructible :**

- les types bâtis ;
- leur répartition ;
- leur assiette.

**C'est la combinaison de ces trois critères qui fait varier la jauge du nombre de logements.**

### **Le choix des types bâtis :**

Indépendamment de leur rôle dans la constitution d'un paysage et d'une ambiance urbaine, les formes construites ont une incidence forte sur la densité en logements. C'est ce premier paramètre qui est testé avec les typologies bâties prises en exemple (cf. fiches descriptives), sans négliger la variation de la densité au sein d'un type donné (emprise au sol, nombre de niveaux, taille des logements...).

Cette seule variable donne une première fourchette brute de **170 à 630** logements.

### **La répartition des densités :**

Afin d'éviter la monotonie ou l'effet d'un trop grand complexe immobilier, l'ilot sera très certainement constitué de types bâtis différents, c'est-à-dire que la forme urbaine sera variée. Le réglage de cette répartition apporte une nouvelle variation dans l'estimation capacitive du site.

L'étude s'en tient, à titre indicatif et pédagogique, à une hypothèse 'de compromis', c'est-à-dire globalement équilibrée (les variantes montrent l'incidence de la combinaison des types bâtis).

Cette répartition donne pour le site entier un nombre de logements estimé à **410**.

### **L'assiette des opérations neuves :**

Parallèlement à ces deux premiers paramètres, la superficie du terrain disponible est évidemment susceptible de faire varier l'estimation du potentiel du site.

Sur la base de la répartition proposée, la capacité en logements neufs varie ainsi de **280 à 365**, en fonction des emprises du site pouvant être retranchées pour d'autres occupations (conservation/reconversion de certains bâtiments existants, extension du square Lechten).

On peut remarquer que la conservation de plusieurs bâtiments, mêlés à de la construction neuve, a une incidence moindre sur la capacité du site, par rapport au paramètre des types bâtis.





**CHBM - site de Belfort**  
**Étude préalable à la mutation du site hospitalier**

novembre 2014







Vue aérienne - Bing / Microsoft / Earth



## Sommaire

|                                                                                                     |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Introduction : un projet hors norme .....                                                           | 5  |
| <b>1/ Aujourd'hui</b>                                                                               |    |
| Contexte urbain .....                                                                               | 6  |
| Repérage .....                                                                                      | 8  |
| Historique du site hospitalier .....                                                                | 10 |
| Droit des sols applicable .....                                                                     | 12 |
| État des lieux des emprises du site .....                                                           | 14 |
| Inventaire des bâtiments .....                                                                      | 16 |
| <b>2/ Demain</b>                                                                                    |    |
| Quelles nouvelles vocations pour le site ? .....                                                    | 31 |
| Capacité théorique .....                                                                            | 32 |
| Les enjeux urbains de la nouvelle identité du site .....                                            | 34 |
| La réutilisation du bâti existant, un enjeu pour la ville de demain .....                           | 36 |
| La nécessité d'une conception urbaine directrice .....                                              | 38 |
| <b>3/ Guide opérationnel</b>                                                                        |    |
| Études préalables au lancement de l'opération.....                                                  | 40 |
| La phase opérationnelle.....                                                                        | 41 |
| Définition et moyens de mise en œuvre d'un programme.....                                           | 46 |
| Pratiques du renouvellement urbain :<br>exemples de reconversion d'anciens sites hospitaliers ..... | 47 |












## Un projet hors norme

Le Centre Hospitalier de Belfort-Montbéliard (CHBM) est implanté sur plusieurs sites urbains, et notamment au centre-ville de Belfort. Un autre site important se trouve à la frange du centre de Montbéliard. À la faveur d'un projet de restructuration, la construction d'un site unique a été entreprise au cœur de l'aire urbaine, sur le territoire communal de Trévenans. L'ouverture de cet équipement est annoncée pour fin 2016, ce qui signifie le délaissement des deux sites urbains historiques.

Pour le site belfortain, la date de fin 2016 correspond également au souhait de la direction hospitalière de la cessation de son activité sur place. Ainsi, d'ici deux ans, un espace bâti de plus de 4 ha en plein centre-ville deviendra inerte. Afin d'anticiper son ouverture à de nouvelles fonctions, la ville de Belfort a voulu engager une réflexion sur le devenir de cette emprise en terme de projet urbain.

Tout est à penser, tout reste à faire. L'ampleur du site, la complexité de son occupation actuelle, la grande visibilité de cet espace, obligent à un niveau d'ambition élevé et à une exigence forte dans la méthode d'émergence du projet. Cette opération aura une portée symbolique de la capacité de rebond de la ville de Belfort.

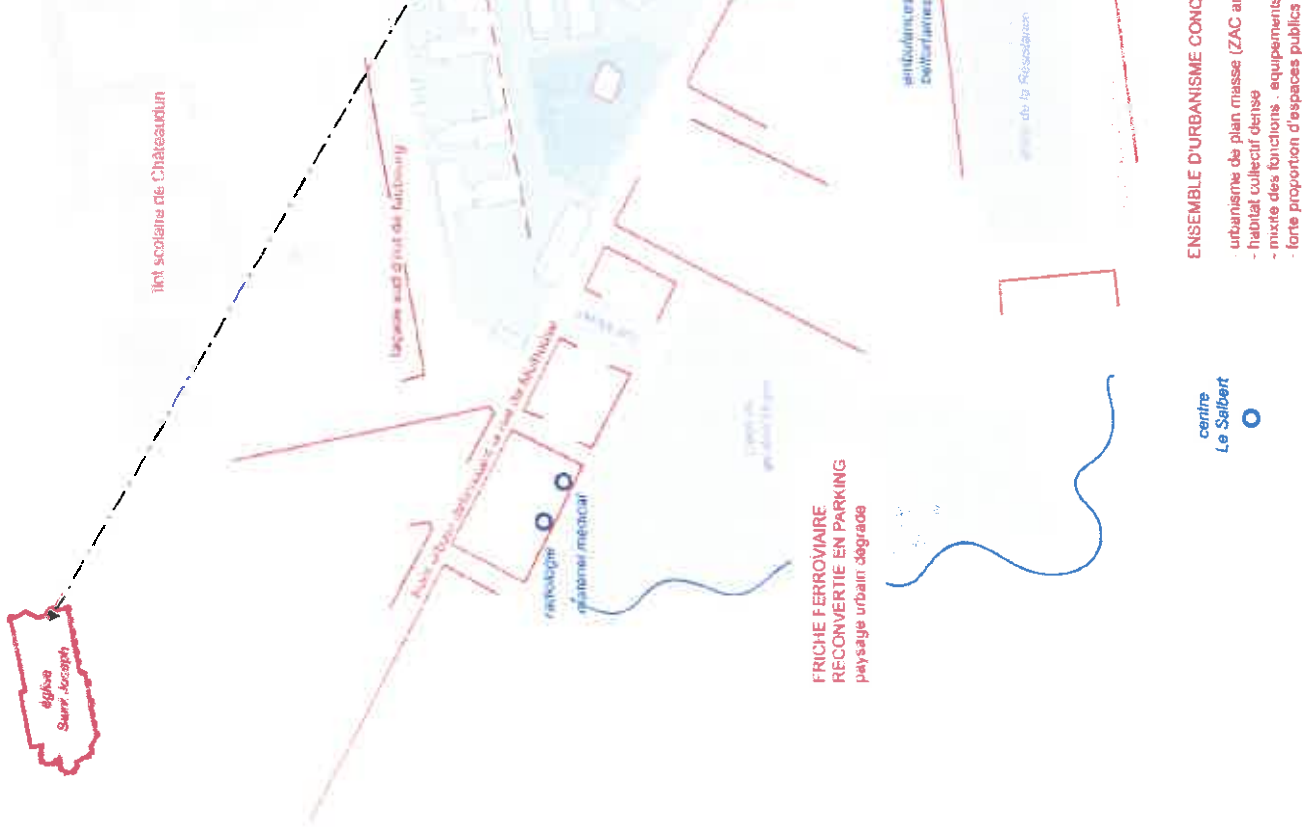
CHBM site de Belfort  
 > Contexte urbain du quartier

-  Site du CHBM
-  Activité (para)médicale actuelle dans le quartier
-  Autres grandes emprises urbaines existantes
-  Axes de composition historique du site de l'hôpital
-  Axes de vue structurants
-  Repères urbains
-  Alignement de façades

A 0 25 50 150 m  
 Agence d'Urbanisme du Territoire de Belfort, Octobre 2014.  
 Sources : SIG AUB, Cadastre la DSI 2014, orthophoto CAE 2013

**TISSU DE FAUBOURG ANCIEN**

- mixité des types bâtis individuels et collectifs
- coeurs d'îlots visibles depuis la rue
- quelques belles villas belfortaines
- anciens tissus industriels en obsolescence
- présence de copropriétés fragiles
- renouvellement par des immeubles résidentiels



**ENSEMBLE D'URBANISME CONCERTÉ**

- urbanisme de plan masse (ZAC années 70 et 80)
- habitat collectif dense
- mixité des fonctions : équipements / administrations / commerces
- forte proportion d'espaces publics



## Contexte urbain

Le site belfortain du CHBM est inscrit en pleine ville, à l'articulation de plusieurs secteurs urbains. Entre les rues de Mulhouse et Saint-Antoine et l'avenue Jean Jaurès, il opère la jonction entre le nord du centre-ville (l'hyper-centre commerçant et administratif) et le sud du très grand quartier du faubourg des Vosges (au sens large).

Il est par ailleurs proche de la place Yitzhak Rabin (articulation des axes de transit nord-sud et est-ouest), carrefour lui-même inscrit au sein de la vaste esplanade délimitée par la Maison du Peuple à l'ouest et la tour de l'ancienne Caisse d'Épargne à l'est.

L'hôpital est par ailleurs à proximité des deux plus grandes emprises de stationnement de la ville :

- la place de la Résistance, reliée au site hospitalier par la rue de Valenciennes et par la rue James Long dans l'axe de l'entrée de l'hôpital (à environ 100 m) ;
- la place du général Meyer (anciennement place Robespierre), grand parking public gratuit guère plus éloigné de l'entrée de l'hôpital (environ 250 m). Cet espace peut aussi être considéré comme une réserve foncière (cf. *Potentialités d'évolution de la place Robespierre*, AUTB, 2011).

Enfin, le terrain de l'hôpital est adossé contre le fond du square Lechten, grand jardin public composé, qui donne aussi sur la rue de Mulhouse, la villa de la donation Jardot, la place Y. Rabin, et l'avenue Jean Jaurès sur laquelle il présente à la fois sa principale façade et son portail d'entrée en fer forgé. Ce square apporte l'espace vert de respiration du quartier mais aussi au site de l'hôpital.

Le quartier bénéficie de plusieurs repères visuels importants dans le paysage urbain :

- Le clocher de l'église Saint-Joseph (56 m de haut) est un signal visible de loin. Il apparaît notamment derrière le bâti de l'hôpital depuis le square Lechten.
- La tour de l'ancienne Caisse d'Épargne marque visuellement le carrefour de la place Y. Rabin et en l'occurrence le début de l'avenue Jean Jaurès et de la rue de Mulhouse.
- Le square Lechten offre un écrin vert en fond de quartier et d'hôpital.
- Enfin, la rue James Long conforte un axe visuel urbain qui se prolonge via la place de la Résistance, la rue Marcel Paul et l'allée de Skikda, l'entrée de l'hôpital étant ainsi visible depuis la rue de l'As de Carreau.

Ces repères et axes marquants, en particulier les deux derniers, méritent d'être pris en compte dans le cadre du renouvellement du site.



avenue Jean Jaurès



Square Jean Jaurès



rue de Mulhouse



Département Jardin

## Repérage

L'environnement bâti immédiat dans lequel s'inscrit le site hospitalier relève de la typologie du faubourg ancien, avec une hauteur moyenne de 3 à 4 niveaux. Il est caractérisé par la mixité des types bâtis : maisons de ville et petits immeubles collectifs de diverses époques y côtoient d'anciens tissus industriels en obsolescence.

Quelques services et commerces occupent les rez-de-chaussée sur les principaux axes (avenue Jean Jaurès, rue de Mulhouse). Les façades respectent globalement un alignement sur rue, ce qui définit particulièrement le paysage de l'espace public. Quelques ouvertures se présentent parfois entre deux bâtiments, offrant des vues transversales sur des jardins en cœur d'îlot.

Le renouvellement s'opère ponctuellement sur la base d'immeubles résidentiels en rupture avec la typologie du faubourg.



Vue aérienne de la rue Jeanne Luvig



Place du général Meyer



Rue de Saint-Antoine



Intérieur d'un îlot, rue Victor Hugo

Concernant plus particulièrement le bâti qui fait face au site du CHBM :

- L'avenue Jean Jaurès présente un front bâti rigoureusement aligné sur la voie, composé de maisons de ville face à l'hôpital, et d'un grand immeuble R+6 (années 1960) face au square Lechten.
- La rue Saint-Antoine est bordée par un îlot exceptionnellement étroit dans le quartier, ne permettant pas de créer un véritable cœur d'îlot : les bâtiments (essentiellement des maisons de ville) sont soit alignés sur la rue Victor Hugo au nord, soit en retrait de l'alignement de la rue Saint-Antoine, donnant à voir des jardins derrière les clôtures. Le front bâti de la rue s'en trouve aéré et irrégulier.
- La rue de Mulhouse est la voie qui présente le plus de variations. Son tronçon Est est particulièrement aéré, ponctué de quelques maisons de ville parmi lesquelles des villas remarquables donnant un certain cachet à l'entrée de la rue, face au square Lechten. La rue se poursuit avec un caractère plus dense et des architectures plus hétéroclites face à l'hôpital lui-même. Plus loin encore, l'alignement devient rigoureux, avec des architectures homogènes sinon régulières. Les îlots situés entre le site de l'hôpital et la place du général Meyer présentent un caractère assez dégradé.



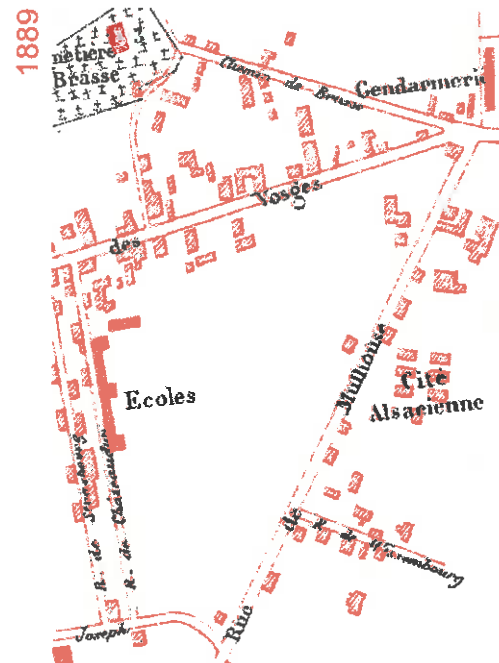
## Historique du site hospitalier

À la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, la pression démographique rend partout nécessaire la construction d'équipements publics plus nombreux et plus vastes, qui vont contribuer à la structuration des villes.

Auparavant établissements d'assistance sanitaire aux plus déshérités, les hôpitaux deviennent, avec les progrès scientifiques dans la lutte contre les maladies, de véritables lieux de soins. Pour cela, des locaux plus vastes et mieux équipés leur sont nécessaires.

Sources :  
 Francis Perot, *Belfort d'hier à aujourd'hui* (Alan Sutton, 2011)  
 André Laysier, *Belfort autrefois, 1871-1914* (Horvath, 1987)  
*Architectures belfortaines de la Belle Époque* (Archives départementales, CG 90, 2005)  
*Belfort dix années de réalisation, 1925-1935* (Archives municipales de Belfort)

À Belfort, la municipalité est confrontée comme ailleurs à cette évolution générale, d'autant plus que les capacités d'accueil du vieil hôpital Sainte-Barbe (rue Roussel) se révèlent nettement insuffisantes. Le maire Adolphe Meiz-Juteau souhaite alors créer un nouvel établissement sur des terrains libres situés entre le quartier ouvrier du faubourg des Vosges et le centre-ville commerçant.



Le projet est confié à l'architecte parisien Henri Azière en 1894. Le nouvel hôpital accueille ses premiers malades en 1899, avant d'être inauguré en 1903.

Sa structure « pavillonnaire » est caractéristique de l'architecture hospitalière du XIX<sup>ème</sup> siècle, dont le principe consiste à répartir les malades dans des bâtiments distincts selon leur affection, afin de diminuer les risques de contagion.

Par sa monumentalité et par le square qui lui est associé, l'équipement rompt avec les alignements d'immeubles d'habitation, et constitue un nouveau point de repère dans le paysage urbain du faubourg.

Pour répondre aux progrès continus des techniques médicales et à l'évolution des modes d'exercice de la médecine, les locaux d'origine font l'objet de travaux de restauration et de réaménagement au cours des années 30, qui voient également la construction du pavillon Lévy-Grünwald avenue Jean Jaurès.

Le tout est complété dans les années 60 par de nouveaux bâtiments côté rue de Mulhouse.

Puis modernisations et agrandissements se poursuivent au coup par coup en exploitant le moindre espace libre, jusqu'au milieu des années 2000 (dernier bâtiment livré en 2006).

D'un point de vue urbain, le résultat est aujourd'hui une accumulation de constructions disparates, ce qui ne facilite pas la lecture d'ensemble.

1971



2002

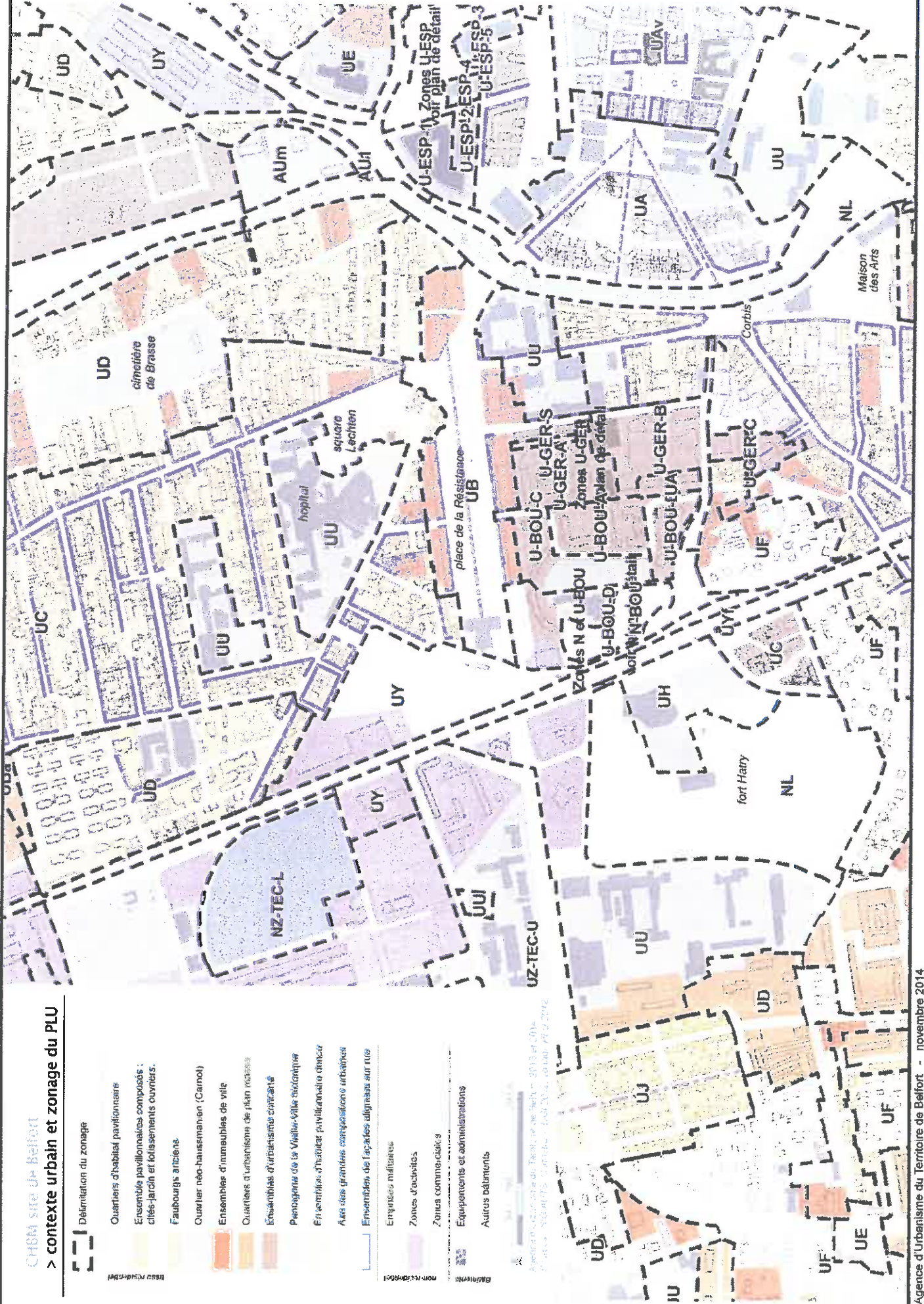
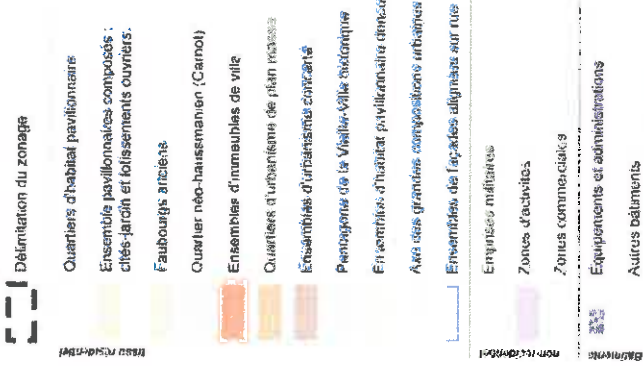


2014





CHBM site de Belfort  
> contexte urbain et zonage du PLU



Agencement des sites de Belfort, de novembre 2013 et 2014  
Source : SUDURTE, 2010 - Plan d'urbanisme de Belfort

## Droit des sols applicable

La carte ci-contre retranscrit la situation urbaine décrite précédemment. Les couleurs dressent l'état des lieux de la typologie des tissus urbains, et les pointillés noirs indiquent la nature du zonage réglementaire issu du PLU de Belfort actuellement en vigueur (approuvé en 2004).

On observe que l'environnement immédiat de l'hôpital, relevant d'une typologie de faubourg ancien, s'inscrit en zone UC.

Le site du CHBM, à l'instar de l'emprise de l'école de Châteaudun, est un grand équipement qui se détache du reste du tissu. À ce titre, son zonage est différent. Il est intégré à la zone UU du PLU, dont la vocation essentielle est d'accueillir des équipements publics et des activités tertiaires, et qui regroupe les principaux bâtiments de culture, santé, enseignement, sport...

La zone UU peut également accueillir :

- des constructions à usage d'habitation, si celles-ci s'intègrent au bâti environnant ;
- l'implantation ou l'extension d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ou à autorisation, si elles répondent aux impératifs de sécurité face aux dangers et nuisances par rapport au voisinage ;
- des stations de lavage automatique de véhicules, à condition qu'elles aient toutes les caractéristiques suivantes :
  - être liées à une station-service existante,
  - n'accueillir qu'un véhicule à la fois,
  - disposer d'un local fermé pour cet usage.

Sans passer en revue le détail de chacun des articles qui composent le règlement de la zone, il est à noter que la hauteur maximale autorisée de la zone UU est aujourd'hui fixée à 16 m, soit une hauteur sensiblement équivalente à la prescription R+4 indiquée pour la zone UC du faubourg alentour : le règlement actuel des zones UC et UU contribue ainsi au maintien d'un épannelage homogène.



CHEM site de Belfort

> usage des emprises

- ▲ Accès véhicules ouvert au public
- ▲ Accès véhicules pour le personnel hospitalier
- ▲ Accès véhicules Urgences / Secours
- Stationnement public
- Stationnement pour le personnel hospitalier
- Espace minéral en enrobé
- Espace minéral gravier ou aménagement pour les piétons
- Espaces verts
- Clôture pleine (mur)
- Clôture ajourée (grille ou grillage)

A 0 10 20 30 m

Document communiqué à l'Agence d'Urbanisme du Territoire de Belfort - Comté de Montebello  
 le 14/01/2014. Révisé le 14/01/2014. Révisé le 14/01/2014.



## État des lieux des emprises du site

Le site belfortain du CHBM est essentiellement occupé par les nombreux bâtiments qui le composent (détailés page suivante). L'emprise libre qui se lit 'en négatif' peut se résumer à quatre natures différentes d'usage :

- des espaces de circulation automobile en enrobé ;
- des espaces de stationnement pour les véhicules ;
- des cheminements et des espaces piétonniers (allées, parvis) ;
- des espaces verts.

Il s'agit dans la plupart des cas d'espaces interstitiels entre les bâtiments, la physionomie actuelle du site résultant de l'accumulation de besoins au fil du temps. Toutefois, quelques secteurs comportent des emprises au statut plus affirmé :

- La pointe ouest du site sert d'aire de stationnement, accessible par un portail dans l'axe de la rue-parking Lucien Meyer.
- Un parc est maintenu autour du pavillon de direction (bâtiment R), délimité par une haie en cœur de site et une clôture (muret et grille) le long de la rue de Mulhouse. Cet espace planté est accessible depuis la rue par un portail, et depuis l'intérieur du site par un passage véhicule ainsi qu'un cheminement piétonnier.
- Un parvis piétonnier devant l'entrée principale rue de Mulhouse est accompagné d'une allée couverte menant jusqu'à l'entrée du bâtiment, dont l'auvent participe grandement à l'identification de l'entrée du site.

- La pointe sud-est du site, devant le bâtiment des urgences, est aménagée en espace vert (pelouse, arbustes, bancs, lampadaires) délimité par une haie arbustive au pied de la façade et une clôture (muret et grille) le long de la rue de Mulhouse.
- Avenue Jean Jaurès, un espace de parking est organisé au pied du pavillon Lévy-Grünwald (bâtiment K).

L'accès automobile et le stationnement au sein du site sont réservés au personnel hospitalier. Hormis les quelques places face au pavillon Lévy-Grünwald, le public est de fait invité à stationner en périphérie.

Du stationnement longitudinal est disponible rue Saint-Antoine, avenue Jean Jaurès, et dans une moindre mesure rue de Mulhouse.

Un terrain libre situé entre l'hôpital et la donation Jardot a été aménagé récemment en parking (40 places payantes accessibles depuis la rue de Mulhouse), précisément pour répondre au besoin de stationnement du public se rendant à l'hôpital.

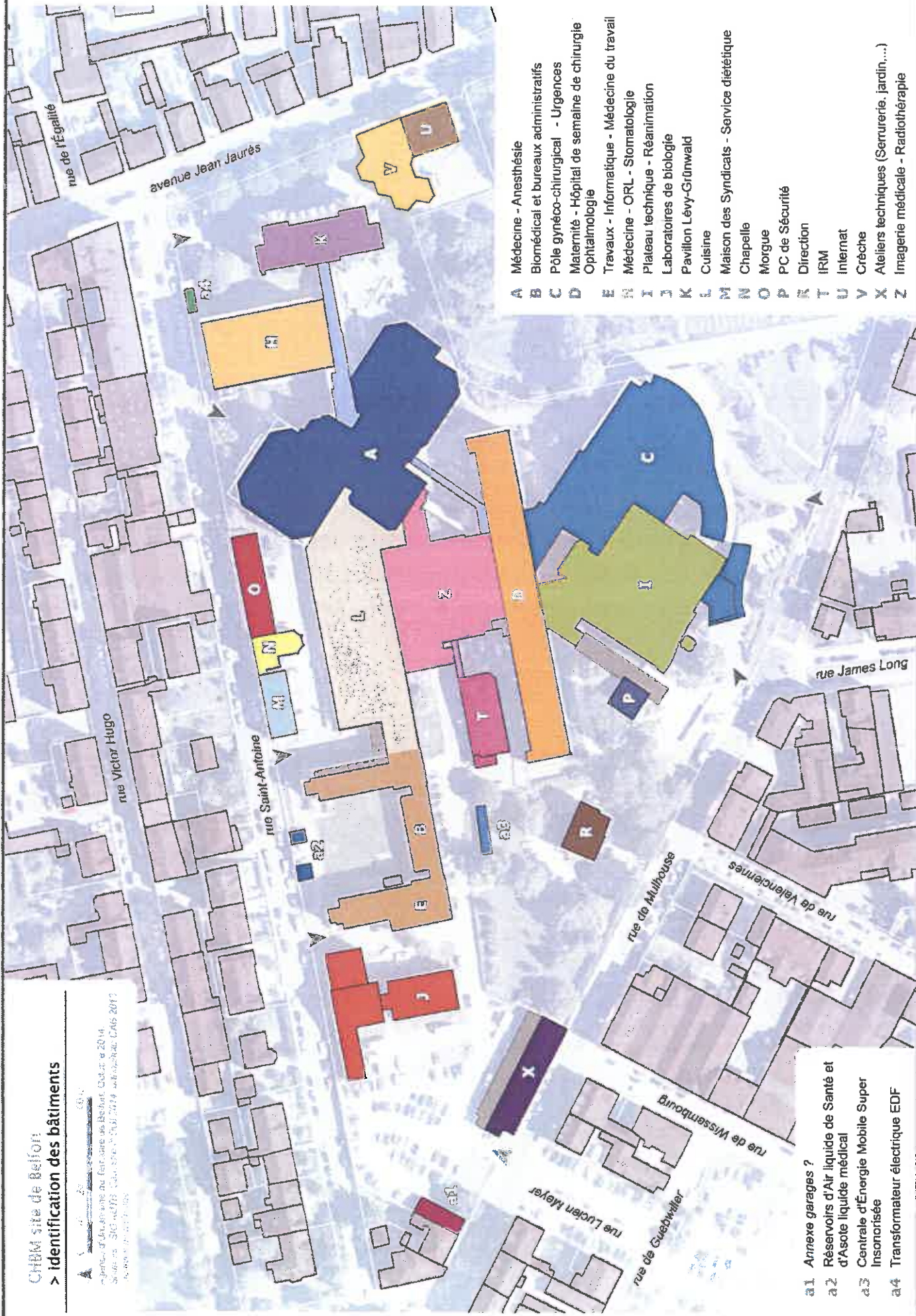
A proximité, du stationnement est disponible dans la large rue Lucien Meyer, ainsi que place de la Résistance et place du général Meyer.

Le site du CHBM est relativement perméable. Physiquement, par ses multiples accès et ses espaces non-clos. Mais aussi visuellement, même lorsqu'il y a clôture, car ces dernières sont souvent à claire-voie (grillage, grille). Seul un mur plein marque partiellement la limite du site rue Saint-Antoine (au nord) en fond du parking intérieur.



CHBM site de Belfort  
 > identification des bâtiments

Agence d'Urbanisme du Territoire de Belfort, Octobre 2014  
 Site n° 130 - 131 - 132 - 133 - 134 - 135 - 136 - 137 - 138 - 139 - 140 - 141 - 142 - 143 - 144 - 145 - 146 - 147 - 148 - 149 - 150 - 151 - 152 - 153 - 154 - 155 - 156 - 157 - 158 - 159 - 160 - 161 - 162 - 163 - 164 - 165 - 166 - 167 - 168 - 169 - 170 - 171 - 172 - 173 - 174 - 175 - 176 - 177 - 178 - 179 - 180 - 181 - 182 - 183 - 184 - 185 - 186 - 187 - 188 - 189 - 190 - 191 - 192 - 193 - 194 - 195 - 196 - 197 - 198 - 199 - 200 - 201 - 202 - 203 - 204 - 205 - 206 - 207 - 208 - 209 - 210 - 211 - 212 - 213 - 214 - 215 - 216 - 217 - 218 - 219 - 220 - 221 - 222 - 223 - 224 - 225 - 226 - 227 - 228 - 229 - 230 - 231 - 232 - 233 - 234 - 235 - 236 - 237 - 238 - 239 - 240 - 241 - 242 - 243 - 244 - 245 - 246 - 247 - 248 - 249 - 250 - 251 - 252 - 253 - 254 - 255 - 256 - 257 - 258 - 259 - 260 - 261 - 262 - 263 - 264 - 265 - 266 - 267 - 268 - 269 - 270 - 271 - 272 - 273 - 274 - 275 - 276 - 277 - 278 - 279 - 280 - 281 - 282 - 283 - 284 - 285 - 286 - 287 - 288 - 289 - 290 - 291 - 292 - 293 - 294 - 295 - 296 - 297 - 298 - 299 - 300 - 301 - 302 - 303 - 304 - 305 - 306 - 307 - 308 - 309 - 310 - 311 - 312 - 313 - 314 - 315 - 316 - 317 - 318 - 319 - 320 - 321 - 322 - 323 - 324 - 325 - 326 - 327 - 328 - 329 - 330 - 331 - 332 - 333 - 334 - 335 - 336 - 337 - 338 - 339 - 340 - 341 - 342 - 343 - 344 - 345 - 346 - 347 - 348 - 349 - 350 - 351 - 352 - 353 - 354 - 355 - 356 - 357 - 358 - 359 - 360 - 361 - 362 - 363 - 364 - 365 - 366 - 367 - 368 - 369 - 370 - 371 - 372 - 373 - 374 - 375 - 376 - 377 - 378 - 379 - 380 - 381 - 382 - 383 - 384 - 385 - 386 - 387 - 388 - 389 - 390 - 391 - 392 - 393 - 394 - 395 - 396 - 397 - 398 - 399 - 400 - 401 - 402 - 403 - 404 - 405 - 406 - 407 - 408 - 409 - 410 - 411 - 412 - 413 - 414 - 415 - 416 - 417 - 418 - 419 - 420 - 421 - 422 - 423 - 424 - 425 - 426 - 427 - 428 - 429 - 430 - 431 - 432 - 433 - 434 - 435 - 436 - 437 - 438 - 439 - 440 - 441 - 442 - 443 - 444 - 445 - 446 - 447 - 448 - 449 - 450 - 451 - 452 - 453 - 454 - 455 - 456 - 457 - 458 - 459 - 460 - 461 - 462 - 463 - 464 - 465 - 466 - 467 - 468 - 469 - 470 - 471 - 472 - 473 - 474 - 475 - 476 - 477 - 478 - 479 - 480 - 481 - 482 - 483 - 484 - 485 - 486 - 487 - 488 - 489 - 490 - 491 - 492 - 493 - 494 - 495 - 496 - 497 - 498 - 499 - 500 - 501 - 502 - 503 - 504 - 505 - 506 - 507 - 508 - 509 - 510 - 511 - 512 - 513 - 514 - 515 - 516 - 517 - 518 - 519 - 520 - 521 - 522 - 523 - 524 - 525 - 526 - 527 - 528 - 529 - 530 - 531 - 532 - 533 - 534 - 535 - 536 - 537 - 538 - 539 - 540 - 541 - 542 - 543 - 544 - 545 - 546 - 547 - 548 - 549 - 550 - 551 - 552 - 553 - 554 - 555 - 556 - 557 - 558 - 559 - 560 - 561 - 562 - 563 - 564 - 565 - 566 - 567 - 568 - 569 - 570 - 571 - 572 - 573 - 574 - 575 - 576 - 577 - 578 - 579 - 580 - 581 - 582 - 583 - 584 - 585 - 586 - 587 - 588 - 589 - 590 - 591 - 592 - 593 - 594 - 595 - 596 - 597 - 598 - 599 - 600 - 601 - 602 - 603 - 604 - 605 - 606 - 607 - 608 - 609 - 610 - 611 - 612 - 613 - 614 - 615 - 616 - 617 - 618 - 619 - 620 - 621 - 622 - 623 - 624 - 625 - 626 - 627 - 628 - 629 - 630 - 631 - 632 - 633 - 634 - 635 - 636 - 637 - 638 - 639 - 640 - 641 - 642 - 643 - 644 - 645 - 646 - 647 - 648 - 649 - 650 - 651 - 652 - 653 - 654 - 655 - 656 - 657 - 658 - 659 - 660 - 661 - 662 - 663 - 664 - 665 - 666 - 667 - 668 - 669 - 670 - 671 - 672 - 673 - 674 - 675 - 676 - 677 - 678 - 679 - 680 - 681 - 682 - 683 - 684 - 685 - 686 - 687 - 688 - 689 - 690 - 691 - 692 - 693 - 694 - 695 - 696 - 697 - 698 - 699 - 700 - 701 - 702 - 703 - 704 - 705 - 706 - 707 - 708 - 709 - 710 - 711 - 712 - 713 - 714 - 715 - 716 - 717 - 718 - 719 - 720 - 721 - 722 - 723 - 724 - 725 - 726 - 727 - 728 - 729 - 730 - 731 - 732 - 733 - 734 - 735 - 736 - 737 - 738 - 739 - 740 - 741 - 742 - 743 - 744 - 745 - 746 - 747 - 748 - 749 - 750 - 751 - 752 - 753 - 754 - 755 - 756 - 757 - 758 - 759 - 760 - 761 - 762 - 763 - 764 - 765 - 766 - 767 - 768 - 769 - 770 - 771 - 772 - 773 - 774 - 775 - 776 - 777 - 778 - 779 - 780 - 781 - 782 - 783 - 784 - 785 - 786 - 787 - 788 - 789 - 790 - 791 - 792 - 793 - 794 - 795 - 796 - 797 - 798 - 799 - 800 - 801 - 802 - 803 - 804 - 805 - 806 - 807 - 808 - 809 - 810 - 811 - 812 - 813 - 814 - 815 - 816 - 817 - 818 - 819 - 820 - 821 - 822 - 823 - 824 - 825 - 826 - 827 - 828 - 829 - 830 - 831 - 832 - 833 - 834 - 835 - 836 - 837 - 838 - 839 - 840 - 841 - 842 - 843 - 844 - 845 - 846 - 847 - 848 - 849 - 850 - 851 - 852 - 853 - 854 - 855 - 856 - 857 - 858 - 859 - 860 - 861 - 862 - 863 - 864 - 865 - 866 - 867 - 868 - 869 - 870 - 871 - 872 - 873 - 874 - 875 - 876 - 877 - 878 - 879 - 880 - 881 - 882 - 883 - 884 - 885 - 886 - 887 - 888 - 889 - 890 - 891 - 892 - 893 - 894 - 895 - 896 - 897 - 898 - 899 - 900 - 901 - 902 - 903 - 904 - 905 - 906 - 907 - 908 - 909 - 910 - 911 - 912 - 913 - 914 - 915 - 916 - 917 - 918 - 919 - 920 - 921 - 922 - 923 - 924 - 925 - 926 - 927 - 928 - 929 - 930 - 931 - 932 - 933 - 934 - 935 - 936 - 937 - 938 - 939 - 940 - 941 - 942 - 943 - 944 - 945 - 946 - 947 - 948 - 949 - 950 - 951 - 952 - 953 - 954 - 955 - 956 - 957 - 958 - 959 - 960 - 961 - 962 - 963 - 964 - 965 - 966 - 967 - 968 - 969 - 970 - 971 - 972 - 973 - 974 - 975 - 976 - 977 - 978 - 979 - 980 - 981 - 982 - 983 - 984 - 985 - 986 - 987 - 988 - 989 - 990 - 991 - 992 - 993 - 994 - 995 - 996 - 997 - 998 - 999 - 1000



- A Médecine - Anesthésie
- B Biomédical et bureaux administratifs
- C Pôle gynéco-chirurgical - Urgences
- D Maternité - Hôpital de semaine de chirurgie Ophtalmologie
- E Travaux - Informatique - Médecine du travail
- F Médecine - ORL - Stomatologie
- G Plateau technique - Réanimation
- H Laboratoires de biologie
- I Pavillon Lévy-Grünwald
- J Cuisine
- K Maison des Syndicats - Service diététique
- L Chapelle
- M Morgue
- N PC de Sécurité
- O Direction
- P IRM
- Q Internet
- R Crèche
- S Ateliers techniques (Serrurerie, jardin,...)
- T Imagerie médicale - Radiothérapie
- U
- V
- W
- X
- Y
- Z

- a1 Annexe garages ?
- a2 Réservoirs d'Air liquide de Santé et d'Azote liquide médical
- a3 Centrale d'Énergie Mobile Super Insonorisée
- a4 Transformateur électrique EDF

## Inventaire des bâtiments

Le site belfortain du CHBM est composé d'une vingtaine de bâtiments construits à des époques différentes, depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle pour les plus anciens, et jusqu'aux années 2000 pour le dernier en date. Parmi eux, seuls les bâtiments C, D, H, I, K, T, V et Z accueillent du public. La plupart, surtout les plus récents, sont autonomes dans leur forme, implantés selon les disponibilités foncières et organisés sur la base de besoins fonctionnels, ignorant pour certains leur environnement, contredisant au fil du temps la composition d'origine.

Dans le cadre de la mutation future du site, divers critères peuvent intervenir dans le choix des bâtiments à conserver ou démolir, tels que l'âge des constructions et leur état, leur emplacement et leur accessibilité, la présence d'amiante et les coûts de rénovation, etc.

Les notices qui suivent, outre la description des édifices composant le site, éclairent ce choix du point de vue de la composition urbaine, de la qualité architecturale, et du potentiel de reconversion de chacun d'entre eux.

### AV2

*Les bâtiments sont présentés dans l'ordre alphabétique de la nomenclature du CHBM (à l'exception des annexes techniques).*

## Bâtiment A

Usage actuel : Médecine et anesthésie.

Emprise au sol : environ 2 500 m<sup>2</sup>.

Hauteur : R+3, toit-terrasse.

Description : Dans l'esprit des années 1980, deux gros volumes bâtis cubiques aux angles biseautés, organisés chacun autour d'un patio, s'articulent autour d'un noyau greffé aux autres bâtiments de l'hôpital. Les façades comportent de nombreux éléments en saillie (effets d'oriels, structures métalliques évoquant les parties manquantes par le biseautage des angles...). Malgré le grand nombre de baies, certaines en saillie pour s'orienter vers le sud, les façades demeurent lourdes et pleines, tandis que les niveaux inférieurs sont ouverts, laissant entrevoir deux niveaux de parking. Le bâtiment est conçu de façon à être traversé davantage que contourné, d'où les passerelles de liaison avec les autres bâtiments de l'hôpital.

Point faible :

Implantation : le bâtiment, de grande emprise au sol et orienté 'de biais', laisse peu de place entre ses façades et les limites du site au nord (rue Saint-Antoine) et au sud (square Lechten).



## Bâtiments B et E

Usage actuel : Biomédical et bureaux administratifs.

Emprise au sol : environ 1 000 m<sup>2</sup>.

Hauteur : corps central en rez-de chaussée surélevé + combles, ailes en R+1 + combles, toitures à pans.

Description : Datant de la toute fin du XIXe siècle, ce bâtiment symétrique composé en plan en « U » est en fait l'aile ouest d'un ensemble bâti qui composait le premier hôpital civil. Un effet de tours carrées d'angles avec baies en arc plein cintre organise l'articulation entre les corps droits de l'ensemble bâti. Les ouvertures sont régulières et encadrées de briques apparentes.

Particularités :

- Architecture simple mais soignée, composition rigoureuse, valeur patrimoniale.
- Implantation s'inscrivant selon l'orientation de la trame du quartier des Vosges, et alignée sur la rue Saint-Antoine avec effet de cour.
- Volumes et organisation se prêtant à une réhabilitation avec changement de vocation.

Points faibles :

- Vieux bâtiment, plusieurs fois modifié, nécessitant probablement une intervention lourde.
- Difficulté à trouver un programme adéquat au format bâti.





### Bâtiment C

Usage actuel : Pôle gynéco-chirurgical et Urgences.

Emprise au sol : environ 1 800 m<sup>2</sup>.

Hauteur : 18 m (RdC surélevé + 3 étages).

Description : Bâtiment contemporain construit en extension du bâtiment « I » donnant sur la rue de Mulhouse. Il joue sur les effets de variation dans l'épaisseur du bâtiment, les façades (sur patio intérieur, droite, ondulée), et les ouvertures.

Particularités :

- Bâtiment récent (réceptionné en 2006).
- Architecture d'expression contemporaine, mais susceptible de vieillir difficilement.
- Espace vert devant sa façade sud, permettant de lui apporter le recul nécessaire à sa mise en valeur.

Points faibles :

- Implantation très proche de la limite Est du site : la pointe touche le square Lechten.
- Aujourd'hui 'greffé' aux autres bâtiments du CHBM, ce bâtiment, conservé, se retrouverait séparé et autonome, nécessitant soit une redéfinition de son volume, soit une reconstruction de ses façades 'arrière'.
- Peut difficilement accueillir une fonction autre que sanitaire.



### Bâtiment D

Usage actuel : Maternité, hôpital de semaine de chirurgie, ophtalmologie.

Emprise au sol : environ 1 300 m<sup>2</sup>.

Hauteur : RdC surélevé + 3 étages, toit-terrasse.

Description : Bâtiment en forme de grande barre droite, digne des quartiers de grands ensembles (années 1970). Façades structurées par les fenêtres en bandeaux.

Particularités :

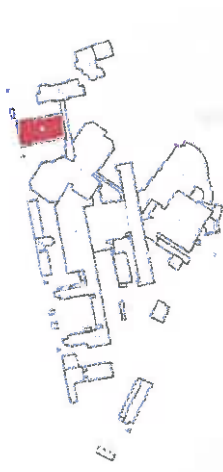
- Implantation au droit de la limite nord du square Lechten et parallèle à la rue Saint-Antoine.
- Volume simple et principe structurel pouvant se prêter à une démolition partielle et à une réhabilitation avec changement de vocation.

Points faibles :

- Bâtiment de grande longueur (106 m) créant un masque visuel dans le paysage urbain.
- Sans grand intérêt architectural.
- Construit au milieu du site, interdisant des traversées dans le prolongement des rues existantes.



## Bâtiment H



Usage actuel : Médecine, ORL et stomatologie.

Emprise au sol : environ 900 m<sup>2</sup>.

Hauteur : R+4, toit-terrasse.

Description : Bâtiment rectangulaire simple et austère (années 70-80), aux façades préfabriquées alternant systématiquement fenêtres horizontales à trois baies et petit trumeau.

Particularités :

- Volume simple aligné sur la rue Saint-Antoine.
- Volume et principe structurel pouvant se prêter à une réhabilitation avec changement de vocation (ex : tertiaire).



Points faibles :

- Architecture assez pauvre.
- Grande proximité avec le pavillon Lévy-Grunwald, accentuant le contraste entre des architectures mal assorties.

## Bâtiment I



Usage actuel : Plateau technique, réanimation.

Emprise au sol : environ 1800 m<sup>2</sup>.

Hauteur : R+2 + attique, toit-terrasse.

Description : Grand bâtiment de plan carré, orienté à 45 degrés par rapport à la rue Saint-Antoine, générant un alignement approximatif avec la rue de Mulhouse. Bien que relativement peu élevé, le bâtiment est pourtant visuellement imposant, par sa proximité avec l'entrée visiteurs rue de Mulhouse, et par la composition de ses façades (années 80) : effet de couches superposées alternant fenêtres en bandeaux filants et allèges en béton sablé.



Points faibles :

- Grande emprise, hors gabarit du quartier.
- Aspect austère.
- Bloc très spécialisé.



## Bâtiment J

Usage actuel : Laboratoires de biologie.

Emprise au sol : environ 700 m<sup>2</sup>.

Hauteur : R+1 + combles, toiture à pans / RdC surélevé + 1 étage, toit-terrasse.

Description : Composé de trois corps de bâtiments distincts « soudés » les uns aux autres. Les premiers bâtiments sont alignés sur la rue Saint-Antoine et revêtent une architecture de maison individuelle avec toiture en tuiles à deux pans. Le troisième bâtiment est une extension vers l'intérieur du site de l'hôpital avec une architecture des années '70, rectangulaire, basique, avec toit-terrasse, aux façades monotones marquées par l'enchaînement des baies vitrées.

Particularité :

- Groupe bâti respectant certains alignements de composition urbaine, notamment l'alignement en léger retrait sur la rue Saint-Antoine.

Point faible :

- Groupe bâti hétéroclite, composé de bâtiments accolés en disharmonie, malgré un gabarit équivalent (R+1).



## Bâtiment K : pavillon Lévy-Grünwald

Usage actuel : Centre de prévention et d'éducation familiale.

Emprise au sol : environ 500 m<sup>2</sup>.

Hauteur : RdC surélevé + 2 étages + étage sous combles.

Description : De composition symétrique et d'apparence solennelle, ce bâtiment moderne du début des années 1930 constitue une extension de l'hôpital initial, à laquelle il est d'ailleurs originellement relié par une galerie dans la continuité de la circulation existante. Il revêt une façade composée sur l'avenue Jean Jaurès (ordonnancement des ouvertures, emmarchement et entrée centrale, couronnement du rez-de-chaussée surélevé, chaînages d'angles et encadrements en briques apparentes, lucarnes...).

Particularités :

- Qualité architecturale, composition, valeur patrimoniale.
- Recul par rapport à la voie assurant la mise en valeur de l'édifice depuis l'avenue Jean Jaurès.
- Bâtiment conçu comme un objet architectural complet et autonome, avec des ouvertures sur chaque façade.
- Possibilité de trouver un programme de réemploi.

Points faibles :

- Châssis des fenêtres et volets roulants en décalage avec la qualité des façades.



## Bâtiment L

Usage actuel : Cuisine.

Emprise au sol : environ 1 800 m<sup>2</sup>.

Hauteur : simple rez-de-chaussée surélevé, toit-terrasse.

Description : Construction fonctionnelle de grande emprise comportant peu d'ouvertures, dont l'apparence ne permet pas de déduire la fonction. Ce bâtiment est adossé à ce qu'il reste de la galerie d'origine dans la continuité des bâtiments B et E.

Points faibles :

- Grande emprise, hors gabarit du quartier.
- Qualité très médiocre.
- Bien qu'implanté dans l'alignement des bâtiments B et E, cet ensemble occupe et 'colmate' en grande partie le cœur de l'îlot hospitalier.



## Bâtiment M

Usage actuel : Maison des syndicats et Service diététique.

Emprise au sol : 180 m<sup>2</sup>.

Hauteur : R+1 (Rez-de-chaussée légèrement surélevé).

Description : Bâtiment basique et fonctionnel, en béton, sans grande qualité. Toiture à deux pans à très faible pente. Façades nord et sud marquées par les nervures des travées des fenêtres en renforcement. Pignon ouest aveugle et décrépi, percé et aménagé en rez-de-chaussée pour l'entrée 'de service', abritée d'un auvent en tôle d'aspect bricolé.

Particularité :

- Alignement sur la rue Saint-Antoine.

Points faibles :

- Qualité très médiocre.
- Collé à la chapelle, dévalorisant cette dernière.



### Bâtiment N : chapelle

Usage actuel : Chapelle.

Emprise au sol : 140 m<sup>2</sup>.

Hauteur : équivalent R+3.

Description : L'implantation de la chapelle correspond à l'axe central de l'ensemble hospitalier du début du XXe siècle. Le corps principal simple, rectangulaire, est complété d'un petit corps latéral, le tout enserré entre deux bâtiments plus récents : la construction du bâtiment de la morgue contre la façade latérale Est de la chapelle est venue obstruer en partie les vitraux. Façade sur la rue Saint-Antoine, avec clocheton sur la toiture à deux pans, et chevet arrondi au sud. Un accès secondaire est organisé latéralement depuis l'arrière. Les encadrements, les pilastres et chaînages d'angles sont en briques apparentes.

Particularités :

- Valeur historique et patrimoniale.
- Usage culturel lié à l'hôpital.
- Alignement sur la rue Saint-Antoine.

À noter : dans l'hypothèse d'une mutation profonde du site hospitalier avec création de voirie, la chapelle est disposée dans l'axe de prolongement théorique de la rue de Valenciennes.



### Bâtiment O

Usage actuel : Morgue.

Emprise au sol : 270 m<sup>2</sup>.

Hauteur : R+1, toiture à pans.

Description : Bâtiment simple à base rectangulaire. Les façades sont assez lourdes et peu percées (quelques fenêtres sans transparence) tout en ménageant un bandeau filant de couronnement donnant l'effet d'une toiture détachée ou en suspension. Le toit est composé de quatre pans en tuiles à faible pente avec un forjet appuyé. L'ensemble est sans prétention mais plutôt de qualité.

Particularités :

- Relative qualité architecturale.
- Alignement sur la rue Saint-Antoine.

Point faible :

- Bâtiment accolé à la chapelle en ignorant sa façade latérale.
- Réutilisation improbable.



## Bâtiment P



Usage actuel : Poste Central de sécurité.

Emprise au sol : 100 m<sup>2</sup>.

Hauteur : R+1, toit-terrasse.

Description : Construction cubique revêtue d'un bardage métallique gris, irrégulièrement percé de quelques fenêtres en bandeau. Forme et couleurs (gris métal et châssis bleu outremer) apportent une apparence de bâtiment industriel ou commercial de zone d'activités.

Points faibles :

- Aucune utilité fonctionnelle dès lors que l'hôpital n'est plus.
- Façade en décalage avec la typologie du quartier, première image de l'hôpital vu de loin (dans l'axe de la rue James Long) dépréciant le paysage urbain.
- Implantation pénalisante pour la mutation du site : 'en plein milieu' de l'emprise théorique disponible entre les bâtiments C et R, et dans l'axe d'un prolongement théorique de la rue James Long.



## Bâtiment R : villa



Usage actuel : Direction de l'hôpital.

Emprise au sol : environ 180 m<sup>2</sup>.

Hauteur : RdC surélevé + 1 étage + étage sous combles, toiture à pans.

Description : Villa de la fin du XIXe siècle. Soubassement et chaînages d'angles en pierres apparentes, linteaux et encadrements en pierre, garde-corps en ferronnerie. Malgré quelques modifications depuis sa construction (installation de fenêtres de toit, changement des tuiles), cette villa semble bien entretenue et conserve son esprit d'origine et son charme, conforté par le parc planté qui l'entoure et sa grille sur la rue de Mulhouse.

Particularités :

- Typologie architecturale dans l'esprit des faubourgs peu denses.
- Implantation et architecture faisant écho à celles de la villa de la Donation Jardot.
- Grille sur rue et parc associé au bâtiment, confortant son caractère remarquable.
- Réemploi aisé.



Particularité à noter : l'implantation de la villa ne respecte pas exactement l'alignement des façades de la rue de Valenciennes (dans l'hypothèse d'un prolongement de cette voie au sein de l'îlot actuel du CHBM).



## Bâtiment T

Usage actuel : Imagerie par Résonance Magnétique.

Emprise au sol : 330 m<sup>2</sup>.

Hauteur : Rez-de-chaussée surélevé.

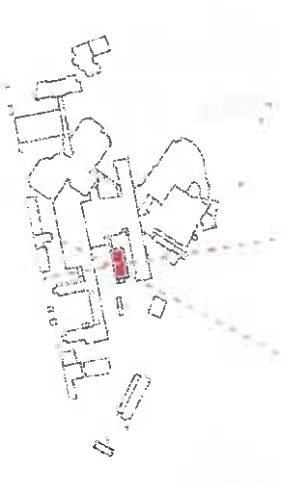
Description : Construction modulaire reliée au bâtiment Z par une passerelle. Le bâtiment est composé d'un socle en béton le surélevant par rapport au sol, d'une structure métallique et de parois en verre, sans ouverture hormis l'entrée accessible par un emmarchement métallique et protégée par un auvent.

### Particularité :

- Structure et équipement démontables et transportables.

### Points faibles :

- Implantation centrale dans l'îlot actuel du CHBM, pouvant pénaliser grandement la recomposition du site (occupation, accès), et de plus, placé dans les axes des rues James Long et de Valenciennes (dans l'hypothèse d'un prolongement de ces voies au sein de l'îlot actuel du CHBM).
- Construction s'apparentant à un bâtiment provisoire.
- Piètre confort thermique (façades vitrées sans ouverture possible, pas de brise-soleil...).



## Bâtiment U

Usage actuel : Internat.

Emprise au sol : environ 200 m<sup>2</sup>.

Hauteur : R+3, toiture à pans.

Description : Petit immeuble de faubourg de la fin du XIXe siècle. Le rez-de-chaussée est couronné d'un bandeau en pierre apparente le dissociant visuellement des étages, les encadrements et chaînages d'angles sont en pierre apparente. Le toit est à deux pans de faible pente avec demi-croupe. Aujourd'hui, les volets ont disparu au profit de stores roulants et les fenêtres ont été changées par des châssis en PVC blanc. À noter un escalier de secours métallique installé en façade sud.

### Particularités :

- Gabarit et architecture communs aux immeubles résidentiels de faubourg.
- Construit à l'alignement de l'avenue Jean Jaurès.

### Points faibles :

- Implantation créant un effet d'incursion dans le pignon sud : excroissance disgracieuse donnant sur le square Lechten.
- Escalier extérieur en métal érigé contre le pignon sud : excroissance disgracieuse donnant sur le square Lechten.



### Bâtiment V : crèche

Usage actuel : Crèche.

Emprise au sol : environ 400 m<sup>2</sup>.

Hauteur : R+1, toit-terrasse.

Description : Bâtiment contemporain jouant sur les décrochements entre volumes imbriqués en forme d'alvéoles. Murs béton percés de baies vitrées aux châssis en aluminium. Pierre qualité de façades.

Particularité :

- Construction à l'alignement sur l'avenue Jean Jaurès pour la façade donnant sur cette voie.

Points faibles :

- Bâtiment accolé à l'immeuble de l'internat (U), contre la partie inférieure de son pignon nord, accentuant l'absence de raccord.
- Implantation 'au chausse-pied' entre les édifices préexistant de part et d'autre, ignorant l'architecture environnante, et relativement indélégante vis-à-vis du pavillon Lévy-Grünwald (K).



### Bâtiment X

Usage actuel : Ateliers techniques.

Emprise au sol : environ 360 m<sup>2</sup>.

Hauteur : Rez-de-chaussée, toiture à pans.

Description : Annexe de plain-pied sur plan rectangulaire. Le pignon Est est aveugle, tandis que les façades Sud et Ouest sont percées de fenêtres régulièrement ordonnées en hauteur, et la façade Nord de grandes ouvertures pour l'accès aux espaces techniques. Le pignon Ouest est complété d'un petit appentis accolé plus récent, avec une toiture en tôle à un pan de faible pente, sous les fenêtres existantes du bâtiment d'origine. Un large auvent abrite la façade Nord et ses accès sur toute sa longueur. Ce bâtiment date de la même époque que les bâtiments B et E, et reprend les caractéristiques architecturales : encadrements en briques apparentes, linteau en pierre, frise de couronnement.

Particularités :

- Architecture et matériaux rappelant l'hôpital civil initial.
- Alignement sur la rue de Mulhouse, et façade visible dans la perspective de la rue de Wissembourg.

Points faibles :

- Appentis accolé au pignon nord dommageable pour la qualité du bâtiment.
- Placé dans l'axe de la rue de Wissembourg, il peut empêcher son éventuel prolongement dans le site.



## Bâtiment Z

**Usage actuel :** Imagerie médicale, radiothérapie.

**Emprise au sol :** environ 1400 m<sup>2</sup>.

**Hauteur :** RdC surélevé et R+3.

**Description :** Bâtiment peu visible car situé au cœur du complexe hospitalier, et masqué en grande partie par les autres bâtiments. La façade Ouest est visible et ressemble à un arrière de cour d'îlot. Les fenêtres sont réparties par groupe de quatre pour le corps de bâtiment le plus haut. Deux toitures en zinc à quatre pans de très faible pente couvrent le bâtiment (partie haute et partie basse). À signaler : la présence d'une grande cheminée très visible contre la façade Ouest, près de la galerie reliant le module de l'IRM.

**Particularités :**

- Bâtiment de grande emprise, et en position centrale dans l'îlot hospitalier.
- Bâtiment technique, sans qualité architecturale.



## En conclusion

Il ressort de ce premier travail d'inventaire (sous toute réserve compte tenu des diagnostics techniques restant à mener), la proposition de classification suivante :

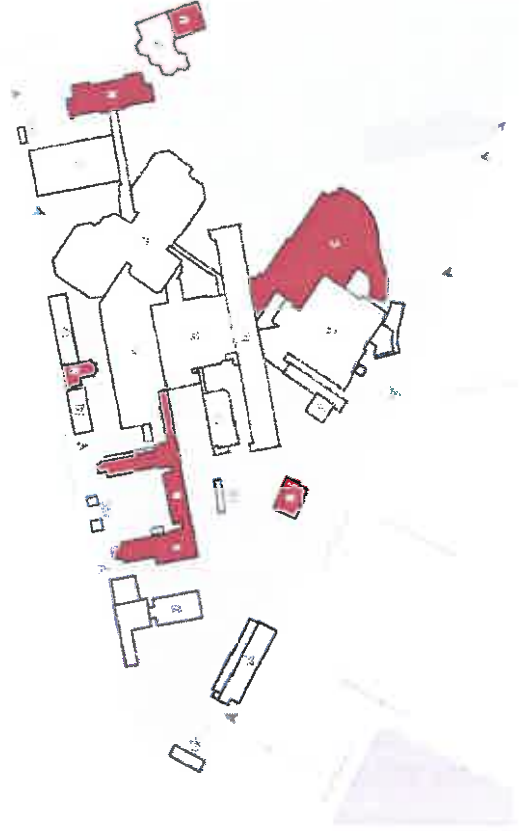


Bâtiments de faible qualité, difficiles de réemploi, ou destructurants, à déconstruire :

A, D (en totalité ou partiellement), H, I, J, L, M, O, P, T (récupérable et déplaçable), V, X, Z.



Bâtiments récents, structurants ou intéressants, à réhabiliter sous réserve d'usage : B-E, C, K, N, R, U.





### Annexe a1



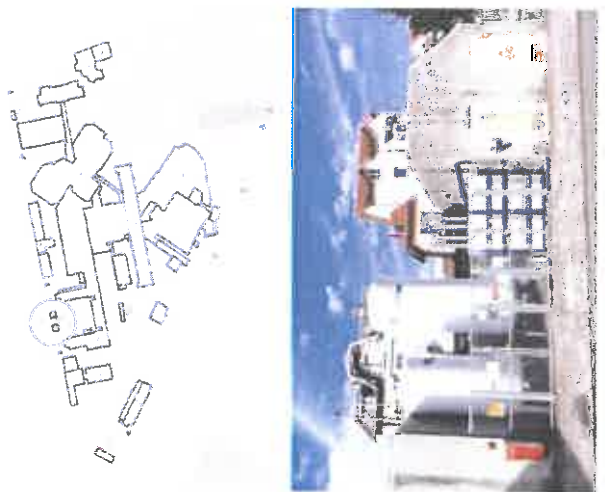
Usage actuel : garages.

Emprise au sol : 90 m<sup>2</sup>.

Description et commentaire :

Annexe de cinq garages couverts, adossée en limite de propriété et contre la façade de l'immeuble voisin. Portes en bois peintes et couverture en tuile à un pan. Cette construction donne l'impression d'un usage riverain et non à destination du personnel de l'hôpital.

### Annexe a2



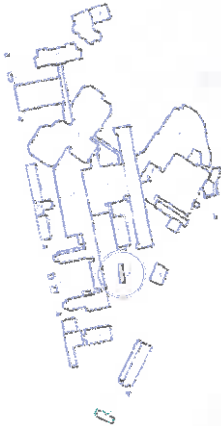
Usage actuel : Réservoirs d'oxygène et d'azote.

Emprise au sol : environ 80 m<sup>2</sup>.

Description et commentaire :

Enceinte technique regroupant trois objets : des réservoirs de tailles variables, derrière une grille de sécurité, disposés entre deux édicules fermés en béton. L'ensemble est implanté en limite de propriété, aligné sur la rue Saint-Antoine. En cas de mutation du site, cette annexe technique n'aura plus lieu d'être.

### Annexe a3



**Usage actuel :** Centrale d'Énergie Mobile Super Insonorisée.

**Emprise au sol :** 50 m<sup>2</sup>.

**Description et commentaire :**

Conteneur métallique derrière un enclos grillagé de sécurité, implanté dans le parc du pavillon de direction (bâtiment R). Un faisceau de câbles dans une gaine métallique relie cette centrale au bâtiment D en courant le long du parc et en passant par un portique au-dessus de la voie de desserte interne. En cas de mutation du site, cette annexe technique n'aura plus lieu d'être.

### Annexe a4



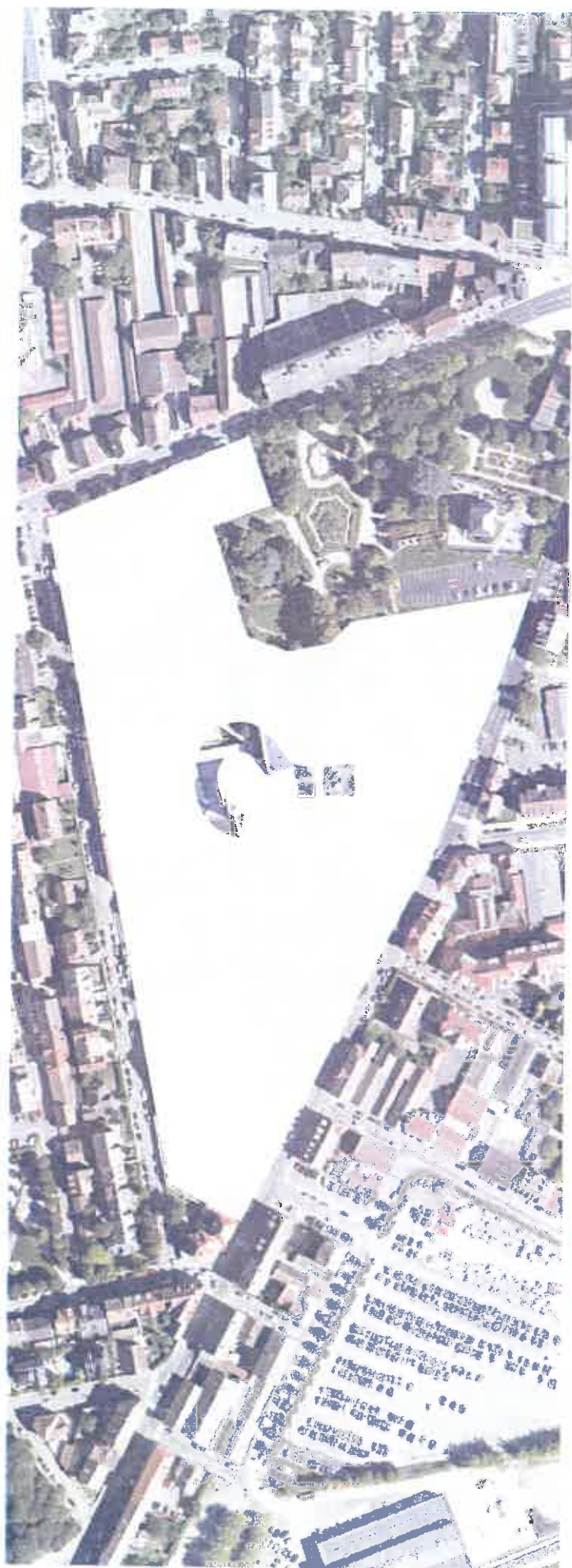
**Usage actuel :** Transformateur électrique EDF.

**Emprise au sol :** 20 m<sup>2</sup>

**Description et commentaire :**

Édicule technique en béton, dont l'implantation en limite de propriété rue Saint-Antoine vient interrompre la grille de clôture du site.





## Quelles nouvelles vocations pour le site ?

La localisation et l'ampleur du site ouvrent de considérables potentialités au terrain de l'hôpital.

Compte tenu de son emprise (bien plus grande que la moyenne des îlots belfortains, et plus particulièrement tous ceux qui caractérisent le faubourg des Vosges), il est de nature à pouvoir aisément accueillir différentes fonctions, d'autant plus que son contexte invite à y reproduire, à l'échelle de l'opération, la mixité fonctionnelle qui caractérise le centre urbain.

Il est cependant jugé problématique d'y projeter une trop forte concentration d'activités qui pourrait déstabiliser certains quartiers qui constituent le cœur urbain.

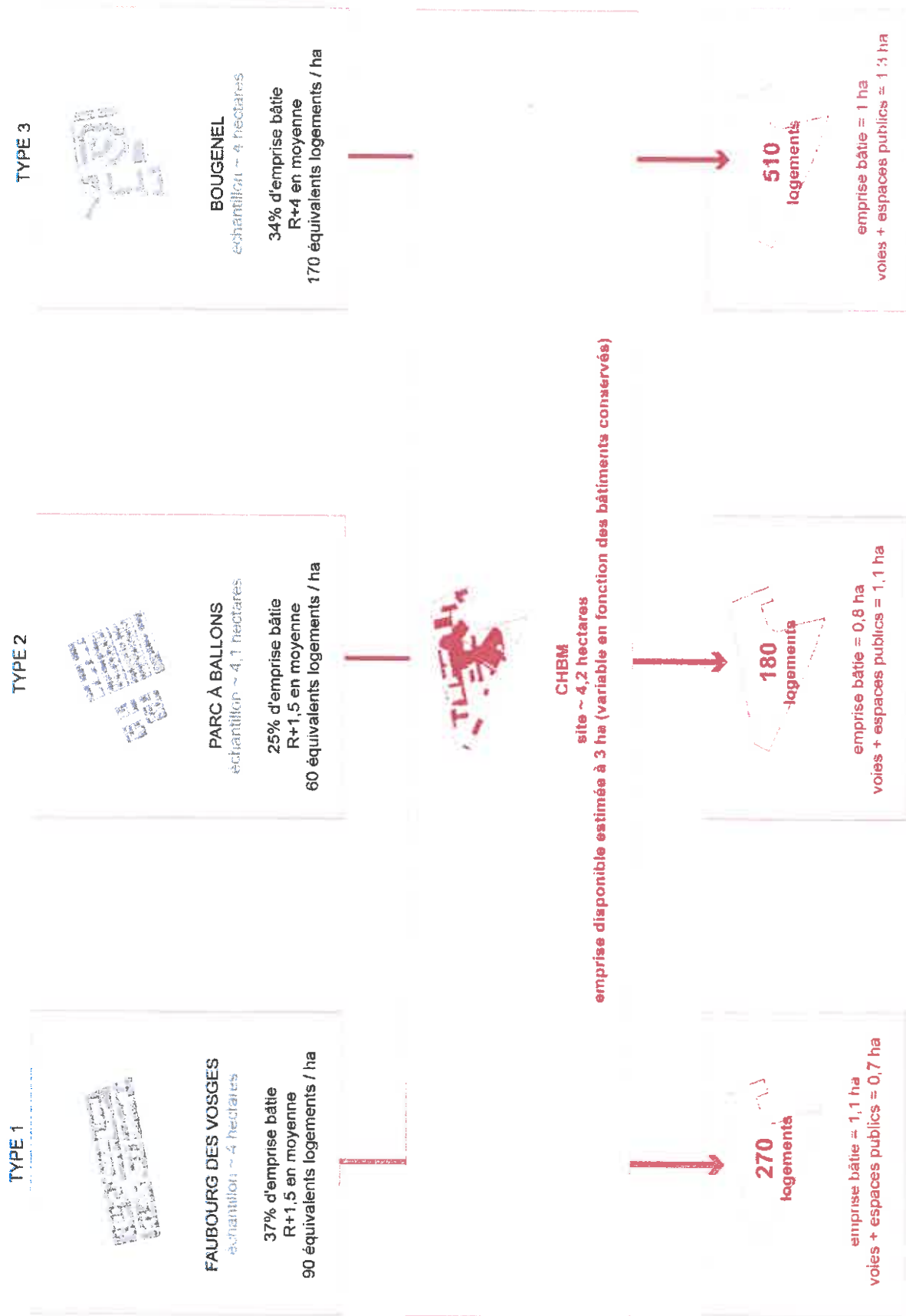
On proposera d'y investir en premier lieu par la fonction **résidentielle**, selon des formes et une typologie qui restent à identifier. Cette orientation correspond à trois objectifs de la ville :

- renouveler son attractivité résidentielle ;
- s'inscrire dans la modernité par une opération de référence ;
- entrer en harmonie avec les îlots voisins, eux-mêmes à prendre en compte pour une action de requalification.

Concernant d'autres activités, il est clair que la place existe pour des services qui doivent trouver leur équilibre sur le marché général de l'immobilier d'entreprise. On doit tenir compte dans ce domaine d'une appétence historique qui favorisera des activités en lien avec la santé de proximité et de rayonnement départemental.

Parmi d'autres fonctions possibles sur le site, un ou plusieurs **équipements** pourraient trouver leur place (stratégie de situation géographique, d'accès et facilité de stationnement à proximité...). On veillera toutefois à apprécier l'opportunité d'équipements par rapport à l'offre existante.

Il convient également de considérer l'**espace public** en tant qu'élément de programme à part entière (non comme 'résidu' des opérations bâties). Ceci d'autant plus qu'excepté le square Lechten, les espaces publics existants à proximité, aussi vastes soient-ils (places de la Résistance, du général Meyer, Y. Rabin), sont avant tout des parkings ou des carrefours.





## Capacité théorique

Afin de cerner rapidement le potentiel d'un programme neuf sur le site, l'exercice de comparaison suivant permet d'exprimer une capacité en équivalents-logements (dans l'hypothèse théorique d'une vocation exclusivement résidentielle).

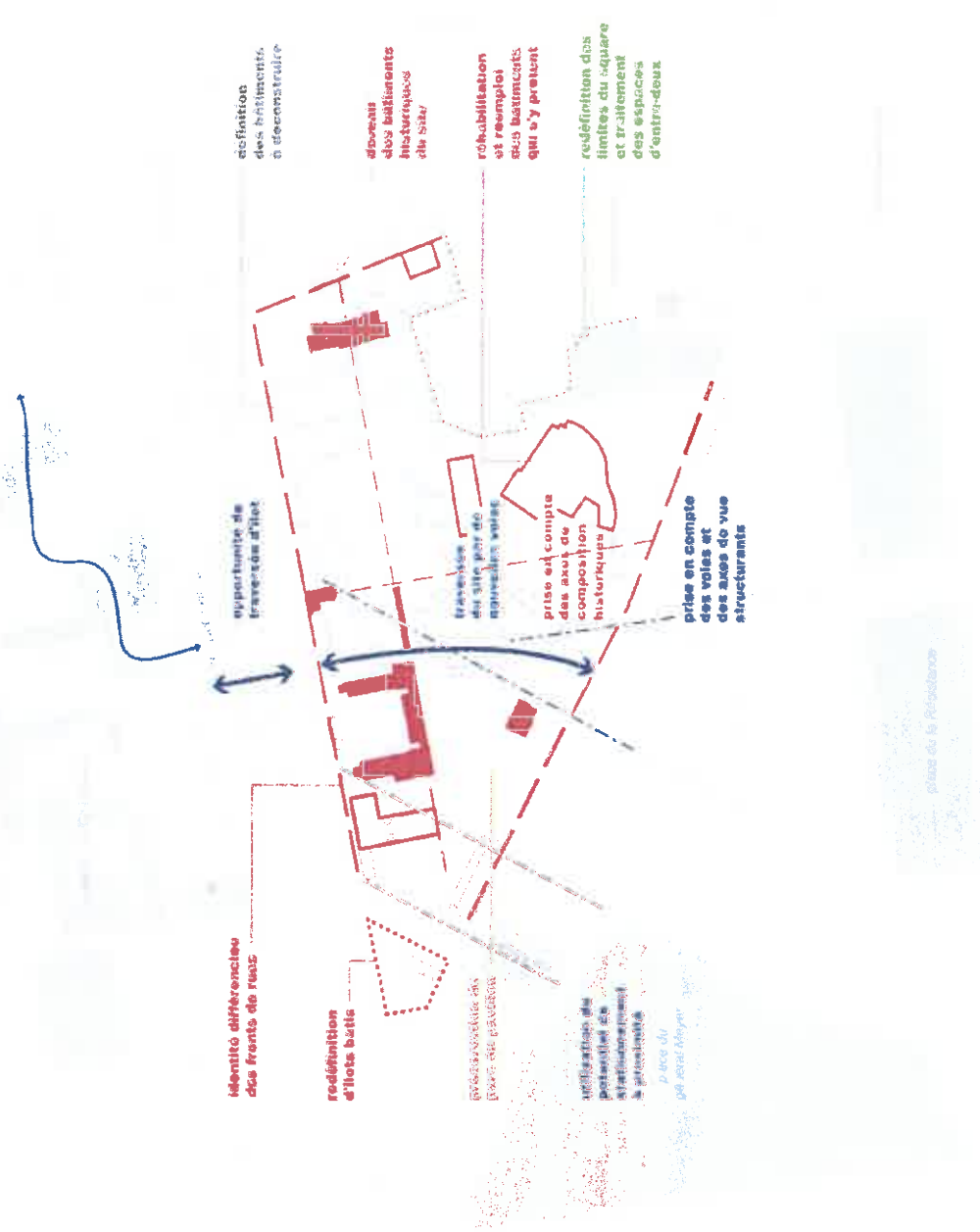
En rapportant différents types résidentiels belfortains\* à l'emprise moyenne disponible après démolitions (estimée à 3 hectares), on constate ainsi que la capacité du site pour des opérations neuves varie de 180 à 510 logements.

Parallèlement à l'approche quantitative du programme nouveau qui s'inscrira en lieu et place de l'hôpital, il est important de rappeler que le site ne sera potentiellement pas vierge de toute construction. En effet, selon les contraintes, les besoins, les qualités existantes parmi les bâtiments actuels, certains seront certainement conservés.

Le projet urbain devra ainsi tenir compte des éléments en présence, non seulement pour affiner la capacité théorique en programme neuf, mais aussi pour réussir une cohabitation intelligente.

*Source : [AUB, Formes urbaines et densités comparées - atlas des tissus urbains résidentiels de Belfort \(AUB, 2013\)](#)*

avant  
2014



CHBM site de Belfort  
> Enjeux urbains

0 25 50 150 m

Agence d'urbanisme du Territoire de Belfort - novembre 2014  
Coteau - SIV AU72 - Cadastre v. L.OI 2014 - application C.A.P. 2013

## Les enjeux urbains de la nouvelle identité du site

- **Expertiser et définir quels bâtiments actuels du site peuvent être réemployés** (moyennant adaptation ou réhabilitation), notamment en raison de leur valeur patrimoniale ou historique.
- Préserver le parc accompagnant le pavillon de direction ; il garantit la valeur architecturale du bâtiment, souligne l'identité du faubourg et assure le rapport avec les futures constructions présumées du site.
- Redéfinir les limites actuelles du site hospitalier qui sont occupées (pointe bâtie à l'Ouest) et les limites avec le square Lechten à l'Est. Concernant ce dernier, saisir l'opportunité de l'ouvrir sur l'intérieur du site, voire de l'agrandir pour participer au programme du projet urbain.
- Définir l'identité des nouveaux fronts de rue, et les différencier en fonction de l'ambiance des trois rues délimitant le site. Penser à ce qui sera vu dans l'axe des rues existantes (rues Meyer, de Wissembourg, de Valenciennes, James Long).
- Créer une voirie nouvelle, apte à desservir le programme du site et à redéfinir le gabarit de l'actuel 'super-îlot' urbain. Cette nouvelle voirie recherchera une logique de traversée et de continuité de parcours dans le quartier, plutôt que de dessertes en impasses.

- En ce sens prendre en compte le potentiel des axes viaires alentour, tant pour la desserte que pour la composition du site, ou encore les vues organisées (la ville est plus facile à vivre quand on comprend visuellement l'espace et les circulations).
- Saisir toute opportunité de traverser (par une voie circulaire ou une liaison piétonne) l'îlot délimité par les rues Victor Hugo et Saint-Antoine.
- S'appuyer sur le grand potentiel existant de stationnement en périphérie du site.

## La réutilisation du bâti existant, un enjeu pour la ville de demain

La ville ne cesse de se régénérer sur la base d'additions successives, de mutations ponctuelles et de substitutions progressives.

Il n'est pas toujours judicieux ni même nécessaire de tout démolir pour reconstruire. Réussir le renouvellement demande aussi de s'appuyer sur la logique et les lignes de force d'un site, et sur la trame et les volumes des bâtiments 'déjà là'.

La transformation, la reconversion et le réemploi de certains bâtiments peuvent modifier profondément la perception d'un quartier vieillissant ou d'un site obsolète, et en raviver les qualités singulières. Il ne s'agit pas de figer l'existant, mais de donner une nouvelle vie à des architectures de qualité, voire parfois à des constructions bien plus banales.

## Les vies successives de l'immeuble Cap44 à Nantes



© Atlantic challenge 2014

Église transformée en marché couvert (Sarlat), ancienne prison devenue médiathèque (Coulommiers), garage rénové en bureaux (Paris), chapelle accueillant une salle de spectacle (Bègles), marché couvert reconverti en espace associatif (Bordeaux), usine recyclée en école (Blois)...  
 De nombreux projets, petits ou grands, témoignent partout de la pertinence de cette logique de réutilisation.  
 L'essentiel est de se donner le temps de repérer les potentialités d'un lieu, et surtout celui de bâtir un programme solide, sachant que la viabilité économique de ce type d'opération est centrale.

Les impératifs de soutenabilité et de durabilité s'appliquent aussi à l'urbanisme. En la matière, peut être dit 'durable' ce qui est transformable.  
 À l'encontre de la 'rénovation bulldozer' consistant à tourner la page d'une époque révolue en faisant table rase d'un site, de son histoire et de son originalité, le parti du 'recyclage urbain' contribue à une nouvelle image de la ville, plus respectueuse du temps long.

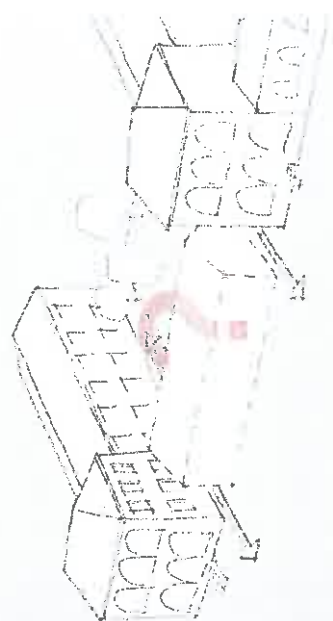
L'hôpital de Belfort vers 1905...



... aujourd'hui...



... et demain ?



Cartes postales issues du fonds Mayer. Archives départementales CG 90 / photo et croquis AUTB



## La nécessité d'une conception urbaine directrice

Le site occupe un espace foncier qui contient de bonnes potentialités, ouvertes sur des choix multiples, qu'il faut donc piloter avec un schéma et des principes d'aménagement.

Quelle que soit l'option retenue pour les réhabilitations, démolitions et nouvelles constructions, l'ensemble doit être convenablement inséré dans son contexte urbain, cohérent dans sa logique d'organisation, rénové dans sa desserte, unifié par une trame d'espaces publics, etc.

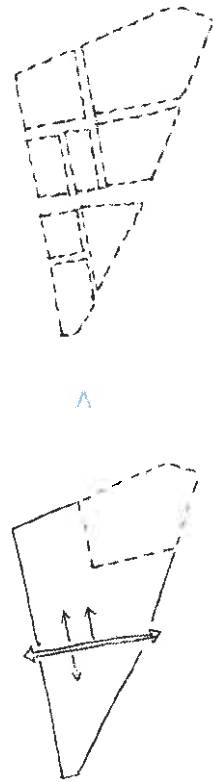
C'est l'importance de cette dimension d'ensemble que traduisent les schémas organisationnels alternatifs ci-dessous.

Les premiers principes d'aménagement esquissés ici sont naturellement donnés à titre indicatif.

Le moment venu, c'est-à-dire une fois les orientations fondamentales affirmées, il reviendra à une mission de conception urbaine, selon des modalités restant à définir, d'incarner ces attentes par un véritable projet.

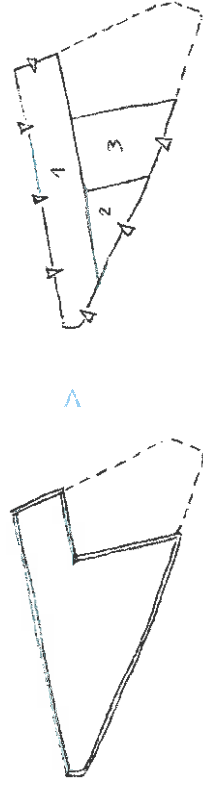
A

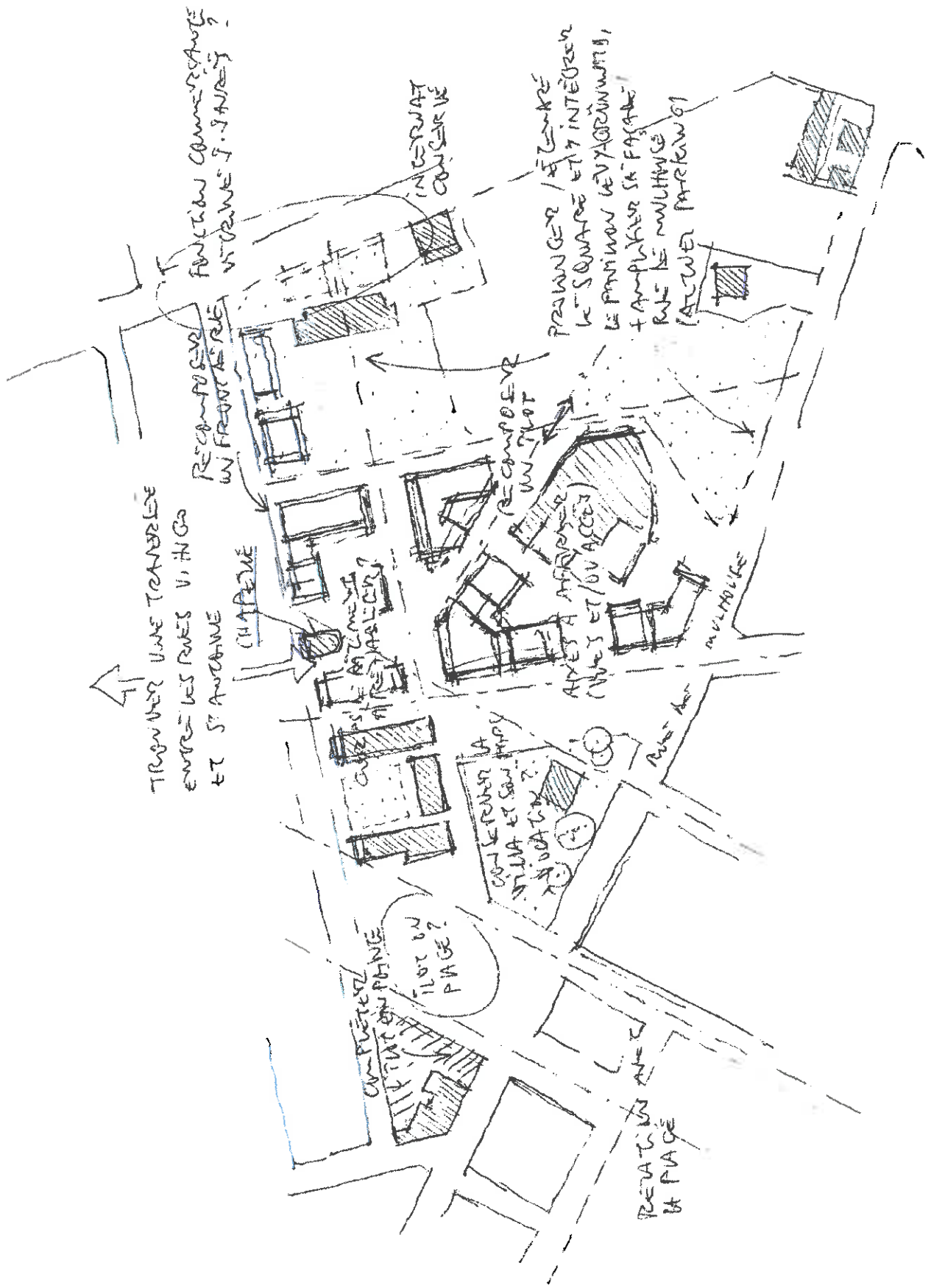
*Trace de nouvelles voies et desserte interne*  
*Définition d'îlots urbains*



B

*Emprise unique conservée*  
*Partition fonctionnelle*  
*Accès par les voies existantes*





## Guide opérationnel

Pour choisir une procédure, il convient au préalable d'appréhender au mieux le niveau d'ambition du projet et de vérifier ce qu'il est possible de faire, au besoin à l'aide d'études préalables (I) :

- Approche réglementaire, quel est le droit des sols applicable ? (vu précédemment)
- Approche environnementale, une étude d'impact est-elle nécessaire (A) ?
- Approche foncière : une déclaration d'utilité publique (DUP) est-elle nécessaire (C) ?

Quant au contenu de l'opération, il convient, avant d'engager la phase opérationnelle (II), de connaître :

- la nature et la taille des équipements publics à réaliser, car ils permettent de comparer les avantages et inconvénients des différents outils de financement (combinaisons possibles) ;
- le niveau d'exigence du programme : création de logements sociaux, démarche éco-quartier..., éléments d'un projet urbain que l'on peut difficilement encadrer par le règlement du PLU, donc peu de moyens d'en assurer la mise en œuvre par une procédure de lotissement...

Enfin, la conception du projet nécessite la passage d'un marché ; le choix de la procédure divergeant selon qu'un programme ait ou non été défini préalablement (III).

## I- Études préalables au lancement de l'opération

### A-L'étude d'impact

Elle est obligatoire dans le cas de la zone d'aménagement concerté (ZAC) puisque cette étude est une pièce constitutive du dossier de création.

Les autres opérations d'aménagement sont soumises à étude d'impact soit de façon systématique, soit après un examen au cas par cas, en fonction des critères définis à l'article R.122-2 du code de l'environnement, dans les cas précisés dans le tableau ci-dessous.

À noter que la procédure d'examen au cas par cas vise à imposer une étude d'impact uniquement lorsqu'elle est jugée nécessaire par l'autorité environnementale.

Cette décision se fait à partir de l'analyse des caractéristiques du projet, de sa localisation et de ses impacts potentiels sur l'environnement ou la santé.

| CATÉGORIES D'AMÉNAGEMENTS, d'ouvrages et de travaux                                                                                                                                                                                                                              | PROJETS soumis à étude d'impact                                                                                                                          | PROJETS soumis à la procédure de « cas par cas » en application de l'annexe III de la directive 85/337/ CE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Permis d'aménager et lotissements situés sur le territoire d'une commune dotée à la date du dépôt de la demande d'un PLU ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu ou d'une carte communale n'ayant pas fait l'objet d'une évaluation environnementale permettant l'opération. | Travaux, constructions et aménagements réalisés en une ou plusieurs phases, lorsque l'opération crée une SHON supérieure ou égale à 40 000 mètres carrés | Travaux, constructions ou aménagements réalisés en une ou plusieurs phases, lorsque l'opération : soit crée une SHON supérieure ou égale à 10 000 mètres carrés et inférieure à 40 000 mètres carrés et dont le terrain d'assiette ne couvre pas une superficie supérieure ou égale à 10 hectares, soit couvre un terrain d'assiette d'une superficie supérieure ou égale à 5 hectares et inférieure à 10 hectares et dont la SHON créée est inférieure à 40 000 mètres carrés. |

## B-La maîtrise foncière

Contrairement au lotissement, la maîtrise foncière n'est pas un préalable nécessaire à la création d'une ZAC.

À compter de la publication de l'acte créant une zone d'aménagement concerté, les propriétaires des terrains compris dans cette zone peuvent mettre en demeure la collectivité publique qui a pris l'initiative de la création de la zone, de procéder à l'acquisition de leur terrain, dans les conditions et délais prévus à l'article L. 230-1 du code de l'urbanisme (procédure du droit de délaissement).

La création d'une ZAC ne donne pas droit à exproprier et n'implique pas nécessairement une expropriation. Toutefois, dès lors que la réalisation d'une ZAC est justifiée par l'utilité publique, le projet de ZAC peut faire l'objet d'une déclaration d'utilité publique (DUP), qui portera de facto sur son périmètre, et ce, que les biens nécessaires fassent l'objet d'une expropriation ou non.

Cette prérogative de puissance publique résulte du caractère d'utilité publique de l'opération et de la nécessité d'acquérir des immeubles ou des droits réels immobiliers, lorsqu'il n'a pas été possible de les acquérir à l'amiable.

*Il est considéré comme acquis que la ville de Belfort se porte candidate au rachat du site dont le CHBM est unique propriétaire.*

## II- La phase opérationnelle

La collectivité peut :

- réaliser l'opération d'aménagement (sous forme de ZAC ou d'un lotissement communal) ;
- autoriser la réalisation de l'opération et la soumettre à des participations financières

## A-Les outils de l'aménagement opérationnel

### 1- La ZAC, au service d'un projet urbain

C'est une procédure qui permet à des personnes publiques de réaliser, ou de faire réaliser, l'aménagement et l'équipement de terrains en vue de les céder (ou de les concéder) par la suite à des utilisateurs publics ou privés.

La ZAC peut être également utilisée pour transformer le tissu urbain existant ; dans ce cas, la légalité de la création de la ZAC sera subordonnée à la réalisation dans la zone d'équipements significatifs et d'opérations de démolition-construction.

Une ZAC relève toujours de l'initiative publique : procédure volontariste.

Elle peut être réalisée en régie directe ou par concession d'aménagement.

Dans les deux cas, il revient à la collectivité de réaliser les études préalables.

La ZAC est l'outil privilégié pour des opérations complexes, ou d'une certaine taille.

Elle permet de constituer le cadre général d'une opération qui accueillera, par la suite, plusieurs opérations ponctuelles (permis de construire, lotissements...).

La ZAC conduit à une réflexion sur les équipements publics (infrastructure et superstructure) qu'il conviendra de réaliser ou de renforcer. Le Programme des Equipements Publics (PEP) est une pièce obligatoire du dossier de réalisation.

Un régime de participation spécifique est établi pour le financement de ces équipements nécessaires aux futurs utilisateurs de l'opération.

Le périmètre et le programme de la zone d'aménagement concerté sont approuvés par délibération du conseil municipal.

Une même zone d'aménagement concerté peut être créée sur plusieurs emplacements territorialement distincts (ZAC multi-sites).

## 2- Le lotissement<sup>1</sup> au service d'une opération « plus ponctuelle »

Constitue un lotissement la division en propriété ou en jouissance d'une unité foncière<sup>2</sup> ou de plusieurs unités foncières contiguës ayant pour objet de créer un ou plusieurs lots destinés à être bâtis.

Le périmètre du lotissement comprend le ou les lots destinés à l'implantation de bâtiments ainsi que, s'ils sont prévus, les voies de desserte, les équipements et les espaces communs à ces lots. Le lotisseur peut toutefois choisir d'inclure dans le périmètre du lotissement des parties déjà bâties de l'unité foncière ou des unités foncières concernées.

C'est une procédure d'aménagement et de division foncière de terrains équipés.

• La maîtrise d'ouvrage de l'opération de lotissement peut être :

- publique : la collectivité réalise (ou confie la réalisation) des aménagements.  
Condition : elle dispose de la maîtrise foncière ;
- privée : la collectivité ne maîtrise pas la démarche d'urbanisme, elle est encadrée par le règlement du PLU.

La demande de lotissement peut être présentée par un ou par plusieurs propriétaires (qui peuvent être représentés par un mandataire).

• La portée juridique du lotissement : deux pièces qui restent facultatives

### Le règlement d'urbanisme

Ce sont les règles de droit public.

Elles sont approuvées par l'autorité administrative.

Caducité : 10 ans, puis application du PLU (sauf demande des propriétaires)

### Le cahier des charges (vente avec charge)

Élément de droit privé qui régit les relations entre les co-lotifs.

Ce document est annexé à l'acte de vente et s'impose aux acquéreurs successifs.

Son contenu est contractuel, à la libre appréciation du lotisseur.

• Le régime d'autorisation :

- Lotissement soumis à permis d'aménager :  
Opération de plus d'un lot, avec création de voies ou espaces communs, et/ou opération située dans un site classé ou dans un secteur sauvegardé.
- Lotissement soumis à déclaration préalable :  
Quel que soit le nombre de lots, dès lors que le lotissement ne crée pas de voies et d'espaces collectifs.

L'autorisation d'urbanisme (déclaration préalable ou permis d'aménager) ne concerne que la division et l'équipement du terrain. Elle ne vaut pas permis de construire.

Les acquéreurs ou attributaires de lots doivent donc obtenir eux-mêmes le permis de construire sur leur lot.

1/ Article L.442-1 et suivants du code de l'urbanisme

2/ Depuis la réforme du 1er octobre 2007, le détachement d'un seul lot d'un terrain est un lotissement.



ZAC ou lotissement, quelle procédure choisir ?

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                |                                                                                                                                                                                                                                                            |  |                                                                              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|------------------------------------------------------------------------------|
| <b>La zone d'aménagement concerté - ZAC -</b>                                                                                                                                                                                                                                                           |                                |                                                                                                                                                                                                                                                            |  | <b>Le lotissement - Permis d'aménager (PA) ou Déclaration préalable (DP)</b> |
| Aménager un nouveau quartier                                                                                                                                                                                                                                                                            | Objectif                       | Diviser une propriété pour produire des terrains à bâtir                                                                                                                                                                                                   |  |                                                                              |
| Toujours une personne publique                                                                                                                                                                                                                                                                          | Maîtrise d'ouvrage             | Personne publique ou privée                                                                                                                                                                                                                                |  |                                                                              |
| Opération d'une certaine envergure ayant un impact au niveau d'un quartier                                                                                                                                                                                                                              | Taille de l'opération          | Toute taille                                                                                                                                                                                                                                               |  |                                                                              |
| Concerner tous les types de zonage du PLU.                                                                                                                                                                                                                                                              | Zonage - PLU                   | Obligatoirement en secteur U ou AU.<br>Le PLU est le document de référence, complété ou non par un règlement lié au permis d'aménager qui peut être plus rigoureux.                                                                                        |  |                                                                              |
| La réflexion « amont » permet d'associer de nouvelles règles d'urbanisme à introduire dans le PLU par modification ou révision.                                                                                                                                                                         |                                |                                                                                                                                                                                                                                                            |  |                                                                              |
| Composition d'un nouveau quartier au sein d'un territoire.<br>Projet réfléchi car études de faisabilité engagées par la collectivité avant de créer la ZAC (analyse économique, sociale, opérationnelle et foncière) + étude d'impact liée au dossier de création de la ZAC                             | Réflexions pré-opérationnelles | Souvent, successions de permis d'aménager ou permis de construire groupes sans grande cohérence entre les opérations.<br><br>Enquête publique au titre de l'article L.123-2 du code de l'environnement<br><br>Pas de concertation.                         |  |                                                                              |
| Intégration des démarches liées au développement durable.                                                                                                                                                                                                                                               |                                |                                                                                                                                                                                                                                                            |  |                                                                              |
| Transparence dans l'aménagement grâce à la concertation avec la population (article L. 300-2 du code de l'urbanisme).                                                                                                                                                                                   |                                |                                                                                                                                                                                                                                                            |  |                                                                              |
| Pas de maîtrise foncière nécessaire pour mener l'opération.<br><br>Capacité de l'aménageur à exproprier (commune, SEM...) par DUP (déclaration d'utilité publique).<br>Droit de délaissement dès le dossier de création approuvé.<br><br>Partages foncier et financier souvent assurés par l'aménageur. | Maîtrise du foncier            | Autorisation de lotir si le demandeur dispose de la totalité du foncier (en propriété ou compromis de vente).<br><br>Permis d'aménager au hasard des transactions immobilières.<br><br>Urbanisation plus ou moins rapide suivant la nature du parcellaire. |  |                                                                              |
| Possibilité d'activer le sursis à statuer dès la prise en considération du projet                                                                                                                                                                                                                       | Sursis à statuer               | Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                 |  |                                                                              |

|                                                                                                                                                                                                                                          |                                          |                                                                                                                                                                                                                               |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Cohérence d'ensemble, densité, qualité des espaces publics.                                                                                                                                                                              | Parti d'aménagement                      | Gestion moins économe de l'espace.<br>Espaces publics morcelés, résiduels, sans fonction affirmée.                                                                                                                            |
| Outil permettant la maîtrise d'une certaine mixité des populations : accession à la propriété, locatif, habitat intermédiaire.<br><br>Midi des formes urbaines.                                                                          | Mixité de l'habitat                      | Peu de maîtrise sur les programmes immobiliers envisagés.<br><br>Tributaires des tendances du marché : essentiellement résidentiel.                                                                                           |
| Dimensionnement et localisation étudiés de manière globale à l'échelle du quartier.<br><br>Équipements publics et de superstructures souvent réalisés par l'aménageur qui répartit le coût auprès des candidats à lotir ou à construire. | Équipements publics                      | Généralement limités à la voirie et aux espaces verts<br><br>Problèmes de localisation et de financement lorsque l'aménagement du secteur nécessite la réalisation d'équipements plus complexes (gestion des eaux pluviales). |
| Commercialisation possible avant réalisation des équipements publics car inscrits dans concession d'aménagement.                                                                                                                         | Commercialisation et équipements publics | Équipements publics à réaliser avant commercialisation des lots.                                                                                                                                                              |
| Mise sur le marché définie en accord avec la collectivité et inscrite dans la concession d'aménagement et le cahier des charges de cession de terrain.                                                                                   | Rythme de commercialisation              | Laissé à l'appréciation du promoteur. Aucune maîtrise communale.                                                                                                                                                              |
| Possibilité d'exonération de la taxe d'aménagement (TA).                                                                                                                                                                                 | Taxes et participations                  | La taxe d'aménagement s'applique sauf si signature d'une convention de projet urbain partenarial (PUP).                                                                                                                       |
| Mise en place d'une participation de l'aménageur au financement des équipements publics de la ZAC.<br><br>Signature d'une convention au titre de l'article L.311-4 (hypothèse des « ZAC à maîtrise partielle »)                          | Bilan financier                          | Bénéfice dégagé au profit de l'aménageur promoteur.                                                                                                                                                                           |

## B-Les outils de financement

### 1- La taxe d'aménagement (TA)

Elle remplace la taxe locale d'équipement (TLE).

**Les opérations d'aménagement et les opérations de construction, de reconstruction et d'agrandissement des bâtiments, installations ou aménagements de toute nature, soumises à un régime d'autorisation en vertu du code de l'urbanisme, donnent lieu au paiement d'une taxe d'aménagement.**

Le taux de la part communale de la taxe d'aménagement peut être augmenté jusqu'à 20 % dans certains secteurs par une délibération motivée, si la réalisation de travaux substantiels de voirie ou de réseaux ou la création d'équipements publics généraux est rendue nécessaire en raison de l'importance des constructions nouvelles édifiées dans ces secteurs. Il ne peut être mis à la charge des aménageurs ou constructeurs que le coût des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans ces secteurs ou, lorsque la capacité des équipements excède ces besoins, la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci.

#### Exonération de la TA en ZAC :

Les constructions et aménagements, réalisés dans les zones d'aménagement concerté (ZAC) autres que de rénovation urbaine, peuvent être exonérés de la TA à condition que soit pris en charge par l'aménageur ou le constructeur au moins le coût des équipements publics suivants :

- les voies et les réseaux publics intérieurs à la zone ;
- les espaces verts et les aires de stationnement correspondant aux seuls besoins des futurs habitants ou usagers de la zone.

En cas de suppression de la ZAC, c'est-à-dire en cas d'achèvement de celle-ci, le rétablissement de la TA étant de plein droit, le taux devra être fixé avant le 30 novembre pour une application de la taxe au 1<sup>er</sup> janvier.

La ville peut aussi renoncer à sa part de taxe d'aménagement dans le cadre de la zone d'aménagement concerté (ZAC) ou en signant une convention de projet urbain partenarial prévue à l'article L. 332-11-3.

### 2- Le projet urbain partenarial (PUP)

Le projet urbain partenarial, créé par l'article 43 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009, est une nouvelle forme de participation au financement des équipements publics. Il est mentionné aux articles L. 332-11-3 et suivants du code de l'urbanisme ainsi qu'aux articles R. 332-25-1 et suivants du même code.

Ce nouveau dispositif est un outil financier qui permet, en dehors d'une ZAC, l'apport de participations à des équipements publics rendus nécessaires par une opération de construction ou d'aménagement. Le PUP repose sur une initiative privée pour réaliser une opération privée qui peut cependant avoir un enjeu et un intérêt communal. Il ne s'apparente en rien à une concession d'aménagement et ne nécessite donc pas une mise en concurrence préalable.

Le PUP permet aux propriétaires fonciers, aux aménageurs à l'initiative du projet et à la collectivité locale compétente en matière de PLU de négocier de manière souple et libre la prise en charge par les acteurs privés du projet, de tout ou partie des équipements publics rendus nécessaires par l'opération d'aménagement. En retour, la collectivité s'engage à réaliser les travaux dans le délai spécifié dans une convention.

### L'initiative du PUP

Le PUP ne peut être instauré que dans les zones U et AU du PLU.

L'initiative de la convention appartient aussi bien au propriétaire foncier, au constructeur ou à l'aménageur, public ou privé. Les sociétés d'économie mixte (SEM) ou les collectivités locales peuvent être également à l'origine de cette convention.

Le propriétaire, constructeur ou aménageur propose la signature d'une telle convention si son projet nécessite la réalisation d'équipements publics difficiles à financer a posteriori par la seule taxe d'aménagement (TA) et si cette convention peut faire avancer plus rapidement son projet.

Pour la collectivité (commune ou EPCI disposant d'un PLU ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu), l'intérêt principal est de percevoir une somme supérieure à celle qui résulterait de la seule TA et, surtout, de prévoir des modalités de financement échelonnées.

La proposition de convention et les négociations se feront presque toujours en amont du dépôt de la demande d'autorisation de construire : le PUP est essentiellement un outil de préfinancement des équipements publics. Mais rien n'empêche que le PUP soit négocié après le dépôt de la demande d'autorisation, lors de l'instruction.

### Exonération de la TA dans le cadre du PUP

L'exonération de la taxe d'aménagement est obligatoire et la loi encadre sa durée à dix ans maximum. Toutefois, le législateur n'a pas entendu fixer sa durée minimale. Il a souhaité laisser le soin aux partenaires de le faire en fonction des différentes situations rencontrées.

La convention de PUP doit, en effet, rester un outil souple et négocié, ce qui est sa vocation première.

Une durée d'exonération de TA trop courte pourrait être perçue comme pénalisant les futurs constructeurs qui devront payer, d'une part la participation PUP par le biais de la charge foncière, et d'autre part, la part communale de la TA lors de la construction.

Aussi, dans le cas d'opérations d'aménagement, la durée d'exonération doit être examinée et négociée entre la collectivité et l'aménageur, en fonction des équipements financés par la convention PUP afin de ne pas pénaliser les futurs constructeurs.

L'exonération de la taxe d'aménagement a pour point de départ la date de l'affichage de la mention de la signature de la convention, affichage réalisé en mairie.

Contrairement à la convention en ZAC, la convention de projet urbain partenarial n'est pas une pièce obligatoire du dossier de demande de permis.

D'autre part, aucun montant de participation n'est à prescrire dans l'arrêté : le fait générateur de la participation étant la signature de la convention.

### III- La conception du projet : définition et moyens de mise en œuvre d'un programme

Deux hypothèses peuvent se présenter selon que la commune est ou non en mesure d'établir préalablement un programme :

#### 1- La procédure de dialogue compétitif

Si la personne publique n'est pas en mesure d'établir seule les moyens techniques de répondre à son besoin ou le montage juridique ou financier de son projet, elle peut avoir recours à une procédure dite de dialogue compétitif.

Dans ce cas, elle sélectionne un certain nombre de candidats et procède à plusieurs phases de dialogue avec eux avant de pouvoir démarrer la phase de choix.

La procédure de dialogue compétitif est une procédure dans laquelle le pouvoir adjudicateur conduit un dialogue avec les candidats admis à y participer en vue de définir ou de développer une ou plusieurs solutions de nature à répondre à ses besoins et sur la base de laquelle ou desquelles les participants au dialogue seront invités à remettre une offre.

Le recours à la procédure de dialogue compétitif est possible lorsqu'un marché public est considéré comme complexe, c'est-à-dire lorsque l'une au moins des conditions suivantes est remplie :

- 1° Le pouvoir adjudicateur n'est objectivement pas en mesure de définir seul et à l'avance les moyens techniques pouvant répondre à ses besoins ;
- 2° Le pouvoir adjudicateur n'est objectivement pas en mesure d'établir le montage juridique ou financier d'un projet.

#### 2- La procédure du concours

L'organisation d'un concours d'architecture se fait à partir d'un programme défini préalablement par le maître d'ouvrage.

Le concours apporte au maître d'ouvrage la possibilité de choisir entre plusieurs projets.

Il y a obligation de rémunérer le travail réalisé.

Le principe d'indemnisation des concours est inscrit dans l'article 74 du code des marchés publics dans les termes suivants :

"Les candidats ayant remis des prestations conformes au règlement du concours bénéficient d'une prime. L'avis d'appel public à la concurrence indique le montant de cette prime. Le montant de la prime attribuée à chaque candidat est égal au prix estimé des études à effectuer par les candidats telles que définies dans l'avis d'appel public à la concurrence et précisées dans le règlement du concours, affecté d'un abattement au plus égal à 20 %.  
La rémunération du marché de maîtrise d'œuvre tient compte de la prime reçue pour sa participation au concours par le candidat attributaire".

Afin de rendre une prestation de bonne qualité, un délai, au minimum de deux mois et au maximum de trois mois, est nécessaire pour des constructions publiques de taille moyenne. D'autant qu'il convient d'intégrer dans celui-ci le processus de questions-réponses organisé par le maître d'ouvrage. Ainsi, le délai réglementaire de 40 jours ne devient qu'exceptionnellement compatible avec la nature de l'opération à traiter.



## Pratiques du renouvellement urbain : exemples de reconversion d'anciens sites hospitaliers

### **Vesoul** Site Site Paul Morel

Superficie 5,5 ha

Avancement :  
Démolitions réalisées en 2013  
Travaux de réseaux (2014) et espaces publics (2015)

Fonctions nouvelles :

- Accueil résidentiel (190 logements locatifs et en accession)
- Maison médicale
- Crèche
- Résidence pour séniors
- Parc public





## **Lyon** Ancien hôpital Debrousse

Superficie 3,7 ha

Avancement :  
En cours de réalisation

Fonctions nouvelles :

- Accueil résidentiel  
7 immeubles neufs pour 179 logements dont sociaux  
(54 logements dans monument historique réhabilité)



## **Annecy** Site des Tresums

Superficie 6 ha

Avancement :  
Réflexion dès début 2000  
Acquisition oct 2012 par le Crédit Agricole Immobilier  
en cours réalisation en depuis 2013 (démolitions)

Architecte : Portzamparc

Fonctions nouvelles :

- Accueil résidentiel (632 logements dont 152 sociaux)
- Ehpad (109 chambres)
- Hôtel (110 chambres)
- Parc (2 ha)



Plan et vis DR

## **Metz** Ancien hôpital Bon Secours

Superficie 4,8 ha (périmètre d'étude)

Avancement :  
Projet en cours  
Urbaniste choisi en 2014 - Y. Lion (dialogue compétitif)  
Aboutissement du projet prévu pour 2018

Fonctions nouvelles :

- Accueil résidentiel (350 logements)
- Mairie de quartier
- Bureaux
- Établissement scolaire et plateau sportif
- Restaurant
- Espaces publics et jardins



Photo et montage DR



## Versailles Ancien hôpital Richaud

Superficie 2,8 ha

Avancement :  
Racheté en 2009 par la mairie,  
puis cédé à Norbert Dentressangle Initiatives  
En cours de réalisation

Fonctions nouvelles :

- Accueil résidentiel (330 logements dont 176 en accession, 82 sociaux, et 72 réhabilités dans la partie monument historique)
- Résidence étudiante
- Crèche
- Bureaux
- Commerces
- Centre culturel municipal
- Jardins publics







## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-68

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

**Mémorial départemental  
à la mémoire des  
combattants morts en  
Afrique du Nord de 1952  
à 1962 lors de la guerre  
d'Algérie et des combats  
du Maroc et de la Tunisie**

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BCUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 3 JUIN 2015



Service Cérémonies-Animations

## DELIBERATION

de M. Tony KNEIP, Conseiller Municipal Délégué

---

Références  
Mots clés  
Code matière

FR/SD/CA- 15-68  
Cérémonies /Invitations  
8.9

Objet

**Mémorial départemental à la mémoire des combattants morts en Afrique du Nord de 1952 à 1962 lors de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie**

En décembre 2013, la Ville de Belfort avait été sollicitée par l'association « Mémorial 90 Afrique du Nord », actuellement présidée par M. Gabriel JUIF, pour la réalisation d'un monument départemental sur notre commune et pour participer financièrement au projet.

Le montant de la réalisation du monument était, à cette date, de 54 505,00 € TTC.

Un accord de principe avait alors été donné pour :

- l'édification du monument ;
- le lancement de la souscription ;
- la participation financière (5 000 € proposés, mais qui étaient à fixer ultérieurement).

### 1. L'association Mémorial 90 AFN

Cette association a été créée en 1997, avec pour objectif la réalisation d'un mémorial dédié aux Morts pour la France du Territoire de Belfort en Afrique du Nord, de 1952 à 1962.

Elle réunit toutes les associations d'anciens combattants d'Afrique du Nord :

- la FNACA (Fédération Nationale des Anciens Combattants en Algérie, Maroc et Tunisie) ;
- la FNCPG-CATM (Fédération Nationale des Combattants Prisonniers de Guerre - Combattants d'Algérie, Tunisie et Maroc) ;
- l'UNACITA (Union Nationale des Anciens Combattants, Indochine, TOE et AFN) ;
- l'Union Fédérale ;
- l'UNC-UNCAFN (Union Nationale des Combattants - Union Nationale des Combattants d'Afrique du Nord).

## 2. Le projet

Suite à des consultations préalables auprès des Services Espaces Verts et Techniques de la Ville de Belfort, puis du STAP (Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine) et de l'ABF (Architecte des Bâtiments de France), la taille du monument a été revue à la baisse, et son implantation suggérée au Square des Anciens Combattants d'Afrique du Nord, sis avenues du Maréchal Foch et du Général Sarrail.



*Positionnement du Square des Anciens Combattants d'Afrique du Nord*

Le monument en granit multicolore (principalement gris et bleu) est composé de plaques en bronze, d'un socle d'une emprise de 2,65 × 1,25 m et d'une hauteur maximum de 2,40 m.

Ce monument symbolise la France reliée par la mer Méditerranée à l'Algérie, la Tunisie et le Maroc (voir photographie de la maquette ci-après).

Après décision de l'Association Mémorial 90, seront inscrits sur la plaque en bronze (partie gauche du monument) les 61 noms des morts appartenant à 21 communes du Territoire de Belfort.

Ce monument sera ainsi nommé officiellement « Mémorial départemental à la mémoire des combattants morts en Afrique du nord de 1952 à 1962 lors de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie ».



*Maquette du monument*

Suite aux conseils de l'ABF, l'implantation de ce monument départemental nécessite un léger réaménagement du square des Anciens Combattants d'AFN (voir la proposition de réaménagement ci-après).

Le monument sera ainsi positionné sur le côté est du square, de manière plutôt centrale, et enclavé dans l'espace vert ; une circulation périphérique permettra d'en faire le tour.

La plate-bande à l'arrière du monument sera composée d'arbustes persistants et à fleurs de 1,50 à 2 mètres de haut, créant un fond de scène et faisant office d'écran par rapport à la rue : vue sur les véhicules, bruit et gaz d'échappements.

Autour du mémorial, le traitement paysager sera plus solennel : buis ou ifs taillés et lierre en couvre sol.

Pour donner plus de clarté et d'aération au lieu, 3 arbres seront coupés et remplacés par 3 autres arbres sur le square.

Les espaces verts seront bordés par des lames métalliques sur la partie réaménagée ; en fonction du budget, les bordures en béton, actuellement existantes sur l'ensemble du square, seront progressivement changées.

Les revêtements en sables stabilisés calcaire de couleur ocre jaune seront renouvelés à l'identique. Un banc public sera également déplacé.

Ce nouvel aménagement n'affectera pas les habitués du square, tels que les joueurs de pétanques et les piétons qui le traversent.

Ce projet sera présenté lors du prochain Conseil de Quartier Vieille Ville-Le Fourneau.

A noter que l'Association Mémorial 90 a déposé la déclaration préalable du projet le 5 février 2015 auprès du Service Urbanisme de la Ville de Belfort.

Vu l'avis favorable du Service d'Architecte et Bâtiments de France en date du 19 février 2015, la Ville de Belfort a délivré sa décision de non-opposition à la déclaration préalable.



*Projection de l'aménagement du square avec le monument*

### **3. Les coûts**

Le coût du projet se répartit entre le monument en granit et ses fondations (45 856,60 € TTC - Tarif 2015) et le réaménagement du square (environ 20 000 €).

Pour assurer un maximum de financement direct, l'Association Mémorial 90 a épargné depuis sa création, mais surtout a lancé une souscription pour récolter des fonds auprès du public.



TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 3 JUIN 2015

L'Association Mémorial 90 demande à la Ville de Belfort de participer à hauteur de 30 % du coût total du monument, soit **13 756,80 €**, ce qui correspond à l'acompte demandé pour débiter la fabrication du monument.

Bien que le coût initial du monument ait été revu à la baisse par rapport à 2013 (- 8 648,40 €) et que la Ville de Belfort participe au projet avec le projet de réaménagement du square,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 35 voix pour, 1 contre (M. Alain DREYFUS-SCHMIDT) et 6 abstentions (Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT),

*(M. Marc ARCHAMBAULT ne prend pas part au vote),*

**VALIDE** la participation de la Ville de Belfort :

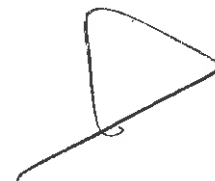
- au réaménagement du Square des Anciens Combattants d'Afrique du Nord (20 000 € inscrits au Budget Primitif 2015 sur la ligne budgétaire «Espaces Verts» n° 11719),

- au financement du monument à hauteur de 13 756,80 € ; cette somme sera à inscrire au Budget Supplémentaire 2015 ; un acompte au profit de l'Association Mémorial 90 Afrique du Nord de 5 000 € sera versé pour permettre le lancement du projet, et le solde sera versé au courant de cette année 2015.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage



Thierry CHIPOT



Objet de la délibération

N° 15-69

Compte Administratif  
de l'exercice 2014

## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaients présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 3 JUIN 2015



**CONSEIL MUNICIPAL**  
du 28. 5.2015

Direction des Finances

## **DÉLIBÉRATION**

de M. Sébastien VIVOT, 1er Adjoint

---

Références  
Mots clés  
Code matière

SV/GL/RB/CM - 15-69  
Budget  
7.1

**Objet**

**Compte Administratif de l'exercice 2014**

Conformément aux dispositions de l'Article L.1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal est tenu de se prononcer sur le Compte Administratif avant le 30 juin de l'exercice suivant.

Le document présenté ci-après retrace les opérations de dépenses et de recettes réalisées pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 2014. Elles sont, en tout point, identiques à celles décrites dans le compte de gestion 2014 de la Trésorière du Centre des Finances Publiques de Belfort-Ville.

Par ailleurs, dans un souci de transparence, la réglementation impose de publier, en annexe du Compte Administratif, divers documents : il s'agit principalement de la présentation croisée par Nomenclature Fonctionnelle des Administrations (NFA), des états de la dette et des garanties d'emprunts, des états de variation du patrimoine, de la liste des concours attribués à des tiers, en nature ou en subventions.

Conformément à l'Article L.2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, il appartient au Conseil Municipal de désigner un de ses membres pour présider la séance pendant l'examen du Compte Administratif et de procéder à son adoption, en dehors de la présence du Maire.

LE CONSEIL MUNICIPAL, sous la présidence du 1<sup>er</sup> Adjoint, M. Sébastien VIVOT, en dehors de la présence de M. Damien MESLOT, Maire, mandataire de M. Pierre-Jérôme COLLARD), et après débat,

Par 32 voix pour, 6 contre (Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Marc ARCHAMBAULT) et 3 abstentions (M. René SCHMITT, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ),

**APPROUVE** le Compte Administratif pour l'exercice 2014.

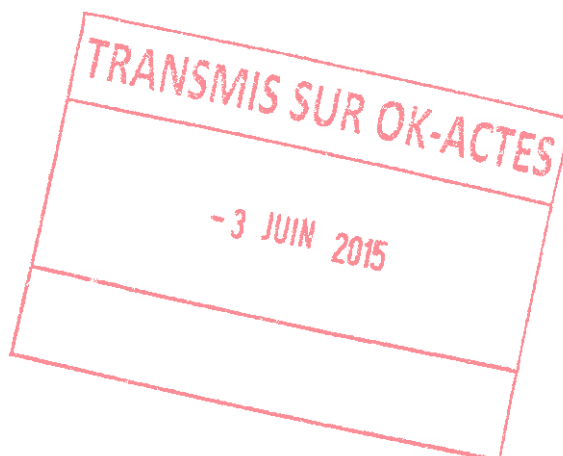
**ARRETE** les résultats définitifs.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire  
l'objet d'un recours devant  
la juridiction administrative  
dans le délai de deux mois  
à compter de sa publication  
ou de son affichage

  
Thierry CHIPOT



# COMPTE ADMINISTRATIF 2014



Le résultat global de clôture du Compte Administratif s'élève à 1 006 573,95 € en 2014, contre 623 069,62 € en 2013.

Les données issues des documents budgétaires doivent être retraitées de deux opérations comptables pour dégager une analyse à périmètre réel entre les exercices 2013 et 2014.

Comme évoqué lors de la présentation du budget primitif 2015, dans une recherche d'optimisation fiscale, le remboursement des dépenses de personnel de la ville à la CAB ont été réduits de 3 millions d'euros en 2014, avec comme contrepartie la diminution de versement de l'attribution de compensation du même montant. De même, les flux de personnel entre la ville et la CAB ont été réimputés sur les exercices réels d'exécution afin de satisfaire à l'exigence de sincérité budgétaire (2011 : +99 324.09 €, 2012 : +121 043.16 €, 2013 : +1 065 864.26 €, 2014 : -1 286 231.51 €).

En tenant compte de ces opérations, l'épargne nette réelle comptabilisée en 2014 progresse légèrement de + 214 K€.

|                                 | 2013                 | 2014                | variations<br>2013/2014 | Variations<br>en données<br>corrigées |
|---------------------------------|----------------------|---------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| Recettes de gestion courante    | 75 443 699,66        | 72 109 301,05       | -3 334 398,61           | 239 906,99 (1)                        |
| Dépenses de gestion courante    | 63 985 561,11        | 62 157 572,31       | -1 827 988,80           | -605 778,97 (2)                       |
| <b>solde de gestion</b>         | <b>11 458 138,55</b> | <b>9 951 728,74</b> | <b>-1 506 409,81</b>    | <b>845 685,96</b>                     |
| <b>épargne brute</b>            | <b>9 943 932,72</b>  | <b>8 094 602,94</b> | <b>-1 849 329,78</b>    | <b>502 765,99</b>                     |
| <i>remboursement du capital</i> | <i>6 522 082,00</i>  | <i>6 810 425,16</i> | <i>288 343,16</i>       | <i>288 343,16</i>                     |
| <b>Épargne nette</b>            | <b>3 421 850,72</b>  | <b>1 284 177,78</b> | <b>-2 137 672,94</b>    | <b>214 422,83</b>                     |

(1)

- En 2013, - 574 305.60€ de remboursements de la CAB à la Ville de mise à disposition de personnel du Centre de Gestion.
- En 2014, + 3 M€ d'attribution de compensation.

(2)

- En 2013, - 574 305.60 € de dépenses de personnel du Centre de gestion ; + 1 065 864,26 € de flux inter-budgets 2013 versés en 2014.
- En 2014, -1 286 231.51 € de reliquats de flux inter-budgets des années 2011,2012 et 2013 ; + 3 M€ de remboursement de frais de personnel à la CAB.



## A. LE BUDGET PRINCIPAL

### 1. La détermination du résultat 2014

#### 1.1 L'équilibre général

| Montant en euros                | FONCTIONNEMENT                           |               | INVESTISSEMENT |               | TOTAUX                |                       |
|---------------------------------|------------------------------------------|---------------|----------------|---------------|-----------------------|-----------------------|
|                                 | Dépenses                                 | Recettes      | Dépenses       | Recettes      | Dépenses              | Recettes              |
| Mouvements réels 2014           | 64 586 638.53                            | 72 681 241.46 | 24 982 085.21  | 24 384 071.20 | 89 568 723.74         | 97 065 312.66         |
| <i>reprise du résultat 2013</i> |                                          | 623 069.62    |                | -7 113 147.31 | 0.00                  | -6 490 077.69         |
|                                 | <b>Sous-total</b>                        |               |                |               | <b>89 568 723.74</b>  | <b>90 575 234.97</b>  |
| Mouvements d'ordre              | 3 676 806.35                             | 127 326.85    | 5 443 975.19   | 8 993 517.41  | 9 120 781.54          | 9 120 844.26          |
|                                 | <b>Sous-total</b>                        |               |                |               | <b>98 689 505.28</b>  | <b>99 696 079.23</b>  |
| Reports                         |                                          |               | 8 250 273.38   | 8 250 273.38  | 8 250 273.38          | 8 250 273.38          |
|                                 | <b>Sous-total</b>                        |               |                |               | <b>106 939 778.66</b> | <b>107 946 352.61</b> |
|                                 | <b>Résultat disponible après reports</b> |               |                |               |                       | <b>1 006 573.95</b>   |

**SECTION DE FONCTIONNEMENT**

(38 988 472,41 € avec régularisation des flux et des remboursement de frais de personnel)

**Dépenses**

|                                    |                 |
|------------------------------------|-----------------|
| Charges à caractère général        | 13 306 207.31 € |
| Dépenses de personnel              | 37 274 703.92 € |
| Atténuations de produits           | 48 655,00 €     |
| Autres charges de gestion courante | 11 528 006.08 € |
| charges financières                | 1 880 620.30 €  |
| Charges exceptionnelles            | 548 445.91 €    |
| Opérations d'ordre                 | 3 676 806.35 €  |

**68 263 444,88 €**

**Recettes**

|                                     |                 |
|-------------------------------------|-----------------|
| Atténuations de charges             | 327 834.63 €    |
| Produits des services               | 4 695 221.70 €  |
| Impôts et taxes                     | 42 953 263.23 € |
| Dotations et participations         | 23 523 136.81 € |
| Autres produits de gestion courante | 509 844,58 €    |
| Produits financiers                 | 10 662,50 €     |
| Produits exceptionnels              | 386 622.91 €    |
| Opérations d'ordre                  | 127 326.85 €    |
| Résultat 2013                       | 623 069.62€ €   |

(45 953 263,23 € avec prise en compte de la baisse des 3M€ d'attribution de compensation)

**73 431 637,93 €**

**SECTION D'INVESTISSEMENT**

Dépenses d'équipement  
18 171 390.05 €

Rbt capital de la dette  
6 810 695.15 €

Op. d'ordre  
443 975.19 €

Déficit d'invest. 2013  
7 113 147.31 €

**37 539 207,70 €**

Résultat 2013  
7 113 147.31 €

Subventions et dotations  
5 270 923.89 €

Emprunts  
12 000 000 €

Opérations d'ordre  
8 993 517.41 €

**33 377 588,61 €**

## Détail des opérations d'ordre

### Dépenses

### Recettes

|                                                                                     |   |                                                                      |
|-------------------------------------------------------------------------------------|---|----------------------------------------------------------------------|
| <b>Dotations aux amortissements</b><br>3 422 170,63 €<br>Dépenses de fonctionnement | → | <b>Amortissements</b><br>3 422 170,63 €<br>Recettes d'investissement |
|-------------------------------------------------------------------------------------|---|----------------------------------------------------------------------|

Les dotations aux amortissements constatent la dépréciation des biens mobiliers. C'est une charge de fonctionnement qui produit une recette d'investissement pour le remplacement des biens mobiliers

|                                                                              |   |                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------|---|------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Opérations sur cessions</b><br>254 635,72 €<br>Dépenses de fonctionnement | ↔ | <b>Opérations sur cessions</b><br>127 326,85 €<br>Recettes de fonctionnement |
| <b>Opérations sur cessions</b><br>127 326,85 €<br>Dépenses d'investissement  |   | <b>Opérations sur cessions</b><br>254 635,72 €<br>Recettes d'investissement  |

Opérations comptables enregistrant la sortie des biens de l'actif et les + ou - valeurs

|                                                                                |   |                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------|---|--------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Opérations patrimoniales</b><br>5 316 711,06 €<br>Dépenses d'investissement | ↔ | <b>Opérations patrimoniales</b><br>5 316 711,06 €<br>Recettes d'investissement |
|--------------------------------------------------------------------------------|---|--------------------------------------------------------------------------------|

Opérations sous mandat ou pour le compte de tiers (rénovation des groupes scolaires, faubourg de France, Parc à Ballons, IUT, ...)

|                                 |                       |                       |
|---------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Total fonctionnement            | 3 676 806,35 €        | 127 326,85 €          |
| Total investissement            | 5 444 037,91 €        | 8 993 517,41 €        |
| <b>Total Opérations d'ordre</b> | <b>9 120 844,26 €</b> | <b>9 120 844,26 €</b> |

## 1.2 Le résultat et son affectation

|                               |                 |   |                             |                 |
|-------------------------------|-----------------|---|-----------------------------|-----------------|
| Recettes de fonctionnement    | 73 431 637,93 € | } | solde d'exécution           | 5 168 193,05 €  |
| Dépenses de fonctionnement    | 58 263 444,88 € |   |                             |                 |
| Recettes d'investissement     | 33 377 588,61 € | } | solde d'exécution           | -4 161 619,10 € |
| Dépenses d'investissement     | 37 539 207,71 € |   |                             |                 |
| Restes à réaliser en recettes | 8 250 273,38 €  | } | solde des restes à réaliser | 0,00 €          |
| Restes à réaliser en dépenses | 8 250 273,38 €  |   |                             |                 |
|                               |                 |   | Solde d'exécution           | 1 006 573,95 €  |

Après constatation du résultat excédentaire de la section de fonctionnement (5 168 193,05 €), l'assemblée délibérante peut affecter ce résultat en tout ou en partie :

- soit au financement de la section d'investissement,
- soit au financement de la section de fonctionnement.

Le résultat doit être affecté en priorité :

- à l'apurement d'un déficit de fonctionnement antérieur : *inexistant sur l'exercice antérieur*,
- à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement : - 4 161 619,00 €.

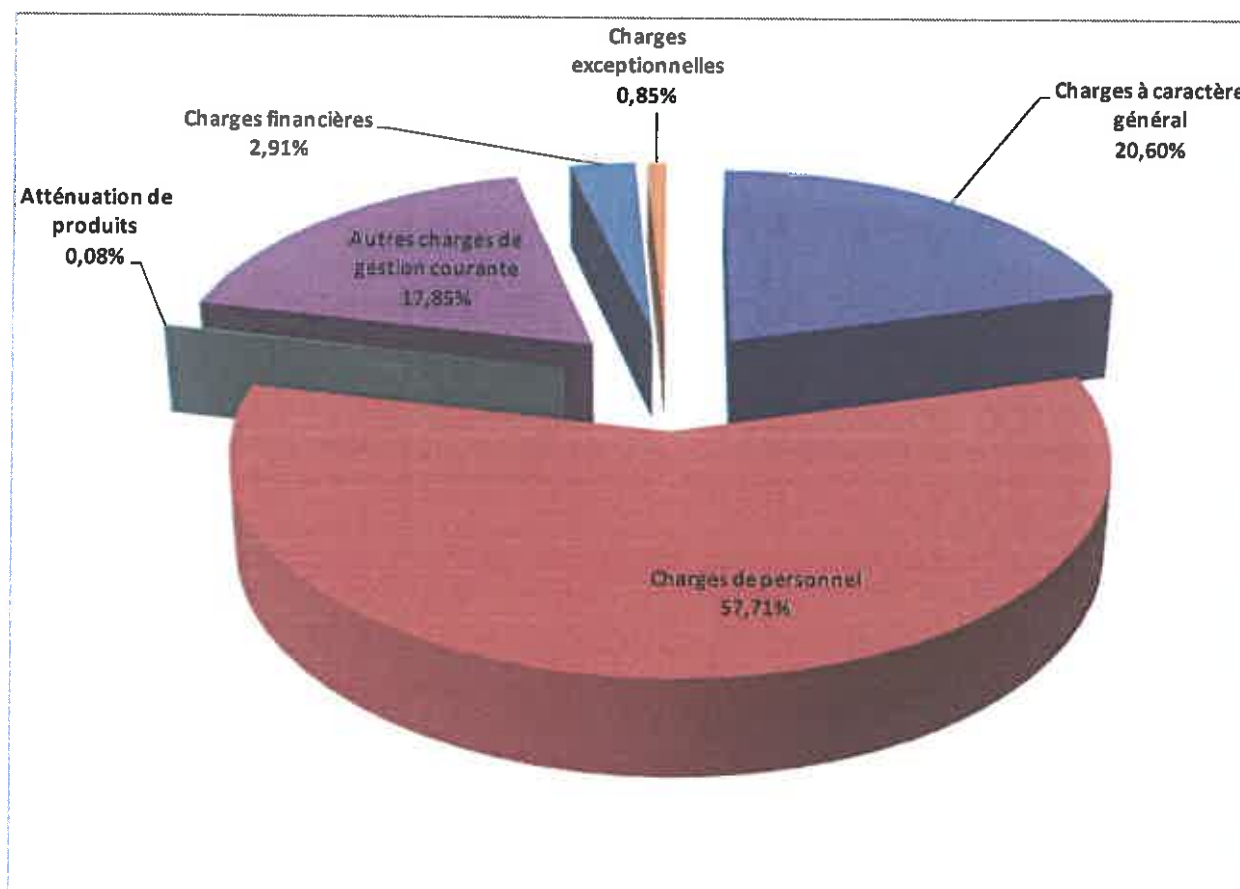
Le surplus (+ 1 006 573,95 €) sera reporté sur l'exercice 2015 lors du vote du Budget Supplémentaire.

## 2. La section de fonctionnement

### 2.1 Les dépenses réelles de fonctionnement : 64 586 638.52 €

Les dépenses réelles de fonctionnement ont diminué de **- 1 325 578 €** par rapport à l'année 2013, soit **- 2.01%**.

En données corrigées des éléments cités en introduction, les dépenses réelles de fonctionnement ont diminué de **-103 367.72 €**, soit **-0.16%**.



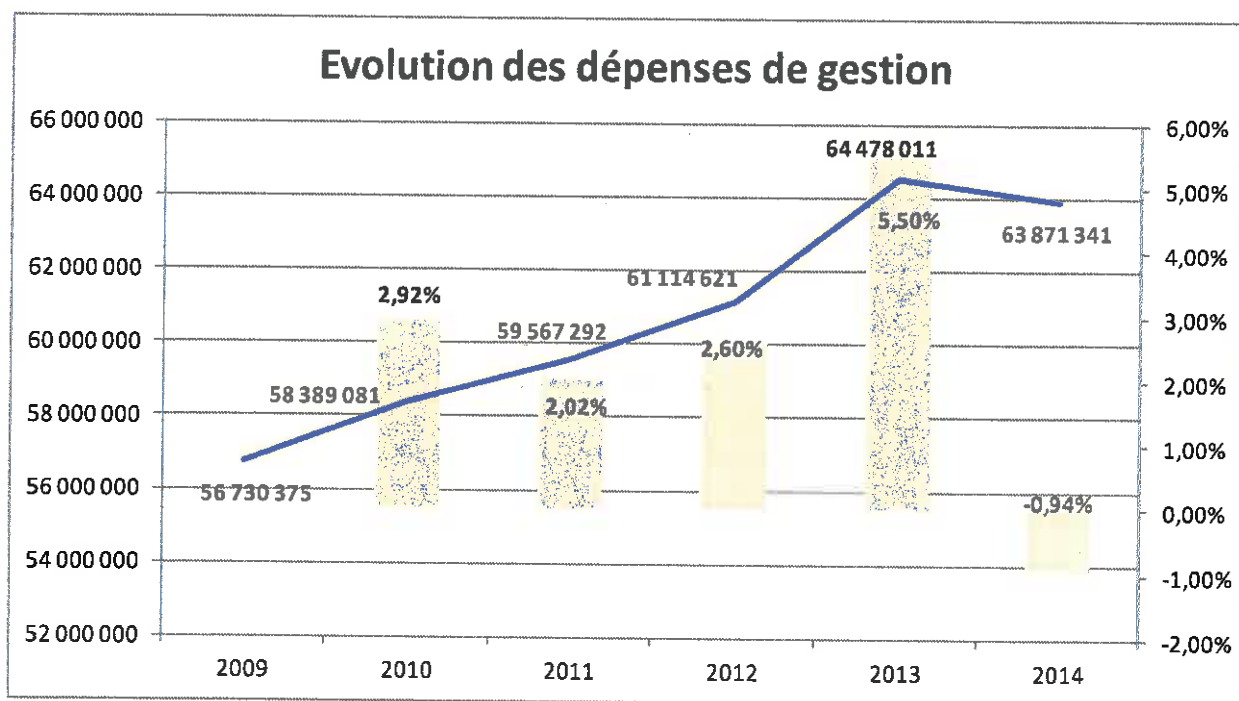
Les dépenses de gestion ont diminué de plus de 1.8 millions d'euros par rapport à l'année 2013, soit -2.86 %.

En données corrigées des éléments cités en introduction, elles diminuent réellement de - 605 K€, soit -0.94%.

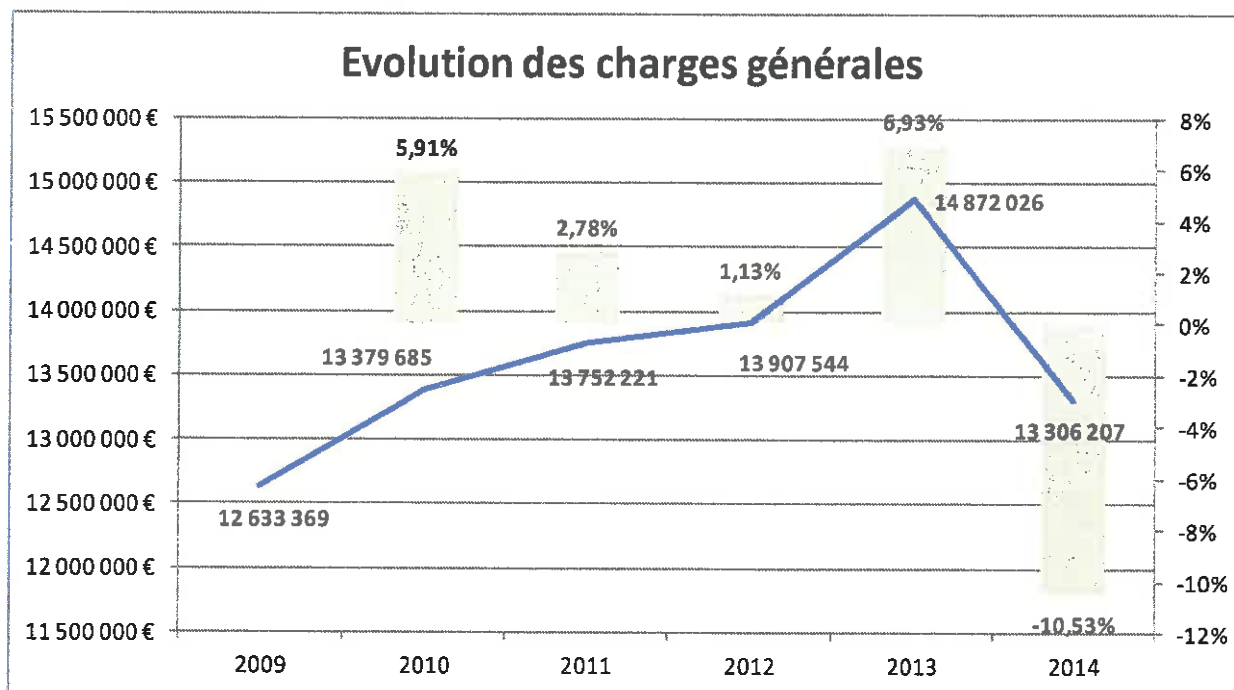


L'essentiel de cette baisse provient de la diminution des charges à caractère général pour -1,5 millions d'euros.

| Dépenses de gestion                        | 2009                   | 2010                   | 2011                   | 2012                   | 2013                   | 2014                   | Evolution en volume 2013-2014 | Evolution en % 2013-2014 |
|--------------------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|-------------------------------|--------------------------|
| Charges générales                          | 12 633 368,58 €        | 13 379 684,71 €        | 13 752 221,15 €        | 13 907 543,51 €        | 14 872 025,66 €        | 13 306 207,31 €        | -1 565 818,35 €               | -10,53%                  |
| Dépenses de personnel                      | 33 530 813,18 €        | 34 483 363,95 €        | 34 791 638,79 €        | 35 484 276,29 €        | 37 355 593,54 €        | 37 274 703,92 €        | -80 889,62 €                  | -0,22%                   |
| Dépenses de personnel en données corrigées | 33 530 813,18 €        | 34 483 363,95 €        | 34 890 962,88 €        | 35 605 319,45 €        | 37 847 152,20 €        | 38 988 472,41 €        | 1 141 320,21 €                | 3,02%                    |
| Contingents, subventions et divers         | 10 566 193,59 €        | 10 526 032,68 €        | 10 924 108,29 €        | 11 601 757,86 €        | 11 758 832,68 €        | 11 576 661,08 €        | -182 171,60 €                 | -1,55%                   |
| <b>Total dépenses de gestion</b>           | <b>56 730 375,35 €</b> | <b>58 389 081,34 €</b> | <b>59 567 292,32 €</b> | <b>61 114 620,82 €</b> | <b>64 478 010,54 €</b> | <b>63 871 340,80 €</b> | <b>-687 559,36 €</b>          | <b>-1,07%</b>            |



- **Les charges à caractère général** (chapitre 011) ont diminué de **- 10.53 %**, soit **- 1 564 927.58 €**, pour s'établir à **13 306 207,31 €**



Le chapitre 011 « charges à caractère général » enregistre une baisse de - 1 564 K€ entre 2013 et 2014, soit -10.52%.

Près de la moitié de cette diminution correspond à la baisse des consommations d'énergie (- 667 K€) et de chauffage (-59 K€). Deux explications principales sont à avancer : un hiver plus doux et la baisse des tarifs suite à la mise en concurrence des fournisseurs de gaz.

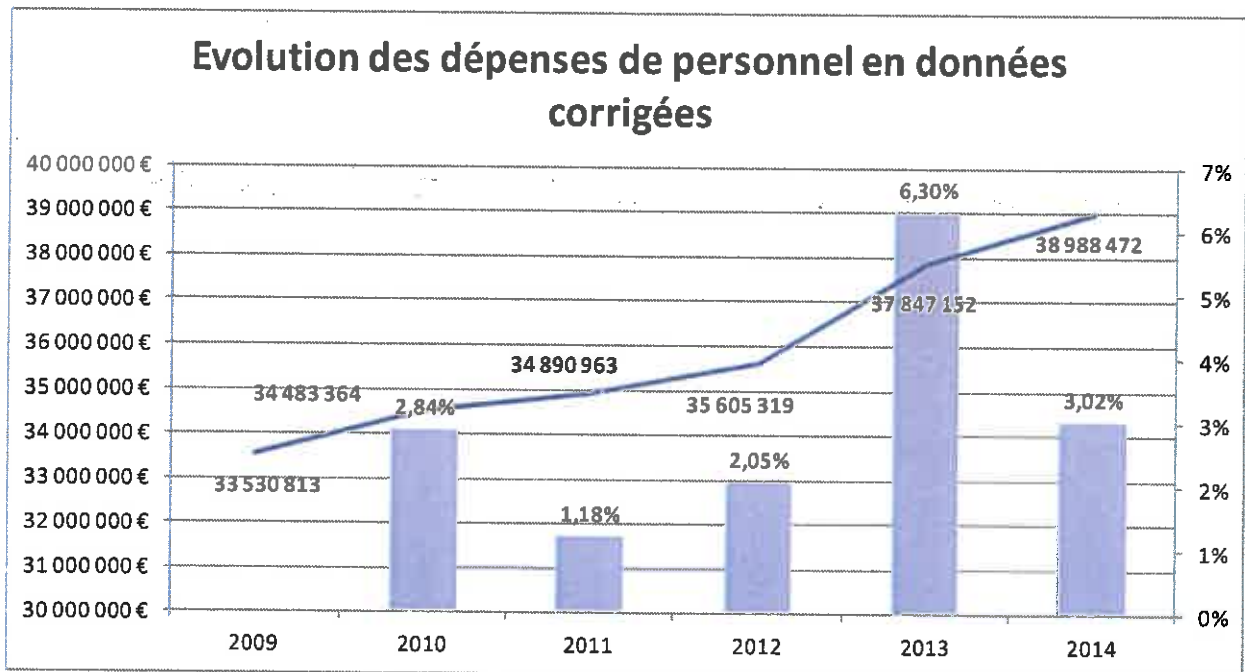
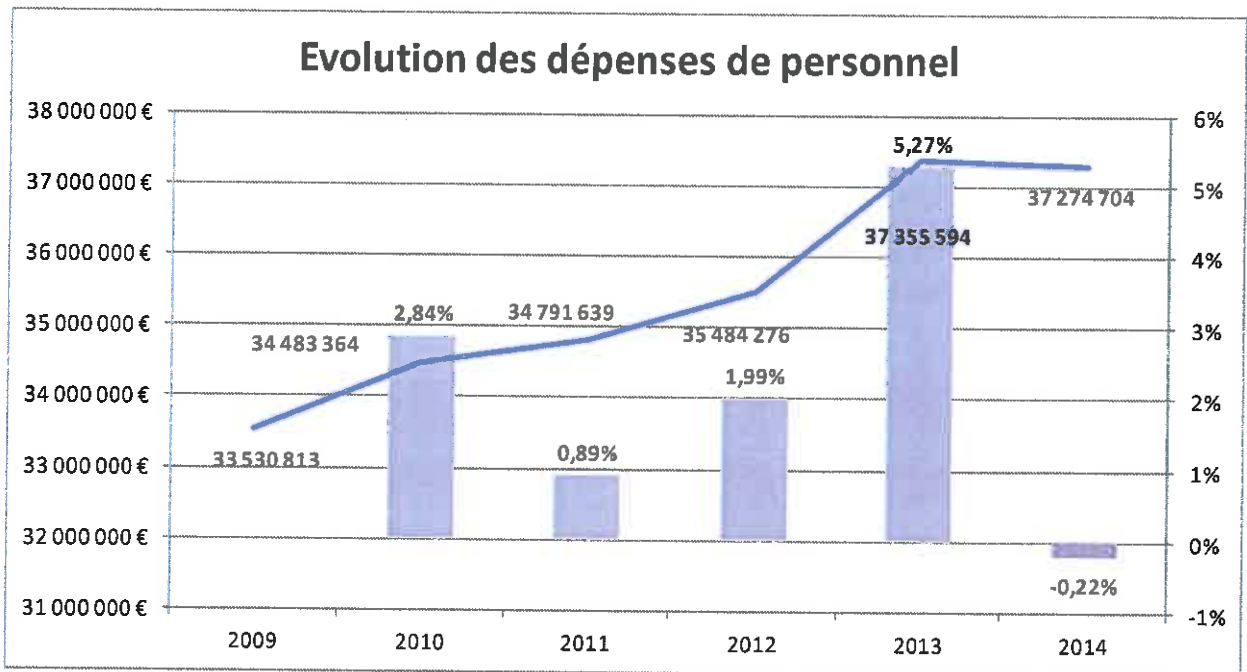
Certaines dépenses importantes n'ont, par ailleurs, pas été nécessaires comme les dépenses liées au déneigement ( - 180 K€) ou les dépenses de location de bâtiments modulaires (-104 K€) nécessaires dans le cadre de la rénovation des groupes scolaires.

Les taxes foncières ont également fortement diminué ( - 188 K€) entre 2013 et 2014 par un effet de rattrapage du versement de la taxe foncière au titre des années 2012 et 2013 sur l'exercice budgétaire 2013. A partir de 2014, la taxe foncière acquittée correspond à celle de l'année en cours.

Le reste des baisses enregistrées au chapitre « charges à caractère général » sont également à mettre au crédit des premières mesures de réduction des charges courantes comme les frais de réception ( - 23 K€).

- **Les dépenses de personnel** (chapitre 012) ont diminué de **-0.22 %**, soit **- 80 889,62 €**, pour s'établir à **37 274 703,92 €**

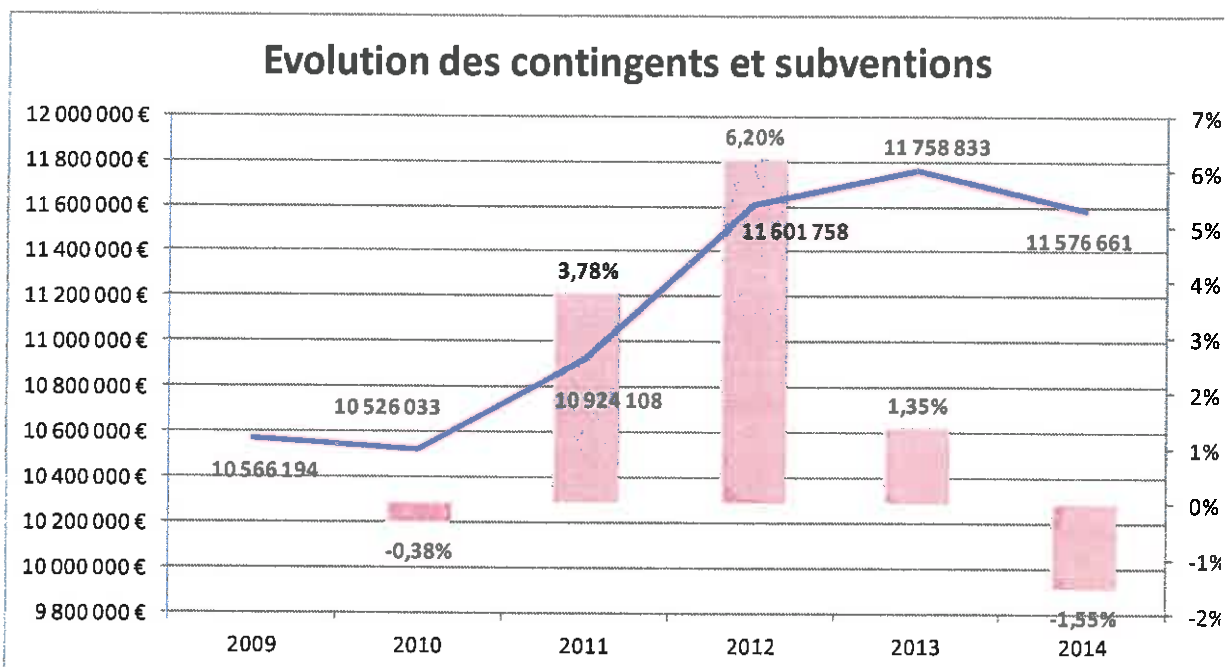
En données corrigées, elles évoluent de + 1 141 K€, soit + 3.02% (pour mémoire, la moyenne nationale est de 3,80 %).



Mise à part l'année 2013 qui a connu une envolée de la masse salariale en raison principalement des dépenses de remplacement, l'année 2014 s'est inscrite dans une fourchette d'évolution normale située entre + 2% et + 3%. **Sans l'impact de l'augmentation des taux de cotisations et de la refonte de la grille de la catégorie C, la progression aurait été de 1.7 %.**

- **Les autres charges de gestion courante** (chapitre 65) ont diminué de **-1,82%** en 2014, soit **-214 023.60 €**, pour s'établir à **11 528 006.08 €**.

Ce chapitre est constitué principalement des contingents, des subventions et des indemnités des élus.



| Contingents participations obligatoires et divers | 2009                  | 2010                  | 2011                  | 2012                  | 2013                  | 2014                  |
|---------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| SMGPAP                                            | 1 013 216.00 €        | 970 851.00 €          | 1 085 950.00 €        | 1 152 293.00 €        | 1 190 812.00 €        | 1 212 707.00 €        |
| CUISINE CENTRALE                                  | 1 302 297.44 €        | 1 304 812.18 €        | 1 414 736.71 €        | 1 479 069.00 €        | 1 527 004.00 €        | 1 506 833.00 €        |
| CFA MUNICIPAL                                     | 370 414.03 €          | 158 714.07 €          | 251 462.68 €          | 269 717.63 €          | 502 749.00 €          | 429 165.00 €          |
| ECOLES PRIVEES                                    | 116 758.24 €          | 123 786.70 €          | 150 500.00 €          | 190 800.00 €          | 213 000.00 €          | 221 796.00 €          |
| ADMISSION EN NON VALEUR                           | 12 134.97 €           | 0.00 €                | 12 565.76 €           | 42 912.43 €           | 37 265.05 €           | 39 639.70 €           |
| SMAU                                              |                       | 44 569.23 €           | 53 269.23 €           | 51 032.65 €           | 50 245.82 €           | 41 165.00 €           |
| FRAIS ELUS<br>(Indemnités, cotisations,           | 473 167.25 €          | 481 198.37 €          | 475 254.45 €          | 527 967.73 €          | 613 734.39 €          | 583 400.33 €          |
| MIFE                                              | 75 540.00 €           | 75 540.00 €           | 75 540.00 €           | 75 540.00 €           | 75 540.00 €           | 75 540.00 €           |
| SIFOU                                             | 22 313.13 €           | 22 507.00 €           | 22 084.37 €           | 22 059.00 €           | 22 030.19 €           | 22 071.04 €           |
| <b>TOTAL</b>                                      | <b>3 385 841.06 €</b> | <b>3 181 978.55 €</b> | <b>3 541 363.20 €</b> | <b>3 811 391.44 €</b> | <b>4 232 380.45 €</b> | <b>4 133 312.57 €</b> |

| Ecart 2013-2014     | Ecart en % 2013-2014 |
|---------------------|----------------------|
| 21 890.00 €         | 1.84%                |
| -20 171.00 €        | -1.32%               |
| -73 584.00 €        | -14.64%              |
| 8 796.00 €          | 4.13%                |
| 2 374.65 €          | 6.37%                |
| -8 080.82 €         | -16.08%              |
| -30 333.56 €        | -4.94%               |
| 0.00 €              | 0.00%                |
| 40.85 €             | 0.19%                |
| <b>-99 067.88 €</b> | <b>-2.34%</b>        |

|             |                |                |                |                |                |                |
|-------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Subventions | 7 053 620.39 € | 7 324 970.40 € | 7 359 640.80 € | 7 766 743.95 € | 7 436 945.23 € | 7 394 693.51 € |
|-------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|

|              |        |
|--------------|--------|
| -42 251.72 € | -0.57% |
|--------------|--------|

Les versements aux budgets annexes de la Cuisine Centrale et du CFA, au CCAS constituent des participations d'équilibre budgétaire.

**La baisse des frais des élus s'explique par la non-allocation de l'indemnité du Maire.**

Le montant des subventions aux associations a diminué de 42 K€ en raison de subventions exceptionnelles non reconduites (échecs championnat France jeune 2014 20 000 €, tennis tournoi fête le mur 15 000 € en 2014,...).

- **Les charges financières (chapitre 66)**

Les intérêts de la dette progressent de **+ 427 703.92 €** par rapport à 2013. Ils se portent à **1 880 620.30 €** en 2014 (cf paragraphe 4 sur la dette).

- **Les charges exceptionnelles (chapitre 67) augmentent de + 249 362.33 €.**

Cette progression provient essentiellement d'une hausse de + 143 K€ constatée sur l'article 678 – charges exceptionnelles, dont 80 K€ suite à des jugements au Tribunal Administratif et 60 K€ de dépenses liées aux commissions de règlement amiable.

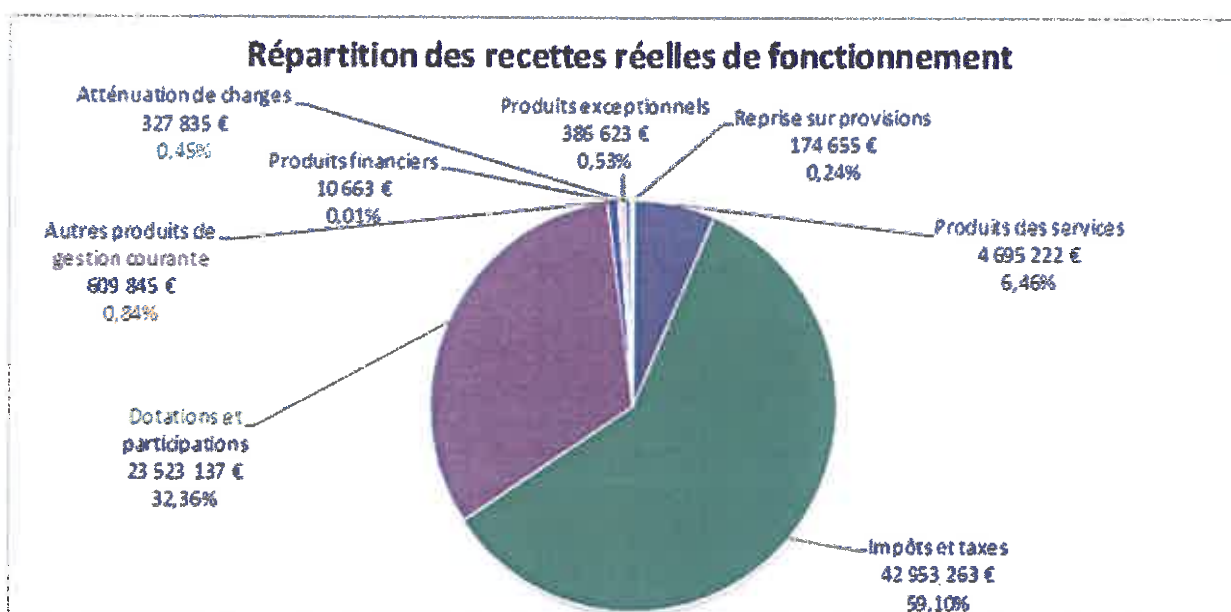
| Dépenses exceptionnelles        | 2013                | 2014                | Ecart 2013-2014     | Ecart en %<br>2013-2014 |
|---------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------------|
| Participation déficit affermage | 194 038,00 €        | 195 237,00 €        | 1 199,00 €          | 0,62%                   |
| Titres annulés                  | 104 291,91 €        | 207 333,62 €        | 103 041,71 €        | 98,80%                  |
| Charges exceptionnelles         | 0,00 €              | 2 059,89 €          | 2 059,89 €          |                         |
| Autres charges exceptionnelles  | 753,67 €            | 143 815,40 €        | 143 061,73 €        | 18982,01%               |
| <b>TOTAL</b>                    | <b>299 083,58 €</b> | <b>548 445,91 €</b> | <b>249 362,33 €</b> | <b>83,38%</b>           |



## 2.2 Les recettes réelles de fonctionnement : 72 681 241.46 €

Les recettes réelles de fonctionnement ont diminué de **- 3 174 907.33 €** par rapport à l'année 2013, soit **- 4,19%**.

En données corrigées des éléments cités en introduction, les recettes réelles de fonctionnement ont progressé de **399 398.27 €**, soit **+0.53%**.



- **Les impôts et les taxes (chapitre 73) : 42 953 263.23 €** (en données corrigées, 45 953 263.23 €).
  - Les impôts directs (Taxe d'Habitation, Taxe Foncière et Taxe Foncière non Bâtie).

La progression des recettes fiscales a été extrêmement faible en 2014. Alors qu'elle était supérieure à 350 K€ par an au cours de ces dernières années, les recettes fiscales n'ont progressé que de + 20 K€ en 2014.

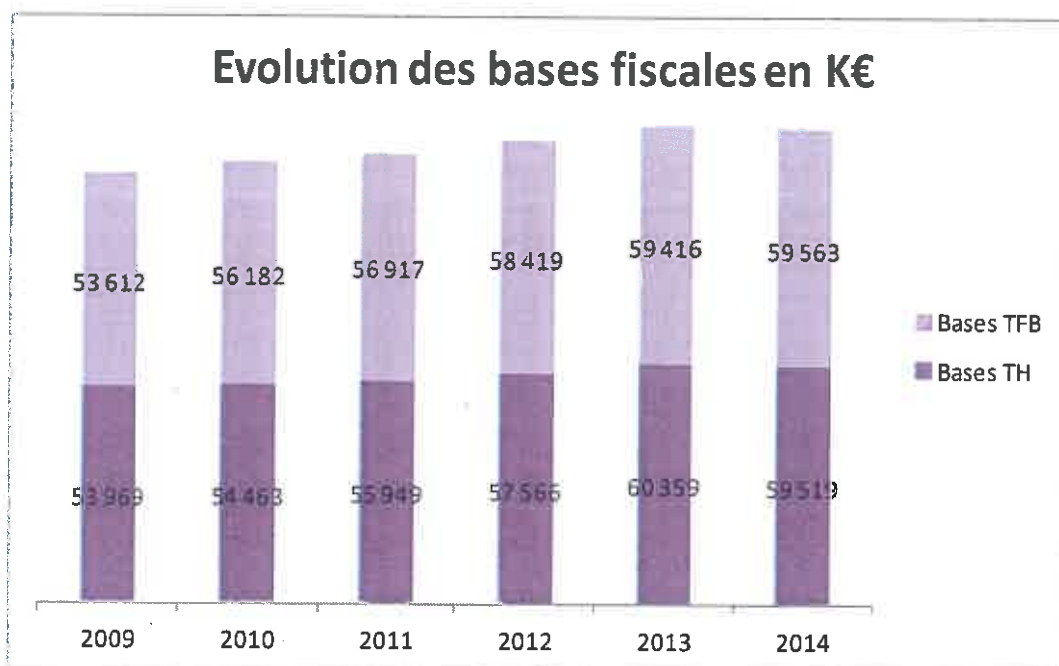
|                              | 2009   | 2010   | 2011   | 2012   | 2013   | 2014   |
|------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| <b>Produits TH</b>           | 9 066  | 9 150  | 9 400  | 9 671  | 10 140 | 10 153 |
| <b>Produits TFB</b>          | 10 186 | 10 675 | 10 814 | 11 100 | 11 290 | 11 317 |
| <b>Produits TFNB</b>         | 118    | 123    | 132    | 130    | 130    | 113    |
| <b>Rôles supplémentaires</b> | 88     | 124    | 81     | 41     | 61     | 44     |
|                              | 19 458 | 20 072 | 20 427 | 20 942 | 21 621 | 21 627 |

Trois explications sont à mettre au crédit de cette situation :

### L'évolution des bases (en milliers)

|            | 2009    | 2010    | 2011    | 2012    | 2013    | 2014    |
|------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Bases TH   | 53 969  | 54 463  | 55 949  | 57 566  | 60 359  | 59 519  |
| Bases TFB  | 53 612  | 56 182  | 56 917  | 58 419  | 59 416  | 59 563  |
| Bases TFNB | 143     | 149     | 160     | 157     | 156     | 137     |
|            | 107 724 | 110 794 | 113 026 | 116 142 | 119 931 | 119 219 |

Les bases fiscales ont légèrement diminué en 2014, alors qu'elles ont toujours progressé depuis l'année 2009. Ce sont les bases de taxe d'habitation qui reculent en 2014.



Plusieurs facteurs sont à prendre en compte pour expliquer cette diminution :

- L'évolution du taux d'actualisation des **bases votées par l'Etat** n'a été que de + 0.9 % en 2014 contre 1,8 % en 2013.
- **Les exonérations de taxe d'habitation ont progressé fortement entre 2013 et 2014.** Cette augmentation du nombre de redevables exonérés à la taxe d'habitation fait suite à une mesure prise par le Gouvernement en Loi de Finances Rectificative 2014, dont l'objectif était de ne pas pénaliser les contribuables qui perdaient le bénéfice de l'exonération entre 2013 et 2014. Suite à l'augmentation de leurs revenus, 672 contribuables ont bénéficié de cette mesure à Belfort. Ces mesures ont fait diminuer les bases de TH de 1 550 577 €.

Pour mémoire les taux d'imposition en 2014 étaient les suivants :

|                                 | Belfort | Moyenne des communes de 50 000 habs et plus |
|---------------------------------|---------|---------------------------------------------|
| Taux de taxe d'habitation       | 16,80%  | 20,00%                                      |
| Taux de taxe foncière           | 19,00%  | 23,37%                                      |
| Taux de taxe foncière non bâtie | 82,83%  | 47,06%                                      |

- La fiscalité reversée : - 2 916 183.36 € par rapport à 2013 (en données corrigées : + 83 816.64 €)

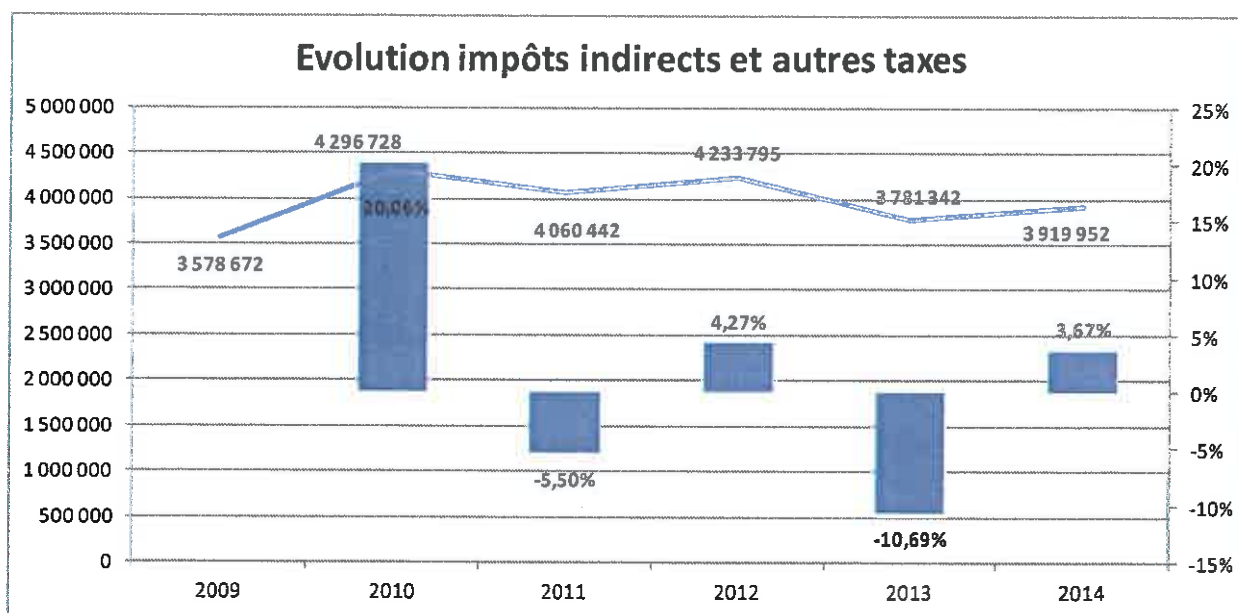
|                                       | 2010                   | 2011                   | 2012                   | 2013                   | 2014                   | Ecart 2013 - 2014      | Ecart en % 2013 - 2014 |
|---------------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| Attribution de compensation           | 19 414 209,00 €        | 19 414 209,00 €        | 19 414 209,00 €        | 19 414 209,00 €        | 16 414 209,00 €        | -3 000 000,00 €        | -15,45%                |
| Dotations de Solidarité Communautaire | 268 215,00 €           | 268 215,00 €           | 268 215,00 €           | 268 215,00 €           | 268 215,00 €           | 0,00 €                 | 0,00%                  |
| Reversement Aéroparc Fontaine         | 322 332,00 €           | 327 099,00 €           | 371 180,76 €           | 307 884,56 €           | 391 701,20 €           | 83 816,64 €            | 27,22%                 |
| <b>TOTAL</b>                          | <b>20 004 756,00 €</b> | <b>20 009 523,00 €</b> | <b>20 053 604,76 €</b> | <b>19 990 308,56 €</b> | <b>17 074 125,20 €</b> | <b>-2 916 183,36 €</b> | <b>-14,59%</b>         |

- Les impôts indirects et les autres taxes : + 138 609.55 € par rapport à 2013

|                                           | 2009                  | 2010                  | 2011                  | 2012                  | 2013                  | 2014                  | Ecart 2013-2014     | Evolution 2013-2014 | poids          |
|-------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|----------------|
| Droits de stationnement                   | 1 283 407,00 €        | 1 333 809,00 €        | 1 554 119,00 €        | 1 687 016,65 €        | 1 317 396,19 €        | 1 540 149,98 €        | 222 753,79 €        | 16,91%              | 39,29%         |
| Taxe additionnelle aux droits de mutation | 905 103,00 €          | 1 418 273,00 €        | 975 361,00 €          | 960 827,92 €          | 866 061,23 €          | 759 397,21 €          | -106 664,02 €       | -12,32%             | 19,37%         |
| Taxe sur l'électricité                    | 597 088,00 €          | 589 761,00 €          | 592 631,00 €          | 638 701,53 €          | 665 922,83 €          | 639 409,39 €          | -26 513,44 €        | -3,98%              | 16,31%         |
| Droits de place                           | 541 625,00 €          | 537 859,00 €          | 543 398,00 €          | 525 268,79 €          | 487 397,03 €          | 559 462,32 €          | 72 065,29 €         | 14,79%              | 14,27%         |
| Taxe sur les emplacements publicitaires   | 180 000,00 €          | 345 941,00 €          | 315 486,00 €          | 336 896,18 €          | 352 529,20 €          | 323 180,13 €          | -29 349,07 €        | -8,33%              | 8,24%          |
| Taxe de séjour                            | 71 449,00 €           | 71 085,00 €           | 79 447,00 €           | 85 084,00 €           | 92 036,00 €           | 98 353,00 €           | 6 317,00 €          | 6,86%               | 2,51%          |
| <b>TOTAL Impôts indirects</b>             | <b>3 578 672,00 €</b> | <b>4 296 728,00 €</b> | <b>4 060 442,00 €</b> | <b>4 233 795,07 €</b> | <b>3 781 342,48 €</b> | <b>3 919 952,03 €</b> | <b>138 609,55 €</b> | <b>3,67%</b>        | <b>100,00%</b> |

La taxe additionnelle aux droits de mutation enregistre une baisse continue depuis 4 ans.

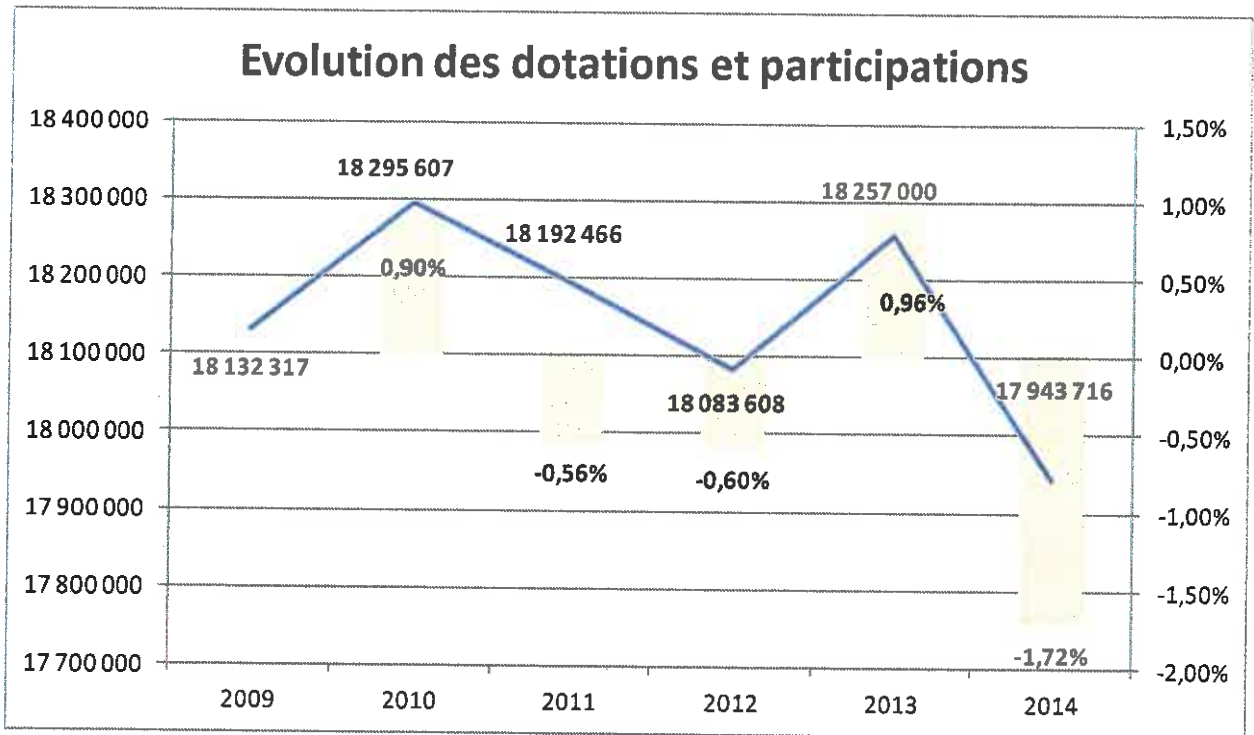
Droits de stationnement : le mois de décembre 2013 a été comptabilisé sur l'exercice 2014. En corrigeant cet élément, l'évolution a été quasi-stable entre 2013 et 2014.



- Les dotations et les participations (chapitre 74) : - 313 284 € par rapport à 2013

|                                       | 2009                   | 2010                   | 2011                   | 2012                   | 2013                   | 2014                   | Ecart 2013-2014      | Evolution 2013-2014 | pond           |
|---------------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|----------------------|---------------------|----------------|
| D.G.F. Forfaitaire                    | 12 837 786,00 €        | 12 761 150,00 €        | 12 461 632,00 €        | 12 364 688,00 €        | 12 215 405,00 €        | 11 606 597,00 €        | -608 808,00 €        | -4,98%              | 64,68%         |
| Dotation de Solidarité urbaine        | 3 290 008,00 €         | 3 615 804,00 €         | 3 948 058,00 €         | 4 170 125,00 €         | 4 695 130,00 €         | 4 982 515,00 €         | 287 385,00 €         | 6,12%               | 27,77%         |
| Dotation Nationale de péréquation     | 388 017,00 €           | 428 670,00 €           | 356 351,00 €           | 320 716,00 €           | 288 644,00 €           | 511 987,00 €           | 223 343,00 €         | 77,38%              | 2,85%          |
| Dotation Spéciale instituteurs        | 19 453,00 €            | 19 656,00 €            | 16 848,00 €            | 14 040,00 €            | 11 232,00 €            | 0,00 €                 | -11 232,00 €         | -100,00%            | 0,00%          |
| Dotation Générale de décentralisation | 102 703,00 €           | 83 385,00 €            | 83 754,00 €            | 81 426,00 €            | 92 323,00 €            | 81 426,00 €            | -10 897,00 €         | -11,80%             | 0,45%          |
| Dotation de compensation TP (DCTP)    | 1 192 175,00 €         | 1 084 158,00 €         | 1 003 816,00 €         | 839 157,00 €           | 702 172,00 €           | 552 683,00 €           | -149 489,00 €        | -21,29%             | 3,08%          |
| Etat compensation TF                  | 302 175,00 €           | 302 784,00 €           | 322 007,00 €           | 293 456,00 €           | 252 094,00 €           | 208 508,00 €           | -43 586,00 €         | -17,29%             | 1,16%          |
| <b>Total enveloppe normée</b>         | <b>18 132 317,00 €</b> | <b>18 295 607,00 €</b> | <b>18 192 466,00 €</b> | <b>18 083 608,00 €</b> | <b>18 257 000,00 €</b> | <b>17 943 716,00 €</b> | <b>-313 284,00 €</b> | <b>-1,72%</b>       | <b>100,00%</b> |

La baisse de la Dotation Globale de Fonctionnement a été en partie absorbée par la progression de la Dotation de Solidarité Urbaine et de la Dotation Nationale de Péréquation. Il en résulte quand même une perte de 97 K€ auquel s'ajoute une diminution des allocations compensatrices 193 K€.



- **Les produits des services, des domaines et des ventes diverses (chapitre 70) :**

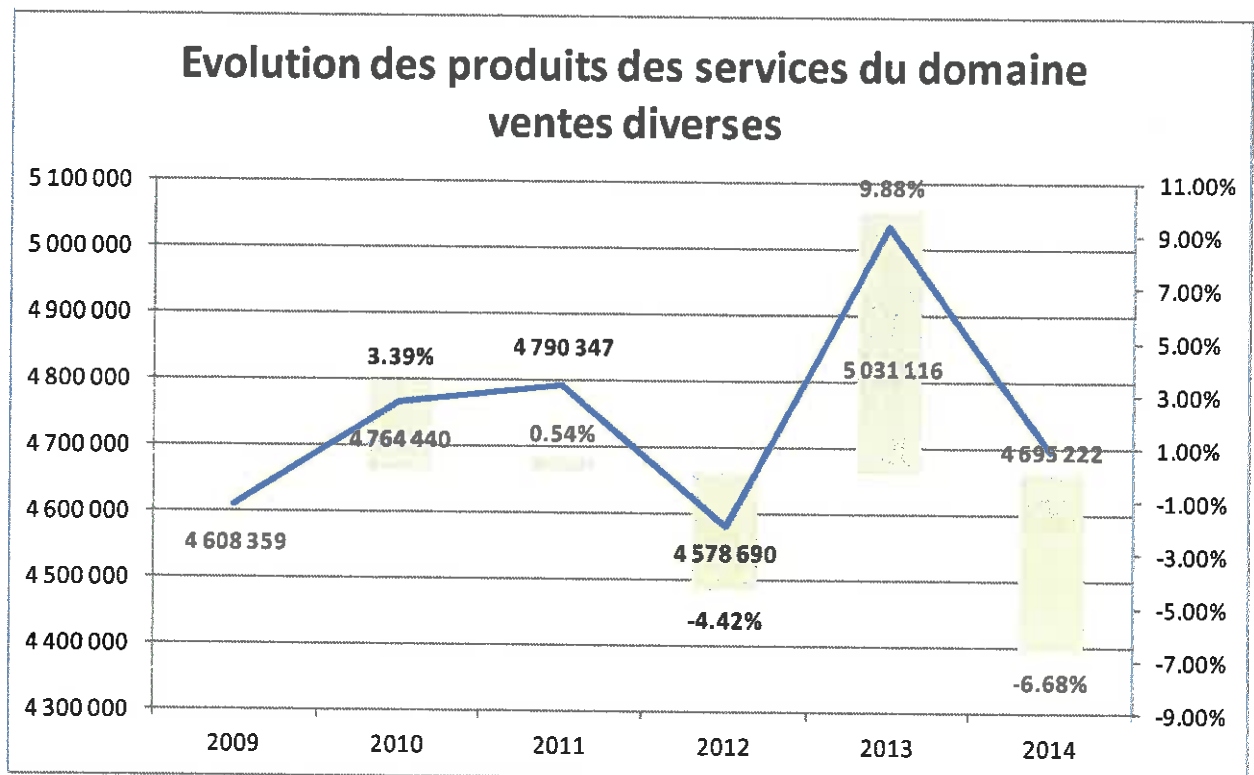


Tableau en données corrigées (les remboursements de la CAB à la Ville dans le cadre de la mise à disposition de personnel Centre de Gestion ont été soustraits en 2013 pour 574 305,60 €).



Les produits des services enregistrent une baisse en 2014 par rapport à 2013. Cette diminution s'explique par :

- Une diminution de la redevance d'occupation domaniale de GrDF entre 2013 et 2014 - 174 k€ (jugement du tribunal administratif du 18 septembre 2014).
- Un arrêt des flux reversés par la CAB (entretien des ZAIC, Travaux CTM pour la CAB).
- **Les recettes exceptionnelles (chapitre 77) : - 12 156.72 € par rapport à 2013**

|                                                        | CA 2011               | CA 2012               | CA 2013             | CA 2014             | Evolution en volume | Evolution en % |
|--------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|----------------|
| <i>Produits de cession d'immobilisation</i>            | 1 588 472,00 €        | 2 415 000,00 €        | 210 605,00 €        | 164 148,18 €        | -46 456,82 €        | -22,06%        |
| <i>Produits exceptionnels sur opération de gestion</i> | 96 130,89 €           | 111 157,37 €          | 0,00 €              | 86,23 €             | 86,23 €             |                |
| <i>Autres produits exceptionnels</i>                   | 200 868,03 €          | 479 499,98 €          | 188 174,63 €        | 222 388,50 €        | 34 213,87 €         | 18,18%         |
| <b>TOTAL</b>                                           | <b>1 885 470,92 €</b> | <b>3 005 657,35 €</b> | <b>398 779,63 €</b> | <b>386 622,91 €</b> | <b>-12 156,72 €</b> | <b>-3,05%</b>  |

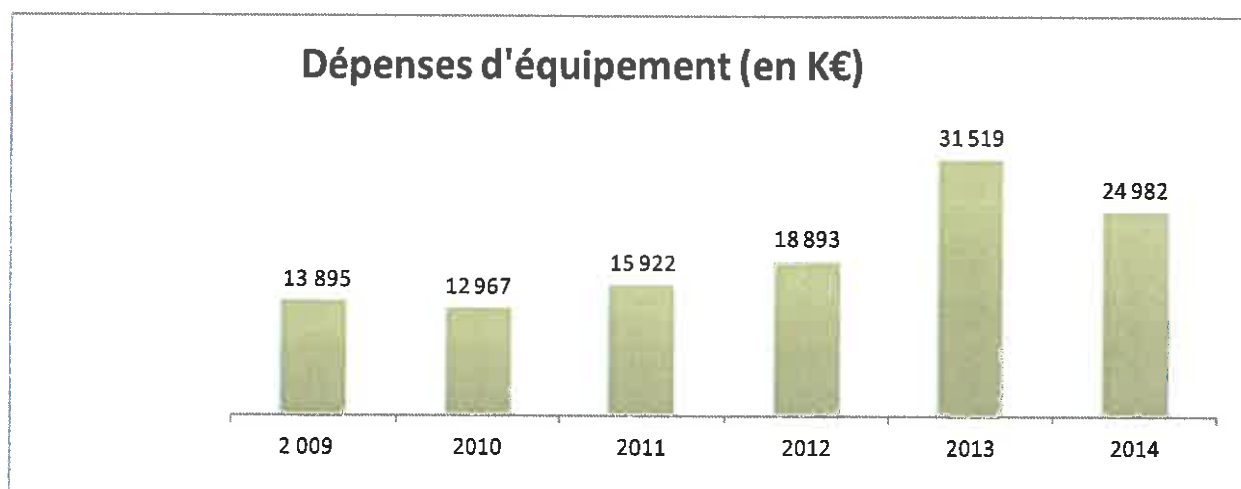
### 3. La section d'investissement

#### 3.1 Les dépenses d'investissement

Le volume des dépenses d'équipement de 2014 pour 24.98 M€ est certes en recul par rapport à l'année 2013, mais reste d'un niveau très supérieur par rapport aux années précédentes.

Il faut se rappeler des 16 258 632 € de reports de 2013 sur 2014 par la précédente équipe municipale évoqués lors du Budget Primitif 2014.

Dans ce contexte, le recours à l'emprunt a été de 12 M€ en 2014.



| Dépenses d'équipements par habitant | 2009  | 2010  | 2011  | 2012  | 2013  | 2014  |
|-------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
|                                     | 265 € | 250 € | 304 € | 368 € | 614 € | 487 € |

#### Principales dépenses d'équipement en 2014

|                                |                                          | 2014                |
|--------------------------------|------------------------------------------|---------------------|
| Ville Accessibilité            | ACCESSIB* HANDICAPES BATIMENTS           | 107 738,05          |
|                                | ZONE30/PARCS RELAIS/ACCESSIBILITE        | 87 949,65           |
|                                | AMGT CARREFOURS FEUX PR MALVOYANTS       | 9 914,40            |
|                                | AMENAGEMENT ARRET DE BUS RUE CASSIN      | 177 079,14          |
| Ville Accessibilité            |                                          | <b>384 695,24</b>   |
| CIMETIERES                     | CIMETIERES CONCESSIONS                   | 96 554,00           |
|                                | CIMETIERES REHAB. PAYSAGERE TVX          | 114 372,13          |
| CIMETIERES                     |                                          | <b>210 926,13</b>   |
| Bâtiments Développ. Social Urb | REGIES DE QUARTIER/TRAVAUX DIVERS        | 35 163,02           |
|                                | TRAV DIVERS CSC ET MQ                    | 67 520,56           |
|                                | TRAV DIVERS CCAS                         | 936,60              |
|                                | IMMEUBLE PAUL BERT SECOURS POPULAIRE     | 11 500,00           |
| Bâtiments Développ. Social Urb |                                          | <b>115 120,18</b>   |
| Bâtiments municipaux           | TRAVAUX HOTEL V/ANNEXES/BUREAUX          | 43 840,79           |
|                                | TRAV* CONGRES                            | 66 046,11           |
|                                | TRAV DIVERS MAISON PEUPLE                | 14 842,86           |
|                                | TRAV DIVERS CITE ASSOCIATIONS            | 31 910,86           |
|                                | TRAVAUX DEPOTS ESPV                      | 6 151,80            |
|                                | TRAV SQUARES ET JARDINS                  | 6 274,22            |
|                                | TRAV ATELIERS RUE CARRIERES              | 15 002,29           |
|                                | TRAV PARKINGS SOUTERRAINS                | 37 638,49           |
|                                | TRAVAUX DIVERS CIMETIERES                | 34 878,00           |
|                                | TRAV DIVERS MARCHE VOSGES                | 23 462,59           |
|                                | PATRIMOINE / TRAVAUX LOGEMENTS (EX08386) | 242,18              |
|                                | TRAVAUX DANS LES COPROPRIETES            | 69 374,00           |
|                                | TRAVAUX DANS LES LOGEMENTS               | 404,81              |
|                                | CAMPING PISCINE ET SANITAIRES            | 4 296,34            |
| Bâtiments municipaux           |                                          | <b>350 069,00</b>   |
| Chaussées/Trottoirs            | CHAUSSEES TROTTOIRS "ETP"                | <b>1 124 685,70</b> |
| CULTURE                        | ST-CHRISTOPHE FACADE EST/NORD TOUR SUD   | 36 409,04           |
|                                | CITADELLE PAT                            | 6 258,36            |
|                                | MARCHE FRERY CHARPENTE INTERIEURE        | 12 273,99           |
|                                | CITADELLE PARCOURS DECOUVERTE T2         | 67 842,96           |
|                                | THEATRE DE MARIONNETTES TRAVAUX          | 86 688,33           |
|                                | CITADELLE COUR D'HONNEUR                 | 73 267,67           |
|                                | CITADELLE COUR D'HONNEUR PAT             | 787,72              |
|                                | SAINT CHRISTOPHE PAT                     | 13 395,20           |
|                                | TRAV DIVERS GRANT                        | 20 196,62           |
|                                | TRAVX DIVERS BIBLIOTHEQUES               | 3 374,61            |
|                                | TRAVAUX DIVERS MAINTENANCE MUSEES        | 19 826,91           |
|                                | TRAVAUX DIVERS LION TERRASSE             | 3 136,13            |
|                                | ENTRETIEN MONUMENTS HISTORIQUES          | 27 440,54           |
|                                | TOUR 41 /HORS PROJET                     | 1 962,00            |
|                                | TRAVX A LA "COOPERATIVE"                 | 422,16              |
|                                | REMPARTS DEVEGETALISATION                | 33 960,00           |
|                                | LOUIS JOUVET                             | 5 049,84            |
| CULTURE                        |                                          | <b>412 292,08</b>   |

|              |                                         |                   |
|--------------|-----------------------------------------|-------------------|
| DEPLACEMENTS | PLAN DE JALONNEMENT DYNAMIQUE           | 92 413,08         |
|              | VIDEOSURVEILLANCE SECTEUR OPTIMO 2      | 17 727,60         |
|              | REFECTION BETONS DESACTIVES PLACE FORUM | 60 127,84         |
|              | TRAVAUX FAUBOURG DE FRANCE              | 6 000,00          |
|              | PLAN DE JALONNEMENT                     | 16 628,67         |
|              | PISTES CYCLABLES et VELOS STATION       | 136 315,14        |
|              | DIVERS VOIRIE JALONNT                   | 3 067,89          |
|              | TRAV COMM° CIRCULAT°                    | 1 747,91          |
|              | STATION 2 ROUES                         | 5 586,17          |
|              | MARQUAGES ROUTIERS                      | 71 826,56         |
| DEPLACEMENTS |                                         | <b>411 440,86</b> |

|        |                                         |                   |
|--------|-----------------------------------------|-------------------|
| Voirie | ESPACES EXTERIEURS RUE ALLENDE          | 29 127,06         |
|        | TRAV MURS DE QUAIS SAVOUREUSE           | 9 996,28          |
|        | TRAVAUX DIVERS OUVRAGES D'ART           | 54 102,59         |
|        | TRAVAUX DIVERS FONTAINES                | 3 534,00          |
|        | MODERNIS° ECLAIRAGE PUBLIC              | 306 873,21        |
|        | PEINT. GARDE-CORPS SAVOU CTRE VILLE     | 14 812,08         |
|        | PROGR ECONOMIE ENERGIE ECLAIRAGE PUBLIC | 82 192,44         |
| Voirie |                                         | <b>500 637,66</b> |

|                       |                                         |                   |
|-----------------------|-----------------------------------------|-------------------|
| EDUCATION - FORMATION | GROS TRAVAUX ECOLES                     | 3 717,30          |
|                       | RESTRUCTURATION TROIS GROUPES SCOLAIRES | 88 095,08         |
|                       | TRAVAUX DIVERS ECOLES                   | 156 848,34        |
| Bâtiments Education   |                                         | <b>248 660,72</b> |

|                             |                                          |                   |
|-----------------------------|------------------------------------------|-------------------|
| Espaces verts/Environnement | ESP EXT DIVERS                           | 28 240,23         |
|                             | ABATTAGE ARBRES                          | 15 223,20         |
|                             | PLANTATION ARBRES                        | 8 679,19          |
|                             | TRAVAUX FORET                            | 5 492,04          |
|                             | TRAV SUR EQUIPEMENTS ET MOBILIER URBAINS | 20 968,32         |
|                             | SIGNALETIQUE PARCS ET JARDINS            | 4 774,20          |
|                             | EXPERTISE PATRIMOINE ARBORE              | 7 101,12          |
|                             | ENTRETIEN TERRAINS SPORTS P/ENTREPRISE   | 32 601,02         |
|                             | TRAVAUX INITIAUX LEGIONELLOSE            | 9 349,68          |
|                             | Instalafion système pompage eau de pluie | 3 605,77          |
| Espaces verts/Environnement |                                          | <b>136 034,77</b> |

|                     |                                       |                   |
|---------------------|---------------------------------------|-------------------|
| MOYENS DES SERVICES | SITE BARTHOLDI ANCIEN COLLEGE         | 21 183,23         |
|                     | HOTEL DE VILLE TRAVAUX                | 6 377,02          |
|                     | ATELIER RUE DES CARRIERES AMENAGT     | 133 523,24        |
|                     | QUALIVILLE ACCUEIL HOTEL DE VILLE     | 10 072,79         |
|                     | COPROPRIETE 4 AS ERP                  | 72 330,46         |
|                     | MAISON DES ARTS ET DU TRAVAIL AMENAGT | 12 954,41         |
|                     | HOTEL DE POLICE MUNICIPALE            | 268 252,80        |
|                     | LOCAUX PERSONNEL HANGAR A SEL         | 74 296,22         |
|                     | CONTROLE ACCES/GEST° HORAIRES         | 798,00            |
|                     | RHD/CABLAGE DE SITES                  | 2 440,93          |
|                     | RESEAU HAUT-DEBIT -PROJET             | 41 176,88         |
|                     | PROJETS CABLAGE                       | 10 683,42         |
| MOYENS DES SERVICES |                                       | <b>654 089,40</b> |



|                 |                                          |                     |
|-----------------|------------------------------------------|---------------------|
| QUARTIER        | Maison de Quartier Lucien BERCHE TRAVAUX | 35 786,05           |
|                 | PARCS, JARDINS ET SQUARES                | 310 053,80          |
|                 | JEUX DANS LES QUARTIERS                  | 50 092,36           |
|                 | JEUX MAINTENANCE                         | 24 813,85           |
|                 | BASE DE VIE RESIDENCES                   | 584 957,61          |
|                 | BASE DE VIE STEINER                      | 2 701,95            |
|                 | ESPACES NATURELS                         | 31 748,31           |
|                 | POLE SANTE RESIDENCES                    | 776 715,30          |
|                 | TRAVAUX CCSRB                            | 48 120,67           |
|                 | TRAVAUX CCBN                             | 1 800,00            |
|                 | FAUBOURG DE FRANCE 2EME TRANCHE          | 167 000,00          |
|                 | PLACE D'ARMES                            | 1 705 247,64        |
|                 | GLACIS -ESPACE CENTRAL                   | 19 708,61           |
| <b>QUARTIER</b> |                                          | <b>3 758 746,15</b> |

|                 |                                      |                   |
|-----------------|--------------------------------------|-------------------|
| SECURITE        | PARKING RUE SOUFFLOT                 | 13 768,97         |
|                 | PARKING RUE PERRAULT                 | 38 497,63         |
|                 | TRAVAUX SECURITE ROUTIERE            | 72 294,88         |
|                 | SECURISATION BATIMENTS PUBLICS       | 15 120,85         |
|                 | TRAVAUX ALARMES                      | 10 650,00         |
|                 | TRAVAUX DIVERS MAINTENANCE BATIMENTS | 43 764,49         |
|                 | ASCENSEURS ET PORTES                 | 26 349,55         |
|                 | TRAV CHAUFF BAT DIVERS               | 65 439,28         |
|                 | PLAN DESENFUMAGE                     | 940,20            |
| <b>SECURITE</b> |                                      | <b>286 825,85</b> |

|               |                                          |                   |
|---------------|------------------------------------------|-------------------|
| Sports        | AMENAGT STADES ET GYMNASES               | 28 355,28         |
|               | REFECTION TOITURE TENNIS                 | 87 502,19         |
|               | EQPTS SPORTIFS/GROSSES INTERV/GYM BUFFET | 25 643,47         |
|               | STADE SERZIAN SKATE PARC                 | 50 563,30         |
|               | STADE DES TROIS CHENES1ERE TR.VESTIAIRE  | 66 940,73         |
|               | TOITURE COURTS DE TENNIS COUVERTS        | 122 504,49        |
|               | STADE SERZIAN                            | 8 457,93          |
|               | TRAV STADES ET GYMNASES                  | 110 954,44        |
|               | TRAVAUX BOULODROME                       | 6 000,00          |
|               | TENNIS /TRAV DIVERS                      | 12 444,09         |
| <b>SPORTS</b> |                                          | <b>519 365,92</b> |



|                                        |                                         |                     |
|----------------------------------------|-----------------------------------------|---------------------|
| Maintenance et amélioration Patrimoine | OUVRAGES D'ART REPECT* ESCALIER MIOTTE  | 30 922.95           |
|                                        | IUT DEP GENIE CIVIL AVANCES SODEB       | 100 000.00          |
|                                        | ROSERAJE PARC AMENAGEMENT               | 18 675.20           |
|                                        | CONTENEURS ENTERRES GENIE CIVIL         | 171 941.36          |
|                                        | ENVELOPPE REMPARTS CHANTIERS            | 69 451.96           |
|                                        | ENVELOPPE PROMENADE ESSERT 2013         | 2 400.00            |
|                                        | ENVELOPPE ECONOMIE ENERGIE 2013         | 214 541.24          |
|                                        | ENVELOPPE ECONOMIE ENERGIE 2012         | 34 595.43           |
|                                        | CLUB ALPIN TRAVAUX                      | 32 566.12           |
|                                        | AMENAGEMENT PARKING4 AS                 | 716 077.34          |
|                                        | PARKING EPIDE                           | 110 550.23          |
|                                        | ECLAIRAGE DES QUAIS                     | 7 355.48            |
|                                        | STATIONNEMENT RUE CASANOVA              | 1 115.99            |
|                                        | BORNES STATIONNEMENT DUREE LIMITEE      | 56 544.93           |
|                                        | TENNIS ETANCHEITE CLUB HOUSE            | 2 160.00            |
|                                        | VERIFICATION CLMAPETS COUPE FEU         | 384.00              |
|                                        | PREVENTION ROUTIERE                     | 2 925.84            |
|                                        | CAMPING DES FORGES                      | 6 807.72            |
|                                        | MAINTENANCE TERRAINS MULTISPORTS GLACIS | 28 060.99           |
|                                        | TRAVAUX VRD LUNETTE 18                  | 35 168.99           |
|                                        | BORNES DE RECHARGE VOITURE ELECTRIQUE   | 16 573.85           |
|                                        | RENOVATION SALLE DES FETES              | 1 080.00            |
|                                        | PROMENADE SAVOUREUSE                    | 1 080.00            |
|                                        | TRX CABLES CITADELLE                    | 22 593.84           |
|                                        | REFECTION SECTEUR CHAPPUIS              | 73 887.72           |
|                                        | REHABILITATION BATIMENT RUE SAUSSOT     | 79 238.61           |
|                                        | VOIRIE CRD                              | 5 165.65            |
|                                        | PORTE DU VALLON                         | 262.97              |
|                                        | CITE DE L'INNOVATION                    | 9 647.40            |
| Maintenance et amélioration Patrimoine |                                         | <b>1 851 775.81</b> |

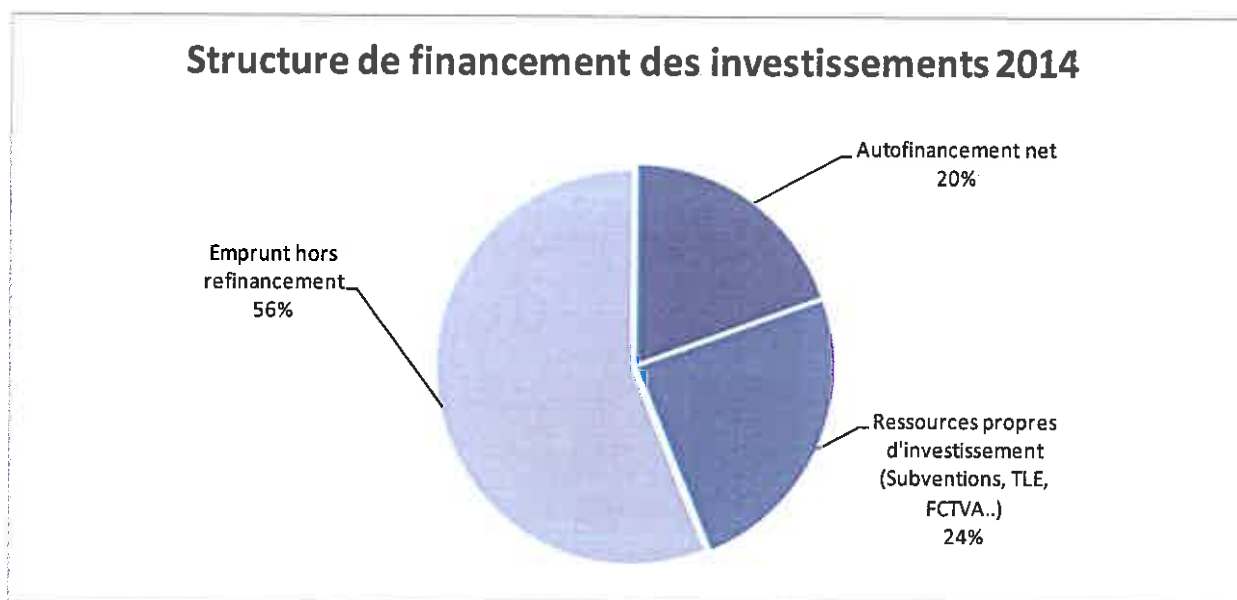
## Subventions d'équipement versées :

|                                                      | 2014              |
|------------------------------------------------------|-------------------|
| SOCIETE PROTECTRICE DES ANIMAUX                      | 4 000,00          |
| VELOCAMPUS DU LION - SUBV EQUIPEMENT                 | 1 400,00          |
| RAVALEMENT FACADES/SUBV EQUIPEMENT                   | 7 252,68          |
| ASSOC DEPARTEMENTALE PROTECTION CIVILE               | 400,00            |
| SUBV EQUIPT ASSOC HERA AIDE A LA FAMILLE             | 1 500,00          |
| AMBA/SUBV. EQUIPT                                    | 2 986,00          |
| CERAP                                                | 2 000,00          |
| RIFFS DU LION/SUBV EQUIPEMENT                        | 10 000,00         |
| OHVB/SUBV D'EQUIPEMENT                               | 2 533,00          |
| THEATRE GRANIT/SUBV D'EQUIPEMENT                     | 20 000,00         |
| PARC VTT COLLEGE SIGNORET                            | 2 999,95          |
| ASMB FOOTBALL                                        | 15 000,00         |
| ASMB TENNIS - SUBV POUR ACQUISITION TABLES DE TENNIS | 3 500,00          |
| JARDINS OUVRIERS/SUBV. D'EQUIPEMENT                  | 10 000,00         |
| IUT-SUBV EQUIPEMENT DEP GENIE CIVIL                  | 221 000,00        |
| SMTC PART. VELO                                      | 119 388,89        |
| <b>Subventions d'équipement versées</b>              | <b>423 960,52</b> |

### 3.2 Les recettes d'investissement

Les dépenses d'investissement hors dette ont été financées par l'épargne à hauteur de 20 %, soit 4 161 619.10 €.

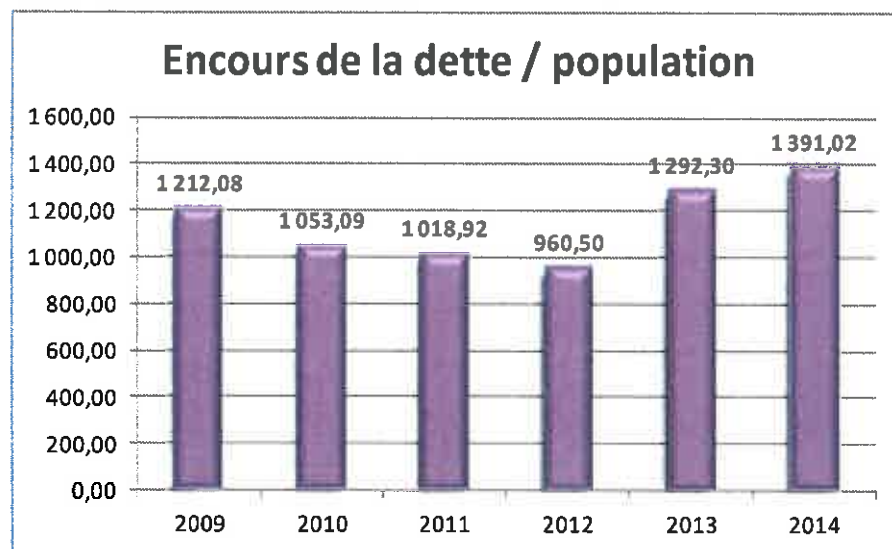
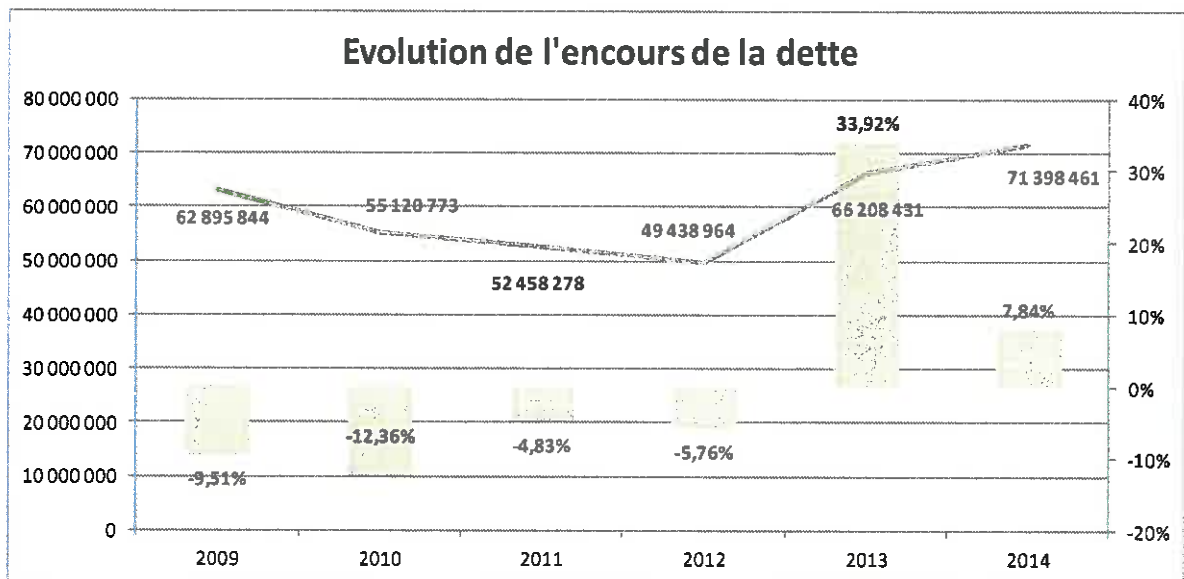
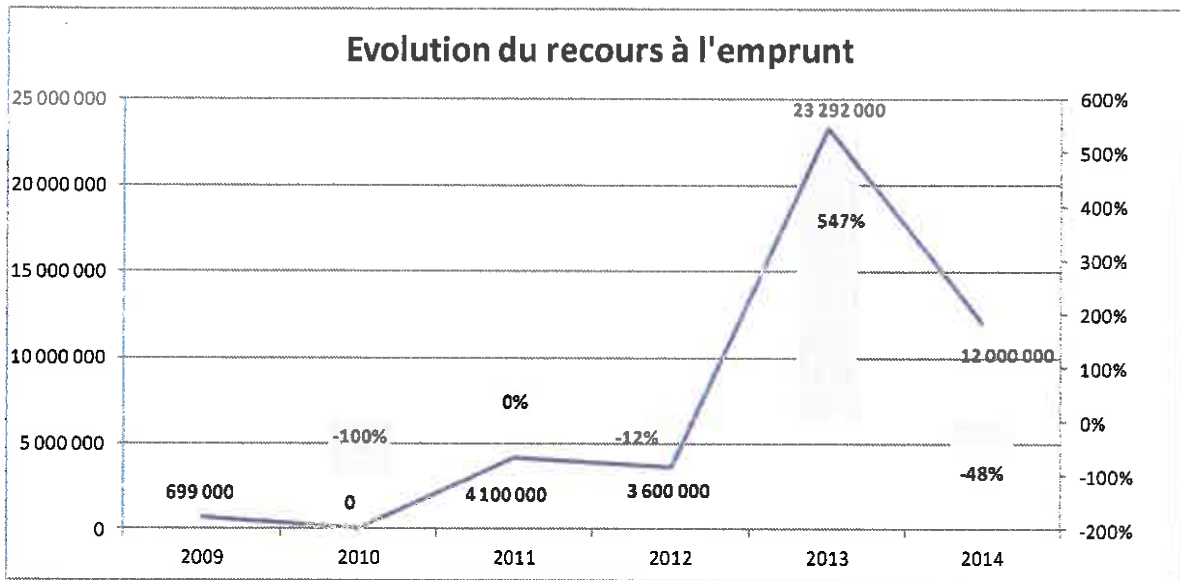
En 2014, le recours à l'emprunt s'est élevé à 12 000 000 € (67 % des recettes d'investissement).



### 4. La dette

|                          | CA 2009   | CA 2010   | CA 2011   | CA 2012   | CA 2013   | CA 2014   |
|--------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Intérêts d'emprunt       | 1 962 931 | 1 547 088 | 1 446 119 | 1 376 208 | 1 452 916 | 1 880 620 |
| Remboursement du capital | 7 310 540 | 7 775 170 | 6 762 498 | 6 619 309 | 6 522 082 | 6 810 425 |
| Charge de la dette       | 9 273 471 | 9 322 258 | 8 208 617 | 7 995 517 | 7 974 998 | 8 691 045 |

La charge de la dette a augmenté de 716 047 € en 2014. Elle représente 12 % des recettes de gestion courante.



## B. LE BUDGET ANNEXE CFA

### 1. La détermination du résultat 2014

#### 1.1 L'équilibre général

Le résultat global de clôture du Compte Administratif s'élève à 2 714,96 € en 2014.

| Montant en euros                  | FONCTIONNEMENT |              | INVESTISSEMENT |            | TOTAUX       |              |
|-----------------------------------|----------------|--------------|----------------|------------|--------------|--------------|
|                                   | Dépenses       | Recettes     | Dépenses       | Recettes   | Dépenses     | Recettes     |
| Mouvements réels 2014             | 2 053 450,49   | 2 125 565,98 | 494 787,21     | 422 913,24 | 2 548 237,70 | 2 548 479,22 |
| reprise du résultat 2013          |                | 5 923,92     | 3 450,48       |            | 3 450,48     | 5 923,92     |
| Sous-total                        |                |              |                |            | 2 551 688,18 | 2 554 403,14 |
| Mouvements d'ordre                | 97 030,09      | 0,00         | 0,00           | 97 030,09  | 97 030,09    | 97 030,09    |
| Sous-total                        |                |              |                |            | 2 648 718,27 | 2 651 433,23 |
| Reports                           | 0,00           | 0,00         | 55 844,73      | 55 844,73  | 55 844,73    | 55 844,73    |
| Sous-total                        |                |              |                |            | 2 704 563,00 | 2 707 277,96 |
| Résultat disponible après reports |                |              |                |            |              | 2 714,96     |

#### 1.2 Le résultat et son affectation

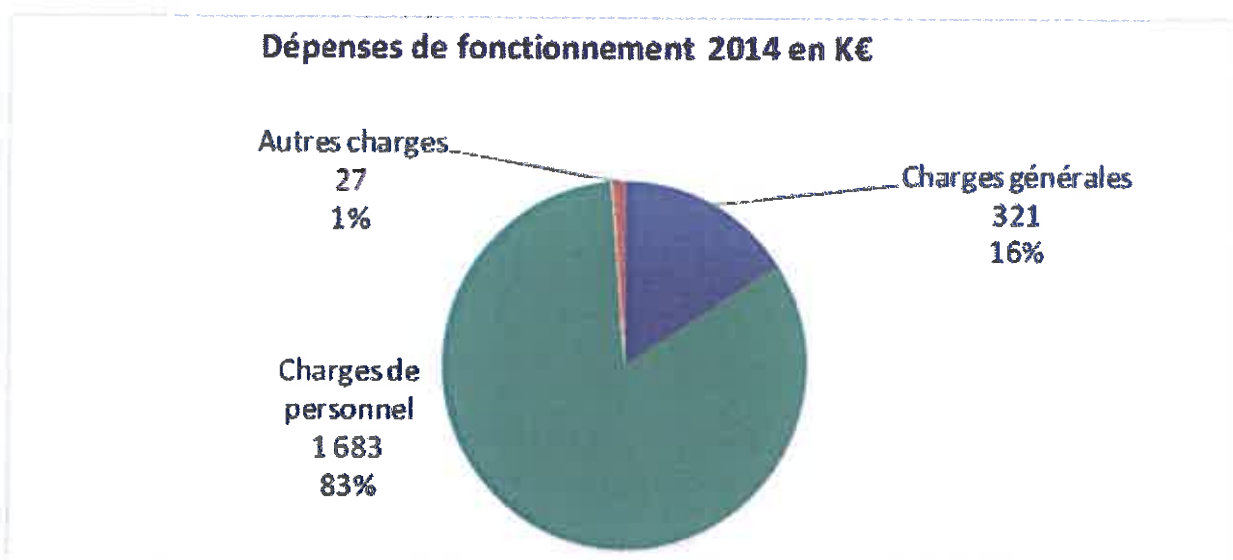
|                               |                |   |                             |              |
|-------------------------------|----------------|---|-----------------------------|--------------|
| Recettes de fonctionnement    | 2 131 489,90 € | } | solde d'exécution           | -18 990,68 € |
| Dépenses de fonctionnement    | 2 150 480,58 € |   |                             |              |
| Recettes d'investissement     | 519 943,33 €   | } | solde d'exécution           | 21 705,64 €  |
| Dépenses d'investissement     | 498 237,69 €   |   |                             |              |
| Restes à réaliser en recettes | 55 844,73 €    | } | solde des restes à réaliser | 0,00 €       |
| Restes à réaliser en dépenses | 55 844,73 €    |   |                             |              |
| Solde d'exécution             |                |   |                             | 2 714,96 €   |

Le résultat déficitaire de la section de fonctionnement (18 990,68 €) devra être comblé au budget supplémentaire 2015.

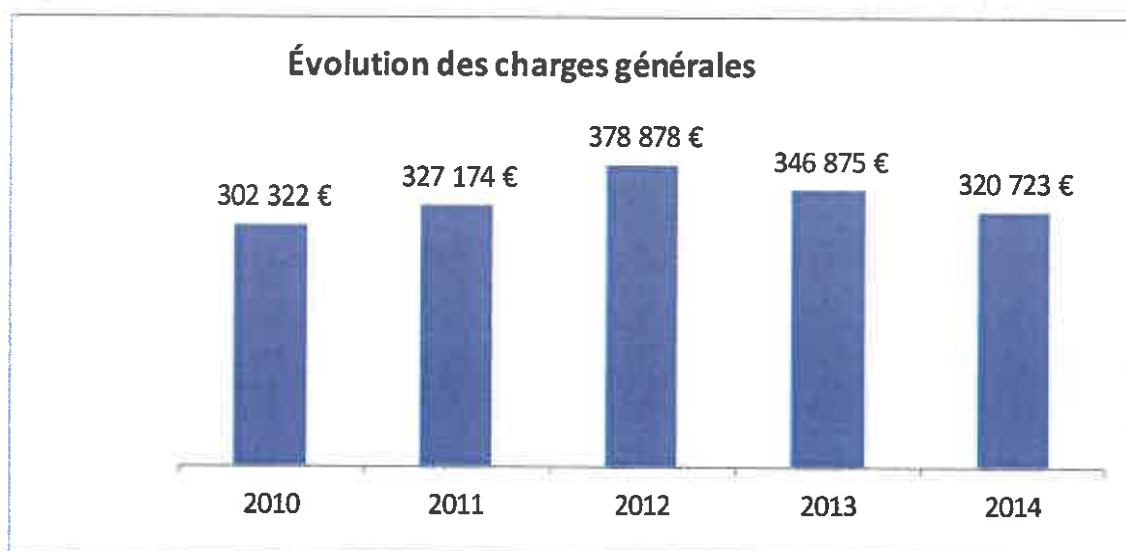


## 2. Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement ont progressé de **+ 62 370,94 €** par rapport à l'année 2013, soit **+ 4,41 %**. Elles s'établissent à **1 476 850,92 €**.

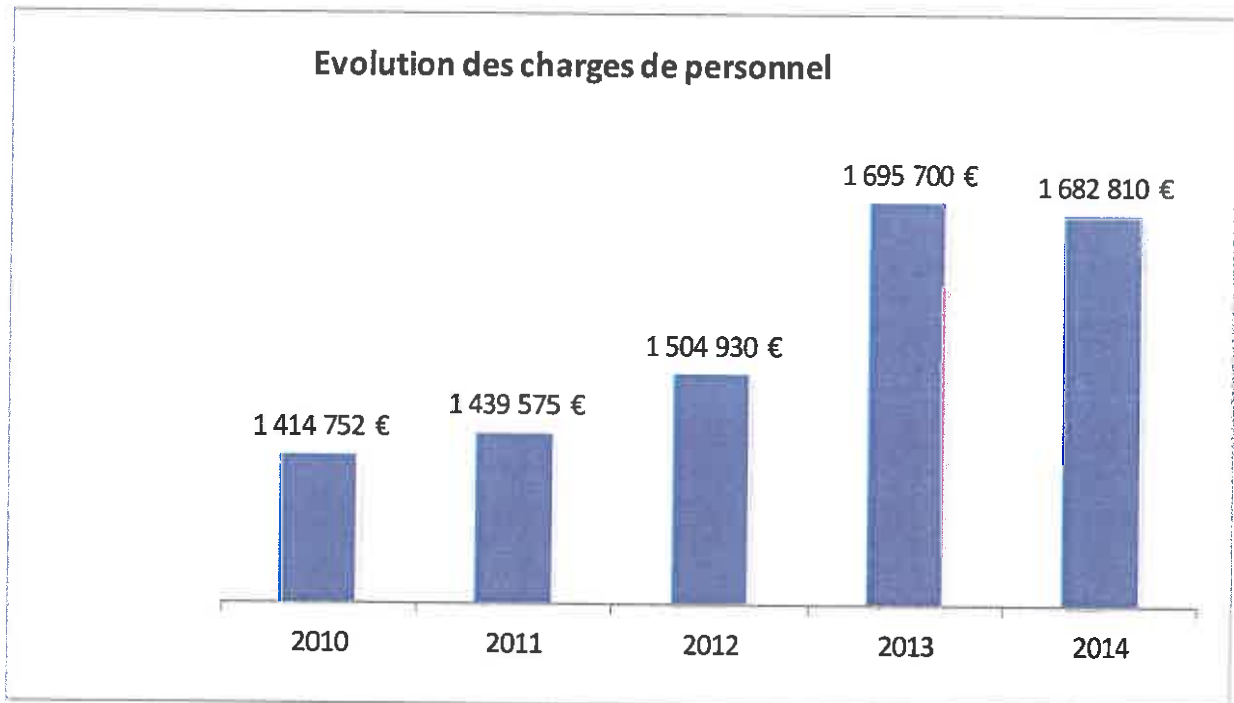


- Les charges à caractère général



Les charges à caractère général sont en diminution depuis deux ans dont - 26 152 € en 2014.

- Les dépenses de personnel



Les charges de personnel diminuent de 12 890 € entre 2013 et 2014.

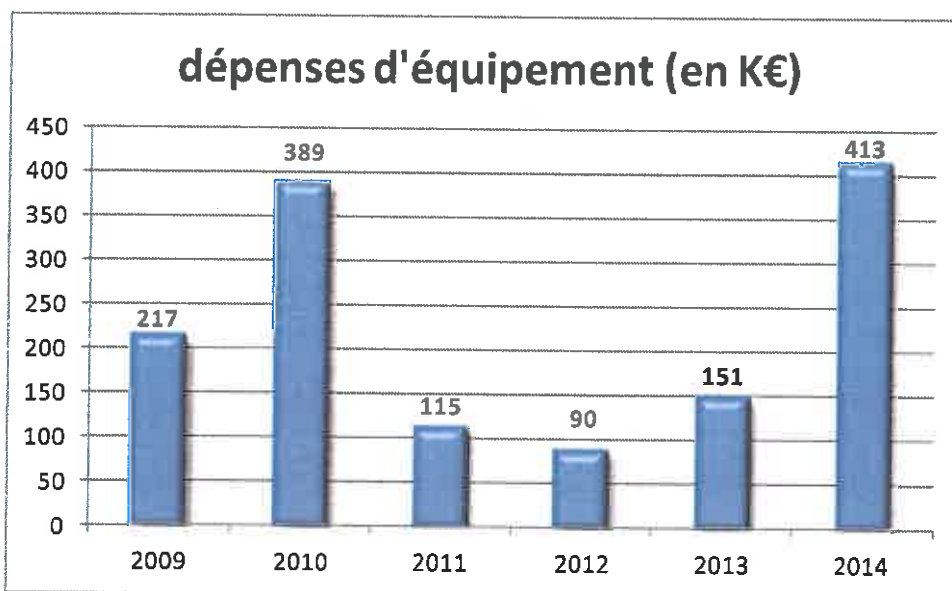
Les autres chapitres budgétaires sont peu significatifs.

### 3. Les recettes de fonctionnement

|                                           | 2009             | 2010             | 2011             | 2012             | 2013             | 2014             | Ecart          | Evolution en % |
|-------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|----------------|
| Taxe d'apprentissage                      | 176 907          | 181 075          | 181 332          | 191 671          | 189 264          | 185 371          | -3 894         | -2,06%         |
| Participation Région et autres organismes | 1 176 218        | 1 341 665        | 1 357 140        | 1 475 254        | 1 408 464        | 1 406 003        | -2 460         | -0,17%         |
| Participation Ville                       | 370 414          | 158 714          | 251 463          | 269 718          | 502 749          | 429 165          | -73 584        | -14,64%        |
| Recettes autres                           | 113 449          | 113 785          | 100 023          | 96 315           | 105 854          | 105 027          | -827           | -0,78%         |
| <b>TOTAL</b>                              | <b>1 836 988</b> | <b>1 795 239</b> | <b>1 889 958</b> | <b>2 032 958</b> | <b>2 206 331</b> | <b>2 125 566</b> | <b>-80 765</b> | <b>-3,66%</b>  |

Les recettes issues de la taxe d'apprentissage et de la subvention de la Région sont en recul depuis deux ans.

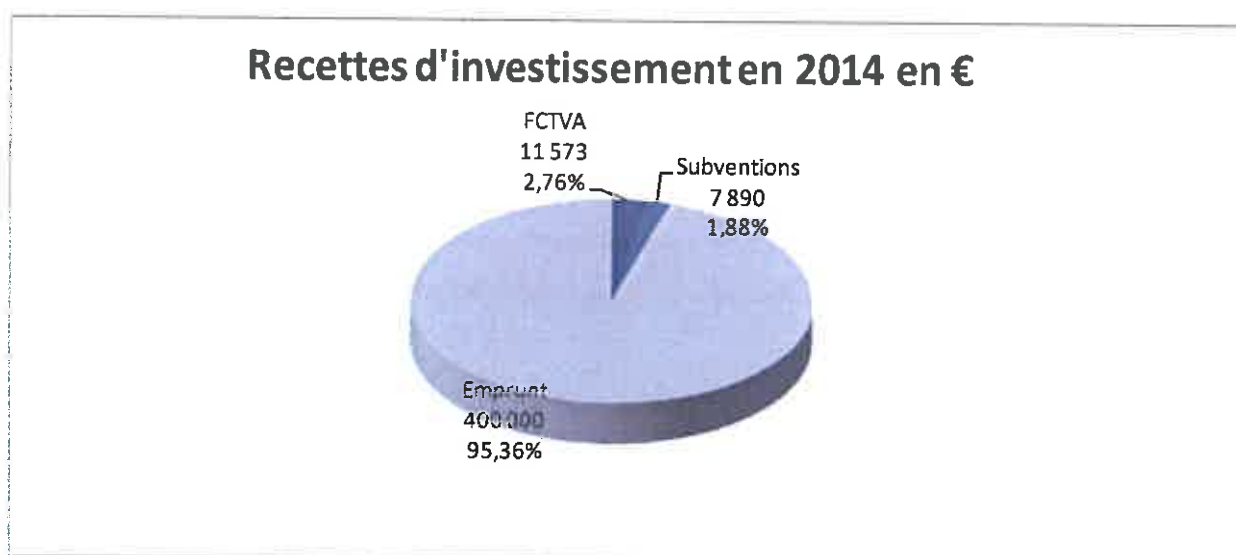
#### 4. Les dépenses d'investissement en K€



Les dépenses d'équipement se répartissent en travaux (87 085€) et maintenance (326 224 €).

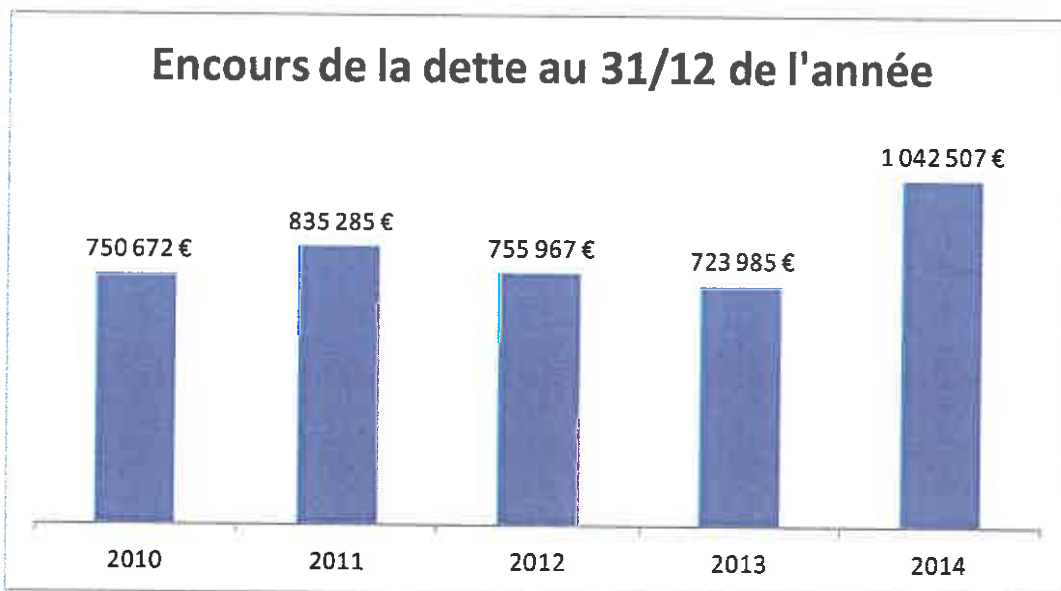
Ces travaux comptent notamment la rénovation du salon de coiffure du CFA.

#### 5. Les recettes d'investissement



Les dépenses d'équipement sont financées à 95% par de l'emprunt.

## 6. La dette



## B. LE BUDGET ANNEXE DE LA CUISINE CENTRALE

### 1. La détermination du résultat 2014

Le résultat global de clôture du Compte Administratif s'élève à 2 546,73 € en 2014.

#### a. L'équilibre général

| Montant en euros                  | FONCTIONNEMENT |              | INVESTISSEMENT |            | TOTAUX       |              |
|-----------------------------------|----------------|--------------|----------------|------------|--------------|--------------|
|                                   | Dépenses       | Recettes     | Dépenses       | Recettes   | Dépenses     | Recettes     |
| Mouvements réels 2014             | 1 476 850,92   | 1 521 083,00 | 85 668,15      | 76 420,02  | 1 562 519,07 | 1 597 503,02 |
| reprise du résultat 2013          |                | 20 787,47    | 62 128,60      |            | 62 128,60    | 20 787,47    |
| Sous-total                        |                |              |                |            | 1 624 647,67 | 1 618 290,49 |
| Mouvements d'ordre                | 42 952,70      |              |                | 42 952,70  | 42 952,70    | 42 952,70    |
| Sous-total                        |                |              |                |            | 1 667 600,37 | 1 661 243,19 |
| Reports                           | 0,00           | 0,00         | 121 096,09     | 130 000,00 | 121 096,09   | 130 000,00   |
| Sous-total                        |                |              |                |            | 1 788 696,46 | 1 791 243,19 |
| Résultat disponible après reports |                |              |                |            |              | 2 546,73     |

### 1.2 Le résultat et son affectation

|                               |                |   |                             |              |
|-------------------------------|----------------|---|-----------------------------|--------------|
| Recettes de fonctionnement    | 1 541 870,47 € | } | solde d'exécution           | 22 066,85 €  |
| Dépenses de fonctionnement    | 1 519 803,62 € |   |                             |              |
| Recettes d'investissement     | 119 372,72 €   | } | solde d'exécution           | -28 424,03 € |
| Dépenses d'investissement     | 147 796,75 €   |   |                             |              |
| Restes à réaliser en recettes | 130 000,00 €   | } | solde des restes à réaliser | 8 903,91 €   |
| Restes à réaliser en dépenses | 121 096,09 €   |   |                             |              |
| Solde d'exécution             |                |   |                             | 2 546,73 €   |

Après constatation du résultat excédentaire de la section de fonctionnement (22 066,85€), l'assemblée délibérante peut affecter ce résultat en tout ou en partie :

- soit au financement de la section d'investissement,
- soit au financement de la section de fonctionnement.

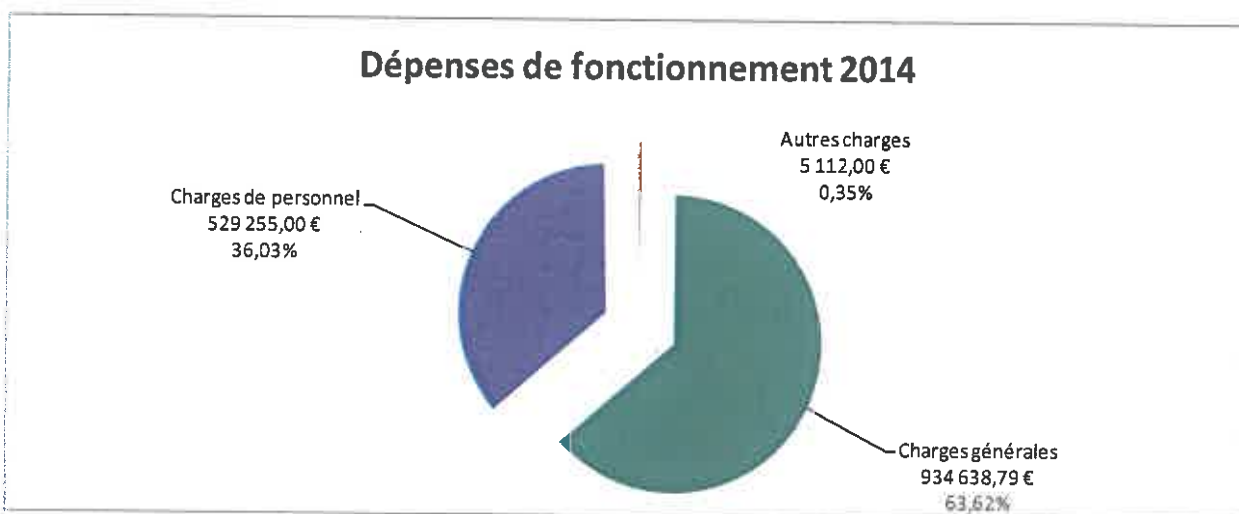


Le résultat doit être affecté en priorité :

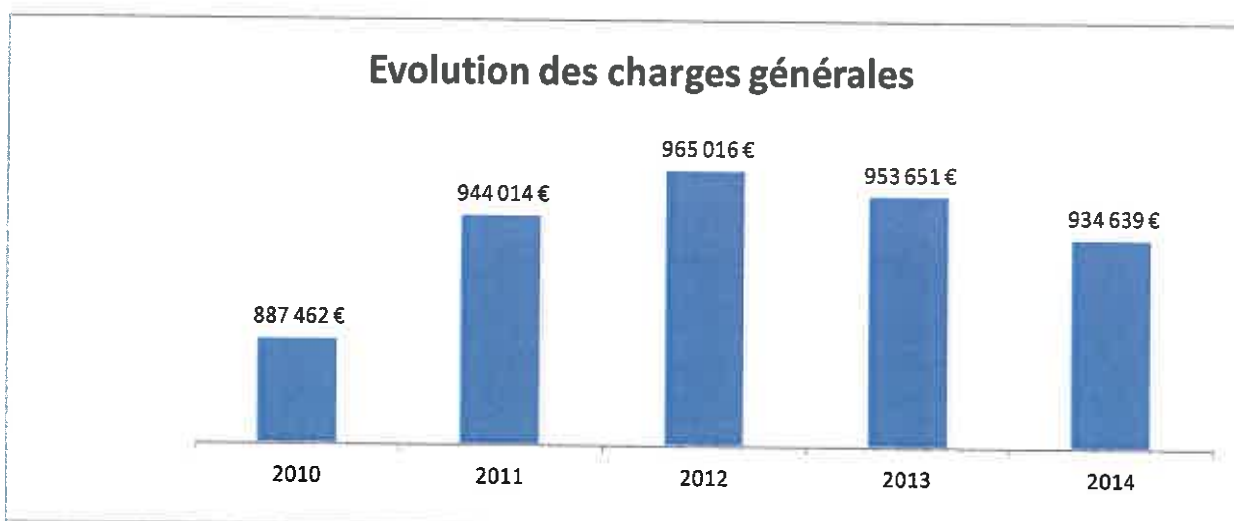
- à l'apurement d'un déficit de fonctionnement antérieur : *inexistant sur l'exercice antérieur*,
- à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement : - 28 424.03 €.  
Le surplus (+ 2 546.73 €) sera repris sur l'exercice 2015 lors du vote du Budget supplémentaire.

## 2. Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement ont progressé de **62 370,94 €** par rapport à l'année 2013, soit **+ 4,41 %**. Elles s'établissent à **1 476 850,92 €**.

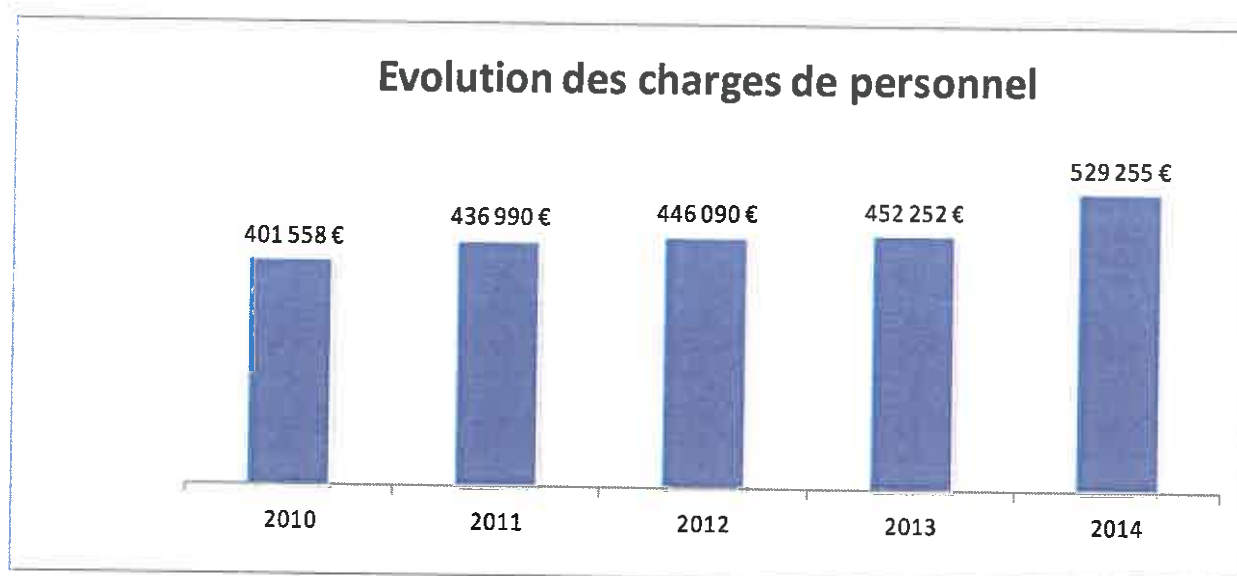


- Les charges à caractère général



Les charges à caractère général diminuent depuis deux ans dont – 19 012 € en 2014.

- **Les dépenses de personnel**



Les dépenses de personnel augmentent de + 77 003 € en 2014 expliqués par le recrutement fin 2013 d'un directeur.

### **3. Les recettes de fonctionnement**

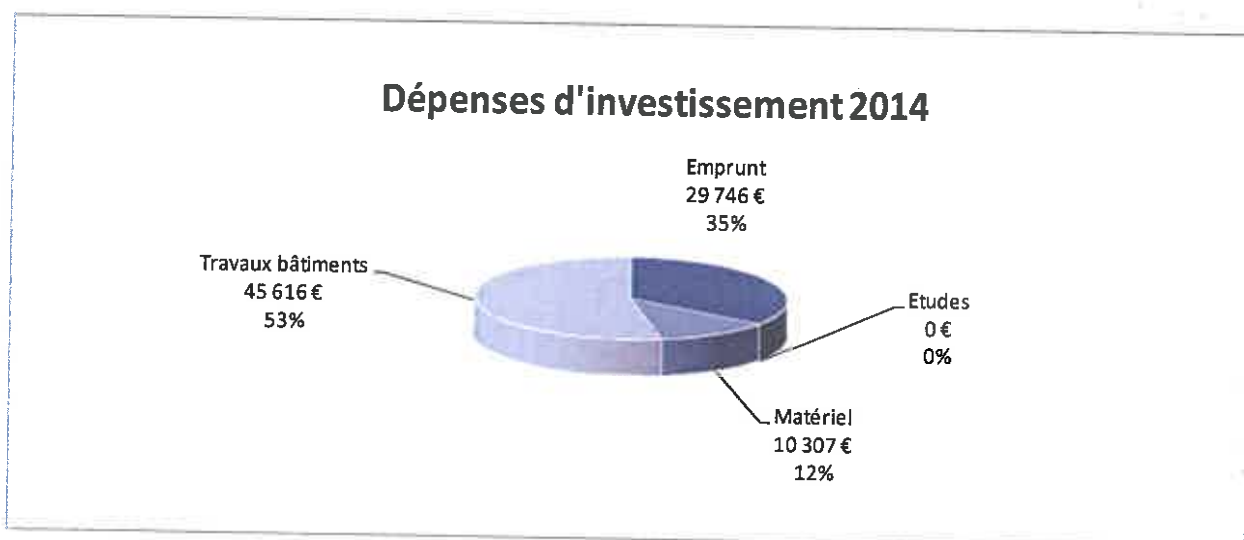
**Les recettes réelles de fonctionnement** ont diminué de – 6 067 € par rapport à l'année 2013, soit – 0,40 %. Elles s'établissent à 1 521 083 €.

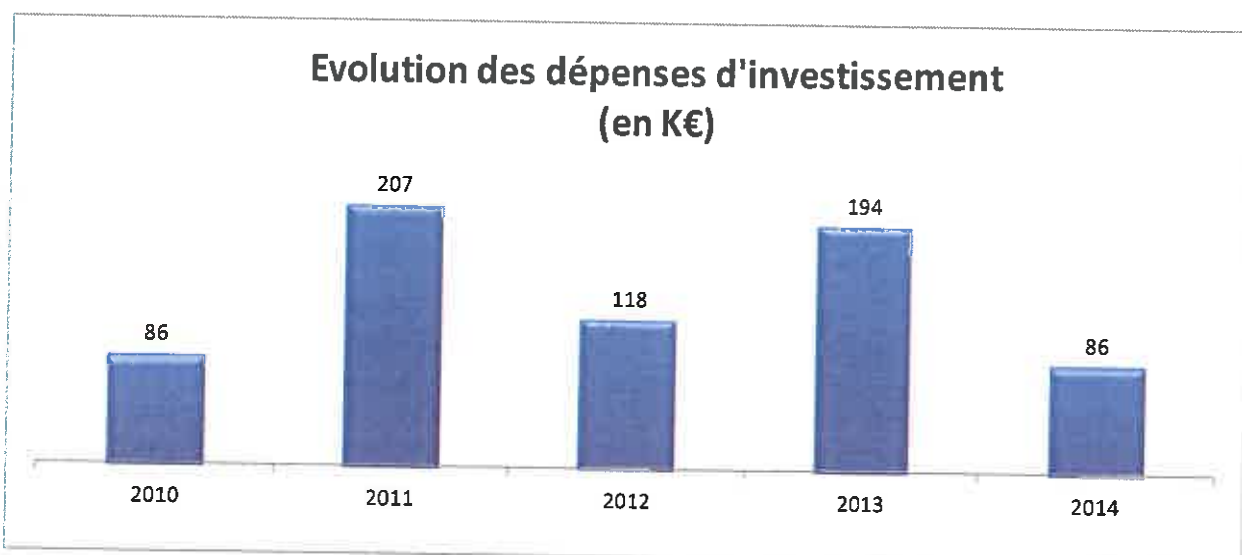
La principale recette de fonctionnement est la participation du Budget principal de la Ville (1 506 833 €), en baisse de - 20 171 € par rapport à 2013. Les autres recettes de fonctionnement représentent une part minime.



#### 4. Les dépenses d'investissement

Les dépenses réelles d'investissement ont diminué de 108 694 € par rapport à l'année 2013, soit – 55,92 %. Elles s'établissent à 85 668 €.





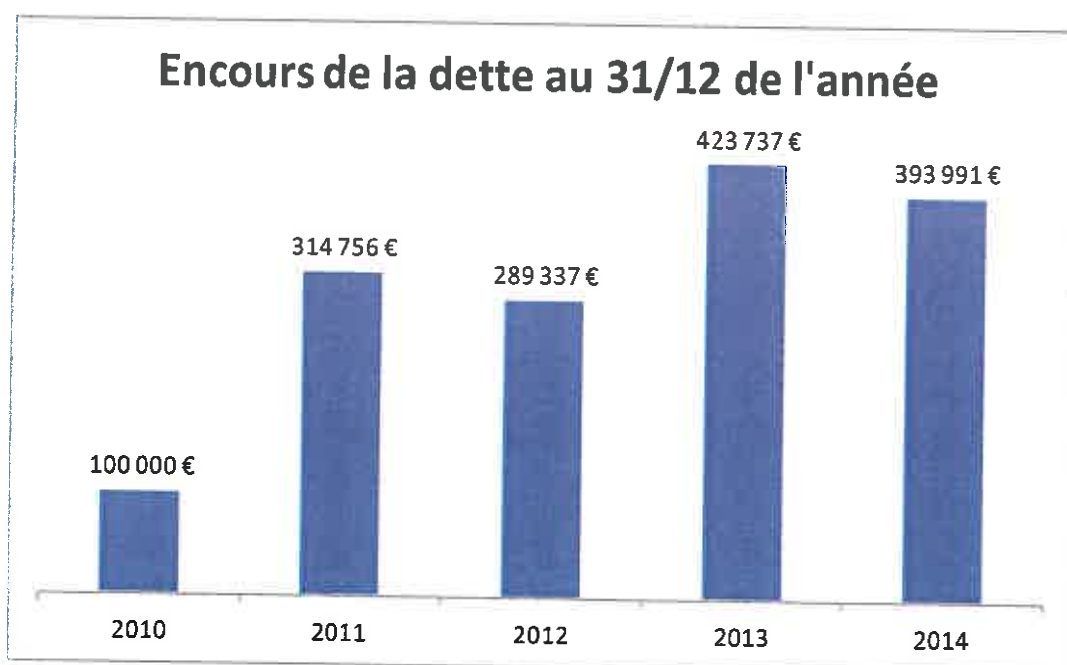
La principale dépense d'équipement a été le changement du tableau général basse tension de la cuisine centrale.

## 5. Les recettes d'investissement

Les recettes proviennent du FCTVA (14 291,42 €) et de l'autofinancement (62 128,60€). Aucun emprunt n'a été contracté en 2014.

## 6. La dette

Le poids de la dette du budget Cuisine centrale baisse légèrement en 2014 de - 29 746 €.



## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-70

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

Comptes de gestion de  
la Trésorière du Centre  
des Finances Publiques de  
Belfort-Ville - Exercice  
2014

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaiènt présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

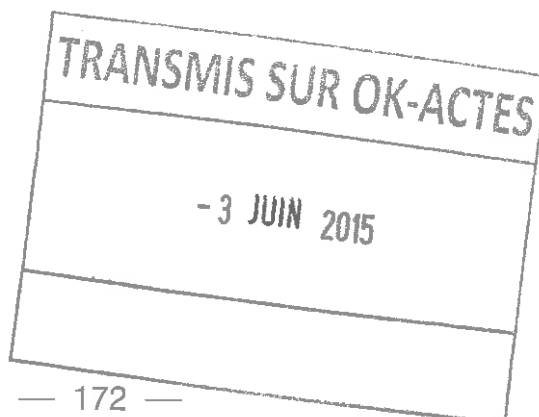
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.





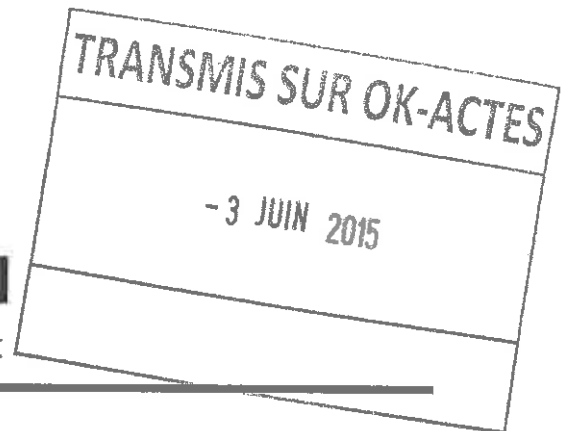


CONSEIL MUNICIPAL  
du 28. 5.2015

Direction des Finances

## DELIBERATION

de M. Sébastien VIVOT, 1er Adjoint



Références  
Mots clés  
Code matière

SV/GL/RB - 15-70  
Budget  
7.1

Objet

**Comptes de gestion de la Trésorière du Centre des Finances Publiques de Belfort-Ville - Exercice 2014**

Mme la Trésorière du Centre des Finances Publiques de Belfort-Ville assure la comptabilité de la Ville de Belfort.

Elle nous a fait parvenir ses comptes de gestion (Budget principal et Budgets annexes) pour l'exercice 2014.

Les résultats du compte de gestion concordent avec ceux réalisés par la Ville de Belfort. Ils n'appellent ni observation, ni réserve de notre part.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 36 voix pour, 1 contre (M. Marc ARCHAMBAULT) et 6 abstentions (Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI),

**APPROUVE** les comptes de gestion 2014 de Mme la Trésorière du Centre des Finances Publiques de Belfort Ville.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Thierry CHIPOT



## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-71

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

Décision Modificative  
n° 1 de l'exercice 2015  
du Budget Principal Ville

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

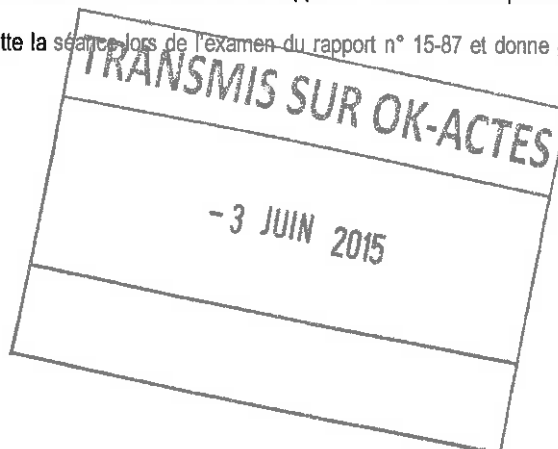
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.





Direction des Finances

## DELIBERATION

de M. Sébastien VIVOT, 1er Adjoint

---

Références  
Mots clés  
Code matière

SV/GL/RB - 15-71  
Budget  
7.1

Objet

**Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2015 du Budget Principal Ville**

Il vous est proposé d'examiner quelques ajustements à apporter au Budget Principal 2015.

### BUDGET PRINCIPAL

#### EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

- **Prise en compte d'une subvention complémentaire pour l'association ASMB Foot, suite à la montée de l'équipe première en championnat de National**
  - + 160 000 € de subvention (dont 60 000 € au titre de la saison 2014/2015 et 100 000 € pour la saison 2015/2016),
  - 31 700 € sur l'enveloppe à affecter «Sportifs de haut niveau»,
  - 28 300 € sur l'enveloppe à affecter «Sport»,
  - 100 000 € sur le chapitre 011 en diminution de crédits votés.
  
- **Réajustement des enveloppes à affecter par transferts de crédits**
  - + 1 500 € sur l'enveloppe à affecter «Vie étudiante» (chapitre 65),
  - + 15 908 € sur l'enveloppe à affecter «Provisions - Sports» (chapitre 65),
  - 17 408 € sur le chapitre 011 en diminution de crédits votés.
  
- **Redéploiement des crédits du chapitre 65 au chapitre 011 pour financer les interventions des associations sportives dans les écoles**
  - 21 000 € de l'enveloppe à affecter «Sport» (chapitre 65),
  - + 21 000 € sur prestations de services (chapitre 011).

• **Affectation de subventions sur les enveloppes à affecter**

| SERVICE | MONTANT             | MONTANT            | ASSOCIATION                                            |
|---------|---------------------|--------------------|--------------------------------------------------------|
| SPORTS  | -8 000.00 €         |                    | Env à affecter Sports                                  |
| SPORTS  |                     | 3 000.00 €         | ACE TELLE intervention dans les écoles                 |
|         |                     | 5 000.00 €         | EMBAR village rugby                                    |
|         | <b>-8 000.00 €</b>  | <b>8 000.00 €</b>  |                                                        |
| DDA     | -10 000.00 €        |                    | Env à affecter soutien aux associations de commerçants |
| DDA     | -700.00 €           |                    | Env à affecter tourisme                                |
| DDA     |                     | 700.00 €           | Rotary club de Belfort                                 |
| DDA     |                     | 10 000.00 €        | Vitrines de Belfort                                    |
|         | <b>-10 700.00 €</b> | <b>10 700.00 €</b> |                                                        |
| EDUC    | -150.00 €           |                    | Assistants familiaux et maternels familles d'accueil   |
| CCAS    |                     | 150.00 €           | Les virades de l'espoir                                |
|         | <b>-150.00 €</b>    | <b>150.00 €</b>    |                                                        |

**EN SECTION D'INVESTISSEMENT**

Avec un niveau historiquement bas des taux d'emprunt, nous allons renégocier une partie de la dette en cours. Pour ce faire, nous devons inscrire en dépenses et en recettes la somme de 1 900 000 €.

**TRANSFERT ENTRE SECTIONS**

- 100 000 € de dépenses de travaux de la Direction de la Maintenance (chapitre 23),
- + 100 000 € de dépenses d'entretien à la Direction de la Maintenance (chapitre 011).

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 35 voix pour, 4 contre (Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Marc ARCHAMBAULT) et 4 abstentions (M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI),

**ADOpte :**

. les modifications et ajustements budgétaires de la *Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2015 du Budget Principal Ville*,

. *l'affectation et le versement des subventions.*

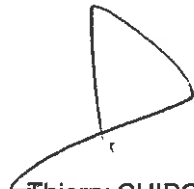
**PROCEDE** à un vote distinct pour les associations qui comportent un membre du Conseil Municipal, soit au sein de leur bureau, soit en qualité de salarié.

**AUTORISE** M. le Maire à signer les conventions à intervenir avec les associations concernées, conformément à la loi du 12 avril 2000 précisée par le décret n° 2011-495 du 6 juin 2011.

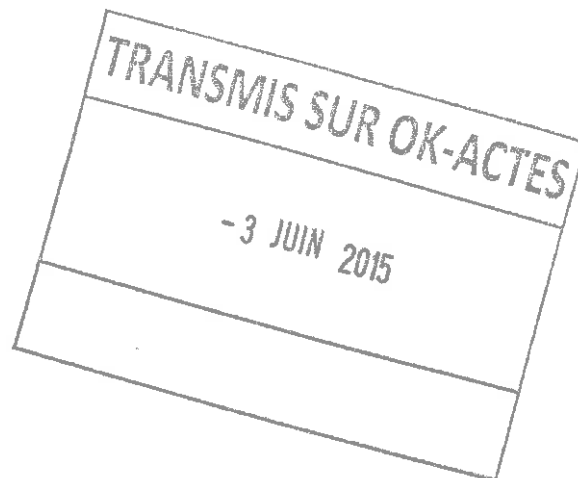
Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire  
l'objet d'un recours devant  
la juridiction administrative  
dans le délai de deux mois  
à compter de sa publication  
ou de son affichage



Thierry CHIPOT





REPUBLIQUE FRANCAISE

**VILLE DE BELFORT**

POSTE COMPTABLE DE BELFORT VILLE

**M. 14**

**DECISION MODIFICATIVE 1**

**voté par nature**

**BUDGET : 01 BUDGET PRINCIPAL BELFORT (4)**

**ANNEE 2015**

## Sommaire

### **I - Informations générales (6)**

A - Informations statistiques, fiscales et financières

B - Modalités de vote du budget

### **II - Présentation générale du budget**

A1 - Vue d'ensemble - Sections

A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres

A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres

B1 - Balance générale du budget - Dépenses

B2 - Balance générale du budget - Recettes

### **III - Vote du budget**

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses

A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes

B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses

B2 - Section d'investissement - Détail des recettes

B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles

### **IV - Annexes (7)**

#### **A - Eléments du bilan**

A1 - Présentation croisée par fonction (1)

A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement

A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement

A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie

A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette

A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux

A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours

A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture

A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement

A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N

A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme

A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes

A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements

A4 - Etat des provisions

A5 - Etalement des provisions

A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses

A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes

A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)

A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)

A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3)

A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3)

A8 - Etat des charges transférées

A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers

#### **B - Engagements hors bilan**

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4)

B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt

B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail

B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé

B1.5 - Etat des autres engagements donnés

B1.6 - Etat des engagements reçus

B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5)

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents

B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents

B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale

#### **C - Autres éléments d'informations**

C1 - Etat du personnel

C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4)

C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement

C3.2 - Liste des établissements publics créés

C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe

C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe

#### **D - Arrêté et signatures**

D1 - Arrêté et signatures

|                             |   |
|-----------------------------|---|
| I - INFORMATIONS GENERALES  | I |
| MODALITES DE VOTE DU BUDGET | B |

- I - L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature:
  - au niveau **du chapitre** pour la section d'investissement.
  - **Avec les programmes d'équipement.**
  - au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement.
  - **Avec vote formel** sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

.....  
.....

II - En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

.....

III - Les provisions sont **budgétaires** (délibération n°6/99 du 7 juillet 2006).

IV – La comparaison s'effectue par rapport au **budget primitif**.

V – Le présent budget a été voté **sans reprise des résultats de l'exercice N-1**.

|                                      |    |
|--------------------------------------|----|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| VUE D'ENSEMBLE                       | A1 |

## FONCTIONNEMENT

|                                              |                                                                      | DEPENSES DE LA SECTION<br>DE FONCTIONNEMENT | RECETTES DE LA SECTION<br>DE FONCTIONNEMENT |
|----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------|
| V<br>O<br>T<br>E                             | CREDITS DE FONCTIONNEMENT<br>VOTES AU TITRE DU PRESENT<br>BUDGET (1) | 0,00                                        | 0,00                                        |
| +                                            |                                                                      | +                                           | +                                           |
| R<br>E<br>P<br>O<br>R<br>T<br>S              | RESTES A REALISER (R.A.R) DE<br>L'EXERCICE PRECEDENT (2)             |                                             |                                             |
|                                              | 002 RESULTAT DE<br>FONCTIONNEMENT REPORTE (2)                        | (si déficit)                                | (si excédent)                               |
| =                                            |                                                                      | =                                           | =                                           |
| TOTAL DE LA SECTION DE<br>FONCTIONNEMENT (3) |                                                                      | 0,00                                        | 0,00                                        |

## INVESTISSEMENT

|                                             |                                                                                                | DEPENSES DE LA SECTION<br>D'INVESTISSEMENT | RECETTES DE LA SECTION<br>D'INVESTISSEMENT |
|---------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|--------------------------------------------|
| V<br>O<br>T<br>E                            | CREDITS D'INVESTISSEMENT (1)<br>VOTES AU TITRE DU PRESENT<br>BUDGET (y compris le compte 1068) | 1 800 000,00                               | 1 800 000,00                               |
| +                                           |                                                                                                | +                                          | +                                          |
| R<br>E<br>P<br>O<br>R<br>T<br>S             | RESTES A REALISER (R.A.R) DE<br>L'EXERCICE PRECEDENT (2)                                       |                                            |                                            |
|                                             | 001 SOLDE D'EXECUTION DE LA<br>SECTION D'INVESTISSEMENT<br>REPORTE (2)                         | (si solde négatif)                         | (si solde positif)                         |
| =                                           |                                                                                                | =                                          | =                                          |
| TOTAL DE LA SECTION<br>D'INVESTISSEMENT (3) |                                                                                                | 1 800 000,00                               | 1 800 000,00                               |
| <b>TOTAL</b>                                |                                                                                                |                                            |                                            |
| TOTAL DU BUDGET (3)                         |                                                                                                | 1 800 000,00                               | 1 800 000,00                               |

|                                       |    |
|---------------------------------------|----|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET  | II |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES | A2 |

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé                                             | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III       | TOTAL IV=I+II+III    |
|-------|-----------------------------------------------------|----------------------------|------------------------------|------------------------|--------------------|----------------------|
| 011   | CHARGES A CARACTERE GENERAL                         | 14 459 352,00              |                              | 4 592,00               | 4 592,00           | 14 463 944,00        |
| 012   | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES             | 36 884 308,00              |                              |                        |                    | 36 884 308,00        |
| 014   | ATTENUATIONS DE PRODUITS                            | 49 000,00                  |                              |                        |                    | 49 000,00            |
| 65    | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE                  | 10 065 993,00              |                              | 95 408,00              | 95 408,00          | 10 161 401,00        |
| 656   | FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS          |                            |                              |                        |                    |                      |
|       | <b>Total des dépenses de gestion courante</b>       | <b>61 458 653,00</b>       |                              | <b>100 000,00</b>      | <b>100 000,00</b>  | <b>61 558 653,00</b> |
| 66    | CHARGES FINANCIERES                                 | 2 140 000,00               |                              |                        |                    | 2 140 000,00         |
| 67    | CHARGES EXCEPTIONNELLES                             | 341 500,00                 |                              |                        |                    | 341 500,00           |
| 68    | DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AUX DEPRECIATIONS (4)   |                            |                              |                        |                    |                      |
| 022   | DEPENSES IMPREVUES                                  |                            |                              |                        |                    |                      |
|       | <b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b> | <b>63 940 153,00</b>       |                              | <b>100 000,00</b>      | <b>100 000,00</b>  | <b>64 040 153,00</b> |
| 023   | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT (5)          | 4 295 436,00               |                              | -100 000,00            | -100 000,00        | 4 195 436,00         |
| 042   | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (5)  | 3 600 000,00               |                              |                        |                    | 3 600 000,00         |
| 043   | OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA S.FONCT (5)     |                            |                              |                        |                    |                      |
|       | <b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b> | <b>7 895 436,00</b>        |                              | <b>-100 000,00</b>     | <b>-100 000,00</b> | <b>7 795 436,00</b>  |
|       | <b>TOTAL</b>                                        | <b>71 835 589,00</b>       |                              | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>        | <b>71 835 589,00</b> |

+

|                                        |   |
|----------------------------------------|---|
| D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2) | = |
|----------------------------------------|---|

=

|                                                      |                      |
|------------------------------------------------------|----------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> | <b>71 835 589,00</b> |
|------------------------------------------------------|----------------------|

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé                                              | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV=I+II+III    |
|-------|------------------------------------------------------|----------------------------|------------------------------|------------------------|--------------|----------------------|
| 013   | ATTENUATIONS DE CHARGES                              | 111 000,00                 |                              |                        |              | 111 000,00           |
| 70    | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES | 3 649 259,00               |                              |                        |              | 3 649 259,00         |
| 73    | IMPOTS ET TAXES                                      | 43 297 203,00              |                              |                        |              | 43 297 203,00        |
| 74    | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS             | 23 815 540,00              |                              |                        |              | 23 815 540,00        |
| 75    | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                  | 549 587,00                 |                              |                        |              | 549 587,00           |
|       | <b>Total des recettes de gestion courante</b>        | <b>71 422 589,00</b>       |                              |                        |              | <b>71 422 589,00</b> |
| 76    | PRODUITS FINANCIERS                                  | 40 000,00                  |                              |                        |              | 40 000,00            |
| 77    | PRODUITS EXCEPTIONNELS                               | 123 000,00                 |                              |                        |              | 123 000,00           |
| 78    | REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS (4)         |                            |                              |                        |              |                      |
|       | <b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>  | <b>71 585 589,00</b>       |                              |                        |              | <b>71 585 589,00</b> |
| 042   | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (5)   | 250 000,00                 |                              |                        |              | 250 000,00           |
| 043   | OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA S.FONCT (5)      |                            |                              |                        |              |                      |
|       | <b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>  | <b>250 000,00</b>          |                              |                        |              | <b>250 000,00</b>    |
|       | <b>TOTAL</b>                                         | <b>71 835 589,00</b>       |                              |                        |              | <b>71 835 589,00</b> |

+

|                                        |   |
|----------------------------------------|---|
| R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2) | = |
|----------------------------------------|---|

=

|                                                      |                      |
|------------------------------------------------------|----------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> | <b>71 835 589,00</b> |
|------------------------------------------------------|----------------------|

## Pour information :

|                                                                                                |                     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|
| <b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL<br/>DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION<br/>D'INVESTISSEMENT(6)</b> | <b>7 545 436,00</b> |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 - RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 - DI 040.



|                                      |    |
|--------------------------------------|----|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES | A3 |

| DEPENSES D'INVESTISSEMENT |                                                            |                            |                              |                        |                     |                      |
|---------------------------|------------------------------------------------------------|----------------------------|------------------------------|------------------------|---------------------|----------------------|
| Chap.                     | Libellé                                                    | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III        | TOTAL IV=I+II+III    |
| 010                       | STOCKS (5)                                                 |                            |                              |                        |                     |                      |
| 20                        | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)                   | 616 300,08                 |                              |                        |                     | 616 300,08           |
| 204                       | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES                                   | 1 030 986,11               |                              |                        |                     | 1 030 986,11         |
| 21                        | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                                | 3 490 723,97               |                              |                        |                     | 3 490 723,97         |
| 22                        | IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (6)                  |                            |                              |                        |                     |                      |
| 23                        | IMMOBILISATIONS EN COURS                                   | 16 715 825,63              |                              |                        |                     | 16 715 825,63        |
|                           | Total des opérations d'équipement                          | 1 653 797,59               |                              | -100 000,00            | -100 000,00         | 1 653 797,59         |
|                           | Total des dépenses d'équipement                            | 23 507 633,38              |                              | -100 000,00            | -100 000,00         | 23 407 633,38        |
| 10                        | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES                        |                            |                              |                        |                     |                      |
| 13                        | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES                        |                            |                              |                        |                     |                      |
| 16                        | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                              | 7 601 000,00               |                              | 1 900 000,00           | 1 900 000,00        | 9 501 000,00         |
| 18                        | COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS (7)                       |                            |                              |                        |                     |                      |
| 26                        | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS |                            |                              |                        |                     |                      |
| 27                        | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES                         |                            |                              |                        |                     |                      |
| 020                       | DEPENSES IMPREVUES                                         |                            |                              |                        |                     |                      |
|                           | Total des dépenses financières                             | 7 601 000,00               |                              | 1 900 000,00           | 1 900 000,00        | 9 501 000,00         |
| 45...                     | Total des opé pour compte de tiers(8)                      |                            |                              |                        |                     |                      |
|                           | Total des dépenses réelles d'investissement                | 31 108 633,38              |                              | 1 800 000,00           | 1 800 000,00        | 32 908 633,38        |
| 040                       | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (4)         | 250 000,00                 |                              |                        |                     | 250 000,00           |
| 041                       | OPERATIONS PATRIMONIALES (4)                               | 13 600,00                  |                              |                        |                     | 13 600,00            |
|                           | Total des dépenses d'ordre d'investissement                | 263 600,00                 |                              |                        |                     | 263 600,00           |
|                           | <b>TOTAL</b>                                               | <b>31 372 233,38</b>       |                              | <b>1 800 000,00</b>    | <b>1 800 000,00</b> | <b>33 172 233,38</b> |

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES 33 172 233,38

| RECETTES D'INVESTISSEMENT |                                                            |                            |                              |                        |                     |                      |
|---------------------------|------------------------------------------------------------|----------------------------|------------------------------|------------------------|---------------------|----------------------|
| Chap.                     | Libellé                                                    | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III        | TOTAL IV=I+II+III    |
| 010                       | STOCKS (5)                                                 |                            |                              |                        |                     |                      |
| 13                        | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES (hors 138)             | 4 168 510,85               |                              |                        |                     | 4 168 510,85         |
| 16                        | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165)                   | 13 882 236,53              |                              | 1 900 000,00           | 1 900 000,00        | 15 782 236,53        |
| 20                        | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)                   |                            |                              |                        |                     |                      |
| 204                       | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES                                   |                            |                              |                        |                     |                      |
| 21                        | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                                |                            |                              |                        |                     |                      |
| 22                        | IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (6)                  |                            |                              |                        |                     |                      |
| 23                        | IMMOBILISATIONS EN COURS                                   |                            |                              |                        |                     |                      |
|                           | Total des recettes d'équipement                            | 18 050 747,38              |                              | 1 900 000,00           | 1 900 000,00        | 19 950 747,38        |
| 10                        | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (hors 1068)            | 3 898 850,00               |                              |                        |                     | 3 898 850,00         |
| 1068                      | EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES (9)                |                            |                              |                        |                     |                      |
| 138                       | AUTRES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT NON TRANSFERABLES      |                            |                              |                        |                     |                      |
| 165                       | DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS                             |                            |                              |                        |                     |                      |
| 18                        | COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS (7)                       |                            |                              |                        |                     |                      |
| 26                        | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS |                            |                              |                        |                     |                      |
| 27                        | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES                         | 13 600,00                  |                              |                        |                     | 13 600,00            |
| 024                       | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATION                     | 1 500 000,00               |                              |                        |                     | 1 500 000,00         |
|                           | Total des recettes financières                             | 5 412 450,00               |                              |                        |                     | 5 412 450,00         |
| 45...                     | Total des opé pour compte de tiers(8)                      |                            |                              |                        |                     |                      |
|                           | Total des recettes réelles d'investissement                | 23 463 197,38              |                              | 1 900 000,00           | 1 900 000,00        | 25 363 197,38        |
| 021                       | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (4)               | 4 295 436,00               |                              | -100 000,00            | -100 000,00         | 4 195 436,00         |
| 040                       | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (4)         | 3 600 000,00               |                              |                        |                     | 3 600 000,00         |
| 041                       | OPERATIONS PATRIMONIALES (4)                               | 13 600,00                  |                              |                        |                     | 13 600,00            |
|                           | Total des recettes d'ordre d'investissement                | 7 909 036,00               |                              | -100 000,00            | -100 000,00         | 7 809 036,00         |
|                           | <b>TOTAL</b>                                               | <b>31 372 233,38</b>       |                              | <b>1 800 000,00</b>    | <b>1 800 000,00</b> | <b>33 172 233,38</b> |

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES 33 172 233,38

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

|                                                                                |              |
|--------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL<br>DEGAGE PAR LA SECTION<br>DE FONCTIONNEMENT(10) | 7 545 436,00 |
|--------------------------------------------------------------------------------|--------------|

(1) Cf. Modalités de vote I-B

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 - RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 - DI 040.

|                                             |           |
|---------------------------------------------|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>           | <b>B1</b> |

**1 - DEPENSES (du présent budget + Restes à réaliser)**

|                                           | FONCTIONNEMENT                                 | Opérations réelles<br>(1) | Opérations d'ordre<br>(2) | TOTAL       |
|-------------------------------------------|------------------------------------------------|---------------------------|---------------------------|-------------|
| 011                                       | CHARGES A CARACTERE GENERAL                    | 4 592,00                  |                           | 4 592,00    |
| 012                                       | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES        |                           |                           |             |
| 014                                       | ATTENUATIONS DE PRODUITS                       |                           |                           |             |
| 60                                        | ACHATS ET VARIATION DES STOCKS (3)             |                           |                           |             |
| 65                                        | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE             | 95 408,00                 |                           | 95 408,00   |
| 656                                       | FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS (4) |                           |                           |             |
| 66                                        | CHARGES FINANCIERES                            |                           |                           |             |
| 67                                        | CHARGES EXCEPTIONNELLES                        |                           |                           |             |
| 68                                        | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS     |                           |                           |             |
| 71                                        | PRODUCTION STOCKEE (OU DESTOCKAGE) (3)         |                           |                           |             |
| 022                                       | DEPENSES IMPREVUES                             |                           |                           |             |
| 023                                       | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT         |                           | -100 000,00               | -100 000,00 |
| <b>Dépenses de fonctionnement - Total</b> |                                                | <b>100 000,00</b>         | <b>-100 000,00</b>        |             |

|                                           |
|-------------------------------------------|
| <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b> |
|-------------------------------------------|

|                                                      |
|------------------------------------------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> |
|------------------------------------------------------|

|                                          | INVESTISSEMENT                                                           | Opérations réelles<br>(1) | Opérations d'ordre<br>(2) | TOTAL               |
|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------|
| 10                                       | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES                                      |                           |                           |                     |
| 13                                       | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT                                             |                           |                           |                     |
| 15                                       | PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (5)                                   |                           |                           |                     |
| 16                                       | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (sauf 1688 non budgétaire)                 | 1 900 000,00              |                           | 1 900 000,00        |
| 18                                       | COMPTE DE LIAISON : AFFECTATION (8)<br>Total des opérations d'équipement |                           |                           |                     |
| 20                                       | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)(6)                              |                           |                           |                     |
| 204                                      | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES                                         |                           |                           |                     |
| 21                                       | IMMOBILISATIONS CORPORELLES (6)                                          |                           |                           |                     |
| 22                                       | IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (6) (9)                            |                           |                           |                     |
| 23                                       | IMMOBILISATIONS EN COURS (6)                                             | -100 000,00               |                           | -100 000,00         |
| 26                                       | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS               |                           |                           |                     |
| 27                                       | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES                                       |                           |                           |                     |
| 28                                       | AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS (reprise)                             |                           |                           |                     |
| 29                                       | PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS (5)                     |                           |                           |                     |
| 39                                       | PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS ET EN-COURS (5)                  |                           |                           |                     |
| 45...                                    | Total des opérations pour compte de tiers (7)                            |                           |                           |                     |
| 481                                      | CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES                               |                           |                           |                     |
| 49                                       | PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES DE TIERS (5)                    |                           |                           |                     |
| 59                                       | PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES FINANCIERS (5)                  |                           |                           |                     |
| 3...                                     | Stocks                                                                   |                           |                           |                     |
| 020                                      | DEPENSES IMPREVUES                                                       |                           |                           |                     |
| <b>Dépenses d'investissement - Total</b> |                                                                          | <b>1 800 000,00</b>       |                           | <b>1 800 000,00</b> |

|                                                            |
|------------------------------------------------------------|
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b> |
|------------------------------------------------------------|

|                                                     |                     |
|-----------------------------------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>1 800 000,00</b> |
|-----------------------------------------------------|---------------------|

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres <<opérations d'équipement>>

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

|                                      |    |
|--------------------------------------|----|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| BALANCE GENERALE DU BUDGET           | B2 |

## 2 - RECETTES (du présent budget + Restes à réaliser)

|     | FONCTIONNEMENT                                      | Opérations réelles<br>(1) | Opérations d'ordre<br>(2) | TOTAL |
|-----|-----------------------------------------------------|---------------------------|---------------------------|-------|
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES                             |                           |                           |       |
| 70  | PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES |                           |                           |       |
| 71  | PRODUCTION STOCKEE (OU DESTOCKAGE)                  |                           |                           |       |
| 72  | TRAVAUX EN REGIE                                    |                           |                           |       |
| 73  | IMPOTS ET TAXES                                     |                           |                           |       |
| 74  | DOTATIONS ET PARTICIPATIONS                         |                           |                           |       |
| 75  | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                 |                           |                           |       |
| 76  | PRODUITS FINANCIERS                                 |                           |                           |       |
| 77  | PRODUITS EXCEPTIONNELS                              |                           |                           |       |
| 78  | REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS           |                           |                           |       |
| 79  | TRANSFERTS DE CHARGES                               |                           |                           |       |
|     | <b>Recettes de fonctionnement - Total</b>           |                           |                           |       |

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

|       | INVESTISSEMENT                                             | Opérations réelles<br>(1) | Opérations d'ordre<br>(2) | TOTAL               |
|-------|------------------------------------------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------|
| 10    | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (sauf 1068)            |                           |                           |                     |
| 13    | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT                               |                           |                           |                     |
| 16    | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (sauf 1688 non budgétaire)   | 1 900 000,00              |                           | 1 900 000,00        |
| 18    | COMPTE DE LIAISON : AFFECTATION (6)                        |                           |                           |                     |
| 20    | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)                   |                           |                           |                     |
| 204   | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES                           |                           |                           |                     |
| 21    | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                                |                           |                           |                     |
| 22    | IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (7)                  |                           |                           |                     |
| 23    | IMMOBILISATIONS EN COURS                                   |                           |                           |                     |
| 26    | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS |                           |                           |                     |
| 27    | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES                         |                           |                           |                     |
| 28    | AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS                         |                           |                           |                     |
| 29    | PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS (4)       |                           |                           |                     |
| 45... | Opérations pour compte de tiers (5)                        |                           |                           |                     |
| 481   | CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES                 |                           |                           |                     |
| 49    | PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES DE TIERS (4)      |                           |                           |                     |
| 59    | PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES FINANCIERS (4)    |                           |                           |                     |
| 3...  | Stocks                                                     |                           |                           |                     |
| 021   | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT                   |                           | -100 000,00               | -100 000,00         |
| 024   | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATION                     |                           |                           |                     |
|       | <b>Recettes d'investissement - Total</b>                   | <b>1 900 000,00</b>       | <b>-100 000,00</b>        | <b>1 800 000,00</b> |

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE

AFFECTATION AU COMPTE 1068

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES 1 800 000,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou

(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

| III - VOTE DU BUDGET                            |                                                             |                             |                               | III             |
|-------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-----------------------------|-------------------------------|-----------------|
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES |                                                             |                             |                               | A1              |
| Chap./<br>art(1)                                | Libellé (1)                                                 | Budget<br>de l'exercice (2) | Propositions<br>nouvelles (3) | Vote (4)        |
| <b>011</b>                                      | <b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>                          | <b>14 459 352,00</b>        | <b>4 592,00</b>               | <b>4 592,00</b> |
| 60611                                           | EAU ET ASSAINISSEMENT                                       | 265 000,00                  |                               |                 |
| 60612                                           | ENERGIE ET ELECTRICITE                                      | 3 126 500,00                | -100 000,00                   | -100 000,00     |
| 60613                                           | CHAUFFAGE URBAIN                                            | 180 400,00                  |                               |                 |
| 60621                                           | COMBUSTIBLES                                                | 20 000,00                   |                               |                 |
| 60623                                           | ALIMENTATION                                                | 93 600,00                   |                               |                 |
| 60628                                           | AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES                             | 16 320,00                   |                               |                 |
| 60631                                           | FOURNITURES D'ENTRETIEN                                     | 150 300,00                  |                               |                 |
| 60632                                           | FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT                             | 581 550,00                  | -350,00                       | -350,00         |
| 60633                                           | FOURNITURES DE VOIRIE                                       | 357 000,00                  |                               |                 |
| 60636                                           | VETEMENTS DE TRAVAIL                                        | 164 530,00                  |                               |                 |
| 6064                                            | FOURNITURES ADMINISTRATIVES                                 | 133 900,00                  |                               |                 |
| 6065                                            | LIVRES DISQUES CASSETTES (BIBLIOTHEQUE & MEDIATHEQUE)       | 69 997,00                   |                               |                 |
| 6067                                            | FOURNITURES SCOLAIRES                                       | 187 560,00                  |                               |                 |
| 6068                                            | AUTRES MATIERES ET FOURNITURES                              | 558 160,00                  |                               |                 |
| 611                                             | CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AVEC DES ENTREPRISES    | 347 500,00                  |                               |                 |
| 6132                                            | LOCATIONS IMMOBILIERES                                      | 436 500,00                  |                               |                 |
| 6135                                            | LOCATIONS MOBILIERES                                        | 831 475,00                  |                               |                 |
| 614                                             | CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE                         | 158 000,00                  |                               |                 |
| 61521                                           | ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR TERRAINS                       | 407 500,00                  |                               |                 |
| 61522                                           | ENTRETIEN ET REPARATIONS BATIMENTS                          | 348 500,00                  | 83 942,00                     | 83 942,00       |
| 61523                                           | ENTRETIEN ET REPARATIONS VOIES ET RESEAUX                   | 419 000,00                  |                               |                 |
| 61524                                           | ENTRETIEN ET REPARATIONS BOIS ET FORETS                     | 14 000,00                   |                               |                 |
| 61551                                           | MATERIEL ROULANT                                            | 71 500,00                   |                               |                 |
| 61558                                           | AUTRES BIENS MOBILIERS                                      | 425 250,00                  |                               |                 |
| 6156                                            | MAINTENANCE                                                 | 758 960,00                  |                               |                 |
| 616                                             | PRIMES D ASSURANCES                                         | 243 635,00                  |                               |                 |
| 617                                             | ETUDES ET RECHERCHES                                        | 58 700,00                   |                               |                 |
| 6182                                            | DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE                         | 73 120,00                   |                               |                 |
| 6184                                            | VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION                    | 155 500,00                  |                               |                 |
| 6188                                            | AUTRES FRAIS DIVERS                                         | 2 000,00                    |                               |                 |
| 6225                                            | INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEURS                   | 13 000,00                   |                               |                 |
| 6226                                            | HONORAIRES                                                  | 85 500,00                   |                               |                 |
| 6227                                            | FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX                             | 51 000,00                   |                               |                 |
| 6228                                            | DIVERS REMUNERATIONS D INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES         | 56 665,00                   |                               |                 |
| 6231                                            | ANNONCES ET INSERTIONS                                      | 220 363,00                  |                               |                 |
| 6232                                            | FETES ET CEREMONIES                                         | 328 800,00                  |                               |                 |
| 6233                                            | FOIRES ET EXPOSITIONS                                       | 2 000,00                    |                               |                 |
| 6236                                            | CATALOGUES ET IMPRIMES                                      | 264 803,00                  |                               |                 |
| 6237                                            | PUBLICATIONS                                                | 184 739,00                  |                               |                 |
| 6238                                            | DIVERS PUBLICITE, PUBLICATIONS, RELATIONS PUBLIQUES         | 243 500,00                  |                               |                 |
| 6241                                            | TRANSPORTS DE BIENS                                         | 56 000,00                   |                               |                 |
| 6247                                            | TRANSPORTS COLLECTIFS                                       | 230 650,00                  |                               |                 |
| 6251                                            | VOYAGES ET DEPLACEMENTS                                     | 48 500,00                   |                               |                 |
| 6256                                            | MISSIONS                                                    | 30 000,00                   |                               |                 |
| 6257                                            | RECEPTIONS                                                  | 113 000,00                  |                               |                 |
| 6261                                            | FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT                                    | 155 000,00                  |                               |                 |
| 6262                                            | FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS                                 | 177 200,00                  |                               |                 |
| 627                                             | SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES                             | 39 000,00                   |                               |                 |
| 6281                                            | CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)                               | 66 785,00                   |                               |                 |
| 6282                                            | FRAIS DE GARDIENNAGE (EGLISE, FORET, BOIS COMMUNAUX)        | 144 500,00                  |                               |                 |
| 62876                                           | AU GFP DE RATTACHEMENT                                      | 51 000,00                   |                               |                 |
| 62878                                           | REMBOURSEMENT DE FRAIS A D'AUTRES ORGANISMES                | 100,00                      |                               |                 |
| 6288                                            | AUTRES SERVICES EXTERIEURS                                  | 1 017 690,00                | 21 000,00                     | 21 000,00       |
| 63512                                           | TAXES FONCIERES                                             | 190 000,00                  |                               |                 |
| 6353                                            | IMPOTS INDIRECTS                                            | 10 400,00                   |                               |                 |
| 637                                             | AUTRES IMPOTS TAXES ET VERSTS ASSIMILES (AUTRES ORGANISMES) | 23 200,00                   |                               |                 |
| <b>012</b>                                      | <b>CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>              | <b>36 884 308,00</b>        |                               |                 |
| 6216                                            | PERSONNEL AFFECTE PAR LE GFP DE RATTACHEMENT                | 353 728,00                  |                               |                 |
| 6218                                            | AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR                                   | 1 660 000,00                |                               |                 |
| 6331                                            | VERSEMENT DE TRANSPORT                                      | 294 908,00                  |                               |                 |
| 6332                                            | COTISATIONS VERSEES AU FNAL                                 | 97 326,00                   |                               |                 |
| 6336                                            | COTISATIONS AU CNFPT ET AU CIG                              | 259 453,00                  |                               |                 |

| III - VOTE DU BUDGET                                                         |                                                                           |                             | III                           |                   |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|-------------------------------|-------------------|
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES                              |                                                                           |                             | A1                            |                   |
| Chap./<br>art(1)                                                             | Libellé (1)                                                               | Budget<br>de l'exercice (2) | Propositions<br>nouvelles (3) | Vote (4)          |
| 64111                                                                        | REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE                               | 16 928 424,00               |                               |                   |
| 64112                                                                        | NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE          | 360 000,00                  |                               |                   |
| 64118                                                                        | AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE                                     | 3 870 696,00                |                               |                   |
| 64131                                                                        | REMUNERATION                                                              | 3 502 428,00                |                               |                   |
| 6451                                                                         | COTISATIONS A L'URSSAF                                                    | 3 614 906,00                |                               |                   |
| 6453                                                                         | COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE                                       | 5 294 439,00                |                               |                   |
| 6454                                                                         | COTISATIONS AUX ASSEDIC                                                   | 20 000,00                   |                               |                   |
| 64731                                                                        | ALLOCATIONS CHOMAGE VERSEES DIRECTEMENT                                   | 180 000,00                  |                               |                   |
| 6474                                                                         | VERSEMENTS AUX AUTRES OEUVRES SOCIALES                                    | 20 000,00                   |                               |                   |
| 6475                                                                         | MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE                                            | 118 000,00                  |                               |                   |
| 6478                                                                         | AUTRES CHARGES SOCIALES DIVERSES                                          | 10 000,00                   |                               |                   |
| 6488                                                                         | AUTRES CHARGES                                                            | 300 000,00                  |                               |                   |
| <b>014</b>                                                                   | <b>ATTENUATIONS DE PRODUITS</b>                                           | <b>49 000,00</b>            |                               |                   |
| 7391172                                                                      | DEGREVEMENT DE TAXE D'HABITATION SUR LES LOGEMENTS VACANTS                | 40 000,00                   |                               |                   |
| 73968                                                                        | AUTRES REVERSEMENTS DE FISCALITE                                          | 9 000,00                    |                               |                   |
| <b>65</b>                                                                    | <b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>                                 | <b>10 065 993,00</b>        | <b>95 408,00</b>              | <b>95 408,00</b>  |
| 6521                                                                         | DEFICIT DES BUDGETS ANNEXES A CARACTERE ADMINISTRATIF                     | 839 589,00                  |                               |                   |
| 6531                                                                         | INDEMNITES DES MAIRES ADJOINTS ET CONSEILLERS                             | 445 106,00                  |                               |                   |
| 6532                                                                         | FRAIS DE MISSIONS MAIRES ADJOINTS CONSEILLERS                             | 15 000,00                   |                               |                   |
| 6533                                                                         | COTISATIONS DE RETRAITE ELUS                                              | 45 000,00                   |                               |                   |
| 6534                                                                         | COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE PARTS PATRONALE ELUS                      | 102 000,00                  |                               |                   |
| 6535                                                                         | FORMATIONS ELUS                                                           | 15 000,00                   |                               |                   |
| 65372                                                                        | COTISATIONS AU FONDS DE FINANCEMENT DE L'ALLOCATION DE FIN DE MANDAT      | 800,00                      |                               |                   |
| 6541                                                                         | CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR                                            | 30 000,00                   |                               |                   |
| 6542                                                                         | CREANCES ETEINTES                                                         | 20 000,00                   |                               |                   |
| 6554                                                                         | CONTINGENTS ET PARTICIPATIONS OBLIGATOIRES CONTRIBUT ORGANIS REGROUPEMENT | 1 263 000,00                |                               |                   |
| 6558                                                                         | CONTINGENT ET PARTICIPATIONS OBLIGATOIRES AUTRES DEPENSES OBLIGATOIRES    | 226 644,00                  |                               |                   |
| 657362                                                                       | CCAS                                                                      | 1 734 304,00                |                               |                   |
| 65737                                                                        | SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX    | 53 600,00                   |                               |                   |
| 65738                                                                        | SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX AUTRES ORGANISMES                       | 58 850,00                   |                               |                   |
| 6574                                                                         | SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES       | 5 217 100,00                | 95 408,00                     | 95 408,00         |
| <b>656</b>                                                                   | <b>FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS</b>                         |                             |                               |                   |
| <b>TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES<br/>(a)=(011+012+014+65+656)</b> |                                                                           | <b>61 458 653,00</b>        | <b>100 000,00</b>             | <b>100 000,00</b> |



|                                                 |     |
|-------------------------------------------------|-----|
| III - VOTE DU BUDGET                            | III |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES | A1  |

| Chap./<br>art(1) | Libellé (1)                                                                  | Budget<br>de l'exercice (2) | Propositions<br>nouvelles (3) | Vote (4)          |
|------------------|------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|-------------------------------|-------------------|
| 66               | CHARGES FINANCIERES(b)                                                       | 2 140 000,00                |                               |                   |
| 66111            | INTERETS REGLES A L'EACHEANCE                                                | 2 095 000,00                |                               |                   |
| 6615             | INTERETS DES COMPTES COURANTS ET DE DEPOTS<br>CREDITEURS                     | 45 000,00                   |                               |                   |
| 67               | CHARGES EXCEPTIONNELLES(c)                                                   | 341 500,00                  |                               |                   |
| 6711             | CHARGES EXCEPTIONNELLES POUR INTERETS MORATOIRES ET<br>PENALITES SUR MARCHES | 10 000,00                   |                               |                   |
| 6713             | CHARGES EXCEPTIONNELLES SECOURS ET DOTS                                      | 1 500,00                    |                               |                   |
| 6718             | AUTRES CHARGES EXCEPT SUR OPERATIONS DE GESTION                              | 12 000,00                   |                               |                   |
| 673              | TITRES ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS                                      | 40 000,00                   |                               |                   |
| 67443            | SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES AUX FERMIERS ET AUX<br>CONCESSIONNAIRES          | 197 000,00                  |                               |                   |
| 678              | AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES                                               | 81 000,00                   |                               |                   |
| 68               | DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AUX DEPRECIATIONS(d)(6)                          |                             |                               |                   |
| 022              | DEPENSES IMPREVUES(e)                                                        |                             |                               |                   |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e</b>                                | <b>63 940 153,00</b>        | <b>100 000,00</b>             | <b>100 000,00</b> |

|      |                                                                                  |                     |                    |                    |
|------|----------------------------------------------------------------------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
| 023  | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT                                           | 4 295 436,00        | -100 000,00        | -100 000,00        |
| 042  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS(7)(8)(9)                          | 3 600 000,00        |                    |                    |
| 6811 | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS<br>INCORPORELLES ET CORPORELLES | 3 600 000,00        |                    |                    |
|      | <b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION<br/>D'INVESTISSEMENT</b>       | <b>7 895 436,00</b> | <b>-100 000,00</b> | <b>-100 000,00</b> |
| 043  | OPERATION ORDRE A L'INTERIEUR DE LA S.FONCT(10)                                  |                     |                    |                    |
|      | <b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>                                                | <b>7 895 436,00</b> | <b>-100 000,00</b> | <b>-100 000,00</b> |

|  |                                                                                                                 |                      |             |             |
|--|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|-------------|-------------|
|  | <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=</b><br><b>Total des opérations réelles et d'ordre)</b> | <b>71 835 589,00</b> | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> |
|--|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|-------------|-------------|

|   |                                                      |  |             |  |
|---|------------------------------------------------------|--|-------------|--|
| + | <b>RESTES A REALISER N-1 (11)</b>                    |  |             |  |
| + | <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)</b>       |  |             |  |
| = | <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> |  | <b>0,00</b> |  |

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)**

|                                    |  |
|------------------------------------|--|
| Montant des ICNE de l'exercice     |  |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 |  |
| = Différence ICNE N - ICNE N-1     |  |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif..

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 <<produit des cessions d'immobilisation>>).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

| III - VOTE DU BUDGET                                                      |                                                                                | III                         |                               |          |
|---------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|-------------------------------|----------|
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES                           |                                                                                | A2                          |                               |          |
| Chap./<br>art(1)                                                          | Libellé (1)                                                                    | Budget<br>de l'exercice (2) | Propositions<br>nouvelles (3) | Vote (4) |
| 013                                                                       | ATTENUATIONS DE CHARGES                                                        | 111 000,00                  |                               |          |
| 6419                                                                      | REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATION DU PERSONNEL                                   | 75 000,00                   |                               |          |
| 6459                                                                      | REMBOURSEMENTS SUR CHARGES DE SECURITE SOCIALE & PREVOYANCE                    | 20 000,00                   |                               |          |
| 6479                                                                      | REMBOURSEMENTS SUR AUTRES CHARGES SOCIALES                                     | 16 000,00                   |                               |          |
| 70                                                                        | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES                           | 3 649 259,00                |                               |          |
| 7022                                                                      | COUPES DE BOIS                                                                 | 25 000,00                   |                               |          |
| 70311                                                                     | CONCESSION DANS LES CIMETIERES (PRODUIT NET)                                   | 90 000,00                   |                               |          |
| 70312                                                                     | REDEVANCES FUNERAIRES                                                          | 15 000,00                   |                               |          |
| 70321                                                                     | DROITS DE STATIONNEMENT ET DE LOCATION SUR LA VOIE PUBLIQUE                    | 86 400,00                   |                               |          |
| 70323                                                                     | REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL                              | 88 300,00                   |                               |          |
| 7035                                                                      | LOCATIONS DE DROITS DE CHASSE ET DE PECHE                                      | 650,00                      |                               |          |
| 70388                                                                     | AUTRES REDEVANCES ET RECETTES DIVERSES                                         | 41 300,00                   |                               |          |
| 7062                                                                      | REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARACTERE CULTUREL                         | 128 000,00                  |                               |          |
| 70631                                                                     | REDEVANCES A CARACTERE SPORTIF                                                 | 28 000,00                   |                               |          |
| 70632                                                                     | REDEVANCES A CARACTERE DE LOISIRS                                              | 3 000,00                    |                               |          |
| 7066                                                                      | REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARACTERE SOCIAL                           | 923 487,00                  |                               |          |
| 7067                                                                      | REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES PERISCOLAIRES ET D ENSEIGNEMENT              | 225 000,00                  |                               |          |
| 7078                                                                      | AUTRES MARCHANDISES                                                            | 26 500,00                   |                               |          |
| 7083                                                                      | LOCATIONS DIVERSES (AUTRES QU'IMMEUBLES)                                       | 3 000,00                    |                               |          |
| 70841                                                                     | MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX BUDGETS ANNEXES, CCAS ET CAISSE DES ECOLES | 368 000,00                  |                               |          |
| 70846                                                                     | DISPO AU GFP DE RATTACHEMENT                                                   | 397 181,00                  |                               |          |
| 70848                                                                     | MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX AUTRES ORGANISMES                          | 320 000,00                  |                               |          |
| 70872                                                                     | REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR LES BUDGETS ANNEXES                                 | 69 400,00                   |                               |          |
| 70873                                                                     | REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR LES CENTRES D'ACTION SOCIALE                        | 253 500,00                  |                               |          |
| 70876                                                                     | REMBOURSEMENT PAR LE GFP DE RATTACHEMENT                                       | 75 200,00                   |                               |          |
| 70878                                                                     | REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR D'AUTRES REDEVABLES                                 | 397 841,00                  |                               |          |
| 7088                                                                      | AUTRES PRODUITS D ACTIVITES ANNEXES (ABONNEMENTS ET VENTES D'OUVRAGES)         | 84 500,00                   |                               |          |
| 73                                                                        | IMPOTS ET TAXES                                                                | 43 297 203,00               |                               |          |
| 73111                                                                     | TAXES FONCIERES ET D'HABITATION                                                | 22 182 620,00               |                               |          |
| 7321                                                                      | ATTRIBUTION DE COMPENSATION                                                    | 16 414 209,00               |                               |          |
| 7322                                                                      | DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE                                           | 268 215,00                  |                               |          |
| 7323                                                                      | F.N.G.I.R.                                                                     | 267 159,00                  |                               |          |
| 7328                                                                      | AUTRES REVERSEMENTS DE FISCALITE                                               | 327 000,00                  |                               |          |
| 7336                                                                      | DROITS DE PLACE                                                                | 501 000,00                  |                               |          |
| 7337                                                                      | DROITS DE STATIONNEMENT                                                        | 1 627 000,00                |                               |          |
| 7351                                                                      | TAXE SUR L'ELECTRICITE                                                         | 660 000,00                  |                               |          |
| 7362                                                                      | TAXES DE SEJOUR                                                                | 150 000,00                  |                               |          |
| 7381                                                                      | TAXE ADDITIONNELLE AUX DROITS DE MUTATION OU TAXE DE PUBLICITE FONCIERE        | 900 000,00                  |                               |          |
| 74                                                                        | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS                                       | 23 815 540,00               |                               |          |
| 7411                                                                      | DOTATION FORFAITAIRE                                                           | 10 226 971,00               |                               |          |
| 74123                                                                     | DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE                                                 | 5 557 515,00                |                               |          |
| 74127                                                                     | DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION                                              | 511 000,00                  |                               |          |
| 745                                                                       | DOTATION SPECIALE AU TITRE DES INSTITUTEURS                                    | 6 000,00                    |                               |          |
| 746                                                                       | DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION                                          | 82 500,00                   |                               |          |
| 74718                                                                     | AUTRES PARTICIPATIONS                                                          | 898 260,00                  |                               |          |
| 7472                                                                      | SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS REGIONS                                          | 34 000,00                   |                               |          |
| 7473                                                                      | SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS DEPARTEMENTS                                     | 49 665,00                   |                               |          |
| 74748                                                                     | AUTRES COMMUNES                                                                | 50 500,00                   |                               |          |
| 74751                                                                     | GFP DE RATTACHEMENT                                                            | 28 200,00                   |                               |          |
| 7478                                                                      | SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES                                | 3 298 664,00                |                               |          |
| 7482                                                                      | COMPENSATION P/PERTE TAXE ADDITIONN.DROITS MUTATION OU TAXE PUBLICITE FONCIERE | 2 500,00                    |                               |          |
| 748313                                                                    | DOTATION DE COMPENSATION DE LA REFORME DE LA TAXE PROFESSIONNELLE              | 140 475,00                  |                               |          |
| 748314                                                                    | DOTATION UNIQUE DES COMPENSATIONS SPECIFIQUES A LA TAXE PROFESSIONNELLE        | 474 000,00                  |                               |          |
| 74832                                                                     | ATTRIBUTION DU FONDS DEPARTEMENTAL DE LA TAXE PROFESSIONNELLE                  | 480 000,00                  |                               |          |
| 74834                                                                     | ATTRIBUTION ETAT COMPENSATION AU TITRE DES EXONERATIONS DES TAXES FONCIERES    | 182 000,00                  |                               |          |
| 74835                                                                     | ATTRIBUTION ETAT COMPENSATION AU TITRE DES EXONERATIONS DE TAXE D'HABITATION   | 1 072 000,00                |                               |          |
| 748372                                                                    | DOTATION DE DEVELOPPEMENT URBAIN                                               | 721 150,00                  |                               |          |
| 7488                                                                      | AUTRES ATTRIBUTIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS                             | 140,00                      |                               |          |
| 75                                                                        | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                                            | 549 587,00                  |                               |          |
| 752                                                                       | REVENUS DES IMMEUBLES                                                          | 475 437,00                  |                               |          |
| 757                                                                       | REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES                        | 73 700,00                   |                               |          |
| 758                                                                       | PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE                                            | 450,00                      |                               |          |
| <b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES<br/>(a)=(70+73+74+75+013)</b> |                                                                                | <b>71 422 589,00</b>        |                               |          |

|                                                 |     |
|-------------------------------------------------|-----|
| III - VOTE DU BUDGET                            | III |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - DÉTAIL DES RECETTES | A2  |

| Chap./<br>art(1)                            | Libellé (1)                                    | Budget<br>de l'exercice (2) | Propositions<br>nouvelles (3) | Vote (4) |
|---------------------------------------------|------------------------------------------------|-----------------------------|-------------------------------|----------|
| 76                                          | PRODUITS FINANCIERS(b)                         | 40 000,00                   |                               |          |
| 761                                         | PRODUITS DE PARTICIPATIONS                     | 40 000,00                   |                               |          |
| 77                                          | PRODUITS EXCEPTIONNELS(c)                      | 123 000,00                  |                               |          |
| 7788                                        | PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS                  | 123 000,00                  |                               |          |
| 78                                          | REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS(d)(5) |                             |                               |          |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d</b> |                                                | <b>71 585 589,00</b>        |                               |          |

|                                   |                                                         |                   |  |  |
|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|-------------------|--|--|
| 042                               | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS(6)(7)(8) | 250 000,00        |  |  |
| 722                               | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                             | 250 000,00        |  |  |
| 043                               | OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA S.FONCT(9)          |                   |  |  |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b> |                                                         | <b>250 000,00</b> |  |  |

|                                                                                                       |  |                      |  |  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|----------------------|--|--|
| <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b> |  | <b>71 835 589,00</b> |  |  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|----------------------|--|--|

|   |                                                      |  |
|---|------------------------------------------------------|--|
| + | <b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>                    |  |
| + | <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>       |  |
| = | <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> |  |

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)**

|                                    |  |
|------------------------------------|--|
| Montant des ICNE de l'exercice     |  |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 |  |
| = Différence ICNE N - ICNE N-1     |  |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 <<produit des cessions d'immobilisation>>).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrive en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de

| III - VOTE DU BUDGET                           |                                                                                          |                             |                               | III                 |
|------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|-------------------------------|---------------------|
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES |                                                                                          |                             |                               | B1                  |
| Chap./<br>art(1)                               | Libellé (1)                                                                              | Budget<br>de l'exercice (2) | Propositions<br>nouvelles (3) | Vote (4)            |
| 010                                            | STOCKS                                                                                   |                             |                               |                     |
| 20                                             | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf opérations et 204)                                   | 616 300,08                  |                               |                     |
| 202                                            | FRAIS D'ETUDES, D'ELABORATION, DE MODIFICATIONS ET DE REVISIONS DES DOC. D'URBA.         | 5 000,00                    |                               |                     |
| 2031                                           | FRAIS D'ETUDES                                                                           | 313 137,21                  |                               |                     |
| 2051                                           | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES                                                         | 298 162,87                  |                               |                     |
| 204                                            | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES (hors opérations)                                               | 1 030 986,11                |                               |                     |
| 204151                                         | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES GFP DE RATTACHEMENT                                             | 280 000,00                  |                               |                     |
| 2041511                                        | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES GFP DE RATTACHEMENT BIENS MOBILIERS MATERIEL ET ETUDES          | 38 496,00                   |                               |                     |
| 2041512                                        | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES GFP DE RATTACHEMENT BATIMENTS ET INSTALLATIONS                  | 223 411,11                  |                               |                     |
| 204182                                         | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES AUTRES ORGANISMES PUBLICS LOCAUX BÂTIMENTS ET INSTALLATIONS     | 50 000,00                   |                               |                     |
| 2042                                           | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE                                    | 2 500,00                    |                               |                     |
| 20421                                          | SUBVENTION EQUIPEMENT AUX ASSOCIATIONS SPORTIVES                                         | 185 567,00                  |                               |                     |
| 20422                                          | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE BATIMENTS ET INSTALLATIONS         | 30 012,00                   |                               |                     |
| 204411                                         | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE BIENS MOBILIERS MATERIEL ET ETUDES | 221 000,00                  |                               |                     |
| 21                                             | IMMOBILISATIONS CORPORELLES (hors opérations)                                            | 3 490 723,97                |                               |                     |
| 21318                                          | AUTRES BATIMENTS PUBLICS                                                                 | 300 000,00                  |                               |                     |
| 21578                                          | AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE                                                    | 72 300,00                   |                               |                     |
| 2158                                           | INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES AUTRES                                   | 442 675,93                  |                               |                     |
| 2161                                           | OEUVRES ET OBJETS D'ART                                                                  | 25 075,00                   |                               |                     |
| 2162                                           | FONDS ANCIENS DES BIBLIOTHEQUES ET MUSEES                                                | 3 910,50                    |                               |                     |
| 2181                                           | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES INSTAL GENERALE, AGENCE. ET AMENAGE.                  | 20 000,00                   |                               |                     |
| 2182                                           | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE TRANSPORT                                 | 570 000,00                  |                               |                     |
| 2183                                           | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE                    | 703 100,53                  | -133 738,89                   | -133 738,89         |
| 2184                                           | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER                                              | 309 869,12                  | 133 738,89                    | 133 738,89          |
| 2188                                           | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES                                                | 1 043 792,89                |                               |                     |
| 22                                             | IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (hors opérations)                                  |                             |                               |                     |
| 23                                             | IMMOBILISATIONS EN COURS (hors opérations)                                               | 16 715 825,63               | -100 000,00                   | -100 000,00         |
| 2312                                           | IMMOBILISATIONS EN COURS TERRAINS                                                        | 204 421,86                  |                               |                     |
| 2313                                           | IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS                                                   | 10 725 562,93               | -100 000,00                   | -100 000,00         |
| 2315                                           | IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES                  | 4 579 402,41                |                               |                     |
| 2316                                           | IMMOBILISATIONS EN COURS RESTAURATION DES COLLECTIONS ET OEUVRES D'ART                   | 47 427,00                   |                               |                     |
| 2318                                           | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS                                              | 994 011,43                  |                               |                     |
| 232                                            | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES EN COURS                                                   | 15 000,00                   |                               |                     |
| 238                                            | AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES                   | 150 000,00                  |                               |                     |
|                                                | Opérations d'équipement n°...(5)                                                         | 1 653 797,59                |                               |                     |
| 9002                                           | CONGRES                                                                                  | 52 824,89                   |                               |                     |
| 9006                                           | PARCBAL                                                                                  | 280 000,00                  |                               |                     |
| 9014                                           | PIETONNE                                                                                 | 1 290,00                    |                               |                     |
| 9015                                           | RESI                                                                                     | 92 406,26                   |                               |                     |
| 9016                                           | GLACIS06                                                                                 | 30 262,00                   |                               |                     |
| 9017                                           | FORTIF                                                                                   | 1 197 014,44                |                               |                     |
|                                                | <b>Total des dépenses d'équipement</b>                                                   | <b>23 507 633,38</b>        | <b>-100 000,00</b>            | <b>-100 000,00</b>  |
| 10                                             | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES                                                      |                             |                               |                     |
| 13                                             | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES                                                      |                             |                               |                     |
| 16                                             | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                                                            | 7 601 000,00                | 1 900 000,00                  | 1 900 000,00        |
| 16412                                          | EMPRUNTS EN EUROS                                                                        | 7 600 000,00                |                               |                     |
| 165                                            | DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS                                                           | 1 000,00                    |                               |                     |
| 166                                            | REFINANCEMENT DE DETTES                                                                  |                             | 1 900 000,00                  | 1 900 000,00        |
| 18                                             | COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS                                                         |                             |                               |                     |
| 26                                             | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS                               |                             |                               |                     |
| 27                                             | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES                                                       |                             |                               |                     |
| 020                                            | DEPENSES IMPREVUES                                                                       |                             |                               |                     |
|                                                | <b>Total des dépenses financières</b>                                                    | <b>7 601 000,00</b>         | <b>1 900 000,00</b>           | <b>1 900 000,00</b> |
|                                                | Opé. pour compte de tiers n°...(6)                                                       |                             |                               |                     |
|                                                | <b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>                              |                             |                               |                     |
|                                                | <b>TOTAL DES DEPENSES REELLES</b>                                                        | <b>31 108 633,38</b>        | <b>1 800 000,00</b>           | <b>1 800 000,00</b> |

| III - VOTE DU BUDGET                                                                               |                                                    | III                         |                               |                     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|-----------------------------|-------------------------------|---------------------|
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES                                                     |                                                    | B1                          |                               |                     |
| Chap./<br>art(1)                                                                                   | Libellé (1)                                        | Budget<br>de l'exercice (2) | Propositions<br>nouvelles (3) | Vote (4)            |
| 040                                                                                                | OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (7) | 250 000,00                  |                               |                     |
|                                                                                                    | Reprises sur autofinancement antérieur (8)         | 250 000,00                  |                               |                     |
| 2313                                                                                               | IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS             | 250 000,00                  |                               |                     |
|                                                                                                    | Charges transférées (9)                            |                             |                               |                     |
| 041                                                                                                | OPERATIONS PATRIMONIALES (10)                      | 13 600,00                   |                               |                     |
| 2762                                                                                               | CREANCE SUR TRANSFERT DE DROITS A DEDUCTION DE TVA | 13 600,00                   |                               |                     |
| <b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>                                                                      |                                                    | <b>263 600,00</b>           |                               |                     |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b> |                                                    | <b>31 372 233,38</b>        | <b>1 800 000,00</b>           | <b>1 800 000,00</b> |

+

|                                   |  |
|-----------------------------------|--|
| <b>RESTES A REALISER N-1 (11)</b> |  |
|-----------------------------------|--|

+

|                                                                 |  |
|-----------------------------------------------------------------|--|
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)</b> |  |
|-----------------------------------------------------------------|--|

=

|                                                     |                     |
|-----------------------------------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>1 800 000,00</b> |
|-----------------------------------------------------|---------------------|

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RF 042.

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 << produit des cessions d'immobilisation >>).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).



| III - VOTE DU BUDGET                           |                                                                                                                |                             |                               | III                 |
|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|-------------------------------|---------------------|
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES |                                                                                                                |                             |                               | B2                  |
| Chap./<br>art(1)                               | Libellé (1)                                                                                                    | Budget<br>de l'exercice (2) | Propositions<br>nouvelles (3) | Vote (4)            |
| 010                                            | <b>STOCKS</b>                                                                                                  |                             |                               |                     |
| 13                                             | <b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES (hors 138)</b>                                                          | <b>4 168 510,85</b>         |                               |                     |
| 1316                                           | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT TRANSFERABLES AUTRES                                                                  | 150 000,00                  |                               |                     |
| 1321                                           | ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX<br>SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES ETAT &<br>ETABLISSEMENTS NATIONAUX | 674 490,85                  |                               |                     |
| 1322                                           | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES REGIONS                                                             | 490 205,63                  |                               |                     |
| 1323                                           | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES DEPARTEMENTS                                                        | 40 422,00                   |                               |                     |
| 13251                                          | GFP DE RATTACHEMENT                                                                                            | 673 000,00                  |                               |                     |
| 1326                                           | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES AUTRES                                                              | 100 000,00                  |                               |                     |
| 1327                                           | ETABLISSEMENTS PUBLICS<br>SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES BUDGET<br>COMMUNAUTAIRE ET FONDS STRUCT   | 826 524,37                  |                               |                     |
| 1328                                           | AUTRES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES                                                              | 505 868,00                  |                               |                     |
| 1342                                           | FONDS AFFECTES A L'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES AMENDES DE<br>POLICE                                           | 708 000,00                  |                               |                     |
| 16                                             | <b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165)</b>                                                                | <b>13 882 236,53</b>        | <b>1 900 000,00</b>           | <b>1 900 000,00</b> |
| 16412                                          | EMPRUNTS EN EUROS                                                                                              | 13 882 236,53               |                               |                     |
| 166                                            | REFINANCEMENT DE DETTES                                                                                        |                             | 1 900 000,00                  | 1 900 000,00        |
| 20                                             | <b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)</b>                                                                |                             |                               |                     |
| 204                                            | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES                                                                                       |                             |                               |                     |
| 21                                             | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                                                                                    |                             |                               |                     |
| 22                                             | IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION                                                                          |                             |                               |                     |
| 23                                             | IMMOBILISATIONS EN COURS                                                                                       |                             |                               |                     |
|                                                | <b>Total des recettes d'équipement</b>                                                                         | <b>18 050 747,38</b>        | <b>1 900 000,00</b>           | <b>1 900 000,00</b> |
| 10                                             | <b>DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES</b>                                                                     | <b>3 898 850,00</b>         |                               |                     |
| 10222                                          | F.C.T.V.A.                                                                                                     | 3 798 850,00                |                               |                     |
| 10226                                          | TAXE D'AMENAGEMENT                                                                                             | 100 000,00                  |                               |                     |
| 138                                            | AUTRES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT NON TRANSFERABLES                                                          |                             |                               |                     |
| 165                                            | DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS                                                                                 |                             |                               |                     |
| 18                                             | COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS                                                                               |                             |                               |                     |
| 26                                             | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS                                                     |                             |                               |                     |
| 27                                             | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES                                                                             | 13 600,00                   |                               |                     |
| 2762                                           | CREANCE SUR TRANSFERT DE DROITS A DEDUCTION DE TVA                                                             | 13 600,00                   |                               |                     |
| 024                                            | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATION                                                                         | 1 500 000,00                |                               |                     |
|                                                | <b>Total des recettes financières</b>                                                                          | <b>5 412 450,00</b>         |                               |                     |
|                                                | Opé. pour compte de tiers n°...(5)                                                                             |                             |                               |                     |
|                                                | <b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>                                                    |                             |                               |                     |
|                                                | <b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>                                                                              | <b>23 463 197,38</b>        | <b>1 900 000,00</b>           | <b>1 900 000,00</b> |

|                                                |     |
|------------------------------------------------|-----|
| III - VOTE DU BUDGET                           | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES | B2  |

| Chap./<br>art(1)                                                                                      | Libellé (1)                                                                                                                                                   | Budget<br>de l'exercice (2) | Propositions<br>nouvelles (3) | Vote (4)            |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|-------------------------------|---------------------|
| 021                                                                                                   | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT                                                                                                                      | 4 295 436,00                | -100 000,00                   | -100 000,00         |
| 040                                                                                                   | OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS<br>(6)(7)(8)                                                                                                   | 3 600 000,00                |                               |                     |
| 28031                                                                                                 | FRAIS D'ETUDES, RECHERCHE & DE DEVELOPPEMENT                                                                                                                  | 280 000,00                  |                               |                     |
| 28041511                                                                                              | AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES<br>AMORT DES IMMO INCORPORELLES - SUBV EQUIPEMENTS<br>VERSEES - GMPT DE COLLECTIVITES - Biens mobiliers, matériel et études | 600,00                      |                               |                     |
| 28041512                                                                                              | AMORT DES IMMO INCORPORELLES - SUBV EQUIPEMENTS<br>VERSEES - GMPT DE COLLECTIVITES - BÂTIMENTS ET<br>INSTALLATIONS                                            | 50 000,00                   |                               |                     |
| 28041632                                                                                              | AMORT DES IMMO INCORPORELLES -atbt et services rattachés à<br>caractère admi - BÂTIMENTS ET INSTALLATIONS                                                     | 230 000,00                  |                               |                     |
| 2804172                                                                                               | AMORTISSEMENT SUBVENTION AUTRES EPL BÂTIMENTS ET<br>INSTALLATIONS                                                                                             | 270 000,00                  |                               |                     |
| 2804181                                                                                               | AMORTISSEMENT SUBVENTION AUTRES ORGAN PUBL BIENS<br>MOBILIERS MATERIEL ETUDES                                                                                 | 10 000,00                   |                               |                     |
| 2804182                                                                                               | BÂTIMENTS ET INSTALLATIONS                                                                                                                                    | 140 000,00                  |                               |                     |
| 280421                                                                                                | AMORTISSEMENT SUBVENTION PERSONNES DROIT PRIVE BIENS<br>MOBILIERS                                                                                             | 110 000,00                  |                               |                     |
| 280422                                                                                                | AMORTISSEMENT SUBVENTION PERSONNES DROIT PRIVE<br>BÂTIMENTS INSTALLATIONS                                                                                     | 30 000,00                   |                               |                     |
| 2805                                                                                                  | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES BREVETS LICENCES<br>DROITS ET VALEURS SIMILAIRES                                                                             | 150 000,00                  |                               |                     |
| 281318                                                                                                | AUTRES BÂTIMENTS PUBLICS                                                                                                                                      | 405 000,00                  |                               |                     |
| 281532                                                                                                | AMORTISSEMENT DES IMMO CORPORELLES RESEAUX<br>D'ASSAINISSEMENT                                                                                                | 300,00                      |                               |                     |
| 281534                                                                                                | RESEAUX D'ELECTRIFICATION                                                                                                                                     | 3 000,00                    |                               |                     |
| 281578                                                                                                | AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE                                                                                                                         | 110 000,00                  |                               |                     |
| 28158                                                                                                 | AMORTISSEMENT D'IMMO CORPO AUTRES INSTAL TECH<br>MATERIEL ET OUTILLAGE INDUSTRIEL                                                                             | 260 000,00                  |                               |                     |
| 281758                                                                                                | AUTRES RESEAUX                                                                                                                                                | 10 000,00                   |                               |                     |
| 28182                                                                                                 | MATERIEL DE TRANSPORT                                                                                                                                         | 420 000,00                  |                               |                     |
| 28183                                                                                                 | MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE                                                                                                                   | 380 000,00                  |                               |                     |
| 28184                                                                                                 | MOBILIER                                                                                                                                                      | 220 000,00                  |                               |                     |
| 28188                                                                                                 | AUTRES                                                                                                                                                        | 521 100,00                  |                               |                     |
| <b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE<br/>FONCTIONNEMENT</b>                           |                                                                                                                                                               | <b>7 895 436,00</b>         | <b>-100 000,00</b>            | <b>-100 000,00</b>  |
| 041                                                                                                   | OPERATIONS PATRIMONIALES(9)                                                                                                                                   | 13 600,00                   |                               |                     |
| 2188                                                                                                  | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES                                                                                                                     | 6 000,00                    |                               |                     |
| 2313                                                                                                  | IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS                                                                                                                        | 7 600,00                    |                               |                     |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>                                                                     |                                                                                                                                                               | <b>7 909 036,00</b>         | <b>-100 000,00</b>            | <b>-100 000,00</b>  |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (=Total<br/>des recettes réelles et d'ordre)</b> |                                                                                                                                                               | <b>31 372 233,38</b>        | <b>1 800 000,00</b>           | <b>1 800 000,00</b> |

|   |                                                                 |  |  |                     |
|---|-----------------------------------------------------------------|--|--|---------------------|
| + | <b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>                               |  |  |                     |
| + | <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)</b> |  |  |                     |
| = | <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>             |  |  | <b>1 800 000,00</b> |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV-A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 <<produit des cessions d'immobilisations>>).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

|                                               |     |
|-----------------------------------------------|-----|
| III - VOTE DU BUDGET                          | III |
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3  |

**OPERATION D'EQUIPEMENT N°... (1)**  
LIBELLE : ...

| Art.<br>(2)     | Libellé (2)                       | Réalisations<br>cumulées au 1/1/N | Restes à<br>réaliser N-1 (3)(5) (a) | Propositions<br>nouvelles (4) | Vote (4) (b) | Montant pour<br>information (5) (b) |
|-----------------|-----------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------|--------------|-------------------------------------|
| <b>DEPENSES</b> |                                   |                                   |                                     |                               |              |                                     |
| 20              | Immobilisations incorporelles     |                                   |                                     |                               |              |                                     |
| ...             |                                   |                                   |                                     |                               |              |                                     |
| 204             | Subventions d'équipement versées  |                                   |                                     |                               |              |                                     |
| ...             |                                   |                                   |                                     |                               |              |                                     |
| 21              | Immobilisations corporelles       |                                   |                                     |                               |              |                                     |
| ...             |                                   |                                   |                                     |                               |              |                                     |
| 22              | Immobilisations reçues en affect. |                                   |                                     |                               |              |                                     |
| ...             |                                   |                                   |                                     |                               |              |                                     |
| 23              | Immobilisations en cours          |                                   |                                     |                               |              |                                     |
| ...             |                                   |                                   |                                     |                               |              |                                     |
|                 | Autres                            |                                   |                                     |                               |              |                                     |

| RECETTES (répartition)<br>Pour information | Restes à réaliser N-1 (3) (c) | Recettes de l'exercice (d) |
|--------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>            |                               |                            |
| 13 Subventions d'investissement            |                               |                            |
| ...                                        |                               |                            |
| 16 Emprunts et dettes assimilées           |                               |                            |
| ...                                        |                               |                            |
| 20 Immobilisations incorporelles           |                               |                            |
| ...                                        |                               |                            |
| 204 Subventions d'équipement versées       |                               |                            |
| ...                                        |                               |                            |
| 21 Immobilisations corporelles             |                               |                            |
| ...                                        |                               |                            |
| 22 Immobilisations reçues en affectation   |                               |                            |
| ...                                        |                               |                            |
| 23 Immobilisations en cours                |                               |                            |
| ...                                        |                               |                            |
| Autres                                     |                               |                            |

|                                           |
|-------------------------------------------|
| <b>RÉSULTAT = (c+d)-(a+b)</b>             |
| <b>Excédent de financement si positif</b> |
| <b>Besoin de financement si négatif</b>   |

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

| Libellé                                 | IV - ANNEXES                                           |                                                           |                                   |                            | IV - ANNEXES                                           |                      |                                   |              | TOTAL      |                                                  |                     |
|-----------------------------------------|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------|--------------------------------------------------------|----------------------|-----------------------------------|--------------|------------|--------------------------------------------------|---------------------|
|                                         | PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE (1) |                                                           |                                   |                            | PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE (1) |                      |                                   |              |            |                                                  |                     |
|                                         | 9 OPERATIONS NON VENTILABLES                           | 9 SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES | 4 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES | 2 ENSEIGNEMENT - FORMATION | 3 CULTURE                                              | 4 SPORTS ET JEUNESSE | 5 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE | 6 FAMILLE    | 7 LOGEMENT | 8 AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT | 9 ACTION ECONOMIQUE |
| Depenses totales                        | 9 501 000,00                                           | 7 804 323,84                                              | 6 321,17                          | 1 381 027,86               | 2 753 827,09                                           | 2 650 525,81         | 463 786,34                        | 65 215,35    | 10 017,89  | 8 444 072,21                                     | 68 815,92           |
| - Equipements municipaux (2)            |                                                        | 7 060 416,53                                              | 6 321,17                          | 1 083 827,86               | 2 684 080,09                                           | 2 630 725,91         | 393 386,34                        | 65 215,35    | 10 017,89  | 8 404 160,21                                     | 68 815,92           |
| - Equip. non municipaux (2204) (3)      | 9 601 000,00                                           | 543 907,11                                                |                                   | 277 500,00                 | 49 487,00                                              | 19 800,00            | 100 400,00                        |              |            | 39 912,00                                        |                     |
| - Operations financières                |                                                        | 263 900,00                                                |                                   |                            |                                                        |                      |                                   |              |            |                                                  |                     |
| Depenses d'ordre                        | 9 601 000,00                                           | 7 897 923,64                                              | 6 321,17                          | 1 381 027,86               | 2 753 827,09                                           | 2 650 525,81         | 463 786,34                        | 65 215,35    | 10 017,89  | 8 444 072,21                                     | 68 815,92           |
| Total dépenses de l'exercice            | 9 601 000,00                                           | 7 897 923,64                                              | 6 321,17                          | 1 381 027,86               | 2 753 827,09                                           | 2 650 525,81         | 463 786,34                        | 65 215,35    | 10 017,89  | 8 444 072,21                                     | 68 815,92           |
| BAR N-1 et reports                      |                                                        | 7 867 823,64                                              |                                   |                            |                                                        |                      |                                   |              |            |                                                  |                     |
| Total cumulé dépenses d'investissement  |                                                        | 7 867 823,64                                              |                                   |                            |                                                        |                      |                                   |              |            |                                                  |                     |
| <b>RECETTES</b>                         |                                                        |                                                           |                                   |                            |                                                        |                      |                                   |              |            |                                                  |                     |
| Total recettes de l'exercice            | 29 958 122,83                                          | 413 800,00                                                |                                   |                            | 608 943,85                                             | 768 000,00           | 673 158,00                        |              |            | 1 164 408,10                                     | 60 000,00           |
| BAR N-1 et reports                      |                                                        | 413 800,00                                                |                                   |                            |                                                        |                      |                                   |              |            |                                                  |                     |
| Total cumulé recettes d'investissement  |                                                        | 413 800,00                                                |                                   |                            |                                                        |                      |                                   |              |            |                                                  |                     |
| <b>RECETTES</b>                         |                                                        |                                                           |                                   |                            |                                                        |                      |                                   |              |            |                                                  |                     |
| Total recettes de l'exercice            | 10 216 670,64                                          | 15 912 498,04                                             | 1 788 177,66                      | 8 523 475,86               | 6 045 788,88                                           | 5 731 624,09         | 3 488 524,12                      | 4 938 159,86 | 1 300,00   | 13 784 046,87                                    | 1 708 924,00        |
| BAR N-1 et reports                      |                                                        | 15 912 498,04                                             |                                   |                            |                                                        |                      |                                   |              |            |                                                  |                     |
| Total cumulé dépenses de fonctionnement | 10 216 670,64                                          | 15 912 498,04                                             | 1 788 177,66                      | 8 523 475,86               | 6 045 788,88                                           | 5 731 624,09         | 3 488 524,12                      | 4 938 159,86 | 1 300,00   | 13 784 046,87                                    | 1 708 924,00        |
| <b>RECETTES</b>                         |                                                        |                                                           |                                   |                            |                                                        |                      |                                   |              |            |                                                  |                     |
| Total recettes de l'exercice            | 59 848 184,00                                          | 1 938 121,00                                              | 1 540,00                          | 714 700,00                 | 477 482,00                                             | 1 063 496,00         | 300 000,00                        | 3 482 675,00 |            | 2 441 191,00                                     | 785 100,00          |
| BAR N-1 et reports                      |                                                        | 1 938 121,00                                              |                                   |                            |                                                        |                      |                                   |              |            |                                                  |                     |
| Total cumulé recettes de fonctionnement | 59 848 184,00                                          | 1 938 121,00                                              | 1 540,00                          | 714 700,00                 | 477 482,00                                             | 1 063 496,00         | 300 000,00                        | 3 482 675,00 |            | 2 441 191,00                                     | 785 100,00          |

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs normaux, les caisses des écoles et les services à activité unique éligibles au classement public ou budgétisé (L. 2515-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le traitement par fonction est filé au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonctionnelle) (L. 2515-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de moins de 3 500 habitants, le traitement par fonction est filé au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonctionnelle) (L. 2515-3, R. 2311-1 et R. 2311-10).

(2) Ou bien de la structure intercommunale.

(3) Ou bien de la structure intercommunale.

| ACT(1)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Libellé | IV - ANNEXES                      |                                                                          |                                   |                            |           |                                   |                                   |           |            |                                                  | TOTAL |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|-----------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------|-----------|-----------------------------------|-----------------------------------|-----------|------------|--------------------------------------------------|-------|
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |         | PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION |                                                                          |                                   |                            |           | PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION |                                   |           |            |                                                  |       |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |         | 01 OPERATIONS NON VENTILABLES     | 0 SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES INVESTISSEMENT | 1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES | 2 ENSEIGNEMENT - FORMATION | 3 CULTURE | 4 SPORTS ET JEUNESSE              | 5 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE | 6 FAMILLE | 7 LOGEMENT | 8 AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT |       |
| <p><b>DEPENSES</b></p> <p>Total dépenses d'investissement 8 501 000,00</p> <p>Dépenses réelles 8 501 000,00</p> <p>15 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES 7 604 323,64</p> <p>20 IMMOBILISATIONS INCORPORABLES 342 486,08</p> <p>204 SURV EQUIPEMENTS VERRIBLES 543 907,11</p> <p>21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES 1 494 934,17</p> <p>23 IMMOBILISATIONS EN COURS 5 223 014,28</p> <p>Opérations d'investissement</p> <p>8002 CONGRES 1 197 014,44</p> <p>8006 PAROISSAL 280 000,00</p> <p>9014 PIETONNE 1 250,00</p> <p>9016 (RES) 92 406,26</p> <p>9018 CLAD006 30 262,00</p> <p>9017 FORTIF 1 197 014,44</p> <p>Opérations pour compte de tiers</p> <p>Dépenses d'ordre</p> <p>040 OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS 263 600,00</p> <p>041 OPERATIONS PATRIMONIALES 250 000,00</p> <p>13 600,00</p> |         |                                   |                                                                          |                                   |                            |           |                                   |                                   |           |            |                                                  |       |
| <p><b>RECETTES</b></p> <p>Total recettes d'investissement 413 600,00</p> <p>Recettes réelles 400 000,00</p> <p>024 PRODUITS DES CESSIONS DIMMOBILISATION 1 500 000,00</p> <p>10 DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES 100 000,00</p> <p>13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT REÇUES 706 000,00</p> <p>16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES 15 782 236,53</p> <p>27 AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES 13 600,00</p> <p>Opérations pour compte de tiers</p> <p>Recettes d'ordre</p> <p>021 VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT 7 054 436,00</p> <p>040 OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS 3 600 000,00</p> <p>041 OPERATIONS PATRIMONIALES 13 600,00</p>                                                                                                                                                |         |                                   |                                                                          |                                   |                            |           |                                   |                                   |           |            |                                                  |       |
| <p><b>RECETTES</b></p> <p>1 164 406,10</p> <p>80 000,00</p> <p>25 363 197,39</p> <p>1 500 000,00</p> <p>3 888 500,00</p> <p>3 515 000,00</p> <p>15 782 236,53</p> <p>13 600,00</p> <p>7 054 436,00</p> <p>4 195 436,00</p> <p>3 600 000,00</p> <p>13 600,00</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |         |                                   |                                                                          |                                   |                            |           |                                   |                                   |           |            |                                                  |       |
| <p><b>DEPENSES</b></p> <p>Total dépenses fonctionnement 10 316 070,04</p> <p>Dépenses réelles 2 420 824,04</p> <p>011 CHARGES A CARACTERE GENERAL 1 788 177,68</p> <p>012 CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES 1 722 020,38</p> <p>014 ATTENUATIONS DE PRODUITS 40 000,00</p> <p>65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE 2 140 000,00</p> <p>66 CHARGES FINANCIERES 50 000,00</p> <p>67 CHARGES EXCEPTIONNELLES 7 795 436,00</p> <p>Dépenses d'ordre</p> <p>023 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT 4 195 436,00</p> <p>042 OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS 3 600 000,00</p>                                                                                                                                                                                                              |         |                                   |                                                                          |                                   |                            |           |                                   |                                   |           |            |                                                  |       |
| <p><b>RECETTES</b></p> <p>1 788 177,68</p> <p>1 722 020,38</p> <p>1 588 857,28</p> <p>27 600,00</p> <p>2 386 652,00</p> <p>51 500,00</p> <p>7 795 436,00</p> <p>4 195 436,00</p> <p>3 600 000,00</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |         |                                   |                                                                          |                                   |                            |           |                                   |                                   |           |            |                                                  |       |
| <p><b>RECETTES</b></p> <p>1 636 121,00</p> <p>1 686 121,00</p> <p>76 600,00</p> <p>1 444 461,00</p> <p>41 019 203,00</p> <p>18 648 961,00</p> <p>34 000,00</p> <p>40 000,00</p> <p>72 000,00</p> <p>50 000,00</p> <p>250 000,00</p> <p>250 000,00</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |         |                                   |                                                                          |                                   |                            |           |                                   |                                   |           |            |                                                  |       |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (collective, section ou article spécialité).



| IV - ANNEXES                                                         |                                                         | IV                                  |                                  |            |                                     |                      |
|----------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------|------------|-------------------------------------|----------------------|
| ELEMENTS DU BILAN                                                    |                                                         | A1.1                                |                                  |            |                                     |                      |
| PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL FONCTIONNEMENT            |                                                         |                                     |                                  |            |                                     |                      |
| FONCTION 0 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES |                                                         |                                     |                                  |            |                                     |                      |
| (1)                                                                  | Libellé                                                 | 01 OPERATIONS<br>NON<br>VENTILABLES | 02<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE | 03 JUSTICE | 04 RELATIONS<br>INTERNATIONAL<br>ES | Total                |
|                                                                      | <b>DEPENSES (2)</b>                                     | <b>10 216 070,04</b>                | <b>15 511 998,04</b>             |            | <b>101 500,00</b>                   | <b>25 829 568,08</b> |
|                                                                      | Dépenses de l'exercice                                  | 10 216 070,04                       | 15 511 998,04                    |            | 101 500,00                          | 25 829 568,08        |
| 011                                                                  | CHARGES A CARACTERE GENERAL                             | 55 000,00                           | 5 650 183,39                     |            | 98 500,00                           | 5 803 683,39         |
| 012                                                                  | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS                           |                                     |                                  |            |                                     |                      |
| 014                                                                  | ASSIMILES                                               | 125 634,04                          | 7 428 662,65                     |            |                                     | 7 552 296,69         |
|                                                                      | ATTENUATIONS DE PRODUITS                                | 40 000,00                           |                                  |            |                                     | 40 000,00            |
| 023                                                                  | VIREMENT A LA SECTION<br>D'INVESTISSEMENT               | 4 195 436,00                        |                                  |            |                                     | 4 195 436,00         |
| 042                                                                  | OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS<br>ENTRE SECTIONS       | 3 600 000,00                        |                                  |            |                                     | 3 600 000,00         |
| 65                                                                   | AUTRES CHARGES DE GESTION                               |                                     |                                  |            |                                     |                      |
| 66                                                                   | COURANTE                                                |                                     | 2 383 652,00                     |            | 3 000,00                            | 2 386 652,00         |
| 67                                                                   | CHARGES FINANCIERES                                     | 2 140 000,00                        |                                  |            |                                     | 2 140 000,00         |
|                                                                      | CHARGES EXCEPTIONNELLES                                 | 60 000,00                           | 61 500,00                        |            |                                     | 111 500,00           |
|                                                                      | Restes à réaliser - reports                             |                                     |                                  |            |                                     |                      |
|                                                                      | <b>RECETTES (2)</b>                                     | <b>59 849 164,00</b>                | <b>1 936 121,00</b>              |            |                                     | <b>61 785 285,00</b> |
|                                                                      | Recettes de l'exercice                                  | 59 849 164,00                       | 1 936 121,00                     |            |                                     | 61 785 285,00        |
| 013                                                                  | ATTENUATIONS DE CHARGES                                 | 35 000,00                           | 76 000,00                        |            |                                     | 111 000,00           |
| 042                                                                  | OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS<br>ENTRE SECTIONS       |                                     | 250 000,00                       |            |                                     | 250 000,00           |
| 70                                                                   | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE<br>ET VENTES DIVERSES |                                     | 1 444 481,00                     |            |                                     | 1 444 481,00         |
| 73                                                                   | IMPOTS ET TAXES                                         | 41 019 203,00                       |                                  |            |                                     | 41 019 203,00        |
| 74                                                                   | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET<br>PARTICIPATIONS             | 18 648 961,00                       | 46 040,00                        |            |                                     | 18 695 001,00        |
| 75                                                                   | AUTRES PRODUITS DE GESTION                              |                                     |                                  |            |                                     |                      |
|                                                                      | COURANTE                                                | 34 000,00                           | 69 600,00                        |            |                                     | 103 600,00           |
| 76                                                                   | PRODUITS FINANCIERS                                     | 40 000,00                           |                                  |            |                                     | 40 000,00            |
| 77                                                                   | PRODUITS EXCEPTIONNELS                                  | 72 000,00                           | 50 000,00                        |            |                                     | 122 000,00           |
|                                                                      | Restes à réaliser - reports                             |                                     |                                  |            |                                     |                      |
|                                                                      | <b>SOLDES (2)</b>                                       | <b>49 633 093,96</b>                | <b>-13 575 877,04</b>            |            | <b>-101 500,00</b>                  | <b>35 955 716,92</b> |

|                                                                  |  |             |
|------------------------------------------------------------------|--|-------------|
| <b>IV - ANNEXES</b>                                              |  | <b>IV</b>   |
| <b>ELEMENTS DU BILAN</b>                                         |  |             |
| <b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL FONCTIONNEMENT</b> |  | <b>A1.1</b> |

**FONCTION 0 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES**

| (1) | Libellé                                                 | Sous-fonction 02 ADMINISTRATION GENERALE                   |                         |                                                |                                                     |                            |                                                             |                                         |                |                |                  | Sous-fonction 04 RELATIONS INTERNATIONALES |  |                   |
|-----|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|-------------------------|------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|----------------|----------------|------------------|--------------------------------------------|--|-------------------|
|     |                                                         | 020<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE DE<br>LA<br>COLLECTIVITE | 021 ASSEMBLEE<br>LOCALE | 022<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE DE<br>L'ETAT | 023<br>INFORMATION,<br>COMMUNICATIO<br>N, PUBLICITE | 024 FETES ET<br>CEREMONIES | 025 AIDES AUX<br>ASSOCIATIONS<br>(NON CLASSEES<br>AILLEURS) | 026 CIMETIERES<br>ET POMPES<br>FUNEBRES | 041 A MODIFIER | 048 A MODIFIER |                  |                                            |  |                   |
|     | <b>DEPENSES (2)</b>                                     | 14 222 598,04                                              |                         | 5 950,00                                       | 672 700,00                                          | 538 250,00                 |                                                             |                                         |                |                | 72 500,00        | 3 000,00                                   |  | 98 500,00         |
|     | Dépenses de l'exercice                                  | 14 222 598,04                                              |                         | 5 950,00                                       | 672 700,00                                          | 538 250,00                 |                                                             |                                         |                |                | 72 500,00        | 3 000,00                                   |  | 98 500,00         |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL                             | 4 382 283,39                                               |                         | 5 950,00                                       | 672 700,00                                          | 536 750,00                 |                                                             |                                         |                |                | 72 500,00        |                                            |  | 98 500,00         |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS<br>ASSIMILES              | 7 426 662,65                                               |                         |                                                |                                                     |                            |                                                             |                                         |                |                |                  |                                            |  |                   |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS<br>VIREMENT A LA SECTION       |                                                            |                         |                                                |                                                     |                            |                                                             |                                         |                |                |                  |                                            |  |                   |
| 023 | D'INVESTISSEMENT                                        |                                                            |                         |                                                |                                                     |                            |                                                             |                                         |                |                |                  |                                            |  |                   |
| 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS<br>ENTRE SECTIONS       |                                                            |                         |                                                |                                                     |                            |                                                             |                                         |                |                |                  |                                            |  |                   |
| 65  | AUTRES CHARGES DE GESTION                               | 2 363 652,00                                               |                         |                                                |                                                     |                            |                                                             |                                         |                |                |                  |                                            |  |                   |
| 66  | COURANTE                                                |                                                            |                         |                                                |                                                     |                            |                                                             |                                         |                |                |                  |                                            |  |                   |
| 67  | CHARGES FINANCIERES                                     | 50 000,00                                                  |                         |                                                |                                                     | 1 500,00                   |                                                             |                                         |                |                |                  | 3 000,00                                   |  |                   |
|     | Restes à réaliser - reports                             |                                                            |                         |                                                |                                                     |                            |                                                             |                                         |                |                |                  |                                            |  |                   |
|     | <b>RECETTES (2)</b>                                     | 1 733 981,00                                               |                         | 42 000,00                                      | 20 000,00                                           | 20 000,00                  |                                                             |                                         |                |                | 105 140,00       |                                            |  |                   |
|     | Recettes de l'exercice                                  | 1 733 981,00                                               |                         | 42 000,00                                      | 20 000,00                                           | 20 000,00                  |                                                             |                                         |                |                | 105 140,00       |                                            |  |                   |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES                                 | 76 000,00                                                  |                         |                                                |                                                     |                            |                                                             |                                         |                |                |                  |                                            |  |                   |
| 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS<br>ENTRE SECTIONS       | 250 000,00                                                 |                         |                                                |                                                     |                            |                                                             |                                         |                |                |                  |                                            |  |                   |
| 70  | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE<br>ET VENTES DIVERSES | 1 319 381,00                                               |                         | 100,00                                         |                                                     | 20 000,00                  |                                                             |                                         |                |                | 105 000,00       |                                            |  |                   |
| 73  | IMPOTS ET TAXES                                         |                                                            |                         |                                                |                                                     |                            |                                                             |                                         |                |                |                  |                                            |  |                   |
| 74  | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET<br>PARTICIPATIONS             | 4 000,00                                                   |                         | 41 900,00                                      |                                                     |                            |                                                             |                                         |                |                | 140,00           |                                            |  |                   |
| 75  | AUTRES PRODUITS DE GESTION                              | 34 600,00                                                  |                         |                                                |                                                     |                            |                                                             |                                         |                |                |                  |                                            |  |                   |
| 76  | COURANTE                                                |                                                            |                         |                                                |                                                     |                            |                                                             |                                         |                |                |                  |                                            |  |                   |
| 77  | PRODUITS FINANCIERS                                     | 50 000,00                                                  |                         |                                                |                                                     |                            |                                                             |                                         |                |                |                  |                                            |  |                   |
|     | Restes à réaliser - reports                             |                                                            |                         |                                                |                                                     |                            |                                                             |                                         |                |                |                  |                                            |  |                   |
|     | <b>SOLDES (2)</b>                                       | <b>-12 488 617,04</b>                                      |                         | <b>36 050,00</b>                               | <b>-672 700,00</b>                                  | <b>-518 250,00</b>         |                                                             |                                         |                |                | <b>32 640,00</b> | <b>-3 000,00</b>                           |  | <b>-98 500,00</b> |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé)

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

|                                                           |      |
|-----------------------------------------------------------|------|
| IV - ANNEXES                                              | IV   |
| ELEMENTS DU BILAN                                         |      |
| PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL FONCTIONNEMENT | A1.1 |

## FONCTION 1 - SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES

| (1) | Libellé                                              | 11 SECURITE INTERIEURE | 12 HYGIENE ET SALUBRITE PUBLIQUE | Total                |
|-----|------------------------------------------------------|------------------------|----------------------------------|----------------------|
|     | <b>DEPENSES (2)</b>                                  | <b>1 767 377,66</b>    | <b>20 800,00</b>                 | <b>1 788 177,66</b>  |
|     | <b>Dépenses de l'exercice</b>                        | <b>1 767 377,66</b>    | <b>20 800,00</b>                 | <b>1 788 177,66</b>  |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL                          | 151 220,38             | 20 800,00                        | 172 020,38           |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES              | 1 588 657,28           |                                  | 1 588 657,28         |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS                             |                        |                                  |                      |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT               |                        |                                  |                      |
| 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS       |                        |                                  |                      |
| 65  | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE                   | 27 500,00              |                                  | 27 500,00            |
| 66  | CHARGES FINANCIERES                                  |                        |                                  |                      |
| 67  | CHARGES EXCEPTIONNELLES                              |                        |                                  |                      |
|     | <b>Restes à réaliser - reports</b>                   |                        |                                  |                      |
|     | <b>RECETTES (2)</b>                                  | <b>540,00</b>          | <b>1 000,00</b>                  | <b>1 540,00</b>      |
|     | <b>Recettes de l'exercice</b>                        | <b>540,00</b>          | <b>1 000,00</b>                  | <b>1 540,00</b>      |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES                              |                        |                                  |                      |
| 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS       |                        |                                  |                      |
| 70  | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES |                        | 1 000,00                         | 1 000,00             |
| 73  | IMPOTS ET TAXES                                      |                        |                                  |                      |
| 74  | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS             | 140,00                 |                                  | 140,00               |
| 75  | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                  | 400,00                 |                                  | 400,00               |
| 76  | PRODUITS FINANCIERS                                  |                        |                                  |                      |
| 77  | PRODUITS EXCEPTIONNELS                               |                        |                                  |                      |
|     | <b>Restes à réaliser - reports</b>                   |                        |                                  |                      |
|     | <b>SOLDES (2)</b>                                    | <b>-1 766 837,66</b>   | <b>-19 800,00</b>                | <b>-1 786 637,66</b> |

| (1) | Libellé                                              | Sous-fonction 11 SECURITE INTERIEURE |                      |                       |                                    |                                          |
|-----|------------------------------------------------------|--------------------------------------|----------------------|-----------------------|------------------------------------|------------------------------------------|
|     |                                                      | 110 SERVICES COMMUNS                 | 111 POLICE NATIONALE | 112 POLICE MUNICIPALE | 113 POMPIERS, INCENDIES ET SECOURS | 114 AUTRES SERVICES DE PROTECTION CIVILE |
|     | <b>DEPENSES (2)</b>                                  | <b>1 589 377,66</b>                  |                      | <b>33 000,00</b>      |                                    | <b>145 000,00</b>                        |
|     | <b>Dépenses de l'exercice</b>                        | <b>1 589 377,66</b>                  |                      | <b>33 000,00</b>      |                                    | <b>145 000,00</b>                        |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL                          | 720,38                               |                      | 10 500,00             |                                    | 140 000,00                               |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES              | 1 588 657,28                         |                      |                       |                                    |                                          |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS                             |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT               |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS       |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| 65  | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE                   |                                      |                      | 22 500,00             |                                    | 5 000,00                                 |
| 66  | CHARGES FINANCIERES                                  |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| 67  | CHARGES EXCEPTIONNELLES                              |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
|     | <b>Restes à réaliser - reports</b>                   |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
|     | <b>RECETTES (2)</b>                                  |                                      |                      | <b>140,00</b>         |                                    | <b>400,00</b>                            |
|     | <b>Recettes de l'exercice</b>                        |                                      |                      | <b>140,00</b>         |                                    | <b>400,00</b>                            |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES                              |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS       |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| 70  | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| 73  | IMPOTS ET TAXES                                      |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| 74  | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS             |                                      |                      | 140,00                |                                    |                                          |
| 75  | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                  |                                      |                      |                       |                                    | 400,00                                   |
| 76  | PRODUITS FINANCIERS                                  |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| 77  | PRODUITS EXCEPTIONNELS                               |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
|     | <b>Restes à réaliser - reports</b>                   |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
|     | <b>SOLDES (2)</b>                                    | <b>-1 589 377,66</b>                 |                      | <b>-32 860,00</b>     |                                    | <b>-144 600,00</b>                       |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des

|                                                           |      |
|-----------------------------------------------------------|------|
| IV - ANNEXES                                              | IV   |
| ELEMENTS DU BILAN                                         |      |
| PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL FONCTIONNEMENT | A1.1 |

## FONCTION 2 - ENSEIGNEMENT - FORMATION

| (1) | Libellé                                              | 20 SERVICES COMMUNS  | 21 ENSEIGNEMENT PRIMAIRE | 22 ENSEIGNEMENT DU DEUXIEME DEGRE | 23 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR | 24 FORMATION CONTINUE | 25 SERVICES ANNEXES DE L'ENSEIGNEMENT | Total                |
|-----|------------------------------------------------------|----------------------|--------------------------|-----------------------------------|---------------------------|-----------------------|---------------------------------------|----------------------|
|     | <b>DEPENSES (2)</b>                                  | <b>6 053 561,74</b>  | <b>1 438 907,12</b>      |                                   | <b>18 600,00</b>          | <b>751 517,00</b>     | <b>260 890,00</b>                     | <b>8 523 475,86</b>  |
|     | Dépenses de l'exercice                               | 6 053 561,74         | 1 438 907,12             |                                   | 18 600,00                 | 751 517,00            | 260 890,00                            | 8 523 475,86         |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL                          | 198 329,59           | 1 038 610,00             |                                   | 5 600,00                  |                       | 249 140,00                            | 1 489 679,59         |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES              | 5 546 038,15         | 341 447,12               |                                   |                           |                       |                                       | 5 887 485,27         |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS                             |                      |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT               |                      |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
| 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS       |                      |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
| 65  | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE                   | 311 194,00           | 58 850,00                |                                   | 13 000,00                 | 751 517,00            | 11 750,00                             | 1 146 311,00         |
| 66  | CHARGES FINANCIERES                                  |                      |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
| 67  | CHARGES EXCEPTIONNELLES                              |                      |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
|     | Restes à réaliser - reports                          |                      |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
|     | <b>RECETTES (2)</b>                                  | <b>663 700,00</b>    | <b>51 000,00</b>         |                                   |                           |                       |                                       | <b>714 700,00</b>    |
|     | Recettes de l'exercice                               | 663 700,00           | 51 000,00                |                                   |                           |                       |                                       | 714 700,00           |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES                              |                      |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
| 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS       |                      |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
| 70  | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES | 250 000,00           |                          |                                   |                           |                       |                                       | 250 000,00           |
| 73  | IMPOTS ET TAXES                                      |                      |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
| 74  | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS             | 413 700,00           | 51 000,00                |                                   |                           |                       |                                       | 464 700,00           |
| 75  | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                  |                      |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
| 76  | PRODUITS FINANCIERES                                 |                      |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
| 77  | PRODUITS EXCEPTIONNELS                               |                      |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
|     | Restes à réaliser - reports                          |                      |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
|     | <b>SOLDES (2)</b>                                    | <b>-5 389 861,74</b> | <b>-1 387 907,12</b>     |                                   | <b>-18 600,00</b>         | <b>-751 517,00</b>    | <b>-260 890,00</b>                    | <b>-7 808 775,86</b> |

| (1) | Libellé                                              | Sous-fonction 21 ENSEIGNEMENT PRIMAIRE |                      |                        | Sous-fonction 25 SERVICES ANNEXES DE L'ENSEIGNEMENT |                          |                    |                       |                                                                        |
|-----|------------------------------------------------------|----------------------------------------|----------------------|------------------------|-----------------------------------------------------|--------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------------------------------------------------------|
|     |                                                      | 211 ECOLES MATERNELLES                 | 212 ECOLES PRIMAIRES | 213 CLASSES REGROUPEES | 251 HEBERGEMENT ET RESTAURATION SCOLAIRE            | 252 TRANSPORTS SCOLAIRES | 253 SPORT SCOLAIRE | 254 MEDECINE SCOLAIRE | 255 CLASSES DE DECOUVERTE ET AUTRES SERVICES ANNEXES DE L'ENSEIGNEMENT |
|     | <b>DEPENSES (2)</b>                                  | <b>143 240,00</b>                      | <b>1 295 667,12</b>  |                        | <b>29 000,00</b>                                    | <b>74 000,00</b>         | <b>111 800,00</b>  |                       | <b>46 090,00</b>                                                       |
|     | Dépenses de l'exercice                               | 143 240,00                             | 1 295 667,12         |                        | 29 000,00                                           | 74 000,00                | 111 800,00         |                       | 46 090,00                                                              |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL                          | 109 180,00                             | 929 450,00           |                        | 29 000,00                                           | 74 000,00                | 111 000,00         |                       | 35 140,00                                                              |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES              |                                        | 341 447,12           |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS                             |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT               |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS       |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 65  | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE                   | 34 080,00                              | 24 770,00            |                        |                                                     |                          | 800,00             |                       | 10 950,00                                                              |
| 66  | CHARGES FINANCIERES                                  |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 67  | CHARGES EXCEPTIONNELLES                              |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
|     | Restes à réaliser - reports                          |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
|     | <b>RECETTES (2)</b>                                  |                                        | <b>51 000,00</b>     |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
|     | Recettes de l'exercice                               |                                        | 51 000,00            |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES                              |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS       |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 70  | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 73  | IMPOTS ET TAXES                                      |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 74  | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS             |                                        | 51 000,00            |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 75  | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                  |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 76  | PRODUITS FINANCIERES                                 |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 77  | PRODUITS EXCEPTIONNELS                               |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
|     | Restes à réaliser - reports                          |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
|     | <b>SOLDES (2)</b>                                    | <b>-143 240,00</b>                     | <b>-1 244 667,12</b> |                        | <b>-29 000,00</b>                                   | <b>-74 000,00</b>        | <b>-111 800,00</b> |                       | <b>-46 090,00</b>                                                      |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non

|                                                           |      |
|-----------------------------------------------------------|------|
| IV - ANNEXES                                              | IV   |
| ELEMENTS DU BILAN                                         |      |
| PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL FONCTIONNEMENT | A1.1 |

## FONCTION 3 - CULTURE

| (1) | Libellé                                              | 30 SERVICES COMMUNS  | 31 EXPRESSION ARTISTIQUE | 32 CONSERVATION ET DIFFUSION DES PATRIMOINES | 33 ACTION CULTURELLE | Total                |
|-----|------------------------------------------------------|----------------------|--------------------------|----------------------------------------------|----------------------|----------------------|
|     | <b>DEPENSES (2)</b>                                  | <b>3 258 437,41</b>  | <b>1 556 050,00</b>      | <b>373 335,00</b>                            | <b>857 966,25</b>    | <b>6 045 788,66</b>  |
|     | Dépenses de l'exercice                               | 3 258 437,41         | 1 556 050,00             | 373 335,00                                   | 857 966,25           | 6 045 788,66         |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL                          | 430 193,63           | 56 700,00                | 373 335,00                                   | 475 696,00           | 1 335 924,63         |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES              | 2 808 643,78         |                          |                                              | 295 370,25           | 3 104 014,03         |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS                             |                      |                          |                                              |                      |                      |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT               |                      |                          |                                              |                      |                      |
| 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS       |                      |                          |                                              |                      |                      |
| 65  | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE                   | 19 600,00            | 1 499 350,00             |                                              | 86 900,00            | 1 605 850,00         |
| 66  | CHARGES FINANCIERES                                  |                      |                          |                                              |                      |                      |
| 67  | CHARGES EXCEPTIONNELLES                              |                      |                          |                                              |                      |                      |
|     | <b>Restes à réaliser - reports</b>                   |                      |                          |                                              |                      |                      |
|     | <b>RECETTES (2)</b>                                  | <b>7 000,00</b>      | <b>80 237,00</b>         | <b>170 550,00</b>                            | <b>219 665,00</b>    | <b>477 452,00</b>    |
|     | Recettes de l'exercice                               | 7 000,00             | 80 237,00                | 170 550,00                                   | 219 665,00           | 477 452,00           |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES                              |                      |                          |                                              |                      |                      |
| 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS       |                      |                          |                                              |                      |                      |
| 70  | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES |                      | 15 500,00                | 140 500,00                                   | 9 000,00             | 165 000,00           |
| 73  | IMPOTS ET TAXES                                      |                      |                          |                                              | 110 000,00           | 110 000,00           |
| 74  | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS             |                      | 5 500,00                 | 30 000,00                                    | 99 665,00            | 135 165,00           |
| 75  | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                  | 7 000,00             | 59 237,00                | 50,00                                        |                      | 66 287,00            |
| 76  | PRODUITS FINANCIERS                                  |                      |                          |                                              |                      |                      |
| 77  | PRODUITS EXCEPTIONNELS                               |                      |                          |                                              | 1 000,00             | 1 000,00             |
|     | <b>Restes à réaliser - reports</b>                   |                      |                          |                                              |                      |                      |
|     | <b>SOLDES (2)</b>                                    | <b>-3 251 437,41</b> | <b>-1 475 813,00</b>     | <b>-202 785,00</b>                           | <b>-638 301,25</b>   | <b>-5 568 336,68</b> |

| (1) | Libellé                                              | Sous-fonction 31 EXPRESSION ARTISTIQUE             |                                                     |                    |                                            | Sous-fonction 32 CONSERVATION ET DIFFUSION DES PATRIMOINES |                   |                   |                                      |
|-----|------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|--------------------|--------------------------------------------|------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|--------------------------------------|
|     |                                                      | 311 EXPRESSION MUSICALE, LYRIQUE ET CHOREGRAPHIQUE | 312 ARTS PLASTIQUES ET AUTRES ACTIVITES ARTISTIQUES | 313 THEATRES       | 314 CINEMAS ET AUTRES SALLES DE SPECTACLES | 321 BIBLIOTHEQUES ET MEDIATHEQUES                          | 322 MUSEES        | 323 ARCHIVES      | 324 ENTRETIEN DU PATRIMOINE CULTUREL |
|     | <b>DEPENSES (2)</b>                                  | <b>365 700,00</b>                                  | <b>153 500,00</b>                                   | <b>808 850,00</b>  | <b>228 000,00</b>                          | <b>131 705,00</b>                                          | <b>226 600,00</b> | <b>15 030,00</b>  |                                      |
|     | Dépenses de l'exercice                               | 365 700,00                                         | 153 500,00                                          | 808 850,00         | 228 000,00                                 | 131 705,00                                                 | 226 600,00        | 15 030,00         |                                      |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL                          | 28 700,00                                          | 15 000,00                                           |                    | 13 000,00                                  | 131 705,00                                                 | 226 600,00        | 15 030,00         |                                      |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES              |                                                    |                                                     |                    |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS                             |                                                    |                                                     |                    |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT               |                                                    |                                                     |                    |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
| 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS       |                                                    |                                                     |                    |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
| 65  | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE                   | 337 000,00                                         | 138 500,00                                          | 808 850,00         | 215 000,00                                 |                                                            |                   |                   |                                      |
| 66  | CHARGES FINANCIERES                                  |                                                    |                                                     |                    |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
| 67  | CHARGES EXCEPTIONNELLES                              |                                                    |                                                     |                    |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
|     | <b>Restes à réaliser - reports</b>                   |                                                    |                                                     |                    |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
|     | <b>RECETTES (2)</b>                                  | <b>24 737,00</b>                                   | <b>5 500,00</b>                                     |                    | <b>50 000,00</b>                           | <b>26 000,00</b>                                           | <b>144 500,00</b> | <b>50,00</b>      |                                      |
|     | Recettes de l'exercice                               | 24 737,00                                          | 5 500,00                                            |                    | 50 000,00                                  | 26 000,00                                                  | 144 500,00        | 50,00             |                                      |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES                              |                                                    |                                                     |                    |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
| 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS       |                                                    |                                                     |                    |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
| 70  | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES | 15 500,00                                          |                                                     |                    |                                            | 22 000,00                                                  | 118 500,00        |                   |                                      |
| 73  | IMPOTS ET TAXES                                      |                                                    |                                                     |                    |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
| 74  | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS             |                                                    | 5 500,00                                            |                    |                                            | 4 000,00                                                   | 26 000,00         |                   |                                      |
| 75  | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                  | 9 237,00                                           |                                                     |                    | 50 000,00                                  |                                                            |                   | 50,00             |                                      |
| 76  | PRODUITS FINANCIERS                                  |                                                    |                                                     |                    |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
| 77  | PRODUITS EXCEPTIONNELS                               |                                                    |                                                     |                    |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
|     | <b>Restes à réaliser - reports</b>                   |                                                    |                                                     |                    |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
|     | <b>SOLDES (2)</b>                                    | <b>-340 963,00</b>                                 | <b>-148 000,00</b>                                  | <b>-808 850,00</b> | <b>-178 000,00</b>                         | <b>-105 705,00</b>                                         | <b>-82 100,00</b> | <b>-14 980,00</b> |                                      |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non



|                                                           |      |
|-----------------------------------------------------------|------|
| IV - ANNEXES                                              | IV   |
| ELEMENTS DU BILAN                                         |      |
| PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL FONCTIONNEMENT | A1.1 |

## FONCTION 4 - SPORTS ET JEUNESSE

| (1) | Libellé                                              | 40 SERVICES COMMUNS  | 41 SPORTS          | 42 JEUNESSE         | Total                |
|-----|------------------------------------------------------|----------------------|--------------------|---------------------|----------------------|
|     | <b>DEPENSES (2)</b>                                  | <b>4 048 727,09</b>  | <b>234 215,00</b>  | <b>1 448 682,00</b> | <b>5 731 624,09</b>  |
|     | Dépenses de l'exercice                               | 4 048 727,09         | 234 215,00         | 1 448 682,00        | 5 731 624,09         |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL                          | 547 073,29           | 202 215,00         | 665 270,00          | 1 414 558,29         |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES              | 2 541 345,80         |                    |                     | 2 541 345,80         |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS                             |                      |                    |                     |                      |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT               |                      |                    |                     |                      |
| 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS       |                      |                    |                     |                      |
| 65  | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE                   | 960 308,00           | 32 000,00          | 783 412,00          | 1 775 720,00         |
| 66  | CHARGES FINANCIERES                                  |                      |                    |                     |                      |
| 67  | CHARGES EXCEPTIONNELLES                              |                      |                    |                     |                      |
|     | <b>Restes à réaliser - reports</b>                   |                      |                    |                     |                      |
|     | <b>RECETTES (2)</b>                                  | <b>45 000,00</b>     | <b>2 500,00</b>    | <b>1 015 996,00</b> | <b>1 063 496,00</b>  |
|     | Recettes de l'exercice                               | 45 000,00            | 2 500,00           | 1 015 996,00        | 1 063 496,00         |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES                              |                      |                    |                     |                      |
| 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS       |                      |                    |                     |                      |
| 70  | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES | 15 000,00            | 2 500,00           | 364 000,00          | 381 500,00           |
| 73  | IMPOTS ET TAXES                                      |                      |                    |                     |                      |
| 74  | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS             | 30 000,00            |                    | 621 996,00          | 651 996,00           |
| 75  | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                  |                      |                    | 30 000,00           | 30 000,00            |
| 76  | PRODUITS FINANCIERS                                  |                      |                    |                     |                      |
| 77  | PRODUITS EXCEPTIONNELS                               |                      |                    |                     |                      |
|     | <b>Restes à réaliser - reports</b>                   |                      |                    |                     |                      |
|     | <b>SOLDES (2)</b>                                    | <b>-4 003 727,09</b> | <b>-231 715,00</b> | <b>-432 686,00</b>  | <b>-4 668 128,09</b> |

| (1) | Libellé                                              | Sous-fonction 41 SPORTS       |                   |              |                                              | Sous-fonction 42 JEUNESSE    |                        |                                      |                          |
|-----|------------------------------------------------------|-------------------------------|-------------------|--------------|----------------------------------------------|------------------------------|------------------------|--------------------------------------|--------------------------|
|     |                                                      | 411 SALLES DE SPORT, GYMNASES | 412 STADES        | 413 PISCINES | 414 AUTRES EQUIPEMENTS SPORTIFS OU DE LOISIR | 415 MANIFESTATIONS SPORTIVES | 421 CENTRES DE LOISIRS | 422 AUTRES ACTIVITES POUR LES JEUNES | 423 COLONIES DE VACANCES |
|     | <b>DEPENSES (2)</b>                                  | <b>60 500,00</b>              | <b>12 500,00</b>  |              | <b>6 050,00</b>                              | <b>155 165,00</b>            | <b>206 250,00</b>      | <b>1 118 382,00</b>                  | <b>124 050,00</b>        |
|     | Dépenses de l'exercice                               | 60 500,00                     | 12 500,00         |              | 6 050,00                                     | 155 165,00                   | 206 250,00             | 1 118 382,00                         | 124 050,00               |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL                          | 60 500,00                     | 12 500,00         |              | 6 050,00                                     | 123 165,00                   | 126 350,00             | 414 870,00                           | 124 050,00               |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES              |                               |                   |              |                                              |                              |                        |                                      |                          |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS                             |                               |                   |              |                                              |                              |                        |                                      |                          |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT               |                               |                   |              |                                              |                              |                        |                                      |                          |
| 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS       |                               |                   |              |                                              |                              |                        |                                      |                          |
| 65  | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE                   |                               |                   |              |                                              | 32 000,00                    | 79 900,00              | 703 512,00                           |                          |
| 66  | CHARGES FINANCIERES                                  |                               |                   |              |                                              |                              |                        |                                      |                          |
| 67  | CHARGES EXCEPTIONNELLES                              |                               |                   |              |                                              |                              |                        |                                      |                          |
|     | <b>Restes à réaliser - reports</b>                   |                               |                   |              |                                              |                              |                        |                                      |                          |
|     | <b>RECETTES (2)</b>                                  |                               |                   |              | <b>2 500,00</b>                              |                              | <b>488 996,00</b>      | <b>472 000,00</b>                    | <b>55 000,00</b>         |
|     | Recettes de l'exercice                               |                               |                   |              | 2 500,00                                     |                              | 488 996,00             | 472 000,00                           | 55 000,00                |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES                              |                               |                   |              |                                              |                              |                        |                                      |                          |
| 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS       |                               |                   |              |                                              |                              |                        |                                      |                          |
| 70  | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES |                               |                   |              | 2 500,00                                     |                              | 227 000,00             | 82 000,00                            | 55 000,00                |
| 73  | IMPOTS ET TAXES                                      |                               |                   |              |                                              |                              |                        |                                      |                          |
| 74  | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS             |                               |                   |              |                                              |                              | 261 996,00             | 360 000,00                           |                          |
| 75  | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                  |                               |                   |              |                                              |                              |                        | 30 000,00                            |                          |
| 76  | PRODUITS FINANCIERS                                  |                               |                   |              |                                              |                              |                        |                                      |                          |
| 77  | PRODUITS EXCEPTIONNELS                               |                               |                   |              |                                              |                              |                        |                                      |                          |
|     | <b>Restes à réaliser - reports</b>                   |                               |                   |              |                                              |                              |                        |                                      |                          |
|     | <b>SOLDES (2)</b>                                    | <b>-60 500,00</b>             | <b>-12 500,00</b> |              | <b>-3 550,00</b>                             | <b>-155 165,00</b>           | <b>282 746,00</b>      | <b>-646 382,00</b>                   | <b>-69 050,00</b>        |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non

|                                                           |      |
|-----------------------------------------------------------|------|
| IV - ANNEXES                                              | IV   |
| ELEMENTS DU BILAN                                         |      |
| PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL FONCTIONNEMENT | A1.1 |

## FONCTION 5 - INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE

| (1) | Libellé                                              | 51 SANTE           | 52 INTERVENTIONS SOCIALES | Total                |
|-----|------------------------------------------------------|--------------------|---------------------------|----------------------|
|     | <b>DEPENSES (2)</b>                                  | <b>427 760,00</b>  | <b>3 058 764,12</b>       | <b>3 486 524,12</b>  |
|     | Dépenses de l'exercice                               | 427 760,00         | 3 058 764,12              | 3 486 524,12         |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL                          | 427 760,00         | 249 291,83                | 677 051,83           |
|     | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES              |                    | 1 035 788,49              | 1 035 788,49         |
| 012 | ATTENUATIONS DE PRODUITS                             |                    |                           |                      |
| 014 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT               |                    |                           |                      |
| 023 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS       |                    |                           |                      |
| 042 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE                   |                    | 1 773 684,00              | 1 773 684,00         |
| 65  | CHARGES FINANCIERES                                  |                    |                           |                      |
| 66  | CHARGES EXCEPTIONNELLES                              |                    |                           |                      |
| 67  |                                                      |                    |                           |                      |
|     | <b>Restes à réaliser - reports</b>                   |                    |                           |                      |
|     | <b>RECETTES (2)</b>                                  | <b>80 000,00</b>   | <b>300 000,00</b>         | <b>380 000,00</b>    |
|     | Recettes de l'exercice                               | 80 000,00          | 300 000,00                | 380 000,00           |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES                              |                    |                           |                      |
| 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS       |                    |                           |                      |
| 70  | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES |                    | 300 000,00                | 300 000,00           |
| 73  | IMPOTS ET TAXES                                      |                    |                           |                      |
| 74  | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS             | 80 000,00          |                           | 80 000,00            |
| 75  | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                  |                    |                           |                      |
| 76  | PRODUITS FINANCIERS                                  |                    |                           |                      |
| 77  | PRODUITS EXCEPTIONNELS                               |                    |                           |                      |
|     | <b>Restes à réaliser - reports</b>                   |                    |                           |                      |
|     | <b>SOLDES (2)</b>                                    | <b>-347 760,00</b> | <b>-2 758 764,12</b>      | <b>-3 106 524,12</b> |

| (1) | Libellé                                              | Sous-fonction 51 SANTE |                                                      |                                     | Sous-fonction 52 INTERVENTIONS SOCIALES |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
|-----|------------------------------------------------------|------------------------|------------------------------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------------|--------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|---------------------|
|     |                                                      | 510 SERVICES COMMUNS   | 511 DISPENSAIRES ET AUTRES ETABLISSEMENTS SANITAIRES | 512 ACTIONS DE PREVENTION SANITAIRE | 520 SERVICES COMMUNS                    | 521 SERVICES A CARACTERE SOCIAL POUR HANDICAPES ET INADAPTES | 522 ACTIONS EN FAVEUR DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE | 523 ACTIONS EN FAVEUR DES PERSONNES EN DIFFICULTE | 524 AUTRES SERVICES |
|     | <b>DEPENSES (2)</b>                                  | <b>427 760,00</b>      |                                                      |                                     | <b>2 708 384,12</b>                     |                                                              |                                                        |                                                   | <b>350 380,00</b>   |
|     | Dépenses de l'exercice                               | 427 760,00             |                                                      |                                     | 2 708 384,12                            |                                                              |                                                        |                                                   | 350 380,00          |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL                          | 427 760,00             |                                                      |                                     | 11 311,63                               |                                                              |                                                        |                                                   | 237 980,00          |
|     | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES              |                        |                                                      |                                     | 1 035 788,49                            |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 012 | ATTENUATIONS DE PRODUITS                             |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 014 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT               |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 023 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS       |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 042 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE                   |                        |                                                      |                                     | 1 661 284,00                            |                                                              |                                                        |                                                   | 112 400,00          |
| 65  | CHARGES FINANCIERES                                  |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 66  | CHARGES EXCEPTIONNELLES                              |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 67  |                                                      |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
|     | <b>Restes à réaliser - reports</b>                   |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
|     | <b>RECETTES (2)</b>                                  | <b>80 000,00</b>       |                                                      |                                     | <b>300 000,00</b>                       |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
|     | Recettes de l'exercice                               | 80 000,00              |                                                      |                                     | 300 000,00                              |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES                              |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS       |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 70  | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES |                        |                                                      |                                     | 300 000,00                              |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 73  | IMPOTS ET TAXES                                      |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 74  | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS             | 80 000,00              |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 75  | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                  |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 76  | PRODUITS FINANCIERS                                  |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 77  | PRODUITS EXCEPTIONNELS                               |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
|     | <b>Restes à réaliser - reports</b>                   |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
|     | <b>SOLDES (2)</b>                                    | <b>-347 760,00</b>     |                                                      |                                     | <b>-2 408 384,12</b>                    |                                                              |                                                        |                                                   | <b>-350 380,00</b>  |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non

|                                                           |      |
|-----------------------------------------------------------|------|
| IV - ANNEXES                                              | IV   |
| ELEMENTS DU BILAN                                         |      |
| PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL FONCTIONNEMENT | A1.1 |

## FONCTION 6 - FAMILLE

| (1) | Libellé                                              | 60 SERVICES COMMUNS  | 61 SERVICES EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES | 62 ACTIONS EN FAVEUR DE LA MATERNITE | 63 AIDES A LA FAMILLE | 64 CRECHES ET GARDERIES | Total                |
|-----|------------------------------------------------------|----------------------|-------------------------------------------|--------------------------------------|-----------------------|-------------------------|----------------------|
|     | <b>DEPENSES (2)</b>                                  | <b>4 304 937,66</b>  |                                           |                                      |                       | <b>631 222,00</b>       | <b>4 936 159,66</b>  |
|     | Dépenses de l'exercice                               | 4 304 937,66         |                                           |                                      |                       | 631 222,00              | 4 936 159,66         |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL                          | 314,09               |                                           |                                      |                       | 239 722,00              | 240 036,09           |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES              | 4 304 623,57         |                                           |                                      |                       | 300 000,00              | 4 604 623,57         |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS                             |                      |                                           |                                      |                       |                         |                      |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT               |                      |                                           |                                      |                       |                         |                      |
| 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS       |                      |                                           |                                      |                       |                         |                      |
| 65  | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE                   |                      |                                           |                                      |                       | 89 500,00               | 89 500,00            |
| 66  | CHARGES FINANCIERES                                  |                      |                                           |                                      |                       |                         |                      |
| 67  | CHARGES EXCEPTIONNELLES                              |                      |                                           |                                      |                       | 2 000,00                | 2 000,00             |
|     | <b>Restes à réaliser - reports</b>                   |                      |                                           |                                      |                       |                         |                      |
|     | <b>RECETTES (2)</b>                                  |                      |                                           |                                      |                       | <b>3 462 675,00</b>     | <b>3 462 675,00</b>  |
|     | Recettes de l'exercice                               |                      |                                           |                                      |                       | 3 462 675,00            | 3 462 675,00         |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES                              |                      |                                           |                                      |                       |                         |                      |
| 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS       |                      |                                           |                                      |                       |                         |                      |
| 70  | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES |                      |                                           |                                      |                       | 871 487,00              | 871 487,00           |
| 73  | IMPOTS ET TAXES                                      |                      |                                           |                                      |                       |                         |                      |
| 74  | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS             |                      |                                           |                                      |                       | 2 591 188,00            | 2 591 188,00         |
| 75  | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                  |                      |                                           |                                      |                       |                         |                      |
| 76  | PRODUITS FINANCIERS                                  |                      |                                           |                                      |                       |                         |                      |
| 77  | PRODUITS EXCEPTIONNELS                               |                      |                                           |                                      |                       |                         |                      |
|     | <b>Restes à réaliser - reports</b>                   |                      |                                           |                                      |                       |                         |                      |
|     | <b>SOLDES (2)</b>                                    | <b>-4 304 937,66</b> |                                           |                                      |                       | <b>2 831 453,00</b>     | <b>-1 473 484,66</b> |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes

|                                                           |      |
|-----------------------------------------------------------|------|
| IV - ANNEXES                                              | IV   |
| ELEMENTS DU BILAN                                         |      |
| PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL FONCTIONNEMENT | A1.1 |

## FONCTION 7 - LOGEMENT

| (1)                                | Libellé                                              | 70 SERVICES COMMUNS | 71 PARC PRIVE DE LA VILLE | 72 AIDE AU SECTEUR LOCATIF | 73 AIDE A L'ACCESSION A LA PROPRIETE | Total     |
|------------------------------------|------------------------------------------------------|---------------------|---------------------------|----------------------------|--------------------------------------|-----------|
| <b>DEPENSES (2)</b>                |                                                      |                     |                           | 1 300,00                   |                                      | 1 300,00  |
| <b>Dépenses de l'exercice</b>      |                                                      |                     |                           | 1 300,00                   |                                      | 1 300,00  |
| 011                                | CHARGES A CARACTERE GENERAL                          |                     |                           | 1 300,00                   |                                      | 1 300,00  |
| 012                                | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES              |                     |                           |                            |                                      |           |
| 014                                | ATTENUATIONS DE PRODUITS                             |                     |                           |                            |                                      |           |
| 023                                | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT               |                     |                           |                            |                                      |           |
| 042                                | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS       |                     |                           |                            |                                      |           |
| 65                                 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE                   |                     |                           |                            |                                      |           |
| 66                                 | CHARGES FINANCIERES                                  |                     |                           |                            |                                      |           |
| 67                                 | CHARGES EXCEPTIONNELLES                              |                     |                           |                            |                                      |           |
| <b>Restes à réaliser - reports</b> |                                                      |                     |                           |                            |                                      |           |
| <b>RECETTES (2)</b>                |                                                      |                     |                           |                            |                                      |           |
| <b>Recettes de l'exercice</b>      |                                                      |                     |                           |                            |                                      |           |
| 013                                | ATTENUATIONS DE CHARGES                              |                     |                           |                            |                                      |           |
| 042                                | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS       |                     |                           |                            |                                      |           |
| 70                                 | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES |                     |                           |                            |                                      |           |
| 73                                 | IMPOTS ET TAXES                                      |                     |                           |                            |                                      |           |
| 74                                 | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS             |                     |                           |                            |                                      |           |
| 75                                 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                  |                     |                           |                            |                                      |           |
| 76                                 | PRODUITS FINANCIERS                                  |                     |                           |                            |                                      |           |
| 77                                 | PRODUITS EXCEPTIONNELS                               |                     |                           |                            |                                      |           |
| <b>Restes à réaliser - reports</b> |                                                      |                     |                           |                            |                                      |           |
| <b>SOLDES (2)</b>                  |                                                      |                     |                           | -1 300,00                  |                                      | -1 300,00 |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que

|                                                           |      |
|-----------------------------------------------------------|------|
| IV - ANNEXES                                              | IV   |
| ELEMENTS DU BILAN                                         |      |
| PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL FONCTIONNEMENT | A1.1 |

## FONCTION 8 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT

| (1) | Libellé                                              | 81 SERVICES URBAINS | 82 AMENAGEMENT URBAIN | 83 ENVIRONNEMENT | Total          |
|-----|------------------------------------------------------|---------------------|-----------------------|------------------|----------------|
|     | <b>DEPENSES (2)</b>                                  |                     |                       |                  |                |
|     | Dépenses de l'exercice                               | 1 612 500,00        | 11 901 450,42         | 270 096,45       | 13 784 046,87  |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL                          | 1 612 500,00        | 1 041 100,00          | 88 700,00        | 2 742 300,00   |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES              |                     | 10 404 250,42         | 165 846,45       | 10 570 096,87  |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS                             |                     |                       |                  |                |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT               |                     |                       |                  |                |
| 042 | OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS       |                     |                       |                  |                |
| 65  | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE                   |                     | 456 100,00            | 15 550,00        | 471 650,00     |
| 66  | CHARGES FINANCIERES                                  |                     |                       |                  |                |
| 67  | CHARGES EXCEPTIONNELLES                              |                     |                       |                  |                |
|     | <b>Restes à réaliser - reports</b>                   |                     |                       |                  |                |
|     | <b>RECETTES (2)</b>                                  | 133 300,00          | 2 282 891,00          | 25 000,00        | 2 441 191,00   |
|     | Recettes de l'exercice                               | 133 300,00          | 2 282 891,00          | 25 000,00        | 2 441 191,00   |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES                              |                     |                       |                  |                |
| 042 | OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS       |                     |                       |                  |                |
| 70  | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES | 82 100,00           | 128 691,00            | 25 000,00        | 235 791,00     |
| 73  | IMPOTS ET TAXES                                      |                     | 1 744 000,00          |                  | 1 744 000,00   |
| 74  | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS             | 28 200,00           | 100 000,00            |                  | 128 200,00     |
| 75  | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                  | 23 000,00           | 310 200,00            |                  | 333 200,00     |
| 76  | PRODUITS FINANCIERS                                  |                     |                       |                  |                |
| 77  | PRODUITS EXCEPTIONNELS                               |                     |                       |                  |                |
|     | <b>Restes à réaliser - reports</b>                   |                     |                       |                  |                |
|     | <b>SOLDES (2)</b>                                    | -1 479 200,00       | -9 618 558,42         | -245 096,45      | -11 342 855,87 |

| (1) | Libellé                                              | Sous-fonction 81 SERVICES URBAINS |                           |                                                  |                       |                      |                        |
|-----|------------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|--------------------------------------------------|-----------------------|----------------------|------------------------|
|     |                                                      | 810 SERVICES COMMUNS              | 811 EAU ET ASSAINISSEMENT | 812 COLLECTE ET TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES | 813 PROPRIETE URBAINE | 814 ECLAIRAGE PUBLIC | 815 TRANSPORTS URBAINS |
|     | <b>DEPENSES (2)</b>                                  | 340 000,00                        |                           | 6 000,00                                         | 458 500,00            | 738 000,00           | 70 000,00              |
|     | Dépenses de l'exercice                               | 340 000,00                        |                           | 6 000,00                                         | 458 500,00            | 738 000,00           | 70 000,00              |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL                          | 340 000,00                        |                           | 6 000,00                                         | 458 500,00            | 738 000,00           | 70 000,00              |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES              |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS                             |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT               |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |
| 042 | OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS       |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |
| 85  | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE                   |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |
| 86  | CHARGES FINANCIERES                                  |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |
| 87  | CHARGES EXCEPTIONNELLES                              |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |
|     | <b>Restes à réaliser - reports</b>                   |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |
|     | <b>RECETTES (2)</b>                                  |                                   |                           |                                                  | 28 300,00             | 5 000,00             | 100 000,00             |
|     | Recettes de l'exercice                               |                                   |                           |                                                  | 28 300,00             | 5 000,00             | 100 000,00             |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES                              |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |
| 042 | OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS       |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |
| 70  | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES |                                   |                           |                                                  | 100,00                | 5 000,00             | 77 000,00              |
| 73  | IMPOTS ET TAXES                                      |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |
| 74  | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS             |                                   |                           |                                                  | 28 200,00             |                      |                        |
| 75  | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                  |                                   |                           |                                                  |                       |                      | 23 000,00              |
| 76  | PRODUITS FINANCIERS                                  |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |
| 77  | PRODUITS EXCEPTIONNELS                               |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |
|     | <b>Restes à réaliser - reports</b>                   |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |
|     | <b>SOLDES (2)</b>                                    | -340 000,00                       |                           | -6 000,00                                        | -430 200,00           | -733 000,00          | 100 000,00             |

|                                                           |      |
|-----------------------------------------------------------|------|
| IV - ANNEXES                                              | IV   |
| ELEMENTS DU BILAN                                         |      |
| PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL FONCTIONNEMENT | A1.1 |

## FONCTION 8 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT

| (1) | Libellé                                              | Sous-fonction 82 AMENAGEMENT URBAIN |                                   |                                |                           |                                            | Sous-fonction 83 ENVIRONNEMENT |                          |                                                      |                                    |
|-----|------------------------------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|---------------------------|--------------------------------------------|--------------------------------|--------------------------|------------------------------------------------------|------------------------------------|
|     |                                                      | 820 SERVICES COMMUNS                | 821 EQUIPEMENTS ANNEXES DE VOIRIE | 822 VOIRIE COMMUNALE ET ROUTES | 823 ESPACES VERTS URBAINS | 824 AUTRES OPERATIONS D'AMENAGEMENT URBAIN | 830 SERVICES COMMUNS           | 831 AMENAGEMENT DES EAUX | 832 ACTIONS SPECIFIQUES DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 833 PRESERVATION DU MILIEU NATUREL |
|     | <b>DEPENSES (2)</b>                                  | <b>10 664 950,42</b>                | <b>143 800,00</b>                 | <b>163 100,00</b>              | <b>523 850,00</b>         | <b>406 650,00</b>                          | <b>190 396,45</b>              |                          | <b>79 700,00</b>                                     |                                    |
|     | Dépenses de l'exercice                               | 10 664 950,42                       | 143 800,00                        | 163 100,00                     | 523 850,00                | 406 650,00                                 | 190 396,45                     |                          | 79 700,00                                            |                                    |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL                          | 39 800,00                           | 143 800,00                        | 162 300,00                     | 523 850,00                | 171 350,00                                 | 9 000,00                       |                          | 79 700,00                                            |                                    |
|     | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES              | 10 404 250,42                       |                                   |                                |                           |                                            | 165 848,45                     |                          |                                                      |                                    |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS                             |                                     |                                   |                                |                           |                                            |                                |                          |                                                      |                                    |
|     | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT               |                                     |                                   |                                |                           |                                            |                                |                          |                                                      |                                    |
| 023 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS       |                                     |                                   |                                |                           |                                            |                                |                          |                                                      |                                    |
| 042 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE                   | 220 000,00                          |                                   | 800,00                         |                           | 235 300,00                                 | 15 550,00                      |                          |                                                      |                                    |
| 65  | CHARGES FINANCIERES                                  |                                     |                                   |                                |                           |                                            |                                |                          |                                                      |                                    |
| 67  | CHARGES EXCEPTIONNELLES                              |                                     |                                   |                                |                           |                                            |                                |                          |                                                      |                                    |
|     | Restes à réaliser - reports                          |                                     |                                   |                                |                           |                                            |                                |                          |                                                      |                                    |
|     | <b>RECETTES (2)</b>                                  |                                     |                                   | <b>37 041,00</b>               |                           | <b>2 245 850,00</b>                        |                                |                          | <b>25 000,00</b>                                     |                                    |
|     | Recettes de l'exercice                               |                                     |                                   | 37 041,00                      |                           | 2 245 850,00                               |                                |                          | 25 000,00                                            |                                    |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES                              |                                     |                                   |                                |                           |                                            |                                |                          |                                                      |                                    |
| 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS       |                                     |                                   |                                |                           |                                            |                                |                          |                                                      |                                    |
| 70  | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES |                                     |                                   | 37 041,00                      |                           | 91 650,00                                  |                                |                          | 25 000,00                                            |                                    |
| 73  | IMPOTS ET TAXES                                      |                                     |                                   |                                |                           | 1 744 000,00                               |                                |                          |                                                      |                                    |
| 74  | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS             |                                     |                                   |                                |                           | 100 000,00                                 |                                |                          |                                                      |                                    |
| 75  | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                  |                                     |                                   |                                |                           | 310 200,00                                 |                                |                          |                                                      |                                    |
| 76  | PRODUITS FINANCIERES                                 |                                     |                                   |                                |                           |                                            |                                |                          |                                                      |                                    |
| 77  | PRODUITS EXCEPTIONNELS                               |                                     |                                   |                                |                           |                                            |                                |                          |                                                      |                                    |
|     | Restes à réaliser - reports                          |                                     |                                   |                                |                           |                                            |                                |                          |                                                      |                                    |
|     | <b>SOLDES (2)</b>                                    | <b>-10 684 950,42</b>               | <b>-143 800,00</b>                | <b>-126 059,00</b>             | <b>-823 850,00</b>        | <b>1 839 200,00</b>                        | <b>-190 396,45</b>             |                          | <b>-54 700,00</b>                                    |                                    |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.



|                                                           |      |
|-----------------------------------------------------------|------|
| IV - ANNEXES                                              | IV   |
| ELEMENTS DU BILAN                                         |      |
| PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL FONCTIONNEMENT | A1.1 |

## FONCTION 9 - ACTION ECONOMIQUE

| (1) | Libellé                                                 | 90<br>INTERVENTIONS<br>ECONOMIQUES | 91 FOIRES ET<br>MARCHES | 92 AIDES A<br>L'AGRICULTURE<br>ET AUX<br>INDUSTRIES<br>AGRO-<br>ALIMENTAIRES | 93 AIDES A<br>L'ENERGIE, AUX<br>INDUSTRIES<br>MANUFACTURIE<br>RES ET AU<br>B.T.P. | 94 AIDES AU<br>COMMERCE ET<br>AUX SERVICES<br>MARCHANDS | 95 AIDES AU<br>TOURISME | 96 AIDES AUX<br>SERVICES<br>PUBLICS | Total               |
|-----|---------------------------------------------------------|------------------------------------|-------------------------|------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------------------|---------------------|
|     | <b>DÉPENSES (2)</b>                                     | <b>631 534,00</b>                  | <b>26 400,00</b>        | <b>1 000,00</b>                                                              |                                                                                   | <b>216 000,00</b>                                       | <b>833 990,00</b>       |                                     | <b>1 708 924,00</b> |
|     | Dépenses de l'exercice                                  | 631 534,00                         | 26 400,00               | 1 000,00                                                                     |                                                                                   | 216 000,00                                              | 833 990,00              |                                     | 1 708 924,00        |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL                             | 178 800,00                         | 11 900,00               |                                                                              |                                                                                   | 150 000,00                                              | 246 690,00              |                                     | 587 390,00          |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS<br>ASSIMILES              |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |                     |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS                                |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         | 9 000,00                |                                     | 9 000,00            |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION<br>D'INVESTISSEMENT               |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |                     |
| 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS<br>ENTRE SECTIONS       |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |                     |
|     | AUTRES CHARGES DE GESTION<br>COURANTE                   | 452 734,00                         | 14 500,00               | 1 000,00                                                                     |                                                                                   | 35 000,00                                               | 381 300,00              |                                     | 884 534,00          |
| 66  | CHARGES FINANCIERES                                     |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |                     |
| 67  | CHARGES EXCEPTIONNELLES                                 |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   | 31 000,00                                               | 197 000,00              |                                     | 228 000,00          |
|     | Restes à réaliser - reports                             |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |                     |
|     | <b>RECÊTES (2)</b>                                      | <b>348 000,00</b>                  | <b>274 000,00</b>       |                                                                              |                                                                                   |                                                         | <b>166 100,00</b>       |                                     | <b>788 100,00</b>   |
|     | Recettes de l'exercice                                  | 348 000,00                         | 274 000,00              |                                                                              |                                                                                   |                                                         | 166 100,00              |                                     | 788 100,00          |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES                                 |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |                     |
| 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS<br>ENTRE SECTIONS       |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |                     |
| 70  | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE<br>ET VENTES DIVERSES |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |                     |
| 73  | IMPOTS ET TAXES                                         |                                    | 274 000,00              |                                                                              |                                                                                   |                                                         | 150 000,00              |                                     | 424 000,00          |
| 74  | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET<br>PARTICIPATIONS             | 348 000,00                         |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     | 348 000,00          |
| 75  | AUTRES PRODUITS DE GESTION<br>COURANTE                  |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         | 16 100,00               |                                     | 16 100,00           |
| 76  | PRODUITS FINANCIERS                                     |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |                     |
| 77  | PRODUITS EXCEPTIONNELS                                  |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |                     |
|     | Restes à réaliser - reports                             |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |                     |
|     | <b>SOLDES (2)</b>                                       | <b>-283 534,00</b>                 | <b>247 600,00</b>       | <b>-1 000,00</b>                                                             |                                                                                   | <b>-216 000,00</b>                                      | <b>-667 890,00</b>      |                                     | <b>-920 824,00</b>  |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non

|                                                           |      |
|-----------------------------------------------------------|------|
| IV - ANNEXES                                              | IV   |
| ELEMENTS DU BILAN                                         |      |
| PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT | A1.2 |

## FONCTION 0 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

| (1)  | Libellé                                           | 01 OPERATIONS<br>NON<br>VENTILABLES | 02<br>ADMINISTRATIO<br>N GENERALE | 03 JUSTICE | 04 RELATIONS<br>INTERNATIONAL<br>ES | Total                |
|------|---------------------------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------|------------|-------------------------------------|----------------------|
|      | <b>DEPENSES (2)</b>                               | <b>9 501 000,00</b>                 | <b>7 867 923,64</b>               |            |                                     | <b>17 368 923,64</b> |
|      | Dépenses de l'exercice                            | 9 501 000,00                        | 7 867 923,64                      |            |                                     | 17 368 923,64        |
|      | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS<br>ENTRE SECTIONS |                                     | 250 000,00                        |            |                                     | 250 000,00           |
| 040  | OPERATIONS PATRIMONIALES                          |                                     | 13 600,00                         |            |                                     | 13 600,00            |
| 18   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                     | 9 501 000,00                        |                                   |            |                                     | 9 501 000,00         |
| 20   | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES                     |                                     | 342 468,08                        |            |                                     | 342 468,08           |
| 204  | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES                          |                                     | 543 907,11                        |            |                                     | 543 907,11           |
| 21   | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                       |                                     | 1 494 934,17                      |            |                                     | 1 494 934,17         |
| 23   | IMMOBILISATIONS EN COURS                          |                                     | 5 223 014,28                      |            |                                     | 5 223 014,28         |
|      | Opérations d'équipement                           |                                     |                                   |            |                                     |                      |
| 9002 | CONGRES                                           |                                     |                                   |            |                                     |                      |
| 9008 | PARCBAL                                           |                                     |                                   |            |                                     |                      |
| 9014 | PIETONNE                                          |                                     |                                   |            |                                     |                      |
| 9015 | RESI                                              |                                     |                                   |            |                                     |                      |
| 9016 | GLACIS08                                          |                                     |                                   |            |                                     |                      |
| 9017 | FORTIF                                            |                                     |                                   |            |                                     |                      |
|      | Opérations pour compte de tiers                   |                                     |                                   |            |                                     |                      |
|      | Restes à réaliser - reports                       |                                     |                                   |            |                                     |                      |
|      | <b>RECETTES (2)</b>                               | <b>29 598 122,53</b>                | <b>413 600,00</b>                 |            |                                     | <b>30 011 722,53</b> |
|      | Recettes de l'exercice                            | 29 598 122,53                       | 413 600,00                        |            |                                     | 30 011 722,53        |
|      | VIREMENT DE LA SECTION DE<br>FONCTIONNEMENT       | 4 195 436,00                        |                                   |            |                                     | 4 195 436,00         |
| 024  | PRODUITS DES CESSIONS<br>D'IMMOBILISATION         | 1 500 000,00                        |                                   |            |                                     | 1 500 000,00         |
| 040  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS<br>ENTRE SECTIONS | 3 600 000,00                        |                                   |            |                                     | 3 600 000,00         |
| 041  | OPERATIONS PATRIMONIALES                          |                                     | 13 600,00                         |            |                                     | 13 600,00            |
| 10   | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET<br>RESERVES            | 3 798 850,00                        | 100 000,00                        |            |                                     | 3 898 850,00         |
| 13   | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT<br>RECUES            | 708 000,00                          | 300 000,00                        |            |                                     | 1 008 000,00         |
| 16   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                     | 15 782 236,53                       |                                   |            |                                     | 15 782 236,53        |
| 27   | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES                | 13 600,00                           |                                   |            |                                     | 13 600,00            |
|      | Opérations pour compte de tiers                   |                                     |                                   |            |                                     |                      |
|      | Restes à réaliser - reports                       |                                     |                                   |            |                                     |                      |
|      | <b>SOLDES (2)</b>                                 | <b>20 097 122,53</b>                | <b>-7 454 323,64</b>              |            |                                     | <b>12 642 798,89</b> |

|                                                           |      |
|-----------------------------------------------------------|------|
| IV - ANNEXES                                              | IV   |
| ELEMENTS DU BILAN                                         |      |
| PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT | A1.2 |

## FONCTION 0 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

| (1)  | Libellé                                           | Sous-fonction 02 ADMINISTRATION GENERALE                    |                         |                                                 |                                                     |                            |                                                             | Sous-fonction 04 RELATIONS INTERNATIONALES |                |                |
|------|---------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|----------------|----------------|
|      |                                                   | 020<br>ADMINISTRATIO<br>N GENERALE DE<br>LA<br>COLLECTIVITE | 021 ASSEMBLEE<br>LOCALE | 022<br>ADMINISTRATIO<br>N GENERALE DE<br>L'ETAT | 023<br>INFORMATION,<br>COMMUNICATIO<br>N, PUBLICITE | 024 FETES ET<br>CEREMONIES | 025 AIDES AUX<br>ASSOCIATIONS<br>(NON CLASSEES<br>AILLEURS) | 026 CIMETIERES<br>ET POMPES<br>FUNEBRES    | 041 A MODIFIER | 048 A MODIFIER |
|      | <b>DEPENSES (2)</b>                               | <b>7 165 381,28</b>                                         |                         |                                                 | <b>72 889,90</b>                                    |                            | <b>14 838,68</b>                                            | <b>614 813,78</b>                          |                |                |
|      | Dépenses de l'exercice                            | 7 165 381,28                                                |                         |                                                 | 72 889,90                                           |                            | 14 838,68                                                   | 614 813,78                                 |                |                |
|      | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS<br>ENTRE SECTIONS | 250 000,00                                                  |                         |                                                 |                                                     |                            |                                                             |                                            |                |                |
| 040  | OPERATIONS PATRIMONIALES                          | 13 600,00                                                   |                         |                                                 |                                                     |                            |                                                             |                                            |                |                |
| 18   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                     |                                                             |                         |                                                 |                                                     |                            |                                                             |                                            |                |                |
| 20   | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES                     | 297 614,18                                                  |                         |                                                 | 41 840,00                                           |                            |                                                             | 3 013,92                                   |                |                |
| 204  | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES                          | 541 907,11                                                  |                         |                                                 |                                                     |                            | 2 000,00                                                    |                                            |                |                |
| 21   | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                       | 1 338 358,27                                                |                         |                                                 | 16 049,90                                           |                            |                                                             | 140 526,00                                 |                |                |
| 23   | IMMOBILISATIONS EN COURS                          | 4 723 901,74                                                |                         |                                                 | 15 000,00                                           |                            | 12 838,68                                                   | 471 273,86                                 |                |                |
|      | Opérations d'équipement                           |                                                             |                         |                                                 |                                                     |                            |                                                             |                                            |                |                |
| 9002 | CONGRES                                           |                                                             |                         |                                                 |                                                     |                            |                                                             |                                            |                |                |
| 9006 | PARCBAL                                           |                                                             |                         |                                                 |                                                     |                            |                                                             |                                            |                |                |
| 9014 | PIETONNE                                          |                                                             |                         |                                                 |                                                     |                            |                                                             |                                            |                |                |
| 9015 | RESI                                              |                                                             |                         |                                                 |                                                     |                            |                                                             |                                            |                |                |
| 9016 | GLACIS08                                          |                                                             |                         |                                                 |                                                     |                            |                                                             |                                            |                |                |
| 9017 | FORTIF                                            |                                                             |                         |                                                 |                                                     |                            |                                                             |                                            |                |                |
|      | Opérations pour compte de tiers                   |                                                             |                         |                                                 |                                                     |                            |                                                             |                                            |                |                |
|      | Restes à réaliser - reports                       |                                                             |                         |                                                 |                                                     |                            |                                                             |                                            |                |                |
|      | <b>RECETTES (2)</b>                               | <b>413 600,00</b>                                           |                         |                                                 |                                                     |                            |                                                             |                                            |                |                |
|      | Recettes de l'exercice                            | 413 600,00                                                  |                         |                                                 |                                                     |                            |                                                             |                                            |                |                |
| 021  | VIREMENT DE LA SECTION DE<br>FONCTIONNEMENT       |                                                             |                         |                                                 |                                                     |                            |                                                             |                                            |                |                |
| 024  | PRODUITS DES CESSIONS<br>D'IMMOBILISATION         |                                                             |                         |                                                 |                                                     |                            |                                                             |                                            |                |                |
| 040  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS<br>ENTRE SECTIONS |                                                             |                         |                                                 |                                                     |                            |                                                             |                                            |                |                |
| 041  | OPERATIONS PATRIMONIALES                          | 13 600,00                                                   |                         |                                                 |                                                     |                            |                                                             |                                            |                |                |
| 10   | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET<br>RESERVES            | 100 000,00                                                  |                         |                                                 |                                                     |                            |                                                             |                                            |                |                |
| 13   | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT<br>RECUES            | 300 000,00                                                  |                         |                                                 |                                                     |                            |                                                             |                                            |                |                |
| 16   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                     |                                                             |                         |                                                 |                                                     |                            |                                                             |                                            |                |                |
| 27   | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES                |                                                             |                         |                                                 |                                                     |                            |                                                             |                                            |                |                |
|      | Opérations pour compte de tiers                   |                                                             |                         |                                                 |                                                     |                            |                                                             |                                            |                |                |
|      | Restes à réaliser - reports                       |                                                             |                         |                                                 |                                                     |                            |                                                             |                                            |                |                |
|      | <b>SOLDES (2)</b>                                 | <b>-6 751 781,28</b>                                        |                         |                                                 | <b>-72 889,90</b>                                   |                            | <b>-14 838,68</b>                                           | <b>-614 813,78</b>                         |                |                |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

|                                                                                |      |
|--------------------------------------------------------------------------------|------|
| IV - ANNEXES                                                                   | IV   |
| ELEMENTS DU BILAN<br>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT | A1.2 |

## FONCTION 1 - SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES

| (1)  | Libellé                                        | 11 SECURITE INTERIEURE | 12 HYGIENE ET SALUBRITE PUBLIQUE | Total     |
|------|------------------------------------------------|------------------------|----------------------------------|-----------|
|      | <b>DEPENSES (2)</b>                            | 4 321,17               | 2 000,00                         | 6 321,17  |
|      | Dépenses de l'exercice                         | 4 321,17               | 2 000,00                         | 6 321,17  |
| 040  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS |                        |                                  |           |
| 041  | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |                        |                                  |           |
| 16   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  |                        |                                  |           |
| 20   | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES                  |                        |                                  |           |
| 204  | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES                       |                        |                                  |           |
| 21   | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                    |                        | 2 000,00                         | 2 000,00  |
| 23   | IMMOBILISATIONS EN COURS                       | 4 321,17               |                                  | 4 321,17  |
|      | <b>Opérations d'équipement</b>                 |                        |                                  |           |
| 9002 | CONGRÈS                                        |                        |                                  |           |
| 9006 | PARCBAL                                        |                        |                                  |           |
| 9014 | PIETONNE                                       |                        |                                  |           |
| 9015 | RESI                                           |                        |                                  |           |
| 9016 | GLACIS06                                       |                        |                                  |           |
| 9017 | FORTIF                                         |                        |                                  |           |
|      | <b>Opérations pour compte de tiers</b>         |                        |                                  |           |
|      | Restes à réaliser - reports                    |                        |                                  |           |
|      | <b>RECETTES (2)</b>                            |                        |                                  |           |
|      | Recettes de l'exercice                         |                        |                                  |           |
| 021  | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT       |                        |                                  |           |
| 024  | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATION         |                        |                                  |           |
| 040  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS |                        |                                  |           |
| 041  | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |                        |                                  |           |
| 10   | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES            |                        |                                  |           |
| 13   | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES            |                        |                                  |           |
| 16   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  |                        |                                  |           |
| 27   | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES             |                        |                                  |           |
|      | <b>Opérations pour compte de tiers</b>         |                        |                                  |           |
|      | Restes à réaliser - reports                    |                        |                                  |           |
|      | <b>SOLDES (2)</b>                              | -4 321,17              | -2 000,00                        | -6 321,17 |

|                                                           |      |
|-----------------------------------------------------------|------|
| IV - ANNEXES                                              | IV   |
| ELEMENTS DU BILAN                                         |      |
| PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT | A1.2 |

## FONCTION 1 - SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES

| (1)                                    | Libellé                                        | Sous-fonction 11 SECURITE INTERIEURE |                      |                       |                                    |                                          |
|----------------------------------------|------------------------------------------------|--------------------------------------|----------------------|-----------------------|------------------------------------|------------------------------------------|
|                                        |                                                | 110 SERVICES COMMUNS                 | 111 POLICE NATIONALE | 112 POLICE MUNICIPALE | 113 POMPIERS, INCENDIES ET SECOURS | 114 AUTRES SERVICES DE PROTECTION CIVILE |
| <b>DEPENSES (2)</b>                    |                                                |                                      |                      | 4 321,17              |                                    |                                          |
| Dépenses de l'exercice                 |                                                |                                      |                      | 4 321,17              |                                    |                                          |
| 040                                    | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| 041                                    | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| 16                                     | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| 20                                     | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES                  |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| 204                                    | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES                       |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| 21                                     | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                    |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| 23                                     | IMMOBILISATIONS EN COURS                       |                                      |                      | 4 321,17              |                                    |                                          |
| <b>Opérations d'équipement</b>         |                                                |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| 9002                                   | CONGRES                                        |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| 9006                                   | PARCBAL                                        |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| 9014                                   | PIETONNE                                       |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| 9015                                   | RESI                                           |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| 9016                                   | GLACIS06                                       |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| 9017                                   | FORTIF                                         |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| <b>Opérations pour compte de tiers</b> |                                                |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| <b>Restes à réaliser - reports</b>     |                                                |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| <b>RECETTES (2)</b>                    |                                                |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| Recettes de l'exercice                 |                                                |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| 021                                    | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT       |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| 024                                    | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATION         |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| 040                                    | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| 041                                    | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| 10                                     | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES            |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| 13                                     | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES            |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| 16                                     | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| 27                                     | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES             |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| <b>Opérations pour compte de tiers</b> |                                                |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| <b>Restes à réaliser - reports</b>     |                                                |                                      |                      |                       |                                    |                                          |
| <b>SOLDES (2)</b>                      |                                                |                                      |                      | -4 321,17             |                                    |                                          |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que

|                                                           |      |
|-----------------------------------------------------------|------|
| IV - ANNEXES                                              | IV   |
| ELEMENTS DU BILAN                                         |      |
| PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT | A1.2 |

FONCTION 2 - ENSEIGNEMENT - FORMATION

| (1)  | Libellé                                        | 20 SERVICES COMMUNS | 21 ENSEIGNEMENT PRIMAIRE | 22 ENSEIGNEMENT DU DEUXIEME DEGRE | 23 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR | 24 FORMATION CONTINUE | 25 SERVICES ANNEXES DE L'ENSEIGNEMENT | Total                |
|------|------------------------------------------------|---------------------|--------------------------|-----------------------------------|---------------------------|-----------------------|---------------------------------------|----------------------|
|      | <b>DEPENSES (2)</b>                            | <b>295 499,00</b>   | <b>757 306,96</b>        |                                   | <b>271 000,00</b>         | <b>6 500,00</b>       | <b>30 721,90</b>                      | <b>1 361 027,86</b>  |
|      | Dépenses de l'exercice                         | 295 499,00          | 757 306,96               |                                   | 271 000,00                | 6 500,00              | 30 721,90                             | 1 361 027,86         |
| 040  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS |                     |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
| 041  | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |                     |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
| 16   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  |                     |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
| 20   | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES                  |                     |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
| 204  | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES                       |                     |                          |                                   | 271 000,00                | 6 500,00              |                                       | 277 500,00           |
| 21   | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                    | 39 499,00           | 154 250,03               |                                   |                           |                       | 29 554,08                             | 223 303,09           |
| 23   | IMMOBILISATIONS EN COURS                       | 256 000,80          | 603 056,93               |                                   |                           |                       | 1 167,84                              | 880 224,77           |
|      | <b>Opérations d'équipement</b>                 |                     |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
| 9002 | CONGRES                                        |                     |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
| 9006 | PARCBAL                                        |                     |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
| 9014 | PIETONNE                                       |                     |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
| 9015 | RESI                                           |                     |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
| 9016 | GLACIS06                                       |                     |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
| 9017 | FORTIF                                         |                     |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
|      | <b>Opérations pour compte de tiers</b>         |                     |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
|      | <b>Restes à réaliser - reports</b>             |                     |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
|      | <b>RECETTES (2)</b>                            |                     |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
|      | Recettes de l'exercice                         |                     |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
| 021  | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT       |                     |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
| 024  | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATION         |                     |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
| 040  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS |                     |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
| 041  | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |                     |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
| 10   | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES            |                     |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
| 13   | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES            |                     |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
| 16   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  |                     |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
| 27   | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES             |                     |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
|      | <b>Opérations pour compte de tiers</b>         |                     |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
|      | <b>Restes à réaliser - reports</b>             |                     |                          |                                   |                           |                       |                                       |                      |
|      | <b>SOLDES (2)</b>                              | <b>-295 499,00</b>  | <b>-757 306,96</b>       |                                   | <b>-271 000,00</b>        | <b>-6 500,00</b>      | <b>-30 721,90</b>                     | <b>-1 361 027,86</b> |

| (1)  | Libellé                                        | Sous-fonction 21 ENSEIGNEMENT PRIMAIRE |                      |                        | Sous-fonction 25 SERVICES ANNEXES DE L'ENSEIGNEMENT |                          |                    |                       | 255 CLASSES DE DECOUVERTE ET AUTRES SERVICES ANNEXES DE L'ENSEIGNEMENT |
|------|------------------------------------------------|----------------------------------------|----------------------|------------------------|-----------------------------------------------------|--------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------------------------------------------------------|
|      |                                                | 211 ECOLES MATERNELLES                 | 212 ECOLES PRIMAIRES | 213 CLASSES REGROUPEES | 251 HEBERGEMENT ET RESTAURATION SCOLAIRE            | 252 TRANSPORTS SCOLAIRES | 253 SPORT SCOLAIRE | 254 MEDECINE SCOLAIRE |                                                                        |
|      | <b>DEPENSES (2)</b>                            |                                        | <b>757 306,96</b>    |                        | <b>25 721,90</b>                                    |                          |                    | <b>2 000,00</b>       | <b>3 000,00</b>                                                        |
|      | Dépenses de l'exercice                         |                                        | 757 306,96           |                        | 25 721,90                                           |                          |                    | 2 000,00              | 3 000,00                                                               |
| 040  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 041  | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 16   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 20   | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES                  |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 204  | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES                       |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 21   | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                    |                                        | 154 250,03           |                        | 24 554,06                                           |                          |                    | 2 000,00              | 3 000,00                                                               |
| 23   | IMMOBILISATIONS EN COURS                       |                                        | 603 056,93           |                        | 1 167,84                                            |                          |                    |                       |                                                                        |
|      | <b>Opérations d'équipement</b>                 |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 9002 | CONGRES                                        |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 9006 | PARCBAL                                        |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 9014 | PIETONNE                                       |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 9015 | RESI                                           |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 9016 | GLACIS06                                       |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 9017 | FORTIF                                         |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
|      | <b>Opérations pour compte de tiers</b>         |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
|      | <b>Restes à réaliser - reports</b>             |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
|      | <b>RECETTES (2)</b>                            |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
|      | Recettes de l'exercice                         |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 021  | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT       |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 024  | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATION         |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 040  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 041  | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 10   | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES            |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 13   | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES            |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 16   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
| 27   | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES             |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
|      | <b>Opérations pour compte de tiers</b>         |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
|      | <b>Restes à réaliser - reports</b>             |                                        |                      |                        |                                                     |                          |                    |                       |                                                                        |
|      | <b>SOLDES (2)</b>                              |                                        | <b>-757 306,96</b>   |                        | <b>-25 721,90</b>                                   |                          |                    | <b>-2 000,00</b>      | <b>-3 000,00</b>                                                       |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). La solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non



|                                                           |      |
|-----------------------------------------------------------|------|
| IV - ANNEXES                                              | IV   |
| ELEMENTS DU BILAN                                         |      |
| PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT | A1.2 |

## FONCTION 3 - CULTURE

| (1)  | Libellé                                        | 30 SERVICES COMMUNS | 31 EXPRESSION ARTISTIQUE | 32 CONSERVATION ET DIFFUSION DES PATRIMOINES | 33 ACTION CULTURELLE | Total                |
|------|------------------------------------------------|---------------------|--------------------------|----------------------------------------------|----------------------|----------------------|
|      | <b>DEPENSES (2)</b>                            | <b>409 998,65</b>   | <b>47 467,00</b>         | <b>2 274 061,44</b>                          | <b>2 000,00</b>      | <b>2 733 527,09</b>  |
|      | Dépenses de l'exercice                         | 409 998,65          | 47 467,00                | 1 077 047,00                                 | 2 000,00             | 1 536 512,65         |
| 040  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS |                     |                          |                                              |                      |                      |
| 041  | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |                     |                          |                                              |                      |                      |
| 16   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  |                     |                          |                                              |                      |                      |
| 20   | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES                  |                     |                          |                                              |                      |                      |
| 204  | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES                       |                     | 47 467,00                |                                              | 2 000,00             | 49 467,00            |
| 21   | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                    | 4 998,65            |                          | 284 954,33                                   |                      | 289 952,98           |
| 23   | IMMOBILISATIONS EN COURS                       | 405 000,00          |                          | 792 092,67                                   |                      | 1 197 092,67         |
|      | <b>Opérations d'équipement</b>                 |                     |                          | <b>1 197 014,44</b>                          |                      | <b>1 197 014,44</b>  |
| 9002 | CONGRES                                        |                     |                          |                                              |                      |                      |
| 9006 | PARCBAL                                        |                     |                          |                                              |                      |                      |
| 9014 | PIETONNE                                       |                     |                          |                                              |                      |                      |
| 9015 | RESI                                           |                     |                          |                                              |                      |                      |
| 9016 | GLACIS06                                       |                     |                          |                                              |                      |                      |
| 9017 | FORTIF                                         |                     |                          | 1 197 014,44                                 |                      | 1 197 014,44         |
|      | <b>Opérations pour compte de tiers</b>         |                     |                          |                                              |                      |                      |
|      | <b>Restes à réaliser - reports</b>             |                     |                          |                                              |                      |                      |
|      | <b>RECETTES (2)</b>                            | <b>103 000,00</b>   | <b>41 124,00</b>         | <b>362 819,85</b>                            |                      | <b>506 943,85</b>    |
|      | Recettes de l'exercice                         | 103 000,00          | 41 124,00                | 362 819,85                                   |                      | 506 943,85           |
| 021  | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT       |                     |                          |                                              |                      |                      |
| 024  | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATION         |                     |                          |                                              |                      |                      |
| 040  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS |                     |                          |                                              |                      |                      |
| 041  | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |                     |                          |                                              |                      |                      |
| 10   | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES            |                     |                          |                                              |                      |                      |
| 13   | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES            | 103 000,00          | 41 124,00                | 362 819,85                                   |                      | 506 943,85           |
| 16   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  |                     |                          |                                              |                      |                      |
| 27   | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES             |                     |                          |                                              |                      |                      |
|      | <b>Opérations pour compte de tiers</b>         |                     |                          |                                              |                      |                      |
|      | <b>Restes à réaliser - reports</b>             |                     |                          |                                              |                      |                      |
|      | <b>SOLDES (2)</b>                              | <b>-306 998,65</b>  | <b>-6 343,00</b>         | <b>-1 911 241,59</b>                         | <b>-2 000,00</b>     | <b>-2 226 583,24</b> |

| (1)  | Libellé                                        | Sous-fonction 31 EXPRESSION ARTISTIQUE             |                                                     |                  |                                            | Sous-fonction 32 CONSERVATION ET DIFFUSION DES PATRIMOINES |                   |                   |                                      |
|------|------------------------------------------------|----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|------------------|--------------------------------------------|------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|--------------------------------------|
|      |                                                | 311 EXPRESSION MUSICALE, LYRIQUE ET CHOREGRAPHIQUE | 312 ARTS PLASTIQUES ET AUTRES ACTIVITES ARTISTIQUES | 313 THEATRES     | 314 CINEMAS ET AUTRES SALLES DE SPECTACLES | 321 BIBLIOTHEQUES ET MEDIATHEQUES                          | 322 MUSEES        | 323 ARCHIVES      | 324 ENTRETIEN DU PATRIMOINE CULTUREL |
|      | <b>DEPENSES (2)</b>                            | <b>11 467,00</b>                                   | <b>1 000,00</b>                                     | <b>35 000,00</b> |                                            | <b>208 266,33</b>                                          | <b>110 805,05</b> | <b>16 100,00</b>  | <b>1 938 890,06</b>                  |
|      | Dépenses de l'exercice                         | 11 467,00                                          | 1 000,00                                            | 35 000,00        |                                            | 208 266,33                                                 | 110 805,05        | 16 100,00         | 741 875,62                           |
| 040  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS |                                                    |                                                     |                  |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
| 041  | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |                                                    |                                                     |                  |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
| 16   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  |                                                    |                                                     |                  |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
| 20   | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES                  |                                                    |                                                     |                  |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
| 204  | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES                       | 11 467,00                                          | 1 000,00                                            | 35 000,00        |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
| 21   | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                    |                                                    |                                                     |                  |                                            | 201 939,33                                                 | 75 015,00         | 8 000,00          |                                      |
| 23   | IMMOBILISATIONS EN COURS                       |                                                    |                                                     |                  |                                            | 6 327,00                                                   | 35 790,05         | 8 100,00          | 741 875,62                           |
|      | <b>Opérations d'équipement</b>                 |                                                    |                                                     |                  |                                            |                                                            |                   |                   | <b>1 197 014,44</b>                  |
| 9002 | CONGRES                                        |                                                    |                                                     |                  |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
| 9006 | PARCBAL                                        |                                                    |                                                     |                  |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
| 9014 | PIETONNE                                       |                                                    |                                                     |                  |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
| 9015 | RESI                                           |                                                    |                                                     |                  |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
| 9016 | GLACIS06                                       |                                                    |                                                     |                  |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
| 9017 | FORTIF                                         |                                                    |                                                     |                  |                                            |                                                            |                   |                   | 1 197 014,44                         |
|      | <b>Opérations pour compte de tiers</b>         |                                                    |                                                     |                  |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
|      | <b>Restes à réaliser - reports</b>             |                                                    |                                                     |                  |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
|      | <b>RECETTES (2)</b>                            |                                                    |                                                     | <b>41 124,00</b> |                                            | <b>2 625,00</b>                                            | <b>38 560,00</b>  | <b>4 500,00</b>   | <b>317 134,85</b>                    |
|      | Recettes de l'exercice                         |                                                    |                                                     | 41 124,00        |                                            | 2 625,00                                                   | 38 560,00         | 4 500,00          | 317 134,85                           |
| 021  | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT       |                                                    |                                                     |                  |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
| 024  | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATION         |                                                    |                                                     |                  |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
| 040  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS |                                                    |                                                     |                  |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
| 041  | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |                                                    |                                                     |                  |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
| 10   | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES            |                                                    |                                                     |                  |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
| 13   | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES            |                                                    |                                                     | 41 124,00        |                                            | 2 625,00                                                   | 38 560,00         | 4 500,00          | 317 134,85                           |
| 16   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  |                                                    |                                                     |                  |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
| 27   | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES             |                                                    |                                                     |                  |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
|      | <b>Opérations pour compte de tiers</b>         |                                                    |                                                     |                  |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
|      | <b>Restes à réaliser - reports</b>             |                                                    |                                                     |                  |                                            |                                                            |                   |                   |                                      |
|      | <b>SOLDES (2)</b>                              | <b>-11 467,00</b>                                  | <b>-1 000,00</b>                                    | <b>6 124,00</b>  |                                            | <b>-205 641,33</b>                                         | <b>-72 245,05</b> | <b>-11 600,00</b> | <b>-1 621 755,21</b>                 |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non

|                                                           |      |
|-----------------------------------------------------------|------|
| IV - ANNEXES                                              | IV   |
| ELEMENTS DU BILAN                                         |      |
| PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT | A1.2 |

## FONCTION 4 - SPORTS ET JEUNESSE

| (1)  | Libellé                                        | 40 SERVICES COMMUNS | 41 SPORTS            | 42 JEUNESSE        | Total                |
|------|------------------------------------------------|---------------------|----------------------|--------------------|----------------------|
|      | <b>DEPENSES (2)</b>                            | <b>236 450,00</b>   | <b>2 248 706,79</b>  | <b>165 369,12</b>  | <b>2 650 525,91</b>  |
|      | Dépenses de l'exercice                         | 236 450,00          | 2 248 706,79         | 165 369,12         | 2 650 525,91         |
| 040  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS |                     |                      |                    |                      |
| 041  | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |                     |                      |                    |                      |
| 16   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  |                     |                      |                    |                      |
| 20   | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES                  |                     |                      | 55 923,00          | 55 923,00            |
| 204  | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES                       |                     | 19 800,00            |                    | 19 800,00            |
| 21   | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                    | 16 450,00           | 6 000,00             | 40 544,92          | 62 994,92            |
| 23   | IMMOBILISATIONS EN COURS                       | 220 000,00          | 2 222 906,79         | 68 901,20          | 2 511 807,99         |
|      | <b>Opérations d'équipement</b>                 |                     |                      |                    |                      |
| 9002 | CONGRES                                        |                     |                      |                    |                      |
| 9006 | PARCBAL                                        |                     |                      |                    |                      |
| 9014 | PIETONNE                                       |                     |                      |                    |                      |
| 9015 | RESI                                           |                     |                      |                    |                      |
| 9016 | GLACIS06                                       |                     |                      |                    |                      |
| 9017 | FORTIF                                         |                     |                      |                    |                      |
|      | <b>Opérations pour compte de tiers</b>         |                     |                      |                    |                      |
|      | Restes à réaliser - reports                    |                     |                      |                    |                      |
|      | <b>RECETTES (2)</b>                            | <b>350 000,00</b>   | <b>416 000,00</b>    |                    | <b>766 000,00</b>    |
|      | Recettes de l'exercice                         | 350 000,00          | 416 000,00           |                    | 766 000,00           |
| 021  | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT       |                     |                      |                    |                      |
| 024  | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATION         |                     |                      |                    |                      |
| 040  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS |                     |                      |                    |                      |
| 041  | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |                     |                      |                    |                      |
| 10   | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES            |                     |                      |                    |                      |
| 13   | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES            | 350 000,00          | 416 000,00           |                    | 766 000,00           |
| 16   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  |                     |                      |                    |                      |
| 27   | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES             |                     |                      |                    |                      |
|      | <b>Opérations pour compte de tiers</b>         |                     |                      |                    |                      |
|      | Restes à réaliser - reports                    |                     |                      |                    |                      |
|      | <b>SOLDES (2)</b>                              | <b>113 550,00</b>   | <b>-1 832 706,79</b> | <b>-165 369,12</b> | <b>-1 884 525,91</b> |

| (1)  | Libellé                                        | Sous-fonction 41 SPORTS       |                      |              |                                              | Sous-fonction 42 JEUNESSE    |                        |                                      |
|------|------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------|--------------|----------------------------------------------|------------------------------|------------------------|--------------------------------------|
|      |                                                | 411 SALLES DE SPORT, GYMNASES | 412 STADES           | 413 PISCINES | 414 AUTRES EQUIPEMENTS SPORTIFS OU DE LOISIR | 415 MANIFESTATIONS SPORTIVES | 421 CENTRES DE LOISIRS | 422 AUTRES ACTIVITES POUR LES JEUNES |
|      | <b>DEPENSES (2)</b>                            | <b>542 598,17</b>             | <b>1 607 557,14</b>  |              | <b>92 551,48</b>                             | <b>6 000,00</b>              | <b>56 923,00</b>       | <b>108 446,12</b>                    |
|      | Dépenses de l'exercice                         | 542 598,17                    | 1 607 557,14         |              | 92 551,48                                    | 6 000,00                     | 56 923,00              | 108 446,12                           |
| 040  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS |                               |                      |              |                                              |                              |                        |                                      |
| 041  | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |                               |                      |              |                                              |                              |                        |                                      |
| 16   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  |                               |                      |              |                                              |                              |                        |                                      |
| 20   | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES                  |                               |                      |              |                                              | 55 923,00                    |                        |                                      |
| 204  | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES                       |                               |                      |              | 19 800,00                                    |                              |                        |                                      |
| 21   | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                    |                               |                      |              |                                              | 6 000,00                     | 1 000,00               | 39 544,92                            |
| 23   | IMMOBILISATIONS EN COURS                       | 542 598,17                    | 1 607 557,14         |              | 72 751,48                                    |                              |                        | 68 901,20                            |
|      | <b>Opérations d'équipement</b>                 |                               |                      |              |                                              |                              |                        |                                      |
| 9002 | CONGRES                                        |                               |                      |              |                                              |                              |                        |                                      |
| 9006 | PARCBAL                                        |                               |                      |              |                                              |                              |                        |                                      |
| 9014 | PIETONNE                                       |                               |                      |              |                                              |                              |                        |                                      |
| 9015 | RESI                                           |                               |                      |              |                                              |                              |                        |                                      |
| 9016 | GLACIS06                                       |                               |                      |              |                                              |                              |                        |                                      |
| 9017 | FORTIF                                         |                               |                      |              |                                              |                              |                        |                                      |
|      | <b>Opérations pour compte de tiers</b>         |                               |                      |              |                                              |                              |                        |                                      |
|      | Restes à réaliser - reports                    |                               |                      |              |                                              |                              |                        |                                      |
|      | <b>RECETTES (2)</b>                            |                               | <b>416 000,00</b>    |              |                                              |                              |                        |                                      |
|      | Recettes de l'exercice                         |                               | 416 000,00           |              |                                              |                              |                        |                                      |
| 021  | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT       |                               |                      |              |                                              |                              |                        |                                      |
| 024  | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATION         |                               |                      |              |                                              |                              |                        |                                      |
| 040  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS |                               |                      |              |                                              |                              |                        |                                      |
| 041  | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |                               |                      |              |                                              |                              |                        |                                      |
| 10   | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES            |                               |                      |              |                                              |                              |                        |                                      |
| 13   | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES            |                               | 416 000,00           |              |                                              |                              |                        |                                      |
| 16   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  |                               |                      |              |                                              |                              |                        |                                      |
| 27   | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES             |                               |                      |              |                                              |                              |                        |                                      |
|      | <b>Opérations pour compte de tiers</b>         |                               |                      |              |                                              |                              |                        |                                      |
|      | Restes à réaliser - reports                    |                               |                      |              |                                              |                              |                        |                                      |
|      | <b>SOLDES (2)</b>                              | <b>-542 598,17</b>            | <b>-1 191 557,14</b> |              | <b>-92 551,48</b>                            | <b>-6 000,00</b>             | <b>-56 923,00</b>      | <b>-108 446,12</b>                   |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisés).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non

|                                                           |      |
|-----------------------------------------------------------|------|
| IV - ANNEXES                                              | IV   |
| ELEMENTS DU BILAN                                         |      |
| PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT | A1.2 |

**FONCTION 5 - INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE**

| (1)  | Libellé                                        | 51 SANTE | 52 INTERVENTIONS SOCIALES | Total      |
|------|------------------------------------------------|----------|---------------------------|------------|
|      | <b>DEPENSES (2)</b>                            |          | 463 786,34                | 463 786,34 |
|      | Dépenses de l'exercice                         |          | 463 786,34                | 463 786,34 |
| 040  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS |          |                           |            |
| 041  | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |          |                           |            |
| 16   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  |          |                           |            |
| 20   | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES                  |          |                           |            |
| 204  | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES                       |          | 100 400,00                | 100 400,00 |
| 21   | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                    |          | 34 200,00                 | 34 200,00  |
| 23   | IMMOBILISATIONS EN COURS                       |          | 329 186,34                | 329 186,34 |
|      | <b>Opérations d'équipement</b>                 |          |                           |            |
| 9002 | CONGRES                                        |          |                           |            |
| 9006 | PARCBAL                                        |          |                           |            |
| 9014 | PIETONNE                                       |          |                           |            |
| 9015 | RESI                                           |          |                           |            |
| 9016 | GLACIS06                                       |          |                           |            |
| 9017 | FORTIF                                         |          |                           |            |
|      | <b>Opérations pour compte de tiers</b>         |          |                           |            |
|      | <b>Restes à réaliser - reports</b>             |          |                           |            |
|      | <b>RECETTES (2)</b>                            |          | 673 158,90                | 673 158,90 |
|      | Recettes de l'exercice                         |          | 673 158,90                | 673 158,90 |
| 021  | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT       |          |                           |            |
| 024  | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATION         |          |                           |            |
| 040  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS |          |                           |            |
| 041  | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |          |                           |            |
| 10   | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES            |          |                           |            |
| 13   | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES            |          | 673 158,90                | 673 158,90 |
| 18   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  |          |                           |            |
| 27   | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES             |          |                           |            |
|      | <b>Opérations pour compte de tiers</b>         |          |                           |            |
|      | <b>Restes à réaliser - reports</b>             |          |                           |            |
|      | <b>SOLDES (2)</b>                              |          | 209 372,56                | 209 372,56 |

| (1)  | Libellé                                        | Sous-fonction 51 SANTE |                                                      |                                     | Sous-fonction 52 INTERVENTIONS SOCIALES |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
|------|------------------------------------------------|------------------------|------------------------------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------------|--------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|---------------------|
|      |                                                | 510 SERVICES COMMUNS   | 511 DISPENSAIRES ET AUTRES ETABLISSEMENTS SANITAIRES | 512 ACTIONS DE PREVENTION SANITAIRE | 520 SERVICES COMMUNS                    | 521 SERVICES A CARACTERE SOCIAL POUR HANDICAPES ET INADAPTES | 522 ACTIONS EN FAVEUR DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE | 523 ACTIONS EN FAVEUR DES PERSONNES EN DIFFICULTE | 524 AUTRES SERVICES |
|      | <b>DEPENSES (2)</b>                            |                        |                                                      |                                     | 462 210,92                              |                                                              |                                                        |                                                   | 1 575,42            |
|      | Dépenses de l'exercice                         |                        |                                                      |                                     | 462 210,92                              |                                                              |                                                        |                                                   | 1 575,42            |
| 040  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 041  | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 16   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 20   | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES                  |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 204  | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES                       |                        |                                                      |                                     | 100 400,00                              |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 21   | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                    |                        |                                                      |                                     | 34 200,00                               |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 23   | IMMOBILISATIONS EN COURS                       |                        |                                                      |                                     | 327 610,92                              |                                                              |                                                        |                                                   | 1 575,42            |
|      | <b>Opérations d'équipement</b>                 |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 9002 | CONGRES                                        |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 9006 | PARCBAL                                        |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 9014 | PIETONNE                                       |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 9015 | RESI                                           |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 9016 | GLACIS06                                       |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 9017 | FORTIF                                         |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
|      | <b>Opérations pour compte de tiers</b>         |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
|      | <b>Restes à réaliser - reports</b>             |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
|      | <b>RECETTES (2)</b>                            |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   | 673 158,90          |
|      | Recettes de l'exercice                         |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   | 673 158,90          |
| 021  | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT       |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 024  | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATION         |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 040  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 041  | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 10   | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES            |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 13   | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES            |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   | 673 158,90          |
| 16   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
| 27   | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES             |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
|      | <b>Opérations pour compte de tiers</b>         |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
|      | <b>Restes à réaliser - reports</b>             |                        |                                                      |                                     |                                         |                                                              |                                                        |                                                   |                     |
|      | <b>SOLDES (2)</b>                              |                        |                                                      |                                     | -462 210,92                             |                                                              |                                                        |                                                   | 671 583,48          |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).  
 (2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondant à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non.

|                                                           |      |
|-----------------------------------------------------------|------|
| IV - ANNEXES                                              | IV   |
| ELEMENTS DU BILAN                                         |      |
| PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT | A1.2 |

## FONCTION 6 - FAMILLE

| (1)                             | Libellé                                        | 60 SERVICES COMMUNS | 61 SERVICES EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES | 62 ACTIONS EN FAVEUR DE LA MATERNITE | 63 AIDES A LA FAMILLE | 64 CRECHES ET GARDERIES | Total      |
|---------------------------------|------------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------------|-----------------------|-------------------------|------------|
| <b>DEPENSES (2)</b>             |                                                |                     |                                           |                                      |                       | 65 215,35               | 65 215,35  |
| Dépenses de l'exercice          |                                                |                     |                                           |                                      |                       | 65 215,35               | 65 215,35  |
|                                 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS |                     |                                           |                                      |                       |                         |            |
| 040                             | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |                     |                                           |                                      |                       |                         |            |
| 041                             | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |                     |                                           |                                      |                       |                         |            |
| 16                              | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  |                     |                                           |                                      |                       |                         |            |
| 20                              | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES                  |                     |                                           |                                      |                       |                         |            |
| 204                             | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES                       |                     |                                           |                                      |                       |                         |            |
| 21                              | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                    |                     |                                           |                                      |                       | 65 215,35               | 65 215,35  |
| 23                              | IMMOBILISATIONS EN COURS                       |                     |                                           |                                      |                       |                         |            |
| Opérations d'équipement         |                                                |                     |                                           |                                      |                       |                         |            |
| 9002                            | CONGRES                                        |                     |                                           |                                      |                       |                         |            |
| 9006                            | PARCBAL                                        |                     |                                           |                                      |                       |                         |            |
| 9014                            | PIETONNE                                       |                     |                                           |                                      |                       |                         |            |
| 9015                            | RESI                                           |                     |                                           |                                      |                       |                         |            |
| 9016                            | GLACIS06                                       |                     |                                           |                                      |                       |                         |            |
| 9017                            | FORTIF                                         |                     |                                           |                                      |                       |                         |            |
| Opérations pour compte de tiers |                                                |                     |                                           |                                      |                       |                         |            |
| Restes à réaliser - reports     |                                                |                     |                                           |                                      |                       |                         |            |
| <b>RECETTES (2)</b>             |                                                |                     |                                           |                                      |                       |                         |            |
| Recettes de l'exercice          |                                                |                     |                                           |                                      |                       |                         |            |
| 021                             | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT       |                     |                                           |                                      |                       |                         |            |
| 024                             | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATION         |                     |                                           |                                      |                       |                         |            |
| 040                             | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS |                     |                                           |                                      |                       |                         |            |
| 041                             | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |                     |                                           |                                      |                       |                         |            |
| 10                              | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES            |                     |                                           |                                      |                       |                         |            |
| 13                              | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES            |                     |                                           |                                      |                       |                         |            |
| 16                              | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  |                     |                                           |                                      |                       |                         |            |
| 27                              | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES             |                     |                                           |                                      |                       |                         |            |
| Opérations pour compte de tiers |                                                |                     |                                           |                                      |                       |                         |            |
| Restes à réaliser - reports     |                                                |                     |                                           |                                      |                       |                         |            |
| <b>SOLDES (2)</b>               |                                                |                     |                                           |                                      |                       | -65 215,35              | -65 215,35 |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi qu'à des restes à réaliser et des reports (lignes

|                                                           |      |
|-----------------------------------------------------------|------|
| IV - ANNEXES                                              | IV   |
| ELEMENTS DU BILAN                                         |      |
| PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT | A1.2 |

## FONCTION 7 - LOGEMENT

| (1)  | Libellé                                        | 70 SERVICES COMMUNS | 71 PARC PRIVE DE LA VILLE | 72 AIDE AU SECTEUR LOCATIF | 73 AIDE A L'ACCESSION A LA PROPRIETE | Total      |
|------|------------------------------------------------|---------------------|---------------------------|----------------------------|--------------------------------------|------------|
|      | <b>DEPENSES (2)</b>                            |                     | 10 017,89                 |                            |                                      | 10 017,89  |
|      | Dépenses de l'exercice                         |                     | 10 017,89                 |                            |                                      | 10 017,89  |
| 040  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS |                     |                           |                            |                                      |            |
| 041  | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |                     |                           |                            |                                      |            |
| 16   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  |                     |                           |                            |                                      |            |
| 20   | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES                  |                     |                           |                            |                                      |            |
| 204  | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES                       |                     |                           |                            |                                      |            |
| 21   | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                    |                     |                           |                            |                                      |            |
| 23   | IMMOBILISATIONS EN COURS                       |                     | 10 017,89                 |                            |                                      | 10 017,89  |
|      | <b>Opérations d'équipement</b>                 |                     |                           |                            |                                      |            |
| 9002 | CONGRES                                        |                     |                           |                            |                                      |            |
| 9006 | PARCBAL                                        |                     |                           |                            |                                      |            |
| 9014 | PIETONNE                                       |                     |                           |                            |                                      |            |
| 9015 | RESI                                           |                     |                           |                            |                                      |            |
| 9016 | GLACIS06                                       |                     |                           |                            |                                      |            |
| 9017 | FORTIF                                         |                     |                           |                            |                                      |            |
|      | <b>Opérations pour compte de tiers</b>         |                     |                           |                            |                                      |            |
|      | Restes à réaliser - reports                    |                     |                           |                            |                                      |            |
|      | <b>RECETTES (2)</b>                            |                     |                           |                            |                                      |            |
|      | Recettes de l'exercice                         |                     |                           |                            |                                      |            |
| 021  | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT       |                     |                           |                            |                                      |            |
| 024  | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATION         |                     |                           |                            |                                      |            |
| 040  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS |                     |                           |                            |                                      |            |
| 041  | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |                     |                           |                            |                                      |            |
| 10   | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES            |                     |                           |                            |                                      |            |
| 13   | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES            |                     |                           |                            |                                      |            |
| 16   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  |                     |                           |                            |                                      |            |
| 27   | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES             |                     |                           |                            |                                      |            |
|      | <b>Opérations pour compte de tiers</b>         |                     |                           |                            |                                      |            |
|      | Restes à réaliser - reports                    |                     |                           |                            |                                      |            |
|      | <b>SOLDES (2)</b>                              |                     | -10 017,89                |                            |                                      | -10 017,89 |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que

|                                                           |      |
|-----------------------------------------------------------|------|
| IV - ANNEXES                                              | IV   |
| ELEMENTS DU BILAN                                         |      |
| PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT | A1.2 |

## FONCTION 8 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT

| (1)  | Libellé                                        | 81 SERVICES URBAINS | 82 AMENAGEMENT URBAIN | 83 ENVIRONNEMENT   | Total                |
|------|------------------------------------------------|---------------------|-----------------------|--------------------|----------------------|
|      | <b>DEPENSES (2)</b>                            | <b>459 516,34</b>   | <b>7 780 685,87</b>   | <b>203 879,00</b>  | <b>8 444 072,21</b>  |
|      | Dépenses de l'exercice                         | 459 516,34          | 7 376 727,61          | 203 879,00         | 8 040 113,95         |
| 040  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS |                     |                       |                    |                      |
| 041  | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |                     |                       |                    |                      |
| 16   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  |                     |                       |                    |                      |
| 20   | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES                  | 8 000,00            | 190 909,00            | 19 000,00          | 217 909,00           |
| 204  | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES                       |                     | 31 412,00             | 8 500,00           | 39 912,00            |
| 21   | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                    | 108 855,00          | 1 199 468,46          |                    | 1 308 323,46         |
| 23   | IMMOBILISATIONS EN COURS                       | 342 861,34          | 5 954 938,15          | 176 379,00         | 6 474 169,49         |
|      | Opérations d'équipement                        |                     | 403 958,26            |                    | 403 958,26           |
| 9002 | CONGRES                                        |                     |                       |                    |                      |
| 9006 | PARCBAL                                        |                     | 280 000,00            |                    | 280 000,00           |
| 9014 | PIETONNE                                       |                     | 1 290,00              |                    | 1 290,00             |
| 9015 | RESI                                           |                     | 92 406,26             |                    | 92 406,26            |
| 9016 | GLACIS06                                       |                     | 30 262,00             |                    | 30 262,00            |
| 9017 | FORTIF                                         |                     |                       |                    |                      |
|      | Opérations pour compte de tiers                |                     |                       |                    |                      |
|      | Restes à réaliser - reports                    |                     |                       |                    |                      |
|      | <b>RECETTES (2)</b>                            | <b>269 043,00</b>   | <b>820 286,10</b>     | <b>75 079,00</b>   | <b>1 164 408,10</b>  |
|      | Recettes de l'exercice                         | 269 043,00          | 820 286,10            | 75 079,00          | 1 164 408,10         |
| 021  | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT       |                     |                       |                    |                      |
| 024  | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATION         |                     |                       |                    |                      |
| 040  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS |                     |                       |                    |                      |
| 041  | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |                     |                       |                    |                      |
| 10   | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES            |                     |                       |                    |                      |
| 13   | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES            | 269 043,00          | 820 286,10            | 75 079,00          | 1 164 408,10         |
| 16   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  |                     |                       |                    |                      |
| 27   | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES             |                     |                       |                    |                      |
|      | Opérations pour compte de tiers                |                     |                       |                    |                      |
|      | Restes à réaliser - reports                    |                     |                       |                    |                      |
|      | <b>SOLDES (2)</b>                              | <b>-190 473,34</b>  | <b>-6 960 399,77</b>  | <b>-128 791,00</b> | <b>-7 279 664,11</b> |

| (1)  | Libellé                                        | Sous-fonction 81 SERVICES URBAINS |                           |                                                  |                       |                      |                        |                                       |
|------|------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|--------------------------------------------------|-----------------------|----------------------|------------------------|---------------------------------------|
|      |                                                | 810 SERVICES COMMUNS              | 811 EAU ET ASSAINISSEMENT | 812 COLLECTE ET TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES | 813 PROPRIETE URBAINE | 814 ECLAIRAGE PUBLIC | 815 TRANSPORTS URBAINS | 816 AUTRES RESEAUX ET SERVICES DIVERS |
|      | <b>DEPENSES (2)</b>                            | <b>8 000,00</b>                   |                           |                                                  | <b>108 855,00</b>     | <b>287 267,74</b>    | <b>52 920,86</b>       | <b>2 672,74</b>                       |
|      | Dépenses de l'exercice                         | 8 000,00                          |                           |                                                  | 108 855,00            | 287 267,74           | 52 920,86              | 2 672,74                              |
| 040  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |                                       |
| 041  | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |                                       |
| 16   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |                                       |
| 20   | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES                  | 8 000,00                          |                           |                                                  |                       |                      |                        |                                       |
| 204  | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES                       |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |                                       |
| 21   | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                    |                                   |                           |                                                  | 108 855,00            |                      |                        |                                       |
| 23   | IMMOBILISATIONS EN COURS                       |                                   |                           |                                                  |                       | 287 267,74           | 52 920,86              | 2 672,74                              |
|      | Opérations d'équipement                        |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |                                       |
| 9002 | CONGRES                                        |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |                                       |
| 9006 | PARCBAL                                        |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |                                       |
| 9014 | PIETONNE                                       |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |                                       |
| 9015 | RESI                                           |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |                                       |
| 9016 | GLACIS06                                       |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |                                       |
| 9017 | FORTIF                                         |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |                                       |
|      | Opérations pour compte de tiers                |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |                                       |
|      | Restes à réaliser - reports                    |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |                                       |
|      | <b>RECETTES (2)</b>                            | <b>54 868,00</b>                  |                           | <b>23 000,00</b>                                 |                       |                      | <b>191 175,00</b>      |                                       |
|      | Recettes de l'exercice                         | 54 868,00                         |                           | 23 000,00                                        |                       |                      | 191 175,00             |                                       |
| 021  | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT       |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |                                       |
| 024  | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATION         |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |                                       |
| 040  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |                                       |
| 041  | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |                                       |
| 10   | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES            |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |                                       |
| 13   | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES            | 54 868,00                         |                           | 23 000,00                                        |                       |                      | 191 175,00             |                                       |
| 16   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |                                       |
| 27   | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES             |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |                                       |
|      | Opérations pour compte de tiers                |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |                                       |
|      | Restes à réaliser - reports                    |                                   |                           |                                                  |                       |                      |                        |                                       |
|      | <b>SOLDES (2)</b>                              | <b>46 868,00</b>                  |                           | <b>23 000,00</b>                                 | <b>-108 855,00</b>    | <b>-287 267,74</b>   | <b>138 254,14</b>      | <b>-2 672,74</b>                      |



|                                                           |      |
|-----------------------------------------------------------|------|
| IV - ANNEXES                                              | IV   |
| ELEMENTS DU BILAN                                         |      |
| PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT | A1.2 |

## FONCTION 8 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT

| (1)  | Libellé                                        | Sous-fonction 82 AMENAGEMENT URBAIN |                                   |                                |                           |                                            | Sous-fonction 83 ENVIRONNEMENT |                          |                                                      |                                    |
|------|------------------------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|---------------------------|--------------------------------------------|--------------------------------|--------------------------|------------------------------------------------------|------------------------------------|
|      |                                                | 820 SERVICES COMMUNS                | 821 EQUIPEMENTS ANNEXES DE VOIRIE | 822 VOIRIE COMMUNALE ET ROUTES | 823 ESPACES VERTS URBAINS | 824 AUTRES OPERATIONS D'AMENAGEMENT URBAIN | 830 SERVICES COMMUNS           | 831 AMENAGEMENT DES EAUX | 832 ACTIONS SPECIFIQUES DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 833 PRESERVATION DU MILIEU NATUREL |
|      | <b>DEPENSES (2)</b>                            | 1 947 260,66                        | 584 866,57                        | 988 267,67                     | 1 089 876,43              | 3 170 414,54                               | 139 500,00                     |                          | 64 370,00                                            |                                    |
|      | Dépenses de l'exercice                         | 1 947 260,66                        | 584 866,57                        | 988 267,67                     | 1 089 876,43              | 2 766 456,28                               | 139 500,00                     |                          | 64 370,00                                            |                                    |
| 040  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS |                                     |                                   |                                |                           |                                            |                                |                          |                                                      |                                    |
| 041  | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |                                     |                                   |                                |                           |                                            |                                |                          |                                                      |                                    |
| 16   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  |                                     |                                   |                                |                           |                                            |                                |                          |                                                      |                                    |
| 20   | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES                  | 134 209,00                          |                                   | 18 000,00                      | 8 000,00                  | 30 700,00                                  | 12 000,00                      |                          | 7 000,00                                             |                                    |
| 204  | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES                       | 30 012,00                           |                                   | 1 400,00                       |                           |                                            | 5 000,00                       |                          | 3 500,00                                             |                                    |
| 21   | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                    | 55 839,86                           | 128 790,80                        | 28 848,00                      | 226 190,00                | 759 800,00                                 |                                |                          |                                                      |                                    |
| 23   | IMMOBILISATIONS EN COURS                       | 1 727 200,00                        | 456 075,77                        | 940 019,67                     | 855 686,43                | 1 975 956,28                               | 122 500,00                     |                          | 53 870,00                                            |                                    |
|      | <b>Opérations d'équipement</b>                 |                                     |                                   |                                |                           | 403 958,28                                 |                                |                          |                                                      |                                    |
| 9002 | CONGRES                                        |                                     |                                   |                                |                           |                                            |                                |                          |                                                      |                                    |
| 9006 | PARCBAL                                        |                                     |                                   |                                |                           | 280 000,00                                 |                                |                          |                                                      |                                    |
| 9014 | PIETONNE                                       |                                     |                                   |                                |                           | 1 290,00                                   |                                |                          |                                                      |                                    |
| 9015 | RESI                                           |                                     |                                   |                                |                           | 92 406,26                                  |                                |                          |                                                      |                                    |
| 9016 | GLACIS06                                       |                                     |                                   |                                |                           | 30 262,00                                  |                                |                          |                                                      |                                    |
| 9017 | FORTIF                                         |                                     |                                   |                                |                           |                                            |                                |                          |                                                      |                                    |
|      | <b>Opérations pour compte de tiers</b>         |                                     |                                   |                                |                           |                                            |                                |                          |                                                      |                                    |
|      | <b>Restes à réaliser - reports</b>             |                                     |                                   |                                |                           |                                            |                                |                          |                                                      |                                    |
|      | <b>RECETTES (2)</b>                            | 415 000,00                          |                                   |                                | 15 000,00                 | 390 286,10                                 | 75 079,00                      |                          |                                                      |                                    |
|      | Recettes de l'exercice                         | 415 000,00                          |                                   |                                | 15 000,00                 | 390 286,10                                 | 75 079,00                      |                          |                                                      |                                    |
| 021  | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT       |                                     |                                   |                                |                           |                                            |                                |                          |                                                      |                                    |
| 024  | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATION         |                                     |                                   |                                |                           |                                            |                                |                          |                                                      |                                    |
| 040  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS |                                     |                                   |                                |                           |                                            |                                |                          |                                                      |                                    |
| 041  | OPERATIONS PATRIMONIALES                       |                                     |                                   |                                |                           |                                            |                                |                          |                                                      |                                    |
| 10   | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES            |                                     |                                   |                                |                           |                                            |                                |                          |                                                      |                                    |
| 13   | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES            | 415 000,00                          |                                   |                                | 15 000,00                 | 390 286,10                                 | 75 079,00                      |                          |                                                      |                                    |
| 16   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  |                                     |                                   |                                |                           |                                            |                                |                          |                                                      |                                    |
| 27   | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES             |                                     |                                   |                                |                           |                                            |                                |                          |                                                      |                                    |
|      | <b>Opérations pour compte de tiers</b>         |                                     |                                   |                                |                           |                                            |                                |                          |                                                      |                                    |
|      | <b>Restes à réaliser - reports</b>             |                                     |                                   |                                |                           |                                            |                                |                          |                                                      |                                    |
|      | <b>SOLDES (2)</b>                              | -1 532 260,66                       | -584 866,57                       | -988 267,67                    | -1 074 876,43             | -2 780 128,44                              | -64 421,00                     |                          | -64 370,00                                           |                                    |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisés).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

|                                                           |      |
|-----------------------------------------------------------|------|
| IV - ANNEXES                                              | IV   |
| ELEMENTS DU BILAN                                         |      |
| PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT | A1.2 |

## FONCTION 9 - ACTION ECONOMIQUE

| (1)  | Libellé                                           | 90<br>INTERVENTIONS<br>ECONOMIQUES | 91 FOIRES ET<br>MARCHES | 92 AIDES A<br>L'AGRICULTURE<br>ET AUX<br>INDUSTRIES<br>AGRO-<br>ALIMENTAIRES | 93 AIDES A<br>L'ENERGIE, AUX<br>INDUSTRIES<br>MANUFACTURIE<br>RES ET AU<br>B.T.P. | 94 AIDES AU<br>COMMERCE ET<br>AUX SERVICES<br>MARCHANDS | 95 AIDES AU<br>TOURISME | 96 AIDES AUX<br>SERVICES<br>PUBLICS | Total      |
|------|---------------------------------------------------|------------------------------------|-------------------------|------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------------------|------------|
|      | <b>DEPENSES (2)</b>                               |                                    | 2 221,20                |                                                                              |                                                                                   |                                                         | 66 594,72               |                                     | 68 815,92  |
|      | Dépenses de l'exercice                            |                                    | 2 221,20                |                                                                              |                                                                                   |                                                         | 13 769,83               |                                     | 15 991,03  |
| 040  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS<br>ENTRE SECTIONS |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |            |
| 041  | OPERATIONS PATRIMONIALES                          |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |            |
| 16   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                     |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |            |
| 20   | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES                     |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |            |
| 204  | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES                          |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |            |
| 21   | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                       |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         | 10 000,00               |                                     | 10 000,00  |
| 23   | IMMOBILISATIONS EN COURS                          |                                    | 2 221,20                |                                                                              |                                                                                   |                                                         | 3 769,83                |                                     | 5 991,03   |
|      | Opérations d'équipement                           |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         | 52 824,89               |                                     | 52 824,89  |
| 9002 | CONGRES                                           |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         | 52 824,89               |                                     | 52 824,89  |
| 9006 | PARCBAL                                           |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |            |
| 9014 | PIETONNE                                          |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |            |
| 9015 | RESI                                              |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |            |
| 9016 | GLACIS06                                          |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |            |
| 9017 | FORTIF                                            |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |            |
|      | Opérations pour compte de tiers                   |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |            |
|      | Restes à réaliser - reports                       |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |            |
|      | <b>RECETTES (2)</b>                               |                                    |                         |                                                                              | 50 000,00                                                                         |                                                         |                         |                                     | 50 000,00  |
|      | Recettes de l'exercice                            |                                    |                         |                                                                              | 50 000,00                                                                         |                                                         |                         |                                     | 50 000,00  |
| 021  | VIREMENT DE LA SECTION DE<br>FONCTIONNEMENT       |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |            |
| 024  | PRODUITS DES CESSIONS<br>D'IMMOBILISATION         |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |            |
| 040  | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS<br>ENTRE SECTIONS |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |            |
| 041  | OPERATIONS PATRIMONIALES                          |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |            |
| 10   | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET<br>RESERVES            |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |            |
| 13   | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT<br>RECUES            |                                    |                         |                                                                              | 50 000,00                                                                         |                                                         |                         |                                     | 50 000,00  |
| 16   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                     |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |            |
| 27   | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES                |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |            |
|      | Opérations pour compte de tiers                   |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |            |
|      | Restes à réaliser - reports                       |                                    |                         |                                                                              |                                                                                   |                                                         |                         |                                     |            |
|      | <b>SOLDES (2)</b>                                 |                                    | -2 221,20               |                                                                              | 50 000,00                                                                         |                                                         | -66 594,72              |                                     | -18 815,92 |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non

|                                                 |      |
|-------------------------------------------------|------|
| IV - ANNEXES                                    | IV   |
| ELEMENTS DU BILAN                               |      |
| EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES | A6.1 |

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

| Art. (1)                                                             | Libellé (1)        | Budget de l'exercice (Hors RAR) (BP+BS+DM) | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|----------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------------------------|------------------------|----------|
| <b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B</b> |                    | 7 600 000,00                               |                        |          |
| <b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>                          |                    | 7 600 000,00                               |                        |          |
| 16412                                                                | EMPRUNTS EN EUROS  | 7 600 000,00                               |                        |          |
| <b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>   |                    |                                            |                        |          |
| 020                                                                  | Dépenses imprévues |                                            |                        |          |

|                                               | Op. de l'exercice III = I+II | Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) | Solde d'exécution D001 (3) | TOTAL IV     |
|-----------------------------------------------|------------------------------|-----------------------------------------------------------|----------------------------|--------------|
| Dépenses à couvrir par des ressources propres |                              | 8 250 273,38                                              |                            | 8 250 273,38 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

|                                                 |      |
|-------------------------------------------------|------|
| IV - ANNEXES                                    | IV   |
| ELEMENTS DU BILAN                               |      |
| EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES | A6.2 |

## RESSOURCES PROPRES

| Art. (1)                                              | Libellé (1)                                                                     | Budget de l'exercice (Hors RAR) (BP+BS+DM) | Propositions nouvelles | Vote (2)           |
|-------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|------------------------|--------------------|
| <b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>          |                                                                                 | <b>13 307 886,00</b>                       | <b>-100 000,00</b>     | <b>-100 000,00</b> |
| <b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>     |                                                                                 | <b>3 912 450,00</b>                        |                        |                    |
| 10222                                                 | F.C.T.V.A.                                                                      | 3 798 850,00                               |                        |                    |
| 10226                                                 | TAXE D'AMENAGEMENT                                                              | 100 000,00                                 |                        |                    |
| 2762                                                  | CREANCE SUR TRANSFERT DE DROITS A DEDUCTION DE TVA                              | 13 600,00                                  |                        |                    |
| <b>Ressources propres internes de l'année (b) (3)</b> |                                                                                 | <b>9 395 436,00</b>                        | <b>-100 000,00</b>     | <b>-100 000,00</b> |
| 28031                                                 | FRAIS D'ETUDES, RECHERCHE & DE DEVELOPPEMENT AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES  | 280 000,00                                 |                        |                    |
| 28041511                                              | Biens mobiliers, matériel et études                                             | 600,00                                     |                        |                    |
| 28041512                                              | BÂTIMENTS ET INSTALLATIONS                                                      | 50 000,00                                  |                        |                    |
| 28041632                                              | BATIMENTS ET INSTALLATIONS                                                      | 230 000,00                                 |                        |                    |
| 2804172                                               | AMORTISSEMENT SUBVENTION AUTRES EPL BATIMENTS ET INSTALLATIONS                  | 270 000,00                                 |                        |                    |
| 2804181                                               | AMORTISSEMENT SUBVENTION AUTRES ORGAN PUBL BIENS MOBILIERS MATERIEL ETUDES      | 10 000,00                                  |                        |                    |
| 2804182                                               | BÂTIMENTS ET INSTALLATIONS                                                      | 140 000,00                                 |                        |                    |
| 280421                                                | AMORTISSEMENT SUBVENTION PERSONNES DROIT PRIVE BIENS MOBILIERS                  | 110 000,00                                 |                        |                    |
| 280422                                                | AMORTISSEMENT SUBVENTION PERSONNES DROIT PRIVE BATIMENTS INSTALLATIONS          | 30 000,00                                  |                        |                    |
| 2805                                                  | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES BREVETS LICENCES DROITS ET VALEURS SIMILAIRES  | 150 000,00                                 |                        |                    |
| 281318                                                | AUTRES BATIMENTS PUBLICS                                                        | 405 000,00                                 |                        |                    |
| 281532                                                | AMORTISSEMENT DES IMMOS CORPORELLES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT                    | 300,00                                     |                        |                    |
| 281534                                                | RESEAUX D'ELECTRIFICATION                                                       | 3 000,00                                   |                        |                    |
| 281578                                                | AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE                                           | 110 000,00                                 |                        |                    |
| 28158                                                 | AMORTISSEMENT D'IMMOS CORPO AUTRES INSTAL TECH MATERIEL ET OUTILLAGE INDUSTRIEL | 260 000,00                                 |                        |                    |
| 281758                                                | AUTRES RESEAUX                                                                  | 10 000,00                                  |                        |                    |
| 28182                                                 | MATERIEL DE TRANSPORT                                                           | 420 000,00                                 |                        |                    |
| 28183                                                 | MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE                                     | 380 000,00                                 |                        |                    |
| 28184                                                 | MOBILIER                                                                        | 220 000,00                                 |                        |                    |
| 28188                                                 | AUTRES                                                                          | 521 100,00                                 |                        |                    |
| 024                                                   | Produits de cessions                                                            | 1 500 000,00                               |                        |                    |
| 021                                                   | Virement de la section de fonctionnement                                        | 4 295 436,00                               | -100 000,00            | -100 000,00        |

|                                             | Opérations de l'exercice VII = V+VI | Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent(4) | Solde d'exécution R001 de l'exercice(4) | Solde d'exécution R001 de l'exercice(4)(4) | TOTAL VIII          |
|---------------------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------|--------------------------------------------|---------------------|
| <b>Total ressources propres disponibles</b> |                                     | <b>8 250 273,38</b>                                      |                                         |                                            | <b>8 250 273,38</b> |

|                                                    | Montant      |
|----------------------------------------------------|--------------|
| Dépenses à couvrir par des ressources propres (IV) | #NOM?        |
| Ressources propres disponibles (VIII)              | 8 250 273,38 |
| Soide (IX = VIII-IV)(5)                            | #NOM?        |

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

|                                |        |
|--------------------------------|--------|
| IV - ANNEXES                   | IV     |
| ELEMENTS DU BILAN              | A7.2.1 |
| ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM |        |

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

## A7.2.1 - SECTION DE FONCTIONNEMENT- DEPENSES

| DEPENSES (1)                      |                                                          |         |
|-----------------------------------|----------------------------------------------------------|---------|
| Article (2)                       | Libelle (2)                                              | Montant |
| 011                               | <b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>                       |         |
| 611                               | CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AVEC DES ENTREPRISES |         |
| 68                                | DOTATIONS PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (3)                |         |
| <b>Total des dépenses réelles</b> |                                                          |         |
| 023                               | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT (4)               |         |
| <b>Total des dépenses d'ordre</b> |                                                          |         |
| <b>TOTAL GENERAL</b>              |                                                          |         |

## A7.2.1 - SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

| RECETTES (1)                                         |                                          |         |
|------------------------------------------------------|------------------------------------------|---------|
| Article (2)                                          | Libelle (2)                              | Montant |
| <b>Recettes issues de la TEOM</b>                    |                                          |         |
| 7331                                                 | TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES  |         |
| <b>Dotation et participations reçues</b>             |                                          |         |
| <b>Autres recettes de fonctionnement éventuelles</b> |                                          |         |
| 78                                                   | REPRISES PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (3) |         |
| <b>Total des recettes réelles</b>                    |                                          |         |
| <b>Total des recettes d'ordre</b>                    |                                          |         |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                 |                                          |         |

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L.2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

|                                |        |
|--------------------------------|--------|
| IV - ANNEXES                   | IV     |
| ELEMENTS DU BILAN              |        |
| ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM | A7.2.2 |

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

## A7.2.2 - SECTION D'INVESTISSEMENT- DEPENSES

| DEPENSES (1) |                                                        |         |
|--------------|--------------------------------------------------------|---------|
| Article (2)  | Libellé (2)                                            | Montant |
|              | Remboursement d'emprunts et dettes assimilées          |         |
|              | Aquisitions d'immobilisations                          |         |
|              | Opération d'équipement (1 ligne par opération)         |         |
|              | Autres dépenses éventuelles                            |         |
|              | Opération pour compte de tiers (1 ligne par opération) |         |
|              | <b>Total des dépenses réelles</b>                      |         |
|              | <b>Total des dépenses d'ordre</b>                      |         |
|              | <b>TOTAL GENERAL</b>                                   |         |

## A7.2.2 - SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

| RECETTES (1) |                                                        |         |
|--------------|--------------------------------------------------------|---------|
| Article (2)  | Libellé (2)                                            | Montant |
|              | Souscription d'emprunts et dettes assimilées           |         |
|              | Dotation et subventions reçues                         |         |
| 13           | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES                    |         |
|              | Autres recettes éventuelles                            |         |
|              | Opération pour compte de tiers (1 ligne par opération) |         |
|              | <b>Total des recettes réelles</b>                      |         |
| 021          | VIREMENT A LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)            |         |
|              | <b>Total des recettes d'ordre</b>                      |         |
|              | <b>TOTAL GENERAL</b>                                   |         |

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L.2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.



|                                                                |    |
|----------------------------------------------------------------|----|
| IV - ANNEXES                                                   | IV |
| ELEMENTS DU BILAN - DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS | A9 |

## A9 - CHAPITRES D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail)(1)

| N°opération : [...] Intitulé de l'opération :        |                                                   | Date de la délibération: |                        |           |
|------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|--------------------------|------------------------|-----------|
|                                                      | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3)              | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| <b>DEPENSES (a)</b>                                  |                                                   |                          |                        |           |
| [...] (5)                                            |                                                   |                          |                        |           |
| 040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire  |                                                   |                          |                        |           |
| 041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section   |                                                   |                          |                        |           |
| Annulations sur dépenses (c)(6)                      |                                                   |                          |                        |           |
| <b>Dépenses nettes (a-c)</b>                         |                                                   |                          |                        |           |
| <b>RECETTES (b)</b>                                  |                                                   |                          |                        |           |
| Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) |                                                   |                          |                        |           |
| 040 Financement par le mandataire                    |                                                   |                          |                        |           |
| 041 Financement par emprunt à la charge du tiers     |                                                   |                          |                        |           |
| Annulations sur recettes (d) (6)                     |                                                   |                          |                        |           |
| <b>Recettes nettes (b-d)</b>                         |                                                   |                          |                        |           |

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

|                                                   |      |
|---------------------------------------------------|------|
| IV - ANNEXES                                      | IV   |
| ENGAGEMENTS HORS BILAN                            |      |
| AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT | B2.1 |
| AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT | B2.2 |

## B2.1 - SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

| No ou intitulé de l'A.P.                | Montant des AP                             |                             |                                                             | Montant des CP                                                              |                                                                |                                      |                                               |
|-----------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------------|-------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|--------------------------------------|-----------------------------------------------|
|                                         | Pour memoire AP votée y compris ajustement | Révision de l'exercice 2015 | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour 2015) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/2015)<br>(1) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2015<br>(2) | Restes à financer de l'exercice 2016 | Restes à financer (exercices au delà de 2016) |
| <b>Dépenses</b>                         |                                            | 7 680 000,00                | 7 680 000,00                                                |                                                                             | 2 536 000,00                                                   | 1 967 000,00                         | 3 177 000,00                                  |
| 2015 1 2015 1 ECOLE RUCKLIN             |                                            | 2 600 000,00                | 2 600 000,00                                                |                                                                             | 100 000,00                                                     | 500 000,00                           | 2 000 000,00                                  |
| 2015 2 2015 1 CATHEDRALE TOUR NORD      |                                            | 1 478 000,00                | 1 478 000,00                                                |                                                                             | 439 000,00                                                     | 500 000,00                           | 539 000,00                                    |
| 2015 3 2015 1 EXTENSION MQ CENTRE VILLE |                                            | 520 000,00                  | 520 000,00                                                  |                                                                             | 250 000,00                                                     | 220 000,00                           | 50 000,00                                     |
| 2015 6 2015 1 VESTIAIRES/TRIBUNES       |                                            | 2 200 000,00                | 2 200 000,00                                                |                                                                             | 1 600 000,00                                                   | 600 000,00                           |                                               |
| 2015 7 2015 1 ENTRETIEN DES REMPARTS    |                                            | 420 000,00                  | 420 000,00                                                  |                                                                             | 70 000,00                                                      | 70 000,00                            | 290 000,00                                    |
| 2015 7 2015 2 CHANTIER D'INSERTION      |                                            | 462 000,00                  | 462 000,00                                                  |                                                                             | 77 000,00                                                      | 77 000,00                            | 308 000,00                                    |
| <b>Recettes</b>                         |                                            |                             |                                                             |                                                                             |                                                                |                                      |                                               |

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-72

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

Coefficient applicable  
à la Taxe sur la  
Consommation Finale  
d'Electricité

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

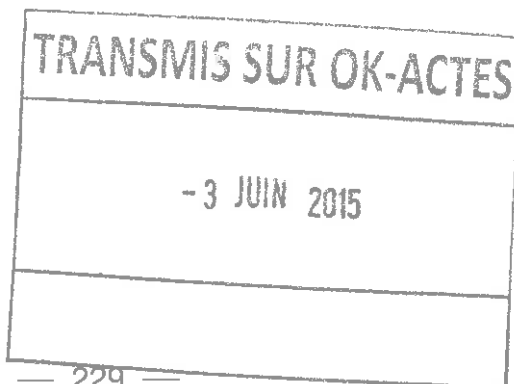
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.





Direction des Finances

## DELIBERATION

de M. Sébastien VIVOT, 1<sup>er</sup> Adjoint

---

Références  
Mots clés  
Code matière

SV/GL/RB/JFM - 15-72  
Budget  
7.2

Objet

**Coefficient applicable à la Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité**

La loi du 7 décembre 2010 portant Nouvelle Organisation du Marché de l'Electricité (NOME) a modifié le régime des taxes d'électricité, afin de se conformer à la directive européenne du 27 octobre 2003 qui uniformise les règles de taxation des énergies. La « Taxe sur l'Electricité » est devenue la « Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité ». Elle est désormais assise sur les volumes d'électricité consommés par les usagers pour une puissance souscrite inférieure ou égale à 250 kVA (alors qu'elle était fondée sur les seuls montants facturés avant 2010).

Les tarifs de référence, qui font l'objet d'une modulation par la collectivité concernée, sont ainsi fixés :

- 0,75 € par MWh pour les consommations non professionnelles et les consommations professionnelles sous une puissance souscrite inférieure à 36 kVA ;
- 0,25 € par MWh pour les consommations professionnelles sous une puissance souscrite comprise entre 36 kVA et 250 kVA.

Le coefficient multiplicateur, permettant de moduler les tarifs de référence, doit être voté par l'assemblée délibérante de la collectivité concernée avant le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année, pour une prise d'effet au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante.

La réglementation prévoyait jusqu'en 2015 la possibilité d'une indexation annuelle systématique du coefficient basée sur une formule d'actualisation en référence à l'indice des prix. Pour l'année 2015, le coefficient maximum applicable a été fixé par l'Etat à 8.50.

Le taux retenu par la Ville de Belfort, en 2015, est de 7.39.

A partir de l'année 2016, l'article 37 de la Loi de Finances rectificative 2014 a introduit une réforme du coefficient voté par les communes ou par les syndicats d'électricité, qui devra désormais être fixé parmi les valeurs suivantes :

0 ; 2 ; 4 ; 6 ; 8 ; 8.50.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 32 voix pour, 8 contre (Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, M. Marc ARCHAMBAULT) et 3 abstentions (M. Brice MICHEL, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ),

**DECIDE** de retenir le coefficient de 8.5, applicable à la Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité.

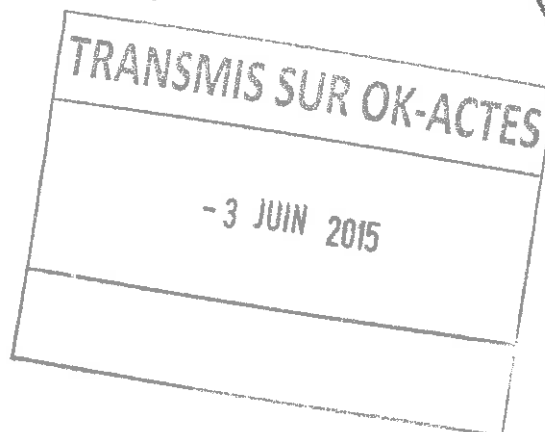
Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage



Thierry CHIPOT



## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-73

Fourniture d'électricité -  
Lancement d'un accord-  
cadre

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

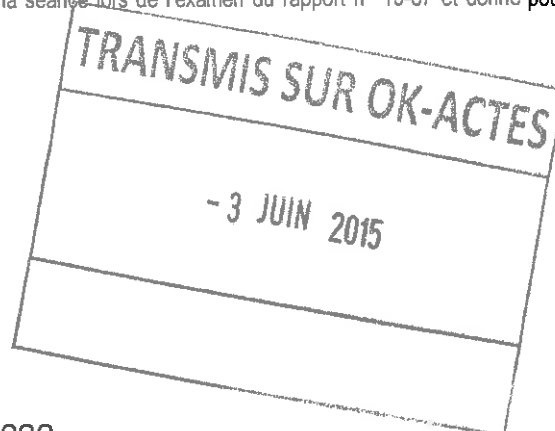
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.







Direction Générale des Services Techniques  
Energie et Fluides

## DELIBERATION

de M. Sébastien VIVOT, 1<sup>er</sup> Adjoint

---

Références  
Mots clés  
Code matière

SV/CS/OWC - 15-73  
Maintenance  
1.1

**Objet**

**Fourniture d'électricité - Lancement d'un accord-cadre**

Deux grandes familles de tarifs existent : les tarifs réglementés et les tarifs en offre de marché.

Historiquement, pour la fourniture en électricité de ses sites, la Ville se trouve en situation de recourir exclusivement aux tarifs réglementés gérés par EDF.

La loi NOME du 7 décembre 2010 définit les conditions qui permettent d'accéder pour un site aux tarifs réglementés d'électricité sans mise en concurrence ou aux tarifs en offre de marché avec mise en concurrence.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, seuls les sites d'une puissance inférieure ou égale à 36 kW pourront continuer à bénéficier des tarifs réglementés ; une consultation pour la fourniture d'électricité des autres sites doit donc être réalisée.

Dans le but de permettre un approvisionnement à des conditions de prix les plus intéressantes, la formule de l'accord-cadre (article 76 du Code des Marchés Publics) est particulièrement adaptée. D'une durée de 4 ans, il conduit à la conclusion de marchés subséquents et remet en compétition, chaque année, les titulaires lors de la passation de ces marchés. Les sites concernés existants et à venir représentent aujourd'hui 45 points de consommations, pour une consommation d'environ 4,4GWh.

Par ailleurs, l'adhésion à l'UGAP pour cette fourniture reste une alternative envisageable, à condition que le calendrier d'adhésion à cette offre nous permette de statuer sur son intérêt en termes de tarif et de services associés.

Ces éléments ne sont pas encore connus à l'heure actuelle ; aussi, nous vous proposons de procéder au lancement d'un appel d'offres sur la base de l'accord-cadre évoqué.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 38 voix pour et 4 abstentions (Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Marc ARCHAMBAULT),

*(Mme Francine GALLIEN ne prend pas part au vote),*

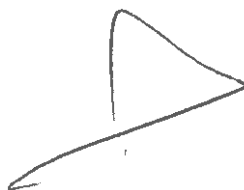
**AUTORISE M. le Maire à signer :**

- les pièces de l'accord-cadre à intervenir, y compris les marchés subséquents fondés sur celui-ci et destinés à permettre l'approvisionnement en électricité des sites de la Ville de Belfort,
- la convention d'adhésion à l'UGAP concernant le marché de fourniture d'électricité, dans l'hypothèse d'une faisabilité et d'un intérêt économique pour la Ville de Belfort.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage



Thierry CHIPOT



## LISTE DES SITES ACTUELLEMENT CONCERNES

|                                      |
|--------------------------------------|
| GYMNASE LE PHARE                     |
| POLE SANTE                           |
| GROUPE SCOLAIRE PERGAUD              |
| SALLE DES FETES                      |
| STADE MATTLER                        |
| JETS D'EAU LA SAVOUREUSE             |
| SITE LONDRES                         |
| ELEMENTAIRE AUBERT                   |
| ESPACE JOUVET-MAISON ETUDIANTS       |
| BASE SECTEUR FRANCOIS LEBLEU         |
| EP-MAISON DES ARTS ET DU TRAVAIL     |
| STADE SERZIAN                        |
| MUSEE D'ART MODERNE - JARDOT         |
| HOTEL DE VILLE ET DE LA CAB          |
| THEATRE ANNEXE LA COOPERATIVE        |
| GROUPE SCOLAIRE ARAGON               |
| ECOLE D'ART GERARD JACOT             |
| ELEMENTAIRE HUGO                     |
| STADE DES TROIS CHENES               |
| ATELIERS BATIMENTS FAIDHERBE         |
| MULTI-ACCUEIL DES GLACIS             |
| LA POWDRIERE                         |
| C.C.S. RESIDENCES BELLEVUE           |
| GROUPE SCOLAIRE SCHOELCHER           |
| GYMNASE DIDEROT                      |
| GYMNASE BONNET                       |
| PARKING 4 AS                         |
| BUREAU INFO JEUNE - MAISON DES AINES |
| BIBLIOTHEQUE 4 AS                    |
| MULTI-ACCUEIL FRERY                  |
| MANIFESTATIONS - PLACE D'ARMES       |
| MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE      |
| MULTI-ACCUEIL VERDUN                 |
| MAISON DE QUARTIER JEAN JAURES       |
| MAISON DU PEUPLE                     |
| CUISINE CENTRALE                     |
| C.C.S DE LA PEPINIERE                |
| ATELIERS RUE CARRIERES ET SERRES     |
| MUSEE DU CHATEAU                     |
| THEATRE LE GRANIT                    |
| CENTRE DE FORMATION APPRENTIS        |
| GS SCHMIDT ET GYMNASSE COUBERTIN     |
| MAIRIE ANNEXE ANCIEN THEATRE         |
| MULTI-ACCUEIL DES BONS ENFANTS       |
| ILLUMINATION DU CHATEAU              |

## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-74

Cession de l'immeuble sis  
53 faubourg des Ancêtres  
à l'Institution Sainte-  
Marie

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

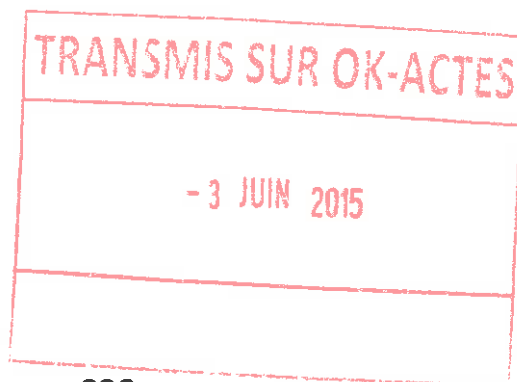
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.





Direction des Affaires Juridiques

## DELIBERATION

de M. Sébastien VIVOT, 1<sup>er</sup> Adjoint

---

Références  
Mots clés  
Code matière

SV/DAJ/AF - 15-74  
Foncier/Patrimoine  
3.2

Objet

**Cession de l'immeuble sis 53 faubourg des Ancêtres à l'Institution Sainte-Marie**

La Ville de Belfort est propriétaire d'un bâtiment, ex-Médianauts, situé 53 faubourg des Ancêtres à Belfort (voir plans, annexes 1 et 2).

Ce bien vacant, d'une surface utile de 921 m<sup>2</sup>, comporte -pour partie- deux niveaux (bâtiment en décroché). Il est situé sur la parcelle AK 253 et devra faire l'objet d'un découpage pour être isolé. L'emprise au sol sera d'une contenance d'environ 475 m<sup>2</sup>.

N'étant plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public, cet immeuble est, en conséquence, désaffecté de fait, et doit être déclassé du domaine public communal.

L'Institution Sainte-Marie (ISM) a fait connaître à la Ville son intention d'acquérir ce bien et envisage de l'occuper à la prochaine rentrée scolaire 2015-2016.

Cet immeuble permettra à l'ISM de proposer à ses élèves des activités sportives variées (activité gymnique, STEP, danse contemporaine, sport de combat, acrosport et tennis de table).

Le prix de vente pourra être de 155 000 €, conformément à l'avis du Domaine (annexe 3), sachant que tous les frais de branchements et travaux éventuels seront à la charge de l'ISM (voir tableau des opérations de maintenance, annexe 4). L'entretien des petits espaces verts et arbres compris dans l'emprise cédée continuera toutefois d'être assuré par la Direction des Espaces Verts de la Ville.

Il est ici précisé que la Ville paiera les frais de géomètre, l'acquéreur réglant les frais notariés. La Commune et l'ISM confieront ce dossier à Maître Florence RIGOLLET, Notaire à Belfort.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 35 voix pour, 1 contre (M. Alain DREYFUS-SCHMIDT) et 7 abstentions (Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, M. Marc ARCHAMBAULT),

**DECIDE** de prononcer le déclassement de cet immeuble du domaine public communal.

**APPROUVE** le principe et les conditions de cette cession au profit de l'ISM.

**AUTORISE M.** le Maire à signer tous actes nécessaires à cette opération.

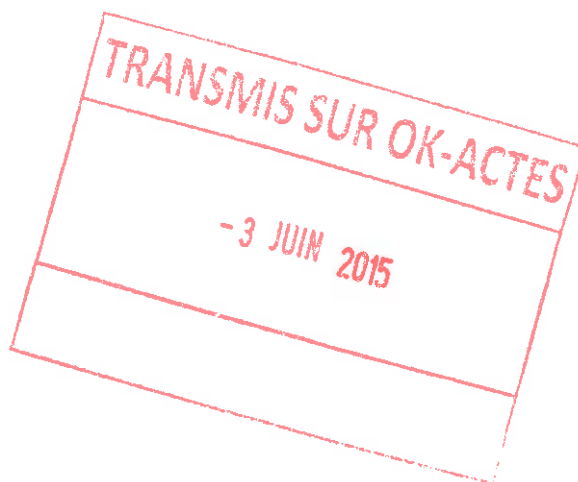
Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage



Thierry CHIPOT

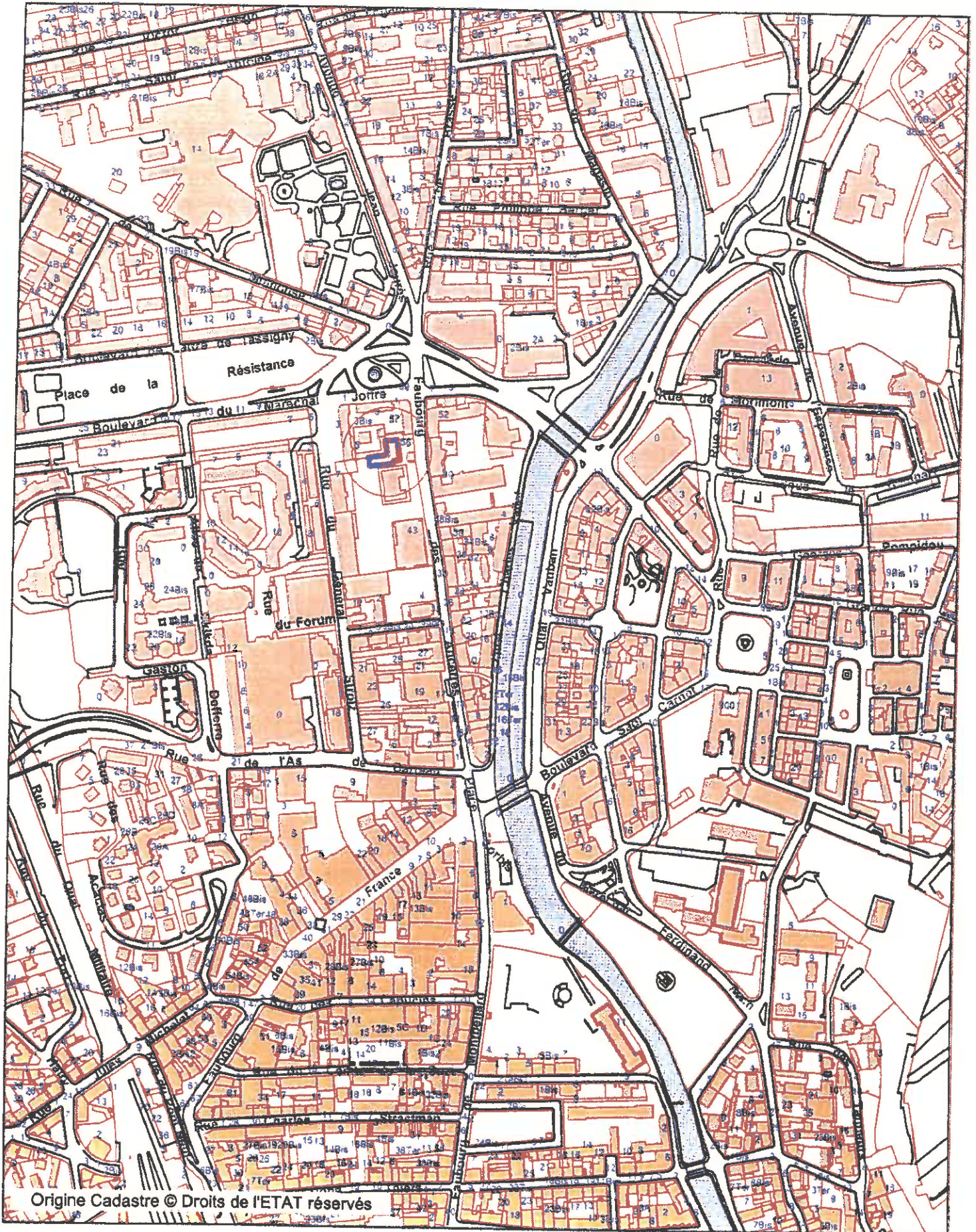




Les Médianautes

Plan de Situation

1/5 000

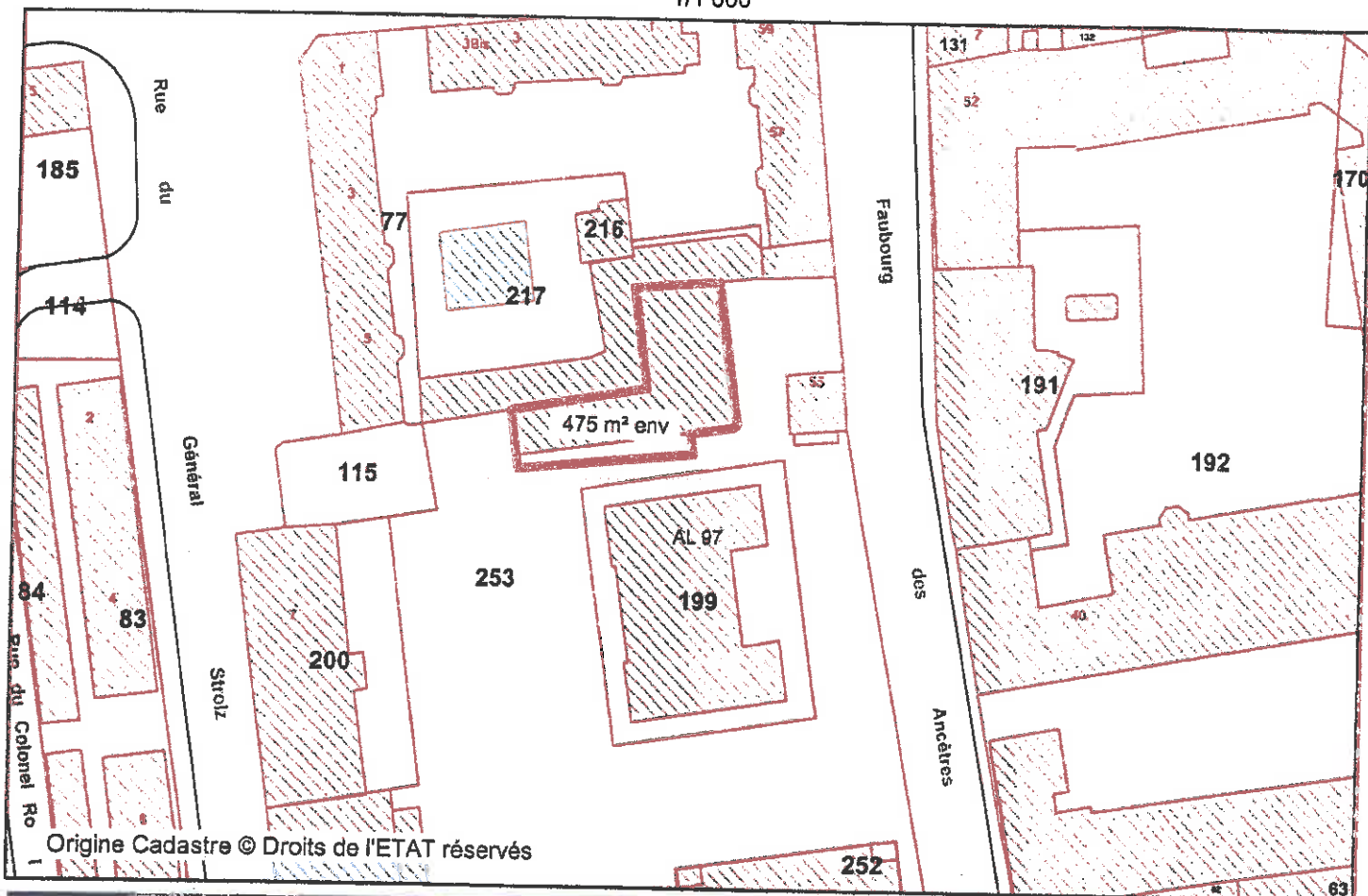


Origine Cadastre © Droits de l'ETAT réservés



Les Médianautes

Plan Parcellaire  
1/1 000



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DU TERRITOIRE DE BELFORT  
SERVICE FRANCE DOMAINE

9 BIS FAUBOURG DE MONTBELIARD  
B.P 10489  
90016 BELFORT CEDEX

Horaires d'ouverture :  
du lundi au jeudi : 9h - 12h / 13h30 - 16h30  
le vendredi : 9h - 12h / 13h30 - 16h

sur rendez-vous

Affaire suivie par : Marie-Christine MARCHAL

Téléphone : 03 84 36 62 46

Courriel : marie-christine.marchal@dgfip.finances.gouv.fr

DOMAINE  
CONTROLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES  
AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VENALE  
-----  
CESSION AMIABLE

**OBJET** : Avis du Domaine. Ex Médianautes

**N/RÉF** : EI n° 2015 - 010V0100

**V/RÉF** : Votre lettre du 23 reçue le 27/04/2015

*Consultant – Propriétaire – Date de réception* : VILLE DE BELFORT – 27/04/2015

**Opération envisagée :**

Cession d'un bâtiment vacant « l'ex – Médianautes » à l'Institut Sainte – Marie (ISM),

**Description sommaire :**

COMMUNE DE BELFORT – 53 Faubourg des Ancêtres

Sur parcelle cadastrée section AK n° 253p, ancien bâtiment à vocation sportive d'une surface habitable de 921 m<sup>2</sup>.  
Découpage cadastral en cours,

**Urbanisme :**

PLU du 09/12/2004, Zone UU : zone dont la vocation essentielle est d'accueillir des équipements publics et activités tertiaires.

**Situation locative** : Estimation libre à la vente.

**Conditions financières de l'opération :**

Cession au prix de 155 000 € HT sachant que tous les frais de branchements et travaux éventuels seront à la charge de l'ISM.

**Avis du Domaine :**

Le prix de cession envisagé à 155 000 € HT est acceptable compte tenu des données actuelles du marché immobilier.

**Durée de validité de l'estimation** : un an.

**Observations :**

⚡ Évaluation faite hors contraintes géotechniques.

⚡ Indications sur la présence d'amiante, des termites et des risques liés au saturnisme.

Prescriptions en matière d'amiante définies dans les décrets n°96-97 du 07 février 1996, n°97-855 de 12 septembre 1997, n° 2001-840 du 13 septembre 2001, n° 2002-839 du 3 mai 2002 et arrêté du 22 août 2002.

La présente évaluation a été effectuée en fonction des données du marché sans tenir compte de la présence d'amiante et des coûts éventuels d'enlèvement de l'amiante.

Elle ne tient pas compte de l'éventuelle présence de termites ni des risques liés au saturnisme.

⚡ L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

A Belfort, le 27/04/2015

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques

L'inspecteur,

Marie-Christine MARCHAL



Direction des affaires juridiques

Annexe au courrier EM/2014-420

| <b>Immeuble 53, Faubourg des ancêtres Opérations de maintenance</b> |                                                   | Estimation du coût en € TTC | Actions à réaliser préalablement à une mise à disposition |
|---------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------------------------------------|
| Réseaux                                                             |                                                   |                             |                                                           |
| Electricité                                                         | remise en service                                 | 150,00 €                    | x                                                         |
| Gaz                                                                 | alimentation                                      | 430,00 €                    |                                                           |
| Eau                                                                 | alimentation et mise en conformité assainissement | 3 500,00 €                  | x                                                         |
| Ligne téléphonique                                                  |                                                   | 1 050,00 €                  |                                                           |
| Sécurité ERP                                                        |                                                   | 4 980,00 €                  | x                                                         |
| Toiture                                                             |                                                   |                             |                                                           |
| Traitement des infiltrations                                        | Bâtiment principal                                | 34 000,00 €                 |                                                           |
|                                                                     | Aile (couloir et bureaux)                         | 20 900,00 €                 |                                                           |
| <b>TOTAL</b>                                                        |                                                   | <b>65 010,00 €</b>          | <b>8 630,00 €</b>                                         |

## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-75

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

Cession d'une parcelle  
de terrain sise rue des  
Tanneurs à M. Stéphane  
POCHON

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaients présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

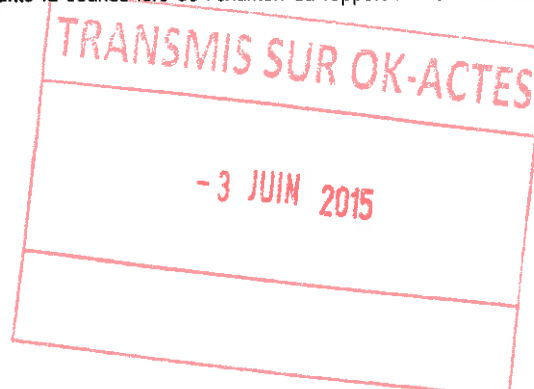
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.





Direction des Affaires Juridiques

## **DELIBERATION**

de M. Sébastien VIVOT, 1<sup>er</sup> Adjoint

---

Références  
Mots clés  
Code matière

SV/DAJ/AF - 15-75  
Foncier/Patrimoine  
3.2

**Objet**

**Cession d'une parcelle de terrain sise rue des Tanneurs à M. Stéphane POCHON**

La Ville de Belfort a acquis en 2013 une parcelle de terrain sise rue des Tanneurs à Belfort. Cette parcelle, d'une surface de 106 m<sup>2</sup>, issue de la BK 100, est nouvellement cadastrée BK 420 (voir plans - annexes 1, 2 et 3).

M. Stéphane POCHON, propriétaire riverain demeurant 1 bis rue des Tanneurs, a fait connaître à la commune son intérêt pour cette parcelle. La Ville envisage de la lui céder puisqu'elle n'a pas l'utilité de ce terrain en nature d'herbe, ni l'intention de l'aménager.

Cette cession interviendrait au prix initial d'acquisition (7 500 €), auquel s'ajoutent les frais déboursés par la Ville pour le document d'arpentage, soit un total de 8 409 € (voir avis du Domaine, annexe 4).

Il est ici précisé que l'acquéreur prendra à sa charge les frais notariés. La Commune et M. Stéphane POCHON confieront ce dossier à Maître Jean-Alix GAY, Notaire à Belfort.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 41 voix pour, 1 contre (M. Alain DREYFUS-SCHMIDT) et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

**APPROUVE** le principe et les conditions de cette cession au profit de M. Stéphane POCHON.

**AUTORISE** M. le Maire à signer l'acte notarié à intervenir.



Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération,  
le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à  
l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire  
l'objet d'un recours devant  
la juridiction administrative  
dans le délai de deux mois  
à compter de sa publication  
ou de son affichage



Thierry CHIPOT

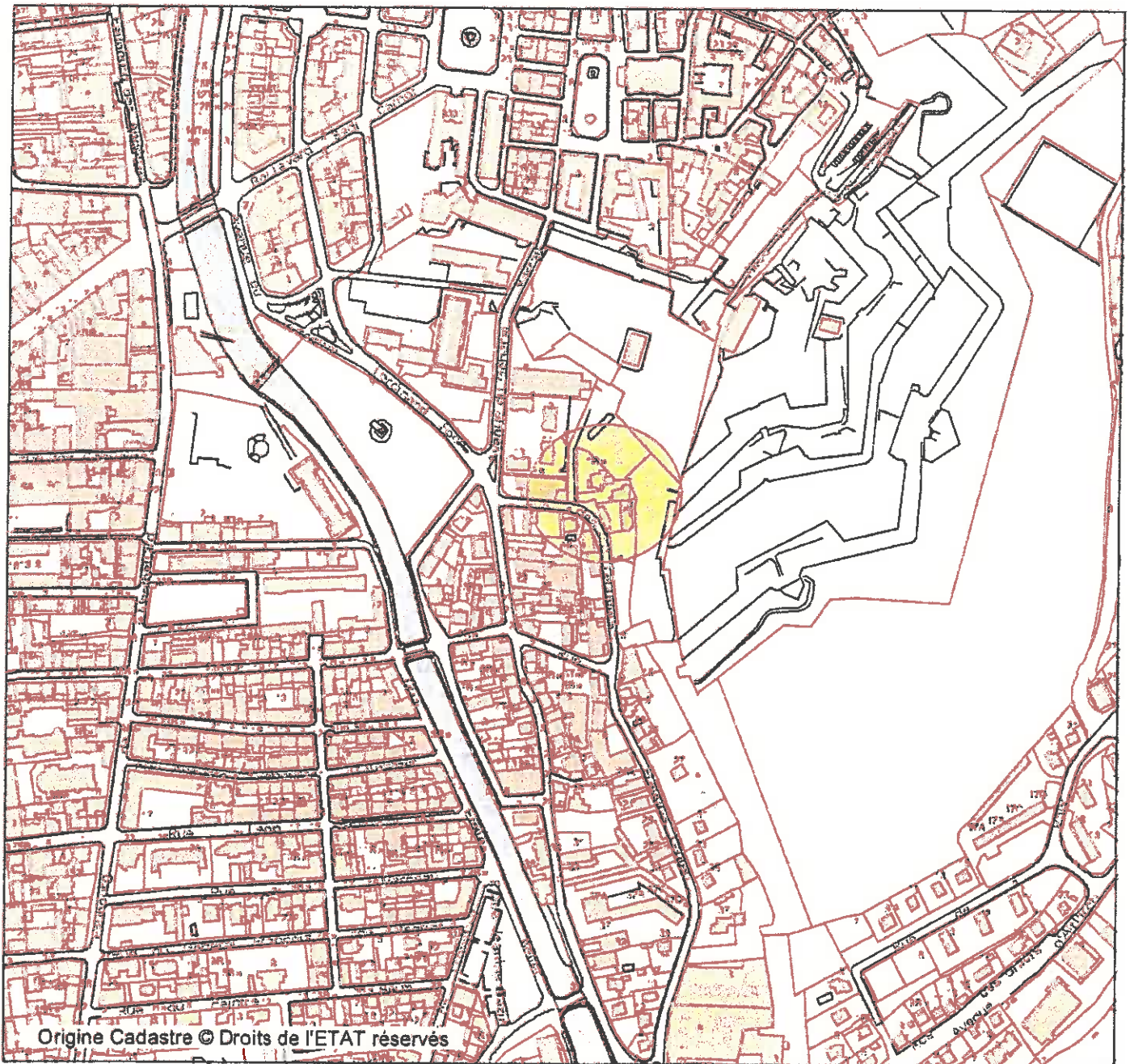


TRANSMIS SUR OK-ACTES  
- 3 JUIN 2015

**COMMUNE DE BELFORT****rue des Tanneurs**

Plan de Situation

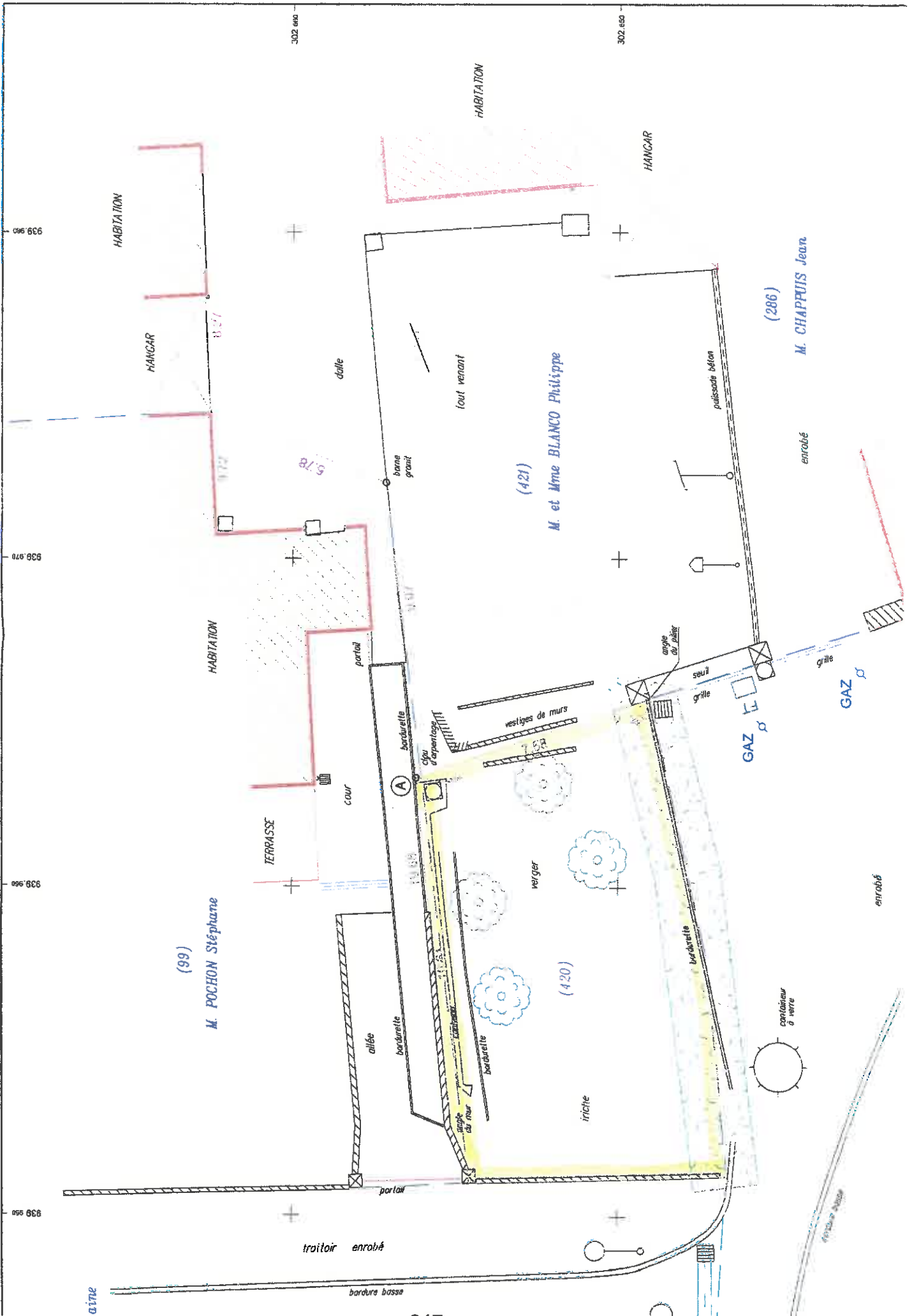
1/5 000



Origine Cadastre © Droits de l'ETAT réservés

**Etat Parcelaire**

|                     |              |                                                      |  |                       |  |
|---------------------|--------------|------------------------------------------------------|--|-----------------------|--|
| Date : 24 mars 2015 |              | TERRITOIRE DE BELFORT                                |  | Commune de BELFORT    |  |
| Propriétaire:       |              | Commune de BELFORT<br>Place d'Armes<br>90000 BELFORT |  |                       |  |
| <b>ETAT ACTUEL</b>  |              |                                                      |  |                       |  |
| Section             | N° cadastral | Adresse du bien                                      |  | Contenance cadastrale |  |
| BK                  | 420          | rue des Tanneurs                                     |  | 106 m <sup>2</sup>    |  |





Commune 90010  
Belfort

Numéro d'ordre du document d'arpentage  
**1560 U**

Document vérifié et numéroté le  
A.....

Par  
**Antoine BOYER**  
Inspecteur des Finances Publiques  
Centre des impôts foncier de BELFORT

Section : BK  
Feuille(s) : 01  
Qualité du plan : régulier <20/03/90

Echelle d'origine : 1/1000  
Echelle d'édition : 1/1000  
Date de l'édition : 19/08/2013

MODIFICATION DU PARCELLAIRE CADASTRAL

D'APRES UN EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL (DGFIIP)

CERTIFICATION

(Art. 25 du décret n° 55 471 du 30 avril 1955)

Le présent document, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;

B - En conformité d'un piquetage : ..... effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé

le 29/07/2013 par M Jean CLERGET..... géomètre à BELFORT.....

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 8483.

A **BELFORT**..... le **12/09/2013**.

Cachet du rédacteur du document :



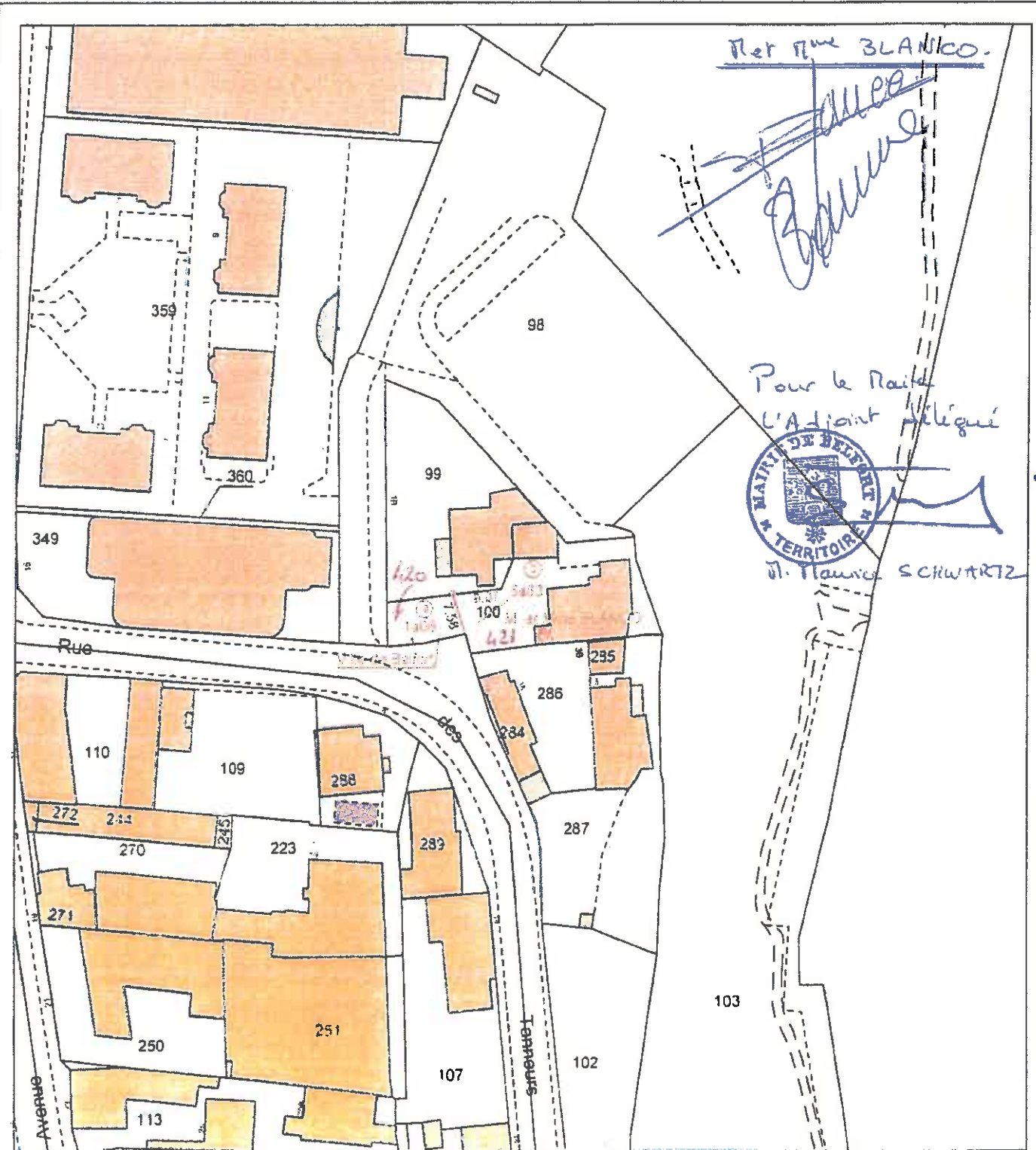
Document dressé par  
Jean CLERGET.....

a BELFORT.....

Date 19/08/2013.....

Signature :

(1) Placer les mentions toutes. Le terrain A être liquidité que dans le cas d'une liquidité (plan révisé par voie de acte à jour), dans le terrain B les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.  
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre-expert, arpenteur ou technicien inscrit au cadastre, etc.).  
(3) Préciser les noms et qualités du signataire et au-delà du propriétaire (marchand, avoué représentant qualité de l'autorité compétente).





DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  
 DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES  
 DU TERRITOIRE DE BELFORT  
 SERVICE FRANCE DOMAINES

9 BIS FAUBOURG DE MONTBELIARD  
 B.P 10489  
 90016 BELFORT CEDEX

Horaires d'ouverture :  
 du lundi au jeudi : 9h - 12h / 13h30 - 16h30  
 le vendredi : 9h - 12h / 13h30 - 16h

sur rendez-vous

Affaire suivie par : Marie-Christine MARCHAL

Téléphone : 03 84 36 62 46

Courriel : marie-christine.marchal@dgfip.finances.gouv.fr

OBJET : Avis du Domaine. Parcelle BK n° 420

N/Réf : EI n° 2015 - 010V0056

V/Réf : Votre lettre du 4 reçue le 09/03/2015

DOMAINE  
 CONTROLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VENALE

-----  
 CESSION AMIABLE

*Service Consultant -Propriétaire - Date de réception :*  
 VILLE DE BELFORT - 09/03/2015.

*Origine de propriété :* V 2013P3327 du 15/11/2013

*Description sommaire et opération envisagée :*

**COMMUNE DE BELFORT- 1 rue des Tanneurs**

A céder au propriétaire riverain ( M, Stéphane POCHON ) la parcelle cadastrée section BK n° 420 devenue inutile à la collectivité.

*Urbanisme :*

PLU du 09/12/2004 ,M le 02/12/11 - Zone UD - COS : 2.

*Situation locative :* Estimation libre à la vente .

*Opération financière envisagée :*

Cession au prix initial d'acquisition par la Ville de BELFORT soit 7 500 € ( valeur domaniale 2012)

Le document d'arpentage d'une valeur de 908,96 € sera pris en charge par l'acquéreur,

*Avis du Domaine sur la valeur vénale HT :*

Les conditions financières de l'opération sont acceptables.

Valeur vénale de la parcelle BK n° 420 : 7 500 € HT.

Par ailleurs , les frais inhérents au document d'arpentage seront à la charge de l'acquéreur .

*Durée de validité de l'estimation :*

Un an.

*Observations :*

⚡ L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation de France Domaine est nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans un délai d'un an ou si les règles d'urbanisme , notamment celles de constructibilité , ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

⚡ L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

A Belfort, le 10 mars 2015  
 Pour le Directeur Départemental,  
 L' Inspecteur,

Marie-Christine MARCHAL

## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-76

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

Mise en vente de garages  
individuels immeuble  
11 rue Pompidou à  
Belfort

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

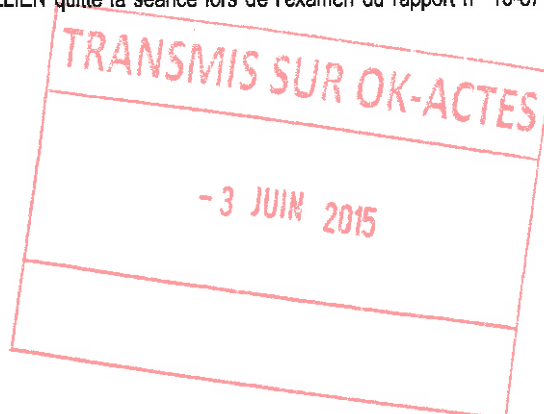
Absentes :

Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU

Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.







Direction des Affaires Juridiques

## DELIBERATION

de M. Sébastien VIVOT, 1<sup>er</sup> Adjoint

---

Références  
Mots clés  
Code matière

SV/DAJ/AF - 15-76  
Foncier/Patrimoine  
3.2

Objet

**Mise en vente de garages individuels immeuble 11 rue Pompidou à Belfort**

La Ville de Belfort est propriétaire de 25 garages individuels dans l'immeuble sis 11 rue Georges Pompidou (Résidence Vauban) à Belfort, cadastré section BI n° 10 (voir plans - annexes 1, 2 et 3).

Ces box sont d'une surface de 19 m<sup>2</sup> environ chacun. Huit de ces garages étant libres de toute occupation, la Ville envisage leur cession.

Pour permettre cette vente, un règlement de copropriété est actuellement rédigé par Maître Annie LOCATELLI-HANS, Notaire à Belfort.

La cession de ces huit garages fera l'objet d'une publicité et d'un cahier des charges auquel les personnes souhaitant déposer des offres devront se conformer.

Le service France Domaine a évalué la mise à prix de chacun de ces garages à 8 500 € (voir avis - annexe 4).

Les 18 garages occupés font l'objet de conventions en cours entre la Ville et des particuliers. C'est pourquoi, ils seront proposés à la vente, en priorité, à leurs locataires, en application de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 36 voix pour, 1 contre (M. Alain DREYFUS-SCHMIDT) et 6 abstentions (Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M Marc ARCHAMBAULT),

**APPROUVE** le principe de cette cession.

**AUTORISE** M. le Maire à signer tous actes nécessaires au lancement de cette opération.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

  
Thierry CHIPOT



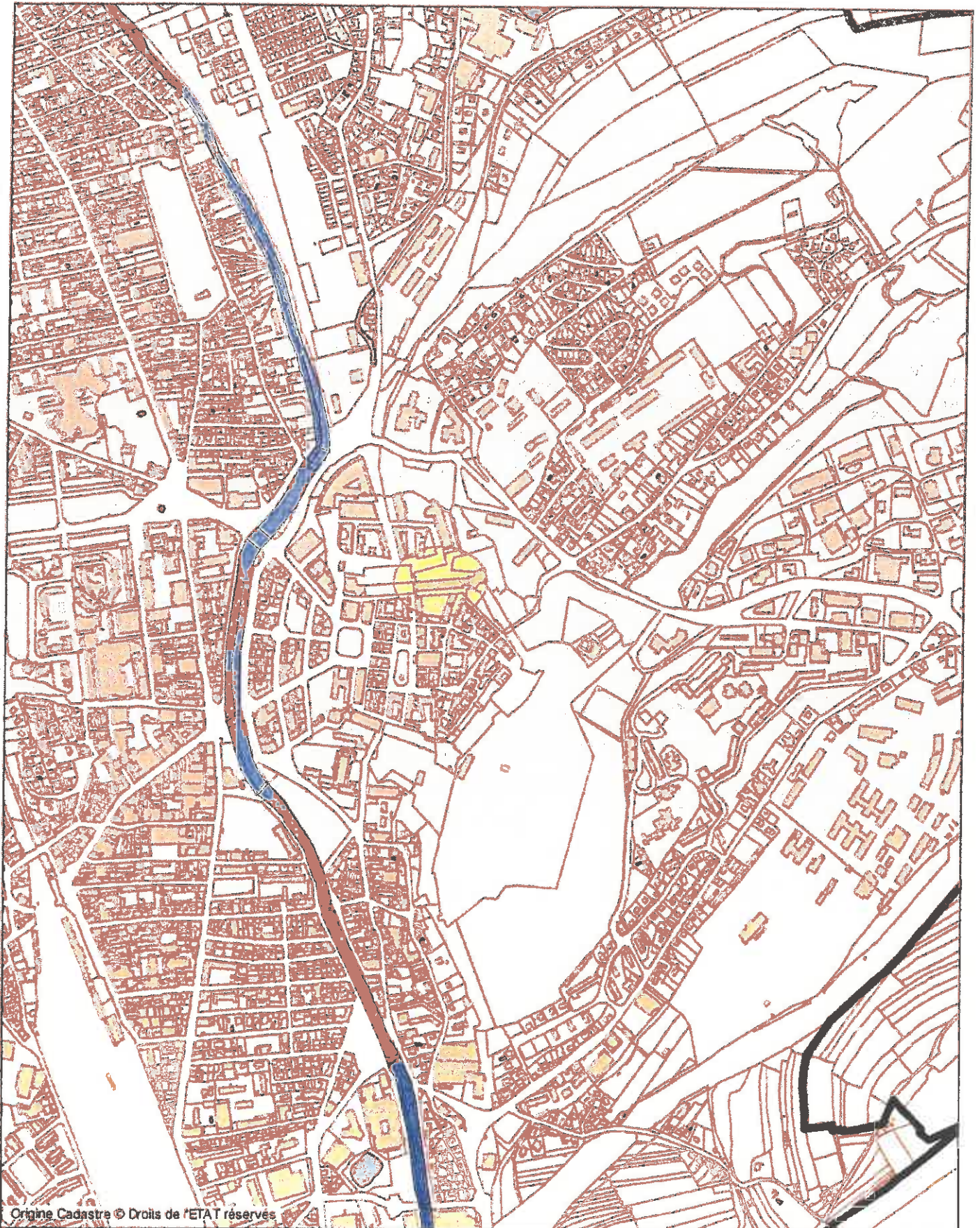
TRANSMIS SUR OK-ACTES  
-3 JUIN 2015

# COMMUNE DE BELFORT

## 11 rue Pompidou

Plan de Situation

1/10 000



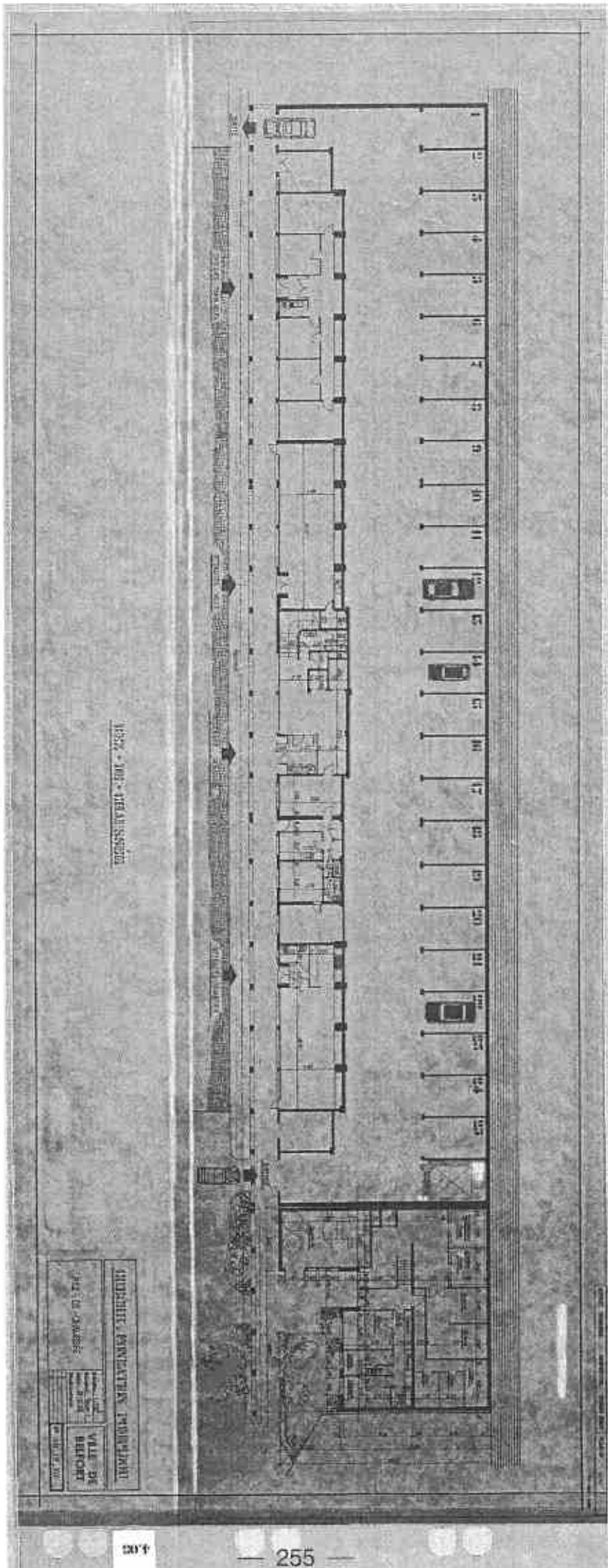
Origine Cadastre © Droits de l'ETAT réservés

Mairie de Belfort - Service Topo-Foncier

Décembre 2014









DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Belfort, le 26 septembre 2014

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES  
PUBLIQUES DU TERRITOIRE DE BELFORT  
POLE GESTION PUBLIQUE  
DIVISION DOMAINE  
9 BIS FAUBOURG DE MONTBELIARD  
90000 BELFORT

MONSIEUR LE DÉPUTÉ MAIRE DE BELFORT

PLACE D'ARMES

90020 BELFORT

A L'ATTENTION DE MADAME FABBRI

Pour nous joindre

Affaire suivie par : BOUVANT Frédéric

Téléphone : 03.84.36.62.38

Courriel :

frederic.bouvant@dgfp.finances.gouv.fr

Objet : Evaluation immobilière- Belfort garage situé 11 rue Georges Pompidou.Références :

La vôtre : Lettre du 31 juillet 2014.

Affaire suivie par Alexandra FABBRI.

La nôtre : 2014-010V0181 Belfort garage Fondation Pompidou.

Monsieur le Député Maire,

Par lettre citée en références, vous avez sollicité l'avis de France Domaine sur la valeur vénale d'un garage situé 11 rue Georges Pompidou à Belfort et cadastré BI n° 10.

Après enquête et compte tenu des données du marché immobilier local et des caractéristiques propres du bien en cause, sa valeur vénale est fixée à 8 500€.

Il s'agit d'une valeur hors taxe et frais d'enregistrement établie pour un bien libre de toute occupation.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation de France Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai d'un an ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est en outre valable que pour une transaction amiable.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Député Maire, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques de  
Belfort et par délégation  
Le Contrôleur des Finances Publiques

Frédéric BOUVANT



## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-77

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

Mise en vente du rez-de-chaussée de l'immeuble sis 1 place Jean-Baptiste Saget à Belfort

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

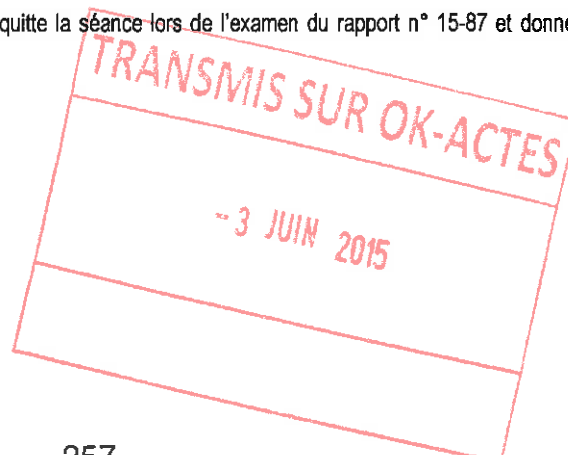
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.





Direction des Affaires Juridiques

## **DELIBERATION**

de M. Sébastien VIVOT, 1<sup>er</sup> Adjoint

---

Références  
Mots clés  
Code matière

SV/DAJ/AF - 15-77  
Foncier/Patrimoine  
3.2

**Objet**

**Mise en vente du rez-de-chaussée de l'immeuble sis 1 place Jean-Baptiste Saget à Belfort**

La Ville de Belfort est propriétaire du rez-de-chaussée de l'immeuble sis 1 place Jean-Baptiste Saget à Belfort, cadastré section BV n° 417 (vois plans en annexes 1, 2 et 3).

Elle envisage la vente de ce bien constitué des 3 lots suivants, actuellement inoccupés :

- le lot n° 8, d'une surface de 30 m<sup>2</sup>, composé de deux bureaux et de sanitaires, anciennement occupé par le Centre culturel et social des Barres et du Mont,
- le lot n° 9, d'une surface de 45 m<sup>2</sup>, composé d'un hail client, d'un bureau guichet, d'un local coffre et de sanitaires, anciennement occupé par La Poste,
- le lot n° 10, d'une surface de 45 m<sup>2</sup>, composé de deux bureaux, de sanitaires et d'une salle d'attente, anciennement occupé par la Médecine Universitaire.

Ce bien a été évalué à 102 000 €, conformément à l'avis du Domaine ci-joint (annexe 4).

La mise en vente de ce rez-de-chaussée d'immeuble se fera par le biais d'un agent immobilier choisi parmi les trois agences retenues lors de l'accord-cadre conclu par la Ville, à savoir Action 90, Century 21 et Marcelin Prévôt Immobilier.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 37 voix pour, 2 contre et 4 abstentions,

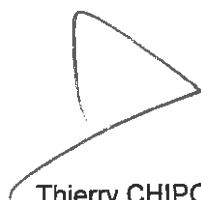
**APPROUVE** le principe de cette cession.

**AUTORISE M.** le Maire à signer tous actes nécessaires au lancement de cette opération.

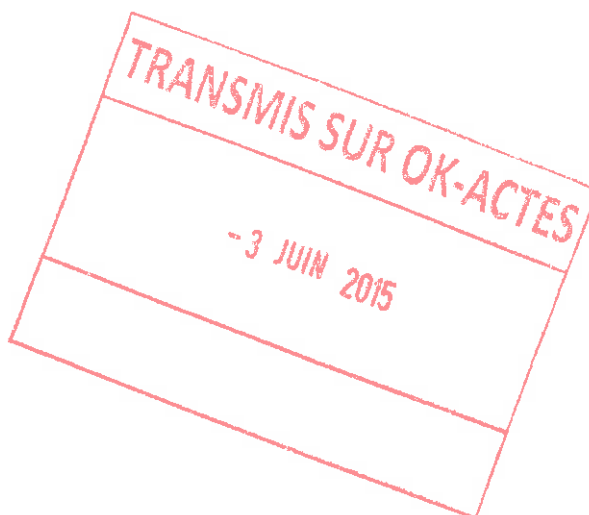
Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage



Thierry CHIPOT



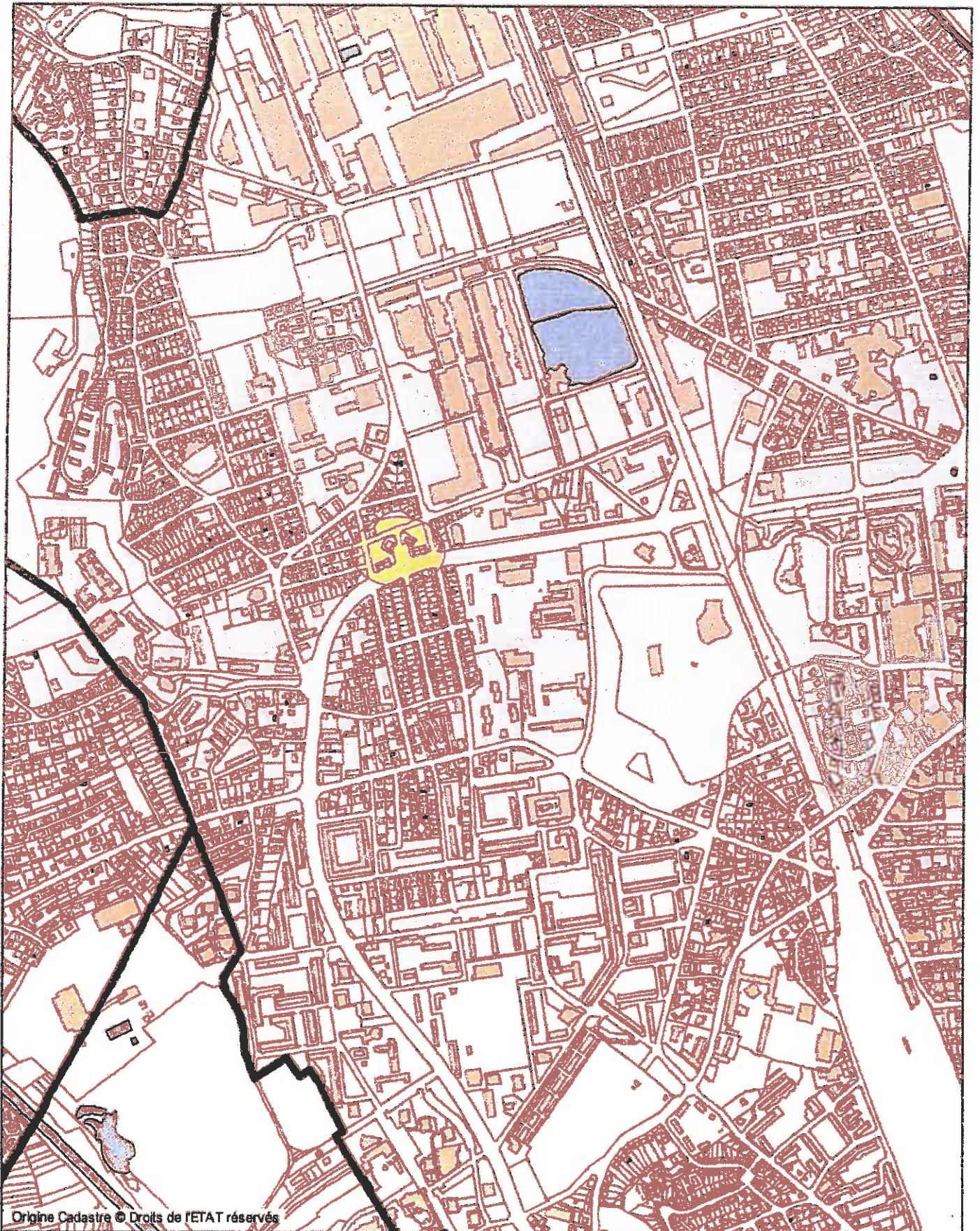


# COMMUNE DE BELFORT

1 place Saget

Plan de Situation

1/10 000



Origine Cadastre © Droits de l'ETAT réservés

Mairie de Belfort - Service Topo-Foncier

Décembre 2014

1 place Saget

Plan Parcellaire  
1/1 000

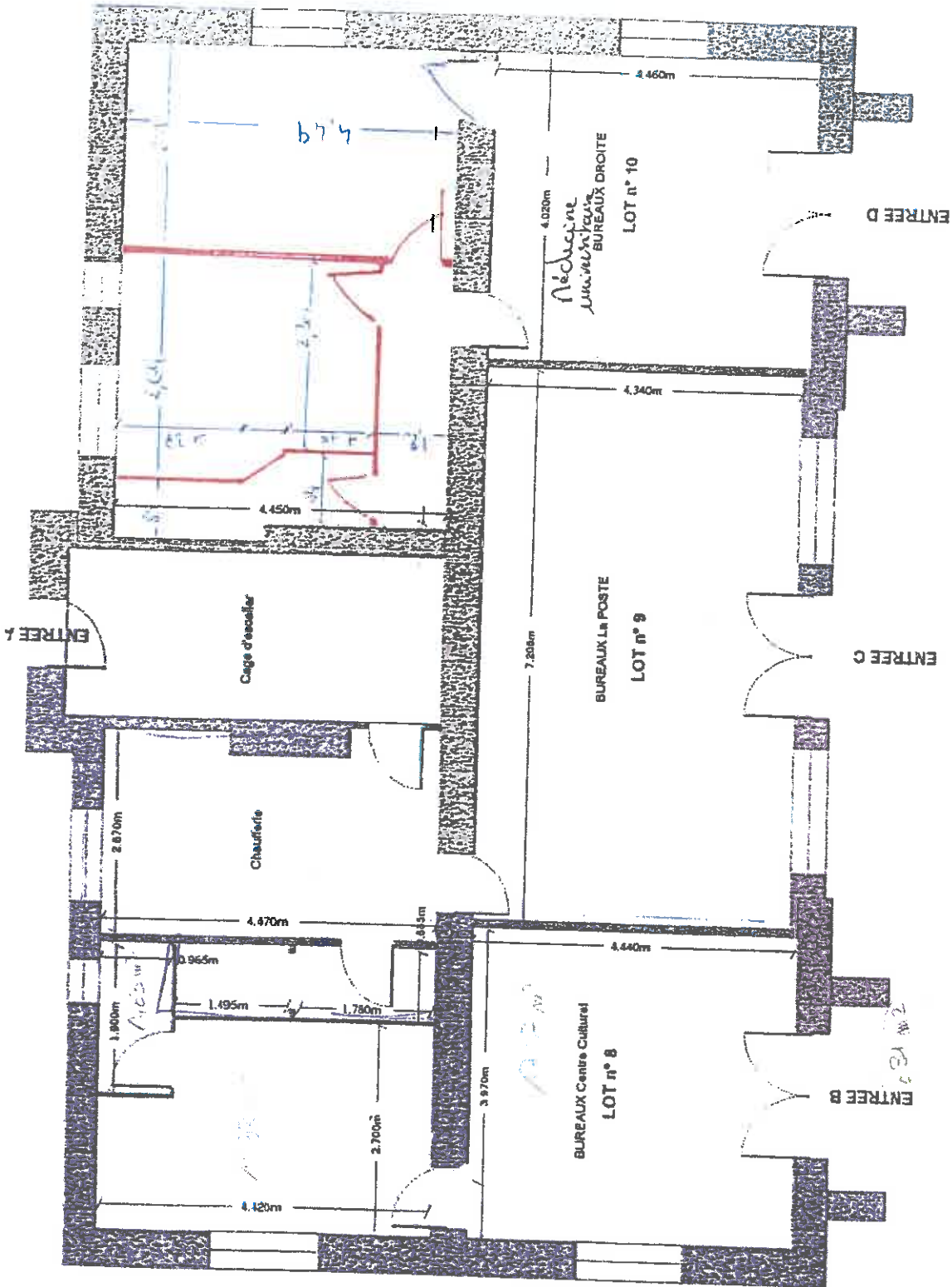


Origine Cadastre © Droits de l'ETAT réservés

Etat Parcellaire

| Date : 12 décembre 2014           |              | TERRITOIRE DE BELFORT |  | Commune de BELFORT    |  |
|-----------------------------------|--------------|-----------------------|--|-----------------------|--|
| Propriétaire: Les copropriétaires |              |                       |  |                       |  |
| ETAT ACTUEL                       |              |                       |  |                       |  |
| Section                           | N° cadastral | Adresse du bien       |  | Contenance cadastrale |  |
| BV                                | 417          | 1 place Saget         |  | 588 m <sup>2</sup>    |  |
| BV                                | 422          | 1 place Saget         |  | 17 m <sup>2</sup>     |  |
| BV                                | 423          | 1 place Saget         |  | 1 m <sup>2</sup>      |  |
| Emprise totale:                   |              |                       |  | 606 m <sup>2</sup>    |  |





Ville

BILLET AGENDA  
 15 Champ-Lambert 25360 NANCRAÏ  
 15 25 Octors 2001  
**MEUBLE 1 place Segat**  
 500 BELFORT  
**AN de REPERAGE des LOTS**  
 12-de-chaussée  
**LOTS n° 8 - 9 - 10**





DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Belfort, le 29 janvier 2015

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES  
PUBLIQUES DU TERRITOIRE DE BELFORT  
PÔLE GESTION PUBLIQUE  
DIVISION DOMAINE  
9 BIS FAUBOURG DE MONTBÉLIARD  
90000 BELFORT

MAIRIE  
PLACE D'ARMES  
90000 BELFORT

|                                               |
|-----------------------------------------------|
| Pour nous joindre                             |
| Affaire suivie par : Nora BACHIR              |
| Téléphone : 03.84.36.62.51                    |
| Courriel : nora.bachir@dgfip.finances.gouv.fr |

Objet : Évaluation immobilière – Belfort – locaux place Saget.

Références :

V/REF : Courrier en date du 23 décembre 2014

N/REF : 2015-010V0007

A l'attention de Madame Fabbri,

Par message cité en références, vous avez sollicité l'avis de France Domaine sur la valeur vénale globale du rez-de-chaussée de l'immeuble sis 1 place Jean-Baptiste Saget à BELFORT constitué :

- du lot n°8 d'une surface de 30 m<sup>2</sup>,
- du lot n°9 d'une surface de 45 m<sup>2</sup>,
- du lot n°10 d'une surface de 45 m<sup>2</sup>.

Après enquête et compte tenu des données du marché immobilier local et des caractéristiques propres du bien en cause, sa valeur vénale est fixée à **102 000 €**.

Il s'agit d'une valeur hors taxe et frais d'enregistrement établie pour un bien libre de toute occupation.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation de France Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai d'un an.

Je vous prie d'agréer, Madame Fabbri, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques de  
Belfort et par délégation  
L'inspectrice des Finances Publiques

Nora BACHIR



## VILLE DE BELFORT

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

Objet de la délibération

N° 15-78

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

**Camping International  
de l'Étang des Forges -  
Choix du délégataire et  
adoption des tarifs 2015**

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

**Étaient présents :**

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

**Absents excusés :**

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

**Absentes :**

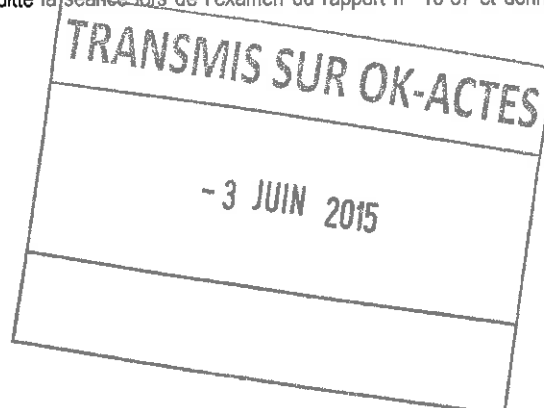
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.





Direction du Développement et de l'Aménagement

## DELIBERATION

de Mme Claude JOLY, Conseillère Municipale Déléguée

---

Références  
Mots clés  
Code matière

CJ/TC/DDA/PC/NM - 15-78  
Tourisme  
1.2

Objet

**Camping International de l'Etang des Forges - Choix du délégataire et adoption des tarifs 2015**

Le Conseil Municipal en date du 17 avril 2014 s'est prononcé favorablement sur le recours à une Délégation de Service Public (DSP), d'une durée de 9 ans, pour gérer le Camping International de l'Etang des Forges ; le contrat actuel devant être prorogé par avenant au 30 juin 2015.

### 1. La consultation

Une consultation a été lancée à travers les médias d'annonces légales nationaux spécialisés du tourisme : La Gazette Officielle du Tourisme et L'Officiel des Terrains de Camping.

Cinq candidatures ont été reçues et retenues, mais à l'issue de la consultation, aucune offre n'a été proposée. Suite à la réunion de la Commission DSP, et selon l'Article L 1411-18 du CGCT, une phase de négociation directe a été initiée avec plusieurs candidats potentiels et a permis d'obtenir une offre.

Parmi les autres contacts, tous se sont désistés, compte tenu de difficultés de financement, d'un calendrier trop avancé dans la saison ou de demande de modifications substantielles, comme l'allongement de la durée de la DSP, ce qui aurait nécessité de relancer une nouvelle procédure.

### 2. Avis de la Commission de Délégation de Service Public

A l'issue de l'examen de la candidature, et au vu des critères énoncés dans le cahier des charges, la Commission DSP, réunie le 11 mai 2015, propose à l'unanimité de retenir la candidature de M. HEITMANN, jugé apte à gérer et à développer le camping.

### **3. L'offre retenue et les motifs du choix**

Les caractéristiques principales de l'offre de M. HEITMANN sont les suivantes.

#### **3.1. Une expérience de gestionnaire**

Habitant l'aire urbaine, M. HEITMANN était, jusqu'à juin 2014, Responsable de l'action commerciale d'un réseau d'agences bancaires pour le Nord Franche-Comté. Il a négocié une rupture conventionnelle afin de se réorienter, et s'attèle depuis à la création ou à la reprise d'une hostellerie de plein air.

Il souhaite profiter de son Droit Individuel à la Formation (DIF), et de la prochaine intersaison, pour renforcer son niveau en langue, en particulier anglaise. Il a, par ailleurs, déjà suivi les trois formations nécessaires à l'ouverture d'un bar-restaurant.

#### **3.2. Un renouvellement des locatifs et une nouvelle gamme d'hébergement**

Les habitations actuelles seraient conservées et modernisées dans un premier temps. M. HEITMANN prévoit de réinvestir pour la saison 2016 au minimum sur deux nouvelles habitations et de réinvestir les bénéfices générés par l'exploitation dans de nouvelles acquisitions, par la suite.

Il souhaite par exemple mettre en place une nouvelle gamme d'hébergement, plus ludique et tendance : comme la tente avec plancher, pour une offre de prix intermédiaire entre l'emplacement nu et les mobil-homes.

#### **3.3 Une offre de restauration étoffée**

Une restauration légère serait développée afin de répondre, entre autres, aux habitudes de la clientèle étrangère. Des plats uniques seraient cuisinés, sur réservation, avec des produits frais issus, dans la mesure du possible, de circuits courts. Pizzas, barbecue et plancha seraient également proposés, tout comme le petit-déjeuner.

#### **3.4 Une forte motivation**

M. HEITMANN s'inscrit dans la continuité de la gestion de l'actuel délégataire. Il montre une forte envie pour apprendre le métier aux côtés de l'actuel gérant, ce dernier étant prêt à s'impliquer cette année et à le conseiller.

Il s'appuiera par ailleurs sur la même équipe que l'année passée, qui a la connaissance des lieux et des besoins de la clientèle.

Les animations seront également maintenues, telles que les visites guidées, le canoë, le tir à l'arc, etc.

### **3.5 Des offres à développer**

En termes de commercialisation, les contrats, la communication actuelle seront poursuivis.

L'adossement à un groupe pour la commercialisation des nuitées sera étudiée à l'intersaison, ceci afin d'augmenter la visibilité du camping et bénéficier de services et conseils.

A terme, M. HEITMANN souhaite proposer des services supplémentaires pour capter des niches de clientèles, telles qu'une offre bien-être (sauna, massages), cyclotouristique (label accueil vélo, propositions de circuits, accompagnement), ou encore capitaliser sur une image développement durable.

### **3.6 L'offre financière**

M. HEITMANN propose une redevance annuelle à 7 000 €, la garantie totale annuelle de 10 000 € et 119 000 € pour la reprise des matériels de l'ancien gérant.

Aussi, pour la Ville de Belfort, le projet exposé par M. HEITMANN est à même d'assurer les missions de service public et de permettre le développement du camping.

## **4. Les termes de la convention de délégation**

Pour mémoire, la délégation a une durée de 9 ans.

La Ville met à disposition du délégataire l'emprise clôturée, ainsi que les équipements fixes, propriété de la Ville de Belfort, remis à la prise d'effet de la convention, et comportant :

- toutes les infrastructures, VRD, clôtures, plantations,
- le bâtiment accueil,
- le sanitaire chauffé de la zone Ouest (partie avant),
- le pavillon logement de l'exploitant,
- la piscine découverte.

Le camping est classé 3 étoiles et comporte 109 places, sur 3,4 hectares et est labellisé Qualité Tourisme ainsi que Tourisme et Handicap pour les quatre types de handicap depuis 2012.

L'Exploitant est tenu d'ouvrir le camping chaque année, a minima chaque jour, du 1<sup>er</sup> mai au 30 septembre, les horaires devant être adaptés aux besoins de la clientèle. Le Concédant souhaite son ouverture en avant saison sur avril et en arrière saison sur octobre et n'est pas opposé à une ouverture permanente sur l'année. Une ouverture en décembre est ainsi envisagée, pour les locatifs adaptés et l'accueil de camping-cars.

L'Exploitant assurera, à ses frais, l'entretien courant et les grosses réparations, hors clos-couvert. Pour les investissements ne relevant pas de la seule exploitation, la Ville pourra autoriser l'utilisation du fonds de garantie totale.

L'exploitant versera à la Ville une redevance annuelle de 7 000 € ainsi qu'une garantie totale annuelle de 10 000 €. Il s'acquittera par ailleurs d'un droit d'entrée de 119 000 € qui sera reversé à l'EURL Authentique, aujourd'hui gestionnaire, au titre des investissements réalisés et des biens mis à disposition.

Le projet de contrat détaillant l'ensemble des droits et obligations des parties vous est présenté en annexe de ce rapport.

### **5. Adoption des tarifs 2015**

Pour la saison 2015, l'exploitant propose de conserver une grille tarifaire très proche de celle de l'année passée.

Les tarifs liés aux emplacements ne varient pas. Seuls les tarifs des locations de fin de semaine en saison sont augmentés et simplifiés.

Le camping conservera également ses tarifs commerciaux notamment dans le cadre des Eurockéennes ou pour les pèlerins du parcours menant à Saint-Jacques de Compostelle.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 38 voix pour et 4 abstentions (M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT),

*(M. Bastien FAUDOT ne prend pas part au vote),*

### **APPROUVE :**

- le choix de M. HEITMANN comme délégataire pour la gestion du Camping International de l'Etang des Forges,
- l'avenant permettant de proroger la convention actuelle jusqu'à l'entrée de M. HEITMANN, tel que présenté,
- les tarifs 2015.

**AUTORISE** M. le Maire, ou son représentant, à engager toute action et à signer tout document utile à la mise en œuvre de cette délégation, en particulier la convention de délégation et l'ensemble des documents s'y rapportant.



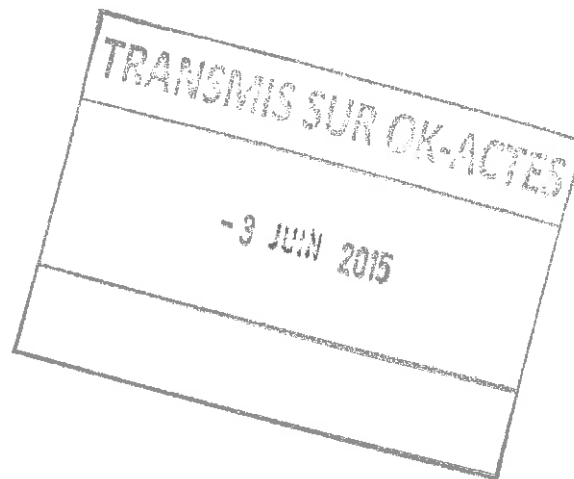
Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération,  
le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à  
l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire  
l'objet d'un recours devant  
la juridiction administrative  
dans le délai de deux mois  
à compter de sa publication  
ou de son affichage



Thierry CHIPOT





**AVENANT A LA CONVENTION**  
**RELATIVE A LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC**  
**DU CAMPING DE L'ETANG DES FORGES**

**Entre les soussignées :**

La Ville de Belfort, représentée par son Maire, M. Damien MESLOT, habilité à signer le présent avenant par délibération du 28 mai 2015, ci-après désignée « le propriétaire », d'une part,

**Et :**

La SARL AUTHENTIQUE, représentée par M. Luc FAYOLLE, gérant, désignée ci-après « l'exploitant ».

**Exposé des motifs :**

La reconduction de la délégation de service public pour la gestion du Camping de l'Etang des Forges a suscité des délais supplémentaires, la délégation actuelle se terminant le 31 mars 2015. Aussi, afin d'assurer la continuité du service public, la Délégation de Service Public est prorogée de 3 mois.

Cette prolongation ne remet pas en cause les conditions générales de la Délégation de Service Public.

Cette évolution implique une adaptation de la convention sur les articles suivants.

**L'article 1 « Durée de la convention d'affermage » de la convention, est modifié comme suit :**

La gestion du camping est prorogée de 3 mois, jusqu'au 30 juin 2015.

**L'article 17 « Fin de contrat – Reprise des installations » du cahier des charges annexé à la convention, est modifié comme suit :**

Les biens mobiles utiles à la délégation (biens de reprise) feront l'objet d'un rachat auprès du délégataire sortant.

Fait à Belfort, en trois exemplaires, le

Pour la SARL AUTHENTIQUE  
M. Luc FAYOLLE  
Gérant

Pour le Maire, par délégation  
Mme Claude JOLY  
Conseillère Municipale Déléguée

## Tarif 2015

| Camping                                         | du 29/03 au 29/05<br>12/09 au 30/09 | du 30/05 au 03/07<br>22/08 au 11/09 | du 04/07 au 21/08    |
|-------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|----------------------|
| <b>Passage 1 nuit</b>                           |                                     |                                     |                      |
| Emplacement                                     | 8                                   | 9                                   | 10                   |
| Personne ( 10 ans inclus )                      | 4                                   | 4,5                                 | 5,5                  |
| Enfant ( de 5 à 9 ans )                         | 3                                   | 4                                   | 4                    |
| Enfants ( - de 5 ans )                          | 0                                   | 0                                   | 0                    |
| Véhicule supplémentaire                         | 4                                   | 5                                   | 6                    |
| Electricité                                     | 4                                   | 4                                   | 4                    |
| Electricité 10                                  | 5                                   | 5                                   | 5                    |
| Animaux                                         | 1                                   | 1,5                                 | 2                    |
| Suppl grand emplacement                         | 2                                   | 3                                   | 4                    |
| Suppl grande caravane et fourgons se renseigner |                                     |                                     |                      |
| <b>Forfait séjour + 1 jour</b>                  |                                     | + 7 jours 16 €                      | + 7 jours 17 €       |
| Forfait 2 personnes                             | 15                                  | 16,5                                | 17,5                 |
| Personne sup                                    | 3                                   | 4                                   | 4,5                  |
| Electricité                                     | 4                                   | 4                                   | 4                    |
| Electricité 10                                  | 5                                   | 5                                   | 5                    |
| Animaux                                         | 1                                   | 1.50                                | 2                    |
| Voiture suppl                                   | 2                                   | 3                                   | 4                    |
| Emplacement Espace 150 m2                       | 1                                   | 2                                   | 3                    |
| Visiteurs                                       | 1                                   | 2                                   | 3                    |
| <b>Locations</b>                                | du 29/03 au 29/05<br>12/09 au 30/09 | du 30/05 au 03/07<br>22/08 au 11/09 | du 04/07 au 21/08    |
| Moréa/O'hara 7 nuits                            | 364                                 | 420                                 | 511                  |
| Trianon 7 nuits                                 | 336                                 | 385                                 | 490                  |
| Super Titania 7 nuits                           | 420                                 | 497                                 | 588                  |
| Arizona/Super Astria 7 nuits                    | 280                                 | 329                                 | 420                  |
| Cyrus 7 nuits                                   | 217                                 | 280                                 | 357                  |
| <b>Week end</b>                                 |                                     |                                     |                      |
| Moréa / O'hara                                  | 100                                 | 206 ( 2 nuits mini )                | 250 ( 2 nuits mini ) |
| nuit suppl                                      | 65                                  | 76                                  | 95                   |
| Trianon / Arizona / Astria                      | 80                                  | 185 ( 2 nuits mini )                | 270 ( 2 nuits mini ) |
| nuit suppl                                      | 65                                  | 75                                  | 90                   |
| Titania                                         | 150                                 | 297 ( 2 nuits mini )                | 380 ( 2 nuits mini ) |
| nuit suppl                                      | 84                                  | 97                                  | 120                  |
| Cyrus                                           | 60                                  | 155 ( 2 nuits mini )                | 215 ( 2 nuits mini ) |
| nuit suppl                                      | 40                                  | 55                                  | 65                   |

| Tarifs spéciaux                                                                                       | du 29/03 au 29/05<br>12/09 au 30/09 | du 30/05 au 03/07<br>22/08 au 11/09 | du 04/07 au 21/08 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------|
| Eurocks groupes                                                                                       | 5,5                                 | 6                                   | 6                 |
| Résidentiel                                                                                           | 1300                                |                                     |                   |
| Compostel                                                                                             | 14                                  | 15                                  | 16                |
| Garage mort                                                                                           | 8                                   | 9                                   | 10                |
| <b>Travailleurs locations + 2 mois</b>                                                                |                                     |                                     |                   |
| M- H anciens                                                                                          | 100                                 | 100                                 | 100               |
| Chalets                                                                                               | 110                                 | 115                                 | 120               |
| Titania                                                                                               | 140                                 | 140                                 |                   |
| Cyrus                                                                                                 | 75                                  | 75                                  | 100               |
| <b>Travailleurs locations + 4 sem</b>                                                                 |                                     |                                     |                   |
| M - H ancien                                                                                          | 150                                 | 200                                 | 300               |
| Chalet                                                                                                | 230                                 | 300                                 | 457               |
| <b>Super emplacement + de 160 m 2 - 10 Amp<br/>(also for large caravanes &amp; long camping cars)</b> |                                     |                                     |                   |
| Supplément Espace                                                                                     | 1                                   | 2                                   | 3                 |
| Electricité 10 a                                                                                      | 5                                   | 5                                   | 5                 |
| Cartes spéciales<br>Travailleurs                                                                      | 17                                  | 18                                  | 20                |



## CONVENTION DELEGATION DE SERVICE PUBLIC CAMPING DE L'ETANG DES FORGES

### ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Ville de Belfort, représentée par son Maire, M. Damien MESLOT, dûment habilité à agir aux présentes, par délibération en date du 28 mai 2015, ci après dénommée « le Concédant »,

d'une part,

ET :

L'EUURL HEITMANN PHILIPPE, représentée par son gestionnaire, M. HEITMANN, ci-après dénommé « l'Exploitant »,

d'autre part ;

Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

### Article 1 - Objet et durée de la délégation de service public

La Ville de Belfort délègue la gestion du Camping International de l'Etang des Forges, rue Béthouart.

La durée de la Délégation de Service Public est fixée à 9 années. Le contrat s'achèvera en conséquence le 31 décembre 2023.

Le Concédant s'autorise à prolonger la DSP, par avenant , pour 1 an supplémentaire si nécessité de continuité de service public.

L'exploitation s'entend complète avec rémunération auprès de la clientèle et prise en charge complète de toutes charges de gestion, de personnel et d'entretien des équipements mis à disposition par le concédant.

### Article 2 - Description des équipements mis à disposition

Les équipements mis à disposition correspondent à l'emprise clôturée ainsi qu'au petit parking « visiteurs » implanté en bordure de la rue Béthouart (à la hauteur de l'accueil).

Les équipements fixes, propriétés de la Ville de Belfort, remis à la prise d'effet de la convention, comportent :

- toutes les infrastructures, VRD, clôtures, plantations,
- le bâtiment accueil,
- le sanitaire chauffé de la zone Ouest (partie avant),
- le pavillon logement de l'exploitant,
- la piscine découverte.

Le camping est classé 3 étoiles et comporte 109 places, sur 3,4 hectares.

A noter que le camping est labellisé Qualité Tourisme ainsi que Tourisme et Handicap, pour les quatre types de handicap depuis 2012. L'Exploitant se doit de pérenniser ces démarches qualité.

Il peut entrer dans d'autres procédures de qualité, sous accord du Concédant.

Le Concédant se réserve la possibilité, en cours de contrat, d'implanter des équipements complémentaires, après consultation de l'Exploitant.

Par ailleurs, l'Exploitant s'acquitte d'un droit d'entrée de 119 000 €, à la signature de cette convention, qui sera reversé à l'EURL Authentique, gestionnaire précédent, au titre des investissements réalisés et des biens mis à disposition par ce dernier.

### Article 3 – Conditions de prise en charge des équipements – Cautions – Etats des lieux

La remise des équipements fera l'objet d'un état des lieux contradictoire auxquels seront annexés l'inventaire et les plans disponibles. Cette remise est conditionnée par le dépôt préalable d'une caution de 10 000 € déposée par l'Exploitant entre les mains du Trésorier Principal Municipal de la Ville de Belfort, à la signature de la convention.

La remise des ouvrages vaut transfert de gardiennage mais les agents du Concédant et ses entreprises seront autorisés à pénétrer dans le camping pour tous travaux nécessaires (garanties sur les équipements existants – travaux relatifs aux équipements complémentaires) et contrôle des équipements.

Chaque équipement achevé après la remise fera l'objet d'un état des lieux suivi d'un procès-verbal contradictoire, assorti d'inventaire et plans, valant remise à l'Exploitant.

L'état des lieux initial et les états des lieux successifs seront à l'initiative du Concédant qui avertira l'Exploitant une semaine à l'avance.

L'absence de l'Exploitant vaudra acceptation du procès-verbal unilatéral rédigé par le Concédant, sauf dispositions particulières convenues entre les parties.

Pour tout désaccord avec le Concédant, l'Exploitant devra requérir à ses frais, un huissier dont l'avis prévaudra pour l'état des lieux concerné.

#### **Article 4 – Objectifs à atteindre - Moyens mis en œuvre**

En saison (juin-septembre), le taux d'occupation du camping devra atteindre au moins 60 % des places homologuées, en moyenne sur ces 4 mois.

Au cas où ces objectifs ne seraient pas atteints, notamment en raison du mauvais entretien des équipements, de la qualité de l'accueil, de prestations et communications insuffisantes, le Concédant se réserve le droit de résilier le contrat par anticipation et sans indemnité à l'Exploitant, à la fin de la saison.

L'Exploitant s'engage à mettre en place les moyens nécessaires à la bonne tenue d'un camping classé 3 étoiles, en particulier du personnel de qualité, en effectif suffisant et maîtrisant les langues étrangères, mais également une politique de promotion et de communication en direction des clientèles françaises et étrangères.

Plus concrètement, les sanitaires devront être entièrement nettoyés et lavés au minimum 2 fois par jour. La piscine sera entretenue selon les prescriptions réglementaires et les conseils formulés par les autorités compétentes.

#### **Article 5 – Tarifs à la clientèle**

Les tarifs à la clientèle ne devront pas s'écarter de + ou de - 20 % de la moyenne des tarifs pratiqués par les campings du même label dans les régions de Franche-Comté, Alsace et Lorraine. L'Exploitant devra soumettre pour aval au Concédant ses propositions de tarifs pour le 1<sup>er</sup> octobre, qui feront l'objet d'une validation du concédant.

#### **Article 6 – Périodes d'ouverture**

L'Exploitant est tenu d'ouvrir le camping chaque année, a minima chaque jour du 1<sup>er</sup> mai au 30 septembre, les horaires devant être adaptés aux besoins de la clientèle.

Le Concédant souhaite son ouverture en avant saison sur avril et en arrière saison sur octobre ; il n'est pas opposé à une ouverture permanente sur l'année.

L'Exploitant devra annoncer la période d'ouverture choisie pour le 1<sup>er</sup> octobre précédant l'année de référence.

Le Concédant se réserve le droit d'imposer deux ouvertures exceptionnelles d'une semaine hors de cette période d'ouverture ; il devra alors notifier sa décision, au plus tard 2 mois à l'avance, et préciser les motifs ainsi que le public bénéficiaire.



En dehors de la période d'ouverture au public du camping, l'Exploitant est autorisé à passer des conventions avec des personnes désirant séjourner dans l'enceinte du camping. Ces conventions seront soumises au préalable au visa du Maire et préciseront :

- l'identité des personnes hébergées,
- les véhicules et caravanes admis avec leur n° d'immatriculation,
- le montant du loyer,
- la prise d'effet et la durée prévisible,
- l'engagement imposé au bénéficiaire pour le respect du règlement intérieur, de l'hygiène et de l'environnement,
- les dispositions prévues pour la sécurité des personnes, de leurs biens et des installations municipales.

Pour ces occupations hors période d'ouverture au public, l'Exploitant remettra au Concédant, avant le 10 de chaque mois, le bilan détaillé des occupations effectives du camping durant le mois précédent, le nombre des emplacements occupés ne devant jamais excéder 20.

Les véhicules et caravanes de ces séjournants « hors saison » devront être disposés selon les prescriptions du Concédant.

#### **Article 7 – Règlement intérieur – Relations avec le voisinage et le public local**

Un règlement intérieur sera établi par l'Exploitant sur la base des règlements types en usage dans cette catégorie de campings ; il devra être approuvé par le maire avant d'être applicable.

L'Exploitant devra veiller aux bonnes conditions de séjour de sa clientèle et lui assurer la sécurité, le calme ainsi que le maximum de commodités et de services.

L'Exploitant prendra toutes dispositions pour prévenir et solutionner toutes nuisances issues du camping et pouvant gêner la population environnante ou les usagers de la promenade publique de l'Etang des Forges.

#### **Article 8 – Responsabilité de l'Exploitant – Assurances**

Pendant toute la durée du contrat, l'Exploitant est seul responsable du bon fonctionnement de l'établissement ; sa responsabilité s'exerce tant vis-à-vis du personnel que vis-à-vis de la clientèle et des tiers.

Lui incombe de même la responsabilité civile résultant de l'existence des ouvrages dont la collectivité est propriétaire.

L'Exploitant prendra toutes les assurances nécessaires pour couvrir l'ensemble des responsabilités définies ci-dessus ; celles-ci couvriront en particulier, sans limitation de somme, tous les dommages pouvant être causés aux personnes, aux installations, aux matériels, aux immeubles et aux meubles, tant à l'intérieur qu'au voisinage.

L'Exploitant informera sans attendre le Concédant, de tout sinistre et incidents affectant les personnes ainsi que les biens mis à sa disposition ; il lui transmettra copie de tous documents relatifs aux sinistres et incidents.

Un exemplaire des contrats d'assurances sera adressé au Concédant en annexe du bilan annuel ainsi qu'une copie de toutes les quittances relatives au paiement des primes. Cette disposition n'engage pas la responsabilité du Concédant.

En tant qu'établissement recevant du public, les équipements seront soumis au contrôle des Commissions de Sécurité, des Institutions Sanitaires et au contrôle technique périodique de certaines installations. L'Exploitant devra informer le Concédant de toutes ces visites et lui transmettre les comptes rendus.

Le Concédant assurera l'exécution des prescriptions relatives à la mise en service des équipements et aux garanties des constructeurs.

L'Exploitant fera son affaire des autres prescriptions, en particulier la tenue du Registre de Sécurité, les contrats de maintenance des jeux et autres équipements visés par la réglementation en vigueur.

#### **Article 9 - Entretien des équipements - Garantie totale des équipements**

L'Exploitant assurera à ses frais l'entretien courant et les grosses réparations, hors clos-couvert :

- de tous les équipements nécessaires au fonctionnement (matériels, installations, signalétique, décoration...),
- des bâtiments,
- de toutes les plantations d'arbres et arbustes (y compris la tonte des gazons),
- de toutes les voiries et parkings (internes et externes),
- de la clôture et portes sur l'enceinte,
- des équipements ludiques mis à disposition (jeux, bassin ...).

De telle sorte que l'ensemble soit en permanence disponible, étant entendu que la Délégation de Service Public vaut transfert à l'Exploitant des obligations du propriétaire.

L'Exploitant devra effectuer les opérations nécessaires pour assurer la qualité et la pérennité des installations à un niveau égal à celui constaté lors de la mise à disposition ; à ce titre, il établira et alimentera un compte bancaire indépendant intitulé « garantie totale du Camping de Belfort » correspondant à la valeur de l'usure des équipements et permettant le moment venu, leur renouvellement. Ce compte sera alimenté et présenté chaque année, avant le 31 octobre, au visa du Concédant ; il permettra des travaux de grosses réparations et d'amélioration décidées ou autorisées par le Concédant ; l'accord préalable du Concédant est requis pour toutes dépenses.

A l'issue du contrat, l'Exploitant reversera à la Ville le solde de la garantie totale.

Le montant annuel imposé à l'Exploitant pour la garantie totale s'élève à 10 000 € sur la configuration de 109 places homologuées 3 étoiles.

#### Article 10 – Compte rendu annuel

L'Exploitant présentera chaque année à la Ville, avant le 31 juillet, le bilan et les comptes pour l'année écoulée, accompagnés d'un rapport technique, d'un rapport financier et d'un compte rendu d'animation fournissant tous les éléments statistiques nécessaires pour juger de l'activité et du développement, notamment :

- a) Le bilan et compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure ;
- b) Un compte rendu de l'exploitation du camping fournissant tous les éléments statistiques concernant les principaux ratios mensuels de fonctionnement et de fréquentation (taux d'occupation, nuitées, origine de la clientèle notamment), les périodes d'ouverture, les forces et difficultés constatées, les animations proposées et les développements envisagés sur les trois saisons à venir ;
- c) Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens propres, de retour et de reprise du service délégué, comme détaillé à l'article 18 ;
- d) Les engagements à incidence financière, y compris en matière de personnel, liés à la Délégation de Service Public et nécessaire à la continuité du service public ;

- e) Les assurances responsabilité civile ;
- f) Le montant du compte support de la garantie totale attesté par la banque ainsi que les mouvements de l'année.

Pour exercer le contrôle du service délégué les représentants du Concédant dûment accrédités, auront à tout moment accès au terrain de camping et aux bâtiments affermés, afin de s'assurer notamment de la bonne exécution des obligations définies par la présente convention .

La non-production des bilans, des comptes, des rapports, et l'ensemble des pièces dont la transmission est prévue dans la convention, constituera une faute contractuelle qui sera sanctionnée par une pénalité fixée à 3 % du montant des recettes de l'Exploitant pour l'année précédente, nonobstant le fait qu'il ne pourra appliquer aucune révision des tarifs.

Le Concédant aura droit de contrôler les renseignements donnés dans ces documents. A cet effet, ses agents dûment accrédités, pourront se faire présenter toutes pièces nécessaires pour leur vérification.

L'Exploitant s'engage à informer le Concédant des litiges qu'il a eu et des solutions qu'il a apporté pour les régler.

#### **Article 11 - Redevance due par l'Exploitant au Concédant**

Pour l'utilisation des équipements municipaux, l'Exploitant s'engage à verser au Concédant une redevance annuelle de 7 000 €, à laquelle s'ajoutera une majoration proportionnelle dans l'hypothèse d'une extension du nombre de places. Cette redevance sera versée à la Trésorerie Principale Municipale avant le 31 octobre de l'année de référence.

#### **Article 12 - Impôts - T.V.A.**

Tous les impôts ou taxes établis par l'Etat, la Région, le Département ou la Ville, y compris les impôts relatifs aux immeubles (taxe foncière, taxes d'enlèvement des ordures ménagères, taxe de séjour...) seront à la charge de l'Exploitant. Seule pourra être récupérée par l'Exploitant, la T.V.A. liée à ses dépenses.

### Article 13 - Promotion - Publicité - Relations avec les institutions locales

Pour le développement de l'activité et de la fréquentation, l'Exploitant devra engager toutes actions de prospection et de communication. Il pourra à ce titre se rapprocher de l'Office de Tourisme de Belfort. Il devra faire inscrire le camping de Belfort dans les guides spécialisés, en particulier les deux guides de camping français à plus fort tirage et l'un des guides à plus fort tirage en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne.

L'Exploitant éditera un dépliant publicitaire illustré et offrant tous renseignements pratiques en français, allemand et anglais ; il le diffusera dans les lieux de la région à forte fréquentation touristique et le remettra à sa clientèle. Ce dépliant ainsi que tous documents publicitaires feront l'objet d'un visa préalable du Concédant.

Il réalisera toutes actions publicitaires en rapport avec le chiffre d'affaire de l'équipement.

Il engagera des contacts réguliers avec les institutions locales et les responsables des lieux touristiques et de loisirs de la région, afin d'offrir à la clientèle du camping toutes informations et publicité sur l'offre locale dans le domaine des services, des loisirs et du tourisme.

Il organisera toutes animations à l'intérieur du camping et visites guidées, conformes aux pratiques en cours dans les campings de ce niveau ; le minimum requis est de 2 animations chaque semaine en haute saison pour les adultes et les enfants.

### Article 14 - Modalité d'évolution de l'équipement - Investissements

L'Exploitant pourra réaliser à ses frais, mais après accord du Concédant et sous le contrôle de celui-ci, les travaux d'amélioration et de confortement qui lui apparaîtraient nécessaires.

Ces travaux d'amélioration et de confortement, comme les constructions non mobiles ainsi réalisées, resteront acquis sans indemnité à la Ville, propriétaire des équipements, en fin de convention.

Le Concédant, à sa propre initiative, mais avec l'accord de l'Exploitant, ou à la demande de ce dernier, pourra réaliser tous travaux d'amélioration et de confortement des équipements qui lui apparaîtraient nécessaires. Ces travaux feront chaque fois l'objet d'un P.V. de remise des équipements valant application s'il y a lieu des redevances et garanties afférentes.

### Article 15 – Contrats divers passés avec des tiers – Cession de droits

Les contrats divers passés par le délégataire avec des tiers en vue de l'exploitation des équipements seront soumis à l'approbation de la Ville. Ils ne pourront être réalisés qu'après l'accord du Concédant.

L'Exploitant ne pourra ni céder, ni transférer tout ou partie de ses droits résultants de la présente convention, sans le consentement express du Concédant.

Il informera préalablement le Concédant de toute cession de part ou d'action qui modifiera le contrôle de l'entreprise exploitante, ou encore tout changement des personnes responsables de cette entreprise.

### Article 16 – Contentieux – Résiliation anticipée du contrat

Les contestations qui s'élèveraient entre l'Exploitant et le Concédant au sujet de l'exécution et de l'interprétation du présent cahier des charges seront soumises au Tribunal Administratif dans le ressort duquel se trouve la Ville.

Au cas où le défaut d'entretien et de sécurité visé aux articles 7, 8 et 9 se prolongerait, le Concédant pourra décider la mise en régie provisoire des activités déléguées et prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité du service, aux frais, risques et périls du délégataire, après mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet quinze jours après la date d'expédition. La prise en régie pourrait être décidée par le Concédant sans mise en demeure préalable en cas de circonstances exceptionnelles. Dans tous les cas de mise en régie provisoire, les surcoûts engagés par le Concédant seront retenus sur les cautions initiales.

Au cas où les dispositions de la présente convention ne seraient pas respectées par l'Exploitant, le contrat pourra être résilié trois mois après l'envoi d'une lettre recommandée.

Dans ce cas, l'Exploitant remettra au Concédant, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, les installations en bon état d'entretien et de fonctionnement. S'il n'en n'était pas ainsi, le Concédant demanderait la remise en état de celles-ci aux frais de l'Exploitant et pourrait, en outre, prétendre à dommages et intérêts, indépendamment des mesures contractuelles de fin de contrat.

En cas de prélèvement par le Concédant sur les cautions, conformément aux clauses du contrat, l'Exploitant devra compléter à nouveau les cautions jusqu'à leur montant nominal, et ceci, sous 30 jours, faute de quoi le contrat serait résilié sans recours.

Lorsque l'Exploitant est constitué en société, la liquidation de ladite société vaut résiliation immédiate de la convention et reprise de la gestion par le Concédant ; la caution sera alors retenue au titre des frais de reprise.



## Article 17 – Reprise des biens

L'ensemble des biens mis à disposition par le Concédant reste sa propriété. Les biens acquis par l'exploitant, selon leur nature, répondent au régime suivant :

### a) Biens de retour

L'ensemble des biens constitutifs de l'ensemble immobilier, objet de la délégation, ainsi que tous biens, meubles et immeubles et l'ensemble des documents, comprenant notamment les archives, nécessaires à l'exploitation dudit ensemble, constituent les biens de retour de la délégation.

Il s'agit tant des biens constitutifs dudit ensemble à la date de sa prise en charge par le délégataire que des améliorations apportées par ce dernier auxdits biens et des ouvrages nouveaux réalisés par le délégataire pour les besoins de sa mission de service public.

A l'expiration de la Convention de délégation de service public, pour quelque cause que ce soit, le délégant entre immédiatement en possession de l'ensemble des immobilisations nécessaires à l'exploitation de l'ensemble immobilier. Ces biens font retour au délégant à titre gratuit au terme normal de la convention.

### b) Biens de reprise

Les biens de reprise sont ceux acquis par le Délégataire, mis en place pour les besoins de l'exploitation de l'ensemble immobilier et qui ne sont pas strictement nécessaires à la fourniture du service.

Le Concédant pourra reprendre tout ou partie de ces biens de reprise moyennant une indemnité égale à leur valeur nette comptable, évaluée sur la base du tableau d'amortissement de ces biens que l'exploitant communique au délégant, comme indiqué à l'article 10.

Le Délégataire sera alors tenu de satisfaire à la demande de reprise du délégant.

### c) Biens propres

Les biens acquis ou créés par le Délégataire, autres que les biens de retour et les biens de reprise, constituent ses biens propres.

Le Concédant pourra racheter ces biens avec l'accord du Délégataire, moyennant une indemnité à convenir et en fonction de leur valeur nette comptable figurant au bilan du Délégataire.

d) Modalités

L'exploitant établit et tient à jour, pour être annexé à la Convention de Délégation de Service Public, un inventaire quantitatif et qualitatif des biens de la délégation, précisant pour chaque bien, le statut (bien de retour, bien de reprise ou bien propre), la date d'achat, la valeur à neuf, les amortissements en cours et la valeur résiduelle. Cet inventaire est communiqué au délégant lors de la remise du compte-rendu annuel d'activité.

Article 18 - Fin de contrat

A l'expiration de la délégation, le Concédant reprendra toutes les installations et biens de retour. Ils lui seront remis gratuitement et en parfait état de marche et d'entretien, sans pouvoir être tenu à aucune charge ni obligation du fait des engagements pris par l'Exploitant. Un état des lieux sera établi contradictoirement. Au cas où les travaux de remise en état seraient nécessaires, ils seraient effectués par le concédant aux dépens de l'Exploitant, si besoin, par retenue sur les cautions initiales.

A l'expiration du contrat, en cas de disparition quelle qu'en soit la cause (perte, vol...) comme en cas de détérioration ou de destruction d'objets portés sur l'inventaire initial, ceux-ci devront être restitués ou remplacés par l'Exploitant en nature, nombre pour nombre, par des objets répondant exactement au même usage, de même genre et de même qualité, même si la valeur marchande au moment du remplacement est supérieure à la valeur d'inventaire. A défaut de restitution de ces objets, le concédant y pourvoira aux dépens de l'Exploitant, si besoin, par retenue sur les cautions initiales.

Pendant les six derniers mois de la délégation, le Concédant aura la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour l'Exploitant, de prendre toutes mesures pour assurer la continuité du service.

A la fin de la Délégation de Service Public, le Concédant sera subrogé aux droits de l'Exploitant qui devra toutefois assumer ses obligations vis-à-vis des tiers (Services Fiscaux, Personnel...).

Fait à Belfort, en 3 exemplaires, le

Pour l'exploitant,  
M. Philippe HEITMANN

Gérant

Pour le Maire, par délégation  
Mme Claude JOLY

Conseillère Municipale Déléguée

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

**PROCES-VERBAL - DECISION de la COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS  
DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC**

**A. Identification de la personne morale de droit public qui passe le marché**

Ministère, collectivité territoriale ou établissement concerné :  
(Dénomination, Direction, Sous-direction, Bureau, Téléphone, Télécopie, Mel)

Ville de Belfort – Hôtel de ville et de la Communauté d'Agglomération  
Direction du Développement et de l'Aménagement  
Place d'Armes - 90020 BELFORT CEDEX

Objet de la consultation :

**Renouvellement de la délégation de service public du camping de l'Etang des Forges**

Organes et dates de parution de l'avis :

- Gazette officielle du Tourisme du 14 mai 2014
- Office des campings du 14 mai 2014

**B. Composition et fonctionnement de la commission**

- Les membres de la commission d'ouverture des plis de délégation de service public ont été désignés par délibération en date du 17 avril 2014.
- Date de la réunion :



Lundi 11 mai 2015 à 16 heures

- Membres à voix délibérative : (placer le nom du Président en premier)

| Nom, prénoms             | Qualité    | Convocation du 30/04/2015 |
|--------------------------|------------|---------------------------|
| M. Jean-Marie HERZOG     | Président  | Présent                   |
| M. Pierre-Jérôme COLLARD | Titulaire  | Présent                   |
| M. Emmanuel FILLAUDEAU   | Titulaire  | Présent                   |
| M. Alain PICARD          | Titulaire  | Excusé                    |
| Mme Jacqueline GUIOT     | Titulaire  | Excusée                   |
| Mme Léa MANGUIN          | Suppléante | Excusée                   |
| M. Gérard PIQUEPAILLE    | Suppléant  | Excusé                    |
| M. Sébastien VIVOT       | Suppléant  | Excusé                    |
| M. Tony KNEIP            | Suppléant  | Excusé                    |
| M. Bastien FAUDOT        | Suppléant  | Excusé                    |

## B. Composition et fonctionnement de la commission (suite et fin)

- Membres à voix consultative :

| Membres à voix consultative<br>Nom, prénom | Qualité                                      | Signature                                                                           | Convocation du<br>30/04/2015 |
|--------------------------------------------|----------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| M. le Directeur de la D.C.S.P.P            | D.C.S.P.P                                    |                                                                                     | absent                       |
| Madame la Trésorière                       | Trésorerie<br>municipale<br>de Belfort Ville |                                                                                     | absent                       |
| M. Thierry CHIPOT                          | DGS                                          | excuse                                                                              |                              |
| M. Gérald LAHSOK                           | DGA                                          | excuse                                                                              |                              |
| Mme Geneviève WALTER                       | DAJ                                          |  |                              |
| M. Pierre CHAUVE                           | DDA                                          |   |                              |
| Mme Noémie METZINGER                       | DDA                                          | excusée                                                                             |                              |

(ce tableau peut être agrandi en tant que de besoin)

- Le quorum est atteint :

(Le quorum doit être atteint non seulement à l'ouverture de la séance mais encore lors des débats et du vote de la commission)

oui,

non.

La commission peut, ~~ne peut pas~~, (ayer la mention inutile) valablement délibérer.

## C. Décision de la commission

Lors de sa séance en date du 11/03/2015, la commission a donné un avis favorable à l'offre de :

- M. Patrick BRUIN et M. Sébastien JACQUET

Les candidats ayant finalement retiré leur proposition, de nouvelles négociations ont été engagées avec le candidat non retenu à savoir Monsieur Philippe HEITMANN.

L'analyse de son offre est annexée au présent procès-verbal.

Après avoir procédé à l'étude du contenu des propositions faites par ce candidat pour reprendre le camping de l'étang des Forges en délégation de service public, et suite aux négociations engagées, la commission donne un **avis favorable** à son offre.

## D. Désignation des membres de la commission ayant demandé inscription de leur avis au procès-verbal de la séance de la commission

Les avis constituent des annexes sur papier libre jointes au présent procès-verbal.

E. Signatures des membres de la commission ayant voix délibérative.


M. Jean-Louis HERZOG



M. Pierre-Joséphine COLLARD



M. Emmanuel FILAUDÉTY



## Présentation des offres pour la DSP camping Etang des Forges

Des contacts ont été pris avec trois candidats : M. Philippe HEITMANN, M. Régis MICHEL, exploitant du camping de la Seigneurie et Aquadis Loisirs.

Mais, compte tenu des délais très courts et de la saison engagée, Aquadis n'a pas souhaité déposer une offre. De plus, le projet porté par le gérant du camping de la Seigneurie nécessiterait selon lui un allongement de la durée de la DSP, ce qui aurait obligé la ville à relancer la procédure.

### Offre de M. Philippe HEITMANN

#### Parcours du gérant :

M. Philippe Heitmann, 50 ans, marié, 3 enfants, était jusqu'à juin 2014 responsable de l'action commerciale de la Caisse d'Epargne Nord FC, après 26 ans passés au sein de cette banque.

La banque ne lui offrant plus un épanouissement suffisant, il a négocié une rupture conventionnelle afin de se consacrer à un projet de création-reprise d'un hébergement de loisir ou restaurant.

Il ne parle pas couramment de langues étrangères mais est prêt à engager rapidement une formation en anglais (possède des droits à formation dans le cadre de sa reconversion). Ses deux filles sont trilingues et peuvent l'aider sur les mois de juillet-août dans l'accueil de la clientèle étrangère.

Il habite aujourd'hui à Arcey (25) mais est prêt à revendre sa maison et venir vivre sur le camping, sa femme travaillant dans un cabinet d'assurances à Belfort.

#### Restauration :

Celle-ci serait également développée vers de la restauration légère + plats du jour sur réservation, afin de proposer des produits frais issus de circuits courts : four à pizza, banque réfrigérée pour une offre de base, petit-déjeuner, casse-croûte, barbecue, plat unique (paella, moules, ...) avec animations.

Il souhaiterait mettre aux normes la cuisine et créer une zone de stockage et de livraison.

Il souhaite également investir dans une structure permettant d'offrir une terrasse couverte.

M. Heitmann ferait lui-même la cuisine. Il va demander la licence « grande restauration ». Il vient de passer trois formations nécessaires à l'ouverture d'un bar restaurant :

- le permis d'exploitation (pour les débits de boissons),
- le SPI : stage de préparation à l'installation délivré par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat,
- le stage HACCP sur l'hygiène alimentaire.

#### Hébergements projetés :

Les habitations actuelles seraient modernisées. Suite à discussions, il prévoit de réinvestir pour la saison 2016 sur deux nouvelles habitations et de réinvestir les bénéfices générés par l'exploitation dans de nouvelles acquisitions par la suite.

Il souhaite aussi développer une nouvelle gamme d'hébergement : la tente avec plancher pour une offre de prix intermédiaire entre l'emplacement nu et les mobil-homes et qui répond à une tendance actuelle.



Il évoque aussi le développement durable et aimerait s'inscrire dans cette thématique.

#### Commercialisation :

Initialement polarisé autour du développement de la clientèle cyclo-touristique, M. Heitmann a compris qu'il s'agissait d'une niche et s'inscrit dans la poursuite de la commercialisation menée par M. Fayolle.

#### Animations :

M. Heitmann pratique plusieurs sports dont la marche et le vélo. Il souhaite conserver les activités existantes de M. Fayolle en guidant lui-même les clients et en les accompagnant dans les sorties autour de la Citadelle, de la vieille ville, etc...

Par la suite, il aimerait développer des activités de bien être type sauna, jacuzzi, massages.

#### Redevance :

7 000 euros pour la redevance

10 000 euros pour la garantie totale

119 000 euros pour la reprise des investissements réalisés par l'ancien gérant.

#### Synthèse :

M. Heitmann s'inscrit dans la continuité de la gestion de l'actuel délégataire. Il propose une forte motivation pour apprendre le métier aux côtés de Luc Fayolle. Il pourrait se rendre disponible au plus tôt pour travailler à ses côtés en attendant de reprendre le camping.

M. Heitmann a la capacité financière pour un tel projet. Il devrait également avoir la rigueur utile à la gestion comptable.

## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-79

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

Acquisition foncière pour  
création d'aires de  
retournement aux  
extrémités Nord et Est  
de la rue de Dublin à  
Belfort - Classement dans  
le domaine public  
communal

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

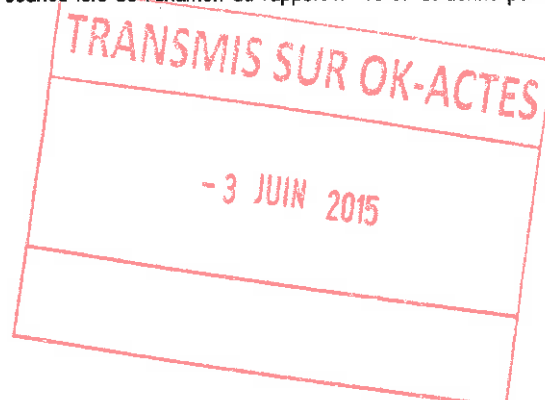
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.





Direction Générale des Services Techniques  
Service Urbanisme

## DELIBERATION

de M. Sébastien VIVOT, 1<sup>er</sup> Adjoint et M. Jean-Marie HERZOG,  
Adjoint

Références  
Mots clés  
Code matière

SV/JMH/URBA/CW - 15-79  
Foncier/Patrimoine  
3.1

Objet

**Acquisition foncière pour création d'aires de retournement aux extrémités Nord et Est de la rue de Dublin à Belfort - Classement dans le domaine public communal**

La Ville de Belfort n'a pu, malgré de longues négociations, se rendre propriétaire du chemin privé qui relie l'extrémité Est de la rue de Dublin à l'avenue du Général Leclerc et qui permettait aux camions de collecte d'ordures ménagères de réaliser leur circuit sans effectuer de demi-tour (cf plan de situation - annexe 1).

Afin de ne pas obliger les riverains à déposer leurs conteneurs au niveau de la patte d'oie, il est nécessaire d'aménager une aire de retournement à chacune des extrémités Nord et Est de la rue de Dublin (cf plan parcellaire – annexe 2).

Pour ce faire, il convient d'acquérir :

- à l'extrémité Est, une emprise de 80 m<sup>2</sup> environ (sous teinte bleue au plan parcellaire), à prendre dans la parcelle BV n° 351 appartenant à M<sup>mes</sup> HALM et LUTZ,
- à l'extrémité Nord, une emprise de 70 m<sup>2</sup> environ (sous teinte violette), à prendre dans la parcelle BV n° 334 appartenant à M<sup>r</sup> et M<sup>me</sup> HALM, et une dernière emprise de 175 m<sup>2</sup> (sous teinte verte), à prendre dans la parcelle BV n° 333 appartenant à la copropriété «Le Dublin».

Les acquisitions par la Ville de Belfort de 80 m<sup>2</sup> env. sur la propriété de M<sup>mes</sup> HALM et LUTZ et de 70 m<sup>2</sup> env. sur celle de M<sup>r</sup> et M<sup>me</sup> HALM se feront au prix fixé par les Domaines, soit 11€/m<sup>2</sup> (cf avis du 17 mars 2015 - annexe 3).

Par contre, l'acquisition de l'emprise de 175 m<sup>2</sup> env sur la copropriété «Le Dublin» se fera à titre gratuit. Ce transfert foncier sera officiellement approuvé lors de l'Assemblée Générale, qui se tiendra le 29 mai 2015.

Une fois ces trois emprises acquises par la Ville de Belfort, la limite de domanialité sera matérialisée par la pose d'un rang de pavés.

Les frais de géomètre et de notaire seront pris en charge par la Ville de Belfort.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 42 voix pour et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

**APPROUVE :**

. le principe de l'acquisition par la Ville de Belfort, au prix de 11€/m<sup>2</sup>, conformément à l'avis des Domaines, de :

- 80 m<sup>2</sup> environ, à prendre dans la parcelle BV n° 351 appartenant à M<sup>mes</sup> HALM et LUTZ,
- 70 m<sup>2</sup> environ, à prendre dans la parcelle BV n° 334 appartenant à M et M<sup>me</sup> HALM,

. le principe de l'acquisition à titre gratuit par la Ville de Belfort de 175 m<sup>2</sup> environ, à prendre dans la parcelle BV n° 333 appartenant à la copropriété «Le Dublin»,

. le classement de ces trois emprises dans le domaine public communal.

**AUTORISE M.** le Maire à signer tous les actes nécessaires à cette opération.

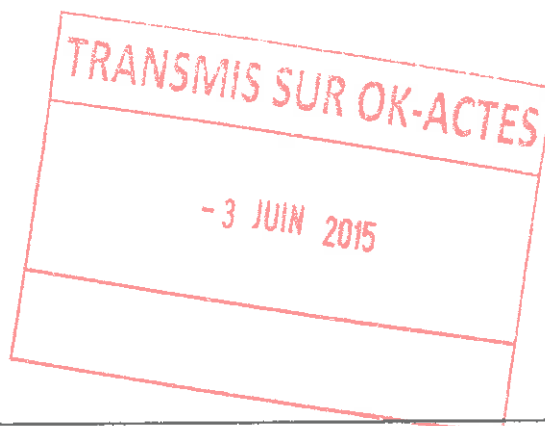
Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage



Thierry CHIPOT



Objet : Acquisition foncière pour création d'aires de retournement aux extrémités Nord et Est de la rue de Dublin à Belfort - Classement dans le domaine public communal

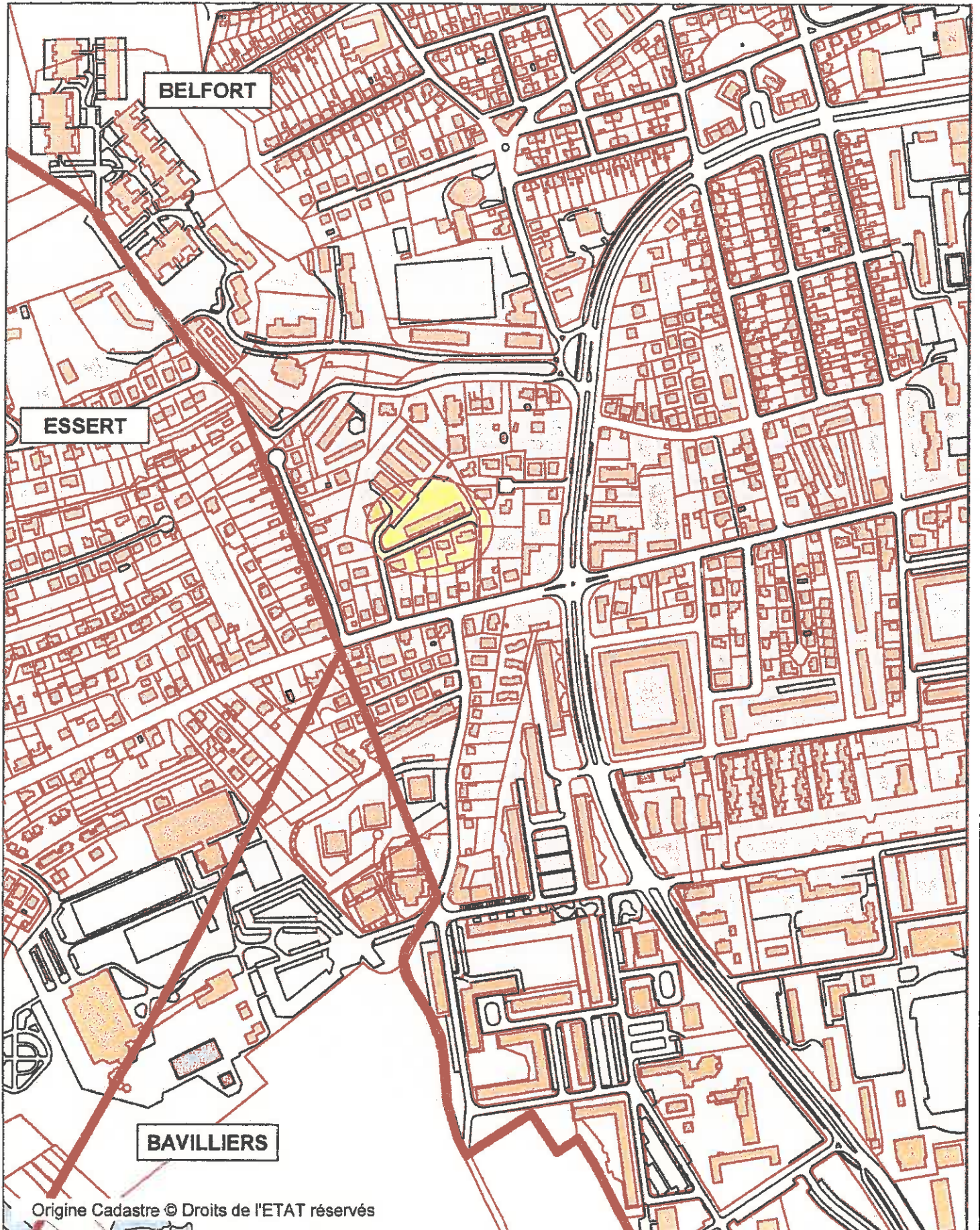


# COMMUNE DE BELFORT

## Rue de Dublin

Plan de Situation

1/5 000

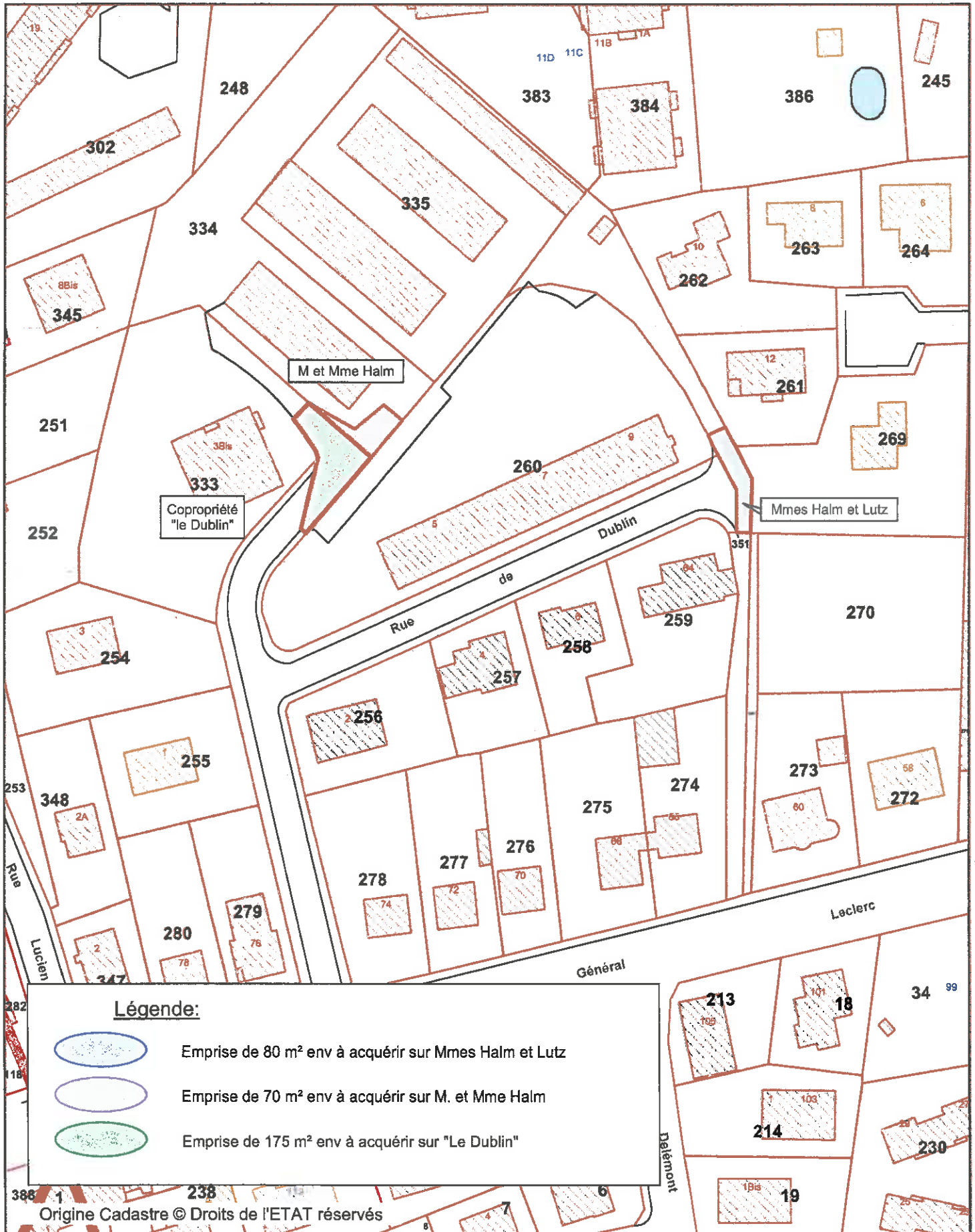


Origine Cadastre © Droits de l'ETAT réservés

# COMMUNE DE BELFORT

## Rue de Dublin

Plan parcellaire  
1/1 000







DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DU TERRITOIRE DE BELFORT  
SERVICE FRANCE DOMAINE

9 BIS FAUBOURG DE MONTBELIARD  
B.P 10489  
90016 BELFORT CÉDEX

Horaires d'ouverture :  
du lundi au jeudi : 9h - 12h / 13h30 - 16h30  
le vendredi : 9h - 12h / 13h30 - 16h

sur rendez-vous

Affaire suivie par : Marie-Christine MARCHAL

Téléphone : 03 84 36 62 46

Courriel : marie-christine.marchal@dgfip.finances.gouv.fr

OBJET : Avis du Domaine. Rue Dublin.

N/RÉF : EJ n° 2015 - 010V0063

V/RÉF : Votre lettre du 2 reçue le 11/03/2013.

Affaire suivie par Alexandra FABBRI

DOMAINE  
CONTROLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VENALE

-----  
ACQUISITION AMIABLE

*Service Consultant - Date de réception :*  
VILLE DE BELFORT - 11/03/2015.

*Opération envisagée :*  
Acquisition de parcelles situés rue Dublin pour incorporation dans le Domaine Public communal.

*Description sommaire et Propriétaires présumés :*

**COMMUNE DE BELFORT -**

Parcelle cadastrée section BV n° 351p de 80 m<sup>2</sup> - ( site1)- Propriétaires : Mmes HALM et LUTZ

Parcelle cadastrée section BV n° 334p de 80 m<sup>2</sup> - ( site2)- Propriétaires : M. et Mme HALM Bernard

Parcelle cadastrée section BV n° 333p de 175 m<sup>2</sup> - ( site2)- Propriétaire : Les copropriétaires de l'immeuble 3B rue de Dublin.

*Urbanisme* : PLU du 09/12/2004, M 27/09/12 - Zone UF - Zone d'habitat diffus.

*Détermination de la valeur vénale HT:*

Valeur vénale de l'ordre de 11 € / m<sup>2</sup> HT

*Durée de validité de l'estimation* : un an.

*Observations :*

⚡ L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation de France Domaine est nécessaire si l'opération n'était pas réalisée, dans un délai d'un an ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

⚡ L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

A Belfort, le 17 mars 2015

Pour le Directeur Départementale,  
L'Inspecteur,

Marie-Christine MARCHAL

## VILLE DE BELFORT

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

Objet de la délibération

N° 15-80

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

Projet de contrat  
d'agglomération Agence  
de l'Eau-Communauté de  
l'Agglomération  
Belfortaine-Ville de  
Belfort

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Étaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

*(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)*

Absentes :

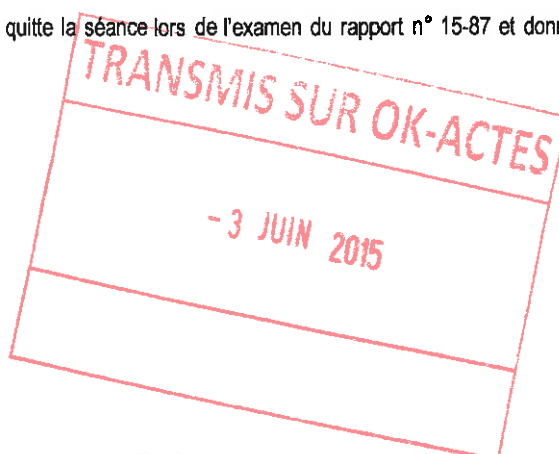
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.





Direction Générale des Services Techniques  
Service Environnement

## DELIBERATION

de M. Sébastien VIVOT, 1<sup>er</sup> Adjoint, M. Jean-Marie HERZOG et  
M. Yves VOLA, Adjoint

Références  
Mots clés  
Code matière

SV/JMH/YV/GG/CJ - 15-80  
Environnement  
8.8

Objet

**Projet de contrat d'agglomération Agence de l'Eau-Communauté  
de l'Agglomération Belfortaine-Ville de Belfort**

Dans le cadre de sa politique d'accompagnement des projets en faveur des milieux aquatiques, l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse souhaite favoriser la signature de contrats d'agglomération qui reprennent, sur un territoire donné, l'ensemble des actions soutenues. Ces contrats permettent à la fois aux maîtres d'ouvrage de présenter les projets qu'ils souhaitent voir aboutir, et à l'Agence de l'Eau de proposer de nouvelles actions entrant dans les objectifs prioritaires de son 10<sup>ème</sup> programme. Les différents contrats seront intégrés au Contrat de Plan Etat/Région dont ils formeront le volet dédié à l'eau.

C'est à ce titre que l'Agence de l'Eau propose la signature d'un contrat sur le périmètre de la CAB. Très vite, il est apparu nécessaire d'associer la Ville de Belfort, compte tenu de l'ampleur des projets soutenus par notre Municipalité. Vous trouverez, ci-après, les projets retenus dans le cadre du projet de contrat. Dans la mesure où la Ville de Belfort et la CAB ont intégré des mesures proposées par l'Agence de l'Eau, qu'elle a jugées prioritaires, des bonus peuvent être accordés.

### 1. Aménagement de la promenade des berges de la Savoureuse

Compte tenu de la forte plus-value environnementale de cette opération, elle fait l'objet d'un cofinancement privilégié de la part de l'Agence de l'Eau. Toutefois, ce dernier est assujéti à des conditions d'attribution strictes. Cette opération fait l'objet de 4 engagements de la part de la Ville de Belfort :

- intégrer la diversification des milieux naturels dans le projet (Engagement n° 6.5),
- intégrer le rétablissement des transits piscicole et sédimentaire dans le projet (Engagement n° 7.3),
- engager les travaux avant la fin du contrat (Engagement n° 8.3),
- créer un Comité de Pilotage et un Comité Technique, avec un représentant de l'Agence de l'Eau dans chacune de ces instances (Engagement n° 10.3)

Vous trouverez, ci-dessous, le tableau prévisionnel financier :

| Descriptif action                    | Année d'engagement | Montant du projet (€HT) | Subvention classique Agence de l'Eau |                    | Bonus lié au contrat |                    |                                                                                              |
|--------------------------------------|--------------------|-------------------------|--------------------------------------|--------------------|----------------------|--------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                      |                    |                         | Taux                                 | Montant            | Taux                 | Montant            | Contrepartie                                                                                 |
| Maîtrise d'œuvre missions techniques | 2015-2018          | 2 000 000 €             | 50 %                                 | 1 000 000 €        | 30 %                 | 600 000 €          | Demande déposée avant la mi-contrat                                                          |
| Investigations techniques            | 2015-2018          | 500 000 €               | 50 %                                 | 250 000 €          | 30 %                 | 150 000 €          | Demande déposée avant la mi-contrat                                                          |
| Renaturation de la rivière           | 2018               | 5 000 000 €             | 80 %                                 | 4 000 000 €        |                      |                    |                                                                                              |
| Aménagement promenade urbaine        | 2018               | 4 000 000 €             | 0 %                                  | 0 €                | 30 %                 | 1 200 000 €        | Engagement des travaux visant à araser ou déraser totalement ou partiellement 3 des 6 seuils |
| <b>TOTAL</b>                         |                    | <b>11 500 000 €</b>     |                                      | <b>5 250 000 €</b> |                      | <b>1 950 000 €</b> |                                                                                              |

Cette opération pourra bénéficier d'un cofinancement maximum de 7 200 000 € (5 250 000 € d'aides classiques + 1 950 000 € de bonus), soit 63 %, sous couvert du respect des conditions suivantes :

- afin de consolider les résultats des études pilotées par la Ville et d'assurer une concertation optimale, un Comité de Pilotage et un Comité Technique seront créés avec la participation de l'Agence de l'Eau aux 2 instances ;
- le taux d'aide de l'Agence pour l'aménagement de la promenade urbaine est de 30 %, dans la limite d'une enveloppe financière au plus équivalente à celle consacrée aux travaux de restauration de la rivière ; cette subvention sera versée en contrepartie de l'engagement des travaux visant à araser ou déraser totalement ou partiellement 3 à 4 des 6 seuils présents sur la Savoureuse dans la traversée de Belfort ; ce niveau d'ambition sera conforté lors du bilan à mi-parcours au regard des résultats de l'étude lancée pour la création d'une promenade des berges de la Savoureuse ;
- demande d'aide déposée avant la mi-contrat (fin 2016) et engagement des travaux avant la fin du contrat (fin 2018).

## 2. Opération Zéro-Phyto

Les démarches de réduction des produits phytopharmaceutiques font partie des priorités de l'Agence de l'Eau. A ce titre, l'opération de réduction des pesticides Zéro-Phyto, engagée par la Ville, est largement cofinancée (80 %).

Elle est reprise dans la convention avec les engagements :

- poursuivre la démarche qu'elle a initiée pour réduire l'usage des pesticides (Engagement n° 4.7),
- sensibiliser les particuliers à la réduction des produits phytosanitaires, notamment les jardiniers amateurs (Engagement n° 4.8).

| Descriptif action                              | Année d'engagement | Montant du projet (€ HT) | Subvention classique Agence de l'Eau |                  |
|------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------------------------|------------------|
|                                                |                    |                          | Taux                                 | Montant          |
| Animation démarche                             | 2015-2018          | 35 000 €                 | 80 %                                 | 28 000 €         |
| Acquisition de matériel spécifique             | 2015-2018          | 400 000 €                | 80 %                                 | 320 000 €        |
| Communication grand-public + jardins familiaux | 2015-2018          | 15 000 €                 | 80 %                                 | 12 000 €         |
| <b>TOTAL</b>                                   |                    | <b>450 000 €</b>         |                                      | <b>360 000 €</b> |

### 3. Valorisation des eaux pluviales sur les bâtiments municipaux

La Ville s'est engagée dans un programme d'équipement des bâtiments municipaux afin de valoriser les eaux pluviales pour l'arrosage des espaces verts et le nettoyage des voiries. A ce titre, un premier programme de 400 000 € a été approuvé en juillet 2014 pour équiper 3 sites : base de secteur Miotte-Forges, serres municipales et ateliers municipaux rue des Carrières. Comme cette opération participe à la réalisation d'économies d'eau, sur un bassin versant très contraint en période d'étiage, cette opération peut être cofinancée à hauteur de 50 % (Engagement n°6.6).

| Descriptif action                  | Année d'engagement | Montant du projet (€ HT) | Subvention classique Agence de l'Eau |                  |
|------------------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------------------------|------------------|
|                                    |                    |                          | Taux                                 | Montant          |
| Equipement des bâtiments communaux | 2015-2018          | 400 000 €                | 50 %                                 | 200 000 €        |
| <b>TOTAL</b>                       |                    | <b>400 000 €</b>         |                                      | <b>200 000 €</b> |

Le total des cofinancements annoncés pour la Ville de Belfort est de **7 760 000 €**, pour un montant total d'investissements de 12 350 000 €, soit un taux moyen de subvention de **63 %**. Vous trouverez, ci-joint, la convention y afférente.

Pour la CAB, le total des cofinancements est de 8 699 000 € pour les projets, auxquels s'ajoutent 200 000 € au titre de l'animation technique.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 37 voix pour, 2 contre (M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Marc ARCHAMBAULT) et 3 abstentions (Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI),

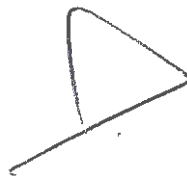
*(Mme Isabelle LOPEZ ne prend pas part au vote),*

**VALIDE** le projet de Contrat d'Agglomération Agence de l'Eau/Communauté de l'Agglomération Belfortaine/Ville de Belfort, tel que proposé.

**AUTORISE** M. le Maire à le signer et à solliciter auprès de l'Agence de l'Eau les cofinancements prévus dans le présent contrat.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

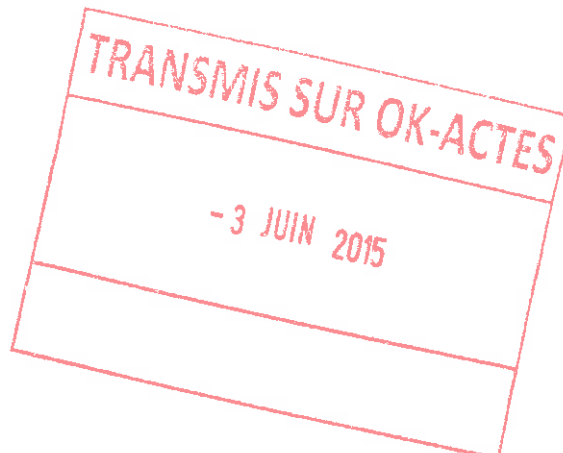
Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,



Thierry CHIPOT



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage





| Initiale fiche action | Descriptif action                                              | Année engagement | Montant projet (HT) | Assiette    | 2014              |           | 2015                 |           | 2016              |         | 2017                 |         | 2018              |         |                      |         |
|-----------------------|----------------------------------------------------------------|------------------|---------------------|-------------|-------------------|-----------|----------------------|-----------|-------------------|---------|----------------------|---------|-------------------|---------|----------------------|---------|
|                       |                                                                |                  |                     |             | Subvention Agence |           | Bonus lié au contrat |           | Subvention Agence |         | Bonus lié au contrat |         | Subvention Agence |         | Bonus lié au contrat |         |
|                       |                                                                |                  |                     |             | Taux              | Montant   | Taux                 | Montant   | Taux              | Montant | Taux                 | Montant | Taux              | Montant | Taux                 | Montant |
| 3.1                   | Schéma directeur eau pluviales                                 | 2015             | 150 000 €           | 150 000 €   |                   |           |                      |           |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 3.1                   | Etude fonctionnement des réseaux (ECP) - Châtellais les Forges | 2016             | 90 000 €            | 90 000 €    |                   |           |                      |           |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 3.2                   | Sud Savoureuse                                                 | 2015             | 552 500 €           | - €         |                   |           | 0%                   | 0 €       |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 3.2                   | Sud Savoureuse                                                 | 2015             | 680 000 €           | 680 000 €   |                   |           | 30%                  | 180 000 € |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 3.3                   | Sud Savoureuse                                                 | 2016             | 510 000 €           | - €         |                   |           |                      |           |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 3.3                   | Sud Savoureuse                                                 | 2016             | 1 020 000 €         | 1 000 000 € |                   |           |                      |           |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 3.1                   | Sud Savoureuse                                                 | 2015             | 150 000 €           | - €         |                   |           | 30%                  | 45 000 €  |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 3.1                   | Sud Savoureuse                                                 | 2016             | 150 000 €           | - €         |                   |           |                      |           |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 3.1                   | Sud Savoureuse                                                 | 2017             | 150 000 €           | - €         |                   |           |                      |           |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 3.1                   | Sud Savoureuse                                                 | 2018             | 150 000 €           | - €         |                   |           |                      |           |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 3.1                   | Sud Savoureuse                                                 | 2015             | 145 000 €           | - €         |                   |           |                      |           |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 3.6                   | Banvillars                                                     | 2014             | 12 840 €            | 12 840 €    | 50%               | 6 420 €   | 0%                   | 0 €       |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 3.6                   | Banvillars                                                     | 2015             | 400 000 €           | 400 000 €   |                   |           | 30%                  | 120 000 € |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 3.5                   | Esert Bavilliers                                               | 2015             | 90 000 €            | 90 000 €    |                   |           | 50%                  | 45 000 €  |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 3.5                   | Esert Bavilliers                                               | 2016             | 150 000 €           | - €         |                   |           |                      |           |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 3.5                   | Esert Bavilliers                                               | 2017             | 150 000 €           | - €         |                   |           |                      |           |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 3.5                   | Esert Bavilliers                                               | 2018             | 150 000 €           | - €         |                   |           |                      |           |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 3.4                   | Bourgnone                                                      | 2014             | 87 573 €            | 87 573 €    | 50%               | 43 787 €  | 0%                   | 0 €       |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 3.4                   | Bourgnone                                                      | 2015             | 50 000 €            | 50 000 €    |                   |           | 30%                  | 15 000 €  |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 3.4                   | Bourgnone                                                      | 2016             | 150 000 €           | 150 000 €   |                   |           |                      |           |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 3.4                   | Bourgnone                                                      | 2017             | 150 000 €           | 150 000 €   |                   |           |                      |           |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 3.7                   | ANC                                                            | 2014             |                     |             |                   |           |                      |           |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 3.7                   | ANC                                                            | 2014             |                     |             |                   |           |                      |           |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 3.7                   | ANC                                                            | 2015             |                     |             |                   |           |                      |           |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 3.7                   | ANC                                                            | 2015             |                     |             |                   |           |                      |           |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 3.7                   | ANC                                                            | 2016             |                     |             |                   |           |                      |           |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 3.7                   | ANC                                                            | 2016             |                     |             |                   |           |                      |           |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 3.7                   | ANC                                                            | 2017             |                     |             |                   |           |                      |           |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 3.7                   | ANC                                                            | 2017             |                     |             |                   |           |                      |           |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 6.1                   | AEP économies d'eau                                            | 2014             | 11 920 €            | 11 920 €    | 50%               | 5 960 €   | 0%                   | 0 €       |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 6.1                   | AEP économies d'eau                                            | 2015             | 30 000 €            | 30 000 €    |                   |           | 50%                  | 15 000 €  |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 6.1                   | AEP économies d'eau                                            | 2014             | 910 000 €           | 910 000 €   | 50%               | 455 000 € | 14%                  | 124 852 € |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 6.1                   | AEP économies d'eau                                            | 2015             | 1 000 000 €         | 1 000 000 € |                   |           | 50%                  | 500 000 € |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 6.1                   | AEP économies d'eau                                            | 2016             | 1 200 000 €         | 1 200 000 € |                   |           |                      |           |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 6.1                   | AEP économies d'eau                                            | 2017             | 1 500 000 €         | 1 500 000 € |                   |           |                      |           |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 6.1                   | AEP économies d'eau                                            | 2018             | 1 500 000 €         | 1 500 000 € |                   |           |                      |           |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 6.1                   | AEP économies d'eau                                            | 2015             | 75 000 €            | 75 000 €    |                   |           | 50%                  | 37 500 €  |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 6.1                   | AEP économies d'eau                                            | 2016             | 75 000 €            | 75 000 €    |                   |           |                      |           |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 6.1                   | AEP économies d'eau                                            | 2017             | 75 000 €            | 75 000 €    |                   |           |                      |           |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |
| 6.1                   | AEP économies d'eau                                            | 2018             | 75 000 €            | 75 000 €    |                   |           |                      |           |                   |         |                      |         |                   |         |                      |         |

| Intitulé fiche action | Descriptif action         | Année engagement | Montant projet (HT) | Assiette    | 2014              |           | 2015                 |         | 2016              |           | 2017                 |          | 2018              |           |                      |         |
|-----------------------|---------------------------|------------------|---------------------|-------------|-------------------|-----------|----------------------|---------|-------------------|-----------|----------------------|----------|-------------------|-----------|----------------------|---------|
|                       |                           |                  |                     |             | Subvention Agence |           | Bonus lié au contrat |         | Subvention Agence |           | Bonus lié au contrat |          | Subvention Agence |           | Bonus lié au contrat |         |
|                       |                           |                  |                     |             | Taux              | Montant   | Taux                 | Montant | Taux              | Montant   | Taux                 | Montant  | Taux              | Montant   | Taux                 | Montant |
| 6.2                   | AFP économies d'eau       | 2015             | 30 000 €            |             | 50%               | 15 000 €  | 30%                  | 9 000 € |                   |           |                      |          |                   |           |                      |         |
| 6.2                   | AFP économies d'eau       | 2016             | 150 000 €           |             |                   |           |                      |         | 50%               | 75 000 €  | 30%                  | 45 000 € |                   |           |                      |         |
|                       | AFP ASST                  | 2016             | 250 000 €           |             |                   |           |                      |         | 0%                |           |                      |          |                   |           |                      |         |
|                       | AFP ASST                  | 2017             | 250 000 €           |             |                   |           |                      |         |                   |           |                      |          |                   |           |                      |         |
|                       | AFP ASST                  | 2014             | 100 000 €           |             |                   |           |                      |         |                   |           |                      |          |                   |           |                      |         |
|                       | AFP ASST                  | 2014-2016        | 400 000 €           |             |                   |           |                      |         | 0%                |           |                      |          |                   |           |                      |         |
|                       | AFP ASST                  | 2016-2017        | 100 000 €           |             |                   |           |                      |         |                   |           |                      |          |                   |           |                      |         |
| 4.8                   | Zéro-Phyto                | 2015-2018        | 35 000 €            | 35 000 €    | 80%               | 7 000 €   |                      |         | 0%                |           |                      |          |                   |           |                      |         |
| 4.8                   | Zéro-Phyto                | 2015-2018        | 400 000 €           | 400 000 €   | 80%               | 80 000 €  |                      |         | 80%               | 7 000 €   |                      |          | 80%               | 7 000 €   |                      |         |
| 4.3                   | Zéro-Phyto                | 2015-2018        | 15 000 €            | 15 000 €    | 80%               | 0 €       |                      |         | 80%               | 4 000 €   |                      |          | 80%               | 4 000 €   |                      |         |
| 4.6                   | Sensibilisation communes  | 2015-2018        | 15 000 €            | 15 000 €    | 80%               | 4 000 €   |                      |         | 80%               | 4 000 €   |                      |          | 80%               | 4 000 €   |                      |         |
| 4.7                   | Lutte contre les toxiques | 2015-2019        | 20 000 €            | 20 000 €    | 50%               | 2 500 €   |                      |         | 50%               | 2 500 €   |                      |          | 50%               | 2 500 €   |                      |         |
| 5.5                   | Sensibilisation communes  | 2015-2018        | 15 000 €            | 15 000 €    | 80%               | 4 000 €   |                      |         | 80%               | 4 000 €   |                      |          | 80%               | 4 000 €   |                      |         |
| 6.4                   | Sensibilisation communes  | 2015-2018        | 15 000 €            | 15 000 €    | 50%               | 2 500 €   |                      |         | 50%               | 2 500 €   |                      |          | 50%               | 2 500 €   |                      |         |
| 9.1                   | Sensibilisation communes  | 2015-2018        | 15 000 €            | 15 000 €    | 50%               | 2 500 €   |                      |         | 50%               | 2 500 €   |                      |          | 50%               | 2 500 €   |                      |         |
| 5.2                   | Protection captages       | 2017-2018        | 150 000 €           | 150 000 €   | 100%              |           |                      |         | 100%              |           |                      |          | 100%              | 75 000 €  |                      |         |
| 5.2                   | Protection captages       | 2015-2018        | 50 000 €            | 50 000 €    | 80%               | 10 000 €  |                      |         | 80%               | 10 000 €  |                      |          | 80%               | 10 000 €  |                      |         |
| 5.3                   | Protection captages       | 2015-2018        | 50 000 €            | 50 000 €    | 80%               | 10 000 €  |                      |         | 80%               | 10 000 €  |                      |          | 80%               | 10 000 €  |                      |         |
| 5.4                   | Protection captages       | 2015-2018        | 20 000 €            | 20 000 €    | 80%               | 0 €       |                      |         | 80%               | 8 000 €   |                      |          | 80%               | 4 000 €   |                      |         |
| 5.4                   | Protection captages       | 2015-2018        | 50 000 €            | 50 000 €    | 80%               | 0 €       |                      |         | 80%               | 4 000 €   |                      |          | 80%               | 20 000 €  |                      |         |
| 8.5                   | Vélorisation enus         | 2015-2018        | 400 000 €           | 400 000 €   | 50%               | 50 000 €  |                      |         | 50%               | 50 000 €  |                      |          | 50%               | 50 000 €  |                      |         |
| 7.1                   | Seuils liste 2            | 2015             | 200 000 €           | 200 000 €   | 80%               | 160 000 € |                      |         | 80%               | 160 000 € |                      |          | 80%               | 160 000 € |                      |         |
| 7.1                   | Seuils liste 2            | 2016             | 400 000 €           | 400 000 €   | 80%               |           |                      |         | 80%               |           |                      |          | 80%               |           |                      |         |
| 7.1                   | Seuils liste 2            | 2015-2016        |                     |             | 80%               |           |                      |         | 80%               |           |                      |          | 80%               |           |                      |         |
| 8.3                   | Sourceuse                 | 2015-2018        | 2 000 000 €         | 2 000 000 € | 50%               | 200 000 € |                      |         | 50%               | 200 000 € |                      |          | 50%               | 200 000 € |                      |         |
| 8.3                   | Sourceuse                 | 2015-2018        | 500 000 €           | 500 000 €   | 30%               |           |                      |         | 30%               |           |                      |          | 30%               |           |                      |         |
| 8.3                   | Sourceuse                 | 2018             | 5 000 000 €         | 5 000 000 € | 80%               |           |                      |         | 80%               |           |                      |          | 80%               |           |                      |         |
| 8.3                   | Sourceuse                 | 2018             | 4 000 000 €         | 4 000 000 € | 0%                |           |                      |         | 0%                |           |                      |          | 0%                |           |                      |         |
| 8.1                   | Rivières SAGE             | 2015-2016        | 100 000 €           | 100 000 €   | 50%               | 25 000 €  |                      |         | 50%               | 25 000 €  |                      |          | 50%               | 25 000 €  |                      |         |
| 8.2                   | Rivières SAGE             | 2017-2018        | 7                   | 7           | ?                 |           |                      |         | ?                 |           |                      |          | ?                 |           |                      |         |
| 9.4                   | Etang des Forges          | 2015-2018        | 120 000 €           | 120 000 €   | 50%               | 15 000 €  |                      |         | 50%               | 15 000 €  |                      |          | 50%               | 15 000 €  |                      |         |
| 9.3                   | Plan Paysage              | 2015-2018        | 200 000 €           | 200 000 €   | 50%               | 50 000 €  |                      |         | 50%               | 50 000 €  |                      |          | 50%               | 50 000 €  |                      |         |
| 4                     | Industrie / pluvial       | 2015-2018        | 160 000 €           | 160 000 €   | 50%               | 20 000 €  |                      |         |                   | 20 000 €  |                      |          |                   | 20 000 €  |                      |         |
| 4 et 5                | captage / ZNA             | 2015-2018        | 80 000 €            | 80 000 €    | 80%               | 10 000 €  |                      |         | 80%               | 10 000 €  |                      |          | 80%               | 10 000 €  |                      |         |
| 1.8 et 5              | milliers                  | 2015-2018        | 150 000 €           | 150 000 €   | 50%               | 20 000 €  |                      |         | 50%               | 20 000 €  |                      |          | 50%               | 20 000 €  |                      |         |

| TOTAL |  | 1 512 000 € | 1 512 000 € | 3 000 000 € | 1 872 000 € | 777 100 € | 1 402 500 € |
|-------|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-----------|-------------|
|       |  | 1 512 000 € | 1 512 000 € | 3 000 000 € | 1 872 000 € | 777 100 € | 1 402 500 € |
|       |  | 1 512 000 € | 1 512 000 € | 3 000 000 € | 1 872 000 € | 777 100 € | 1 402 500 € |

| Intitulé des actions                                           | Affectation | Montant projet (HT) | Taux de subvention   |      | Budget        | BP        |          |             |           | BP 2018   |
|----------------------------------------------------------------|-------------|---------------------|----------------------|------|---------------|-----------|----------|-------------|-----------|-----------|
|                                                                |             |                     | 2014                 | 2015 |               | 2015      | 2016     | 2017        | 2018      |           |
| Schéma directeur eau pluviales                                 |             | 150 000 €           | 50%                  |      | CAB - Général | 80 000 €  | 20 000 € | 50 000 €    |           |           |
| Etude fonctionnement des réseaux (ECP) - Chateinois les Forges |             | 90 000 €            | 50%                  |      | CAB - Asst    |           |          | 90 000 €    |           |           |
| Sud Savoureuse                                                 |             | 552 500 €           | 30%                  |      | CAB - Asst    | 552 500 € |          |             |           |           |
| Sud Savoureuse                                                 |             | 680 000 €           | 30%                  |      | CAB - Asst    | 680 000 € |          |             |           |           |
| Sud Savoureuse                                                 |             | 510 000 €           | 50%                  |      | CAB - Asst    |           |          | 510 000 €   |           |           |
| Sud Savoureuse                                                 |             | 1 020 000 €         | 50%                  |      | CAB - Asst    |           |          | 1 020 000 € |           |           |
| Sud Savoureuse                                                 |             | 150 000 €           | 30%                  |      | CAB - Asst    |           |          |             |           |           |
| Sud Savoureuse                                                 |             | 150 000 €           | 30%                  |      | CAB - Asst    |           |          |             |           |           |
| Sud Savoureuse                                                 |             | 150 000 €           | 30%                  |      | CAB - Asst    |           |          |             |           |           |
| Sud Savoureuse                                                 |             | 150 000 €           | 30%                  |      | CAB - Asst    |           |          |             |           |           |
| Sud Savoureuse                                                 |             | 145 000 €           | 30%                  |      | CAB - Asst    | 145 000 € |          |             |           |           |
| Sud Savoureuse                                                 |             | 12 840 €            | 50%                  |      | CAB - Asst    |           |          |             |           |           |
| Etude fonctionnement des réseaux (ECP)                         |             | 12 840 €            | 50%                  |      | CAB - Asst    | 12 840 €  |          |             |           |           |
| Interconnexion Banvillers - Agriéans                           |             | 400 000 €           | 30%                  |      | CAB - Asst    | 350 000 € |          | 50 000 €    |           |           |
| Etude fonctionnement des réseaux (ECP)                         |             | 70 000 €            | 50%                  |      | CAB - Asst    |           | 70 000 € |             |           |           |
| Travaux - tranchée 1                                           |             | 50 000 €            | 30%                  |      | CAB - Asst    |           |          | 50 000 €    |           |           |
| Travaux - tranchée 2                                           |             | 100 000 €           | 30%                  |      | CAB - Asst    |           |          |             | 100 000 € |           |
| Travaux - tranchée 3                                           |             | 100 000 €           | 30%                  |      | CAB - Asst    |           |          |             |           | 100 000 € |
| Etude fonctionnement des réseaux (ECP)                         |             | 90 000 €            | 50%                  |      | CAB - Asst    | 67 000 €  | 23 000 € |             |           |           |
| Travaux - tranchée 1                                           |             | 150 000 €           | 30%                  |      | CAB - Asst    |           |          | 150 000 €   |           |           |
| Travaux - tranchée 2                                           |             | 150 000 €           | 30%                  |      | CAB - Asst    |           |          |             | 150 000 € |           |
| Travaux - tranchée 3                                           |             | 150 000 €           | 30%                  |      | CAB - Asst    |           |          |             |           | 150 000 € |
| Etude fonctionnement des réseaux (ECP)                         |             | 87 573 €            | 50%                  |      | CAB - Asst    | 87 573 €  |          |             |           |           |
| Travaux - tranchée 1                                           |             | 50 000 €            | 30%                  |      | CAB - Asst    |           |          | 50 000 €    |           |           |
| Travaux - tranchée 2                                           |             | 150 000 €           | 30%                  |      | CAB - Asst    |           |          |             | 150 000 € |           |
| Travaux - tranchée 3                                           |             | 150 000 €           | 30%                  |      | CAB - Asst    |           |          |             |           | 150 000 € |
| Réhabilitation 40 ANC                                          |             | 25 installations    | F - 3 000 € / instal |      | CAB - Asst    | 345 000 € |          |             |           |           |
| Animation 40 ANC                                               |             | 25 installations    | F - 250 € / instal   |      | CAB - Asst    |           |          |             |           |           |
| Réhabilitation 40 ANC                                          |             |                     | F - 3 000 € / instal |      | CAB - Asst    |           |          | 300 000 €   |           |           |
| Animation 40 ANC                                               |             |                     | F - 250 € / instal   |      | CAB - Asst    |           |          |             |           |           |
| Réhabilitation 40 ANC                                          |             |                     | F - 3 000 € / instal |      | CAB - Asst    |           |          |             |           |           |
| Animation 40 ANC                                               |             |                     | F - 250 € / instal   |      | CAB - Asst    |           |          |             |           |           |
| Réhabilitation 40 ANC                                          |             |                     | F - 3 000 € / instal |      | CAB - Asst    |           |          |             |           |           |
| Animation 40 ANC                                               |             |                     | F - 250 € / instal   |      | CAB - Asst    |           |          |             |           |           |
| Etude de gestion patrimoniale des réseaux (phase 1)            |             | 11 920 €            | 50%                  |      | CAB - Eau     |           |          |             |           |           |
| Etude de gestion patrimoniale des réseaux (phase 2)            |             | 30 000 €            | 50%                  |      | CAB - Eau     |           |          |             |           |           |
| Travaux réseaux AEP - tranchée 2014                            |             | 910 000 €           | 64%                  |      | CAB - Eau     |           |          |             |           |           |
| Travaux réseaux AEP - tranchée 2015                            |             | 1 000 000 €         | 70%                  |      | CAB - Eau     |           |          |             |           |           |
| Travaux réseaux AEP - tranchée 2016                            |             | 1 000 000 €         | 70%                  |      | CAB - Eau     |           |          |             |           |           |
| Travaux réseaux AEP - tranchée 2017                            |             | 1 500 000 €         | 80%                  |      | CAB - Eau     |           |          |             |           |           |

| Intitulé de l'opération                         | Année d'engagement | Montant projet (MD) | Taux de subvention (pourcentage) | Budget        | Périodes de programmation |                    |                  |                    |                    | Total               |
|-------------------------------------------------|--------------------|---------------------|----------------------------------|---------------|---------------------------|--------------------|------------------|--------------------|--------------------|---------------------|
|                                                 |                    |                     |                                  |               | BP 2015                   | BP 2015            | BP 2016          | BP 2017            | BP 2018            |                     |
| Travaux réseaux d'eau                           | 2018               | 1 500 000 €         | 80%                              | CAB - Eau     |                           |                    |                  |                    |                    | 1 500 000 €         |
| Appareillage recherche fuites - tranche 2015    | 2015               | 75 000 €            | 70%                              | CAB - Eau     | 70 000 €                  |                    |                  |                    |                    |                     |
| Appareillage recherche fuites - tranche 2016    | 2016               | 75 000 €            | 70%                              | CAB - Eau     |                           |                    | 75 000 €         |                    |                    |                     |
| Appareillage recherche fuites - tranche 2017    | 2017               | 75 000 €            | 80%                              | CAB - Eau     |                           |                    |                  | 75 000 €           |                    |                     |
| Appareillage recherche fuites - tranche 2018    | 2018               | 75 000 €            | 80%                              | CAB - Eau     |                           |                    |                  |                    | 75 000 €           |                     |
| Etude optimisation exploitation champ captant   | 2015               | 30 000 €            | 80%                              | CAB - Eau     | 30 000 €                  |                    |                  |                    |                    |                     |
| Travaux optimisation exploitation champ captant | 2016               | 150 000 €           | 80%                              | CAB - Eau     |                           |                    | 150 000 €        |                    |                    |                     |
| reprise du revêtement bache de stockage n°1     | 2016               | 250 000 €           | 0%                               | CAB - Eau     |                           |                    | 250 000 €        |                    |                    |                     |
| reprise du revêtement bache de stockage n°2     | 2017               | 250 000 €           | 0%                               | CAB - Eau     |                           |                    |                  | 250 000 €          |                    |                     |
| renouvellement ozoneur UPEP                     | 2014               | 100 000 €           | 0%                               | CAB - Eau     | 100 000 €                 |                    |                  |                    |                    |                     |
| Renouvellement des dégrilleurs                  | 2014-2016          | 400 000 €           | 30%                              | CAB - Asst    | 400 000 €                 |                    |                  |                    |                    |                     |
| Renouvellement de l'ad robin STEP Belfort       | 2016-2017          | 100 000 €           | 30%                              | CAB - Asst    |                           |                    | 100 000 €        |                    |                    |                     |
| Animation-démarche                              | 2015-2018          | 35 000 €            | 80%                              | Ville BF      | 8 750 €                   |                    | 8 750 €          |                    |                    | 8 750 €             |
| Acquisition de matériel spécifique              | 2015-2018          | 400 000 €           | 80%                              | Ville BF      | 300 000 €                 |                    |                  |                    |                    | 300 000 €           |
| Communication grand-public + jardins familiaux  | 2015-2018          | 15 000 €            | 80%                              | Ville BF      | 5 000 €                   |                    | 5 000 €          |                    |                    | 5 000 €             |
| Sensibilisation Communauté                      | 2015-2018          | 15 000 €            | 80%                              | CAB - Général |                           |                    | 5 000 €          |                    |                    | 5 000 €             |
| Lutte contre les toxiques                       | 2015-2019          | 20 000 €            | 50%                              | CAB - Asst    |                           |                    | 5 000 €          |                    |                    | 5 000 €             |
| Sensibilisation communale                       | 2015-2018          | 15 000 €            | 80%                              | CAB - Général |                           |                    | 5 000 €          |                    |                    | 5 000 €             |
| Sensibilisation communale                       | 2015-2018          | 15 000 €            | 50%                              | CAB - Général |                           |                    | 5 000 €          |                    |                    | 5 000 €             |
| Sensibilisation communale                       | 2015-2018          | 15 000 €            | 50%                              | CAB - Général |                           |                    | 5 000 €          |                    |                    | 5 000 €             |
| Protection captages                             | 2017-2018          | 150 000 €           | 100%                             | CAB - Général |                           |                    |                  | 75 000 €           |                    | 75 000 €            |
| Protection captages                             | 2015-2018          | 50 000 €            | 80%                              | CAB - Général |                           |                    | 12 500 €         |                    |                    | 12 500 €            |
| Protection captages                             | 2015-2018          | 50 000 €            | 80%                              | CAB - Général |                           |                    | 12 500 €         |                    |                    | 12 500 €            |
| Protection captages                             | 2015-2018          | 20 000 €            | 80%                              | CAB - Général |                           |                    | 5 000 €          |                    |                    | 5 000 €             |
| Protection captages                             | 2015-2018          | 50 000 €            | 80%                              | CAB - Général |                           |                    | 5 000 €          |                    |                    | 5 000 €             |
| Protection captages                             | 2015-2018          | 50 000 €            | 80%                              | CAB - Général |                           |                    | 5 000 €          |                    |                    | 5 000 €             |
| Equipement des bâtiments communaux              | 2015-2018          | 400 000 €           | 50%                              | Ville BF      |                           |                    | 100 000 €        |                    |                    | 100 000 €           |
| Seuils liste 2                                  | 2015               | 200 000 €           | 80%                              | CAB - Général |                           |                    | 200 000 €        |                    |                    |                     |
| Seuils liste 2                                  | 2016               | 400 000 €           | 80%                              | CAB - Général |                           |                    |                  | 200 000 €          |                    | 200 000 €           |
| Seuils liste 2                                  | 2015-2016          | - €                 | 80%                              | CAB - Général |                           |                    |                  |                    | 200 000 €          | 200 000 €           |
| Savoirfaire                                     | 2015-2018          | 2 000 000 €         | 80%                              | Ville BF      | 400 000 €                 |                    |                  |                    |                    | 400 000 €           |
| Savoirfaire                                     | 2015-2018          | 500 000 €           | 80%                              | Ville BF      |                           |                    | 250 000 €        |                    |                    | 250 000 €           |
| Savoirfaire                                     | 2018               | 5 000 000 €         | 80%                              | Ville BF      |                           |                    |                  |                    |                    | 5 000 000 €         |
| Savoirfaire                                     | 2018               | 4 000 000 €         | 30%                              | Ville BF      |                           |                    |                  |                    |                    | 4 000 000 €         |
| Rivières SAGE                                   | 2015-2016          | 100 000 €           | 80%                              | CAB - Général |                           |                    |                  | 50 000 €           |                    | 50 000 €            |
| Rivières SAGE                                   | 2017-2018          | ?                   | 80%                              | CAB - Général |                           |                    |                  |                    |                    |                     |
| Étang des Forges                                | 2015-2018          | 120 000 €           | 50%                              | CAB - Général |                           |                    |                  | 30 000 €           |                    | 30 000 €            |
| Plan Pavasae                                    | 2015-2018          | 200 000 €           | 50%                              | CAB - Général |                           |                    |                  | 100 000 €          |                    | 100 000 €           |
| <b>TOTAL</b>                                    |                    | <b>26 758 833 €</b> |                                  |               | <b>1 447 313 €</b>        | <b>4 815 354 €</b> | <b>111 500 €</b> | <b>1 319 716 €</b> | <b>1 343 750 €</b> | <b>17 243 700 €</b> |
| <b>VILLE</b>                                    |                    | <b>22 550 000 €</b> |                                  |               | <b>400 000 €</b>          | <b>4 000 000 €</b> | <b>800 000 €</b> | <b>800 000 €</b>   | <b>400 000 €</b>   | <b>4 000 000 €</b>  |
| <b>CAB</b>                                      |                    | <b>14 407 833 €</b> |                                  |               | <b>1 447 313 €</b>        | <b>4 815 354 €</b> | <b>311 500 €</b> | <b>519 716 €</b>   | <b>943 750 €</b>   | <b>13 243 700 €</b> |

Synthèse de l'échéancier des investissements

| Budget           |         | BP+BS 2014     | BP 2015        | BS 2015     | BP 2016        | BP 2017        | BP 2018         |
|------------------|---------|----------------|----------------|-------------|----------------|----------------|-----------------|
| CAB              | Général | - €            | 322 500,00 €   | 92 500,00 € | 485 000,00 €   | 380 000,00 €   | 270 000,00 €    |
|                  | Eau     | 1 021 920,00 € | 985 000,00 €   | - €         | 1 475 000,00 € | 1 825 000,00 € | 1 575 000,00 €  |
|                  | Asst    | 445 413,00 €   | 2 699 500,00 € | 93 000,00 € | 2 575 000,00 € | 855 000,00 €   | 405 000,00 €    |
| Ville de BELFORT |         | - €            | 608 750,00 €   | - €         | 863 750,00 €   | 863 750,00 €   | 10 013 750,00 € |

**CONTRAT ENTRE LA COMMUNAUTE DE L'AGGLOMERATION BELFORTAINE,  
LA VILLE DE BELFORT ET L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE**

Entre :

- la Ville de Belfort, représentée par son 1<sup>er</sup> Adjoint, M. Sébastien VIVOT; agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 28 mai 2015,

- la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, représentée par son Président, M. Damien MESLOT, désignée ci-après par «la CAB», agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire du

d'une part,

Et :

- l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, représentée par son Directeur Général, M. Martin GUESPEREAU, désignée ci-après par « l'Agence »,

d'autre part,

- Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles créant une nouvelle compétence obligatoire « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » (GEMAPI) ;
- Vu l'arrêté n° 13-252 du Préfet coordonnateur du bassin Rhône Méditerranée du 19 juillet 2013 fixant la liste des cours d'eau ou parties de cours d'eau mentionnés au 2° du I de l'article L214-7 du Code de l'Environnement, sur lesquels tout ouvrage doit être géré, entretenu et équipé dans un délai de cinq ans pour assurer le transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons ;
- Vu l'arrêté du 20 novembre 2009 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2010-2015 du bassin Rhône Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
- Considérant le projet de SDAGE 2016-2021 adopté par le Comité de Bassin Rhône Méditerranée du 19 septembre 2014 ;
- Vu la délibération n° 2012-16 du Conseil d'Administration du 14 septembre 2012 approuvant le 10<sup>ème</sup> programme d'intervention de l'Agence ;
- Vu la délibération n° 2012-20 du Conseil d'Administration du 25 octobre 2012 relative à la Commission des aides et aux délégations données au Directeur Général de l'Agence en matière d'attribution des aides ;



- Vu la délibération n°2015-xx de la Commission des aides du xx xx 2015 de l'Agence donnant un avis favorable au projet de contrat ;
- Vu la délibération n°xxxx du xxx 2015 de la CAB ;
- Vu la délibération n°xxx 2015 de la ville de Belfort ;

## **IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

### **Article 1er : le périmètre du contrat**

Le périmètre du contrat correspond au territoire de compétence de la CAB, soit 33 communes. Sa représentation cartographique se trouve en annexe 1.

Ce périmètre pourra évoluer au cours du contrat en fonction de l'évolution du champ de compétence de l'agglomération belfortaine.

### **Article 2 : les objectifs**

Les objectifs de ce contrat sont :

- d'asseoir, sur la durée du contrat, une stratégie commune de lutte contre les pollutions domestiques, industrielles et agricoles de l'eau, de préservation et de restauration des cours d'eau, des milieux aquatiques et des zones humides sur le territoire de la CAB défini à l'article 1 ;
- de partager la priorisation des actions à mettre en œuvre au regard du programme de mesures du SDAGE Rhône Méditerranée et du SAGE Allan ;
- de faciliter l'émergence et la mise en œuvre d'un programme de travaux, ambitieux et réaliste, porté par la CAB ;
- de faciliter la mise en œuvre de la compétence GEMAPI sur le territoire de la CAB.

### **Article 3 : Lutte contre les pollutions domestiques**

Au 1<sup>er</sup> janvier 2014, la CAB disposait de 13 sites épuratoires dont la liste se trouve en annexe 2.

Parmi ces 13 sites, les systèmes d'assainissement de Bourogne village, Chatenois-les-Forges et Essert-Bavilliers figurent à la liste de 203 systèmes d'assainissement prioritaires sur le bassin Rhône Méditerranée pour engager des actions d'amélioration de leur fonctionnement par temps de pluie. Le système d'assainissement de Denney présente des surcharges hydrauliques. Par ailleurs, les sites de Dorans, de Sévenans, de Méroux et de Banvillars font l'objet d'un arrêté de mise en demeure pour non-conformité à la directive Eaux Résiduaires Urbaines.

Pour répondre à ces exigences réglementaires et à la problématique de développement des communes du secteur Sud de l'agglomération, la CAB s'est engagée dans 2 projets de requalification des agglomérations d'assainissement Sud Savoureuse et de Vézelois-Méroux. Ces projets dont les travaux sont pour certains lancés permettront à terme de supprimer un certain nombre d'unités de traitement aux performances épuratoires limitées et/ou saturées et d'améliorer le fonctionnement par temps de pluie.

Des travaux restent néanmoins à engager pour supprimer les rejets par temps de pluie sur les systèmes d'assainissement identifiés prioritaires.

➤ **La CAB s'engage à :**

- **3.1** - Engager la réalisation d'un schéma directeur pluvial visant à définir un programme de travaux destinés à supprimer à terme les rejets par temps de pluie des systèmes d'assainissement de Châtenois, Essert-Bavilliers et Bourogne village ;
- **3.1** - Suivre la mise en place de ce schéma directeur des eaux pluviales en lien avec les études diagnostics sur les secteurs problématiques et en lien avec l'auto-surveillance des réseaux ;
- **3.1** - Engager les travaux suite aux priorités mises en évidence dans ce diagnostic, en particulier l'éventuel détournement de la Goutte Cheneau ;
- **3.2** - Poursuivre les travaux de raccordement des stations de Dorans et Sévenans à l'agglomération d'assainissement Sud Savoureuse en cours de construction permettant leur mise en conformité au titre de la Directive Eaux Résiduaires Urbaines avant le 31 décembre 2015 ;
- **3.3** - Poursuivre les travaux de raccordement de la station de Chatenois-les-Forges à l'agglomération d'assainissement Sud Savoureuse comprenant la création d'un bassin d'orage permettant de limiter les déversements en temps de pluie avant le 31 décembre 2016 ;
- **3.4** - Engager les travaux issus de l'étude de fonctionnement en cours visant à remédier aux dysfonctionnements par temps de pluie et aux entrées d'eaux claires parasites, et à améliorer la collecte des effluents sur la station de Bourogne village avant le 31 décembre 2015 ;
- **3.5** - Engager des études de fonctionnement visant à remédier aux entrées d'eaux claires parasites et aux dysfonctionnements par temps de pluie, et à améliorer la collecte des effluents sur la station d'Essert Bavilliers avant le 31 décembre 2015 et sur Chatenois-les-Forges avant le 31 décembre 2016 ;
- **3.6** - Engager des études de fonctionnement visant à remédier aux entrées d'eaux claires parasites et aux dysfonctionnements par temps de pluie, et à améliorer la collecte des effluents sur la station de Denney ;
- **3.7** - Engager des travaux de mise en conformité de la lagune de Banvillars ; (interconnexion vers Essert-Bavilliers)
- **3.8** - Mettre en œuvre un programme de réhabilitation de 20 à 40 systèmes d'assainissement non collectifs par an de 2015 à 2018 ;

➤ **L'Agence s'engage à financer :**

- Le schéma directeur pluvial et les études visant à l'amélioration le fonctionnement des réseaux ;

Le taux d'aide de l'Agence est de 50%.

- Les travaux prioritaires d'assainissement collectif définis par le schéma directeur d'assainissement de 2011 pour améliorer le fonctionnement par temps de pluie ou rétablir la conformité des ouvrages au titre de la Directive Eaux Résiduaires Urbaines ;

Le taux d'aide de l'Agence est de 30% d'une assiette pouvant faire l'objet d'un abattement au regard du coût présenté par rapport au coût plafond appliqué par l'Agence dans le cadre son programme d'interventions.

Le taux d'aide de l'Agence est majoré de 20% pour les travaux visant à supprimer les dysfonctionnements par temps de pluie en contrepartie du respect de l'échéancier et le cas échéancier d'opérations prioritaires, tel que défini à l'article 11.

- La réhabilitation des dispositifs d'assainissement autonomes antérieurs à 1996 et présentant des dangers pour la santé des personnes ou un risque avéré de pollution dans le cadre de démarche collective porté par le SPANC et l'animation des opérations ;

Pour les travaux de réhabilitation, l'aide de l'Agence est de 3 000 € par dispositif réhabilité (étude préalable + travaux). Pour l'animation des opérations groupées, l'aide est de 250 € par dispositif réhabilité.

#### **Article 4 : Lutte contre les pollutions toxiques**

Le 10e programme « Sauvons l'eau » de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse affiche comme priorité, la lutte contre les pollutions toxiques et les substances dangereuses. Dans ce cadre, la CAB s'est engagée depuis 2011 dans une opération collective de réduction des pollutions toxiques diffuses qui arrive à échéance le 31 décembre 2015.

Les actions prévues dans le cadre de ce contrat sont, entres autres, de :

- Sensibiliser et auditer les entreprises présentes sur le territoire de la CAB. Les secteurs d'activité concernés sont les suivants : commerce et réparation automobile, transport, industries, traitement du bois, BTP, santé et soins, imprimeries et assimilés domestiques ; ce qui représente environ 890 entreprises. A la date de signature du contrat, près de 55% des entreprises contactées ont été traitées ;
- Réaliser une campagne de prélèvements et analyses sur le réseau d'assainissement et le milieu naturel ;
- Sensibiliser et accompagner les communes de la CAB à la réduction des pesticides.

Les actions entreprises devront ainsi être poursuivies de manière à assurer le suivi et la pérennité de cette action. Par ailleurs le champ d'action du chargé de mission en charge de ces question pourrait être élargi sur la période 2015-2018 notamment sur la problématiques des économies d'eau et du pluvial.

#### **➤ La CAB s'engage à :**

- **4.1** - Suivre les autorisations de déversement délivrées aux entreprises ;
- **4.2** - Poursuivre les audits des entreprises et leur accompagnement dans leur mise en conformité ;
- **4.3** - Sensibiliser les entreprises et les particuliers aux économies d'eau et à l'infiltration des eaux pluviales et la désimperméabilisation des sols ;
- **4.4** - Assurer un suivi des pollutions accidentelles ;
- **4.5** - Accompagner et sensibiliser les communes de la CAB dans la démarche zéro phytosanitaire ;
- **4.6** - Mettre en place une campagne de prélèvements et d'analyses sur différents nœuds du réseau d'assainissement ;

#### **➤ La ville de Belfort s'engage à :**

- **4.7** - Poursuivre la démarche qu'elle a initiée pour réduire l'usage des pesticides sur son territoire ;

- **4.8** - Sensibiliser les particuliers à la réduction des produits phytosanitaires, notamment les jardiniers amateurs ;

➤ **L'Agence s'engage à financer :**

- Le suivi des actions engagées dans le cadre de l'opération collective toxique (suivi des autorisations de déversement, achèvement des audits d'entreprises, analyses) à l'issue de l'opération collective sur la durée du contrat ;

Le taux d'aide est de 50% (dans le respect de l'encadrement communautaire des aides). Il peut être majoré selon la taille de l'entreprise.

- Les actions de sensibilisation, les études et les travaux d'économies d'eau industrielles visant à limiter les prélèvements dans la Savoureuse ;

Le taux d'aide est de 50% (dans le respect de l'encadrement communautaire des aides). Il peut être majoré selon la taille de l'entreprise.

- Dans le cadre d'appel à projets, les actions visant à infiltrer les eaux pluviales et à désimperméabiliser les sols auprès des entreprises ;
- Pour les actions visant à supprimer ou réduire l'usage des pesticides, les plans de gestion alternatifs à l'usage des pesticides, les plans de désherbage, les actions de sensibilisation auprès des utilisateurs, les investissements permettant de réduire les pollutions dues à l'usage des pesticides non agricoles et les expérimentations portant sur les techniques alternatives ;

Le taux d'aide est de 80%. Les investissements effectués par les collectivités doivent être précédés d'un plan de gestion alternatif à l'usage des pesticides et accompagnés d'une communication destinée aux jardiniers amateurs et aux habitants.

**Article 5 : Restauration de la qualité des eaux brutes des captages d'eau potable affectés par des pollutions diffuses.**

L'alimentation en eau potable de la CAB repose sur une ressource principale, le champ captant de la nappe d'accompagnement de la Savoureuse à Sermamagny. Cette ressource est complétée par une interconnexion principale avec la prise d'eau sur le Doubs à Mathay sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Pays de Montbéliard Agglomération. En outre, la collectivité dispose d'une petite ressource complémentaire avec le forage de Morvillars.

Compte tenu de leur vulnérabilité aux pollutions en particulier par les pesticides et des populations desservies, ces 3 captages d'eau potable sont identifiés prioritaires au titre du SDAGE Rhône Méditerranée 2010-2015 pour la mise en place de programme d'actions contre les pollutions diffuses à l'échelle de leurs aires d'alimentation.

Les premières actions sont d'ores et déjà engagées sur les captages de la compétence de la CAB. Des actions complémentaires restent néanmoins à mener afin d'assurer d'une part, l'efficacité de la démarche en particulier pour réduire les pollutions par les pesticides en zones non agricoles d'autre part, sa pérennité en particulier à l'arrivée à échéance en 2017 et 2018 des contrats « mesures agro-environnementales » souscrits par les agriculteurs en 2012 et 2013.

➤ **La CAB s'engage à :**

- **5.1** - Mettre en œuvre et bancariser dans la base de données nationale existante un suivi de la qualité des eaux brutes du captage ;

- **5.2** - Poursuivre les actions de maîtrise des produits phytosanitaires agricoles au niveau des captages prioritaires comprenant la pérennisation des mesures agro-environnementales, la mise en œuvre de techniques alternatives, la formation des professionnels agricoles et la sensibilisation ;
- **5.3** - Limiter la diffusion des polluants agricoles aux ressources d'eau potable avec par exemple la gestion des fossés, la création de bandes vertes, la lutte contre le ruissellement ;
- **5.4** - Mettre en place les protections réglementaires et étendre les actions de maîtrise des pollutions diffuses agricoles autour des ressources complémentaires ;
- **5.5** - Sensibiliser les communes situées sur les aires d'alimentation des captages prioritaires quelles soient ou non situées sur le territoire de la CAB à la démarche zéro phytosanitaire ;
- **5.6** - Déployer les moyens humains suffisants pour mener à bien les actions mentionnées ci-dessus et participer à l'animation des comités de pilotage ;

➤ **L'Agence s'engage à financer :**

- Les études et diagnostics, l'animation de la démarche, la communication, le suivi complémentaire de la qualité de l'eau, les frais d'assistance à maîtrise d'ouvrage ;
- La définition et la mise en œuvre d'une stratégie foncière ;
- Les mesures agro-environnementales et autres modalités de changement de pratiques relatives à la lutte contre les pollutions par les pesticides sur une durée de 5 ans ;
- Le coût supporté par la CAB pour la reconduite des mesures agro-environnementales à l'issue du premier contrat de 5 ans ;
- Le développement de l'agriculture biologique ;
- Les investissements permettant de réduire les pollutions dues à l'usage des pesticides agricoles et non agricoles ;
- Les aires de lavage et remplissage des pulvérisateurs de pesticides équipés d'un dispositif de traitement des eaux résiduaires.

Pour les mesures agroenvironnementales, le taux d'aide est de 50%, le Feader cofinçant la subvention de l'Agence afin de porter le taux à 100% d'aide publique.

Pour les autres catégories de subvention, le taux d'aide est de 80% des montants HT ou TTC (en cas de non récupération de la TVA) dans la limite du taux maximal de financement public permis par la réglementation en vigueur au moment de la décision d'aide.

Les investissements effectués par les collectivités pour réduire les pollutions dues à l'usage des pesticides doivent être précédés d'un plan de gestion alternatif à l'usage des pesticides et accompagnés d'une communication destinée aux jardiniers amateurs et aux habitants.

## **Article 6 : Rétablissement de l'équilibre quantitatif de la Savoureuse**

La Savoureuse présente un déséquilibre quantitatif. Les conclusions de l'étude de détermination des volumes prélevables établies en juillet 2013 préconisent d'améliorer le fonctionnement des cours d'eau et d'économiser la ressource.

D'après cette étude, le captage de Sermamagny représente près de 55% des volumes prélevés et 75% des volumes prélevés pour l'alimentation en eau potable.

L'évaluation de la politique de l'eau de la CAB restituée lors de la séance du conseil communautaire en date du 6 février 2014 fait état, pour l'année 2012, d'un rendement de réseau d'eau potable faible, en moyenne de 67,2% et d'un indice linéaire de perte relativement élevé de 12,20 m<sup>3</sup>/j/km. Il est préconisé de poursuivre les efforts menés sur le renouvellement de réseau en privilégiant les secteurs à faible rendement en exploitant les outils de sectorisation et de prélocalisation aujourd'hui fonctionnels.

Une première tranche de travaux de renouvellement des réseaux d'eau potable financée par l'Agence a été engagée en 2013. Ces premiers travaux ainsi que la mise en œuvre d'actions visant à mieux repérer les fuites et à intervenir plus rapidement ont permis d'ores et déjà d'améliorer le rendement moyen du réseau d'eau potable de 3 points.

La mise en œuvre d'un programme pluriannuel de travaux de renouvellement des réseaux d'eau potable devrait permettre d'économiser un volume d'eau important et rétablir à terme l'équilibre quantitatif de la vallée de la Savoureuse.

Il anticipe les mesures qui pourront être intégrées au plan de gestion de la ressource en eau de la Savoureuse dont la concertation est engagée sous l'égide du comité local de l'eau du SAGE Allan.

### ➤ **La CAB s'engage à :**

- **6.1** - Définir, avant le 30 mars 2015, un programme pluriannuel de travaux de renouvellement des réseaux d'eau potable en privilégiant les secteurs à faible rendement et en priorisant les secteurs selon le volume d'économie espéré et porter les travaux qui en sont issus ;
- **6.2** - Lancer une étude de l'optimisation de l'exploitation des captages du champ captant de Sermamagny avant 31 décembre 2015 ;
- **6.3** - Poursuivre la recherche d'une ressource de substitution permettant de diminuer les prélèvements actuels ;
- **6.4** - Sensibiliser les communes de la CAB aux économies d'eau et à la récupération des eaux pluviales.

### ➤ **La ville de Belfort s'engage à :**

- **6.5** - Mettre en place un plan d'alimentation en eau pluviale pour l'arrosage des espaces verts et le nettoyage des voiries.

### ➤ **L'Agence s'engage à financer :**

- Les études de gestion patrimoniale de réseaux d'eau potable ;
- Les travaux de réduction des gaspillages et la réparation des fuites visant à améliorer les rendements de réseau, définis par le programme pluriannuel de travaux ;



- La mise en œuvre de technologies économes en eau (pilotage, télégestion, sectorisation et prélocalisation) ;
- Les actions d'économie d'eau visant les opérations de récupération d'eau de pluie ou la mise en place de dispositifs hydro-économes dans le cadre de démarches collective portées par la ville de Belfort ou la CAB ;
- Les actions de communication technique et de sensibilisation des usagers et professionnels

Le taux d'aide de l'Agence est de 50%.

Ce taux d'aide est majoré de 30% pour être porté à 80% pour l'étude d'optimisation de l'exploitation des captages du champ captant en contrepartie du respect de l'échéancier, tel que défini à l'article 11.

Pour la réhabilitation des réseaux d'eau potable et les appareillages de recherche de fuites, le taux d'aide de l'Agence est majoré de 20 à 30% en contrepartie de l'engagement d'opérations prioritaires tel que défini à l'article 11.

**Article 7 : Rétablissement de la continuité écologique (circulation des espèces piscicoles et du transit sédimentaire)**

Les actions d'aménagement des ouvrages, bloquant la circulation des espèces et/ou le transport des sédiments alluvionnaires, sont à mettre en œuvre prioritairement sur les tronçons classés en liste 2 au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement identifiés en annexe 4 et sur les ouvrages identifiés prioritaires au titre du SDAGE et de son programme de mesures.

➤ **La CAB s'engage à :**

- 7.1 - Réaliser les opérations de travaux de restauration de la continuité écologique sur les seuils dont il est propriétaire parmi les ouvrages mentionnés à l'annexe 5, avant le 31 décembre 2015 ;

Une opération de travaux est jugée engagée lorsque la demande de subvention comportant les devis des entreprises et le cas échéant les autorisations réglementaires est déposée à l'Agence.

- 7.2 - Informer et sensibiliser les propriétaires des ouvrages listés en annexe 5

➤ **La ville de Belfort s'engage à :**

- 7.3 - Intégrer le rétablissement des transits piscicole et sédimentaire et la diversification des habitats dans le lit mineur dans le projet de création d'une promenade des berges de la Savoureuse ;

➤ **L'Agence s'engage à financer :**

- Les études, les frais d'assistance à maîtrise d'ouvrage, l'animation et les travaux nécessaires à restaurer la continuité écologique des ouvrages listés en annexe 5 ;
- La mise en place d'un suivi de l'efficacité des travaux

Le taux d'aide de l'Agence est de 50%.

Pour les travaux, en cas de mise en œuvre de la solution optimale, il est porté, jusqu'au 31 décembre 2016, à 80% des montants HT ou TTC en cas de non récupération de la TVA,

dans la limite du taux maximal de financement public permis par la réglementation en vigueur au moment de la décision d'aide en contrepartie de l'engagement d'opérations prioritaires tel que défini à l'article 11.

Les études préalables portées par la CAB ou la ville de Belfort envisageront toutes les alternatives au rétablissement de la continuité (dispositif de franchissement, dérasement partiel et arasement).

Sont pré-identifiés 3 seuils situés sur un tronçon classé en liste 2 au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement : le seuil de la station d'épuration en aval du magasin Leclerc (ROE 17246) et les seuils « 100m à l'aval du nouveau pont » (ROE 55862) et « 200m en amont de la confluence avec la Rosemontoise » (ROE 55861) à Valdoie.

Le solde des opérations de restauration de la continuité écologique se fait sur accord de l'ONEMA qui valide la bonne réalisation des travaux.

- Les opérations de mise en valeur des milieux aquatiques (travaux de mise en valeur du paysage ou du patrimoine lié à l'eau, création d'une promenade au fil de l'eau).

Le taux d'aide de l'Agence est de 30% dans la limite d'une enveloppe financière au plus équivalente de celle consacrée aux travaux de restauration de la rivière.

Cette subvention sera versée en contrepartie de l'engagement d'opérations prioritaires tel que défini à l'article 11.

### **Article 8 : Restauration des rivières**

Les actions de restauration physique des rivières telles que les projets de renaturation, de reméandrement, de diversification du lit mineur, d'amélioration de la connectivité latérale (bras mort, îles, accès aux baissières inondées du lit majeur....) ou encore de reconquête des espaces de mobilité, contribuent pleinement à l'atteinte du bon état écologique.

Ces actions de restauration sont à mettre en œuvre prioritairement lorsqu'elles complètent avec pertinence les projets mentionnés à l'article 6 ou sur les bassins versants et cours d'eau identifiés prioritaires au titre du programme de mesures du SDAGE ou du SAGE Allan listés en annexe 6.

Sur le territoire de la CAB, les travaux de restauration des rivières relèvent de la compétence des communes.

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles attribue au bloc communal une nouvelle compétence obligatoire « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » (GEMAPI) à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016. Elle prévoit que cette compétence soit exercée, en lieu et place des communes, par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre.

Cette compétence peut être transférée à un syndicat de groupement des collectivités ou déléguée notamment au département du Territoire-de-Belfort qui a engagé une réflexion sur le sujet.

Compte tenu de ce contexte, la première partie du contrat sera consacrée à l'analyse de la faisabilité d'engager des travaux de restauration des tronçons de cours d'eau listés en annexe 6 afin de permettre l'engagement de travaux sur la seconde partie du contrat. Une étude de ces sites permettra d'établir, pour chaque tronçon, les travaux à entreprendre pour restaurer la rivière, les contraintes exercées sur chacun des sites, le coût des travaux selon différents niveaux d'ambition.

➤ **La CAB s'engage à :**

- **8.1** - Réaliser une étude de faisabilité à la restauration des tronçons prioritaires du SAGE, listés en annexe 6 ;
- **8.2** - Porter, déléguer ou faire émerger auprès de la structure compétente, les travaux de restauration des rivières sur au moins 1 site parmi ceux listés en annexe 6 (hors Savoureuse dans la traversée de Belfort) sur la seconde partie du contrat ;

➤ **La ville de Belfort s'engage à :**

- **8.3** - Engager les travaux de restauration de la Savoureuse avant la fin du contrat ;

➤ **L'Agence s'engage à financer (hors mesures compensatoires) :**

- Les diagnostics et les études préalables, les études de conception et la maîtrise d'œuvre, l'animation foncière, la réalisation des dossiers administratifs et réglementaires, les frais d'assistance à maîtrise d'ouvrage, la communication et la sensibilisation ;

- Les travaux de restauration des rivières pour les opérations listées en annexe 6 ;

- La mise en place d'un suivi d'efficacité des travaux selon une méthode validée conjointement et par l'ONEMA ;

Le taux d'aide est de 50%. Il est porté à 80% pour les demandes d'aide déposées à l'Agence avant la date de bilan à mi-parcours défini à l'article 14.

- L'entretien des milieux aquatiques en accompagnement des travaux de restauration listés ci-avant et à l'article 7 jusqu'à 30% sur une durée limitée de 3 ans après la réalisation des travaux.

**Article 9 : Restauration et préservation des zones humides**

➤ **La CAB s'engage à :**

- **9.1** - Sensibiliser les communes à la préservation des zones humides et leur prise en compte dans les documents d'urbanisme ;
- **9.2** - Intégrer au Plan Paysage de l'agglomération Belfortaine un volet « préservation et restauration des zones humides » et accompagner les communes de la CAB dans les projets s'y rapportant ;
- **9.3** - Faire émerger auprès des communes au moins 2 opérations de travaux de restauration des zones humides ou d'acquisition avant la fin du contrat ;
- **9.4** - Poursuivre les travaux de restauration, de gestion et de protection des zones humides autour de l'étang des Forges.

➤ **L'Agence s'engage à financer (hors mesures compensatoires) :**

- L'élaboration des plans de gestion et l'acquisition foncière de zones humides jusqu'à 80% dans la limite du taux maximal de financement public permis par la réglementation en vigueur au moment de la décision d'aide ;
- Les travaux de gestion des zones humides ayant pour objectif de maintenir leur caractère humide, lorsqu'elles ont bénéficié d'une aide de l'Agence pour leur acquisition jusqu'à 50% ;
- Les travaux de restauration des zones humides jusqu'à 50%.

## **Article 10 : Animation technique**

### **➤ La CAB s'engage à :**

- **10.1** - Intégrer un représentant de l'Agence de l'Eau aux groupes de travail « Plan Paysage » et « Etang des Forges » ;
- **10.2** - Créer un groupe de travail « Trame Verte et Bleue et Biodiversité » avec un représentant de l'Agence de l'Eau. Ce dernier sera notamment en charge de suivre l'étude de faisabilité à la restauration des tronçons prioritaires du SAGE, listés en annexe 6 (engagement 8.1) ;

### **➤ La ville de Belfort s'engage à :**

- **10.3** - Créer un Comité de Pilotage et un Comité Technique pour l'opération de restauration de la Savoureuse avec un représentant de l'Agence de l'Eau dans chacune de ces instances ;

### **➤ La ville de Belfort et la CAB s'engagent à :**

- **10.4** - Déployer les moyens humains et les compétences nécessaires à la mise en œuvre des actions et des objectifs définis conjointement ;
- **10.5** - Participer aux réunions de la CLE du SAGE Allan et de présenter les projets de travaux aux commissions ad'hoc pour avis ;
- **10.6** - Mettre en place un suivi semestriel de l'avancement des opérations inhérentes à la présente convention entre la Ville de Belfort, la CAB et l'Agence de l'Eau.

### **➤ L'Agence s'engage à :**

- Financer l'équivalent d'un demi-poste de chargé de missions consacré à l'animation et la coordination des opérations visées à l'article 5.

Le taux d'aide est de 80%.

- Financer l'équivalent d'un poste de chargé de missions consacré à l'animation et la coordination des opérations visées aux articles 6 à 9.
- Financer l'équivalent d'un poste de chargé de missions consacré à l'animation et la coordination des opérations visées à l'article 4 et du schéma directeur pluvial.

Pour ces 2 dernières catégories de subvention, le taux d'aide est de 50%.

## **Article 11 : Engagements financiers**

L'Agence s'engage à participer au financement des actions inscrites au contrat sur une période couvrant les années 2015 à 2018.

Les taux et les montants de la participation prévisionnelle de l'Agence ont été calculés sur la base des modalités d'intervention de son 10<sup>ème</sup> programme, au vu des éléments techniques disponibles lors de l'élaboration du contrat.

L'engagement financier de l'Agence présenté en annexe 7 ne pourra excéder un montant total d'aide de 15,6 millions d'euros dont 5,4 millions d'euros jusqu'à la date de mi-parcours définie à l'article 13.

Dans le cadre du présent contrat, l'Agence s'engage spécifiquement sur les points suivants :

➤ **Garantie de financement et de taux d'aides**

Compte tenu des objectifs d'atteinte des objectifs environnementaux fixés dans le cadre du SDAGE Rhône Méditerranée, l'Agence garantit le financement des actions inscrites à ce contrat engagées avant la date à mi-parcours définie à l'article 13.

Pour les actions de rétablissement de la continuité écologique prévus à l'article 7, le taux d'aide jusqu'à 80%, pour la solution optimale de travaux, est garanti sur la durée du contrat sous réserve de l'engagement des opérations de travaux sur 3 seuils avant le 31 décembre 2016 dont 1 avant le 31 décembre 2015 (demande d'aide déposée à l'Agence comprenant le devis des entreprises, l'avis favorable de l'ONEMA et les éventuelles autorisations réglementaires).

➤ **Majorations de taux**

| Intitulé de l'opération                                                          | Montant des opérations (HT) | Taux d'aide Agence | Majoration (1) |
|----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|--------------------|----------------|
| Travaux visant à supprimer les dysfonctionnements par temps de pluie de Bourogne | 300 000 €                   | 30%                | +20%           |

(1) Dans les limites permises par la réglementation en vigueur au moment de la décision d'aide

L'attribution de la majoration de taux prévue ci-dessus est liée à la fourniture d'un programme de travaux permettant de supprimer les dysfonctionnements par temps de pluie à échéance 2016-2017 et de l'engagement d'une 1<sup>ère</sup> tranche travaux en 2015

| Intitulé de l'opération                                                                 | Montant des opérations (HT) | Taux d'aide Agence | Majoration (1) |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|--------------------|----------------|
| Travaux visant à supprimer les dysfonctionnements par temps de pluie d'Essert-Bavillers | 450 000 €                   | 30%                | +20%           |

L'attribution de la majoration de taux prévue ci-dessus est liée à l'engagement en 2015 des études permettant d'élaborer un programme de travaux visant à supprimer les dysfonctionnements par temps de pluie à échéance 2017-2018 et d'une 1<sup>ère</sup> tranche travaux en 2016.

| Intitulé de l'opération                                                                      | Montant des opérations (HT) | Taux d'aide Agence | Majoration (1) |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|--------------------|----------------|
| Travaux visant à supprimer les dysfonctionnements par temps de pluie de Châtenois-les-Forges | 1 510 000 €                 | 30%                | +20%           |

L'attribution de la majoration de taux dont 5% seront transformés en avance (dans la limite d'une aide totale de l'Agence subvention et avance au plus égale au montant de l'opération) prévue ci-dessus est liée aux engagements des travaux en 2016 et de l'étude sur les rivières définie à l'article 8.

| Intitulé de l'opération                                                           | Montant des opérations (HT) | Taux d'aide Agence | Majoration (1) |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|--------------------|----------------|
| Etude et travaux visant à optimiser l'exploitation du champ captant de Sermamagny | 180 000 €                   | 50%                | +30%           |

L'attribution de la majoration de taux prévue ci-dessus est liée à l'engagement de l'étude en 2015 et les travaux que cette étude pourrait prescrire en 2016.

L'aide portant sur les travaux sera soldée à la demande à l'autorité administrative compétente de réviser l'autorisation d'exploiter sur la répartition des volumes captés par chacun des captages du champ captant de Sermamagny.

| Intitulé de l'opération                                                                              | Montant des opérations (HT) | Taux d'aide Agence | Majoration (1) |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|--------------------|----------------|
| Réhabilitation des réseaux d'eau potable et appareillage recherche de fuites – tranches 2015 et 2016 | 2 150 000 €                 | 50%                | +20%           |

L'attribution de la majoration de taux dont 3% seront transformés en avance (dans la limite d'une aide totale de l'Agence subvention et avance au plus égale au montant de l'opération) prévue ci-dessus est liée :

- en 2015 à l'engagement de l'étude d'optimisation de l'exploitation des captages du champ captant prévue à l'article 6 et à l'engagement de l'étude de faisabilité des travaux de restauration des rivières prévue à l'article 8 ;
- en 2016 à l'engagement des travaux sur 3 seuils prévus à l'article 7 (dépôt de la demande d'aide à l'Agence comprenant les devis des entreprises, l'avis favorable de l'ONEMA et le cas échéant les autorisations administratives) avant le 31 décembre 2016 et à la demande à l'autorité administrative compétente de réviser l'autorisation d'exploiter sur la répartition des volumes captés par chacun des captages du champ captant de Sermamagny selon les résultats de l'étude d'optimisation mentionnée à l'article 6.

| Intitulé de l'opération                                                                              | Montant des opérations (HT) | Taux d'aide Agence | Majoration (1) |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|--------------------|----------------|
| Réhabilitation des réseaux d'eau potable et appareillage recherche de fuites – tranches 2017 et 2018 | 3 150 000 €                 | 50%                | +30%           |

L'attribution de la majoration de taux prévue ci-dessus est liée :

- en 2017 à l'engagement des travaux de restauration des rivières sur 1 site par ceux listés en annexe 6 ;
- en 2018 en contrepartie de l'engagement des travaux sur la Savoureuse tels que définis à l'article 8.

Ces engagements seront réévalués lors du bilan à mi-parcours défini à l'article 14 ci-après au regard des résultats des études lancées sur la période 2015-2016.

#### ➤ **Financement des aides spécifiques contractuelles**

| Intitulé de l'opération       | Montant de l'opération (HT) | Taux d'aide Agence |
|-------------------------------|-----------------------------|--------------------|
| Aménagement promenade urbaine | 4 000 000 €                 | 30%                |

Le montant retenu de cette opération sera au plus équivalent à celui consacré aux travaux de restauration de la Savoureuse.

Cette subvention sera versée en contrepartie de l'engagement des travaux visant à araser ou déraser totalement ou partiellement 3 à 4 des 6 seuils présents sur la Savoureuse dans la traversée de Belfort. Ce niveau d'ambition sera conforté lors du bilan à mi-parcours au



regard des résultats de l'étude lancée pour la création d'une promenade des berges de la Savoureuse.

| Intitulé de l'opération                                  | Montant de l'opération (HT) | Taux d'aide Agence |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------|--------------------|
| Renouvellement des dégrilleurs sur la station de Belfort | 400 000 €                   | 30%                |

Cette subvention sera versée à l'engagement des travaux de restauration de la continuité sur 3 seuils situés sur la Savoureuse et à l'engagement de l'étude sur les rivières définie à l'article 8.

#### **Article 12 : Modalités d'attribution et de versement des subventions et suivi du contrat**

##### **➤ pour les opérations d'études et travaux**

Les aides attribuées au contrat pour la réalisation des travaux d'aménagement et d'équipement doivent s'accompagner de l'engagement de mentionner sur un support d'information destiné au public que le financement a pour origine l'Agence de l'eau.

Chaque opération fait l'objet d'une demande individuelle instruite par les services de l'Agence. Les formulaires de demande d'aides disponible sur le site internet de l'Agence à l'adresse : <http://www.eaurmc.fr/teleservices/formulaires-administratifs.html> sont obligatoires pour que la demande d'aide soit prise en compte.

Les subventions de l'Agence font l'objet de versements régis par le régime général des aides. Elles sont versées sur justificatif des dépenses.

Les dossiers de demande de subvention devront parvenir avant démarrage de l'opération. Un accord de démarrage anticipé pourra être transmis par l'Agence pour permettre à la CAB d'engager l'action sans attendre l'attribution effective de la subvention.

Si ces conditions n'étaient pas respectées, l'Agence se réserve la possibilité de réduire voire de supprimer les subventions qui pourraient être accordées sur les dossiers conformément à ses règles d'intervention.

##### **➤ pour les postes**

Le plan d'action pour chaque poste sera discuté lors d'un entretien annuel et formalisé dans un tableau de suivi ainsi que dans la décision d'aide.

Un suivi régulier permettra de discuter de l'état d'avancement des projets, de la tenue des objectifs et de procéder aux ajustements nécessaires. Ainsi, au regard de l'atteinte des objectifs, l'Agence se réserve la possibilité de réduire ses aides.

Les modalités de calcul du niveau d'aide de l'Agence sont régies par le régime général des aides au moment du dépôt de la demande d'aide.

#### **Article 13 : Modalités d'attribution et de versement des avances remboursables**

Dans le cadre de son programme « Sauvons l'eau », l'Agence peut attribuer des aides sous forme d'avances remboursables pouvant atteindre 100% du coût du projet se substituant à des emprunts auprès du secteur bancaire.

Le coefficient de transformation de l'avance remboursable en équivalent subvention est calculé en fonction du taux de référence fixé par l'union européenne pour chaque Etat.

Cette avance peut venir en complément d'une subvention attribuée sur la même opération. L'aide totale accordée par l'Agence correspond à l'équivalent subvention de l'avance après application du coefficient de transformation auquel s'ajoute la subvention accordée. Un exemple de calcul se trouve en annexe 8.

Ces avances sont remboursables sur une durée fixe de 10 ans plus 1 an de différé. Le montant accordé sous forme d'avance ne peut être inférieur à 50 000 euros.

#### **Article 14 : Modalités de concertation et de suivi**

Afin de mettre en œuvre cette collaboration, les signataires décident de la mise en place d'un espace d'échange, ou comité de pilotage général, chargé d'assurer le suivi du présent contrat et d'élaborer les programmations annuelles de travaux.

Il devra se réunir au moins une fois par an, afin de faire d'une part le bilan des actions menées l'année N-1 et définir ensemble les actions à conduire pour l'année N et d'autre part, suivre, l'avancement et les ajustements à opérer.

En fonction des ordres du jour, la DDT, l'ONEMA, la structure porteuse du SAGE Allan seront conviés. Les signataires informeront la Commission Locale de l'Eau du SAGE Allan, en tant que de besoin, des travaux engagés et leur état d'avancement.

La CAB s'engage à informer et à associer le plus en amont possible les services de l'Agence sur tous les dossiers couverts par cet accord-cadre.

#### **Article 15 : Bilan à mi-parcours**

Les signataires s'engagent à procéder à une évaluation de ce contrat avant le 31 décembre 2016. Cette évaluation permettra de dresser l'état d'avancement des opérations prévues sur la première partie du contrat et de programmer les opérations prévues sur la seconde partie du contrat.

A cette occasion, l'engagement des signataires et la liste des travaux pourront être ajustés par voie d'avenant.

#### **Article 16 : Durée du contrat et résiliation**

Ce contrat prend effet à la date de sa signature et prend fin le 31 décembre 2018.

Ce contrat peut être résilié après un préavis de 6 mois par l'un ou l'autre des signataires en cas de non-respect de ses engagements.

Fait sur 15 pages et 8 annexes, en 3 exemplaires, à ....., le .....

Le Député-Maire de Belfort,  
Président de la communauté  
d'agglomération Belfortaine

Le Directeur général de l'Agence de l'eau  
Rhône Méditerranée Corse

Damien MESLOT

Martin GUESPEREAU

## ANNEXE 1

Territoire de compétence de la CAB



## ANNEXE 2

Liste des sites épuratoires gérés par la CAB

| Ouvrage                     | Capacité (EH) | Niveau de priorité                                    | Commentaires                            |
|-----------------------------|---------------|-------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| <b>STATIONS D'EPURATION</b> |               |                                                       |                                         |
| <b>Belfort</b>              | 110 000       |                                                       |                                         |
| <b>Essert Bavillers</b>     | 15 000        | Prioritaire pluvial                                   |                                         |
| <b>Bourogne ZI</b>          | 5 000         |                                                       |                                         |
| <b>Chèvremont-Pérouse</b>   | 4 000         | Non-conformité performance<br>Priorité départementale |                                         |
| <b>Sévenans</b>             | 3 600         | Non conforme ERU<br>Arrêté mise en demeure 2012       | Raccordement station<br>Sud Savoureuse  |
| <b>Châtenois-les-Forges</b> | 3 300         | Prioritaire pluvial                                   | Raccordement station<br>Sud Savoureuse  |
| <b>Denney</b>               | 3 200         | Impact avéré sur le milieu<br>Priorité départementale |                                         |
| <b>Bourogne village</b>     | 2 000         | Non conforme ERU<br>Prioritaire pluvial               |                                         |
| <b>Trévenans</b>            | 1 100         |                                                       | Raccordement station<br>Sud Savoureuse  |
| <b>Dorans</b>               | 600           | Non conforme ERU<br>Arrêté mise en demeure 2012       | Raccordement station<br>Sud Savoureuse  |
| <b>Méroux</b>               | 440           | Non conforme ERU<br>Arrêté mise en demeure 2012       | Raccordement station<br>Méroux-Vézelois |
| <b>LAGUNES</b>              |               |                                                       |                                         |
| <b>Vézelois</b>             | 600           |                                                       | Raccordement station<br>Méroux-Vézelois |
| <b>Banvillars</b>           | 400           | Non conforme ERU<br>Arrêté mise en demeure 2013       |                                         |

### ANNEXE 3

Tableau de programmation des travaux

Tableau prévisionnel des cofinancements

| Intitulé ligne action | Description action                                              | Année engagement | Montant projet (HT) | Assiette    | 2014              |           | 2015                 |           | 2016              |           | 2017                 |           | 2018              |          |                      |          |
|-----------------------|-----------------------------------------------------------------|------------------|---------------------|-------------|-------------------|-----------|----------------------|-----------|-------------------|-----------|----------------------|-----------|-------------------|----------|----------------------|----------|
|                       |                                                                 |                  |                     |             | Subvention Agence |           | Bonus lié au contrat |           | Subvention Agence |           | Bonus lié au contrat |           | Subvention Agence |          | Bonus lié au contrat |          |
|                       |                                                                 |                  |                     |             | Taux              | Montant   | Taux                 | Montant   | Taux              | Montant   | Taux                 | Montant   | Taux              | Montant  | Taux                 | Montant  |
| 3.1                   | Schéma directeur eau pluviale                                   | 2015             | 150 000 €           | 150 000 €   |                   |           |                      |           |                   |           |                      |           |                   |          |                      |          |
| 3.1                   | Etude fonctionnement des réseaux (ECP) - Chateaufort les Forges | 2015             | 90 000 €            | 90 000 €    |                   |           | 50%                  | 50 000 €  |                   |           | 50%                  | 25 000 €  |                   |          |                      |          |
| 3.2                   | Sud Savoiresse                                                  | 2015             | 553 500 €           | - €         |                   |           |                      |           | 50%               | 45 000 €  |                      |           |                   |          |                      |          |
| 3.2                   | Sud Savoiresse                                                  | 2015             | 690 000 €           | 600 000 €   |                   |           | 30%                  | 165 750 € | 0%                | 0 €       |                      |           |                   |          |                      |          |
| 3.3                   | Sud Savoiresse                                                  | 2016             | 510 000 €           | - €         |                   |           | 30%                  | 180 000 € | 0%                | 0 €       |                      |           |                   |          |                      |          |
| 3.3                   | Sud Savoiresse                                                  | 2016             | 1 020 000 €         | 1 000 000 € |                   |           |                      |           | 30%               | 153 000 € | 20%                  | 102 000 € |                   |          |                      |          |
| 3.1                   | Sud Savoiresse                                                  | 2015             | 150 000 €           | - €         |                   |           | 30%                  | 300 000 € | 20%               | 200 000 € |                      |           |                   |          |                      |          |
| 3.1                   | Sud Savoiresse                                                  | 2016             | 150 000 €           | - €         |                   |           | 30%                  | 45 000 €  | 0%                | 0 €       |                      |           |                   |          |                      |          |
| 3.1                   | Sud Savoiresse                                                  | 2016             | 150 000 €           | - €         |                   |           |                      |           | 30%               | 45 000 €  | 0%                   | 0 €       |                   |          |                      |          |
| 3.1                   | Sud Savoiresse                                                  | 2017             | 150 000 €           | - €         |                   |           |                      |           |                   |           | 30%                  | 45 000 €  | 0%                | 0 €      |                      |          |
| 3.1                   | Sud Savoiresse                                                  | 2018             | 150 000 €           | - €         |                   |           |                      |           |                   |           |                      | 30%       | 45 000 €          | 0%       | 0 €                  |          |
| 3.1                   | Sud Savoiresse                                                  | 2018             | 145 000 €           | - €         |                   |           | 30%                  | 43 500 €  | 0%                | 0 €       |                      |           | 30%               | 45 000 € | 0%                   | 0 €      |
| 3.6                   | Banville                                                        | 2019             | 12 840 €            | 12 840 €    | 50%               | 6 420 €   | 0%                   | 0 €       |                   |           |                      |           |                   |          |                      |          |
| 3.6                   | Banville                                                        | 2019             | 400 000 €           | 400 000 €   |                   |           | 30%                  | 120 000 € |                   |           |                      |           |                   |          |                      |          |
| 3.5                   | Essart Bavilliers                                               | 2015             | 50 000 €            | 50 000 €    |                   |           | 50%                  | 45 000 €  |                   |           |                      |           |                   |          |                      |          |
| 3.5                   | Essart Bavilliers                                               | 2016             | 150 000 €           | - €         |                   |           |                      |           | 30%               | 45 000 €  | 20%                  | 30 000 €  |                   |          |                      |          |
| 3.5                   | Essart Bavilliers                                               | 2017             | 150 000 €           | - €         |                   |           |                      |           |                   |           | 30%                  | 45 000 €  | 20%               | 30 000 € |                      |          |
| 3.5                   | Essart Bavilliers                                               | 2018             | 150 000 €           | - €         |                   |           |                      |           |                   |           |                      | 30%       | 45 000 €          | 20%      | 30 000 €             |          |
| 3.4                   | Bourgnone                                                       | 2014             | 87 573 €            | 87 573 €    | 50%               | 43 787 €  | 0%                   | 0 €       |                   |           |                      |           | 30%               | 45 000 € | 20%                  | 30 000 € |
| 3.4                   | Bourgnone                                                       | 2015             | 50 000 €            | 50 000 €    |                   |           | 30%                  | 15 000 €  | 20%               | 10 000 €  |                      |           |                   |          |                      |          |
| 3.4                   | Bourgnone                                                       | 2016             | 150 000 €           | 150 000 €   |                   |           |                      |           | 30%               | 45 000 €  | 20%                  | 30 000 €  |                   |          |                      |          |
| 3.4                   | Bourgnone                                                       | 2017             | 150 000 €           | 150 000 €   |                   |           |                      |           |                   |           | 30%                  | 45 000 €  | 20%               | 30 000 € |                      |          |
| 3.7                   | ANC                                                             | 2014             |                     |             |                   | 120 000 € |                      |           |                   |           |                      |           |                   |          |                      |          |
| 3.7                   | ANC                                                             | 2019             |                     |             |                   | 10 000 €  |                      |           |                   |           |                      |           |                   |          |                      |          |
| 3.7                   | ANC                                                             | 2015             |                     |             |                   |           | 120 000 €            |           |                   |           |                      |           |                   |          |                      |          |
| 3.7                   | ANC                                                             | 2016             |                     |             |                   |           | 10 000 €             |           |                   |           |                      |           |                   |          |                      |          |
| 3.7                   | ANC                                                             | 2018             |                     |             |                   |           |                      | 120 000 € |                   |           |                      |           |                   |          |                      |          |
| 3.7                   | ANC                                                             | 2016             |                     |             |                   |           |                      | 10 000 €  |                   |           |                      |           |                   |          |                      |          |
| 3.7                   | ANC                                                             | 2017             |                     |             |                   |           |                      |           | 120 000 €         |           |                      |           |                   |          |                      |          |
| 3.7                   | ANC                                                             | 2017             |                     |             |                   |           |                      |           |                   | 120 000 € |                      |           |                   |          |                      |          |
| 3.7                   | ANC                                                             | 2017             |                     |             |                   |           |                      |           |                   |           | 10 000 €             |           |                   |          |                      |          |
| 6.1                   | AEP Economies d'eau                                             | 2014             | 11 920 €            | 11 920 €    | 50%               | 5 960 €   | 0%                   | 0 €       |                   |           |                      |           |                   |          |                      |          |
| 6.1                   | AEP Economies d'eau                                             | 2015             | 30 000 €            | 30 000 €    |                   |           | 50%                  | 15 000 €  | 0%                | 0 €       |                      |           |                   |          |                      |          |
| 6.1                   | AEP Economies d'eau                                             | 2014             | 910 000 €           | 910 000 €   | 50%               | 455 000 € | 14%                  | 124 852 € |                   |           |                      |           |                   |          |                      |          |
| 6.1                   | AEP Economies d'eau                                             | 2015             | 1 000 000 €         | 1 000 000 € |                   |           | 50%                  | 500 000 € | 20%               | 200 000 € |                      |           |                   |          |                      |          |
| 6.1                   | AEP Economies d'eau                                             | 2016             | 1 200 000 €         | 1 200 000 € |                   |           |                      |           | 50%               | 600 000 € | 20%                  | 240 000 € |                   |          |                      |          |
| 6.1                   | AEP Economies d'eau                                             | 2017             | 1 500 000 €         | 1 500 000 € |                   |           |                      |           |                   | 50%       | 750 000 €            | 30%       | 450 000 €         |          |                      |          |
| 6.1                   | AEP Economies d'eau                                             | 2018             | 1 500 000 €         | 1 500 000 € |                   |           |                      |           |                   |           |                      | 50%       | 750 000 €         | 30%      | 450 000 €            |          |
| 6.1                   | AEP Economies d'eau                                             | 2015             | 75 000 €            | 75 000 €    |                   |           | 50%                  | 37 500 €  | 20%               | 15 000 €  |                      |           |                   |          |                      |          |
| 6.1                   | AEP Economies d'eau                                             | 2016             | 75 000 €            | 75 000 €    |                   |           |                      |           | 50%               | 37 500 €  | 20%                  | 15 000 €  |                   |          |                      |          |
| 6.1                   | AEP Economies d'eau                                             | 2017             | 75 000 €            | 75 000 €    |                   |           |                      |           |                   | 50%       | 37 500 €             | 30%       | 22 500 €          |          |                      |          |
| 6.1                   | AEP Economies d'eau                                             | 2018             | 75 000 €            | 75 000 €    |                   |           |                      |           |                   |           |                      | 50%       | 37 500 €          | 30%      | 22 500 €             |          |
| 6.2                   | AEP Economies d'eau                                             | 2015             | 30 000 €            |             |                   |           | 50%                  | 15 000 €  | 30%               | 9 000 €   |                      |           |                   |          |                      |          |





#### ANNEXE 4

Tronçons de cours d'eau classés en liste 2  
au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement

La Savoureuse du ruisseau du Verboté à l'Allan

L'Allan de la frontière au Doubs

## ANNEXE 5

Liste des ouvrages inscrits au Référentiel des Obstacles à l'Ecoulement (ROE) sur le territoire de la CAB susceptibles de faire l'objet de travaux de restauration de la continuité écologique des cours d'eau (circulation des poissons et du transit sédimentaire)

### Savoireuse

#### Sur la commune de Valdoie

- Seuil 100m à l'aval du nouveau pont (ROE 55862)
- Seuil entre les 2 ponts (ROE 15924)
- Seuil à 200m en amont de la confluence avec la Rosemontoise (ROE 55861)

#### Sur la commune de Belfort

- Seuil de l'Arsot (prise d'eau de l'étang des Forges, ROE 15925)
- Seuil de la passerelle des lettres (ROE 17252)
- Seuil de la passerelle des arts ou du théâtre (ROE 17251)
- Seuil du pont Denfert Rochereau (ROE 17250)
- Seuil de la passerelle Gambetta, en amont place de l'abattoir (ROE 17249)
- Seuil du pont Richelieu ou du pont de l'abattoir (ROE 17248)
- Seuil de la station d'épuration, en aval du magasin Leclerc (ROE 17246)

#### Sur la commune de Trévenans

- Seuil de la prise d'eau du canal usinier (ROE 15889)

### Autruche

#### Sur la commune de Roppe

- Seuil de la prise d'eau du canal du moulin (ROE 15867)

### Allaine

#### Sur la commune de Morvillars

- Seuil derrière le collège (ROE 15877)
- Seuil de la prise d'eau du canal de dérivation en amont du pont (ROE 15874)
- Ouvrages au niveau du canal de l'usine VMC (ROE 44965 et ROE 15873)

## ANNEXE 6

Liste des sites susceptibles de faire l'objet de travaux de  
La restauration physique des rivières sur le territoire de la CAB

Douce entre Bavilliers et Botans

### Savoireuse

sur la zone de captage de Sermamagny

dans la traversée de Belfort

entre Bermont et Trévenans

entre Andelnans et Sévenans

Rosemontoise à Eloie

Bourbeuse de Bourogne au canal du Rhône au Rhin

Allaine à Morvillars

ANNEXE 7

Fiches actions

### Restauration de la Savoureuse

(7.3) Ville de Belfort - Intégrer le rétablissement des transits piscicole et sédimentaire et la diversification des habitats dans le lit mineur dans le projet de création d'une promenade des berges de la Savoureuse

(8.3) Ville de Belfort - Engager les travaux de restauration de la Savoureuse avant la fin du contrat

(10.3) Ville de Belfort - Créer un Comité de Pilotage et un Comité Technique pour l'opération de restauration de la Savoureuse avec un représentant de l'Agence de l'Eau dans chacune de ces instances

#### Descriptif :

L'aménagement d'une promenade en bordure de la Savoureuse est un projet dont l'ambition se situe à la croisée des enjeux majeurs que sont l'intégration de la rivière à la ville, embellir ce qui est actuellement un chenal hydraulique et restaurer le cours d'eau, véritable infrastructure naturelle bleue qui marque le paysage de la ville.

La réflexion engagée marque également un tournant dans l'approche que la ville entretient avec sa rivière. En effet, les aménagements de la rivière, notamment sa chenalisation et son fractionnement par des barrages successifs, sont le produit des idées dominantes d'une époque qui visait à maîtriser les cours d'eau et leurs débits en zone urbaine. Il est vrai également que les épisodes de crues exerçaient une menace régulière contre laquelle fort logiquement Belfort, comme toutes les autres villes, tentait de se défendre. Cette défiance a ainsi marqué de son empreinte les aménagements de la rivière en ville. Par ailleurs, la Savoureuse présente un régime hydraulique particulier du fait de la proximité de sa source au Ballon d'Alsace. Ainsi, à Belfort, le débit peut varier brutalement. A titre d'exemple, le débit moyen mensuel, au niveau du pont Clémenceau, est inférieur à  $1 \text{ m}^3/\text{s}$  en août mais proche de  $8 \text{ m}^3/\text{s}$  en décembre. Elle est connue en revanche pour ses brusques montées lors des épisodes de crues où elle peut en quelques heures dépasser  $100 \text{ m}^3/\text{s}$ . Ces fluctuations tout au long de l'année rendent l'accessibilité du fond du lit de la Savoureuse saisonnier.

Depuis les lois cadre majeures dans le domaine de l'eau et surtout les lois issues du Grenelle de l'Environnement, les cours d'eau tels la Savoureuse sont désormais des infrastructures naturelles patrimoniales. Cette nouvelle approche vise non seulement à protéger, mais aussi à restaurer leur milieu. Sur la base d'un diagnostic hydro-morphologique réalisé en 2011, il apparaît que la Savoureuse présente aujourd'hui au centre ville les stigmates communément observés des travaux réalisés dans le droit fil des périodes précédentes. Ainsi, la Savoureuse offre un milieu qui est devenu largement artificiel, écologiquement appauvri. Cette situation, et notamment les fortes vitesses qui peuvent apparaître lors des crues, sont porteuses de dégradation des ouvrages (fondations des murs de quais, des ponts et des barrages). Mais au-delà de sa partie urbaine, l'ensemble de la rivière se dégrade : érosion des berges et du lit, rupture dans le transport des sédiments.

Tout projet d'aménagement doit donc se fonder sur une approche écologique très ambitieuse. Cette dernière vise à la fois le rétablissement de la continuité piscicole, l'amélioration de la qualité des milieux et la diversification des habitats. Sur cette base établie, le projet de cheminement rivulaire peut alors s'inscrire dans un cadre paysager à très haute valeur environnementale. Cette promenade pourrait s'étendre sur plus d'un kilomètre, du Pont du Magasin au Pont Richelieu, tout en intégrant des accroches urbaines aux cheminements et promenades existantes.

L'importance du projet et le nécessaire travail de construction de celui-ci par itération avec les concepteurs et différents intervenants décideurs (Etat et organismes publics compétents,



| Descriptif action                    | Année d'engagement | Montant du projet (€HT) | Subvention Agence   |      |                    | Bonus lié au contrat |                    |                                                                                                   |
|--------------------------------------|--------------------|-------------------------|---------------------|------|--------------------|----------------------|--------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                      |                    |                         | Assiette            | Taux | Montant            | Taux                 | Montant            | Contrepartie                                                                                      |
| Maîtrise d'œuvre missions techniques | 2015-2018          | 2 000 000 €             | 2000000             | 50%  | 1 000 000 €        | 30%                  | 600 000 €          | Demande déposé avant la mi-contrat                                                                |
| Investigations techniques            | 2015-2018          | 500 000 €               | 500000              | 50%  | 250 000 €          | 30%                  | 150 000 €          | Demande déposé avant la mi-contrat                                                                |
| Renaturation de la rivière           | 2018               | 5 000 000 €             | 5000000             | 80%  | 4 000 000 €        |                      |                    |                                                                                                   |
| Aménagement promenade urbaine        | 2018               | 4 000 000 €             | 4000000             | 0%   | 0 €                | 30%                  | 1 200 000 €        | Engagement des travaux visant à graser ou dégraser totalement ou partiellement 3 à 4 des 6 seuils |
|                                      |                    |                         |                     |      |                    |                      |                    |                                                                                                   |
| <b>TOTAL</b>                         |                    | <b>11 500 000 €</b>     | <b>11 500 000 €</b> |      | <b>5 250 000 €</b> |                      | <b>1 950 000 €</b> |                                                                                                   |

#### **Conditions d'attribution des aides de l'Agence**

Afin de consolider les résultats des études pilotées par la ville et d'assurer une concertation optimale, un comité de pilotage et un comité technique seront créés avec la participation de l'Agence de l'Eau aux deux instances.

Le taux d'aide de l'Agence pour l'aménagement de la promenade urbaine est de 30% dans la limite d'une enveloppe financière au plus équivalente de celle consacrée aux travaux de restauration de la rivière. Cette subvention sera versée en contrepartie de l'engagement des travaux visant à graser ou dégraser totalement ou partiellement 3 à 4 des 6 seuils présents sur la Savoureuse dans la traversée de Belfort. Ce niveau d'ambition sera conforté lors du bilan à mi-parcours au regard des résultats de l'étude lancée pour la création d'une promenade des berges de la Savoureuse.

Engagement des travaux avant la fin du contrat.

#### Zéro-Phyto

**(4.7) Ville de Belfort : Poursuivre la démarche qu'elle a initiée pour réduire l'usage des pesticides sur son territoire**

**(4.8) Ville de Belfort : Sensibiliser les particuliers à la réduction des produits phytosanitaires, notamment les jardiniers amateurs**

#### Descriptif :

La Ville de Belfort utilisait des produits phytosanitaires pour entretenir les trottoirs, la voirie, les espaces verts, les terrains de sports, les cimetières, etc. 200 litres de produits phytosanitaires étaient utilisés par an. Si l'utilisation de ces produits est bien maîtrisée, elle présente néanmoins des risques avérés pour l'environnement et la santé humaine. C'est pourquoi la Ville de Belfort a décidé de réduire progressivement, puis de supprimer l'utilisation de pesticides dans l'entretien des espaces publics. Toutefois, l'abandon des pesticides modifie les pratiques professionnelles des agents et le matériel utilisé. Les services municipaux doivent choisir d'autres méthodes et acquérir du matériel plus adapté. L'aménagement des espaces publics doit être repensé pour favoriser l'utilisation des techniques alternatives et/ou mieux intégrer la flore spontanée dans la ville. La population belfortaine doit être sensibilisée pour aussi accepter de voir quelques herbes sauvages.

Les enjeux sont très forts :

- **protection de la santé** des agents communaux (qui sont les premiers exposés à ces produits) et celle du public. L'utilisation des pesticides peut provoquer des troubles plus ou moins graves sur la santé
- **amélioration de la qualité de l'eau et de l'environnement**, et de diminuer les coûts de potabilisation de l'eau potable. A ce titre, la position en tête de bassin versant donne une responsabilité forte.
- **respect de la biodiversité** (faune et flore). Les produits phytosanitaires sont régulièrement pointés en ce qui concerne la mortalité des insectes pollinisateurs.
- **diffusion de pratiques innovantes et durables**
- **exemplarité** des collectivités locales auprès de la population, pour inciter les habitants de Belfort à rejoindre cet objectif ambitieux

| Descriptif action                              | Année d'engagement | Montant du projet (€HT) | Subvention Agence |      |                  | Bonus lié au contrat |            |
|------------------------------------------------|--------------------|-------------------------|-------------------|------|------------------|----------------------|------------|
|                                                |                    |                         | Assiette          | Taux | Montant          | Taux                 | Montant    |
| Animation démarche                             | 2015-2018          | 35 000 €                | 35000             | 80%  | 28 000 €         |                      | 0 €        |
| Acquisition de matériel spécifique             | 2015-2018          | 400 000 €               | 400000            | 80%  | 320 000 €        |                      | 0 €        |
| Communication grand-public + jardins familiaux | 2015-2018          | 15 000 €                | 15000             | 80%  | 12 000 €         |                      | 0 €        |
|                                                |                    |                         |                   |      |                  |                      |            |
|                                                |                    |                         |                   |      |                  |                      |            |
| <b>TOTAL</b>                                   |                    | <b>450 000 €</b>        | <b>450 000 €</b>  |      | <b>360 000 €</b> |                      | <b>0 €</b> |

#### Conditions d'attribution des aides de l'Agence

Les investissements effectués par les collectivités doivent être précédés d'un plan de gestion alternatif à l'usage des pesticides et accompagnés d'une communication destinée aux jardiniers amateurs et aux habitants.

**Valorisation des eaux pluviales sur le BV de la Savoureuse**

**(6.5) Ville de Belfort - Mettre en place un plan d'alimentation en eau pluviale pour l'arrosage des espaces verts et le nettoyage des voiries**

**Descriptif :**

La gestion quantitative des cours d'eau est une des priorités nationales. Ainsi, le Grenelle de l'environnement demande à tous les usagers de diminuer de 20% leur consommation d'eau d'ici 2020. Cette objectif est particulièrement prégnant à BELFORT puisqu'en cas d'étiage sévère de la Savoureuse, la Communauté de l'Agglomération Belfortaine est obligée de limiter le pompage de l'eau. De plus, la sécheresse de l'année 2011 a montré la fragilité de l'activité de la VILLE DE BELFORT au manque d'eau. Suite à la prise d'arrêtés préfectoraux limitant, puis Interdisant, l'arrosage à partir d'eau potable, la production florale a été en partie perdue. La Ville de BELFORT se fixe comme objectif l'alimentation en eau pluviale des engins de l'atelier propreté 6 à 8 mois par an, ainsi que l'arrosage des espaces verts de la ville. Pour ce faire, un plan d'actions permettant l'équipement de 11 bâtiments municipaux avec des cuves de récupération d'eau de pluie a été arrêté.

| Descriptif action                  | Année d'engagement | Montant du projet (€HT) | Subvention Agence |      |                  | Bonus lié au contrat |            |              |
|------------------------------------|--------------------|-------------------------|-------------------|------|------------------|----------------------|------------|--------------|
|                                    |                    |                         | Assiette          | Taux | Montant          | Taux                 | Montant    | Contrepartie |
| Equipement des bâtiments communaux | 2015-2018          | 400 000 €               | 400 000 €         | 50%  | 200 000 €        |                      |            |              |
|                                    |                    |                         |                   |      |                  |                      |            |              |
|                                    |                    |                         |                   |      |                  |                      |            |              |
| <b>TOTAL</b>                       |                    | <b>400 000 €</b>        | <b>400 000 €</b>  |      | <b>200 000 €</b> |                      | <b>0 €</b> |              |

**Conditions d'attribution des aides de l'Agence**

## ANNEXE 8

Exemple de financement couplant subvention et avance remboursable

### Opération de réhabilitation des réseaux d'eau potable

Montant de l'assiette de l'opération = 1 000 000 €

Taux d'aide de l'Agence = 70%

Transformation de 3% de subvention en avance remboursable pour un coefficient de transformation de 10 (coefficient observé en 2014).

Subvention de 670 000 € (67% de 1 000 000 €)

+ avance remboursable sur 10 ans de 300 000 € (3% x 10 = 30% de 1 000 000 €)

Le montant total de l'aide de l'Agence (subvention + avance) doit être au plus égal au montant de l'assiette de l'opération.

$670\,000\text{ €} + 300\,000\text{ €} = 970\,000\text{ €} \leq 1\,000\,000\text{ €}$

### Bassin d'orage de Châtenois-les-Forges

Montant de l'assiette de l'opération = 1 020 000 €

Coût plafond pour 1 000 m<sup>3</sup> = 1 000 000 €

Taux d'aide de l'Agence = 50%

Transformation de 5% de subvention en avance remboursable pour un coefficient de transformation de 10 (coefficient observé en 2014).

Subvention de 450 000 € (45% de 1 000 000 €)

+ avance remboursable sur 10 ans de 500 000 € (5% x 10 = 50% de 1 000 000 €)

Le montant total de l'aide de l'Agence (subvention + avance) doit être au plus égal au montant de l'assiette de l'opération.

$450\,000\text{ €} + 500\,000\text{ €} = 950\,000\text{ €} \leq 1\,000\,000\text{ €}$

## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-81

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

Présentation d'un  
successeur pour un  
emplacement d'abonné  
sur les marchés

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DERROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

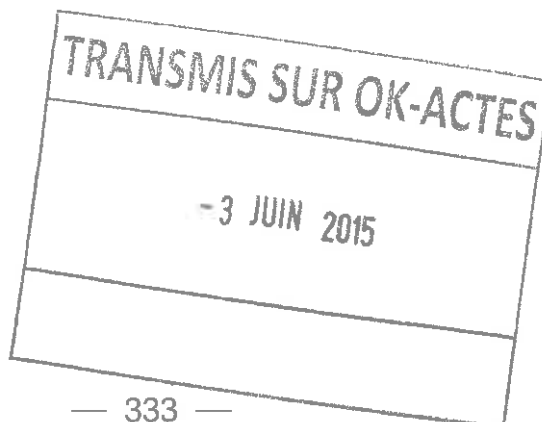
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.





Direction du Domaine Public

## DELIBERATION

de Mme Florence BESANCENOT, Adjointe

---

Références  
Mots clés  
Code matière

FB/DM/LR/CA - 15-81  
Régie  
3.5

Objet

**Présentation d'un successeur pour un emplacement d'abonné sur les marchés**

La loi n° 2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises offre une nouvelle possibilité pour un commerçant abonné sur les marchés de présenter un successeur, alors que la transmission d'un emplacement fixe n'était, jusqu'ici, permise qu'aux conjoints, ascendants, descendants directs ou employés. Cette présentation est possible, à condition que le successeur rachète le fonds et soit inscrit au registre du commerce.

La loi précise que le Conseil Municipal doit se prononcer sur l'ancienneté, limitée à 3 ans, nécessaire aux abonnés pour pouvoir bénéficier de ce dispositif.

L'avis de la Commission Paritaire des Halles et Marchés a été sollicité lors de sa réunion du 28 janvier 2015, et l'ensemble des représentants des organisations professionnelles et des commerçants syndiqués s'est montré favorable à fixer cette durée à 3 ans, soit la durée maximale permise par la loi.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 41 voix pour et 1 contre (M. Marc ARCHAMBAULT),

*(Mme Isabelle LOPEZ ne prend pas part au vote),*


**APPROUVE** la durée de 3 ans représentant le temps d'inscription et d'exercice d'un commerçant abonné sur les marchés.



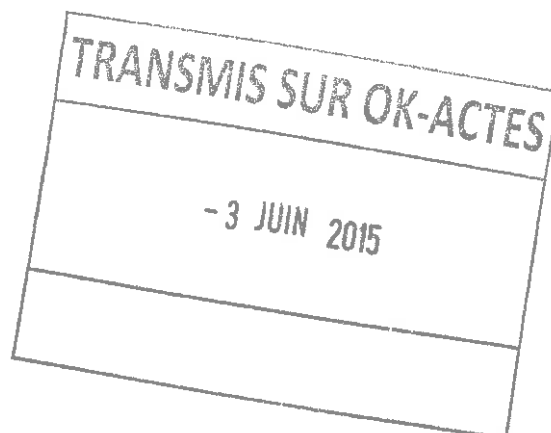
Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération,  
le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à  
l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire  
l'objet d'un recours devant  
la juridiction administrative  
dans le délai de deux mois  
à compter de sa publication  
ou de son affichage



Thierry CHIPOT



## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-82

Flocage des vitrines des  
commerçants avenue  
Jean Jaurès

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

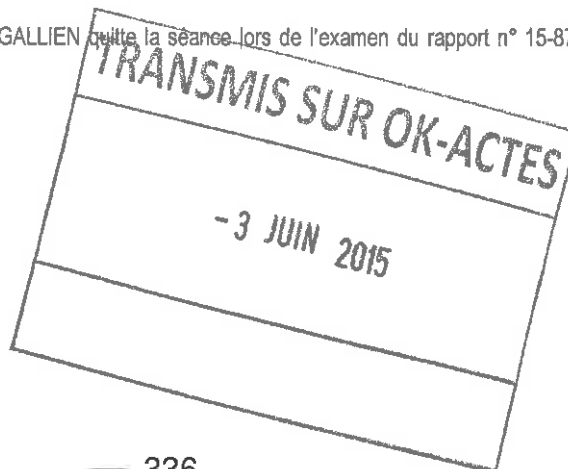
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.





Direction du Développement et de l'Aménagement

## **DELIBERATION**

de Mme Florence BESANCENOT, Adjointe

---

Références  
Mots clés  
Code matière

FB/TC/PC/NM - 15-82  
Commerce  
8.5

**Objet**

**Flocage des vitrines des commerçants avenue Jean Jaurès**

La Ville de Belfort souhaite dynamiser le commerce de centre-ville à travers plusieurs actions d'animations, de structuration et d'embellissement.

Concernant cette dernière finalité, le nombre de commerces vacants péjore le ressenti des chalands, en particulier dans les grandes avenues, où celui-ci est plus visible.

Aussi, la Ville de Belfort souhaite déployer, avec les propriétaires de commerces vacants qui le souhaitent, l'habillage des cellules par une vitrophanie à finalité d'information, de valorisation de notre patrimoine et d'embellissement de la façade.

Une première étape consistera à habiller les commerces de l'avenue Jean Jaurès. En effet, cette avenue n'a pas été prise en compte ces dernières années en termes de dynamisation du commerce.

Une vingtaine de commerces pourrait ainsi faire l'objet de cet habillage, dans le cadre d'une enveloppe de 15 000 € dédiée à cette action.

L'agence de communication belfortaine Elephant, qui a obtenu le marché public, a créé plusieurs visuels et s'occupera de leur impression, de leur pose et de leur enlèvement sur les vitrines des commerces volontaires.

Les propriétaires des vitrines pourront choisir un trompe-l'œil avec ou sans bandeau informant que le local est à céder et indiquant leurs coordonnées.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

**PREND ACTE** de l'opération présentée.

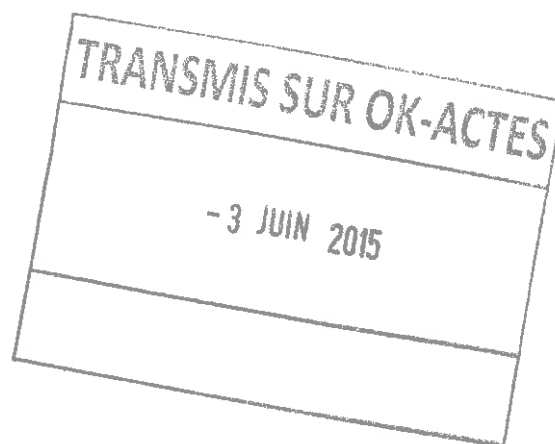
Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage



Thierry CHIPOT



## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-83

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

Aménagement de la  
Maison de Quartier  
Centre Ville

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

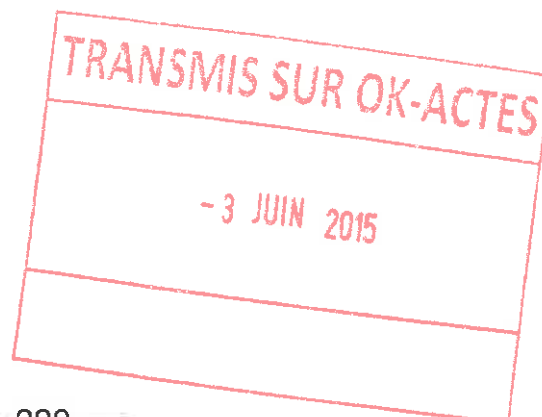
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.





Direction des Services Techniques  
Service Maintenance Bâtiments

## DELIBERATION

de Mme Marie-Hélène IVOL et de M. Jean-Marie HERZOG,  
Adjoint

Références  
Mots clés  
Code matière

MHI/JMH/JP/CWP - 15-83  
Maintenance  
8.5

Objet

### Aménagement de la Maison de Quartier Centre Ville

Dans le cadre du développement de ses activités, la Maison de Quartier Centre Ville souhaite un agrandissement de ses locaux. Il s'agit notamment de donner une nouvelle dimension à la cuisine afin que celle-ci puisse servir à des ateliers pédagogiques multi-générationnels, de créer une nouvelle salle d'activité, d'assurer des accès directs au jardin et d'améliorer le confort et le fonctionnement des deux salles principales existantes.

Parallèlement aux contraintes d'usage, il convenait :

- d'améliorer la performance énergétique du bâtiment en individualisant l'installation de chauffage, en intégrant un système de régulation et en adaptant le système de ventilation,
- de finaliser la mise en accessibilité globale du site,
- de créer un espace de rangement adapté,
- d'améliorer l'éclairage des abords,
- d'intégrer une nouvelle issue de secours pour tenir compte des nouveaux effectifs déclarés,
- de renforcer le réseau électrique et les puissances installées pour permettre les activités extérieures.

Cet aménagement nécessite globalement l'extension de 127 m<sup>2</sup> correspondant à 92 m<sup>2</sup> pour la salle d'activités et 35 m<sup>2</sup> pour la cuisine qui peut parfaitement s'intégrer conformément au PLU sur la façade Sud (voir pièces jointes au présent rapport).

Une équipe de maîtrise d'œuvre composée d'un architecte (M. Jean Louis VADAM) et de bureaux techniques spécialisés (BEJ et ENEBAT) a été retenue pour mener à bien cette opération.

Lors de réunions de concertation avec l'association et les usagers, ces derniers ont fait part de leurs attentes concernant les équipements à intégrer dans la cuisine et leur souhait de pouvoir mutualiser les 2 salles d'activités existantes.

A ce stade, l'ensemble des demandes ont pu être intégrées au projet permettant d'acter définitivement les travaux à réaliser.

Le montant total des travaux au stade APD est de 597 600 euros TTC, auquel il convient d'ajouter l'ensemble des dépenses (honoraires de maîtrise d'œuvre, des bureaux de contrôles, équipements etc....).

Sur ces bases, l'enveloppe globale de l'opération est estimée à **680 000 euros TTC valeur mai 2015**.

Pour permettre le lancement de cette opération, 250 000 euros ont été votés au Budget Primitif 2015. Il conviendra donc de voter 150 000 euros au Budget Supplémentaire 2015 en fonction de l'avancement des travaux et d'inscrire le solde au prochain Budget Primitif 2016.

Sur la base de ces éléments et après validation du permis de construire, les travaux débuteront au mois d'août en coordination avec les activités de la maison de quartier. La durée globale du chantier est estimée à 6 mois ce qui permettra une livraison prévisionnelle de cette extension en février 2016.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

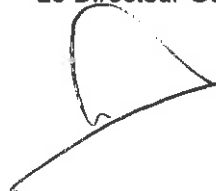
Par 42 voix pour et 1 contre (M. Marc ARCHAMBAULT),

**APPROUVE** ce projet tel qu'il vient d'être présenté.

**VALIDE** les inscriptions budgétaires à venir.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,



Thierry CHIPOT



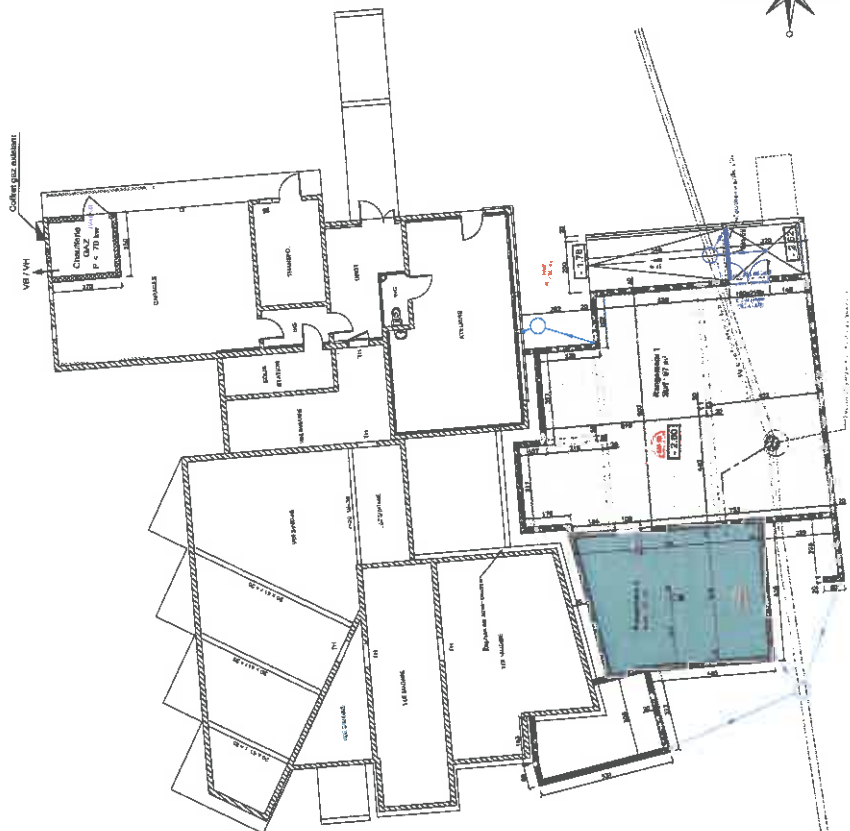
La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

**TRANSMIS SUR OK-ACTES**  
**- 3 JUIN 2015**

Objet : Aménagement de la Maison de Quartier Centre Ville







**MAITRE D'OUVRAGE**

**Ville de BELFORT**  
 place d'armes  
 90020 BELFORT CEDEX  
 tél : 03 84 54 24 24  
 fax : 03 84 21 71 71

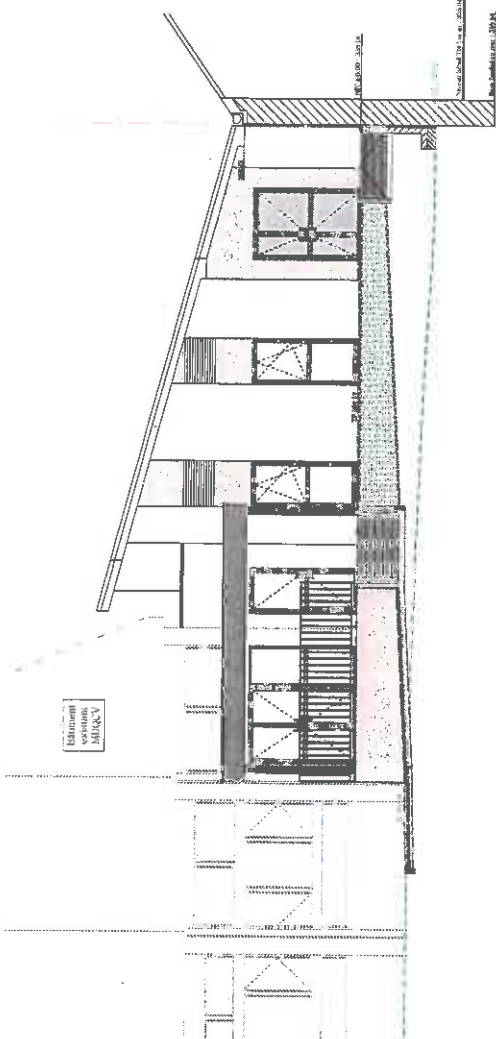


**Aménagement de la**  
**Maison de Quartier Centre Ville**  
 39 Faubourg de Montbéliard - 90000 Belfort  
**Plans**  
**Rez de JARDIN**

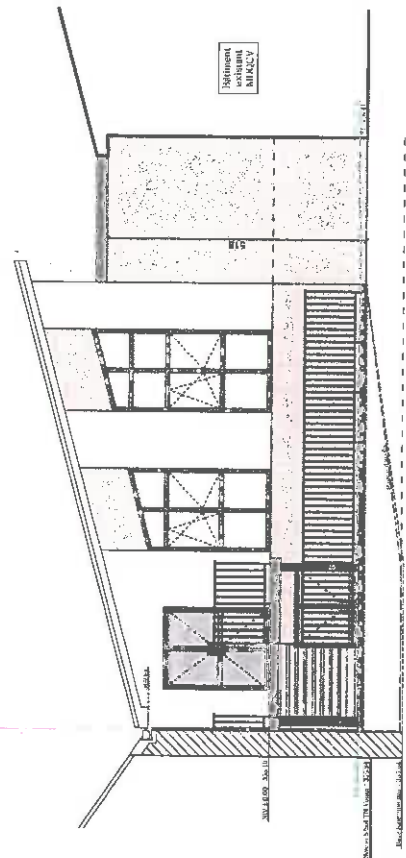
**MAITRISE D'OEUVRE**

B.E.J. S&S  
 10 rue de la République  
 90000 Belfort  
 Tél : 03 84 21 71 71  
 Fax : 03 84 21 71 71

| Responsable/Projeteur | APS     | Date     | Indice | Modifications |
|-----------------------|---------|----------|--------|---------------|
| J.S. / D.V. / R.J.    |         | 15-02-16 | 0      | Original      |
| Code                  | N° Plan | 15-02-16 | A      | APS V0        |
| 03/01/2015            | 1/100   | 16-02-16 | B      | APS V1        |
|                       |         | 16-04-16 | C      | APD           |
|                       |         |          | D      |               |



Ouest



Est

**MAITRE D'OUVRAGE**

Ville de BELFORT  
place d'armes  
90020 BELFORT CEDEX  
tel : 03 84 84 24 24  
fax : 03 84 21 71 71



**Aménagement de la  
Maison de Quartier Centre Ville  
Façades**

39 Faubourg de Montbéliard - 90000 Belfort

**MAITRISE D'OEUVRE**



| Responsable/Projeteur<br>JB / DY / RJ | APD                | Date     | Indice | Modifications |
|---------------------------------------|--------------------|----------|--------|---------------|
|                                       |                    | 02-02-15 | 0      | Original      |
|                                       | N° Plan            | 15-02-15 | A      | APS V0        |
|                                       | Echelle            | 20-02-15 | B      | APS V1        |
|                                       | Nombre de feuilles | 20-04-15 | C      | APD           |
|                                       | Feuille n°         |          | D      |               |

## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-84

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

Urbanisation du quartier  
du Mont – Présentation  
du projet de l'équipe  
lauréate du concours  
d'urbanisation

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 3 JUIN 2015



Direction Générale des Services Techniques

## DELIBERATION

de M. Jean-Marie HERZOG, Adjoint

---

Références  
Mots clés  
Code matière

JMH/CJP/CJ - 15-84  
Urbanisme  
2.1

Objet

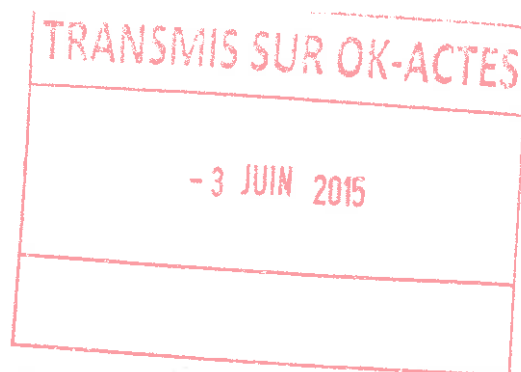
**Urbanisation du quartier du Mont - Présentation du projet de l'équipe lauréate du concours d'urbanisation**

Lors de notre arrivée aux responsabilités, nous avons décidé de reprendre le projet de quartier situé sur les anciens jardins ouvriers du Mont sur des bases nouvelles. Rappelons que ce terrain, d'environ 3 ha, situé en milieu urbain, bénéficie d'une situation géographique privilégiée ; son orientation et ses vues sont remarquables. Nous estimons, par ailleurs, que le segment de la maison haut de gamme, que l'on voit se développer dans la périphérie de Belfort, doit pouvoir s'implanter dans la ville. Par conséquent, l'ambition de permettre à des familles de venir s'installer à Belfort et de pouvoir construire dans ce nouveau quartier de belles maisons est totalement cohérente et justifiée.

Au plan opérationnel, les emprises foncières du projet sont situées dans le périmètre de la ZAC du Techn'hom que réalise la CAB. L'aménageur est la SODEB qui, de ce fait, met en œuvre les procédures d'étude et d'aménagement. Pour sa réalisation, une nouvelle équipe d'Architectes Urbanistes Conseils a été désignée, il s'agit du groupement TRAIT VERT d'Asnières (92), paysagiste urbaniste, associée à CITY GREEN, concepteur urbain de Belfort.

Pour relancer le travail de conception du quartier, les objectifs principaux de la Ville ont été formalisés ainsi :

- être en mesure d'offrir des parcelles de dimension confortable et une structure urbaine compatible avec la qualité de vie et la tranquillité recherchée par ces acquéreurs ; aussi, il a été fixé un minimum de 30 parcelles, de l'ordre de 6,5 ares,
- proposer un schéma parcellaire s'intégrant harmonieusement avec l'urbanisation environnante, préservant les arbres majestueux du site classé en EBC et favorisant la réalisation de maisons aptes aux exigences réglementaires thermiques exigeantes,
- intégrer une bande d'une largeur équivalente à une rue, située à l'arrière des 4 maisons existantes de l'avenue de la Ferme, afin de maintenir leur tranquillité actuelle.



Le projet proposé par l'équipe retenue est celui qui répond le mieux à nos objectifs ; la note de présentation jointe vous permet d'apprécier la qualité du travail proposé. Le plan et les vues sont, à ce stade, une approche de concours qui devra être approfondie lors des phases d'étude de réalisation qui vont s'engager à présent.

L'urbanisation proposée compose parfaitement avec la déclivité du site et se distribue par des voies en impasse et un réseau de cheminements doux maillés, reliant notamment l'avenue de la Ferme et la rue Léon Bourgeois. L'approche environnementale est soignée, les espaces paysagers intègrent des noues qui vont faciliter la rétention des eaux de ruissellement ; une coulée verte en bordure des grands arbres qui sont protégés apportera une touche très qualitative au quartier.

De façon synthétique, ce projet offre 31 parcelles. La proposition de maisons en bande ou petits immeubles situés au carrefour Via des Morts et rue Léon Bourgeois serait retravaillée pour soigner l'entrée par ce côté du quartier. Il peut être, par ailleurs, intéressant de donner de la souplesse au projet et de permettre la construction d'un ou deux petits immeubles le long de la rue Léon Bourgeois.

Le plan retravaillé fera l'objet d'une présentation aux riverains en Conseil de Quartier ; nous tiendrons compte des avis exprimés. Ainsi, nous proposerons aux riverains de l'avenue de la Ferme qui le désirent la possibilité d'étendre leur parcelle pour se donner un peu d'aise et de tranquillité.

L'affinage des études du projet va permettre de préciser les prestations techniques et le bilan économique global, sachant que les espaces publics et la viabilisation sont évalués à une dépense de l'ordre de 2,5 M € HT.

Une modification du PLU sera par ailleurs nécessaire pour adapter notre réglementation au projet, en vue de permettre les premières commercialisations de parcelles au premier semestre 2016.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

**PREND ACTE** des éléments présentés.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

Thierry CHIPOT



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage



# RAPPORT DE PRESENTATION



TECHNOM - BELFORT - Quartier du Mont - Conception urbaine et paysagère d'une zone d'habitat individuel



**SODEB**

L2-Juridon 1  
1, Avenue de la Gare TGV  
CS 20001  
90400 MERCOUX

Capitaine de la Vallée - 10101



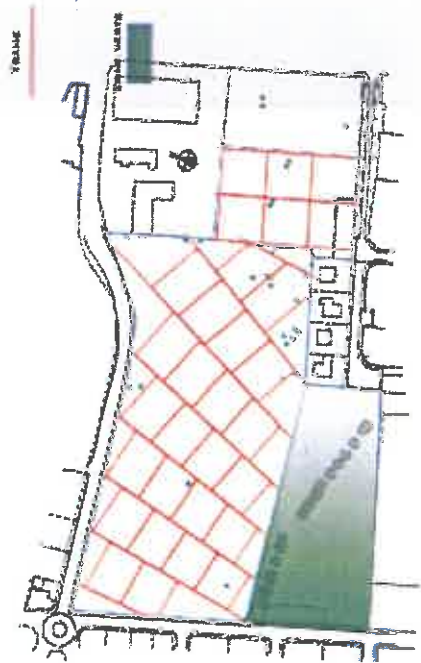
30, rue Bazart  
92000 ASNIERES  
Tél. 01 41 11 80 11  
www.traitvert.fr

**CITY GREEN**  
URBAN AND RURAL CONCEPT  
7, Quai de Metz  
90000 BELFORT  
Tél. 03 84 28 28 88

11/12/2014 12:04



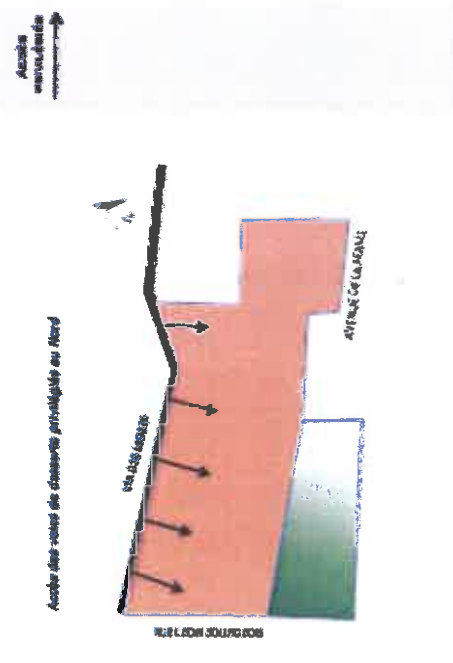
Etat phase 5



Phase 6 : Fragmentation systématique des îlots parcellaires



Accès des voies de desserte interne suivant étude analyse urbaine



Phase 7 : les voies de desserte de chaque îlot avec les accès concentrés au Nord







PERSPECTIVES D'AMBIANCE

Depuis le haut de la Via des Morts 2.13



VUE D'AMBIANCE 1 / VIA DES MORTS

ARCHITECTURE

Qualitest

CITY GREEN

PERSPECTIVES D'AMBIANCE

*Depuis la Coulee verte 214*



VUE D'AMBIANCE 2 / COULEE VERTE

 Citilvert CITY GREEN  
L'AMBIANCE VERTE

## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-85

Infiltrations parking  
Plumeré, place de  
la Commune

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

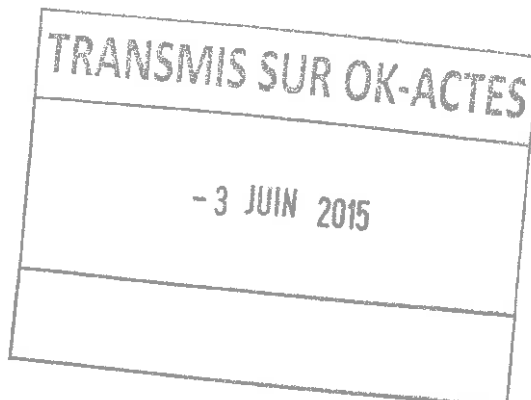
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.





Service Maintenance

## DELIBERATION

de M. Jean-Marie HERZOG, Adjoint

---

Références  
Mots clés  
Code matière

JMH/JP/CWP - 15-85  
Maintenance  
8.3

Objet

**Infiltrations parking Plumeré, place de la Commune**

Le parking Plumeré a été aménagé sous un ensemble immobilier et sous la place de la Commune en 1983/1984 par la SAMIBEL. Ce parking privé est actuellement géré par LION IMMOBILIER et fait l'objet de nombreuses réclamations en raison des infiltrations d'eau et des dégâts occasionnés sur les véhicules stationnés.

Depuis plusieurs années, des expertises et des réunions sur place se sont succédé, mais seules des mesures conservatrices ont pu être mises en œuvre par la copropriété (goulottes au plafond pour guider l'eau).

### 1) HISTORIQUE

En mars 1983, la SAMIBEL a acquis un ensemble de terrains situés sur la ZAC GERARD, dans le but d'aménager :

- un ensemble immobilier à usage de parc de stationnement, caves et réserves en sous-sol et de commerces, bureaux et habitations en surface,
- des voies et allées de circulations piétonnières et des galeries marchandes situées en partie dans l'ensemble immobilier précédent.

Des échanges de courriers entre la SOGEST, syndic de copropriété du passage de France, et la Ville de Belfort ont eu lieu dès 1991, afin de signaler des désordres importants dus à des entrées d'eau dans le parking.

Suite à différentes réunions sur place et entrevues, il a été décidé, conjointement, de lancer une étude spécifique (voir cahier des charges en pièce jointe) permettant d'établir le diagnostic complet de l'étanchéité, d'investiguer les causes des infiltrations et de chiffrer différents scénarii de rénovation, afin de dégager les différentes responsabilités.

## 2) ETUDE

Cette étude a pour objectifs de dresser un état technique de la situation, des causes et proposer des solutions réparatrices, afin :

- de réaliser des plans précis avec coupes transversales afin de bien apprécier la zone objet des pathologies rencontrées, de comprendre les divisions, notamment en volume, et les propriétés de chacun des protagonistes, afin de visualiser correctement la naissance et les origines des infiltrations,
- d'affiner le diagnostic technique sur les infiltrations,
- de réaliser les éventuels sondages, carottages... et autres investigations nécessaires afin de déterminer les origines des infiltrations, tout en prenant soin de tenir compte des contraintes de gestion du site et d'assurer les remises en état,
- d'établir un diagnostic complet de l'état de l'étanchéité et de la dalle supérieure du parking (état structurel),
- de proposer des solutions techniques permettant de résorber les infiltrations dans le parking (plusieurs scénarii possibles),
- de fournir les plans et schémas et un diagnostic complet,
- de réaliser un premier chiffrage approximatif des travaux nécessaires pour les différents scénarii intégrant, si nécessaire, un nouvel aménagement de la zone, en tenant compte des contraintes structurelles, de sécurité et d'usage,
- de procéder à l'étude des documents contractuels impliquant les parties, et présenter une synthèse de l'attribution des ouvrages et des causes entre les parties,
- d'évaluer et de proposer une attribution des frais de réparation entre les parties pour chacun des scénarii techniques étudiés en relation avec l'analyse juridique.

## 3) SUITE A DONNER

En cas d'accord des deux parties suivant la convention jointe, l'étude prévue par le cahier des charges sera financée suivant la répartition suivante :

- à la charge de la Copropriété jusqu'à hauteur de 5 000 euros HT,
- le solde du montant de l'étude à la charge de la Ville de Belfort.

A ce stade, et avant consultation, le montant des honoraires est estimé entre 10 000 euros et 20 000 euros.

La consultation pourrait intervenir dès le mois de juin, afin de notifier le marché courant juillet 2015.

Le délai global de cette étude étant de 6 mois, un rapport d'aide à la décision pourrait être disponible dès le mois de janvier 2016.



LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 37 voix pour, 1 contre (M. Marc ARCHAMBAULT) et 2 abstentions (Mme Samia JABER, M. Leouahdi Selim GUEMAZI),


*(Mme Jacqueline GUIOT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT ne prennent pas part au vote),*

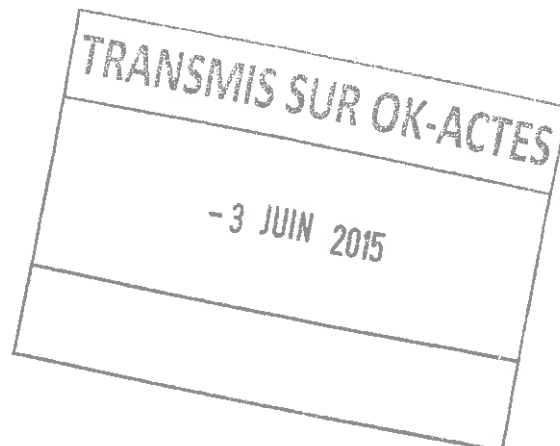
**AUTORISE** M. le Maire à lancer cette étude et à signer la convention présentée, avec le syndic de copropriété.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

  
Thierry CHIPOT



## CONVENTION

Entre :

- La Commune de Belfort, représentée par son Maire en exercice, M. Damien MESLOT, autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal en date du 28 mai 2015,

d'une part,

Et :

- LION IMMOBILIER, représenté par son Directeur, M. Maxime JUNGO, syndic assurant la gestion de la copropriété du passage de France, sise rue Plumeré, ci-après dénommée « la Copropriété »,

d'autre part,

### PREAMBULE

En mars 1983, la SAMIBEL a acquis un ensemble de terrains situés sur la ZAC GERARD, dans le but d'aménager :

- un ensemble immobilier à usage de parc de stationnement, caves et réserves en sous-sol et de commerces, bureaux et habitations en surface,
- des voies et allées de circulations piétonnières et des galeries marchandes situées en partie dans l'ensemble immobilier précédent.

Des échanges de courriers entre la SOGEST, syndic de copropriété du passage de France, et la Ville de Belfort ont eu lieu dès 1991, afin de signaler des désordres importants dus à des entrées d'eau dans le parking.

Suite à différents échanges et réunions sur place, il a été décidé conjointement de lancer une étude spécifique (voir cahier des charges en pièce jointe), permettant d'établir le diagnostic complet de l'étanchéité, d'investiguer les causes des infiltrations et de chiffrer différents scénarii de rénovation.

La présente convention propose le lancement de cette étude et la répartition de ses coûts.

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit :

#### ARTICLE 1 – Objet, désignation

La copropriété autorise la Ville de Belfort à lancer une étude de diagnostic complet sur l'étanchéité de l'ouvrage, comprenant des sondages, des inspections visuelles... sur le domaine public et dans le parking appartenant à la copropriété. La mission comporte également une analyse des limites de propriété de chacune des parties, ainsi qu'une proposition de répartition des réparations à mettre en œuvre et une estimation des solutions de réparation des désordres.

La Ville de Belfort aura en charge la rédaction du CCTP (ci-joint), la publication des offres, l'analyse et le choix du prestataire en lien avec le Conseil Syndical. Le suivi de cette mission d'étude sera réalisé par la Ville de BELFORT. La Copropriété s'engage à autoriser toutes les interventions nécessaires pour réaliser cette étude dans les meilleures conditions

La Ville de Belfort s'engage à présenter la restitution complète de l'étude et à transmettre à la copropriété l'ensemble des pièces écrites produites par le prestataire.

## **ARTICLE 2 – Nature des interventions**

Le prestataire pourra pénétrer dans les lieux et procéder à tous les relevés utiles dans le cadre de sa mission, conformément au CCTP joint à la présente convention. Il pourra, en outre, réaliser des essais destructifs ponctuels. Dans tous les cas, une réfection à l'identique sera prévue dans la zone d'intervention dans les plus brefs délais.

A sa demande, chaque partie devra lui remettre les documents descriptifs nécessaires et utiles, comme notamment les plans, les actes, les audits...

La copropriété et la Ville de Belfort s'engagent à autoriser toutes les interventions sur leurs domaines respectifs dans les conditions décrites dans le CCTP et dans la présente convention. En cas d'intervention complémentaire non mentionnée dans le CCTP et nécessaire pour la poursuite des études, le prestataire devra impérativement faire une demande écrite au propriétaire concerné pour obtenir son accord formel.

Lors des interventions, le prestataire prendra toutes dispositions pour se prémunir des risques liés aux travaux entrepris en conformité avec les règles applicables en la matière et en prémunir la Ville de Belfort et la copropriété, notamment en ce qui concerne la sécurité des usagers circulant ou travaillant dans les abords immédiats à quelque titre que ce soit.

## **ARTICLE 3 : DUREE – COMITE de SUIVI**

La présente convention entre en vigueur au jour de sa signature.

Elle restera valable pendant la durée de la mission de maîtrise d'œuvre correspondant au CCTP ci-joint. La convention prendra fin à la réception finale de l'étude et au paiement des factures et décomptes finaux.

Un procès verbal entérinera la fin de la présente convention et devra nécessairement être signé entre les deux parties.

Les parties instaurent un comité de suivi permettant à chacun d'être informé de l'avancement de la mission. Il est composé de représentants de la copropriété, du syndic et de la Ville de Belfort. Il se réunira en tant que de besoin, au moins deux fois, à l'issue du diagnostic et à la remise finale des éléments.

## **ARTICLE 4 : CONDITIONS FINANCIERES**

L'étude prévue par le CCTP joint à la présente convention sera financée suivant la répartition suivante :

- à la charge de la Copropriété jusqu'à hauteur de 5 000 euros HT,
- le solde du montant de l'étude à la charge de la Ville de Belfort.

La Ville de Belfort, en tant que responsable du suivi des travaux (Article 1 de la présente convention), aura la charge du paiement de toutes les factures de la présente étude et émettra un décompte à l'issue de la mission à l'intention de la copropriété reprenant l'ensemble des frais liés à cette mission suivant la clé de répartition indiquée ci-dessus et à hauteur de 5 000 euros HT maximum. Le reste sera intégralement à la charge de la Ville de Belfort

#### **ARTICLE 5 : RESILIATION**

La résiliation de la présente convention pourra intervenir en cas de non-respect par l'une des parties des engagements souscrits par la présente convention. Celle-ci pourra être résiliée, après justification d'une tentative de conciliation, de plein droit, dans un délai d'un mois, sauf clause contraire, suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse, valant mise en demeure d'exécuter dans ses termes ladite convention restée sans effet.

#### **ARTICLE 6 : BONNE FOI**

Les parties conviennent d'exécuter leurs obligations avec une parfaite bonne foi.

#### **ARTICLE 7 : DROIT APPLICABLE**

La présente convention est régie par le droit français.

Les parties conviennent de tenter de régler à l'amiable tout litige, toute difficulté ou contestation qui s'élèveraient à l'occasion de la validité, l'interprétation ou l'exécution de la présente convention.

En cas d'impossibilité de règlement à l'amiable, le différend sera porté devant le Tribunal compétent.

#### **ARTICLE 8 : MODIFICATION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant express.

Fait à Belfort, le

Pour la Ville de Belfort,  
Le Maire,

Pour Lion Immobilier,

Damien MESLOT

Maxime JUNGO



## **MARCHES PUBLICS DE PRESTATION INTELECTUELLE**

**VILLE DE BELFORT**  
**Service Maintenance des Infrastructures**  
Hôtel de Ville et de la Communauté  
d'Agglomération  
Place d'Armes  
90020 BELFORT Cedex

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

**DIAGNOSTIC DE L'ETANCHEITE DE LA PLACE DE LA  
COMMUNE ET DEFINITION DES MESURES A PRENDRE EN  
COMPTE**

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

## SOMMAIRE

|                                                  |          |
|--------------------------------------------------|----------|
| <b>1. CONTEXTE</b>                               | <b>3</b> |
| <b>1.1 CONTEXTE FONCIER</b>                      | <b>3</b> |
| <b>1.2 DESORDRES EN COURS</b>                    | <b>3</b> |
| <b>1.3 PREMIERES INVESTIGATIONS REALISEES</b>    | <b>4</b> |
| <b>2. DESCRIPTION DE LA PRESTATION</b>           | <b>5</b> |
| <b>2.1 OBJECTIFS</b>                             | <b>5</b> |
| <b>2.2 NATURE DES ETUDES A REALISER</b>          | <b>5</b> |
| <b>2.3 DETERMINATION DES SCENARII DE TRAVAUX</b> | <b>6</b> |
| <b>3. DONNEES DISPONIBLES</b>                    | <b>7</b> |
| <b>4. ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE</b>  | <b>7</b> |

## 1. CONTEXTE

### 1.1 Contexte foncier

En mars 1983, la SAMIBEL a acquis un ensemble de terrains situés sur la ZAC GERARD dans le but d'aménager :

- un ensemble immobilier à usage de parc de stationnement, caves et réserves en sous-sol et de commerces, bureaux et habitations en surface,
- des voies et allées de circulations piétonnières et des galeries marchandes situées en partie dans l'ensemble immobilier précédent.

Un acte signé devant notaire décrit les différents lots et le découpage envisagé. Il est clairement indiqué que :

- les voies et allées de circulations piétonnes seront cédées à la Ville de Belfort à l'issue des travaux,
- le complexe d'étanchéité situé sous les voies et allées de circulations piétonnes est compris intégralement dans le lot cédé à la Ville de Belfort (lot I),
- la dalle de couverture du parking souterrain situé sous les voies et allées de circulation (qui ne joue pas de rôle d'étanchéité) est comprise dans le lot restant propriété de la SAMIBEL (lot S).

Les échanges fonciers ont du être réalisés à l'issue des travaux, en 1983 ou 1984, conformément à ce qui est indiqué dans l'acte.

Depuis cette date, aucune modification des actes ou des répartitions de responsabilité au niveau de l'entretien n'a été réalisée.

Le plan ci-joint détaille la zone concernée par la présente étude.

### 1.2 Désordres en cours

Des échanges de courriers entre la SOGEST, syndic de copropriété du Passage de France, et la Ville de Belfort ont eu lieu dès 1991 afin de signaler l'apparition de désordres dus à des entrées d'eau dans le parking.

En 1991, le District de l'Agglomération Belfortaine a écrit à la SOGEST en constatant que les infiltrations ne sont pas dues au réseau pluvial principal qui ne se trouve pas sous la place de la Commune. Des essais avaient été réalisés sur ce réseau (rue Boyer) prouvant qu'il pouvait être mis hors de cause.

En 1992, la SODEB a précisé dans un courrier les travaux réalisés et les responsabilités :

- la dalle et l'étanchéité ont été réalisées par la SAMIBEL pour le compte de la copropriété,
- la SODEB a réalisé pour le compte de la Ville uniquement le traitement de surface (pavés, éclairage public, mobilier urbain...).



Depuis la fin de la garantie décennale, le syndic (SOGEST et maintenant LION IMMOBILIER) relance régulièrement la Ville sur ces problématiques d'étanchéité qui évoluent défavorablement.

Le 20 décembre 2010, une expertise avec l'expert désigné par l'assurance de la copropriété (POLY EXPERT) et l'expert désigné par l'assurance de la Ville de Belfort (EQUAD) a eu lieu sur place. Elle a été complétée par une expertise mandatée spécifiquement par la copropriété (hiver 2012).

Les conclusions de cette expertise sont les suivantes :

- l'eau stagnant au sol au niveau du premier parking peut être attribuée à des infiltrations dues à une mauvaise étanchéité de la place de la Commune. Ce ruissellement est très nettement au-dessus des standards habituels et peut de ce fait représenter un danger pour les usagers et rendre localement le parking impropre à son usage,
- l'eau qui s'infiltré se charge en calcite au niveau de la dalle haute du parking. Cette eau chargée attaque le vernis des véhicules qui stationnent à cet endroit générant des dégâts irréparables sur la peinture,
- à l'heure actuelle, aucun dégât sur la structure du parking n'a été relevé mais le béton utilisé lors de la construction du parking n'est pas prévu pour résister aux infiltrations et au sel ce qui pourrait, à terme, engendrer des dégâts structurels.

Le rapport d'expertise impute clairement ces dégâts au défaut d'étanchéité de la place de la Commune située au dessus du parking.

### 1.3 Premières investigations réalisées

La Ville de Belfort a fait procéder, en Janvier 2014, à un relevé topographique précis des zones d'infiltration d'eau et des différents ouvrages présents dans le parking souterrain (en l'absence de plan des réseaux).

Ce levé est joint en annexe pour information.

L'ensemble des caniveaux a été nettoyé par la Ville de Belfort en novembre 2014.

### 1.4 Modalités de suivi de l'étude

La Ville de Belfort, maître d'ouvrage de l'étude, souhaite conduire cette mission en pleine transparence avec la copropriété concernée. Pour ce faire un comité de suivi sera mis en place et se réunira pour la présentation du diagnostic technique et le choix des scénarii de réparation, et lors du rendu final de l'étude.

## 2. DESCRIPTION DE LA PRESTATION

### 2.1 Objectifs

Cette étude a pour objectifs de dresser un état technique de la situation, des causes et proposer des solutions réparatrices

- de réaliser des plans précis avec coupes transversales afin de bien apprécier la zone objet des pathologies rencontrées, de comprendre les divisions notamment en volume et les propriétés de chacun des protagonistes afin de visualiser correctement la naissance et les origines des infiltrations,
- d'affiner le diagnostic technique sur les infiltrations,
- de réaliser les éventuels sondages, carottages... et autres investigations nécessaires afin de déterminer les origines des infiltrations tout en prenant soin de tenir compte des contraintes de gestion du site et d'assurer les remises en état,
- d'établir un diagnostic complet de l'état de l'étanchéité et de la dalle supérieure du parking (état structurel)
- de proposer des solutions techniques permettant de résorber les infiltrations dans le parking (plusieurs scénarii possibles),
- de fournir les plans et schémas et un diagnostic complet,
- de réaliser un premier chiffrage approximatif des travaux nécessaire pour les différents scénarii intégrant si nécessaire un nouvel aménagement de la zone en tenant compte des contraintes structurelles, de sécurité et d'usage,

Les parties sont convenues de rechercher une solution par voie amiable et sont disposées à assumer leurs responsabilités pour autant qu'elles soient clairement démontrées et admises par chacune d'entre elles :

- procéder à l'étude des documents contractuels impliquant les parties, et présenter une synthèse de l'attribution des ouvrages et des causes entre les parties,
- évaluer et proposer une attribution des frais de réparation entre les parties pour chacun des scénarii techniques étudiés en relation avec l'analyse juridique.

En ce cas un protocole d'accord amiable sera signé entre les parties.

Le périmètre de l'étude s'étend sous l'ensemble de la zone piétonne place de la Commune et sous les rues voisines (voir plan). Elle ne concerne pas les zones situées sous les bâtiments privés de logement.

Bien entendu, le prestataire devra impérativement vérifier l'état des interfaces avec ces bâtiments pour dégager définitivement tout risque d'infiltrations provenant de l'extérieur de l'emprise

### 2.2 Nature des études à réaliser

Le prestataire réalisera, à ses frais, toutes les investigations nécessaires pour compléter les documents déjà disponibles. En particulier, il pourra procéder à des carottages sur site. En cas de sondage destructif ou de dépose de dalles et pavés, le prestataire aura à sa charge la remise en état équivalent du revêtement déposé.

Le prestataire devra livrer, à la fin de sa phase de diagnostic :

- un rapport complet reprenant point par point l'ensemble des objectifs et insistant notamment sur l'état de l'étanchéité, les points d'infiltration... ainsi que l'état structurel de la surface supérieure de la dalle du parking,
- un ou plusieurs plans/coupes mettant en évidence la constitution du complexe d'étanchéité et de son environnement en tous points remarquables,
- un ensemble de propositions techniques de reprise en suivant plus ou moins les différents scénarii proposés,
- un chiffrage de niveau APS des travaux nécessaires dans chaque cas permettant de répondre à l'ensemble des contraintes fonctionnelles, techniques et sécuritaires mais également facilitant la maintenance et l'entretien de cette zone dans le temps.

Dans la mesure du possible, le prestataire devra tenir compte des contraintes du site et préciser les emplacements des réseaux, les difficultés de travaux (déplacement du manège, maintien des accès riverains et commerçants, continuité de l'étanchéité...).

A l'issue de cette étude, le maître d'ouvrage devra pouvoir se prononcer sur le choix de la technique à retenir pour la réfection de l'étanchéité et la résorption définitive des infiltrations subies par les riverains. Il devra, également, avec ces documents pouvoir dialoguer facilement avec la copropriété sur les responsabilités de chacun et les répercussions juridiques, techniques et financières d'une remise en état de la zone.

### 2.3 Détermination des scénarii de travaux

Dans l'état actuel de nos connaissances, il existe plusieurs scénarii qui pourront être étudiés dans le cadre de ce rendu. En fonction du résultat des études préliminaires et des contraintes techniques, certains scénarii pourront être écartés d'un commun accord par le maître d'ouvrage et le prestataire.

Par ailleurs, le prestataire retenu pourra proposer des variantes dans ces différents scénarii d'étude en fonction des premières investigations sur site.

#### **① Réfections ponctuelles au niveau des infiltrations :**

Ce premier scénario consiste à réaliser des travaux uniquement au niveau des zones d'infiltrations identifiées en sous-sol du parking (voir plan). Ces travaux sur l'étanchéité doivent impérativement empêcher les infiltrations.

En particulier, ce scénario ne pourra être retenu qu'avec la certitude que ces interventions ponctuelles suffisent à stopper toutes les infiltrations aux points identifiés dans le parking mais aussi en tout autre point du parking.

Le Bureau d'Etude devra préciser clairement les risques associés à cette hypothèse.

#### **② Démolition de la couche d'étanchéité et réfection à l'identique :**

Dans cette hypothèse, le prestataire pourra prévoir la démolition et la réfection de l'étanchéité en utilisant les mêmes principes que ceux retenus lors de la conception de cet espace.

Le Bureau d'Etude devra préciser clairement les risques associés à cette hypothèse. En particulier, le Bureau d'Etude sera très vigilant aux remontées d'étanchéité au niveau des bâtiments et des zones non traitées du parking.

Le pré-chiffrage devra indiquer un coût approximatif de remise en état des dalles et pavés (en réutilisant au maximum les dalles et pavés originaux).

### **③ Démolition de l'étanchéité et reprise complète de la zone**

Dans cette troisième hypothèse, le prestataire étudiera la démolition complète de l'étanchéité et des systèmes d'écoulement des eaux autour de la place. Les travaux pourront donc être conséquents mais se limiteront impérativement à la seule surface publique située sous la place de la Commune et les rues voisines (pas d'intervention sous les immeubles privés).

Le Bureau d'Etude devra préciser clairement les risques associés à cette hypothèse. En particulier, le bureau d'étude sera très vigilant aux remontées d'étanchéité au niveau des bâtiments et des zones non traitées du parking.

Dans cette hypothèse, il existera au moins deux variantes à décrire et à chiffrer :

- réutilisation du dallage existant, repose à l'identique et remplacement des dalles et pavés manquants,
- remplacement complet du dallage existant par un dallage identique à celui du Faubourg de France avec une technique de pose équivalente

## **3. DONNEES DISPONIBLES**

Le maître d'ouvrage mettra à la disposition du prestataire retenu toutes les données en sa possession à l'heure actuelle. A titre d'information, cela correspond aux éléments suivants :

- documents administratifs précisant les responsabilités d'entretien et les échanges fonciers,
- plans de l'époque et coupes des aménagements réalisés,
- les différentes expertises réalisées en 2010 et 2012,
- le levé topographique de la zone des désordres réalisé en 2013 (en version informatique),
- tout autre document utile à la compréhension de l'étude.

## **4. ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE**

### **4.1 Pilotage de la mission**

Afin d'assurer un déroulement optimal à ces études, le service maintenance de la Ville de Belfort sera le pilote interne et sera de fait l'interlocuteur unique du prestataire retenu. Il coordonnera les demandes d'informations du prestataire.

#### 4.2 Confidentialité

Le prestataire s'engage à maintenir strictement confidentiel toutes les informations, documents et résultats produits en exécution de la prestation ainsi que toutes les données et informations qui lui auront été communiquées par la collectivité.

Les documents seront remis sous forme papier et informatique en format exploitable pour le maître d'ouvrage.

#### 4.3 Déroulement

Le prestataire sera invité à une réunion de lancement pour mise au point du marché, visite du site et remise des documents. Il fera ensuite son affaire de tous les moyens nécessaires aux visites, investigations, reporting et production de documents.

Deux réunions intermédiaires seront programmées pour la remise du diagnostic précisant les origines et pour la présentation des scénariis.

Une réunion finale en lien avec les tiers sera organisée pour une restitution globale de l'étude demandée.

#### 4.4 Délais

Le délai global de la mission est de 6 mois à compter de la notification intégrant les 2 étapes intermédiaires à savoir un rendu du diagnostic 2 mois après la notification et le retour des scénarii 4 mois après la notification.

## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-86

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

Réfection de  
l'embarquement de  
l'Atria

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

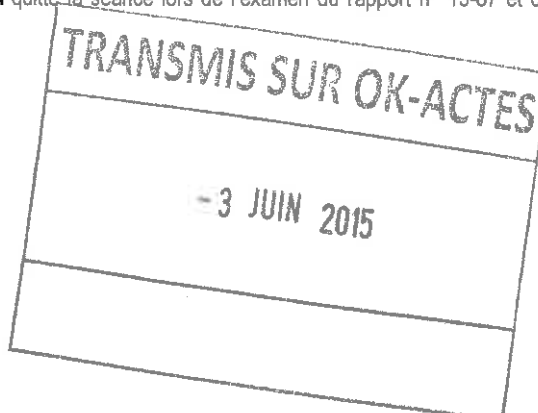
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.





Direction des Services Techniques  
Service Maintenance Bâtiments

## DELIBERATION

de M. Jean-Marie HERZOG, Adjoint

---

Références  
Mots clés  
Code matière

JMH/KF/CWP - 15-86  
Maintenance  
1.4

**Objet**

**Réfection de l'emmarchement de l'ATRIA**

L'ATRIA, complexe hôtelier, de congrès et de bureau conçu par l'Architecte Gilles BOUCHEZ, a été achevé en 1995. En 1997, des désordres affectant l'emmarchement ont été signalés à l'assureur de l'ensemble immobilier, et après expertise amiable, les marches en pierres naturelles qui constituaient l'escalier d'origine ont été remplacées par des marches en béton préfabriqué.

Fin 2010, des désordres importants sont apparus sur le béton de l'escalier et l'AFUL (Association Foncière Urbaine Libre), propriétaire des espaces communs, dont l'emmarchement extérieur, a saisi le Juge des Référéés en vue de la désignation d'un expert. Dans son rapport rendu en octobre 2011, celui-ci a conclu que des désordres importants affectaient la solidité de l'ouvrage et étaient susceptibles, à moyen terme, de rendre celui-ci impropre à sa destination.

Il conclut également que ces désordres sont imputables aux différents acteurs intervenus dans l'opération de réfection de l'emmarchement, et évalue à 461 321 € TTC le coût de remédiation aux désordres.

Le 9 février 2015, le jugement a été rendu en faveur de l'AFUL ; le délai d'appel étant maintenant écoulé, il convient désormais de réaliser les travaux.

Or, l'AFUL ne possédant pas en interne les moyens nécessaires au suivi du marché de maîtrise d'œuvre et des travaux, il vous est proposé que la Ville se charge de cette opération en tant qu'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Pour cela, il est nécessaire de rédiger une convention précisant les conditions techniques, administratives et financières de réalisation des opérations d'assistance à maîtrise d'ouvrage liées aux travaux de réfection de l'emmarchement.

Cette convention vous est présentée en annexe.

A l'issue de sa signature, la Ville prendra en charge le dossier à titre gracieux, et il conviendra alors de lancer le marché de maîtrise d'œuvre permettant de démarrer les études, sachant que la Ville n'aura aucun frais à supporter dans l'opération. L'AFUL assurera en effet en direct le paiement de tous les tiers intervenant dans cette opération.



Le planning global de l'opération pourrait être le suivant :

- signature de la convention : juin 2015,
- lancement de la consultation du marché de maîtrise d'œuvre : juin 2015,
- études et concertation : septembre à décembre 2015,
- consultation des marchés de travaux : printemps 2016,
- réalisation des travaux, selon le planning qui sera arrêté, pour une durée estimative de 4 mois.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 39 voix pour et 1 abstention (Mme Francine GALLIEN),

*(M. François BORON -Président de l'AFUL-, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT,  
M. Marc ARCHAMBAULT ne prennent pas part au vote),*

**AUTORISE** M. le Maire à signer la convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réfection de l'embranchement de l'ATRIA.

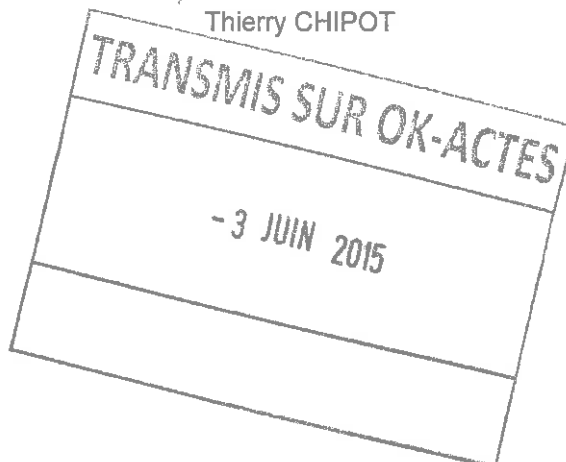
**AUTORISE** le lancement de l'opération selon les modalités définies dans la convention.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Thierry CHIPOT



Objet : Réfection de l'embranchement de l'ATRIA

**CONVENTION D'ASSISTANCE A MAITRISE  
D'OUVRAGE POUR LA REFECTION DE  
L'EMMARCHEMENT DE L'ATRIA**

ENTRE

les soussignés

**La Ville de Belfort**, représenté par M. Damien MESLOT , Maire, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération en date du 28 mai 2015,

Ci-après dénommée « la Ville de Belfort »

D'UNE PART,

ET

**L'AFUL**, représenté par M. François BORON, son Président, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par l'Assemblée Générale en date du.....

Ci-après dénommée « l'AFUL »

D'AUTRE PART.

Suite aux désordres apparus sur l'escalier principal d'accès à l'ATRIA, dont l'AFUL est propriétaire, un contentieux a été lancé. Le jugement, rendu le 19 septembre 2014, a été prononcé en faveur de l'AFUL. Le délai d'appel étant écoulé, il convient désormais de réaliser les travaux de réfection de cet emmarchement.

Or l'AFUL ne disposant pas en interne des moyens nécessaires au suivi du marché de maîtrise d'œuvre et des travaux, elle a sollicité la Ville de Belfort pour bénéficier d'une prestation de service en la matière étant donné que la Ville est partie prenante dans les locaux gérés par l'AFUL.

**Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :**

**ARTICLE 1 . Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de préciser les conditions techniques, administratives et financières de réalisation par la Ville des opérations d'assistance à maîtrise d'ouvrage liées aux travaux de réfection de l'emmarchement de l'escalier de l'ATRIA.

**ARTICLE 2. Définition des prestations**

**2.1 Descriptif des missions**

Le détail des missions que la Ville s'engage à assurer dans le cadre de cette assistance est fourni en Annexe 1.

## **2.2 Interlocuteurs**

### ***Pour la Ville :***

L'interlocuteur référent sur cette prestation est Madame Karine FAISANDIER, Responsable du Service Maintenance Bâtiments, Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine – Place d'Armes – 90020 BELFORT Cedex. Tél. Bureau 03.84.54.24.85.

### ***Pour l'AFUL :***

L'interlocuteur désigné est M. F. DORMOIS, Responsable technique de l'ATRIA.

## **ARTICLE 3. Modalités financières de remboursement des prestations**

L'intégralité des factures directement afférentes à l'opération (frais de publicité du marché, frais de maîtrise d'œuvre, frais de sondages, d'essais, frais de contrôle technique, de SPS, coûts des contrats de travaux, frais d'assurance dommage-ouvrage...) et de façon générale toutes les factures liées à l'opération seront adressées à l'AFUL et directement réglées par celle-ci.

La prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage assurée par la Ville ne sera par contre pas facturée à l'AFUL.

## **ARTICLE 4. Bilan**

Les parties conviennent de dresser à chaque point d'étape de l'opération un bilan des interventions effectuées par la Ville dans le cadre de la présente mission. Un bilan final sera effectué à la fin de l'opération.

En cas de désaccord sur la gestion de l'opération, l'une ou l'autre des parties pourra se décharger de la présente convention sans poursuites ultérieures.

## **ARTICLE 5. Durée**

La présente convention est applicable à compter de sa signature et jusqu'à la fin de l'année de parfait achèvement des travaux.

## **ARTICLE 6. Obligations et responsabilités**

La Ville de Belfort doit assurer les missions listées en annexe 1 en sa qualité d'assistant au maître d'ouvrage. A ce titre, elle déclare être titulaire d'un contrat d'assurance responsabilité civile professionnelle.

De son côté, l'AFUL devra, en tant qu'organisme de droit privé, souscrire une Assurance Dommage Ouvrage avant l'ouverture du chantier. Si besoin, la Ville pourra assister également l'AFUL pour le montage du dossier d'assurance, en compilant l'ensemble des pièces techniques de l'opération.

## **ARTICLE 7 . Avenant**

La présente convention ne peut être modifiée que par un avenant signé par la Ville et l'AFUL. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

Ceux-ci préciseront les éléments modifiés de la convention.

Toutes les clauses stipulées à la présente convention, sans exception, sont de rigueur et dans le cas où il y serait dérogé, le silence ne sera jamais considéré comme une adhésion tacite de la part d'une des parties contractantes.

## **ARTICLE 8. Résiliation**

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties.

Pour ce faire, la partie à l'initiative de la résiliation notifiera sa décision à l'autre partie, par lettre recommandée avec demande d' accusé réception en respectant un délai de quatre mois avant la prise d' effet de la résiliation. La résiliation sera effective le premier jour du mois suivant l' échéance du délai de préavis.

## **ARTICLE 9. Litiges**

Tout litige résultant de l' exécution de la présente convention sera porté devant le Tribunal Administratif de Besançon.

Les parties s' engagent, toutefois, à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

## **ARTICLE 10. Annexe**

L' annexe jointe est intégrée à la présente convention et a une valeur contractuelle identique.  
ANNEXE 1 : Missions détaillées d' assistance.

Fait à Belfort en deux exemplaires, le

Le Président de l' AFUL,

Le Maire de la Ville de Belfort,

François BORON

Damien MESLOT

## **OPERATION : REFECTION DE L'EMMARCHEMENT DE L'ATRIA**

### **1. Clauses générales.**

Dans le cadre de la présente opération, la Ville de Belfort sera désignée par « l'Assistant au Maître d'Ouvrage » (AMO) ; l'AFUL est, ci-après, désignée par « le Maître d'Ouvrage ».

L'AMO participera à la définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage est réalisé. Il assurera un suivi permanent des tâches nécessaires à la bonne exécution des différents projets, conformément aux dispositions du programme et des enveloppes financières approuvées par l'AFUL.

Il participera aux réunions de travail, de mise au point définitive du programme et des projets avec le MOA, et assurera ensuite la bonne exécution des marchés de MOE, puis de travaux, comme décrit dans les clauses ci-dessous.

### **2. Clauses techniques de suivi de l'opération.**

Pour la bonne exécution de l'opération, l'AMO est chargé :

- de la préparation et de la gestion des marchés de maîtrise d'œuvre ;
- de la préparation du choix du contrôleur technique et du coordinateur SPS et tous autres prestataires d'études ou d'assistance au Maître d'Ouvrage si nécessaire, ainsi que de la mise en signature et de la gestion de ces marchés ;
- de suivre la mise au point des documents d'études par le maître d'œuvre (selon les missions de la Loi MOP, et jusqu'à l'issue de la Garantie de Parfait Achèvement, et selon le calendrier d'exécution) ; de contrôler l'avancement des dossiers ; d'alerter le maître d'œuvre et du maître d'ouvrage en cas de non-respect du planning ;
- de la notification au titulaire du marché de MOE, à chaque phase d'étude, des décisions prises par l'AFUL, sur sa proposition (acceptation des documents, demande de reprise des études...) ;
- de la proposition du choix des entreprises des marchés de travaux et fournisseurs selon les procédures réglementaires applicables ;
- de la gestion des marchés de travaux et fournitures ;
- de contrôler la mise au point et le suivi des calendriers d'exécution établis par le maître d'œuvre en collaboration avec les entreprises ;
- d'organiser les réunions de maître d'ouvrage avec les différents services publics concernés et le concepteur et de participer aux réunions de chantier ;
- d'informer le maître d'ouvrage sur les anomalies constatées dans le déroulement des travaux, la qualité des prestations ou le non-respect des marchés et proposer les mesures pour y remédier ;
- de contrôler les décomptes de prestations établis par le maître d'Œuvre et de les proposer au maître d'ouvrage pour mise en paiement ;
- d'assurer les relations avec les concessionnaires ;
- de participer aux différents contrôles ou essais à effectuer ;
- de préparer, en lien avec le maître d'œuvre, la réception des travaux et la proposer au maître d'ouvrage ;
- de suivre, pendant la période de garantie de parfait achèvement, la suite donnée par les entreprises aux observations et réserves formulées lors de la réception ;
- d'assurer l'information et la concertation des usagers en partenariat avec le maître d'ouvrage ; l'AMO assurera la rédaction et la diffusion des comptes-rendus de réunion.

Les missions de l'AMO ne constituent pas, même partiellement, des missions de maîtrise d'œuvre, lesquelles seront assurées par les maîtres d'œuvre, qui en assumeront toutes les attributions et responsabilités.

Les ouvrages seront mis à disposition du maître d'ouvrage après réception des travaux, notifiée aux entreprises, et à condition que l'AMO ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour permettre une mise en service immédiate de l'ouvrage.

Si le maître d'ouvrage demande une mise à disposition partielle, celle-ci ne pourra intervenir qu'après la réception partielle correspondante de l'ouvrage.

A compter de la mise à disposition, le maître d'ouvrage fera son affaire personnelle de l'entretien des ouvrages et en cas de besoin de la souscription des polices d'assurances multirisques.

### **3. Constatation de l'achèvement des missions de l'AMO**

En cours de période de parfait achèvement, si la réception des travaux intervient avec des réserves, l'AMO notifie d'abord au maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, le procès-verbal de levée des dites réserves.

Au cas où, pendant la période de parfait achèvement, des désordres auraient été dénoncés, l'AMO notifiera au maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, le procès verbal de levée des réserves de ces désordres.

Ensuite, et dans l'hypothèse où l'ensemble des réserves auront été levées, l'AMO notifiera au maître d'ouvrage, à l'issue de la période de parfait achèvement, la fin de sa mission technique. Dans le mois, le maître d'ouvrage notifiera son acceptation qui sera réputée acquise à défaut de réponse dans ce délai.

### **4. Financement et modalités de règlement des dépenses des opérations.**

L'AMO intervient dans le cadre de la présente convention à titre gracieux. L'intégralité des frais de prestations intellectuelles, frais de publication, publicité, communication, de travaux ou fournitures de l'opération sera supportée en direct par le maître d'ouvrage qui se chargera du règlement des factures, lesquelles seront émises directement à son nom.

### **5. Achèvement de la mission**

La mission de l'AMO sera considérée comme entièrement exécutée après :

- la réception complète des ouvrages et levée des réserves de réception ;
- la mise à disposition des ouvrages ;
- l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;
- la remise des dossiers complets comportant tous documents contractuels, techniques et administratifs liés aux ouvrages.

## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-87

Programme de travaux  
forestiers 2015 et assiette  
de coupes

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DERROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

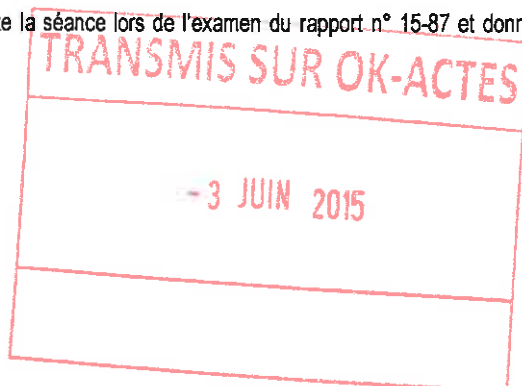
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.







Direction Générale des Services Techniques  
Service Environnement

## DELIBERATION

de M. Yves VOLA, Adjoint

Références  
Mots clés  
Code matière

YV/GG/CJ - 15-87  
Environnement  
8.8

Objet

**Programme de travaux forestiers 2015 et assiette de coupes**

### 1. Programme de travaux 2015

Suite à la proposition de l'Office National des Forêts relative aux travaux forestiers 2015, le programme suivant est proposé :

- *Amélioration des peuplements* - 6 603,75 € HT : intervention sur 3 ha dans la forêt du Mont et 4 ha au Salbert.
- *Entretien du parcellaire* - 638,82 € HT : débroussaillage manuel parcelles 27 (Mont) et 32 (Salbert).
- *Travaux de sécurisation* - 5 357,96 € HT : abattages de sécurité en bordure d'habitations et de routes départementales, interventions en urgence.

|                               |                       |
|-------------------------------|-----------------------|
| Programme 2015 investissement | 441,00 € HT           |
| Programme 2015 fonctionnement | 12 600,53 € HT        |
| <b>TOTAL Programme 2015</b>   | <b>13 041,53 € HT</b> |
| <i>Rappel programme 2014</i>  | <b>19 030,93 € HT</b> |

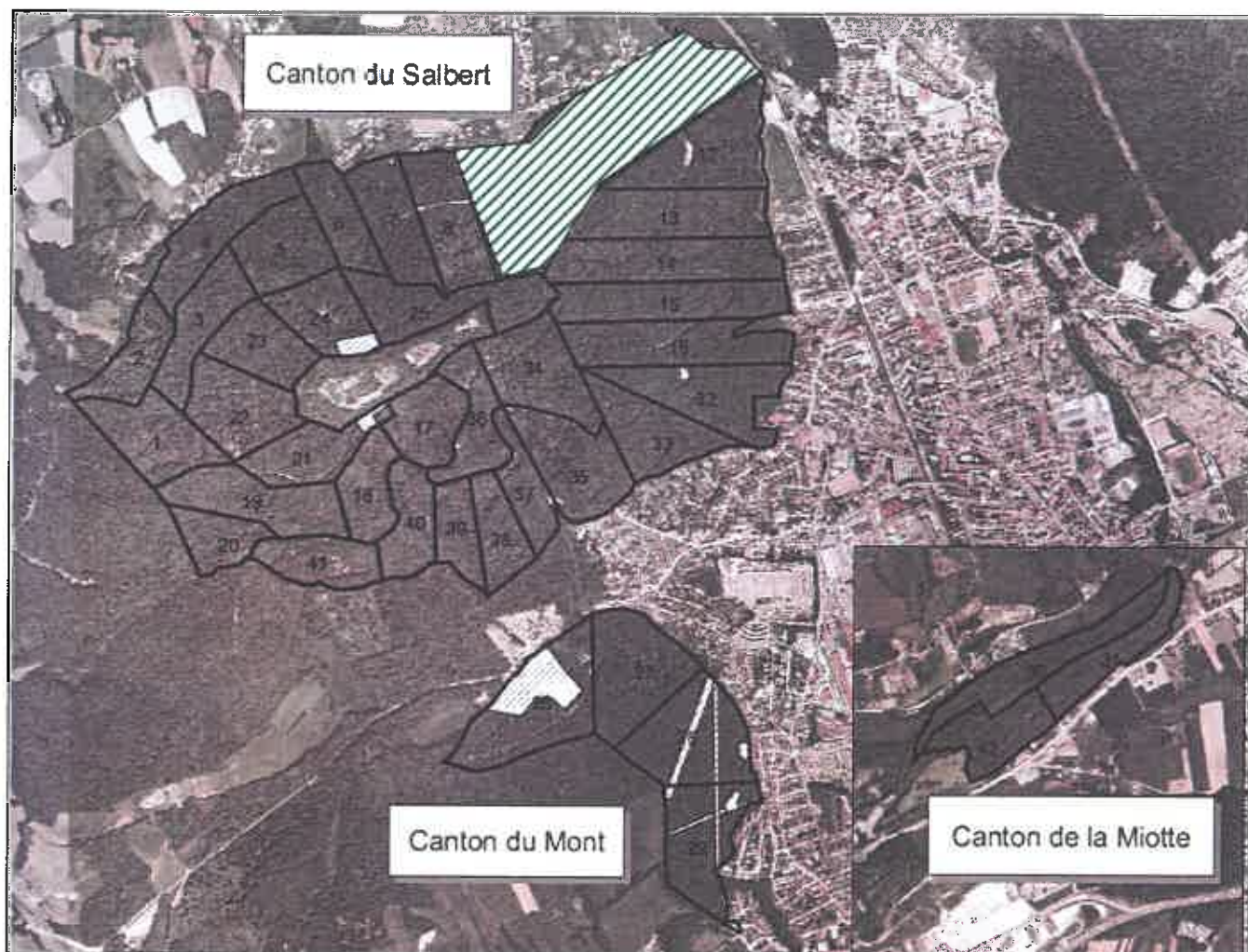
Les crédits nécessaires à l'exécution du programme 2015 sont d'ores et déjà budgétés.

### 2. Assiette des coupes - Programme 2015

En 2015, suite aux recommandations de l'ONF, il est proposé le programme suivant :

- Salbert parcelle n° 9 : 210 m<sup>3</sup>
- Salbert parcelle n°10 : 780 m<sup>3</sup>
- Salbert parcelle n°11 : 140 m<sup>3</sup>

**Assiette des coupes 2015 : 1130 m<sup>3</sup>** (pour mémoire, en 2014, l'assiette des coupes était de 980 m<sup>3</sup>, pour une recette de 18 500 €). Le bois issu de ces coupes sera mis en vente par l'intermédiaire de l'ONF, sur pied.



Localisation des parcelles concernées par des coupes

Pour information, ce présent rapport a fait l'objet d'une consultation du public, conformément à l'ordonnance n° 2013-714 du 5 août 2013 relative à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la Charte de l'Environnement, du 8 au 24 avril 2015. Aucune remarque n'a été formulée.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 41 voix pour,

*(M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Marc ARCHAMBAULT ne prennent pas part au vote),*

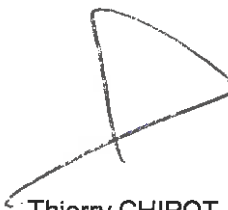
**VALIDE :**

- le programme de travaux forestiers 2015,
- l'assiette des coupes de l'exercice 2015.

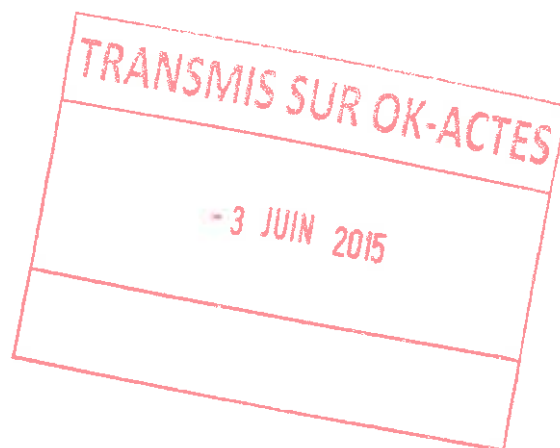
Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage



Thierry CHIPOT



## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-88

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

Plan de Prévention du  
Bruit dans  
l'Environnement des  
voies communales de la  
Ville de Belfort

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaients présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire ; Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

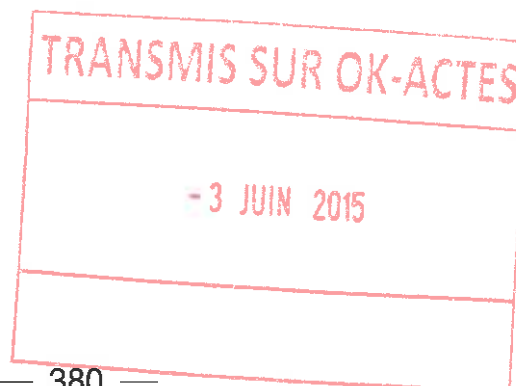
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.





Direction Générale des Services Techniques  
Service Environnement

## DELIBERATION

de M. Yves VOLA, Adjoint  
et M. Guy CORVEC, Conseiller Municipal Délégué

Références  
Mots clés  
Code matière

YV/GC/GG/CJ - 15-88  
Environnement  
8.8

Objet

**Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement des voies communales de la Ville de Belfort**

Dans le cadre de la Directive Européenne du 25 juin 2002, des cartes stratégiques du bruit ont été élaborées par la DDT en 2012. Ces dernières déterminent par calcul, et non par mesures in-situ, le bruit généré par les infrastructures de transport terrestre (voiries et voies ferrées).

En fonction du niveau de bruit estimé, un classement a été opéré. Ce dernier détermine le niveau d'isolation phonique dans les constructions neuves. De plus, pour les habitations les plus impactées (> 68 dB(A) en moyenne de jour ou >62 dB(A) en moyenne de nuit), le gestionnaire de la voirie doit mettre en œuvre un plan d'actions visant à une réduction significative du bruit pour les riverains.

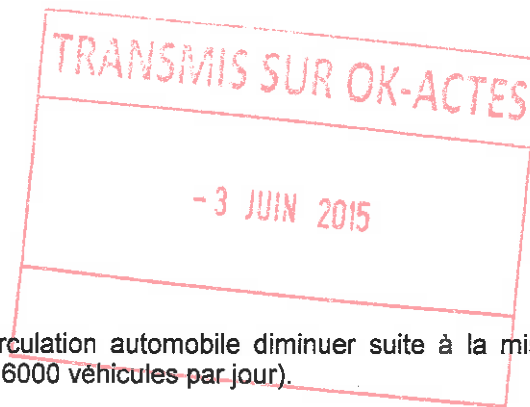
Ainsi, un plan d'actions a été mis en œuvre par APRR pour l'A36. De même, le Conseil Général réalise actuellement cette démarche pour les principales routes départementales traversant Belfort : RD 83, RD 19, RD 483, RD 465, RD 13 et RD 583.

En ce qui concerne la Ville de Belfort, 3 voies communales ont été considérées comme bruyantes :

- Boulevard Henri Dunant
- Rue du Pont Neuf
- Rue du Magasin.

Le boulevard Henri Dunant n'est pas bordé d'habitation. Aucune action vis-à-vis des riverains n'est donc à entreprendre.

La rue du Pont Neuf a été totalement transformée lors des travaux d'Optymo 2. Les anciens immeubles le long des voies ferrées ont été démolis, empêchant la réverbération du son, et limitant donc le bruit ambiant. De plus, la mise en place de 2 voies de bus en site propre a permis d'éloigner la circulation automobile des habitations.



La rue du Magasin a vu sa circulation automobile diminuer suite à la mise en impasse du Quai du Magasin (< 6000 véhicules par jour).

De plus, la création d'un îlot central au carrefour avec la rue de l'Egalité et d'un passage piéton a permis de limiter la vitesse. Ces 2 actions combinées, baisse de la vitesse et diminution de la circulation, ont permis de diminuer significativement le niveau de bruit ambiant.

Ainsi, les différents points noirs en termes de bruit routier ont été traités sur les voies communales de la Ville de Belfort.

Vous trouverez, annexé à ce rapport, le projet de Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) reprenant l'ensemble ces éléments.

Conformément à l'article R572-9 du Code de l'Environnement, le projet de Plan doit être mis à disposition du public pendant 2 mois. Cette consultation a été organisée du 23 février au 25 avril 2015. Aucune remarque n'a été formulée durant cette mise à disposition.

Après validation par le Conseil Municipal, le projet de PPBE sera transmis à l'Etat, pour application par arrêté préfectoral.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 41 voix pour et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

*(M. Alain DREYFUS-SCHMIDT ne prend pas part au vote),*

**VALIDE** le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement des voies communales de la Ville de Belfort présenté.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

Thierry CHIPOT



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage



# Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement des voiries communales de la Ville de BELFORT

## Sommaire

|                                                                                               |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1. Le résumé non technique .....                                                              | 2  |
| 2. Le contexte à la base de l'établissement du PPBE .....                                     | 3  |
| 3. Quelques notions sur le bruit .....                                                        | 4  |
| 4. Le diagnostic territorial .....                                                            | 6  |
| 5. Les objectifs de réduction du bruit .....                                                  | 9  |
| 6. Les zones de calme .....                                                                   | 11 |
| 7. Les mesures réalisées depuis 10 ans par la collectivité .....                              | 12 |
| 8. La justification des mesures .....                                                         | 14 |
| 9. Les mesures envisagées sur les 5 ans relevant de la compétence de la<br>collectivité ..... | 14 |
| 10. Les mesures réalisées depuis 10 ans par les autres maîtres d'ouvrages .....               | 14 |
| 11. La consultation du public.....                                                            | 14 |



## **1. Le résumé non technique**

Dans le cadre de la directive européenne 2002/49/CE du 25 juin 2002, transposée en droit français, des **cartes de bruit stratégiques** ont été réalisées sur le territoire de la commune de Belfort et approuvées le 21 septembre 2012.

Ce sont des documents stratégiques à l'échelle de grands territoires qui visent à donner une représentation de l'exposition au bruit des populations, vis à vis de **4 types de sources : transports routier, ferroviaire et aérien et des principaux sites industriels**. Les autres sources de bruit, à caractère plus ou moins fluctuant, événementiel... ne sont pas intégrées à cette étude, même si localement telle activité commerciale, artisanale ou de loisirs, ainsi que les bruits de voisinage, peuvent induire une gêne sonore chez les riverains.

La réalisation du **Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement** ou PPBE s'inscrit dans la continuité et a pour **objectif la prévention des effets du bruit sur l'environnement, leur réduction si nécessaire et la protection des zones calmes**.

Il s'appuie sur les éléments de **diagnostic** découlant de la cartographie stratégique du bruit et doit être réalisé **en cohérence avec les documents d'orientations stratégiques** existants sur le territoire (SCOT, PLU) qui sont opposables.

Sa vocation est d'optimiser sur un plan technique, stratégique et économique les actions à engager afin d'améliorer les situations sonores critiques et préserver la qualité des endroits remarquables par leur qualité sonore.

Les résultats acoustiques issus des modélisations réalisées dans le cadre des cartographies stratégiques du bruit a permis d'identifier les Points Noirs Bruit potentiels existants en bordure immédiate des infrastructures routières suivantes : **rue du Magasin, rue du Pont Neuf et boulevard Henri Dunant**.

La boulevard Henri Dunant n'est pas bordé d'habitation. Aucune action vis-à-vis des riverains n'est donc à entreprendre.

La rue du Pont Neuf a été totalement transformée lors des travaux d'Optymo 2. Les anciens immeubles le long des voies ferrées ont été démolis, empêchant la réverbération du son et limitant donc le bruit ambiant. De plus, la mise en place de 2 voies de bus en site propre a permis d'éloigner la circulation automobile des habitations.

La rue du Magasin a vu sa circulation automobile diminuer suite à la mise en impasse du Quai du Magasin (< 6000 véhicules par jour). De plus, la création d'un flot central au carrefour avec la rue des Regrets et d'un passage piéton, a permis de limiter la vitesse. Ces 2 actions combinées, baisse de la vitesse et diminution de la circulation, ont permis de diminuer significativement le niveau de bruit ambiant.

Ainsi, les différents **points noirs en termes de bruit routier ont été traités sur les voies communales de la Ville de Belfort**.

Le PPBE, comme les cartes stratégiques de bruit, doit être réexaminé et réactualisé tous les cinq ans.

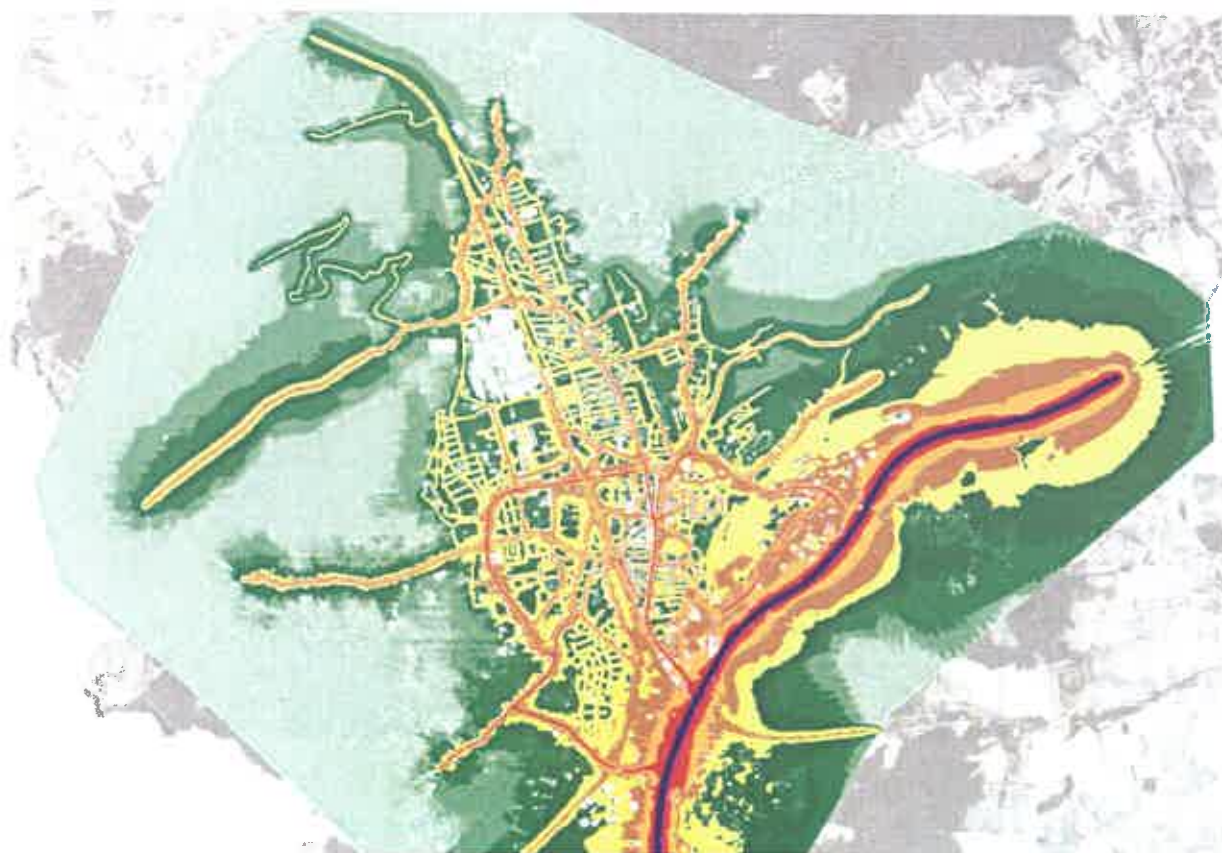
## 2. Le contexte à la base de l'établissement du PPBE

La directive européenne 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement définit une approche commune à tous les états membres de l'Union Européenne visant à éviter, prévenir ou réduire en priorité les effets nuisibles de l'exposition au bruit dans l'environnement.

Il s'agit de protéger la population et les établissements scolaires ou de santé des nuisances sonores excessives, de prévenir de nouvelles situations de gêne sonore et de préserver les zones de calme. Cette approche est basée sur une cartographie de l'exposition au bruit, sur une information des populations et sur la mise en œuvre de Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) au niveau local.

Les articles L572-1 à L572-11 et R572-1 à R572-11 du code de l'environnement définissent les autorités compétentes pour arrêter les cartes de bruit et les plans de prévention du bruit dans l'environnement.

La commune de **Belfort** dispose de la compétence environnementale de « lutte contre les nuisances sonores ». L'élaboration et l'approbation du PPBE relèvent donc de l'autorité du maire.



Les cartes de bruit de la commune de Belfort ont été approuvées par le Préfet en date du 21 septembre 2012. Elles concernent l'intégralité du territoire communal et permettent d'évaluer l'exposition au bruit des populations. Elles sont consultables sur le site Internet de la Préfecture du Territoire de Belfort :

<http://www.territoire-de-belfort.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Bruit/Les-cartes-strategiques-du-bruit-des-infrastructures-routieres-du-Territoire-de-Belfort>

Le PPBE s'inscrit dans la continuité des cartes de bruit. Il consiste à prévenir les effets du bruit, à réduire, si nécessaire, les niveaux de bruit jugés excessifs et à préserver d'éventuelles zones de calme. Il est établi pour une durée maximale de 5 ans.

La commune de Belfort a élaboré son PPBE au cours de l'année 2014, afin d'attendre la fin de la réorganisation du plan de circulation et des aménagements liés à l'opération Optymo 2. Ce plan couvre la période 2014-2019. Il répond à la fois aux obligations de la 1ère et 2ème échéance de mise en œuvre de la directive européenne.

Le présent PPBE a pour objectif d'optimiser sur le plan stratégique, technique et économique les actions à engager pour améliorer les situations dégradées et préserver la qualité sonore de secteurs qui le justifient. Il a une vocation d'ensemblier des actions des différents maîtres d'ouvrages concernés sur le territoire communal.

### **3. Quelques notions sur le bruit**

#### **Le son**

Le son est un phénomène physique qui correspond à une infime variation périodique de la pression atmosphérique en un point donné.

Le son est produit par une mise en vibration des molécules qui composent l'air ; ce phénomène vibratoire est caractérisé par sa force, sa hauteur et sa durée :

| Perception                         | Echelles        | Grandeurs                                 |
|------------------------------------|-----------------|-------------------------------------------|
| Force sonore (pression acoustique) | Fort<br>Faible  | Intensité I<br>Décibel, décibel (A)       |
| Hauteur (son pur)                  | Aigu<br>Grave   |                                           |
| Timbre (son complexe)              | Aigu<br>Grave   | Spectre                                   |
| Durée                              | Longue<br>Brève | Durée $L_{Aeq}$ (niveau moyen équivalent) |

Dans l'échelle des intensités, l'oreille humaine est capable de percevoir des sons compris entre 0 dB correspondant à la plus petite variation de pression qu'elle peut détecter (20  $\mu$ Pascal) et 120 dB correspondant au seuil de la douleur (20 Pascal).

Dans l'échelle des fréquences, les sons très graves, de fréquence inférieure à 20 Hz (infrasons) et les sons très aigus de fréquence supérieure à 20 KHz (ultrasons) ne sont pas perçus par l'oreille humaine.

#### **Le bruit**

Passer du son au bruit c'est prendre en compte la représentation d'un son pour une personne donnée à un instant donné. Il ne s'agit plus seulement de la description d'un phénomène avec les outils de la physique mais de l'interprétation qu'un individu fait d'un événement ou d'une ambiance sonore.

L'ISO (organisation internationale de normalisation) définit le bruit comme « un phénomène acoustique (qui relève donc de la physique) produisant une sensation (dont l'étude concerne la physiologie) généralement considéré comme désagréable ou gênante (notions que l'on aborde au moyen des sciences humaines - psychologie, sociologie) » L'incidence du bruit sur les personnes et les activités humaines est, dans une première approche, abordée en fonction de l'intensité perçue que l'on exprime en décibel (dB) .

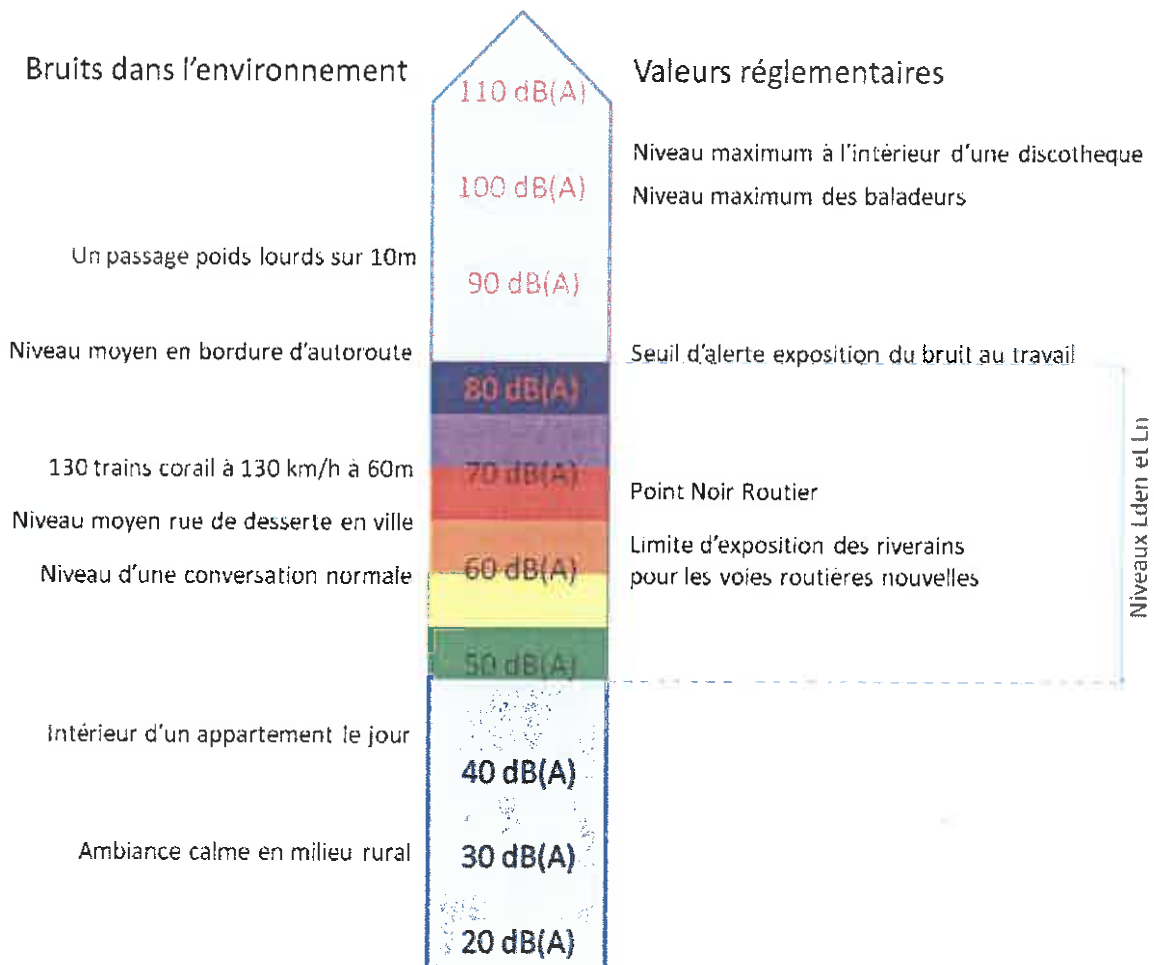
Les décibels ne s'additionnent pas de manière arithmétique. Un doublement de la pression acoustique équivaut à une augmentation de 3 dB. Ainsi, le passage de deux voitures identiques produira un niveau de bruit qui sera de 3 dB plus élevé que le passage d'une seule voiture. Il faudra dix voitures en même temps pour avoir la sensation que le bruit est deux fois plus fort (augmentation est alors de 10 dB environ). Le plus faible changement d'intensité sonore perceptible par l'audition humaine est de l'ordre de 2 dB.

L'oreille humaine n'est pas sensible de la même façon aux différentes fréquences : elle privilégie les fréquences médiums et les sons graves sont moins perçus que les sons aigus à intensité identique. Il a donc été nécessaire de créer une unité physiologique de mesure du bruit qui rend compte de cette sensibilité particulière : le décibel pondéré A ou dB(A).

Le bruit excessif est néfaste à la santé de l'homme et à son bien-être. Il est considéré par la population française comme une atteinte à la qualité de vie. C'est la première nuisance à domicile citée par 54 % des personnes, résidant dans les villes de plus de 50 000 habitants.

Les cartes de bruit stratégiques s'intéressent en priorité aux territoires urbanisés (cartographies des agglomérations) et aux zones exposées au bruit des principales infrastructures de transport (autoroutes, routes, rues et voies ferrées). Les niveaux sonores moyens qui sont cartographiés sont compris dans la plage des ambiances sonores couramment observées dans ces situations, entre 50 dB(A) et 80 dB(A).

| <b>Les niveaux de bruit ne s'ajoutent pas arithmétiquement</b> |                                            |                                                                                                                               |
|----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Multiplier l'énergie sonore (les sources de bruit) par</b>  | <b>c'est augmenter le niveau sonore de</b> | <b>c'est faire varier l'impression sonore</b>                                                                                 |
| 2                                                              | 3 dB                                       | <u>Très légèrement :</u><br>On fait difficilement la différence entre deux lieux où le niveau diffère de 3 dB                 |
| 4                                                              | 6 dB                                       | <u>Nettement :</u><br>On constate clairement une aggravation ou une amélioration lorsque le bruit augmente ou diminue de 6 dB |
| 10                                                             | 10 dB                                      | <u>De manière flagrante :</u><br>On a l'impression que le bruit est 2 fois plus fort                                          |
| 100                                                            | 20 dB                                      | <u>Comme si le bruit était 4 fois plus fort :</u><br>Une variation brutale de 20 dB peut réveiller ou distraire l'attention   |
| 100.000                                                        | 50 dB                                      | <u>Comme si le bruit était 30 fois plus fort :</u><br>Une variation brutale de 50 dB fait sursauter                           |



#### 4. Le diagnostic territorial

La directive européenne fixe la liste des sources de bruit à prendre en considération dans les agglomérations. Il s'agit des sources routières, ferroviaires, aériennes, ainsi que certaines activités industrielles, les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à Autorisation (ICPE-A).

Il faut souligner que les cartes de bruit stratégiques sont le résultat d'une approche macroscopique qui a essentiellement pour objectif, d'informer et sensibiliser la population sur les niveaux d'exposition, d'inciter à la mise en place de politiques de prévention ou de réduction du bruit et de préserver des zones de calme.

Il s'agit bien de mettre en évidence des situations de fortes nuisances et non de faire un diagnostic fin du bruit engendré par les infrastructures et les activités industrielles. Les secteurs subissant du bruit excessif pourront nécessiter un diagnostic complémentaire.

Les cartes de bruit sont établies, avec les indicateurs harmonisés à l'échelle de l'Union européenne Lden (pour les 24 heures) et Ln (pour la nuit), pour plus de détail se référer au chapitre 5 partie « Articulation entre indicateurs européens et indicateurs français ». Les niveaux de bruit sont évalués au moyen de modèles numériques intégrant les principaux paramètres qui influencent sa génération et sa propagation. Les cartes de bruit ainsi réalisées sont ensuite croisées avec les données démographiques afin d'estimer la population exposée.



Il existe cinq types de cartes stratégiques du bruit :

|  |                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                           |
|--|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  | <ul style="list-style-type: none"> <li> Isophones Lden 75 et plus</li> <li> Isophones Lden 70-75</li> <li> Isophones Lden 65-70</li> <li> Isophones Lden 60-65</li> <li> Isophones Lden 55-60</li> </ul> | <p><b>Carte de type « A »<br/>indicateur Lden</b><br/>Carte des zones exposées au bruit des grandes infrastructures de transport selon l'indicateur Lden (période de 24h), par palier de 5 dB(A) à partir de 55 dB(A)</p> |
|  | <ul style="list-style-type: none"> <li> Isophones Ln 70-75</li> <li> Isophones Ln 65-70</li> <li> Isophones Ln 60-65</li> <li> Isophones Ln 55-60</li> <li> Isophones Ln 50-55</li> </ul>                | <p><b>Carte de type « A »<br/>indicateur Ln</b><br/>Carte des zones exposées au bruit des grandes infrastructures de transport selon l'indicateur Ln (période nocturne), par palier de 5 dB(A) à partir de 50 dB(A)</p>   |
|  | <ul style="list-style-type: none"> <li> Secteur affecté par le bruit</li> </ul>                                                                                                                          | <p><b>Carte de type « B »</b><br/>Cette carte représente les secteurs affectés par le bruit, arrêté par le Préfet en application de l'article R571-32 du code de l'Environnement</p>                                      |
|  | <ul style="list-style-type: none"> <li> Dépassement valeur limite Lden dB(A)</li> </ul>                                                                                                                  | <p><b>Carte de type « C »<br/>indicateur Lden</b><br/>Carte des zones où les valeurs limites sont dépassées, selon l'indicateur Lden (période 24h) &gt; 68 dB(A)</p>                                                      |
|  | <ul style="list-style-type: none"> <li> Dépassement valeur limite Ln dB(A)</li> </ul>                                                                                                                    | <p><b>Carte de type « C »<br/>indicateur Ln</b><br/>Carte des zones où les valeurs limites sont dépassées, selon l'indicateur Ln (période nocturne) &gt; 62 dB(A)</p>                                                     |

Toutes ces cartes sont consultables sur le site Internet de la Préfecture du Territoire de Belfort :  
<http://www.territoire-de-belfort.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Bruit/Les-cartes-strategiques-du-bruit-des-infrastructures-routieres-du-Territoire-de-Belfort>

## Les zones à enjeux identifiées par la commune

Les territoires sensibles au bruit ont été identifiés par la collectivité. Il s'agit en priorité des secteurs d'habitat.

Les sources retenues ont été croisées avec la sensibilité des territoires directement sous leur influence, pour permettre l'identification des zones bruyantes (croisement avec les cartes de type C). Il s'agit principalement des habitations en bordure immédiate des rues du Magasin et du Pont Neuf. Le boulevard Henri Dunant est également concerné par une circulation supérieure à 8200 véhicules/jour, mais aucune habitation ne bordant cette voie les mesures ne s'appliquent pas.

La planche ci-après localise les secteurs concernés.



**Rue du Magasin**  
**Carte de type « C » indicateur Lden**





**Rue du Pont Neuf**  
**Carte de type « C » indicateur Lden**

## **5. Les objectifs de réduction du bruit**

### **Articulation entre indicateurs européens et indicateurs français :**

La directive européenne impose aux états membres l'utilisation des indicateurs Lden et Ln pour évaluer l'exposition au bruit des populations, hiérarchiser les situations et identifier les zones d'exposition excessive. L'indicateur Lden se construit à partir de 3 périodes (la journée, la soirée et la nuit) :

$$L_{den} = 10 \cdot \log \left( \frac{12}{24} \cdot 10^{\frac{Ld}{10}} + \frac{4}{24} \cdot 10^{\frac{Le+5}{10}} + \frac{8}{24} \cdot 10^{\frac{Ln+10}{10}} \right)$$

où Ld est le niveau sonore LAeq (6h-18h) dit de journée, dans le Lden il est pris tel quel Le est le niveau sonore LAeq (18h-22h) dit de soirée, dans le Lden il est pondéré par 5dB Ln est le niveau sonore LAeq (22h-6h) dit de nuit, dans le Lden il est pondéré par 10Db.

Dès lors qu'on passe à la phase de traitement, les objectifs se basent sur des indicateurs réglementaires français LAeqT (T correspond à une partie des 24 heures) et sur des seuils établis antérieurement à l'avènement de la directive européenne.

**Des valeurs limites encadrées par la réglementation, mais des objectifs fixés par la collectivité :**

La directive européenne ne définit aucun objectif quantifié. Sa transposition française fixe les valeurs limites au-delà desquelles les niveaux d'exposition au bruit sont jugés excessifs et susceptibles d'être dangereux pour la santé humaine.

| Valeurs limites en dB(A) |            |                                     |                              |                         |
|--------------------------|------------|-------------------------------------|------------------------------|-------------------------|
| Indicateurs de bruit     | Aérodrome* | Route et/ou ligne à grande vitesse* | Voie ferrée conventionnelle* | Activité industrielle** |
| Lden                     | 55         | 68                                  | 73                           | 71                      |
| Ln                       |            | 62                                  | 65                           | 60                      |

Ces valeurs limites concernent les bâtiments d'habitation, ainsi que les établissements d'enseignement et de soins/santé.

Les textes français ne fixent aucun objectif à atteindre. Ces derniers peuvent être fixés individuellement par chaque autorité compétente.

Pour le traitement des zones exposées à un bruit dépassant les valeurs limites le long du réseau routier et ferroviaire national, les objectifs de réduction sont ceux de la politique nationale de résorption des points noirs du bruit. Un point noir du bruit est un bâtiment sensible au bruit qui subit une gêne dépassant les valeurs limites et qui répond aux conditions d'antériorité.

Par souci de cohérence territoriale, les seuils de déclenchement pour une intervention et les objectifs de réduction pour les infrastructures de l'Etat sont retenus pour l'ensemble des sources de bruit prises en compte dans le PPBE communal.

Dans les cas de réduction du bruit à la source (construction d'écran, de modelé acoustique) :

| Objectifs acoustiques après réduction du bruit à la source en dB(A) |                  |                              |                                                       |
|---------------------------------------------------------------------|------------------|------------------------------|-------------------------------------------------------|
| Indicateurs de bruit                                                | Route et/ou LGV* | Voie ferrée conventionnelle* | Cumul Route et/ou LGV* + voie ferrée conventionnelle* |
| LAeq(6h-22h)                                                        | 65               | 68                           | 68                                                    |
| LAeq(22h-6h)                                                        | 60               | 63                           | 63                                                    |
| LAeq(6h-18h)                                                        | 65               |                              |                                                       |
| LAeq(18h-22h)                                                       | 65               |                              |                                                       |

Dans le cas de réduction du bruit par renforcement de l'isolement acoustique des façades :

| Objectifs isolement acoustique $D_{r,T,A,r}$ en dB(A) |                    |                              |                                                                           |
|-------------------------------------------------------|--------------------|------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|
| Indicateurs de bruit                                  | Route et/ou LGV*   | Voie ferrée conventionnelle* | Cumul Route et/ou LGV* + voie conventionnelle*                            |
| $D_{r,T,A,r} \geq$                                    | LAeq(6h-22h) - 40  | $I_i(6h-22h) - 40$           | Ensemble des conditions prises séparément pour la route et la voie ferrée |
| et $D_{r,T,A,r} \geq$                                 | LAeq(6h-18h) - 40  | $I_i(22h-6h) - 35$           |                                                                           |
| et $D_{r,T,A,r} \geq$                                 | LAeq(18h-22h) - 40 |                              |                                                                           |
| et $D_{r,T,A,r} \geq$                                 | LAeq(22h-6h) - 35  |                              |                                                                           |
| et $D_{r,T,A,r} \geq$                                 | 30                 | 30                           |                                                                           |

Les locaux qui répondent aux critères d'antériorité sont :

- Les locaux d'habitation dont la date d'autorisation de construire est antérieure au 6 octobre 1978 ;
- Les locaux d'habitation dont la date d'autorisation de construire est postérieure au 6 octobre 1978 tout en étant antérieure à l'intervention de toutes les mesures suivantes :

1° publication de l'acte décidant l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet d'infrastructure,

2° mise à disposition du public de la décision arrêtant le principe et les conditions de réalisation du projet d'infrastructure au sens de l'article R121-3 du code de l'urbanisme (Projet d'Intérêt Général) dès lors que cette décision prévoit les emplacements réservés dans les documents d'urbanisme opposables,

3° inscription du projet d'infrastructure en emplacement réservé dans les documents d'urbanisme opposables,

4° mise en service de l'infrastructure,

5° publication du premier arrêté préfectoral portant classement sonore de l'infrastructure (article L571-10 du Code de l'Environnement) et définissant les secteurs affectés par le bruit dans lesquels sont situés les locaux visés.

- Les locaux des établissements d'enseignement (écoles, collèges, lycées, universités, ...), de soins, de santé (hôpitaux, cliniques, dispensaires, établissements médicalisés, ...), d'action sociale (crèches, halte-garderies, foyers d'accueil, foyer de réinsertion sociale, ...) et de tourisme (hôtels, villages de vacances, hôtelleries de loisirs, ...) dont la date d'autorisation de construire est antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté préfectoral les concernant pris en application de l'article L571-10 du code de l'environnement (classement sonore de la voie).

Lorsque ces locaux ont été créés dans le cadre de travaux d'extension ou de changement d'affectation d'un bâtiment existant, l'antériorité doit être recherchée en prenant comme référence leur date d'autorisation de construire et non celle du bâtiment d'origine.

Un cas de changement de propriétaire ne remet pas en cause l'antériorité des locaux, cette dernière étant attachée au bien et non à la personne.

## **6. Les zones de calme**

Les zones de calme sont définies comme des « espaces extérieurs remarquables par leur faible exposition au bruit, dans lesquels l'autorité qui établit le plan souhaite maîtriser l'évolution de cette exposition compte tenu des activités humaines pratiquées ou prévues ».

Le critère de localisation d'une éventuelle zone de calme se fonde sur une approche à la fois quantitative et qualitative.

Du point de vue quantitatif, les cartes de bruit permettent d'identifier les secteurs exposés au-delà de 55 dB(A) en Lden : 35% du territoire est soumis à un niveau sonore inférieur à 55 dB(A) en Lden.

Du point de vue qualitatif, des critères comme l'usage des lieux (repos, détente, activités sportives, équipement, ...), leur perception (ce que l'on voit, ce que l'on ressent, ...), leur valeur paysagère et naturelle (végétalisation, ...), la qualité des sons présents (rythme, distinction, ...) et des critères plus divers comme leur domanialité (public ou privé), leur proximité, leur accessibilité, leur propreté ou encore leur sécurité peuvent être pris en considération par l'autorité compétente.

La commune de Belfort présentant des espaces naturels situés à l'écart des sources de bruit existantes, la commune considère que l'instauration de « zones de calme » dûment délimitées au sens de la directive européenne ne constitue pas un enjeu en matière de lutte contre le bruit sur la commune.

## **7. Les mesures réalisées depuis 10 ans par la collectivité**

Des efforts entrepris par la commune pour réduire les nuisances occasionnées par les sources de bruit affectant le territoire communal ont été engagés bien avant l'instauration du présent PPBE.

### **Rue du Magasin :**

- Mise en impasse du quai du Magasin, limitant ainsi le flux de véhicules à moins de 6 000 véhicules par jour.
- Création d'un îlot central au carrefour de la rue de l'Egalité destiné à faire ralentir les véhicules et de fait, diminuer les nuisances.
- Réfection des enrobés.
- Mise en place d'un passage piéton.



**Travaux réalisés rue du magasin**

**Rue du Pont Neuf :**

- Démolition des anciens bâtiments SNCF. Ces démolitions ont permis de supprimer la réverbération du bruit contre les façades coté Est. Ainsi, le son est très fortement diminué.
- Mise en service d'une voie de bus et éloignement des voies de circulation automobiles de la façade des immeubles habités.
- Réfection des enrobés.



**Nouveaux aménagements rue du Pont Neuf**

## **8. Les mesures envisagées sur les 5 ans relevant de la compétence de la collectivité**

Les mesures mises en œuvre dans les rues du Magasin et du Pont Neuf ont permis une baisse significative du bruit ambiant et la suppression des Points Noirs Bruit potentiels (PNB). Ainsi, la Ville de Belfort n'envisage pas de mesures supplémentaires.

## **9. Les mesures réalisées depuis 10 ans par les autres maîtres d'ouvrages**

Parallèlement aux actions prises sur l'initiative de la collectivité, la Société APRR, pour l'A36, et le Conseil Général du Territoire de Belfort, pour les routes départementales 83 – 19 – 483 – 465 – 13 - 583, ont pu mettre en œuvre des actions susceptibles d'améliorer l'exposition au bruit des citoyens.

Les différents PPBE approuvés sont disponibles sur site Internet de la Préfecture du Territoire de Belfort :

*<http://www.territoire-de-belfort.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Bruit/Les-PPBE-des-infrastructures-routieres-du-Territoire-de-Belfort>*

## **10. La consultation du public**

Conformément à l'article L571-8 du code de l'environnement, le présent PPBE a été mis à la consultation du public durant 2 mois. Cette consultation a eut lieu du 23 février 2015 au 25 avril 2015. Un avis faisant connaître les dates et les conditions de mise à disposition du public a été publié dans la presse locale et sur le site Internet.

La mise à disposition n'a donné lieu à aucune remarque.

## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-89

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

Archives Municipales –  
Travaux de microfilmage,  
numérisation et  
indexation de registres  
d'état civil – Demande de  
subvention à la Direction  
Régionale des Affaires  
Culturelles

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

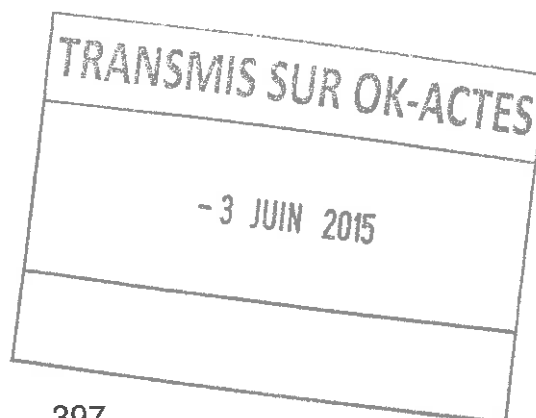
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.







Direction de la Culture  
Archives

## DELIBERATION

de Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Adjointe

---

Références  
Mots clés  
Code matière

DAC/FD/FG - 15-89  
Actions Culturelles - Archives  
8.9

Objet

**Archives Municipales - Travaux de microfilmage, numérisation et indexation de registres d'état civil - Demande de subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles**

La numérisation de documents d'archives poursuit deux objectifs principaux : fournir un support de substitution au document original, de manière à garantir sa pérennité et disposer d'un outil rapide et efficace de diffusion des documents, via Internet notamment. Ce type de prestation est une dépense récurrente du service, qui engage chaque année de nouveaux projets.

Dans la perspective de la création, puis de l'alimentation de pages Internet dédiées aux Archives Municipales, les projets de numérisation ont porté ces dernières années sur des typologies de documents plébiscitées par notre lectorat. Ces opérations de numérisation sont généralement associées à la restauration des documents et à leur microfilmage. Elles ont concerné, ces quatre dernières années, des comptes communaux anciens (15<sup>ème</sup>-18<sup>ème</sup> Siècles), des registres de recensement de population et des listes électorales, ainsi que des plans (19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> Siècles), pour une dépense totale de 19 618 €. Les subventions reçues, DRAC et Conseil Régional, s'élèvent à 8 231 €.

Pour les années 2015 et 2016, l'effort portera sur les registres d'état civil des naissances, de 1791 à 1919. Ces documents (134 volumes au total) seront intégralement microfilmés et numérisés. Ils seront également indexés de manière à permettre les recherches par nom, prénom et date. Le coût total de ce projet est estimé à 10 000 €. Une participation de la DRAC à hauteur de 4 000 à 5 000 € est escomptée.

Les registres d'état civil sont des documents très fréquemment consultés par le public des Archives effectuant des recherches à caractère généalogique. Ils sont également largement utilisés par le personnel du service, dans le cadre de l'instruction de demandes d'actes par correspondance (particuliers, notaires, études généalogiques).

Chaque registre sera microfilmé et numérisé, de manière à disposer de supports de substitution associant fiabilité (microfilms) et facilité d'utilisation (images numériques). De plus, chaque acte contenu dans ces registres sera indexé dans un fichier permettant des recherches par patronyme, prénom et date. Images numériques et fichier d'indexation seront ensuite mis en ligne sur le site des Archives Municipales où ils seront consultables gratuitement par les Internautes.

Ce projet s'inscrit dans un plan pluriannuel avec, au titre de l'exercice 2016, le traitement des registres de naissances, de 1832 à 1870, et de 1892 à 1919, pour un total de 131 registres et 39 121 actes indexés. La société retenue pour effectuer l'ensemble de ces prestations est Flash Copy, située à Wasselonne (67 - Bas-Rhin).

La Direction Régionale des Affaires Culturelles est susceptible de financer ce projet à hauteur de 2 000 € maximum. Le plan de financement de cette opération pourrait s'établir ainsi :

| Dépenses                                                            |                   | Recettes         |                   |
|---------------------------------------------------------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| Objet                                                               | Montant HT        | Financement      | Montant TTC       |
| Numérisation, microfilmage et indexation de registres de naissances | 4 318,56 €        | DRAC             | 2 000,00 €        |
| <b>Total HT</b>                                                     | <b>4 318,56 €</b> | Ville de Belfort | 3 182,27 €        |
| TVA 20 %                                                            | 863,71 €          |                  |                   |
| <b>Total TTC</b>                                                    | <b>5 182,27 €</b> | <b>Total TTC</b> | <b>5 182,27 €</b> |

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 41 voix pour et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

*(M. Alain DREYFUS-SCHMIDT ne prend pas part au vote),*

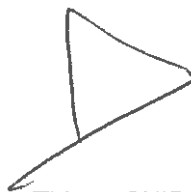
**VALIDE** le programme de travaux et le plan de financement prévisionnel.

**AUTORISE** M. le Maire à solliciter auprès de la DRAC la subvention correspondante.

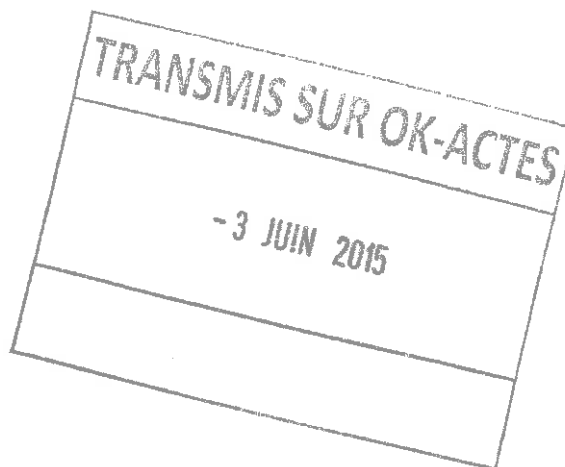
Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération,  
le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à  
l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire  
l'objet d'un recours devant  
la juridiction administrative  
dans le délai de deux mois  
à compter de sa publication  
ou de son affichage



Thierry CHIPOT



## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-90

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

Acquisition d'une arme  
d'honneur offerte par la  
Ville de Belfort au  
Général Lecourbe en  
septembre 1815

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

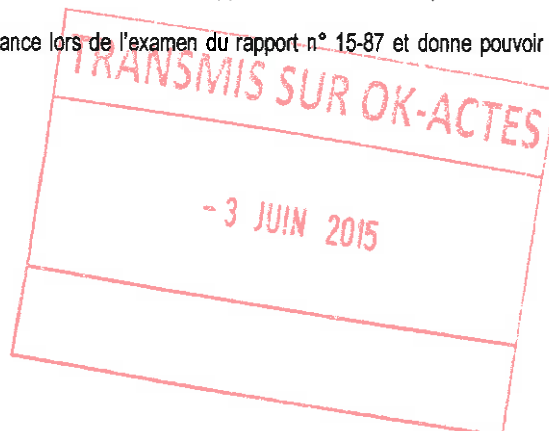
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.





Direction Culture, Sports  
Musées

## DELIBERATION

de Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Adjointe

---

Références  
Mots clés  
Code matière

JLG/FD/CF - 15-90  
Actions Culturelles - Musées  
8.9

Objet

### Acquisition d'une arme d'honneur offerte par la Ville de Belfort au Général Lecourbe en septembre 1815

Dans la poursuite de l'objectif visant à renforcer ses collections et à enrichir son fonds patrimonial par la présence d'objets en lien avec l'histoire de notre cité, la Ville de Belfort s'est positionnée afin d'acquérir, à l'occasion d'une vente aux enchères publiques, un fusil de chasse, arme d'honneur offerte par la Ville au Général Lecourbe en septembre 1815. Cette acquisition s'inscrit dans la continuité de la politique que nous menons depuis plusieurs années, en conformité avec le Projet Scientifique et Culturel, validé conjointement par la Direction des Musées de France et la Ville de Belfort en 2004.

Au regard de l'urgence à acquérir, la Ville de Belfort a sollicité la Direction des Musées de France, afin que les Musées de Belfort puissent préempter l'objet dans la limite de 25 000 € à l'issue de l'adjudication qui s'est déroulée le 2 avril 2015 à l'Hôtel Drouot à Paris.

#### I - Présentation de l'acquisition

L'acquisition concerne un fusil de chasse à silex de la Manufacture de Versailles, signé "L D" Double canon en table en damas à ruban couleur tabac gravé et doré aux tonnerres et marqué sur la bande, en lettres d'or «CANON À RUBAN». Matière : bois de noyer, métal, argent. Longueur : 122 cm. Date de collecte : été 1815. Marques : garnitures en argent, découpées et gravées de fleurs, de feuillages et d'animaux, dont deux singes et un pélican, poinçonnées: "L D" dans un losange vertical ; la plaque de couche est gravée : "LA VILLE DE BELFORT RECONNAISSANTE AU GÉNÉRAL LECOURBE".

#### II - Intérêt de cette acquisition par rapport aux collections

Cette arme vient compléter le fonds sur le Général Lecourbe conservé par les Musées de Belfort qui se compose d'une épée dite de ville, d'un drapeau du régiment conduit par le Général Lecourbe lors des guerres révolutionnaires, ainsi que du sabre du Siège de Belfort. Les Musées conservent également quelques pièces d'archives et des portraits gravés du 19ème Siècle rappelant la postérité et la popularité des anciens généraux de l'Empire.

Ce fusil offert par la Ville de Belfort est une pièce historique. Il a été présenté à l'Exposition Universelle de 1889, prêté par la famille Lecourbe dans la section sur l'Armée Française. Il éclaire autant l'épisode du Siège de 1815 que les liens du Général Lecourbe et de la Ville. Plutôt que d'offrir un sabre d'apparat, la Ville a fait graver un fusil de chasse, cadeau plus modeste en apparence, mais qui témoigne d'une certaine forme de proximité entre la Ville et le Général. Il figure dans les inventaires après décès en date du 23 octobre 1815 et doit avoir été fait au moment de "l'admission à la retraite le 4 septembre 1815". Le Premier Adjoint de l'époque, en l'absence de Maire, imaginait que le fameux Général irait chasser dans les forêts avoisinantes de sa région natale. C'est donc autant à l'homme qu'au Général que ce fusil fait symboliquement allusion.

Le Général Lecourbe compte parmi les figures importantes du panthéon belfortain : Renaud de Bourgogne, le Comte de la Ferté, le Maréchal de Vauban, le Général Haxo, le Colonel Denfert-Rochereau, et bien sûr, le statuaire Bartholdi. Ce dernier, lorsqu'il imagina le *Monument des Trois Sièges* (1913), pour répondre à l'inélégance de la Ville qui lui avait préféré le sculpteur Antonin Mercié lors d'un concours pour orner la place d'Armes, exécuta en ronde-bosse un portrait en pied du Général Lecourbe, les deux autres étant le Commandant Legrand (le Siège de 1813) et le Colonel Denfert-Rochereau (le Siège de 1870-1871).

Cette acquisition s'inscrit dans une logique toute particulière. Une telle pièce trouvera tout son sens en regard des pièces que nous conservons du Général Lecourbe et du Colonel Denfert Rochereau. Dans la refonte du Musée d'Histoire de la Ville situé dans la Citadelle de Belfort, il est prévu de ponctuer chacune des grandes mutations historiques et urbaines par un ensemble le plus complet et significatif des personnages qui ont joué un rôle dans l'histoire de Belfort. Le Général Lecourbe en fait légitimement partie.

### III - Iconographie



---

Objet : Acquisition d'une arme d'honneur offerte par la Ville de Belfort au Général Lecourbe en septembre 1815



#### IV - Justification du prix de l'acquisition

Les résultats de vente d'armes d'honneur, que ce soit de fusils, coffrets de pistolets ou d'armes blanches, sont très variables, en raison de la fluctuation du marché de l'antiquité, mais aussi de la surcote que certains collectionneurs apportent à l'acquisition de ces œuvres. En effet, en fonction de la célébrité du dédicataire, les ventes peuvent parfois « s'emporter ».

Ce fusil de chasse de très grande qualité technique et au raffinement certain a été transformé en arme de récompense par l'intermédiaire d'une gravure à l'eau-forte sur la plaque de couche de la crosse. Fabriqué par un des ateliers prestigieux de la Manufacture de Versailles, son prix d'adjudication de 7 512 euros TTC à l'issue de la vente aux enchères du 2 avril 2015 est totalement justifié au regard du marché de l'antiquité historique. Il a été acquis dans d'excellentes conditions, sachant que son estimation de départ se situait entre 8 000 € et 12 000 €.

Au-delà de la valeur esthétique et technique de l'objet, et de la valeur commerciale intrinsèque de cette arme bicentenaire, la mention unique «*La Ville de Belfort reconnaissante au Général Lecourbe*» lui confère une valeur importante pour son histoire.



## V - Budget d'acquisition

Le budget d'acquisition se décompose de la façon suivante :

| <b>Acquisitions</b>                                                                                               | <b>Coût</b>       | <b>Financement</b>                        |                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------------------------------|-------------------|
| <b>Arme d'honneur,<br/>fusil de chasse<br/>offert par la Ville de<br/>Belfort au Général<br/>Lecourbe en 1815</b> | <b>6 000 € HT</b> | <b>Subventions FRAM<br/>à 50 %</b>        |                   |
|                                                                                                                   |                   | <b>Subvention de l'État</b>               | <b>1 500,00 €</b> |
|                                                                                                                   |                   | <b>Subvention du<br/>Conseil Régional</b> | <b>1 500,00 €</b> |
|                                                                                                                   |                   | <b>Part de la Ville de<br/>Belfort</b>    | <b>4 512,00 €</b> |
|                                                                                                                   |                   | <b>Total TTC</b>                          | <b>7 512,00 €</b> |

Cette acquisition sera réglée sur notre clé d'imputation n° 01474.

L'avis favorable qui a été donné par la Direction des Musées de France pour préempter lors de la vente qui a eu lieu le 2 avril 2015 nous autorise à solliciter une subvention au titre du Fonds Régional d'Acquisition pour les Musées (FRAM), dispensée à part égale par la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Franche-Comté et le Conseil Régional de Franche-Comté, et fera l'objet d'une demande en ce sens.

Compte tenu de l'importance de cette acquisition pour la Ville de Belfort, nous solliciterons l'obtention d'une subvention au meilleur taux possible, soit 50 %.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 42 voix pour,


*(M. Alain DREYFUS-SCHMIDT ne prend pas part au vote),*

**AUTORISE** M. le Maire à solliciter une subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Franche-Comté et du Conseil Régional.

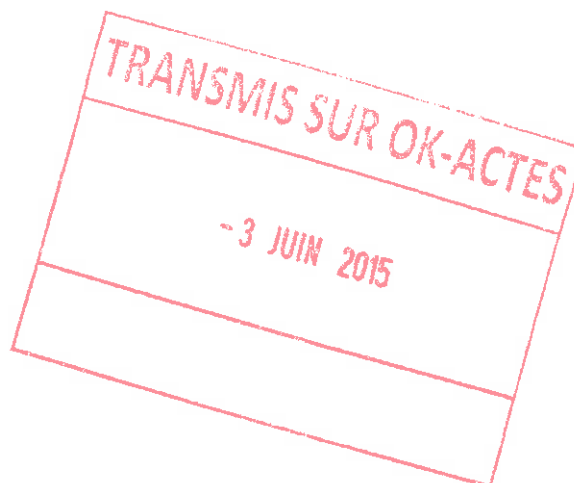
Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage



Thierry CHIPOT



## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-91

Convention coupon  
Avantage Bibliothèque

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaients présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

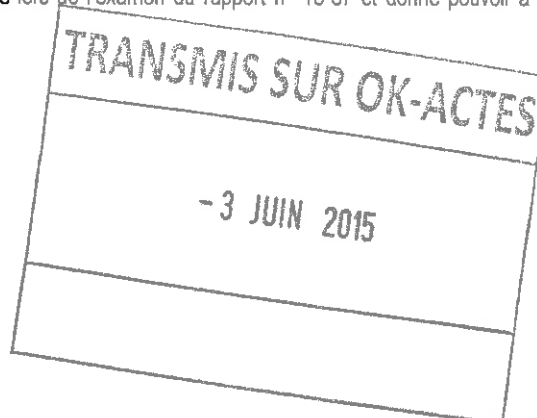
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.





Direction Culture, Sports  
Bibliothèque

## DELIBERATION

de Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Adjointe

---

Références  
Mots clés  
Code matière

DAC/RS/FD/SG - 15-91  
Bibliothèques - Juridique - Recettes  
8.9

Objet

**Convention coupon Avantage Bibliothèque**

Depuis septembre 1999, la Bibliothèque municipale participe au dispositif du Chéquier Avantage Culturel, initié par le Conseil Régional de Franche-Comté.

Dans ce cadre, les détenteurs du chéquier, âgés de moins de 26 ans ou étudiants de moins de 30 ans, bénéficient d'une inscription gratuite à la Bibliothèque municipale.

Il est rappelé que la tarification de la Bibliothèque prévoit la gratuité de l'inscription pour les usagers de moins de 18 ans résidant à Belfort.

Ce dispositif Chéquier Avantage Culturel joue, depuis sa mise en place, un rôle indéniable dans le renouvellement des usagers, mais aussi dans la fidélisation des publics étudiants et jeunes de moins de 26 ans.

Dans ce contexte, je vous propose de reconduire notre participation au dispositif, du 1<sup>er</sup> septembre 2015 au 31 août 2016.

Le mode de financement du coupon Avantage Bibliothèque consiste en une compensation financière de 5 € par abonnement consenti aux titulaires de la carte Avantages Jeunes.

Cette aide de la Région sera versée en trois fois, aux mois de décembre, mai et septembre, sur présentation des talons justificatifs des abonnements par la Bibliothèque. 400 personnes en moyenne profitent de ce dispositif.

Les engagements respectifs de la Ville de Belfort et du Conseil Régional sont repris dans la convention ci-jointe.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 41 voix pour et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

*(M. Alain DREYFUS-SCHMIDT ne prend pas part au vote),*

**APPROUVE** les termes de la convention.

**AUTORISE M. le Maire à la signer.**

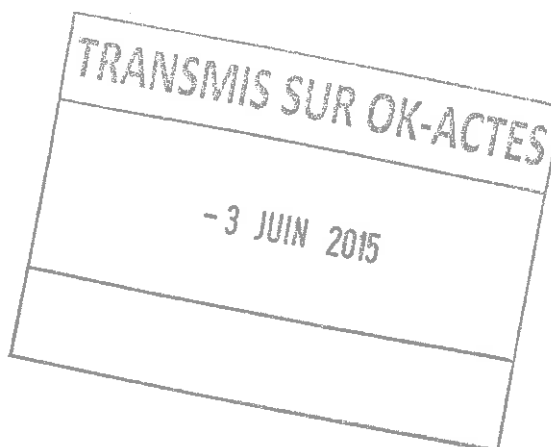
Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération,  
le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à  
l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire  
l'objet d'un recours devant  
la juridiction administrative  
dans le délai de deux mois  
à compter de sa publication  
ou de son affichage



Thierry CHIPOT





## Convention coupon Avantage Bibliothèque

du 1<sup>er</sup> septembre 2015 au 31 août 2016

INFORMATION JEUNESSE  
Centre Régional  
d'Information Jeunesse  
27 rue de la République  
25000 Besançon  
Tél. 03 81 21 16 10 - Fax 03 81 82 83 17  
carteavantagesjeunes@jeunes-fc.com  
www.jeunes-fc.com



Entre les soussigné(e)s :

la commune

Mairie de Belfort

Place d'Armes

90000 BELFORT

Tél. 03 84 54 24 24

Fax. 03 84 21 71 71

N° de siret (14 chiffres) 21 90 00 10 30 00 19

Représenté(e) par: Monsieur Damien MESLOT (Maire)

Pour la bibliothèque / médiathèque

Bibliothèque municipale de Belfort

Forum des 4 As

90000 BELFORT

Tél. 03 84 54 27 54

Fax. 03 84 21 25 24

Responsable: Madame Mathilde NASSAR

Courriel: bibliotheque@mairie-belfort.fr

IBAN (International Bank Account Number)

et le Centre Régional d'Information Jeunesse (Crij) de Franche-Comté représenté par M. Ghezali, Président,

et la Région Franche-Comté représentée par Mme Dufay, Présidente,

Dans le cadre de l'initiative culturelle de la Région Franche-Comté dont le but est de favoriser la lecture auprès des bénéficiaires de la carte Avantages Jeunes,

Il a été exposé ce qui suit :

### Article 1 : Le coupon Avantage Bibliothèque

Le coupon Avantage Bibliothèque, qui propose un abonnement gratuit d'un an en bibliothèque, est inséré dans la carte Avantages Jeunes qui est distribuée sur l'ensemble de la Franche-Comté par le Crij de Franche-Comté et le réseau Information Jeunesse. Il est offert par la Région Franche-Comté.

### Article 2 : Les engagements réciproques

> La bibliothèque / médiathèque s'engage à :

- inscrire gratuitement tout détenteur de la carte Avantages Jeunes sur remise du coupon Avantage Bibliothèque et sur présentation de sa carte. La bibliothèque/mediathèque remet à l'inscrit tout document habituellement remis aux abonnés (carte, récépissé, etc.) attestant de l'abonnement valable pour une année de date à date. La bibliothèque/mediathèque ne peut en aucun cas demander une contribution financière en plus du coupon.
- afficher de façon visible les supports de communication qui seront fournis par le Crij afin de faire connaître ce dispositif.
- participer aux évaluations de l'impact du dispositif dans l'évolution des inscriptions des jeunes de moins de 30 ans dans les bibliothèques/mediathèques.
- bénéficier d'un budget d'acquisition en propre
- avoir un lieu dédié au livre et à la lecture
- avoir fait suivre une formation reconnue par la Bibliothèque Départementale de Prêt au personnel.

> Le Crij de Franche-Comté s'engage à :

- faire figurer la liste des bibliothèques et médiathèques affiliées au coupon Avantage Bibliothèque 2015 / 2016 dans différents supports de communication (livret, site Internet...)
- transmettre à la Région Franche-Comté, trois fois par an (au 30/11, 30/4 et 31/08), les montants à rembourser aux communes.

> La Région Franche-Comté s'engage à :

- rembourser les coupons Avantage Bibliothèque aux bibliothèques par mandat bancaire, à raison de 5 € par coupon. Le paiement interviendra trois fois par an (décembre, mai et septembre).

### Article 3 : Utilisation du coupon

L'utilisation du coupon Avantage Bibliothèque ne peut se faire qu'en Franche-Comté, et uniquement dans les bibliothèques/mediathèques partenaires du dispositif.

### Article 4 : Remboursement

Le remboursement du coupon Avantage Bibliothèque sera établi à partir du bordereau de remise rempli par la bibliothèque/mediathèque et accompagné des talons justificatifs. Ce bordereau et ces talons devront être retournés impérativement pour le 15 des mois de novembre, avril et août, au Crij de Franche-Comté - 27 rue de la République - 25000 Besançon. Le Crij transmettra alors l'état des versements à effectuer à la Région Franche-Comté pour le paiement. Le dispositif est géré par la Direction de la Culture, Jeunesse, Sport, Vie associative à la Région.

En cas de réclamation sur le paiement, la bibliothèque s'engage à informer le Crij de Franche-Comté et la Région Franche-Comté dans un délai de 2 mois maximum.

### Article 5 : Durée de l'engagement

Le présent contrat est valable du 1<sup>er</sup> septembre 2015 au 31 août 2016 (1 an).

Il est convenu que les parties pourront mettre fin à leur collaboration par lettre recommandée avec accusé de réception, ce moyennant le respect d'un préavis de 3 mois précédant l'échéance du terme de contrat.

Tout litige concernant l'interprétation du présent contrat sera porté devant le tribunal de Besançon.

Fait en trois exemplaires, le.....

La commune, Lu et approuvé

Pour la Région Franche-Comté,  
Mme Marie-Gülte Dufay, Présidente,

Pour le Crij de Franche-Comté,  
M. Abdel Ghezali, Président,

## VILLE DE BELFORT

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

Objet de la délibération

N° 15-92

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

Acquisition d'un  
ensemble de 30  
photographies du studio  
Gerst et Schmidt de  
Colmar pour le Musée  
d'Histoire

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DERROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

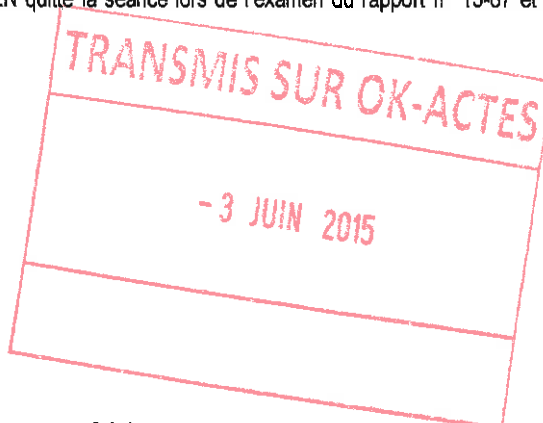
Absentes :

Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU

Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.







Direction Culture, Sports  
Musées

## DELIBERATION

de Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Adjointe

---

Références  
Mots clés  
Code matière

JLG/FD/SG - 15-92  
Actions Culturelles - Musées  
8.9

Objet

**Acquisition d'un ensemble de 30 photographies du studio Gerst et Schmidt de Colmar pour le Musée d'Histoire**

La définition d'une politique d'acquisition mise en place depuis 2010, à l'occasion de l'exposition *La réforme par l'uniforme, les régiments de Belfort sous la IIIème République*, a permis de dresser un premier état des lieux des collections du Musée d'Histoire de Belfort. Contre toute attente, ce fonds s'avère trop faible, notamment en ce qui concerne des collections proprement liées à l'histoire de la Ville de Belfort. Le musée a besoin d'objets et d'œuvres d'art phares pour étayer son propos historique, et des œuvres de toute nature pour contextualiser ceux-ci.

C'est ce manque que veut pallier la présente acquisition, en renforçant la présence d'iconographie et œuvres d'art originales.

### I - Présentation de l'acquisition

L'acquisition concerne :

- un ensemble de 30 photographies du studio Gerst et Schmidt de Colmar, représentant les destructions de la guerre de 1870-1871 à Belfort, des soldats devant l'Hôtel de Ville, l'Église, à l'Arsenal, au Château, dans les faubourgs, plus une photographie de canonnières volontaires lors du bombardement de Strasbourg en 1870, dédiée par G. Carlet, brigadier pointeur.

Techniques : Photographies, tirages albuminés montés sur cartons, non datées, de dimensions 21 cm x 16 cm, signées et marquées tampons Gerst et Schmidt, Colmar (Haut Rhin).

Les photographies sont décollées de leur support d'origine. Elles présentent des traces d'altération (jaunissement, taches, plis), mais rien qui ne pourrait être restauré. L'état peut être qualifié de moyen. Cependant, ce qui motive la présente acquisition est la rareté et l'opportunité pour la Ville de Belfort de mieux documenter ce qui constitue un des épisodes les plus importants de son Histoire.

## II - Intérêt de ces acquisitions par rapport aux collections

Cette acquisition importante vient compléter la collection *militaria* et de peintures d'art militaire conservées dans les collections patrimoniales.

L'iconographie du Siège de 1870-1871 s'est vue renforcée depuis juillet 2009 par l'acquisition de deux dessins d'Édouard Detaille, un portrait d'Alphonse de Neuville, mais également un artilleur fumant d'Étienne-Prosper Berne-Bellecour, ainsi qu'une dizaine de photographies des lendemains du Siège de 1870-1871 par le studio Adolphe Braun (1811-1877), qui constitue jusqu'à ce jour le seul regard d'un photographe que nous ayons à propos du paysage belfortain des lendemains du Siège de 1870-1871. Des éléments d'uniformes ont également été acquis depuis 2010, afin de mieux évoquer l'image des régiments qui ont participé à l'histoire belfortaine et qui sont généralement peu ou pas connus du public, tels que les 11èmes Hussards et 11èmes Dragons. Cette collection est constituée afin de donner une approche la plus complète possible du Siège de Belfort et de ses lendemains, mais aussi, plus généralement, d'un moment crucial pour l'Histoire de la France : la guerre franco-prussienne et la période de l'annexion de l'Alsace-Lorraine.

La série de photographies du studio Gerst et Schmidt proposée aujourd'hui à l'acquisition est d'autant plus intéressante qu'elle présente à la vue des paysages urbains de Belfort qui n'ont pas été couverts par le studio Braun.

Le studio Gerst et Schmidt s'est autant intéressé aux destructions occasionnées sur les fortifications de la place de Belfort qu'à celles qui ont endommagé les habitations particulières ou les immeubles des quartiers situés notamment sur les faubourgs modernes de la ville : faubourg de France, faubourg de Montbéliard. Le regard photographique de cette série est emprunté à celui du reportage de guerre né véritablement en Crimée. Par opposition à Braun qui compose ses photographies tel un peintre paysagiste, incluant si besoin une figure humaine afin de proposer une échelle à l'observateur et proposer une « vue animée de Belfort », la vision esthétique est beaucoup moins forte, car on sent davantage l'instantanéité de la prise de vue qui relève du reportage de guerre. Inédites dans leur globalité, ces trente photographies permettent de mieux resituer les dommages de guerre du Siège de 1870-1871 à Belfort, et contribuent davantage à faire comprendre la place symbolique de cette ville de résistance dans la reconstruction nationale entre 1871 et 1919. Enfin, sur le plan de la chronologie des lendemains du Siège, ces photos sont plus précieuses que les vues Braun, car après examen des troupes présentes sur les clichés, il s'avère qu'il s'agit des troupes assiégeantes de Belfort et non de celles arrivées postérieurement pour occuper la ville et ses alentours au titre des dommages de guerre. Les soldats de la Landwehr sur les clichés Gerst et Schmidt, reconnaissables à leur shako caractéristique (modèle 1860), font place aux casques à pointes des troupes prussiennes de l'armée régulière visibles sur les tirages Braun.

Par le point de vue et l'exactitude de ces photographies, nous nous rapprochons donc d'une vision complémentaire à l'iconographie classique, mais surtout plus réaliste, car plus proche de la fin du Siège.

### III - Justification du prix de l'acquisition

La série de 30 photographies est proposée au coût de 2 600 € TTC par le vendeur, Alexis Bonnet, antiquaire spécialisé, 21b rue du Bon Guillaume à Montargis (45200).

Les Archives départementales du Territoire de Belfort ont acquis en janvier 2015 une série de dix tirages inédits du même studio pour la somme de 1 200 €.

Ceux proposés dans ce dossier se situent donc dans une fourchette de prix tout à fait normale. La rareté et l'aspect inédit de ces vues exceptionnelles compensent la qualité moyenne de conservation des supports, chaque tirage étant numéroté au crayon sur chaque carton, on dénombre en effet 50 vues réalisées, dont une petite quarantaine seulement connues à ce jour.

### IV - Budget d'acquisition

Le budget d'acquisition se décompose de la façon suivante :

| Acquisitions                                                                         | Coût                 | Financement                               |                       |
|--------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|-------------------------------------------|-----------------------|
| <i>Ensemble de<br/>30 photographies<br/>du studio Gerst et<br/>Schmidt de Colmar</i> | <b>2 166,67 € HT</b> | <i>Subventions FRAM<br/>à 50 %</i>        |                       |
|                                                                                      |                      | <i>Subvention de l'État</i>               | <b>541,66 €</b>       |
|                                                                                      |                      | <i>Subvention du<br/>Conseil Régional</i> | <b>541,66 €</b>       |
|                                                                                      |                      | <b>Part de la Ville de<br/>Belfort</b>    | <b>1 516,68 €</b>     |
|                                                                                      |                      | <b>Total TTC</b>                          | <b>2 600,00 € TTC</b> |

Cette acquisition sera réglée sur notre clé d'imputation n° 01474.

Suite à l'avis favorable à l'unanimité de la Commission Scientifique Interrégionale de la Région Bourgogne Franche-Comté, réunie le 31 mars 2015 à Dijon, cette acquisition fera l'objet d'une demande de subvention au titre du Fonds Régional d'Acquisition pour les Musées (FRAM) dispensée à part égale par la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Franche-Comté et le Conseil Régional de Franche-Comté.

Compte tenu de cet avis, nous solliciterons l'obtention d'une subvention au meilleur taux possible, soit 50 %.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 41 voix pour et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

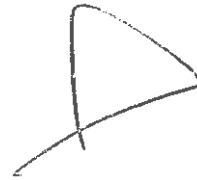
(M. Alain DREYFUS-SCHMIDT ne prend pas part au vote),

**AUTORISE M.** le Maire à solliciter le FRAM et à percevoir les subventions demandées.

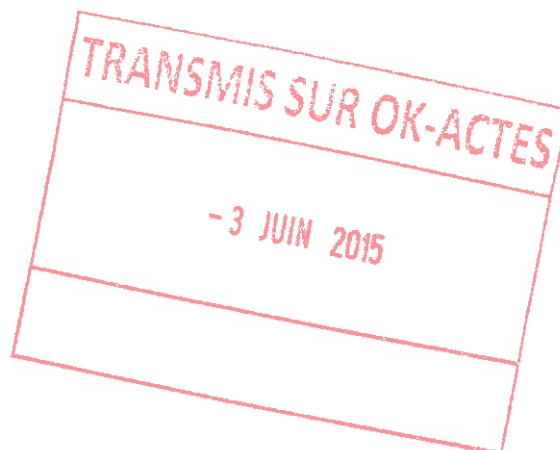
Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage



Thierry CHIPOT



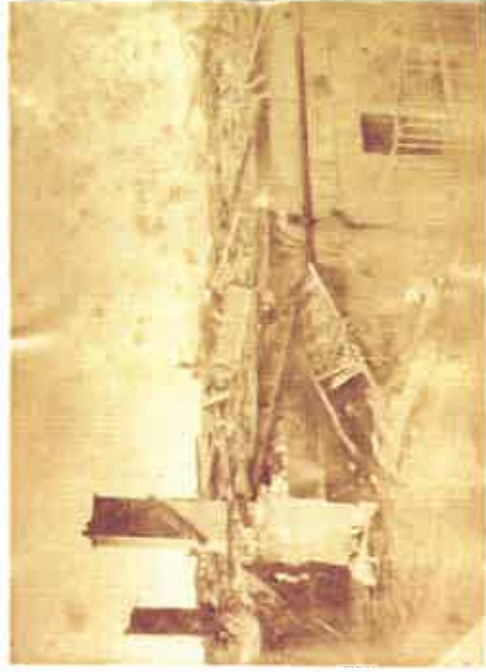
**ACQUISITION  
D'UN ENSEMBLE  
DE TRENTE  
PHOTOGRAPHIES**

**DU STUDIO GERST  
ET SCHMIDT DE  
COLMAR**





**Vue de l'hôtel du Gouverneur  
après le Siège de 1870-1871**



**Vue sur la Caserne Fort de la Justice  
après le Siège de 1870-1871**



**Vue sur la Citadelle depuis Demi -  
Lune après le Siège de 1870-1871**



**Vue sur la Cour d'Honneur de la  
Citadelle après le Siège de 1870-1871**





**Vue sur l'Esplanade Fort de la Justice  
après le Siège de 1870-1871**



**Vue sur l'Esplanade Fort de la Justice  
après le Siège de 1870-1871**

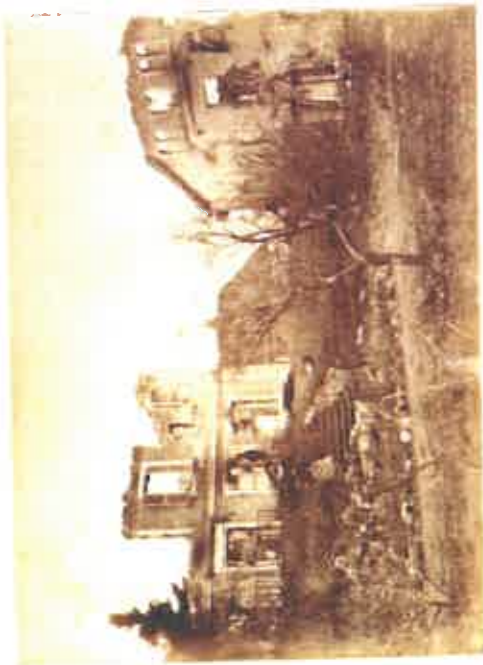


**Vue sur l'Esplanade Fort de la Justice  
après le Siège de 1870-1871**



**Vue sur le Faubourg de Montbéliard  
après le Siège de 1870-1871**





**Vue sur le Faubourg de Montbéliard  
après le Siège de 1870-1871**



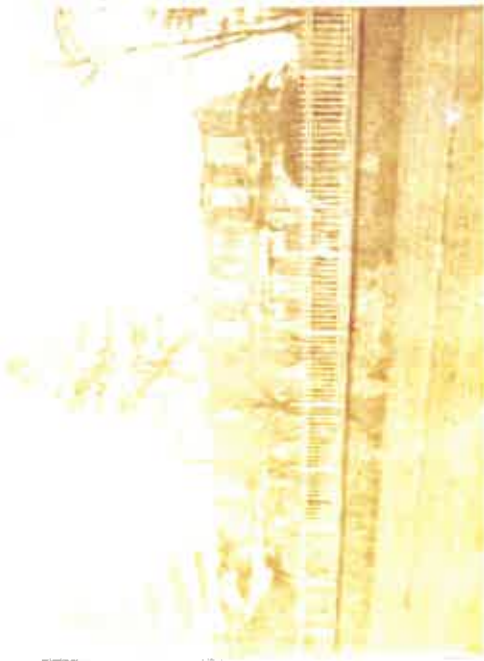
**Vue sur le Faubourg de Montbéliard après  
le Siège de 1870-1871**



**Vue sur le Faubourg de Montbéliard  
après le Siège de 1870-1871**



**Vue sur une Ferme près de Bellevue  
après le Siège de 1870-1871**



**Vue sur le Faubourg de Montbéliard  
Maison Long après le Siège de 1870-1871**



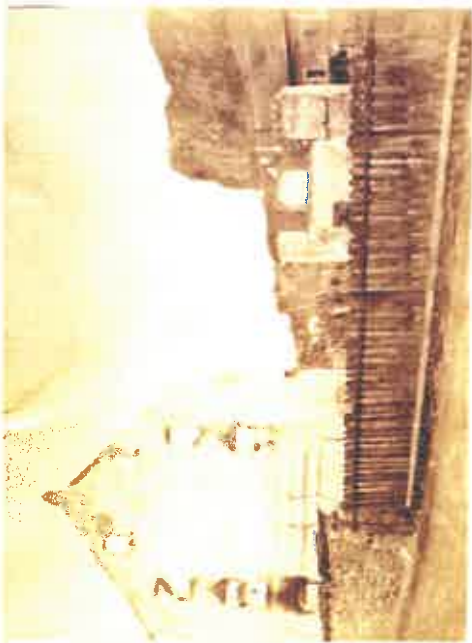
**Favorite prise de Bellevue après  
le Siège de 1870-1871**



**Vue sur une Ferme de Bellevue après  
le Siège de 1870-1871**



**Vue sur une Ferme près de Bellevue après  
le Siège de 1870-1871**



**Vue sur Fourneau après le Siège de 1870-1871**



**Vue sur l'Hôpital après le Siège de 1870-1871**



**Vue sur l'Hôtel de Ville après le Siège de 1870-1871**

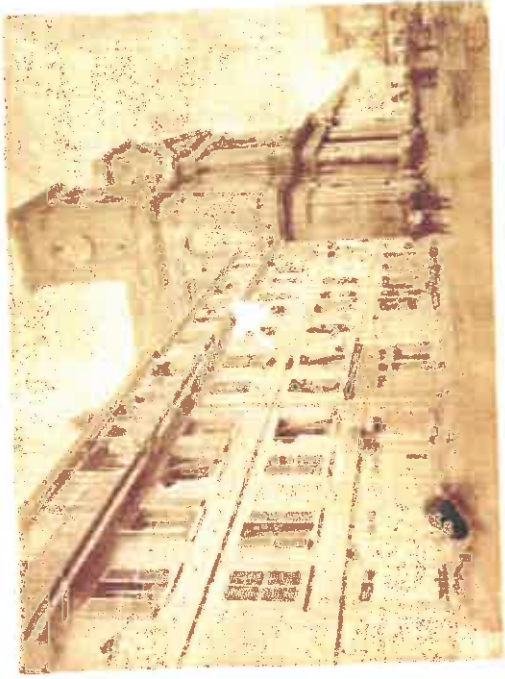


**Vue sur Les Perches vus de la Gare après le Siège de 1870-1871**

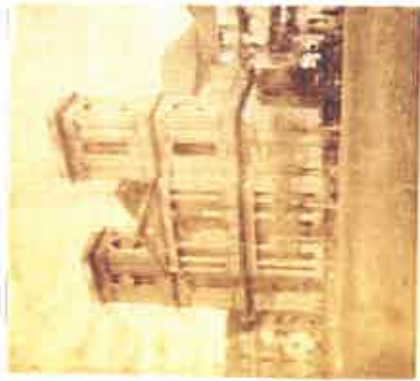




**Vue sur le Magasin après le Siège de 1870-1871**



**Vue sur la Maison Nijol après le Siège de 1870-1871**



**Vue sur la Cathédrale après le Siège de 1870-1871**



**Vue sur la Place d'Armes après le Siège de 1870-1871**



**Vue sur le Pont sur la Savoureuse après  
le Siège de 1870-1871**



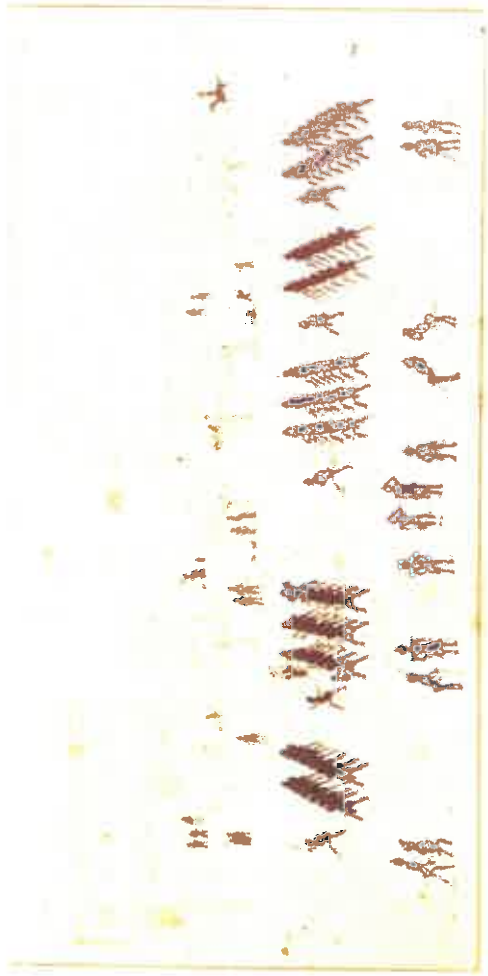
**Vue sur le Quartier du Fourneau après  
le Siège de 1870-1871**



**Vue sur le Quartier du Fourneau après  
le Siège de 1870-1871**



**Vue générale de la gare après le Siège  
de 1870-1871**



**Défilé allemand, Place d'Armes après  
le Siège de 1870-1871**  
**Anonyme, dessin au crayon  
et encre noire sur papier**  
**20 x 10 cm**



**Artilleurs français de la Garde  
Nationale Mobile à Strasbourg  
pendant le Siège de 1870-1871**

## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-93

Renouvellement de la  
convention entre la Ville  
et Livres 90

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

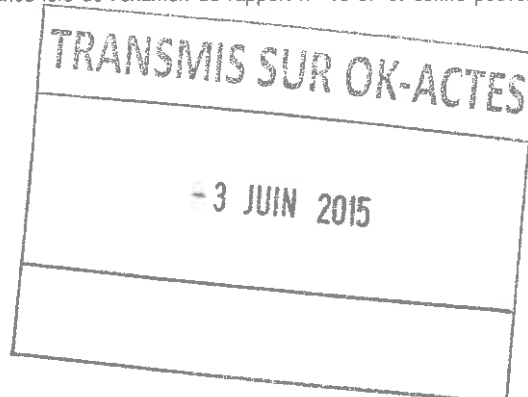
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.







Direction Culture, Sports  
Direction de l'Action Culturelle

## DELIBERATION

de Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Adjointe

---

Références  
Mots clés  
Code matière

DAC/NG/CF - 15-93  
Actions Culturelles - Juridique  
8.9

Objet

**Renouvellement de la convention entre la Ville et Livres 90**

La 42<sup>ème</sup> Foire aux Livres organisée par l'association *Livres 90* se déroulera au Centre des Congrès Atria, du jeudi 8 octobre au dimanche 1<sup>er</sup> novembre 2015.

Comme chaque année, seront proposés une vente de livres, des animations, de la littérature jeunesse et le Salon d'Auteurs, en lien avec la Bibliothèque Municipale de Belfort dans le cadre du Mois du Livre.

Depuis 2001, une convention lie l'association et la Ville ; celle-ci a été renouvelée en 2014 pour un an, la Ville ayant décidé de continuer à soutenir cette manifestation, en apportant son concours financier.

Cette aide s'est traduite en 2014 par :

- la location de salles à l'Atria :
  - 24 jours pour la grande salle d'exposition et les salons Gide,
  - 12 jours pour les salons Camus ;
- la participation à la prise en charge de la sécurité :
  - prise en charge à hauteur de 50 % du dossier de sécurité et du chargé de sécurité,
  - participation aux heures de présence d'un agent "SSIAP 2" (service de sécurité, incendie et assistance aux personnes) à hauteur de 50 %,
  - participation aux heures de présence d'un agent "SSIAP 1" à hauteur de 33,33 %.

La présence d'agents "SSIAP1" et "SSIAP2" fait suite aux préconisations de la sous-commission départementale de Sécurité du 4 octobre 2010.

Pour l'édition 2015 de la Foire aux Livres, je vous propose que la Ville participe à la location du Centre de Congrès Atria, selon les mêmes conditions qu'en 2014, et sur le même nombre de jours. Les jours supplémentaires seront pris en charge par *Livres 90*.

Le montant de la participation de la Ville pour cette location s'est élevé à 100 657,80 € (budget de la Direction Générale) en 2014, et devrait s'élever à 101 600 € cette année.

Pour information, la Foire aux Livres 2014 a accueilli 36 000 visiteurs (37 500 en 2013), dont 19 083 clients (18 622 en 2013). 146 159 livres ont été vendus (146 625 en 2013).

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 41 voix pour et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

(M. Alain DREYFUS-SCHMIDT ne prend pas part au vote),

**VALIDE** les présentes dispositions.

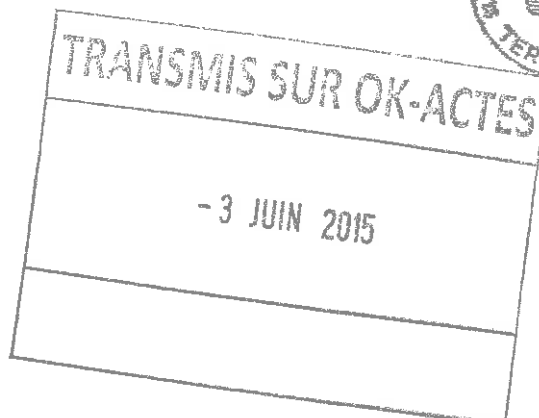
**AUTORISE** M. le Maire à signer la convention 2015 pour l'organisation de la 42<sup>ème</sup> Foire au Livres.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,



Thierry CHIPOT



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

## CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre :

- la Ville de Belfort, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Damien MESLOT, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 28 mai 2015, d'une part,

Et :

- l'Association Livres 90, dont le siège social est au 1 rue de l'As-de-Carreau à Belfort, représentée par sa Présidente en exercice, Mme Josiane FRANCHI, désignée, ci-après l'Association, d'autre part,

### **Il a été arrêté et convenu ce qui suit**

#### **Préambule**

La Ville de Belfort organise, depuis 1994, le Festival du Livre. Cet événement, né de la volonté de promouvoir la culture de l'écrit et la pratique de la lecture, propose chaque automne des rencontres avec les auteurs, des expositions, des animations thématiques et un concours littéraire.

L'Association Livres 90 a créée en 1980 la grande Foire aux Livres de l'Est. Cette manifestation, en proposant un choix varié d'ouvrages à des prix attractifs, contribue à une large diffusion du livre auprès du grand public.

#### **Article 1 : objet de la convention**

La Ville de Belfort et l'Association Livres 90, par leurs initiatives, visent des objectifs communs : redonner au livre son importance et susciter le goût et le plaisir de la lecture. Elles ont donc décidé de développer leurs collaborations dans le cadre du Mois du Livre, organisé par la Bibliothèque Municipale de Belfort, et la Foire aux Livres, initiée par l'Association Livres 90.

En particulier, les deux signataires conviennent de renforcer leur partenariat pour développer la qualité des animations et des expositions, ainsi que dans le choix des auteurs accueillis, de façon à assurer un rayonnement populaire à ces manifestations.

#### **Article 2 : engagements de la Ville de Belfort**

La Ville de Belfort s'engage à apporter son concours financier à l'organisation de la Foire aux Livres de l'Association.

La contribution communale porte sur :

- le versement d'une subvention de 8 000 € pour l'organisation de l'édition 2015 du Salon des Auteurs du Nord Franche-Comté "Savoureusement Lire", associé à la remise d'un prix littéraire de la Ville de Belfort ;
- la prise en charge du coût de location de la grande salle d'exposition et des salons Gide du Centre de Congrès Atria, pour un maximum de 24 jours ;
- la prise en charge du coût de location des salons Camus du Centre de Congrès Atria, pour une durée de 12 jours ;
- la prise en charge de la réalisation du dossier de sécurité incendie à hauteur de 50 % ;
- la prise en charge du chargé de sécurité incendie à hauteur de 50 % ;
- la prise en charge d'un agent "SSIAP 2" (Service de Sécurité Incendie et Assistance à Personne) à hauteur de 50 % ;
- la prise en charge d'un agent "SSIAP 1" à hauteur de 33,33 % ;

Elle s'engage également à inclure la promotion de la Foire aux Livres dans ses supports de communication.

Contrairement aux éditions précédentes, la Ville de Belfort ne peut plus s'engager sur la mise à disposition de places de stationnement dans le parking situé au sous-sol du Centre de Congrès, celui-ci ne lui appartenant plus.

### **Article 3 : engagements de l'association**

L'association s'engage à :

- organiser l'édition 2015 du Salon des Auteurs du Nord Franche-Comté "Savoureusement Lire" et associer la Ville de Belfort et la Bibliothèque Municipale au Prix littéraire de la Ville de Belfort ;
- participer à l'organisation du concours en vue d'attribuer le Prix littéraire de la Ville de Belfort 2015 lors de ce salon ;
- inviter des auteurs locaux, régionaux ou nationaux ;
- inscrire ses animations en cohérence avec la programmation du Mois du Livre ;
- prendre en charge le coût de location des autres espaces nécessaires à la présentation des ouvrages, les frais d'installation et d'emballage, les frais d'accueil des auteurs et de toute autre personne invitée par ses soins ;
- mentionner le programme du Mois du Livre et apposer le logo de la Ville dans tous ses supports de communication ;
- communiquer chaque année à la Ville de Belfort, dans les 6 mois suivant la date d'arrêt des comptes, ses bilan et compte de résultats de l'exercice, ainsi que son bilan d'activité ;
- communiquer à la Ville de Belfort les décisions de ses Conseils d'Administration ;
- informer la Ville de Belfort des avancées de l'organisation de la Foire aux Livres 2015, à travers ses projets et son budget.

### **Article 4 : inaccessibilité des droits**

La présente convention étant conclue "intuitu personae", l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

### **Article 5 : résiliation de la convention**

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de 8 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

### **Article 6 - Durée de la convention**

La présente convention étant conclue pour l'année civile 2015, son terme est fixé au 31 décembre 2015.

Fait à Belfort, le

Pour l'Association Livres 90,  
La Présidente,

Pour la Ville de Belfort  
Le Maire,

Josiane FRANCHI

Damien MESLOT

## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-94

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

Partenariat Ville de  
Belfort-UNICEF –  
Renouvellement du titre  
Ville Amie des Enfants

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

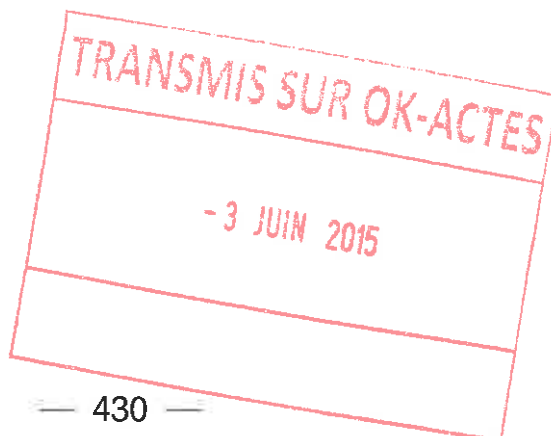
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.





Direction de l'Education

## DELIBERATION

de Mme Monique MONNOT, Adjointe

---

Références  
Mots clés  
Code matière

MM/EDUC/GN - 15-94  
Enseignement - Jeunesse  
9.1

Objet

**Partenariat Ville de Belfort-UNICEF - Renouvellement du titre Ville Amie des Enfants**

Le titre Ville Amie des Enfants, créé par UNICEF France et l'Association des Maires de France en 2002, réunit 246 villes françaises et 4 départements.

Son objectif est de servir la cause des enfants à travers un réseau de villes dynamiques, engagées à promouvoir des actions pour améliorer leur vie quotidienne, à développer la participation et l'écoute des enfants et des jeunes (0 à 18 ans) et à développer un esprit de solidarité internationale.

Le réseau Ville Amie des Enfants a pour objectif de promouvoir l'application des droits des enfants dans les villes qui s'engagent à :

- rendre leur ville toujours plus accueillante et accessible aux enfants et aux jeunes, à améliorer leur sécurité, leur environnement, leur accès à la culture et aux loisirs,
- promouvoir l'éducation des enfants et des jeunes au civisme et leur insertion dans la vie de la cité par leur participation à des structures adaptées ou ils seront écoutés et respectés,
- faire mieux connaître la situation des enfants dans le monde et à développer un esprit de solidarité internationale,
- promouvoir la convention internationale relative aux droits de l'enfant,
- établir et développer à cette fin un partenariat avec l'UNICEF France.

Par délibération en date du 3 juillet 2014, le Conseil Municipal a validé la proposition de candidature de la Ville de Belfort au titre Ville Amie des Enfants pour la période de 2014 à 2020 et autorisé M. le Maire à signer la convention d'objectifs avec l'UNICEF.

Afin de définir le projet qui sera déposé à l'UNICEF, un comité de pilotage a été créé. Il était composé des élus en charge de l'éducation, de la restauration scolaire et de la famille, de la jeunesse, des sports, de la culture et de la communication, des consultations citoyennes, des jumelages, des relations internationales et des grands événements.

Vous trouverez en pièce jointe le projet de dossier de candidature au titre Ville Amie des Enfants élaboré par ce comité de pilotage.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 40 voix pour, 1 contre (M. Marc ARCHAMBAULT) et 1 abstention (M. Bastien FAUDOT),

*(M. Alain DREYFUS-SCHMIDT ne prend pas part au vote),*

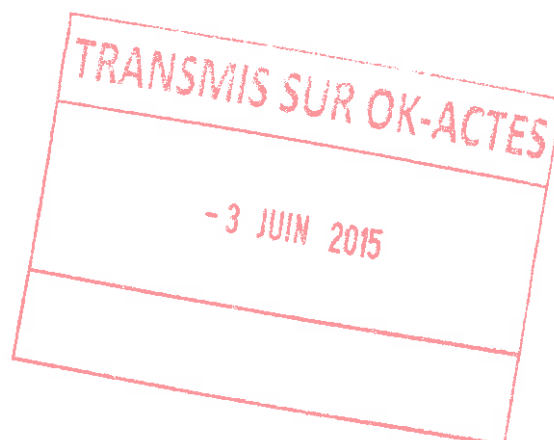
**VALIDE** le projet de dossier de candidature au titre Ville Amie des Enfants pour la période 2014/2020.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

  
Thierry CHIPOT







# DOSSIER DE CANDIDATURE 2014/2020

VILLE  
AMIES DES ENFANTS



**BELFORT**  
Ville amie des enfants  
avec l'**UNICEF**



.....

## FICHE DES CONTACTS DE LA VILLE

.....

|                                                                |                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|
| Nom de la ville                                                | Ville de Belfort                                                                       |
| Prénom et Nom du Maire                                         | Damien MESLOT                                                                          |
| Prénom et Nom du contact au Cabinet du Maire                   | Frédéric ROUSSE                                                                        |
| Téléphone                                                      | 0384542450                                                                             |
| Mail                                                           | Frederic.rousse@mairie-belfort.fr                                                      |
| Adresse                                                        | Place d'Armes                                                                          |
| Code postal                                                    | 90 020                                                                                 |
| Prénom et nom de l' élu référent Ville amie des enfants        | Monique MONNOT                                                                         |
| Titre                                                          | Adjointe au Maire chargée de l'éducation, de la restauration scolaire et de la famille |
| Téléphone                                                      | 0384542517                                                                             |
| Mail                                                           | mmonnot@mairie-belfort.fr                                                              |
| Prénom et nom du référent administratif Ville amie des enfants | Jean Jacques LENTZ                                                                     |
| Titre                                                          | Directeur de l'éducation                                                               |
| Téléphone                                                      | 0384542435                                                                             |
| Mail                                                           | jjlentz@mairie-belfort.fr                                                              |
| Nom du responsable Communication de la ville                   | Lucie IENCO                                                                            |
| Téléphone                                                      | 0384542417                                                                             |
| Mail                                                           | lienco@agglo-belfort.fr                                                                |

## FICHE INTRODUCTIVE

La Ville de Belfort est fortement engagée en faveur de l'éducation considérée comme un champ d'actions essentiel au développement des enfants et des jeunes. Avec la mise en œuvre de plusieurs contrats éducatifs successifs en lien avec ses partenaires (Contrat Educatif Local, Contrat Enfance Jeunesse), le développement d'une offre éducative de qualité sur les différents temps de l'enfant (de la petite enfance, de l'enfance et de la jeunesse) la Ville de Belfort s'est investie bien au-delà de ses compétences obligatoires. Elle engage ainsi des moyens conséquents en faveur de l'éducation, qui représentent un quart de son budget de fonctionnement.

La nouvelle Municipalité affirme son implication dans le domaine de l'éducation en l'affichant comme l'une des priorités du programme municipal et son nouveau Projet Educatif en partenariat avec la Caisse d'Allocations Familiales, le Conseil Départemental du Territoire de Belfort, l'Etat dont l'Education Nationale est en cours de structuration. Cette implication de la collectivité se retrouve aussi pleinement dans les objectifs et programmes d'actions du nouveau Contrat de Ville Unique et Global de l'Agglomération Belfortaine qui sera signé fin avril 2015. Quatre quartiers politique de la ville sont concernés à Belfort, représentant près de 30 % de la population.

Le bien être des enfants, leur épanouissement, leur réussite éducative mais aussi l'égalité des chances sont les grandes valeurs qui guident notre action au quotidien.

L'accompagnement de l'enfant tout au long de sa journée, dans des lieux et des moments différents, fonde la nécessité d'organiser les interventions des multiples acteurs pour qu'elles se complètent et s'enrichissent.

L'implication volontariste de la Ville de Belfort dans le domaine de l'éducation se traduit notamment

par :

- Une intervention dans le champ de la petite enfance pour soutenir la socialisation des enfants et la fonction parentale

La petite enfance est un moment clé dans le parcours éducatif des enfants. Leur accueil dans des lieux de service public dédiés est une occasion importante pour favoriser leur épanouissement et permettre d'établir des liens solides avec les parents.

Le premier axe d'intervention vise à répondre aux besoins des parents afin de leur permettre de concilier leur vie familiale, personnelle et professionnelle, par des réponses adaptées, notamment en termes d'amplitudes horaires.

Le second axe consiste à associer les familles à la démarche éducative et à apporter un soutien à leur fonction parentale. Accueillir les parents, être à leur écoute, les conseiller constituent les objectifs poursuivis dans tous les lieux d'accueil de la petite enfance de la collectivité (crèches, haltes-garderies,

et surtout lieux accueil parents-enfants). Les lieux d'accueil parents/enfants constituent des lieux privilégiés que la Ville de Belfort souhaite développer et articuler avec les autres lieux d'accueil et avec les écoles maternelles.

De plus, il nous paraît important de favoriser l'implication des parents dans le fonctionnement des structures de la petite enfance, à travers un Comité d'usagers commun à l'ensemble des crèches.

Le troisième axe consiste à renforcer le projet global pour la petite enfance en associant tous les partenaires concernés et notamment à promouvoir les classes passerelles et les articuler avec une école maternelle confortée dans ses missions.

#### ☞ Un soutien réaffirmé à l'école dans la mise en œuvre de ses missions

L'école, par les objectifs qu'elle porte et les missions qu'elle assure, est le pivot de la réussite éducative. L'accès pour tous aux savoirs fondamentaux, le développement de l'esprit critique, le développement des potentialités de chaque enfant, la réussite scolaire pour tous sont des objectifs primordiaux. Dans le respect des compétences de chacun et dans les champs d'action qui sont les siens, la Ville de Belfort s'engage aux côtés de l'Education Nationale pour la soutenir dans la réalisation de ses missions.

Des efforts importants sont d'ores et déjà mis en œuvre à travers de nombreuses actions : la mise à disposition d'éducateurs sportifs et de professeurs de musique dans le temps scolaire, le financement des études surveillées, l'équipement informatique des établissements scolaires, l'encouragement à la lecture, le soutien aux projets pédagogiques des enseignants, la réhabilitation des bâtiments.

#### ☞ Une action renforcée pour les enfants les plus en difficulté

La Ville de Belfort a la volonté d'agir plus spécifiquement en direction des enfants et des familles les plus en difficulté pour leur donner toutes les chances d'une insertion sociale réussie. Elle est solidaire des plus démunis, et entend agir pour ne pas « laisser pour compte » les enfants qui seraient en difficulté. La lutte contre l'échec scolaire et l'accès à des activités éducatives enrichissantes sont donc nos priorités. L'accompagnement des familles est un facteur essentiel pour favoriser la réussite des enfants : la Ville de Belfort s'engage à proposer aux parents des espaces d'accueil et d'écoute et à les accompagner dans leurs démarches éducatives.

Le projet de réussite éducative (PRE) est un des moyens d'action important car il permet des réponses opérationnelles concertées avec les partenaires et une approche individualisée des enfants et des familles.

#### ☞ Des activités enrichissantes pour favoriser la réussite éducative de tous les enfants

La Ville de Belfort propose des espaces éducatifs aux enfants et aux jeunes lors des différents temps périscolaires et extrascolaires ainsi qu'une offre culturelle et sportive tout au long de l'année.

Au-delà du contenu des activités, deux points font l'objet d'une attention particulière : la politique tarifaire qui doit permettre un accès de tous aux activités et une bonne articulation des activités proposées par les différents partenaires dans un souci de cohérence éducative.

- Un soutien aux parents, acteurs essentiels de l'acte éducatif

Même fragilisée, la famille dans son rôle de socialisation reste le premier lieu de la construction et de la structuration de l'enfant.

Il est essentiel de donner aux parents dans leur diversité, les moyens d'assumer davantage et mieux leurs missions, de les soutenir dans l'exercice de leur responsabilité parentale, de favoriser leur implication dans la vie de l'école et plus largement au sein des structures éducatives. Les parents, premiers éducateurs, doivent être les interlocuteurs privilégiés de tous les acteurs qui interviennent auprès de leurs enfants. Le respect des parents dans leur rôle est essentiel dans toute action éducative.

## 1- Les actions mises en œuvre par la Ville de Belfort pour les enfants de 0 à 3 ans

### 1-1 Des lieux d'accueil de la petite enfance adaptés aux besoins des enfants et des parents

Les structures multi-accueil combinent les avantages d'une halte garderie et d'une crèche. Ils permettent :

- d'accueillir d'avantage d'enfants différents,
- d'améliorer l'offre d'accueil pour les demandes atypiques (accueils ponctuels, accueils réguliers de faible volume, accueil d'urgence),
- d'offrir d'avantage de souplesse dans l'organisation (horaires du matin et du soir, remplacements...) et d'optimiser la gestion des structures en faisant baisser les coûts.

La ville de Belfort compte à ce jour sept établissements d'accueil du jeune enfant dont cinq multi-accueils et deux haltes garderies, deux lieux d'accueil parents/enfants, une crèche familiale et un relais d'assistantes maternelles.



### 1-2- L'élargissement des critères d'admission dans les structures petite enfance pour faciliter l'accès aux familles, y compris celles qui ne travaillent pas

Jusqu'en 2010, les crèches belfortaines accueillait essentiellement les enfants de parents biactifs (ou familles monoparentales) sur des temps longs (contrat d'une durée d'un an) pour un accueil hebdomadaire supérieur à 25 heures.

Étaient donc exclues de nos établissements, les familles à temps partiels (moins de 25 heures) ou dans une situation d'emploi instable (CDD, Intérim, stages, etc.).

La transformation des établissements en structures multi-accueil permet de palier à cette difficulté et nous avons également retravaillé l'ensemble de l'offre municipale à travers :

- Une complémentarité des horaires d'accueil entre les différents établissements,
- Des contrats d'une durée de moins de 25 heures
- Un développement des contrats « grandir ensemble »
- Un accès facilité pour les personnes en insertion.

### 13 Deux Lieux d'Accueil Enfants-Parents - La Farandole et La Pergola

#### Deux Espaces Ressources

- lieux d'accueil, de rencontre, de parole, de jeu, avec liberté d'accès,
- sans inscription préalable et dans l'anonymat.
- trois axes d'intervention structurent ces espaces :
  - la relation enfant-parent (soutenir, accompagner les parents...),
  - la socialisation, le vivre ensemble (parents et enfants),
  - une pause dans le quotidien permettant aux familles de communiquer, d'échanger, de jouer dans un cadre sécurisant, apaisant.



#### Le fonctionnement

- accueil des enfants de 0 à 6 ans accompagnés d'un parent adulte
- accueil gratuit, anonyme et sans inscription par une équipe de professionnels enfance/famille.
- à l'arrivée, inscription du prénom de l'enfant, de son âge et du lien de parenté de l'adulte responsable qui l'accompagne,
- règles de vie du lieu : respect des horaires, des personnes, de la confidentialité, du fonctionnement du lieu

#### Une Equipe

- équipe d'accueillants pluri-institutionnelle : Conseillères conjugales du Conseil Général, du CIDFF, éducatrice de jeunes enfants, auxiliaire de puériculture et puéricultrice de la Ville.
- Financements : CAF, Conseil Général, Etat et Ville.
- Projets : mis en place avec les structures de quartier (bibliothèques, structures petite enfance, écoles maternelles, centres sociaux).
- Prêts des locaux à certains partenaires travaillant dans l'accompagnement des familles : CAF, Conseil Général, Associations, crèche familiale, Relais Assistantes Maternelles.





#### 2.4. Un comité d'usagers réunissant les parents des structures de la petite enfance

La création d'un Comité d'usagers, dénommé « Comité des Parents de la Petite Enfance » entre dans le cadre de la redynamisation de l'implication citoyenne.

Ce comité, commun à l'ensemble des établissements de la petite enfance, a pour avantage :

- d'alimenter le projet pédagogique petite enfance (plateforme commune à l'ensemble des structures d'accueil de la petite enfance) et d'évoluer vers une culture commune de l'accueil,
- de permettre aux parents concernés une prise de recul et donc un engagement collectif par rapport aux besoins et attentes des familles,
- de favoriser des échanges entre les parents et les professionnels de structures différentes,
- de permettre une relation plus élargie, distanciée entre les parents et les professionnels et de diminuer les risques de conflits.

Le Comité des Parents de la Petite Enfance est constitué de l'adjoint en charge du secteur de l'éducation, trois responsables d'équipement (crèche collective, halte-garderie et crèche familiale), un représentant du personnel de chaque structure et deux parents élus par structure.

Le Comité des Parents de la Petite Enfance a pour rôle de :

- donner un avis sur le fonctionnement des établissements dans les domaines de l'aménagement des locaux, l'accueil des familles, les animations proposées, la qualité du service,
- recenser les besoins des parents en matière d'offre de garde (horaires atypiques, temps de garde adaptés aux emplois, stages...),
- être consulté sur la politique petite enfance de la ville, la politique tarifaire, les capacités d'accueil.

L'adjoint en charge de l'éducation préside le comité d'usagers qui se réunit au moins deux fois par an. Les avis du comité des usagers seront affichés dans les établissements et font l'objet d'une information à l'ensemble des parents.

## 1.5.1 Le Relais des assistantes maternelles de la Ville de Belfort



### Le Relais Assistantes Maternelles, c'est :

- l'**information du public** (parents et professionnels) sur l'offre d'accueil et les services petite enfance
  - la mise en relation de l'offre (collective, familiale et à domicile) et de la demande d'accueil
  - l'information des candidats au statut d'assistant maternel
  - l'orientation vers les différents partenaires
- l'**accompagnement des parents et des assistantes maternelles** :
  - la réalisation des contrats d'accueil
  - la réalisation des contrats de travail
  - une médiation entre professionnels et parents
- l'**animation et la formation continue** :
  - animations hebdomadaires, regroupements (avec ou sans les parents)
  - formations, débats, échanges de pratiques

## 2- Les actions mises en œuvre par la Ville de Belfort pour les enfants de 3 à 11 ans

### 2-1- Des temps et des lieux d'accueil pour tous les enfants

#### A – L'accueil périscolaire

- le matin avant l'école/le midi après la classe/le soir après l'école
- il est ouvert aux enfants de maternelle et d'élémentaire
- la direction est assurée par les directeurs périscolaires et l'encadrement des enfants est assuré par des animateurs formés
- 2014/2015 : 549 maternelles et 643 élémentaires sont inscrits

**15 Centres  
d'Accueil  
Périscolaire**

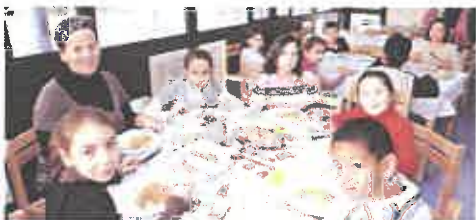


**14 restaurants  
scolaires dont  
1 self Service**

- lundi, mardi, jeudi et vendredi de 11h30 à 13h30
- durée : 2 heures (repas et activités)
- Direction : Directeurs périscolaires
- Encadrement : Animateurs et ATSEM



- 2014/2015 : 1635 enfants inscrits



- lundi, mardi, jeudi et vendredi de 15h45 à 16h
  - des études surveillées qui permettent aux enfants de faire leurs devoirs
  - Durée : 45 minutes
- Encadrement : Enseignants et étudiants

**79 études  
surveillées**



## B – Des séjours vacances

La Ville de Belfort organise chaque été des séjours de vacances en France ou à l'étranger, pour les enfants de 4 à 12 ans.

Les objectifs principaux de cette programmation sont :

- de permettre à des enfants qui ne partent pas en vacances de pouvoir bénéficier d'un temps de loisirs dans un cadre sécurisé et éducatif, en pratiquant des tarifs dégressifs en fonction des revenus des parents,
- de proposer des destinations et des thématiques variées, des durées de séjours différentes et adaptées aux âges des enfants,
- de découvrir la vie en collectivité, en dehors de la cellule familiale.

L'organisation des différents séjours est confiée à des organismes spécialisés dans l'accueil de mineurs, dont la qualité du projet éducatif et pédagogique, ainsi que la compétence et la formation des équipes d'encadrement, sont des critères de sélections.

Deux types de séjours en fonction de l'âge des enfants : 4-6 ans et 7-11 ans :

**Pour les 4-6 ans :** séjour de proximité – au centre d'Aisey pour 2015

**Pour les 7-11 ans :** 3 séjours de 2 semaines. Les séjours sont sélectionnés après réponse d'organismes à un appel d'offres dans le cadre d'un marché régi par les articles 28 et 30 du Code des Marchés publics. Les séjours proposés pourront être organisés en France ou à l'étranger, à la mer, à l'océan ou à la montagne. Pour 2015, un séjour au Grau d'Agde, un séjour à Mouthe et un séjour à Saint Pierre Quiberon seront organisés.

## 2.2- La réussite éducative pour tous les enfants

### 4- Des infirmières scolaires municipales dans les écoles

Depuis 1929, la Ville de Belfort a souhaité développer son action en matière de santé en créant un groupe d'infirmières municipales basées dans les écoles.

Elles sont actuellement 8 infirmières scolaires municipales avec en charge chacune 2 groupes scolaires.

Leur mission, outre de soigner les « petits bobos » de tous les jours sont :

#### La santé scolaire

- elles assistent le médecin scolaire lors des visites obligatoires à l'école primaire (600 enfants par an de grande section de maternelles), et réalisent des visites de suivi pour les enfants dépistés. Dans ce cadre elles rencontrent les familles pour expliquer, informer, alerter, rassurer.

De plus, tous les ans, dans le cadre des actions de prévention, 900 enfants de CE2 et CM2 sont reçus par les infirmières pour une vérification de la vue, de l'ouïe, du poids, de la croissance.

- elles organisent des actions de prévention dans le temps scolaire avec les enseignants sur les thématiques du programme de l'Education Nationale, mais également en fonction de l'actualité ou des événements survenus dans la classe ou l'école (geste de 1<sup>er</sup> secours, hygiène, alimentation, prévention des abus sexuels, jeux d'enfants...). Pour les années 2015 et 2016 de nombreuses actions autour du sommeil seront menées.

Elles organisent également des temps parents/enfants dans les écoles maternelles autour de petits déjeuners qui sont l'occasion d'échanger avec les parents sur des questions de santé (alimentation, sommeil...) et du bien-être des enfants en général.

#### Le Programme de Réussite Educative

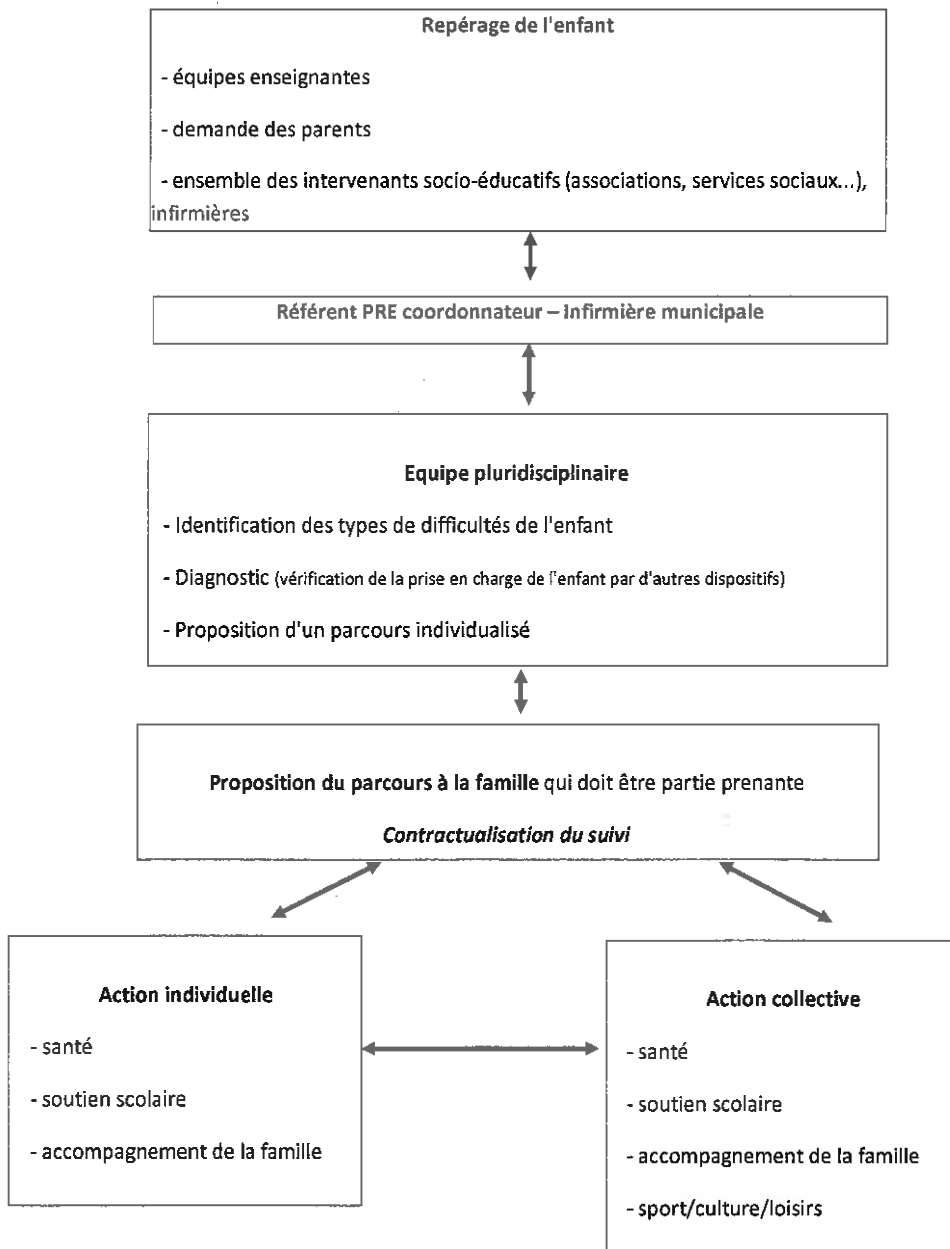
Depuis 2006, la Ville de Belfort est signataire d'un Programme de Réussite Educative. La Ville de Belfort a, en effet, souhaité recentrer son action autour de la création de parcours individuels pour les enfants les plus en difficulté.

Il s'adresse, à Belfort, aux enfants de 3 à 16 ans ne bénéficiant pas d'un environnement social, familial ou culturel favorable à leur réussite.

Il se caractérise par un soutien individuel et la mise en place d'un parcours éducatif en relation étroite avec la famille. Un contrat est signé avec la famille afin de partager avec elle le diagnostic et les propositions faites. Il s'agit également de définir avec elle comment elle sera actrice de ce parcours.

La ville de Belfort a fait le choix de nommer les infirmières scolaires comme "référentes de parcours" des enfants.

Le schéma de prise en charge d'un enfant



Outre les propositions de parcours individuels, deux actions sont à souligner :

- Une passerelle entre l'école élémentaire et le collège pour les enfants suivis dans le cadre du PRE afin d'éviter toute interruption de la prise en charge pour les situations les plus fragiles.



- Le Pass'Sport Forme (PRE) est un projet en lien avec le service des sports de la ville de Belfort et avec le soutien du Réppop (Réseau de prévention et de prise en charge de l'obésité pédiatrique) qui consiste à prendre en charge les enfants repérés en surpoids et de leur proposer une activité sportive pour compléter la prise en charge du diététicien.

## B- L'accès au numérique

### Expérimentation numérique dans les écoles



Il s'agit pour la Ville de Belfort d'accompagner l'école dans cette mutation technologique, qui entraîne des modifications dans les méthodes pédagogiques des enseignants.

Une expérimentation a débuté en mars 2013 pour la durée de l'année scolaire. Les élèves de 3 écoles belfortaines, la maternelle Hubert Metzger, les écoles élémentaires Victor Schoelcher et Louis Pergaud ont ainsi expérimenté, selon leur projet, des tablettes numériques ou des ordinateurs portables, des tableaux numériques ou des vidéoprojecteurs interactifs. Le vidéoprojecteur interactif et les tablettes sont la technologie retenue pour le déploiement.

Pour un budget de 100 000 €, la Ville a équipé ces trois établissements.

Tout au long de l'expérimentation une évaluation des outils et d'adaptation à la classe a été réalisée. A compter de 2015, le déploiement, sur plusieurs années, dans l'ensemble des écoles, a débuté. Ce projet est par ailleurs devenu communautaire et la Communauté d'Agglomération Belfortaine assurera un déploiement dans l'ensemble des écoles de son territoire.

## 2-3- Le sport accessible à tous

### 12 éducateurs sportifs municipaux : Le sport à l'école :



#### **Apprendre l'effort et le dépassement de soi**

La Ville de Belfort fait partie des rares villes françaises où les enfants peuvent s'initier à de nombreuses disciplines sportives différentes dès l'école primaire.

L'apprentissage du sport à l'école est, en effet, l'un des points forts de la politique sportive à Belfort. Pour assurer l'enseignement sportif dans les écoles primaires, la Ville de Belfort met à disposition douze éducateurs sportifs territoriaux à raison de deux heures hebdomadaires par classe.

Il faut également ajouter l'apprentissage de la natation du CP au CM1, l'initiation au ski et aux sports nautiques pour les CM2, la patinoire pour les grandes sections de maternelle et les CE1.



### Les écoles sportives municipales

Elles se déroulent le mercredi, le samedi matin ou le soir après la classe (hors vacances scolaires), et sont destinées aux enfants de 3 à 15 ans.

Au programme : éveil gymnique, gymnastique sportive, activités artistiques, arts martiaux, sports collectifs, tennis, escrime, rollers, athlétisme, escalade, tir à l'arc, plein air.

### Les activités USEP (Union Sportive de l'Enseignement du 1er degré)

Elles se déroulent le mercredi après-midi et regroupent des enfants des différents groupes scolaires affiliés à l'USEP départementale. Ces rendez-vous sont animés par les éducateurs sportifs de la Ville et mobilisent les enfants autour d'activités structurées sous forme de championnat (football, basket, handball, hockey et balle ovale) et compétition (gymnastique, natation, ski, athlétisme).



### Activités sportives durant les vacances

Durant les vacances scolaires, la Ville de Belfort offre la possibilité à tous les jeunes de découvrir et de participer à un grand choix d'activités. Les offres de loisirs sportifs sont encadrées par une équipe d'éducateurs diplômés.



## 2-4 - La découverte culturelle et artistique

### Des enseignants de musique dans toutes les écoles

Toutes les classes élémentaires disposent d'une heure par semaine d'enseignement musical dispensé par un professeur de musique de la Ville de Belfort pour une découverte de la musique, du chant...

Trois Classes à Horaires Aménagés Musicale – vocale (CHAM) ont été créées à l'Ecole Louis Pergaud située en Zone Urbaine Sensible, pour les enfants de CE2 à CM2, avec la possibilité de poursuivre au collège Signoret.



## Les Bibliothèques

### Découverte dans le cadre scolaire

Les Bibliothèques accueillent les classes et les établissements de la petite enfance durant le temps scolaire : lecture d'histoires, découverte du fonctionnement de la bibliothèque...

L'inscription à la bibliothèque est gratuite pour les moins de 18 ans.



### L'heure du conte

Que ce soit dans le cadre intime des « heures du conte » ou dans celui plus féérique de spectacles, petits et grands peuvent profiter de ces moments d'évasion et de rêve que sont les lectures et représentations de contes.

L'heure du conte de la Bibliothèque des 4 As a lieu chaque premier mercredi du mois à 16 h et s'adresse aux enfants de 5 à 8 ans.



### Les musées

Sur le temps scolaire, les classes sont accueillies de la maternelle à la terminale. Durant les vacances scolaires des ateliers de découverte des œuvres et des techniques sont proposés aux enfants de 6 à 12 ans.

A chaque période de vacances scolaires, des ateliers « jeune public » de découverte du patrimoine artistique ou architectural sont également proposés.





## Le Théâtre de Marionnettes

Belfort dispose d'un théâtre de marionnettes depuis 1996, qui fait référence dans le monde entier. La compagnie Une Poignée d'Images, dont le centre de création et d'activité se trouve au théâtre de marionnettes, a pour objectif de promouvoir l'art de la marionnette sous toutes ses formes.

Le théâtre de marionnettes est un outil culturel et de loisir capable de jouer un rôle primordial dans l'éducation artistique de la jeunesse et dans la lutte contre les inégalités sociale d'accès à l'art. A travers la compagnie Une Poignée d'Images, le théâtre apporte de nombreuses possibilités de spectacles aux établissements scolaires afin de faire découvrir le monde des marionnettes aux plus jeunes à partir de 3 ans. La compagnie se déplace dans l'école pour venir jouer le spectacle ou accueille les élèves au théâtre de marionnettes.



## 2-5 - Des grands travaux pour améliorer l'accueil dans les écoles

La Ville de Belfort a lancé un vaste programme de rénovation et de restructuration de ses écoles maternelles et élémentaires. Six écoles ont d'ores et déjà été entièrement rénovées.

Les travaux, d'un montant total de douze millions d'euros, ont commencé, courant mars 2013, dans les établissements Hubert Metzger, Victor Schoelcher et Emile Géhart et sont aujourd'hui achevés.

Cette démarche vise à :

- améliorer la performance énergétique des bâtiments avec comme objectif la réduction de 40% de leur consommation d'énergie
- la mise en accessibilité de la totalité des locaux à tous les types de handicap, conformément à la loi du 11 février 2005
- l'adaptation des écoles aux évolutions des pédagogies, avec notamment le développement du numérique

La Ville de Belfort a décidé de poursuivre cette démarche par la réhabilitation des deux nouvelles écoles dès 2015 : les écoles maternelle et élémentaires Rucklin.

## 2-6 - Des temps pour faire la fête !

### La Fête de l'enfant



La Fête de l'enfant célèbre cette année ses 26 ans d'existence. Elle est l'occasion pour les centres de loisirs, les associations et les services de la Ville de proposer un après midi festif aux familles. Les ateliers proposés ont pour but que les parents jouent avec leurs enfants.

En 2015, le thème retenu est "les droits de l'enfant". Les activités proposées déclineront les différents droits de l'enfant et l'UNICEF en sera l'invité d'honneur.





### 3- Les actions mises en œuvre par la Ville de Belfort pour les enfants de plus de 11 ans

Les missions et activités Jeunesse mises en œuvre par la Ville de Belfort se déploient à travers une équipe de vingt professionnels :

- 13 animateurs organisés en quatre antennes coordonnées chacune par un responsable,
- 1 cybermédiatrice, 4 chargés d'information et un chargé de mission « accompagnement des projets de jeunes » animent le Belfort Information Jeunesse
- et une responsable de Service.

Ces actions visent aussi à renforcer les partenariats avec les autres acteurs Jeunesse, en particulier :

- les Centres culturels et sociaux et Maisons de quartier de Belfort, dont 7 ont un secteur Jeunes ;
  - le Conseil Départemental et ses animateurs ;
  - la Mission Locale ;
  - la Maison de l'Adolescence ;
  - les collèges ;
  - les structures sportives et culturelles ;
  - les associations,
- et en fonction des projets mis en œuvre, l'ensemble des acteurs Jeunesse.

#### L'animation jeunesse

Ouverte à tous les jeunes de 11 à 17 ans, les animations jeunesse permettent aux jeunes de découvrir de nouveaux horizons (initiation à des activités ou à des sports) et de nouveaux lieux (séjours, sorties...). Les animations jeunesse sont ouvertes toute l'année à travers des ateliers hebdomadaires durant l'année scolaire (temps périscolaire) et des animations loisirs durant les vacances (temps extrascolaire)

- **les ateliers hebdomadaires durant l'année scolaire (temps périscolaire)**

- **L'animation globale** et les loisirs de proximité : déclarées Jeunesse et sport en accueils de loisirs depuis février 2015, les activités à destination des 11-17 ans sont mises en place pendant les vacances scolaires et les mercredis 110 jours par an (sorties, séjours, milieu ouvert, animations de quartier).
- **Les ateliers sportifs**, fonctionnant tout au long de l'année. Les activités proposées se veulent diverses et permettre la découverte et la pratique de sports sous forme de cycles aux contenus éducatifs et pédagogiques spécifiquement construits : escalade, tennis, boxe éducative, foot en salle, basket-ball, préparation physique, sports d'hiver, etc. Ils seront déclarés en accueils de loisirs à partir de septembre 2015.



- **Les ateliers et activités autour de la citoyenneté** (expression, solidarité et développement durable) : ateliers « Images et Bulles » notamment avec un public de jeunes primo-arrivants en lien avec le collège Vauban, activités de pleine nature (montagne, pêche, fustage...), actions d'échange avec un public en situation de handicap, actions de sensibilisation au respect de l'environnement (avec la Maison de l'Environnement, action de nettoyage de printemps aux Glacis du Château, découverte de structure de tri et de valorisation des déchets, etc.), activités scientifiques et techniques (microfusées), jeux de société et jeux de rôle, initiation au théâtre, ateliers de prévention routière. Ils seront déclarés en accueils de loisirs à partir de septembre 2015.



- **Les ateliers et activités culturels** : ils se développent autour de différentes expressions culturelles comme la musique (ateliers de création musicale : Pratiques Musicales Jeunes ; deejaying ; classe rencontre musicale avec le Conservatoire à Rayonnement Départemental), la danse urbaine (ateliers et résidences artistiques) et le cinéma (cinéma-débat, éducation à l'image, réalisation de courts-métrages). Ces actions culturelles visent tant le développement du goût de la découverte, des pratiques culturelles au quotidien et de l'esprit critique que le soutien à la créativité et à l'expression des jeunes autour de projets ayant pour certains vocations à être largement diffusés et valorisés auprès du public. Ils seront déclarés en accueils de loisirs à partir de septembre 2015.



En parallèle à ces ateliers hebdomadaires, certains animateurs ont à cœur de monter des projets à l'année, avec un groupe fixe de jeunes et spécialement motivés par un thème. Ce fut par exemple le cas avec le projet « Frères de mer » : construction d'un voilier en bois par un groupe de 6 jeunes ; apprentissage des techniques de navigation et participation à une régates inter-villes sur l'océan. Actuellement, un projet sur le thème de la Renaissance est en cours d'élaboration avec un séjour prévu en Italie en novembre 2015.

Les ateliers culturels, sportifs et citoyenneté se déroulent à travers 700 séances annuelles totalisant près de 9 000 participations et environ 400 jeunes différents :

- **La prévention et la sécurité routières** : en partenariat avec la Police Nationale et la prévention routière, plusieurs actions de sensibilisation sont mis en place, en particulier dans le cadre de l'Opération Prévention Eté.



## ■ **Les animations loisirs durant les vacances (temps extrascolaire) :**

Les 4 antennes jeunesse proposent des animations de loisirs durant toutes les vacances scolaires de l'année (hors vacances de Noël), sous plusieurs formes :

### - **Des sorties à la journée à Belfort et hors Belfort :**

- initiation sportive (tchoukball, crosse canadienne, rando roller, initiation équitation, initiation skate, boxe éducative, biathlon, tennis de table ...)
- activités physiques de plein air (cani-rando, course d'orientation, pêche, rando, canyoning, nage en eaux vives, descente en canoë, sortie piscine, escalade, rando roller...)
- initiation aux pratiques émergentes (light painting, montage vidéo, MAO, deejaying, tourné-monté...)
- des visites culturelles (visite citadelle de Belfort / citadelle de Besançon, musée de l'automobile, de l'électricité, musée Jardot, ...)

### - **Des ateliers de découverte à la journée :**

- des ateliers d'expression : percussions, danse, zumba, hip hop, théâtre d'improvisation...
- des ateliers culinaires : confection de repas, p'ti dèj' santé, goûters du monde, un repas presque parfait...
- des ateliers créatifs : création de costumes, cadres photos, initiation au Land'art, atelier vannerie, atelier maquillage, atelier aquarelle et expression picturale ...
- des ateliers de sensibilisation : journée « prête moi ton handicap », journée nettoyage du quartier, participation au forum santé ...

### - **des mini-stages thématiques :**

- à la rencontre des animaux (volerie des aigles et nourrissage des rapaces, zoo de Mulhouse et rencontre avec des soigneurs, cani-rando...)/
- Expl'eau (baptême de plongée, voilier, kayak...)

### - **des semaines à thème :** jeux olympiques, les 5 éléments, les continents...

### - **des journées interantenne :** grand raid sportifs, tournoi de futsal ...

### - **des séjours :** séjour ski, séjour rando au Ballon d'alsace, séjour activité de pleine nature dans le Gard, régate Frère de mer, séjour en Italie ...

### - **des temps informels et conviviaux :** des temps pour échanger en jouant à des jeux de société, des temps pour papoter autour d'un goûter exceptionnel...

## L'accompagnement de projets

Le BIJ a un rôle de soutien et d'accompagnement des projets de jeunes individuels ou collectifs en particulier à travers 2 dispositifs

- **Le dispositif Cap Jeunes** : c'est la volonté de trois partenaires de proposer aux jeunes du Territoire de Belfort une bourse d'aide au projet. Il encourage les démarches d'engagement citoyen et de responsabilité sociale. Il permet aux jeunes l'aide à la réalisation d'un projet innovant et original qui leur tient à cœur et qui participe à leur parcours vers l'autonomie. Une dizaine de projets collectifs sont soutenus par an. Les jeunes de 16 à 25 ans peuvent disposer d'une aide allouée par la Ville de Belfort, le Conseil général du Territoire de Belfort et l'Etat pour financer un projet individuel ou collectif ayant une dimension sportive, culturelle, technique ou de solidarité (en sont exclus les compétitions, les projets scolaires et universitaires, les projets professionnels et les projets associatifs). Ces projets doivent permettre d'acquérir une réelle autonomie et favoriser la construction et la réalisation d'actions en commun.
- 
- **Le service citoyen** : aide financière à l'acquisition du permis de conduire pour les 18-25 ans en échange de la réalisation de 80 heures de volontariat.

## L'information / écoute / orientation et l'accès aux services



Edition Belfort



Le Belfort Information Jeunesse (BIJ) en quelques données clés :

- **Fréquentation** :
  - o 19 000 demandes traitées par an (passage / téléphone / mail) dont 16 000 accueils physiques
  - o La moitié de l'accueil physique a pour objet l'utilisation du cybercentre
  - o Environ 300 jours d'ouverture du BIJ par an (du lundi au samedi)
  - o Près de 70 demandes traitées en moyenne par jour par jour
- **Ressources documentaires** : réalisation de fiches thématiques et mise à jour du site jeunes-fc.com
- **Partenariat** : membre du réseau Service Public de l'Orientation

- ▣ **Carte Avantages Jeunes** (accès à des activités ou services à des conditions préférentielles et facilitées) : 8000 cartes diffusées en 2012-2013, et 10 000 par an depuis 2013-2014 grâce à un nouveau partenariat avec la CAF (diffusion gratuite à tous les enfants de 11 à 17 ans des familles aux plus faibles revenus – QF 1)
- ▣ **Publications :**
  - Plaquette BIJ : 5000 exemplaires diffusés
  - Différents guides : premier logement...
- ▣ 3 à 4 **expositions** valorisant les projets jeunes chaque année
- Des événements d'information pour le grand public :
  - La journée des jobs d'été
  - Une journée baby-sitting

## La Maison de l'Adolescence



Ouverte depuis le 2 avril 2013 et animée par une équipe pluridisciplinaire, la **Maison de l'Adolescence**, située sur le site de Belfort Information Jeunesse, propose aux jeunes de 11 à 21 ans un accompagnement individualisé dans les domaines de la santé, des problématiques sociales, des difficultés psychologiques, avant de passer éventuellement le relais vers le réseau déjà existant.

Médecins, psychologues, assistantes sociales, infirmières, éducateurs spécialisés... Au total, dix-huit intervenants se relaient pour assurer en toute confidentialité les permanences organisées sur les trois sites de l'Aire urbaine (Belfort, Montbéliard et Héricourt).

Gérée par l'Association hospitalière de Franche-Comté (AHFC), cette structure s'adresse aussi aux parents dans un esprit d'approche globale de la situation du jeune, en lien étroit avec son environnement.

#### 4- Les actions de solidarité internationale

##### Des projets de coopération

Depuis les années 90, la Ville de Belfort a développé des projets de coopération avec l'Algérie, le Maroc et la Palestine.

##### Les Partenaires



###### **Mohammedia, Maroc**

Mohammedia est une ville de 145 000 habitants, située sur la côte marocaine, entre Rabat et Casablanca. Elle a noué ses premiers liens avec Belfort en 1992. Surnommée « La Cité des Fleurs », Mohammedia est une ville ouverte et dynamique. Elle est avant tout une importante place industrielle, avec le premier port pétrolier du pays. La coopération entre les deux villes repose essentiellement sur l'appui institutionnel à la décentralisation que ce soit au travers de la formation ou l'échange de savoir-faire sur la gestion communale, les services publics, ou la démocratie locale. Les échanges éducatifs, universitaires et culturels sont également actifs.



###### **Boumerdès, Algérie**

Belfort a entrepris en 2006 un nouveau partenariat avec Boumerdès en Algérie. Il a suivi le soutien apporté par la ville de Belfort, au lendemain du tremblement de terre de mai 2003, et aux coopérations existantes entre l'Université de Boumerdès et l'UTBM (Université de Technologie de Belfort-Montbéliard) depuis 2004.

Ville côtière, Boumerdès se situe à proximité d'Alger, et compte environ 40 000 habitants, dont la moitié est étudiante. Ville en perpétuelle expansion, elle est le chef lieu du département (Wilaya).

La convention de partenariat conclue entre la Commune, l'Assemblée départementale de Boumerdès et la Ville de Belfort, prévoit des échanges d'expériences entre cadres et élus mais aussi des échanges éducatifs, culturels et autour du tourisme.



###### **Hébron en Palestine et Jérusalem**

La ville de Belfort s'est engagée dès 1994 en Palestine, dans le but principal de venir en renfort en tant qu'acteur du Nord, au processus de paix engagé lors des accords d'Oslo. La municipalité a contribué à la création d'un réseau de coopération décentralisée avec la Palestine et noué des relations d'échanges avec la ville d'Hébron, puis Jérusalem Est en 2002.



Un partenariat a été noué en 2010 avec le centre culturel français de Jérusalem Est " Chateaubriand" pour poursuivre des coopérations éducatives et culturelles.



Soucieuse d'une collaboration dynamique et concrète, la Ville de Belfort anime des projets définis avec les partenaires étrangers, en impliquant les services municipaux et les acteurs locaux de Belfort. En voici quelques exemples :

### Les échanges de savoir-faire et d'expériences entre les communes

Ils répondent au souci des partenaires d'améliorer le fonctionnement et la gestion de leurs politiques locales à partir de l'expérience française plus ancienne en matière de décentralisation.



Assistance technique dans la modernisation du service Etat civil de Mohammedia (Maroc) : mise en place d'un réseau informatique, de logiciels spécifiques double langue, aménagement de l'accueil, etc.).



Formation de techniciens de Boumerdès (Algérie) sur la question de la collecte et du traitement des déchets.

### La coopération culturelle



Invitations chaque année de groupes de musique venant des villes partenaires au FIMU comme le groupe de musiques traditionnelles Sarkha de Mohammedia (2007), Dojana Troup, groupe d'étudiants de l'Université palestinienne Al Quds de Jérusalem Est (2007 et 2008) et Maqamat Al Quds du Conservatoire Edward Said de Jérusalem en 2011.



Appuis avec la ville d'Arcueil (94) à la préparation de candidature de la Vieille ville d'Hébron au Patrimoine mondial de l'Humanité par de la mobilisation d'expertise internationale, un comité international de soutien, des campagnes d'information et de sensibilisation, le soutien à des projets locaux de valorisation.

## La coopération éducative



Echanges entre professionnels de Belfort et d'Hébron autour des pratiques éducatives locales.

Soutien à des cours d'apprentissage ludiques du français à l'école de filles du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem Est.



Soutien à l'école bang'r Zaka de Bazoulé implantée sur la commune de Tanghin Dassouri au Burkina Faso.

## Tanghin Dassouri au Burkina Faso : Jumelage et coopération

La relation de la ville de Belfort avec Dassouri date de plus de vingt ans mais elle a été officialisée en juin 2007 par la signature d'une charte de jumelage et de coopération avec le premier Maire de la commune de Tanghin-Dassouri.

La Ville, membre du Comité de Jumelage Territoire de Belfort-Tanghin Dassouri / Komki-Ipala a participé à la mise en place de cantines scolaires dans deux collèges de la zone. Elle a poursuivi entre autres, l'expérience des malles pédagogiques, le développement des parrainages d'enfants.

Depuis 2005, la Ville de Belfort soutient l'école d'éducation informelle de Bangr'Zaka (case du savoir) de Bazoulé, où sont dispensés des cours d'alphabétisation destinés aux enfants peu ou pas scolarisés avec le concours financier du Ministère des Affaires Etrangères.

Un nouveau projet est actuellement engagé par la Communauté de l'Agglomération Belfortaine : contribuer à la définition et à la mise en œuvre d'une politique d'accès à l'eau potable à Tanghin-Dassouri et à Komki-Ipala.



Les jumelages : des villes de différents coins du monde sont jumelées avec Belfort et entretiennent des échanges avec la Ville

#### Delémont en Suisse



À proximité frontalière de la France et de l'Allemagne, Delémont est situé à 60 kilomètres de Belfort. Capitale du Canton du Jura suisse, cette ville de 12 000 habitants offre à ses visiteurs les avantages d'une ville moderne industrielle, commerçante et culturelle, dans un cadre naturel préservé.

L'équipe municipale dirigée par le Maire Pierre KOHLER, est en place depuis le 28 décembre 2008.

La Charte de jumelage avec Delémont date du 12 mai 1985. Outre la proximité géographique, le rapprochement entre les deux villes s'explique par leur statut commun de capitale de territoire, leur histoire, leur géographie, la composition du tissu économique.

#### Leonberg en Allemagne



Proche de Stuttgart, Leonberg, qui compte près de 50 000 habitants, est située au carrefour des autoroutes reliant Munich à Karlsruhe. Elle forme avec ses cinq communes intégrées, un ensemble communautaire qui propose de multiples activités sportives et culturelles. Le Maire est M. Bernhard Schuler.

C'est en février 1977 que le jumelage de Belfort-Leonberg se concrétise par la signature officielle de la charte, parafée par le Docteur Ortlieb, Maire de Leonberg et Pierre Bonnef, Maire de Belfort. Il répondait au souhait de rapprochement entre l'Allemagne et la France pour favoriser la paix et la réconciliation.

Les riches coopérations témoignent conjointement des bonnes relations et du dynamisme de ces deux villes. Depuis plus de vingt ans, ce jumelage a montré sa capacité à établir des relations riches et durables de sympathie mutuelle, notamment dans les domaines de l'éducation et de la culture.



### Stafford en Angleterre

Située entre Manchester et Birmingham, dans la région appelée West Midlands, Stafford compte près de 60 000 habitants. Ses principales activités économiques sont liées à Alstom et à la Royal Air Force qui y stocke ses approvisionnements. Dotée d'un fort capital historique et culturel et d'espaces naturels préservés, Stafford est une ville agréable à découvrir.

Le Maire change chaque année et a fonction exclusivement représentative.

Le jumelage avec cette ville d'Angleterre est plus récent. Il date de 1999. Deux associations font "vivre" ce jumelage : "Les Amis de Stafford" à Belfort et "Les Amis de Belfort" à Stafford. Elles encouragent et soutiennent également, avec le concours de la ville, les échanges scolaires, les stages et autres types d'échanges.

# Les actions proposées par la Ville de Belfort pour la période 2014/2020

FICHE 1

.....

## **BIEN-ETRE ET CADRE DE VIE**

.....

**INTITULE DU PROJET : accueil du jeune enfant**

|                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>LE PILOTAGE DU PROJET</b><br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                                                                                                                                            | <p>Direction de l'éducation, service de la petite enfance</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>LES OBJECTIFS</b><br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                                                                                                                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Proposer aux parents des lieux ressources et différentes modalités de soutien à la parentalité</li> <li>- Mettre en place des modes de garde alternatifs pour répondre aux besoins spécifiques des parents</li> <li>- Assurer un véritable maillage du territoire communal</li> <li>- Permettre une sociabilisation des enfants dès le plus jeune âge</li> <li>- Favoriser la participation des pères</li> </ul>                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>LE PUBLIC CIBLE</b><br/><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i></p>                                                                                                                   | <p>Les enfants de 0 à 3 ans et leurs parents</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</b></p>                                                                                                                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Création sur le quartier Belfort Nord d'un lieu d'accueil du jeune enfant et d'un espace parent/enfant</li> <li>- Faire évoluer les 2 lieux d'accueil parents/enfants existants pour favoriser l'accès à davantage de familles</li> <li>- Moderniser et développer les capacités d'accueil des 2 haltes garderies existantes</li> <li>- Développer les contrats « grandir ensemble » en assurant une bonne information des familles</li> <li>- Renforcer les actions du relais Assistantes Maternelles pour assurer une meilleure mise en relation des assistantes maternelles et des parents</li> </ul> |
| <p><b>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE</b><br/><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?...)</i></p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Création d'un lieu d'accueil pour le quartier Belfort Nord, pour l'heure inexistant</li> <li>- Développer les capacités d'accueil de certains établissements (davantage de contrats « grandir ensemble »)</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>LES MOYENS HUMAINS</b> (directs et indirects)</p>                                                                                                                                                                                      | <p>Responsable du service petite enfance et son adjoint, conseillère pédagogique, professionnels de la petite enfance dont des directrices d'établissements</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>LE CALENDRIER</b></p>                                                                                                                                                                                                                  | <p>2015-2020</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>CRITERES D'EVALUATION</b></p>                                                                                                                                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmentation de la fréquentation des établissements</li> <li>- Augmentation de la fréquentation des lieux d'accueil parents / enfants</li> <li>- Augmentation du nombre de contrats « grandir ensemble »</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |



**INTITULE DU PROJET : Création de classes Passerelles**

|                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>LE PILOTAGE DU PROJET</b><br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                                                                                                                                            | <p>Education Nationale/CAF/ Ville de Belfort<br/>Pour la ville : Direction de l'éducation/ Service Petite Enfance</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>LES OBJECTIFS</b><br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                                                                                                                                     | <p>Permettre une scolarisation avant 3 ans à des enfants qui n'ont pas encore eu l'occasion de quitter la sphère familiale.<br/>Faciliter la socialisation et l'entrée dans le langage afin d'optimiser les chances de réussite pour tous</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>LE PUBLIC CIBLE</b><br/><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i></p>                                                                                                                   | <p>Enfants de deux ans, qui ne fréquentent pas de structure petite enfance et qui résident dans le périmètre de l'école concernée.<br/>Effectif pour 3 classes passerelles, soit environ 75 enfants</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</b></p>                                                                                                                                                                                          | <p>2 classes dans le quartier des Résidences et une dans le quartier des Glacis</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE</b><br/><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?...)</i></p> | <p>Aujourd'hui et depuis 14 ans la ville mène des actions passerelles en amont de la rentrée scolaire avec un déploiement de personnel petite enfance. Ces actions sont difficiles à évaluer et semblent ne pas apporter de véritable « plus value » en terme de facilitation de la première scolarisation.<br/>Les Classes Passerelles offriraient la possibilité à des enfants de deux ans d'être accueillis par des professionnels de la petite enfance (Educatrice de jeunes enfants/Auxiliaire de puériculture) et des enseignantes dans une complémentarité permettant de répondre aux besoins spécifiques de cette tranche d'âge</p> |
| <p><b>LES MOYENS HUMAINS (directs et indirects)</b></p>                                                                                                                                                                                      | <p>Par Classe : 1 Educatrice de Jeunes Enfants<br/>1 Enseignante<br/>1 Auxiliaire de Puériculture ou 1 Agent spécialisé des Ecoles Maternelles.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>LE CALENDRIER</b></p>                                                                                                                                                                                                                  | <p>Septembre 2015</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>CRITERES D'EVALUATION</b></p>                                                                                                                                                                                                          | <p>Mesurer l'adaptation de l'enfant : séparation, pleurs, entrée dans le langage, développement des compétences sociales<br/>Participation et implication des parents<br/>Nombre d'enfants bénéficiaires de l'action</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

## INTITULE DU PROJET : Animation portant sur le thème des réseaux sociaux

|                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| LE PILOTAGE DU PROJET<br><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i>                                                                                                                                                | - Direction de la Cohésion Sociale, du Renouvellement Urbain et de l'Habitat                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| LES OBJECTIFS<br><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i>                                                                                                                                                         | Sensibiliser les jeunes sur l'identité numérique, l'usage des réseaux sociaux, les bonnes pratiques et les dérives                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| LE PUBLIC CIBLE                                                                                                                                                                                                                   | Jeunes de 11 à 16 ans                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION                                                                                                                                                                                             | Lieux : Les cybercentres de la VILLE DE BELFORT                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE<br><br><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?...)</i> | A partir de 11 / 12 ans, le jeune public commence à s'interroger sur l'utilisation des réseaux sociaux. L'encadrement scolaire ou parental ne permet pas toujours de répondre à toutes leurs interrogations sur ce sujet. Aussi, les cybercentres proposent des ateliers ludiques dont l'objectif est de développer chez les jeunes un esprit critique face à ces nouveaux outils. L'importance de l'image numérique sera au cœur du débat. L'animateur attirera l'attention sur les bonnes pratiques dans l'utilisation des réseaux sociaux.                                                                                                                                                                                                                                        |
| LES MOYENS HUMAINS<br><i>(directs et indirects)</i>                                                                                                                                                                               | 6 Cybermédiateurs animeront les ateliers en co-présence avec les référents du CLAS de chaque centre socioculturel                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| LE CALENDRIER                                                                                                                                                                                                                     | Entre 6 et 10 ateliers d'1h30 seront mis en place durant la période du 9 au 22 février 2015                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| CRITERES D'EVALUATION                                                                                                                                                                                                             | <p><b>Rendu de l'action :</b><br/>Chaque enfant sera invité à dresser une liste des bons gestes à adopter sur les réseaux sociaux pour se protéger des dangers liés à l'utilisation de ceux-ci. Les cybermédiateurs pourront les mettre en commun pour en définir une charte de bonne utilisation créé par les enfants et diffusée dans chaque cybercentre.</p> <p><b>Evaluation :</b><br/>Court terme - à la fin de l'action un questionnaire sera diffusé aux jeunes afin de s'assurer que les principaux abordés ont bien été compris.</p> <p>Moyen terme – les cybermédiateurs et référent CLAS feront un point plusieurs semaines après l'atelier, pour observer les changements de comportements notés auprès des jeunes en lien avec leur utilisation des réseaux sociaux</p> |

**FICHE 2**

.....

**NON-DISCRIMINATION  
ET EGALITE D'ACCES  
AUX SERVICES**

.....

## INTITULE DU PROJET : Accès aux loisirs et aux sports pour les plus démunis

|                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>LE PILOTAGE DU PROJET</b><br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                                                                                                                                            | <p>Direction de la Cohésion Sociale, du Renouvellement Urbain et de l'Habitat<br/>Service Jeunesse<br/>Belfort Information Jeunesse</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>LES OBJECTIFS</b><br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                                                                                                                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Offrir une carte Avantages Jeunes à un public ayant un faible niveau de ressources</li> <li>- Permettre la découverte des activités sportives et de loisirs de proximité</li> <li>- Offrir un accès privilégié sous forme de réduction ou gratuités</li> <li>- Favoriser l'autonomie des jeunes grâce à une carte personnelle</li> </ul>                                                               |
| <p><b>LE PUBLIC CIBLE</b><br/><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i></p>                                                                                                                   | <p>1907 jeunes de 10 à 18 ans, dont les parents sont allocataires CAF de QF1</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</b></p>                                                                                                                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Informer le public de la carte Avantages Jeunes</li> <li>- Vendre la carte</li> <li>- Mettre en place des actions de médiation pour toucher un public qui ne connaît pas la carte avantages jeunes ni le BIJ</li> </ul>                                                                                                                                                                                |
| <p><b>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE</b><br/><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?...)</i></p> | <p>Cette action vise à toucher</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un public éloigné de l'accès à la culture, des sports et des loisirs ;</li> <li>- un public qui ne fréquente pas forcément les centres sociaux;</li> <li>- un public qui ne connaît pas le BIJ et qui, en règle générale n'utilise pas les droits auxquels ils pourraient prétendre (problématique du non recourt)</li> <li>- en partenariat avec la CAF</li> </ul> |
| <p><b>LES MOYENS HUMAINS</b><br/><i>(directs et indirects)</i></p>                                                                                                                                                                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sophie Cheviron, responsable du BIJ et Aurélie Bergeretti chargée de la carte Avantages Jeunes. L'équipe du BIJ composée de trois autres personnes qui sont amenées à informer et à vendre la carte Avantages Jeunes.</li> <li>- Les agents de médiation et les référentes famille des quartiers qui assurent un relai auprès du public concerné.</li> </ul>                                           |
| <p><b>LE CALENDRIER</b></p>                                                                                                                                                                                                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- septembre à décembre : information et vente, (mais aussi de façon moindre toute l'année)</li> <li>- janvier à juin : actions de terrain, de recherche de public</li> </ul> <p>La conception de la carte Avantages Jeunes</p>                                                                                                                                                                           |
| <p><b>CRITERES D'EVALUATION</b></p>                                                                                                                                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombres de cartes distribuées par rapport au nombre de jeunes éligibles</li> <li>- Evolution depuis 2013</li> <li>- Implication des relais auprès des familles</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                              |

## INTITULE DU PROJET : Ecole numérique

|                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>LE PILOTAGE DU PROJET</b><br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                                                                                                                                            | <p>Direction de l'Éducation</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>LES OBJECTIFS</b><br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                                                                                                                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- lutte contre l'échec scolaire et l'égalité des chances</li> <li>- aide à renouveler la pédagogie en favorisant l'activité de l'élève et en prenant en compte le rythme d'apprentissage de chacun</li> <li>- mise en œuvre d'un projet riche, structurant, favorisant la construction de nouveaux espaces de partage</li> </ul> |
| <p><b>LE PUBLIC CIBLE</b><br/><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i></p>                                                                                                                   | <p>Enfants des écoles maternelles et élémentaires</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</b></p>                                                                                                                                                                                          | <p>Installation de Vidéoprojecteurs interactifs et de classes mobiles composées de tablettes dans les écoles maternelles et élémentaires</p>                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE</b><br/><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?...)</i></p> | <p>Volonté de favoriser le développement du numérique à l'école</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>LES MOYENS HUMAINS</b> (directs et indirects)</p>                                                                                                                                                                                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 chargé de mission école numérique</li> <li>- 1 chargé de déploiement école numérique</li> <li>- A compter de mars 2015 prise de compétences par la Communauté de l'Agglomération Belfortaine</li> </ul>                                                                                                                      |
| <p><b>LE CALENDRIER</b></p>                                                                                                                                                                                                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Expérimentation en 2013</li> <li>- Déploiement en fonction du projet d'interconnexion des écoles via la fibre optique</li> </ul>                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>CRITERES D'EVALUATION</b></p>                                                                                                                                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluation réalisée par les enseignants accompagnés de l'Éducation Nationale</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                        |

FICHE 3

**PARTICIPATION  
CITOYENNE DES  
ENFANTS ET DES  
ADOLESCENTS**

**INTITULE DU PROJET : Conseil  
Municipal des Enfants**

|                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>LE PILOTAGE DU PROJET<br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                                                                                                                                            | <p>Direction de l'Education</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p>LES OBJECTIFS<br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                                                                                                                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- permettre aux enfants de devenir de véritables citoyens de la Ville</li> <li>- leur faire prendre conscience de leurs responsabilités et de leurs droits</li> <li>- leur permettre de donner leur avis sur les grands projets</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p>LE PUBLIC CIBLE<br/><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i></p>                                                                                                                   | <p>Enfants de CM2 des écoles élémentaires publiques et privées</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</p>                                                                                                                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- élection de 2 enfants de CM2 par école (1 garçon et 1 fille) – les premières élections ont eu lieu le 14 janvier 2015</li> <li>- séance plénière d'installation, désignation du Maire junior et de 3 adjoints rapporteurs des commissions (Education-culture - sports-loisirs ; Solidarité-santé – Handicap et cadre de vie- environnement-développement durable-urbanisme)</li> <li>- séminaire formation des enfants élus</li> <li>- 3 réunions des commissions</li> <li>- un voyage à Paris pour visiter l'assemblée nationale</li> <li>- séance plénière de clôture</li> </ul> |
| <p>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE<br/><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?...)</i></p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- implication des enfants dans la vie municipale</li> <li>- possibilité pour les enfants élus de mener des projets et de les mettre en œuvre avec l'appui des élus</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p>LES MOYENS HUMAINS (directs et indirects)</p>                                                                                                                                                                                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 chargé de mission CME</li> <li>- Des Adjoints au Maire référents</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p>LE CALENDRIER</p>                                                                                                                                                                                                                  | <p>Janvier à juin 2015 puis chaque année scolaire</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |



**INTITULE DU PROJET : Label Ville d'art et d'histoire**

|                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>LE PILOTAGE DU PROJET</b><br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                                                                                                                                             | <p>Direction de l'Action Culturelle</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>LES OBJECTIFS</b><br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                                                                                                                                      | <p>Sensibiliser les habitants à leur cadre de vie et inciter un tourisme de qualité<br/>Initier le jeune public à l'architecture, au patrimoine et à l'urbanisme<br/>Les belfortains doivent être les premiers ambassadeurs de leur patrimoine</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>LE PUBLIC CIBLE</b><br/><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i></p>                                                                                                                    | <p>Population locale et départementale<br/>Jeune public (scolaires, universitaires)<br/>Touristes<br/>Que chaque belfortain soit acteur</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</b></p>                                                                                                                                                                                           | <p>Ville de Belfort, qui devient un musée à ciel ouvert (rues, monuments, places, urbanisme, etc.)<br/>Les équipements culturels (musées, théâtres, cinéma, etc.)</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE</b><br/><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?... )</i></p> | <p>L'obtention du label constitue une plus-value en termes d'attractivité touristique et de reconnaissance. Il représente également une garantie qualitative et propose au public des visites thématiques sur l'architecture, le patrimoine, les paysages ainsi que sur la formation des guides agréés permettant une offre touristique de qualité.</p> <p>Le label implique la mise en place d'un service Patrimoine qui étoffera l'offre culturelle et patrimoniale actuelle avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>des <u>visites guidées</u> pour la découverte de la ville sur différentes thématiques et avec différents concepts de visite (visites-sandwich ; visites-vélo ; visite-nocturnes ; monuments conté ; visites théâtralisée)</li> <li>des rendez-vous originaux (conférences, démonstrations, jeux de piste)</li> <li>des publications correspondant à des thématiques locales et variées (guide touristique et culturel de Belfort, <i>Laisser vous conter</i>)</li> <li>des ateliers pédagogiques pour le jeune public (vacances, scolaires et périscolaires, pour les 4/6 ans, 7/12 ans et 13/17 ans).</li> </ul> |

|                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                           | <p>un Centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (CIAP – ouverture dans les 5 ans après la signature de la convention du label), qui est un espace muséographique pour comprendre l'histoire et l'évolution urbaine et architecturale de la ville.</p> <p>C'est à la fois un centre de ressources, un lieu d'accueil pour le public, notamment les jeunes, un espace de conférences, un lieu pour les animations et les ateliers, et un lieu d'expositions permanentes et temporaires.</p> <p>Trois contes sur le patrimoine à l'occasion du mois « givré » (festivités de fin d'année)</p> |
| LES MOYENS HUMAINS (directs et indirects) | <p>1 Animateur de l'architecture et du patrimoine<br/>Des guides-conférenciers vacataires</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| LE CALENDRIER                             | <p>Label attribué en décembre 2013 pour une période de 10 ans</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| CRITERES D'EVALUATION                     | <p>Fréquentation du public<br/>Offre culturelle et patrimoniale</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

**INTITULE DU PROJET : Nox et Lux, les harmonies dans la tourmente**

|                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>LE PILOTAGE DU PROJET</b><br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                                                                                                                                            | <p>Fédération Musicale de Franche-Comté</p>                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>LES OBJECTIFS</b><br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                                                                                                                                     | <p>L'objectif de cette création est de transmettre aux nouvelles générations le souvenir de la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale de manière participative en les confrontant aux différentes générations de musiciens, acteurs et danseurs amateurs et/ou professionnels.</p> |
| <p><b>LE PUBLIC CIBLE</b><br/><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i></p>                                                                                                                   | <p>12-70 ans</p>                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</b></p>                                                                                                                                                                                          | <p>Représentations sur la Place d'Armes, Belfort<br/>27 juin 2015 18h et 21h30</p>                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE</b><br/><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?...)</i></p> | <p>Projet labellisé « Mission centenaire » à envergure régionale.<br/>L'intérêt réside dans le croisement du monde amateur et professionnel. Croisement inter générationnel au service de la mémoire collective.</p>                                                        |
| <p><b>LES MOYENS HUMAINS (directs et indirects)</b></p>                                                                                                                                                                                      | <p>Ce projet rassemble 300 musiciens, 50 danseurs et comédiens étudiants au conservatoire de l'agglomération belfortaine ou issus d'association de la région Franche-Comté de tous milieux socio-culturels.</p>                                                             |
| <p><b>LE CALENDRIER</b></p>                                                                                                                                                                                                                  | <p>2014/2015 avec concerts le 27 juin 2015 à 18h et 21h30</p>                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>CRITERES D'EVALUATION</b></p>                                                                                                                                                                                                          | <p>Nombre de participants de moins de 18 ans<br/>Proportion de jeunes parmi le public</p>                                                                                                                                                                                   |

**FICHE 4**

**SECURITE ET  
PROTECTION**

**INTITULE DU PROJET : Mesures de responsabilisation**

|                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>LE PILOTAGE DU PROJET<br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                                                                                                                                                | <p>Service Médiation sociale – Ville de Belfort et Collèges de la Ville de Belfort.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p>LES OBJECTIFS<br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                                                                                                                                         | <p>Il s'agit dans un premier temps de répondre à un manquement au règlement intérieur du collège et de faire découvrir à l'élève concerné le monde du travail en guise de « réparation ».<br/>Dans un deuxième temps, Il est essentiel de faire étroitement coïncider la mesure avec une action éducative positive en permettant à l'élève de comprendre et d'analyser son rapport au règlement intérieur. Se faisant, faire évoluer le comportement de l'élève, sa relation aux autres (notamment à l'adulte), et lui offrir une image de soi plus appropriée eu égard aux attentes et de sa construction personnel et du vivre-ensemble.</p> |
| <p>LE PUBLIC CIBLE<br/><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i></p>                                                                                                                       | <p>Public de collégiens, essentiellement en classes de 4<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup>.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</p>                                                                                                                                                                                              | <p>Il existe pour l'heure quatre lieux d'accueil : Bibliothèque Léon Deubel, Archives municipales, Musée de la Citadelle, et Belfort Information Jeunesse (BIJ). Des tâches de documentaliste sont proposées à l'élève (référer des ouvrages, classer et préparer des documents en vue de les archiver, etc.) A cela s'ajoute parfois, notamment au BIJ et à la Bibliothèque, un accueil du public ayant besoin de renseignements (travail de prise de paroles du jeunes) ou de photocopies.</p>                                                                                                                                               |
| <p>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION<br/>DECRIE<br/><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?... )</i></p> | <p>Elle vise à limiter les exclusions au collège, s'y substituant le cas échéant. L'accent est porté sur la responsabilisation culturelle et sociale des élèves, ainsi que leur apprentissage des droits et devoirs liés à l'exercice de la citoyenneté. Par ailleurs, cela permet aux agents de Médiation et du Service accueillant de rencontrer des adolescents amenés à fréquenter d'autres structures dans l'avenir, et de les familiariser plus avant avec les règles de conduite inhérentes à leur bon fonctionnement et leur vie intérieure.</p>                                                                                       |
| <p>LES MOYENS HUMAINS (directs et indirects)</p>                                                                                                                                                                                          | <p>Les agents de Médiation sociale et agents du Service accueillant accompagnent l'élève dans ses tâches et dans la réalisation des objectifs.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p>LE CALENDRIER</p>                                                                                                                                                                                                                      | <p>Année scolaire de septembre à juin, accueil des jeunes 3 demi-journées les mercredis après midi ou le samedi matin.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p>CRITERES D'EVALUATION</p>                                                                                                                                                                                                              | <p>Une grille de compétences est alors proposée, comprenant : bilan de l'intégralité des demi-journées et commentaires sur les savoir-être en milieu professionnel : commentaires de l'élève en toute éventualité, et commentaires des responsables Ville (agents de Médiation et du Service accueillant).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

FICHE 5

PARENTALITE

**INTITULE DU PROJET : Evolution du fonctionnement des Lieux d'accueil parents/enfants**

|                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>LE PILOTAGE DU PROJET<br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                                                                                                                                            | <p>Direction de l'éducation<br/>Service petite enfance</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p>LES OBJECTIFS<br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                                                                                                                                     | <p>Redéfinir clairement les missions des LAEP avec l'ensemble des acteurs (Ville, Caf, Cidff, Cg)<br/>Définir pour chaque objectif des indicateurs d'évaluation<br/>Diversification du contenu des temps d'accueil.<br/>Les temps d'accueil « libres » pourraient alterner avec des temps plus structurés (atelier massage, atelier art plastiques, temps bibliothèque...). Ces derniers s'inscrivant toujours dans un objectif d'accompagnement à la parentalité .Il ne s'agit pas d'animations ou d'ateliers récréatifs.<br/>Déterminer un temps dédié à la perspective de la scolarisation précoce en cohérence avec la circulaire ministérielle de 2012 sur la scolarisation des enfants de moins de 3 ans<br/>Améliorer la lisibilité des actions et donner plus de régularité à la fois sur les personnes présentes lors des accueils et sur le découpage de la semaine</p> |
| <p>LE PUBLIC CIBLE<br/><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i></p>                                                                                                                   | <p>Tous les parents qui souhaitent être accompagnés dans leur fonction de parents quelle que soit leur origine (géographique, sociale ....)<br/>Les familles isolées et / ou nouveau arrivant sur un quartier</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</p>                                                                                                                                                                                          | <p>Les lieux d'accueil Enfants Parents sont aujourd'hui installés aux Glacis et aux Résidences</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE<br/><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?...)</i></p> | <p>Il ne s'agit pas ici d'actions nouvelles, mais d'une volonté de donner un nouveau souffle à un dispositif existant qui mérite d'être réinterrogé au plan de ses objectifs et d'une l'évaluation possible</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p>LES MOYENS HUMAINS (directs et indirects)</p>                                                                                                                                                                                      | <p>Les équipes des LAEP : une coordinatrice à temps complet, une EJE à 40%, une AP à 30%, deux médiatrices familiale à 20 % et 10%</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p>LE CALENDRIER</p>                                                                                                                                                                                                                  | <p>1<sup>ère</sup> réunion du COPIL : 10 Février 2015</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p>CRITERES D'EVALUATION</p>                                                                                                                                                                                                          | <p>Taux de fréquentation des LAEP<br/>Intérêt pour les temps structurés et nombre de bénéficiaires</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |



**INTITULE DU PROJET : Conseil des  
Parents de la Petite Enfance**

|                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| LE PILOTAGE DU PROJET<br><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i>                                                                                                                                                         | Direction de l'éducation<br>Service Petite Enfance                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| LES OBJECTIFS<br><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i>                                                                                                                                                                  | Informer les familles sur le fonctionnement des<br>Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (budget,<br>travaux, règlement....)<br>Echanger de manière très généraliste sur la vie des<br>établissements                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| LE PUBLIC CIBLE<br><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales,<br/>provenance géographique...)</i>                                                                                                                            | <u>Les parents élus</u> comme représentants de l'ensemble des<br>familles<br><u>Des représentants du personnel</u> et de l'encadrement des<br>structures                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION                                                                                                                                                                                                      | Deux séances plénières par an                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE<br><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de<br/>Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit<br/>commun ? quel changement social ou innovation<br/>sociale crée-t-elle ?... )</i> | Le changement porte essentiellement sur la forme par<br>rapport au Comité des usagers.<br><br>-2 plénières par an<br><br>-Abandon des commissions thématiques au profit d'actions<br>de proximité dans chaque structure répondant davantage<br>aux attentes des familles (réunions d'informations et /ou<br>participatives à différentes périodes de l'année, ateliers<br>partagés, rencontres à la bibliothèque avec prêt de livres<br>et discussions thématiques, petits déjeuners des<br>parents....)<br>Les parents doivent être acteurs au plus près de la réalité<br>du quotidien de leurs enfants |
| LES MOYENS HUMAINS (directs et indirects)                                                                                                                                                                                                  | <u>Organisation des élections</u> : service de la Petite Enfance et<br>les directrices d'établissements<br><u>Organisation des séances plénières</u> : service de la petite<br>enfance<br><u>Pour les actions en direct dans les établissements</u> :<br>l'ensemble des équipes petite enfance                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| LE CALENDRIER                                                                                                                                                                                                                              | Une plénière entre novembre et janvier et la seconde en<br>juin                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| CRITERES D'EVALUATION                                                                                                                                                                                                                      | Pour les plénières, s'agissant essentiellement de délivrer<br>de l'information : pas de critère spécifique d'évaluation en<br>dehors du taux de participation des parents<br>Concernant les actions en direct dans les structures : taux<br>de participation, intérêt exprimé par les parents à aborder<br>des thématiques spécifiques, dynamiques d'échanges<br>entre les familles                                                                                                                                                                                                                      |

**INTITULE DU PROJET : Renforcer le comité des parents élus dans les conseils d'école**

|                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>LE PILOTAGE DU PROJET<br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                                                                                                                                            | <p>Direction de l'éducation, service scolaire,</p>                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p>LES OBJECTIFS<br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                                                                                                                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Donner aux parents d'élèves élus les moyens d'exercer pleinement leur rôle de partenaire de l'école</li> </ul>                                                                                                                                                                   |
| <p>LE PUBLIC CIBLE<br/><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i></p>                                                                                                                   | <p>Parents d'élèves élus dans les conseils d'école des 17 maternelles et 15 élémentaires</p>                                                                                                                                                                                                                              |
| <p>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</p>                                                                                                                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer une meilleure formation des parents élus</li> <li>- Donner les moyens au comité de proposer des actions globales à destination de l'ensemble des écoles (exemple : rites de passages)</li> <li>- Attribuer un budget de fonctionnement du comité</li> </ul>              |
| <p>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE<br/><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?...)</i></p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le comité des parents existe depuis plusieurs années mais il convient d'apporter une assistance aux parents pour connaître le fonctionnement des institutions et leur rôle</li> <li>- Le comité ne disposait pas jusqu'alors de budget propre pour monter des actions</li> </ul> |
| <p>LES MOYENS HUMAINS (directs et indirects)</p>                                                                                                                                                                                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Poste de responsable de la vie scolaire</li> <li>- Intervenants pour la formation</li> <li>- Intervenants pour la réalisation d'actions</li> </ul>                                                                                                                               |
| <p>LE CALENDRIER</p>                                                                                                                                                                                                                  | <p>Chaque année scolaire</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p>CRITERES D'EVALUATION</p>                                                                                                                                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Participation des parents aux élections des conseils d'école</li> <li>- Participation des parents élus à la vie de l'école</li> </ul>                                                                                                                                            |

FICHE 6

.....

**SANTE, HYGIENE,  
ALIMENTATION**

.....

**INTITULE DU PROJET : éducation à l'alimentation**

|                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>LE PILOTAGE DU PROJET<br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                                                                                                                                            | <p>Direction de l'éducation, service restauration</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p>LES OBJECTIFS<br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                                                                                                                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- La santé des enfants par l'équilibre alimentaire</li> <li>- Accompagner les enfants en surpoids</li> <li>- Donner aux enfants de bonnes habitudes alimentaires</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p>LE PUBLIC CIBLE<br/><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i></p>                                                                                                                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Enfants scolarisés dans les écoles maternelles et élémentaires</li> <li>- Enfants fréquentant les centres de loisirs</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</p>                                                                                                                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Favoriser les actions d'éducation à l'alimentation et à l'équilibre alimentaire pendant le temps scolaire (intervention des infirmières municipales, participation à l'opération « un fruit pour la récré ») et hors temps scolaire (restauration scolaire)</li> <li>- Participation à des événements tels que « la semaine du goût », « un fruit pour la récré », « la fête du pain »...</li> <li>- Actions particulières pour les enfants en surpoids dans le cadre du Programme de réussite éducative</li> </ul> |
| <p>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE<br/><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?...)</i></p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer le bio</li> <li>- Développement des filières courtes par l'utilisation du logiciel « agrilocal »</li> <li>- Création de menus à thèmes</li> <li>- Animation sur l'alimentation pendant les repas</li> <li>- Installation de composteurs</li> <li>- Développement de jardins pédagogiques dans les écoles</li> </ul>                                                                                                                                                                                      |
| <p>LES MOYENS HUMAINS (directs et indirects)</p>                                                                                                                                                                                      | <p>Service scolaire, service de la restauration municipale, enseignants, personnels de la restauration, animateurs</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p>LE CALENDRIER</p>                                                                                                                                                                                                                  | <p>2015</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p>CRITERES D'EVALUATION</p>                                                                                                                                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'enfants en surpoids</li> <li>- Nombre de composteurs</li> <li>- Nombre de jardins pédagogiques</li> <li>- Nombre d'animations menés auprès des enfants</li> <li>- Nombre de menus à thèmes</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

**INTITULE DU PROJET : Sport / santé / hygiène de vie / alimentation**

|                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>LE PILOTAGE DU PROJET</b><br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                                                                                                                                             | <p>Direction des Sports et Direction de l'Education (PRE)<br/>Pôle pratiques sportives</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>LES OBJECTIFS</b><br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                                                                                                                                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser les enfants à la pratique sportive quotidienne</li> <li>- Susciter le goût de l'effort physique</li> <li>- Lier pratique sportive et alimentation pour une bonne hygiène de vie</li> <li>- Développer l'estime de soi, en mettant le corps en action</li> </ul>                                                                                          |
| <p><b>LE PUBLIC CIBLE</b><br/><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i></p>                                                                                                                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Enfants de 6 à 12 ans (40 enfants)</li> <li>- Enfants dépistés au préalable par les infirmières municipales dans le temps scolaire</li> <li>- S'inscrivant dans le Programme de Réussite Educative</li> <li>- 3 centres Pass'Sport Forme : Résidences, Glacis et Belfort Nord</li> </ul>                                                                              |
| <p><b>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</b></p>                                                                                                                                                                                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Activités physiques hebdomadaires en gymnase ou en plein air dans le temps péri-scolaires</li> <li>- Stage de 3 jours complet en extra-scolaire (en dehors du quartier de vie)</li> <li>- Suivi en parallèle avec un diététicien</li> </ul>                                                                                                                           |
| <p><b>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE</b><br/><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?... )</i></p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Implication des enfants dans la pratique sportive hebdomadaire, mais également des familles avec un suivi diététique et avec les infirmières municipales.</li> <li>- Journée de partage et de rencontre lors des stages entre les professionnels agissant autour de l'enfant et les familles.</li> <li>- Initiation à la pratique sportive parents/enfants</li> </ul> |
| <p><b>LES MOYENS HUMAINS (directs et indirects)</b></p>                                                                                                                                                                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>- 4 Educateurs sportifs</li> <li>- 1 Coordination Sport</li> <li>- Les 8 infirmières municipales</li> <li>- 1 coordonateur du PRE</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>LE CALENDRIER</b></p>                                                                                                                                                                                                                   | <p>Chaque année scolaire</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>CRITERES D'EVALUATION</b></p>                                                                                                                                                                                                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'enfants concernés</li> <li>- Nombre d'actions mises en place</li> <li>- Evolution des IMC des enfants</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                             |

FICHE 7

---

# HANDICAP

---

**INTITULE DU PROJET : Accompagnement  
à la création d'un Centre de Loisirs Pluriel**

|                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| LE PILOTAGE DU PROJET<br><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i>                                                                                                                                            | Association LOISIRS PLURIEL en lien avec l'ADAPEI                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| LES OBJECTIFS<br><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i>                                                                                                                                                     | Proposer un accueil de loisirs aux enfants porteurs de handicaps qui ne sont pas accueillis en structures collectives les mercredis et vacances scolaires.<br>Mixité des enfants                                                                                                                                                                                                  |
| LE PUBLIC CIBLE<br><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i>                                                                                                                   | Enfants porteurs de handicaps et non porteurs de handicaps de 3 à 13 ans                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION                                                                                                                                                                                         | Structure Accueil Collectif de Mineur<br>Pouvant accueillir au maximum 20 enfants de 3 à 13 ans en privilégiant la parité d'accueil entre les enfants en situation de handicaps et les autres<br>Taux d'encadrement 4 fois supérieur et direction confiée à un éducateur spécialisé<br>Tarification alignée sur les autres ACM de la Ville<br>Ouverture les mercredis et vacances |
| CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE<br><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?...)</i> | Aucun ACM de ce type n'existe sur le Département du Territoire de Belfort actuellement                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| LES MOYENS HUMAINS (directs et indirects)                                                                                                                                                                                     | Association Loisirs Pluriel pour la gestion du projet<br>Equipe d'animation<br>Mise à disposition des locaux et du personnel de service et d'une subvention par la Ville de Belfort                                                                                                                                                                                               |
| LE CALENDRIER                                                                                                                                                                                                                 | Ouverture le 15 mai 2015                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| CRITERES D'EVALUATION                                                                                                                                                                                                         | - Nombre d'enfants fréquentant la nouvelle structure                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |



**INTITULE DU PROJET : Accès aux pratiques pour des personnes confrontées au handicap mental**

|                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>LE PILOTAGE DU PROJET<br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                                                                                                                                            | <p>Partenariat ADAPEI/Conservatoire à Rayonnement Départemental</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p>LES OBJECTIFS<br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                                                                                                                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- promouvoir l'accès à des pratiques culturelles pour des personnes confrontées au handicap mental,</li> <li>- favoriser l'inclusion sociale des personnes en situation de handicap,</li> <li>- valoriser les aptitudes concrètes des personnes bénéficiaires du partenariat en leur permettant d'exprimer leur sensibilité artistique.</li> </ul> |
| <p>LE PUBLIC CIBLE<br/><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i></p>                                                                                                                   | <p>Un groupe de 6 à 8 enfants âgés de 7 à 10 ans et un groupe de 6 adolescents âgés de 16 à 22 ans, sous la forme de 2 ateliers percussions d'une heure.</p>                                                                                                                                                                                                                              |
| <p>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</p>                                                                                                                                                                                          | <p>Le conservatoire met à disposition des personnes accueillies et accompagnées par l'ADAPEI 90 des ateliers collectifs d'activités culturelles (percussions) à l'auditorium du site de Danjoutin.</p>                                                                                                                                                                                    |
| <p>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE<br/><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?...)</i></p> | <p>Accès à la musique aux handicapés mentaux. Véritable intégration du handicap au sein du conservatoire.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p>LES MOYENS HUMAINS (directs et indirects)</p>                                                                                                                                                                                      | <p>La conduite de l'atelier et de l'activité culturelle est placée sous la responsabilité d'un enseignant du Conservatoire. L'encadrement socio-éducatif du groupe est placé sous la responsabilité d'un professionnel de l'ADAPEI90.</p>                                                                                                                                                 |
| <p>LE CALENDRIER</p>                                                                                                                                                                                                                  | <p>A partir de l'année 2014/2015</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p>CRITERES D'EVALUATION</p>                                                                                                                                                                                                          | <p>Maintien du groupe sur l'année et nombre de participants</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

FICHE 8

**EDUCATION**

**INTITULE DU PROJET : Projet éducatif de la Ville de 0 à 18 ans sur tous les temps de l'enfant**

|                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>LE PILOTAGE DU PROJET<br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                                                                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Direction de l'éducation</li> <li>- Direction de la Cohésion Sociale et du Renouveau Urbain</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p>LES OBJECTIFS<br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                                                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en œuvre un projet éducatif à destination des 0 à 18 ans et incluant tous les temps de l'enfant, qui implique une démarche décloisonnée des services de la collectivité.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p>LE PUBLIC CIBLE</p>                                                                                                                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Enfants belfortains de 0 à 18 ans</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</p>                                                                                                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rédiger le projet éducatif avec l'ensemble des acteurs concernés au sein de la collectivité             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Mise en place d'un comité de pilotage et d'un comité technique</li> <li>→ Inventorier le droit commun (service petite enfance, enfance, jeunesse, culture, sports, communication, relations internationales ...)</li> <li>→ Identifier les orientations communes aux différents services et les formaliser au sein d'un document unique</li> <li>→ Définition des objectifs éducatifs partagés et les effets attendus</li> <li>→ Définition des modalités d'évaluation et de suivi du projet</li> </ul> </li> <li>- Mettre en cohérence les démarches des services pour rendre plus lisible la politique petite enfance / enfance / jeunesse de la collectivité menée par la collectivité             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Articuler les projets et travailler les notions de « passerelles » (entre les âges, entre les services concernés...)</li> <li>→ Repérer les manques et proposer des nouveaux axes d'interventions</li> <li>→ Eventuellement adaptation de l'organisation des services</li> <li>→ Mutualiser les démarches et les moyens</li> <li>→ Faire émerger de nouveaux projets transversaux et décloisonnés, au service des enfants belfortains</li> </ul> </li> <li>- Communiquer sur la continuité éducative recherchée par la collectivité             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Communication aux familles</li> <li>→ Communication aux institutions (ex : utilisation du document unique dans le cadre des déclarations d'ALSH auprès de la DDCSPP, lien avec le PEDT...)</li> <li>→ Communication aux agents (ex : cadrage des initiatives, démarches partenariales ...)</li> </ul> </li> </ul> |
| <p>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE<br/><br/><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit</i></p> | <p>La collectivité souhaite mettre l'accent sur l'articulation des interventions éducatives en faveur des enfants de 0 à 18 ans. L'objectif principal est de créer un continuum éducatif cohérent, pour favoriser la réussite scolaire et l'épanouissement social de l'enfant. Cela passe par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un égal accès à des loisirs éducatifs de qualité avant, pendant et après l'école</li> <li>- une recherche de complémentarité entre l'ensemble des acteurs éducatifs (école / accueils périscolaires / activités jeunes ...)</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

|                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|---------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <i>commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?... )</i> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- et une meilleure articulation des différents temps et espaces de vie de l'enfant.</li> </ul> <p>Cet engagement volontariste dépasse la simple juxtaposition du droit commun car il va créer des évolutions dans les pratiques éducatives respectives.</p> |
|---------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                              |                                                                                                                                                                                                                                                 |
|----------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| LES MOYENS HUMAINS<br>(directs et indirects) | <p>Moyens directs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les services de la collectivité</li> <li>- les budgets propres</li> </ul> <p>Moyens indirects :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les partenariats noués</li> </ul> |
|----------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|               |           |
|---------------|-----------|
| LE CALENDRIER | Juin 2015 |
|---------------|-----------|

|                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| CRITERES D'EVALUATION | <p>Amélioration réussite scolaire des enfants<br/> Amélioration fréquentation des structures de loisirs hors écoles<br/> Amélioration de la qualité éducative des activités proposées<br/> Mise en synergie des différents services concernés<br/> Amélioration du travail en transversalité et des projets coordonnés entre services</p> |
|-----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**INTITULE DU PROJET : DROITS DE L'ENFANT – MALLETTES PEDAGOGIQUES**

|                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>LE PILOTAGE DU PROJET<br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                                                                                                                                            | <p>Direction de l'éducation</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p>LES OBJECTIFS<br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                                                                                                                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Favoriser la connaissance et la diffusion de la Convention Internationale des Droits de l'enfant dans les écoles de la Ville et plus largement aux belfortains</li> <li>- Mettre à disposition des enseignants et animateurs périscolaires un outil pédagogique adapté</li> <li>- Diffusion grand public des droits de l'enfant</li> </ul> |
| <p>LE PUBLIC CIBLE<br/><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i></p>                                                                                                                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Enseignants et enfants de cycle 3 dans les écoles de la Ville (du ce2 au CM2)</li> <li>- Enfants fréquentant le périscolaire</li> <li>- Tout public</li> </ul>                                                                                                                                                                             |
| <p>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</p>                                                                                                                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Distribution d'une mallette par école en janvier 2015</li> <li>- Exposition « Ne marchons pas sur les droits de l'enfant »</li> </ul>                                                                                                                                                                                                      |
| <p>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE<br/><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?...)</i></p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- La mise à disposition d'un outil pédagogique dans les écoles élémentaires sur une thématique transversale portée par la Ville en appui à la mise en place du Conseil Municipal des Enfants</li> <li>- La sensibilisation des belfortains aux droits de l'enfant</li> </ul>                                                                 |
| <p>LES MOYENS HUMAINS (directs et indirects)</p>                                                                                                                                                                                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Enseignants des écoles de la Ville</li> <li>- Directeurs et animateurs périscolaires</li> <li>- Tout public</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                     |
| <p>LE CALENDRIER</p>                                                                                                                                                                                                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Distribution janvier 2015 des mallettes pédagogiques</li> <li>- Installation et animations autour de l'exposition au printemps 2015</li> </ul>                                                                                                                                                                                             |
| <p>CRITERES D'EVALUATION</p>                                                                                                                                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Retour des enseignants sur l'utilisation de la mallette</li> <li>- Utilisation de l'exposition par les écoles, les centres de loisirs et autres groupes constitués de la Ville</li> </ul>                                                                                                                                                  |

**INTITULE DU PROJET : Programme de Réussite Educative (PRE)**

|                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>LE PILOTAGE DU PROJET</b><br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                                                                                                                                             | <p>Direction de l'Education<br/>Service de la santé scolaire et de la réussite éducative</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>LES OBJECTIFS</b><br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                                                                                                                                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Apporter un soutien aux enfants les plus en difficulté</li> <li>- Lutter contre l'échec scolaire</li> <li>- Soutenir les parents</li> <li>- Renforcer l'accès aux soins</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>LE PUBLIC CIBLE</b><br/><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i></p>                                                                                                                    | <p>180 suivis individualisés en moyenne par année scolaire<br/>Enfants entre 3 et 12 ans scolarisés dans l'ensemble des écoles maternelles et élémentaires de la Ville de Belfort.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</b></p>                                                                                                                                                                                           | <p>L'ensemble des écoles de la Ville de Belfort</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE</b><br/><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?... )</i></p> | <p>L'action est innovante dans le sens où elle permet d'activer et de façon réactive un accompagnement individuel pour des enfants dont la problématique est récurrente. Elle s'inscrit dans un partenariat qui rassemble et génère la collaboration et mêle la diversité des compétences et connaissances et la complémentarité. Les réponses apportées peuvent être innovantes (sophrologie, musicothérapie, diététicien). Les nouvelles orientations du PRE consistent à développer les actions collectives et d'expérimenter de nouveaux champs pouvant répondre aux besoins des enfants (équithérapie, modelage, l'art...)</p> |
| <p><b>LES MOYENS HUMAINS (directs et indirects)</b></p>                                                                                                                                                                                       | <p>1 coordonnateur<br/>8 référents de parcours, infirmières municipales<br/>14 intervenants vacataires<br/>1 secrétaire à 25% ETP</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>LE CALENDRIER</b></p>                                                                                                                                                                                                                   | <p>Chaque année scolaire</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>CRITERES D'EVALUATION</b></p>                                                                                                                                                                                                           | <p>Nombre d'enfants entrés dans le dispositif<br/>Nombre d'enfants sortis du dispositif<br/>Motif du repérage<br/>Actions mises en oeuvre</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**INTITULE DU PROJET : périmètres scolaires et rénovation des écoles**

|                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>LE PILOTAGE DU PROJET</b><br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                                                                                                                                            | <p>Direction de l'éducation, service scolaire</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>LES OBJECTIFS</b><br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                                                                                                                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lutter contre l'échec scolaire</li> <li>- S'assurer de périmètres scolaires adaptés</li> <li>- Garantir la mixité scolaire</li> <li>- Offrir aux enfants des bâtiments scolaires adaptés et agréables</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>LE PUBLIC CIBLE</b><br/><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i></p>                                                                                                                   | <p>Enfants scolarisés en école maternelle et élémentaire</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</b></p>                                                                                                                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bâtir l'école du 21<sup>e</sup> siècle : réhabiliter et restructurer les bâtiments scolaires pour s'assurer d'avoir des espaces adaptés à l'évolution des pédagogies, assurer une meilleure sécurité des espaces et des cheminements, avoir des espaces adaptés aux pratiques sportives et culturelles et avoir des BCD fonctionnelles</li> <li>- Travailler les périmètres scolaires pour favoriser la mixité et maintenir des écoles de « bonne taille » ni trop grandes pour éviter des concentrations d'élèves trop importantes, ni trop petites pour garantir une efficacité pédagogique</li> <li>- Développer des pôles d'attractivité dans les écoles pour favoriser la mixité des élèves par l'inscription d'élèves d'autres quartiers (classes internationales, CHAM, sport...)</li> </ul> |
| <p><b>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE</b><br/><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?...)</i></p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- 3 groupes scolaires, soit 6 écoles, ont d'ores et déjà bénéficié d'une restructuration globale</li> <li>- Le projet porte sur la réhabilitation ou la restructuration de 10 nouvelles écoles</li> <li>- Création de pôles d'attractivité pour certaines écoles</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>LES MOYENS HUMAINS</b> (directs et indirects)</p>                                                                                                                                                                                      | <p>Service scolaire (5 personnes), direction des opérations nouvelles</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>LE CALENDRIER</b></p>                                                                                                                                                                                                                  | <p>2015/2020</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>CRITERES D'EVALUATION</b></p>                                                                                                                                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'écoles réhabilitées</li> <li>- Nombre de pôles d'attractivité créés</li> <li>- Evolution des périmètres scolaires</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |



**INTITULE DU PROJET : Coup de pouce lecture**

|                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>LE PILOTAGE DU PROJET<br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                                                                                                                                            | <p>Direction de l'Education<br/>Service de santé scolaire et de réussite éducative</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p>LES OBJECTIFS<br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                                                                                                                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Apporter aux enfants qui en sont privés, une aide, des activités, des expériences autour du « dire, lire, écrire » dont bénéficient d'autres enfants après l'école.</li> <li>- Aider les parents à accompagner leur enfant plus efficacement dans sa scolarité pendant l'année du CP et au-delà.</li> <li>- Lutter contre l'illétrisme</li> </ul> |
| <p>LE PUBLIC CIBLE<br/><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i></p>                                                                                                                   | <p>60 enfants de CP ciblés sur l'ensemble de la Ville comme étant « fragiles en lecture » ou en risque d'échec car ils ne reçoivent pas, à la maison chaque soir, le soutien dont ils ont besoin pour passer le cap de l'apprentissage en lecture-écriture.</p>                                                                                                                            |
| <p>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</p>                                                                                                                                                                                          | <p>Les classes de cours préparatoires des écoles élémentaires de la Ville de Belfort,</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE<br/><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?...)</i></p> | <p>Inscription de l'action dans le cadre du PRE et début de l'action en décembre 2014</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p>LES MOYENS HUMAINS (directs et indirects)</p>                                                                                                                                                                                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 pilote</li> <li>- 1 ingénieur de l'Apfée qui nous accompagne dans la mise en place et le suivi</li> <li>- 12 animateurs de club</li> <li>- 9 coordonnateurs</li> </ul>                                                                                                                                                                          |
| <p>LE CALENDRIER</p>                                                                                                                                                                                                                  | <p>De janvier à décembre</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p>CRITERES D'EVALUATION</p>                                                                                                                                                                                                          | <p>Indicateurs quantitatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'enfants inscrits dans le dispositif</li> <li>- Nombre d'enfants sortis du dispositif</li> </ul> <p>Indicateurs qualitatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluation du nombre d'enfants ayant acquis les fondamentaux de la lecture à la sortie du dispositif</li> </ul>              |

**INTITULE DU PROJET : Coup de pouce langage**

|                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>LE PILOTAGE DU PROJET</b><br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                                                                                                                                             | <p>Direction de l'Education<br/>Service de santé scolaire et de réussite éducative</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>LES OBJECTIFS</b><br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                                                                                                                                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Apporter aux enfants qui en sont privés, une aide, des activités, des expériences autour du langage dont bénéficient d'autres enfants après l'école</li> <li>- Aider les parents à accompagner leur enfant plus efficacement dans sa scolarité pendant les années de maternelle et au-delà</li> <li>- Lutter contre l'échec scolaire</li> </ul> |
| <p><b>LE PUBLIC CIBLE</b><br/><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i></p>                                                                                                                    | <p>60 enfants de maternelle ciblés sur l'ensemble de la Ville comme étant « fragiles en langage » ou en risque d'échec car ils ne reçoivent pas, à la maison, le soutien dont ils ont besoin pour passer le cap de l'apprentissage du langage</p>                                                                                                                                        |
| <p><b>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</b></p>                                                                                                                                                                                           | <p>Les classes de maternelles des écoles de la Ville de Belfort</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE</b><br/><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?... )</i></p> | <p>Inscription de l'action dans le cadre du PRE et début de l'action en septembre 2015</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>LES MOYENS HUMAINS</b> (directs et indirects)</p>                                                                                                                                                                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 pilote</li> <li>- 1 ingénieur de l'Apfée qui nous accompagne dans la mise en place et le suivi</li> <li>- 12 animateurs de club</li> <li>- 9 coordonnateurs</li> </ul>                                                                                                                                                                        |
| <p><b>LE CALENDRIER</b></p>                                                                                                                                                                                                                   | <p>D'octobre à juin de chaque année scolaire</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>CRITERES D'EVALUATION</b></p>                                                                                                                                                                                                           | <p>Indicateurs quantitatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'enfants inscrits dans le dispositif</li> <li>- Nombre d'enfants sortis du dispositif</li> </ul> <p>Indicateurs qualitatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluation du nombre d'enfants ayant acquis les fondamentaux du langage à la sortie du dispositif</li> </ul>               |

**INTITULE DU PROJET : Coup de pouce mathématiques**

|                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>LE PILOTAGE DU PROJET<br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                                                                                                                                             | <p>Direction de l'Education<br/>Service de santé scolaire et de réussite éducative</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p>LES OBJECTIFS<br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                                                                                                                                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Apporter aux enfants qui en sont privés, une aide, des activités, des expériences autour des mathématiques dont bénéficient d'autres enfants après l'école.</li> <li>- Aider les parents à accompagner leurs enfants plus efficacement dans leur scolarité pendant l'année du CE1 et au-delà.</li> <li>- Lutter contre l'échec scolaire</li> </ul> |
| <p>LE PUBLIC CIBLE<br/><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i></p>                                                                                                                    | <p>60 enfants de CE1 ciblés sur l'ensemble de la Ville comme étant « fragiles en mathématiques » ou en risque d'échec car ils ne reçoivent pas, à la maison, chaque soir, le soutien dont ils ont besoin.</p>                                                                                                                                                                               |
| <p>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</p>                                                                                                                                                                                           | <p>Les classes de CE1 des écoles élémentaires de la Ville de Belfort,</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE<br/><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?... )</i></p> | <p>Inscription de l'action dans le cadre du PRE et début de l'action en septembre 2015</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p>LES MOYENS HUMAINS (directs et indirects)</p>                                                                                                                                                                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 pilote</li> <li>- 1 ingénieur de l'Apfée</li> <li>- 9 coordonnateurs</li> <li>- un intervenant par club (15)</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                          |
| <p>LE CALENDRIER</p>                                                                                                                                                                                                                   | <p>D'octobre à juin chaque année scolaire</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p>CRITERES D'EVALUATION</p>                                                                                                                                                                                                           | <p>Indicateurs quantitatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'enfants inscrits dans le dispositif</li> <li>- Nombre d'enfants sortis du dispositif</li> </ul> <p>Indicateurs qualitatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluation du nombre d'enfants ayant acquis les fondamentaux des mathématiques à la sortie du dispositif</li> </ul>           |

FICHE 9

.....

**JEU, SPORT,  
CULTURE, LOISIRS**

.....

**INTITULE DU PROJET : Ciné Junior**

|                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>LE PILOTAGE DU PROJET</b><br><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i>                                                                                                                                             | Mission cinéma – direction de la culture                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>LES OBJECTIFS</b><br><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i>                                                                                                                                                      | - proposer une programmation Ciné Junior au jeune public avec une séance spéciale un mercredi après-midi où un goûter est offert aux enfants à l'issue de la séance. Pendant ce goûter une animation a lieu où l'enfant est invité à participer (jeu, activité manuelle...)<br><br>- toucher un public large grâce à un tarif préférentiel (4,50 € pour les parents et 4 euros pour les enfants) |
| <b>LE PUBLIC CIBLE</b><br><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i>                                                                                                                    | Entre 50 et 100 enfants par séance de 3 à 10 ans<br>Ces séances attirent des groupes de centres de loisirs ainsi que des familles.                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</b>                                                                                                                                                                                          | Projections au cinéma Pathé Belfort.<br><br>De plus, pendant l'été, des projections en plein air ont lieu dans les quartiers de la ville, ces projections sont gratuites et attirent un public familial important.                                                                                                                                                                               |
| <b>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE</b><br><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?... )</i> | Cette programmation a permis d'obtenir le label <b>Jeune Public</b> de l'AFCAE en 2014.                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>LES MOYENS HUMAINS</b> (directs et indirects)                                                                                                                                                                                      | Agents de la mission cinéma pour la préparation de l'animation et la distribution de goûter.                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>LE CALENDRIER</b>                                                                                                                                                                                                                  | Tous les deux mois.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>CRITERES D'EVALUATION</b>                                                                                                                                                                                                          | - Nombre de séances proposées<br>- Nombres d'enfants participant à l'action                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

**INTITULE DU PROJET : Eveil pour les 4 et 5 ans**

|                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| LE PILOTAGE DU PROJET<br><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i>                                                                                                                                            | Conservatoire à Rayonnement Départemental                                                                                                                                                                                                           |
| LES OBJECTIFS<br><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i>                                                                                                                                                     | Proposer dès septembre 2015 un <b>accueil en classe d'éveil</b> des enfants dès l'âge de 4 ans                                                                                                                                                      |
| LE PUBLIC CIBLE<br><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i>                                                                                                                   | enfants de 4 à 6 ans                                                                                                                                                                                                                                |
| LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION                                                                                                                                                                                         | Dans le futur Conservatoire :<br>à partir de 4 ans : un « jardin musique et danse »,<br>dès l'âge de 5 ans : un éveil musique et danse associé<br>dès l'âge de 6 ans : un éveil spécifique musique ou intégration de la danse en phase d'initiation |
| CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE<br><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?...)</i> | Ouverture de la classe d'éveil aux enfants de 4 et 5 ans à partir de septembre 2015 (auparavant 6 ans)<br>Accessibilité aux plus jeunes par une pédagogie adaptée.                                                                                  |
| LES MOYENS HUMAINS (directs et indirects)                                                                                                                                                                                     | Personnel du Conservatoire pour l'enseignement.                                                                                                                                                                                                     |
| LE CALENDRIER                                                                                                                                                                                                                 | A partir de la rentrée scolaire 2015                                                                                                                                                                                                                |
| CRITERES D'EVALUATION                                                                                                                                                                                                         | Nombre d'inscrits<br>Nombre d'enfants qui poursuivent au Conservatoire                                                                                                                                                                              |

**INTITULE DU PROJET : Ecole et cinéma**

|                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                      |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| LE PILOTAGE DU PROJET<br><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i>                                                                                                                                            | Mission cinéma                                                                                                                                       |
| LES OBJECTIFS<br><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i>                                                                                                                                                     | - faire partie du dispositif national « Ecole et cinéma » et permettre aux enfants de voir des films et ou des dessins animés variés                 |
| LE PUBLIC CIBLE<br><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i>                                                                                                                   | Public scolaire                                                                                                                                      |
| LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION                                                                                                                                                                                         | Projections au cinéma Pathé Belfort.                                                                                                                 |
| CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE<br><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?...)</i> | En 2014-2015 : participation à un projet scolaire de réalisation de reportages dans le cadre d'échanges                                              |
| LES MOYENS HUMAINS (directs et indirects)                                                                                                                                                                                     | Notre participation dans le dispositif (choix des films, commande des copies, accueil des élèves) et l'accompagnement dans la réalisation des films. |
| LE CALENDRIER                                                                                                                                                                                                                 | 3 films par an un pour chaque cycle.                                                                                                                 |
| CRITERES D'EVALUATION                                                                                                                                                                                                         | La fréquentation, le retour des instituteurs.                                                                                                        |



**INTITULE DU PROJET : Festival  
Entrevues Junior**

|                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>LE PILOTAGE DU PROJET<br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                                                                                                                                            | <p>Mission cinéma</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p>LES OBJECTIFS<br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                                                                                                                                     | <p>- Proposer une programmation spéciale pour le jeune public.<br/>Chaque thématique de la programmation comporte un film ou un dessin animé pour les 3-6 ans, 7-10 ans et 11 et plus.<br/>Des séances sont suivies d'un goûter et d'animations<br/>- Un tarif réduit 2 € pour les moins de 12 ans.</p> |
| <p>LE PUBLIC CIBLE<br/><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i></p>                                                                                                                   | <p>3-12 ans</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</p>                                                                                                                                                                                          | <p>Projections au cinéma Pathé Belfort.</p>                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE<br/><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?...)</i></p> | <p>Première édition d'EntreVues Junior, le festival pour les enfants.<br/>Le festival s'accompagne d'un journal pour les enfants offert aux enfants.</p>                                                                                                                                                |
| <p>LES MOYENS HUMAINS (directs et indirects)</p>                                                                                                                                                                                      | <p>Au niveau de la programmation des films, de la communication de cette programmation et à l'animation des séances.</p>                                                                                                                                                                                |
| <p>LE CALENDRIER</p>                                                                                                                                                                                                                  | <p>7 séances du 22 au 30 novembre : le week-end et mercredi après-midi</p>                                                                                                                                                                                                                              |
| <p>CRITERES D'EVALUATION</p>                                                                                                                                                                                                          | <p>La fréquentation, le retour des parents.</p>                                                                                                                                                                                                                                                         |

**INTITULE DU PROJET : Fête de la musique**

|                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>LE PILOTAGE DU PROJET<br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                                                                                                                                             | <p>Direction de la culture – Mission <b>Musique et spectacle vivant</b></p>                                                                                                                                                                                                                       |
| <p>LES OBJECTIFS<br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                                                                                                                                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Participation régulière de chorales d'écoles élémentaires et des collèges de Belfort sur les scènes ou dans les salles mises à disposition par la Ville de Belfort pendant la Fête de la musique.</li> <li>• Réinventer la fête de la musique</li> </ul> |
| <p>LE PUBLIC CIBLE<br/><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i></p>                                                                                                                    | <p>Tout public avec recherche d'un brassage intergénérationnel impliquant les jeunes des écoles et des collèges de Belfort<br/>( ex :chorale collège Leonard de Vinci)</p>                                                                                                                        |
| <p>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</p>                                                                                                                                                                                           | <p>Salle ou scène mise à disposition par la Ville de Belfort (cathédrale, Granit, salle d'honneur..) pour l'organisation des concerts, s'approprier la rue et les espaces publics</p>                                                                                                             |
| <p>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE<br/><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?... )</i></p> | <p>Implication particulière de la Ville dans la Fête de la musique, qui met en place des espaces de concerts dédiés et une communication spéciale.</p>                                                                                                                                            |
| <p>LES MOYENS HUMAINS (directs et indirects)</p>                                                                                                                                                                                       | <p>personnes dédiés à l'organisation de cette manifestation (personnel ville, intermittents du spectacle..), relais bénévoles, les belfortains</p>                                                                                                                                                |
| <p>LE CALENDRIER</p>                                                                                                                                                                                                                   | <p>Chaque année le 21 juin ou date proche</p>                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p>CRITERES D'EVALUATION</p>                                                                                                                                                                                                           | <p>Nombre de jeunes musiciens participants à des concerts de la Fête de la musique</p>                                                                                                                                                                                                            |

**INTITULE DU PROJET : Festival International de Musique Universitaire - FIMU - de Belfort**

|                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>LE PILOTAGE DU PROJET<br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                          | <p>Direction de la culture – Mission Musique et spectacle vivant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p>LES OBJECTIFS<br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation de jeunes au festival en tant que musiciens à 200 concerts à travers toute la ville. Ces jeunes viennent de Belfort et du monde entier (Pologne, Roumanie, Maroc, Tunisie, Canada, Chine, Biélorussie, Colombie, Mexique...) et de pays ayant des accords de coopération décentralisée avec Belfort (Burkina Faso, Palestine, Suisse, Allemagne..). Programmation musicale pluridisciplinaire ouverte à tous les genres musicaux et à toutes les cultures</li> </ul> <p>Ex : Chaque année en partenariat avec le réseau des CEGEP du Québec, un concours musical inter écoles est organisé et chaque année le gagnant bénéficie d'un voyage pour participer au FIMU.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Bénévolat au Festival International de Musique Universitaire-FIMU</li> <li>• Le FIMU des enfants : une programmation adaptée au jeune public</li> </ul> |
| <p>LE PUBLIC CIBLE<br/><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i></p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Jeunes musiciens, étudiants, élèves de conservatoire venus du monde entier (Maroc, Chine, Espagne, Mexique, Colombie, Pologne, Biélorussie...)</li> <li>• 300 jeunes de Belfort et de l'aire urbaine, étudiants, lycéens...Possibilité d'être bénévole à partir 16 ans avec accord parental.</li> <li>• FIMU des enfants : enfants de 5-11 ans</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

|                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</p>                                                                                                                                                                                              | <p>Belfort Centre Ville- Quinze scènes</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE</p> <p><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?... )</i></p> | <p>Certes le FIMU est ancien mais il lui-même est un festival unique par son modèle de fonctionnement puisque c'est un festival par et pour les jeunes qui interviennent à tous les niveaux (musiciens, organisation et public).<br/>Le niveau d'intervention de la Ville dans l'organisation de ce festival est unique en son genre et permet sa gratuité et son accessibilité au plus grand nombre.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Accueil de jeunes musiciens internationaux</u><br/>Accueil de jeunes musiciens étrangers parfois issus de pays en développement et de la coopération décentralisée (Burkina Faso, Maroc, Colombie...), les jeunes sont parfois mineurs.<br/>Présentation et partage de nombreuses cultures à travers la musique gratuitement à tous les belfortains.</li> <li>• <u>Bénévolat au FIMU</u><br/>Expérience professionnelle proposée par le festival qui peut-être valorisée : Intégration des jeunes à la préparation d'un festival professionnel, découverte de métiers du spectacle, de l'accueil du public, de la rencontre avec d'autres cultures. Participation de 300 bénévoles au festival (accueil des groupes, soutien technique des scènes, accueil du public, accueil de personnes en situation de handicap, (FIMU pour tous) prévention contre l'alcool et les addictions.</li> <li>• <u>FIMU des enfants</u></li> </ul> <p><b>Eveil musical</b><br/>Les professeurs du Conservatoire à Rayonnement Départemental de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine animent les 7, 8 et 9 juin des ateliers d'éveil musical à l'école Jules Heidet et au centre de loisirs Bartholdi. Ces professionnels de l'enseignement de la musique y invitent les enfants à découvrir le rythme, en les faisant travailler sur divers instruments et percussions. Les ateliers durent une heure, à la fin de laquelle les enfants interprètent un mini-concert spécialement pour leurs parents<br/>Modalités pratiques : Les inscriptions se font sur place, chaque jour à partir de 14h00. L'accès est libre et gratuit dans la limite des places disponibles.</p> <p><b>L'atelier des fourmis</b><br/>Pour la quatrième année consécutive, l'association d'éducation populaire La Fourmière s'associe à l'organisation du FIMU pour proposer des animations ludiques aux enfants.</p> <p>Installé dans le Square du Souvenir, au cœur du FIMU, l'Atelier des Fourmis ouvre ses portes aux enfants âgés de 5 à 11 ans pour les trois jours du festival. Le samedi et le dimanche, l'accueil des enfants est assuré de 14h à 20h, le lundi de 14h à 17h. A l'image des années précédentes, les bénévoles de l'association proposent de nombreux stands ludiques et musicaux : création d'instruments de musique en matériaux récupérés, découverte musicale, déguisements et maquillages</p> |

|                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                  | <p>L'atelier est entièrement gratuit.</p> <p><b><u>Actions à développer (2015-2020)</u></b></p> <p>Réflexion sur les possibilités d'accueil de musiciens du FIMU dans les écoles en amont du festival</p> <p>Interventions de musiciens du festival dans les ateliers, co-construction de l'atelier entre les professeurs du CRD et les musiciens</p> <p>Développement d'ateliers sur d'autres instruments moins connus notamment la découverte des cuivres. Partenariat à développer avec Yamaha / Gur musiques et des professeurs du Conservatoire de Belfort.</p> <p>Développer l'accessibilité aux ateliers : tous les ateliers sont accessibles aux enfants PMR</p> |
| <p>LES MOYENS HUMAINS (directs et indirects)</p> | <p>Equipe de 150 personnes prépare chaque année le festival, renforcée par 300 bénévoles</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p>LE CALENDRIER</p>                             | <p>Tous les ans à la Pentecôte – 29<sup>e</sup> édition en 2015</p> <p>FIMU des enfants : tous les après-midi du festival (14h-19h)</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p>CRITERES D'EVALUATION</p>                     | <p>nombre de jeunes musiciens<br/> Nombre de nationalités étrangères représentées par éditions (environ 30)</p> <p>Bénévoles : moyenne d'âge des bénévoles (23 ans en 2014), nombre de jeunes 16-18 ans</p> <p>FIMU des enfants : Fréquentation annuelle des ateliers<br/> 500 enfants accueillis sur les 3 sites en 2014</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

**INTITULE DU PROJET :**  
**L'Histoire vivante accessible aux enfants**

|                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>LE PILOTAGE DU PROJET<br/> <i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                                                                                                                                            | <p>Service Musées, service des publics, Jérôme Marche</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p>LES OBJECTIFS<br/> <i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                                                                                                                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>-Diversifier les publics,</li> <li>-Améliorer l'accès à tous aux animations des musées,</li> <li>-Faire participer les enfants aux animations,</li> <li>-Développement de la programmation estivale à travers la création de nouveaux ateliers en lien avec les thématiques des week-ends des reconstitutions historiques.</li> </ul> |
| <p>LE PUBLIC CIBLE<br/> <i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i></p>                                                                                                                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>-Tout public,</li> <li>-Enfants à partir de 7 ans,</li> <li>-Nord Franche-Comté &amp; Sud Alsace,</li> <li>-Toutes CSP confondues.</li> </ul>                                                                                                                                                                                         |
| <p>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</p>                                                                                                                                                                                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>-Participation aux différentes activités proposées par les reconstituteurs.</li> <li>-Activités spécifiques pour les enfants dans un nouvel espace consacré à la jeunesse.</li> <li>-Développement du bastion 15 et des batteries basses.</li> </ul>                                                                                  |
| <p>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE<br/> <i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?...)</i></p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>-Création d'un lien entre l'Histoire vivante et la jeunesse,</li> <li>-Ateliers et activités gratuits,</li> <li>-Accessibilité aux PMR,</li> <li>-Appropriation de l'Histoire et du patrimoine Belfortain à travers des activités ludiques et pédagogiques qui peuvent être réalisées en famille.</li> </ul>                          |
| <p>LES MOYENS HUMAINS (directs et indirects)</p>                                                                                                                                                                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>-Direct : 4 chargés de médiation + 4 vacataires en raison des flux de touristes des saisons 2013 &amp; 2014,</li> <li>-Indirect : 1 chargé de mission événementiel pour la préparation en amont.</li> </ul>                                                                                                                           |
| <p>LE CALENDRIER</p>                                                                                                                                                                                                                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>-4 Week-ends de reconstitutions historiques,</li> <li>-Juillet et Août.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p>CRITERES D'EVALUATION</p>                                                                                                                                                                                                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>-Comptabilité des fréquentations,</li> <li>-Développement d'un mailing (entamé durant la fête de l'enfance en 2014),</li> <li>-Prises de vues photographiques,</li> <li>-Revue de presse.</li> </ul>                                                                                                                                  |

**INTITULE DU PROJET : les parcours culturels**

|                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>LE PILOTAGE DU PROJET<br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                                                                                                                                             | <p>Direction de l'éducation et direction de la culture</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p>LES OBJECTIFS<br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                                                                                                                                      | <p>Offrir aux enfants des écoles de la ville de Belfort une ouverture globale sur la culture dans le respect des programmes scolaires et en favorisant le tissu local</p>                                                                                                                                                                                                                            |
| <p>LE PUBLIC CIBLE<br/><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i></p>                                                                                                                    | <p>Les enfants des écoles maternelles et élémentaires de la ville de Belfort</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</p>                                                                                                                                                                                           | <p>Mise en place d'un livrets de parcours culturels du CP au CM2 dans le respect des programmes scolaires (périodes de la préhistoire, de l'antiquité, du moyen âge, des temps modernes, du XIX ème siècle, le XXème siècle et notre époque) autour des thèmes des arts de l'espace, des arts du langage, des arts du quotidien, des arts du son, des arts du spectacle vivant, des arts visuels</p> |
| <p>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE<br/><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?... )</i></p> | <p>Action nouvelle permettant d'accompagner les écoles dans les parcours culturels</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p>LES MOYENS HUMAINS (directs et indirects)</p>                                                                                                                                                                                       | <p>Ressources locales (associations, lieux historiques...), les différents services de la ville et de la communauté de l'agglomération belfortaine</p>                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p>LE CALENDRIER</p>                                                                                                                                                                                                                   | <p>Mise en œuvre à compter de septembre 2015 et chaque année scolaire</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p>CRITERES D'EVALUATION</p>                                                                                                                                                                                                           | <p>- Nombre d'enfants bénéficiant de ces parcours</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |



**Thématique 9 : Accès au jeu, au sport, à la culture et aux loisirs**

**INTITULE DU PROJET : développer les activités physiques et sportives de pleine nature**

|                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>LE PILOTAGE DU PROJET<br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                                                                                                                                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Direction de la Cohésion Sociale et du Renouveau Urbain</li> <li>- Service Jeunesse</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p>LES OBJECTIFS<br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                                                                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire pratiquer des activités physiques et sportives de loisirs, à partir du milieu naturel</li> <li>- Faire découvrir le milieu rural, montagnard et forestier dans toutes ses dimensions (écologique, sociologique, culturelle et gastronomique).</li> <li>- Utiliser les activités physiques de Pleine nature comme support d'éducation à l'environnement</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p>LE PUBLIC CIBLE</p>                                                                                                                                                                                                                     | <p>Jeunes belfortains de 11 à 17 ans, dont des jeunes primo arrivants</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</p>                                                                                                                                                                                               | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire pratiquer des activités physiques et sportives de loisirs, à partir du milieu naturel             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Confronter le groupe de jeunes à des situations nouvelles et inédites et à des prises de risques inhabituelles mais maîtrisées</li> <li>→ Découverte de la faune et de la flore</li> </ul> </li> <li>- Faire découvrir le milieu rural, montagnard et forestier dans toutes ses dimensions (écologique, sociologique, culturelle et gastronomique).             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Proposer des sorties variées dans des lieux qui permettent d'appréhender tous ces milieux naturels (randonnée raquettes, ski de fond, randonnées pédestres, VTT, initiation pêche à la ligne, atelier fustage et cabane...)</li> <li>→ Mettre en place des séjours en lien avec cette thématique (stage évocation « Au fil de l'eau » et « Explo Animaux », séjour « Sur les traces de Stevenson »...)</li> </ul> </li> <li>- Utiliser les activités physiques de Pleine nature comme support d'éducation à l'environnement             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Sorties à la journée dans des lieux inconnus des jeunes, même si parfois peu éloignés de Belfort</li> <li>→ Découverte de la faune et de la flore</li> </ul> </li> </ul> |
| <p>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE<br/><br/><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?...)</i></p> | <p>Les jeunes belfortains évoluent dans un contexte urbain, et pour la plupart dans des quartiers d'habitat collectifs. L'Education à l'environnement constitue un réel enjeu pour les générations futures et les Activités Physiques de Pleine Nature sont un support d'animation privilégié pour aborder ces notions avec les jeunes et les y sensibiliser.<br/>De plus, les AOPPN permettent aux jeunes de sortir de leur environnement habituel et de jouer des rôles différents (importance du groupe, compétences mobilisées inhabituelles ...)<br/>Les APPN sont donc un vecteur d'épanouissement personnel et de prise de conscience collective.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

|                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>LES MOYENS HUMAINS</b><br>(directs et indirects) | Moyens directs :<br>- Equipe du service jeunesse (4 animateurs)<br>- Intervenants spécialisés et diplômés<br><br>Moyens indirects :<br>- Mise à disposition de matériel spécialisé par les autres services de la collectivité<br>- Utilisation de l'environnement naturel |
| <b>LE CALENDRIER</b>                                | Proposition d'animations tout au long de l'année et des vacances scolaires<br>Développement de projets d'envergure                                                                                                                                                        |
| <b>CRITERES D'EVALUATION</b>                        | Intérêt des jeunes pour ces activités<br>Changement de perception des jeunes par rapport à leur environnement direct et naturel<br>Evolution des comportements au regard de la préservation de l'environnement                                                            |

**INTITULE DU PROJET : Rédéfinition des séjours enfants et projets accueils de loisirs**

|                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>LE PILOTAGE DU PROJET<br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                                                                                                                                            | <p>Direction de la Cohésion Sociale</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p>LES OBJECTIFS<br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                                                                                                                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Permettre aux enfants de bénéficier d'accueils de loisirs de qualité, adaptés à leurs besoins, leurs âges et à ceux de leurs familles</li> <li>- Permettre aux enfants qui ne partent pas en vacances de bénéficier de séjours de vacances</li> <li>- Qualifier et professionnaliser les équipes d'animation.</li> </ul> |
| <p>LE PUBLIC CIBLE<br/><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i></p>                                                                                                                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Enfants de 3 à 17 ans</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</p>                                                                                                                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Accueils de loisirs de la Ville de Belfort (6)</li> <li>- Séjours de vacances dans toute la France en été</li> <li>- Accueil et projets jeunes dans les antennes du Service Jeunesse et au BIJ</li> </ul>                                                                                                                |
| <p>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE<br/><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?...)</i></p> | <p>La création d'un service « Enfance – Jeunesse » va permettre une articulation entre les différents âges et des passerelles entre les structures<br/>Une harmonisation des projets tout en tenant compte des particularités des territoires</p>                                                                                                                 |
| <p>LES MOYENS HUMAINS (directs et indirects)</p>                                                                                                                                                                                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Equipes d'animations enfance et jeunesse</li> <li>- Services de la Ville</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p>LE CALENDRIER</p>                                                                                                                                                                                                                  | <p>Démarrage janvier 2015</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p>CRITERES D'EVALUATION</p>                                                                                                                                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fréquentation des structures et séjours</li> <li>- Articulation entre les structures et passerelles entre les âges</li> <li>- Développement de projets</li> </ul>                                                                                                                                                        |

## INTITULE DU PROJET : Sport et Education

|                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>LE PILOTAGE DU PROJET<br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                                                                                                                                             | <p>Direction des Sports<br/>Pôle pratiques sportives</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p>LES OBJECTIFS<br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                                                                                                                                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser les enfants à la pratique d'activités sportives</li> <li>- Valoriser les bienfaits du sport</li> <li>- Faire découvrir de nouvelles activités sportives</li> <li>- Créer des liens entre l'école et les associations sportives</li> <li>- Favoriser la pratique dans le respect des règles et des autres</li> </ul> |
| <p>LE PUBLIC CIBLE<br/><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i></p>                                                                                                                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Enfants de 6 à 12 ans</li> <li>- 300 enfants différents</li> <li>- Dans tous les quartiers de la ville</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                |
| <p>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</p>                                                                                                                                                                                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ecoles sportives municipales en péri-scolaire</li> <li>- Sur les différentes installations sportives de la ville</li> <li>- Dans les gymnases scolaires</li> </ul>                                                                                                                                                               |
| <p>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE<br/><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?... )</i></p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Action ouverte à l'ensemble de la population, favorisant ainsi la mixité sociale</li> <li>- Sensibiliser aux incivilités et au respect (triche, violence, racisme, sexisme,...)</li> </ul>                                                                                                                                       |
| <p>LES MOYENS HUMAINS (directs et indirects)</p>                                                                                                                                                                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les Educateurs Territoriaux des Activités Physiques et Sportives</li> <li>- Les Intervenants associatifs</li> <li>- Les centres de loisirs</li> </ul>                                                                                                                                                                            |
| <p>LE CALENDRIER</p>                                                                                                                                                                                                                   | <p>Chaque année scolaire</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p>CRITERES D'EVALUATION</p>                                                                                                                                                                                                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'enfants inscrits</li> <li>- Nombre d'enfants intégrant une association</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                       |

## INTITULE DU PROJET : Sport et Patrimoine

|                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>LE PILOTAGE DU PROJET<br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                                                                                                                                             | <p>Direction des Sports<br/>Pôle pratiques sportives</p>                                                                                                                                                                                                                         |
| <p>LES OBJECTIFS<br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                                                                                                                                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer la pratique sportive estivale</li> <li>- Découvrir le patrimoine local</li> <li>- Permettre un accès différent à la culture</li> <li>- Créer des relations avec le tourisme</li> </ul>                                       |
| <p>LE PUBLIC CIBLE<br/><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i></p>                                                                                                                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Enfants de 6 à 14 ans de la ville et ceux en vacances sur le territoire</li> </ul>                                                                                                                                                      |
| <p>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</p>                                                                                                                                                                                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Séances sportives dans l'enceinte de la citadelle (tir à l'Arc, pont de singe, golf,....)</li> </ul>                                                                                                                                    |
| <p>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE<br/><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?... )</i></p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Découverte de la citadelle d'un autre point de vue qu'uniquement culturel (musée, visite,...)</li> <li>- Mise en place d'activités estivales pour les enfants habitant la ville et les enfants en vacances sur le territoire</li> </ul> |
| <p>LES MOYENS HUMAINS (directs et indirects)</p>                                                                                                                                                                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les ETAPS de la ville</li> <li>- L'office du tourisme</li> <li>- Les agents du patrimoine</li> </ul>                                                                                                                                    |
| <p>LE CALENDRIER</p>                                                                                                                                                                                                                   | <p>Eté 2016</p>                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p>CRITERES D'EVALUATION</p>                                                                                                                                                                                                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'enfants participants</li> <li>- Nombre d'actions mises en place</li> </ul>                                                                                                                                                     |

**INTITULE DU PROJET : élargir l'accès aux animations jeunesse à l'ensemble de la population jeune belfortaine par une communication adaptée**

**Commentaire [M1]:** Jean-Jacques, je me permet d'insérer cette dernière fiche qui concerne la politique en faveur des jeunes. Je te l'avais envoyée mais elle n'apparaît pas dans le dossier final alors qu'elle a été validée par Jan BOUCARD. Merci pour l'ajout.  
Aude

|                                                                                            |                                                                                                                                         |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>LE PILOTAGE DU PROJET<br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Direction de la Cohésion Sociale et du Renouveau Urbain</li> <li>- Service Jeunesse</li> </ul> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>LES OBJECTIFS<br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p> | <p><b>DESCRIPTIF :</b><br/>Depuis sa création au milieu des années 90, le Service Jeunesse s'adressait en priorité aux jeunes des quartiers prioritaires, dans une communication basée sur l'interconnaissance, le bouche-à-oreille et la présence des animateurs en milieu ouvert.<br/>La municipalité souhaite aujourd'hui élargir le public du Service Jeunesse au-delà de ces quartiers, faire connaître les animations du Service Jeunesse à l'ensemble des jeunes belfortains et structurer sa politique jeunesse autour de 3 piliers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- favoriser l'accès à l'autonomie (enjeu de l'accès à l'information),</li> <li>- donner accès à des loisirs de qualité (structuration des animations jeunesse)</li> <li>- et soutenir les initiatives et projets de jeunes (accompagnement pédagogique des projets jeunes)</li> </ul> <p><b>OBJECTIFS :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Elargir l'accès aux animations jeunesse à l'ensemble des populations jeunes belfortains</li> <li>- Faire évoluer l'image du Service Jeunesse en structurant le cadre d'intervention</li> <li>- Faciliter l'accès à l'information relative à la politique jeunesse pour tous les jeunes belfortains</li> </ul> |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                        |                                |
|------------------------|--------------------------------|
| <p>LE PUBLIC CIBLE</p> | <p>Les 11-17 ans à Belfort</p> |
|------------------------|--------------------------------|

|                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|----------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</p> | <p><b>MOYENS :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Elargir l'accès aux animations jeunesse à toute la population belfortaine : informer mieux, en amont, diversifier les moyens de communication, intervenir dans les collèges...</li> <li>- Structurer davantage l'intervention du Service Jeunesse : déclaration des animations en tant qu'accueil de loisirs de mineur, extension des locaux d'accueil et rénovation des locaux ...</li> <li>- Améliorer la stratégie de communication : information sur les réseaux sociaux / mise en place de temps forts pour redonner de la visibilité au Service Jeunesse ...</li> </ul> |
|----------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE<br/><br/><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?... )</i></p> | <p>Depuis mars 2014, la municipalité s'est engagée dans une politique jeunesse volontariste et multidimensionnelle (autonomie / loisirs / initiatives de jeunes). A ce titre, l'élargissement du public accueilli par le Service Jeunesse est un de ces 3 piliers.</p> <p>Désormais, les jeunes belfortains:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pourront tous accéder à l'information sur les projets développés et animations proposées</li> <li>- pourront tous s'inscrire aux animations mises en place</li> <li>- pourront accéder à des animations leur ouvrant notamment de nouveaux horizons (pratiques culturelles, activités de pleine nature...)</li> </ul> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|-------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                             | <p>Le choix a été fait de maintenir des tarifs accessibles à tous afin de favoriser l'accès de tous aux animations.</p> <p>Enfin, toute la stratégie de communication est revue :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- création d'une identité visuelle annuelle</li> <li>- utilisation de moyens de communication interactifs (facebook, twitter, site internet...)</li> <li>- diffusion anticipée des outils de communication papier</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>LES MOYENS HUMAINS</b><br/>(directs et indirects)</p> | <p>Moyens directs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Budget du Service Jeunesse</li> <li>- Equipe du service jeunesse (4 coordonateurs, 9 animateurs, 1 chargé de mission Service Citoyen, 1 responsable du BIJ, 3 chargées d'information)</li> </ul> <p>Moyens indirects :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Outils de communication (Service Communication)</li> <li>- Mise à disposition d'équipements sportifs notamment (Service des Sports)</li> <li>- Partenariats au projet (Conseil Général...)</li> </ul>                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>LE CALENDRIER</b></p>                                 | <p>2015 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Travail sur une identité visuelle du Service Jeunesse</li> <li>- Amélioration de la diffusion de l'information (délais, supports...)</li> <li>- Modernisation des moyens de communication (utilisation des réseaux sociaux, mise à jour du site internet du BIJ...)</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Déclaration des activités jeunesse à la DDCSPP 90</li> <li>- Structuration administrative (informatisation des présences...)</li> <li>- Diversification du public</li> </ul> <p>2016 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Diversification des projets d'animation</li> <li>- Elargissement des projets montés en partenariat</li> </ul> |
| <p><b>CRITERES D'EVALUATION</b></p>                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Diversification et renouvellement du public inscrit animations du Service Jeunesse (notamment le public le plus jeune)</li> <li>- Fréquentation des réseaux sociaux dédiés</li> <li>- Augmentation du nombre de demande de renseignement</li> <li>- Fidélisation d'un nouveau public</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |



FICHE 10

.....

# SOLIDARITE INTERNATIONALE

.....

**INTITULE DU PROJET : L'éducation au développement et à la solidarité internationale dans les établissements scolaires**

|                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>LE PILOTAGE DU PROJET<br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                                                                                                                                             | <p>Service relations internationales</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p>LES OBJECTIFS<br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                                                                                                                                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser les élèves à la réalité de l'engagement solidaire international, des enjeux Nord-Sud, de l'accès aux droits et par là même des droits des enfants dans le Monde</li> <li>- Faire travailler des associations de solidarité internationale et des classes autour de projets d'éducation au développement durable et solidaire.</li> <li>- Favoriser la création de clubs solidaires permanents dans les établissements scolaires.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p>LE PUBLIC CIBLE<br/><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i></p>                                                                                                                    | <p>100 élèves par an<br/>5 classes : 3 d'écoles primaires et 2 de collèges 6-16 ans</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</p>                                                                                                                                                                                           | <p>Déployer de dispositif « Tandem solidaire » développé en Franche Comté mais pas encore à Belfort dans des établissements scolaires de la ville sous l'impulsion et avec l'aide technique et financière de la Ville 6-16 ans</p> <p>Une association de solidarité internationale ou d'éducation populaire parraine une classe en lui proposant un thème d'étude et de réflexion à partir de leurs actions menées sur le terrain. Un soutien financier est alloué à cet effet aux classes participantes à l'opération, afin de permettre la réalisation de productions concrètes (expositions, films, plantations, etc). Cette démarche peut, par la suite, favoriser la création de clubs solidaires dans les établissements scolaires.</p> |
| <p>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE<br/><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?... )</i></p> | <p>Cette action vise à mettre en œuvre pour la première fois à Belfort le dispositif « Tandem solidaire » initié par le réseau multi-acteurs régional « CERCOOP FC » (Centre de ressources pour la coopération décentralisée en Franche Comté) et soutenu par l'Académie de Besançon et ses Inspections</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

|                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                  | <p>académiques (Education nationale).</p> <p>Elle permettra d'impulser tout au long de l'année des actions d'éducation au développement pour les élèves de 6 à 16 ans (public captif) en complément des actions spécifiques existantes pour la Semaine de la solidarité internationale (coordonnée par la Ville de Belfort) et en lien avec les associations locales pertinentes (Artisans du Monde, CCFD Terre solidaire, Secours populaire, Secours catholique-Caritas, Solidarité Burkina, Unicef 90 en cours de création).</p> <p>Elle vise à impacter les plus jeunes sur leur perception du monde et leurs capacités à agir. Elle s'inscrit en amont et en complément de l'accompagnement apporté par la Ville (Service relations internationales / Bureau Information Jeunesse en lien avec le CERCOOP FC) à des projets de solidarité internationale portés par de jeunes adultes (18-30 ans).</p> |
| <p>LES MOYENS HUMAINS (directs et indirects)</p> | <p>Service relations internationales et Direction de l'Education de la Ville de Belfort<br/>Directeurs d'établissement et enseignants<br/>Bénévoles et/ou professionnels des associations et<br/>Une enveloppe financière du Service relations internationales et de la Direction de l'Education de la Ville de Belfort sera dédiée à la réalisation de ces projets portés par les établissements</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p>LE CALENDRIER</p>                             | <p>Cette action démarrera en janvier 2015 pour une mise en œuvre opérationnelle pour l'année scolaire 2015-2016. Elle a vocation à être renouvelée tous les ans.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p>CRITERES D'EVALUATION</p>                     | <p>Nombre d'enfants concernés et impliqués<br/>Nombre de bénévoles et/ou professionnels d'associations impliqués<br/>Thématiques abordées<br/>Nombre et formats des restitutions, productions et des travaux en groupes<br/>Nombre de créations de clubs solidaires dans les établissements scolaires</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**INTITULE DU PROJET : Des actions éducatives nouvelles dans le cadre de la coopération décentralisée : les droits de l'enfant en Palestine et à Belfort**

|                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>LE PILOTAGE DU PROJET<br/><i>(direction, service, personne référente, contacts)</i></p>                                                                                                                                             | <p>Service relations internationales</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p>LES OBJECTIFS<br/><i>(3 ou 4 objectifs généraux et / ou opérationnels)</i></p>                                                                                                                                                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Favoriser l'éveil et l'éducation aux droits de l'enfant avec les partenaires de coopération décentralisée palestiniens (à Jérusalem-Est et Hébron)</li> <li>- Former des intervenants palestiniens et de Belfort aux droits de l'enfant</li> <li>- Susciter des échanges entre professionnels et enfants palestiniens et de Belfort sur les droits de l'enfant</li> </ul>                                                                                                                                                                                         |
| <p>LE PUBLIC CIBLE<br/><i>(nombre, âge, si pertinent caractéristiques sociales, provenance géographique...)</i></p>                                                                                                                    | <p>Enfants de 6-16 ans de structures partenaires à Jérusalem-Est (partenaire en cours d'identification avec l'Institut français) à Hébron (association d'échanges culturels Hébron France) et de Belfort</p> <p>Adultes encadrants de ces structures</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p>LES ACTIONS ET LIEU(X) DE REALISATION</p>                                                                                                                                                                                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formations d'intervenants en droits de l'enfant</li> <li>- Ateliers avec les enfants aboutissant à des productions (lettres, dessins, affiches etc...)</li> <li>- Correspondances entre Belfort et les partenaires palestiniens</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p>CARACTERE INNOVANT DE L'ACTION DECRITE<br/><i>(en quoi cette action est nouvelle pour la ville de Belfort ? en quoi dépasse-t-elle le simple droit commun ? quel changement social ou innovation sociale crée-t-elle ?... )</i></p> | <p>Cette action nouvelle s'inscrit en complément d'actions éducatives réalisées ou en cours à Jérusalem Est et à Hébron autour de l'apprentissage du français (partenariat avec l'Institut français et l'Association d'échanges culturels Hébron-France).</p> <p>A travers des ateliers ludiques et instructifs sur les droits de l'enfant (en arabe et/ou français), un nouveau contenu éducatif sera ainsi donné au programme de coopération en Palestine en matière de culture et d'éducation.</p> <p>Les professionnels de l'UNICEF en Palestine pourront être associés et participer à ce projet.</p> |

|                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|-------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| LES MOYENS HUMAINS (directs et indirects) | Service relations internationales et Direction de l'Education de la Ville de Belfort<br>Encadrants et intervenants des structures concernées et une enveloppe financière du Service relations internationales et de la Direction de l'Education de la Ville de Belfort sera dédiée à la réalisation de ce projet |
| LE CALENDRIER                             | Cette action démarrera en janvier 2015 pour une mise en œuvre opérationnelle pour l'année scolaire 2015-2016. Elle a vocation à être renouvelée tous les ans.                                                                                                                                                    |
| CRITERES D'EVALUATION                     | Nombre d'enfants concernés et impliqués<br>Nombre d'encadrants et d'intervenants concernés<br>Nombre de formations pour les encadrants et intervenants<br>Nombre et formes d'ateliers organisés<br>Nombre et formes de productions réalisées<br>Nombres de correspondances                                       |

# VILLE AMIE DES ENFANTS TABLEAU DE BORD

Être ou devenir Ville amie des enfants suppose que la collectivité connaît les enfants et les adolescents qui vivent sur son territoire. Ce tableau de bord est un outil de diagnostic local de l'enfance et de l'adolescence. Il accompagne la démarche du dossier de candidature Ville amie des enfants mais peut également constituer pour la collectivité une aide à la détermination des priorités du mandat et à la prise de décision.

|                                                                                        |                           |                        |            |                     |
|----------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|------------------------|------------|---------------------|
| <b>Ville de</b>                                                                        | Belfort                   |                        |            |                     |
| <b>Année</b>                                                                           | 2015                      |                        |            |                     |
| <b>Ville amie des enfants ?</b>                                                        | oui                       |                        |            |                     |
| <b>Si oui, Ville amie des enfants depuis :</b>                                         | 2013                      |                        |            |                     |
| <b>Intercommunalité de</b>                                                             | Agglomération Belfortaine |                        |            |                     |
| <b>Type</b> (communauté de communes, d'agglomération...)                               |                           |                        |            |                     |
|                                                                                        |                           | <b>NOMBRE<br/>OU %</b> | <b>OUI</b> | <b>EN<br/>COURS</b> |
|                                                                                        |                           |                        | <b>NON</b> |                     |
| <b>NOMBRE TOTAL D'HABITANTS</b>                                                        |                           |                        |            |                     |
| Nombre total d'enfants de 0 à 18 ans                                                   | 9639                      |                        |            |                     |
| Nombre total d'enfants de 0 à 3 ans                                                    | 1425                      |                        |            |                     |
| Nombre total d'enfants de 4 à 5 ans                                                    | 1276                      |                        |            |                     |
| Nombre total d'enfants de 6 à 11 ans                                                   | 3421                      |                        |            |                     |
| Nombre total d'enfants de 12 à 15 ans                                                  | 1943                      |                        |            |                     |
| Nombre total d'enfants de 16 à 18 ans                                                  | 1575                      |                        |            |                     |
| <b>DONNÉES SOCIO ÉCONOMIQUES</b>                                                       |                           |                        |            |                     |
| Nombre d'enfants vivant sous le seuil de la précarité                                  |                           |                        |            |                     |
| Nombre d'enfants vivant sous le seuil de la pauvreté                                   |                           |                        |            |                     |
| Nombre d'enfants vivant dans un logement insalubre                                     |                           |                        |            |                     |
| Nombre de familles recomposées                                                         |                           |                        |            |                     |
| Nombre de familles monoparentales                                                      | 2498                      |                        |            |                     |
| Nombre de logements sociaux existants                                                  | 8268                      |                        |            |                     |
| Nombre de logements sociaux réalisés sur la commune dans l'année                       |                           |                        |            |                     |
| Nombre de demandeurs de logements sociaux                                              |                           |                        |            |                     |
| Besoins exprimés en hébergement d'urgence                                              |                           |                        |            |                     |
| Nombre d'enfants/jeunes dont les parents ne peuvent pas payer les services de la ville |                           |                        |            |                     |
| <b>Protection de l'enfance</b>                                                         |                           |                        |            |                     |
| Nombre global de signalements d'enfants/jeunes                                         |                           |                        |            |                     |

|                                                                                    | NOMBRE<br>OU % | OUI | EN<br>COURS | NON |
|------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-----|-------------|-----|
| <b>Indicateurs de santé</b>                                                        |                |     |             |     |
| Nombre d'enfants/jeunes obèses ou en surpoids                                      | 15 %           |     |             |     |
| Nombre de caries par enfant/jeunes                                                 |                |     |             |     |
| Pourcentage d'enfants/jeunes à jour de vaccination obligatoire                     |                |     |             |     |
| <b>ORGANISATION DE LA VILLE</b>                                                    |                |     |             |     |
| <b>Avez vous</b>                                                                   |                |     |             |     |
| un service enfance ?                                                               |                | ✓   |             |     |
| un service jeunesse ?                                                              |                | ✓   |             |     |
| un service petite enfance ?                                                        |                | ✓   |             |     |
| un service enfance/jeunesse ?                                                      |                | ✓   |             |     |
| un service petite enfance/enfance/jeunesse ?                                       |                |     |             |     |
| un service de démocratie participative ?                                           |                | ✓   |             |     |
| Autre à préciser                                                                   |                |     |             |     |
| <b>Petite enfance - Accueil</b>                                                    |                |     |             |     |
| Nombre de structures multi-accueil publiques                                       | 7              |     |             |     |
| Nombre d'heures « de garde » par an                                                | 589106         |     |             |     |
| Nombre de structures multi-accueil privées                                         | 3              |     |             |     |
| Nombre de places en crèches publiques ou nombre moyen d'enfants en crèche          | 324            |     |             |     |
| Nombre de places en crèches privées                                                | 146            |     |             |     |
| Nombre d'enfants accueillis par des assistantes maternelles                        |                |     |             |     |
| Nombre estimé d'enfants accueillis par des « nounous » en garde simple ou partagée |                |     |             |     |
| Nombre estimé d'enfants gardés par leur famille                                    |                |     |             |     |
| Nombre estimé d'enfants accueillis hors de la commune                              |                |     |             |     |
| <b>Existe-t-il d'autres modes d'accueil sur la commune ?</b>                       |                | ✓   |             |     |
| Relais d'assistantes maternelles ?                                                 |                | ✓   |             |     |
| Micro-crèches                                                                      |                | ✓   |             |     |
| Crèches parentales                                                                 |                | ✓   |             |     |
| Lieux d'accueil parents/enfants                                                    |                | ✓   |             |     |
| <b>Existe-t-il des jardins d'enfants publics sur la commune ?</b>                  |                |     |             | ✓   |
| Nombre d'enfants accueillis                                                        |                |     |             |     |
| <b>Existe-t-il des jardins d'enfants privés sur la commune ?</b>                   |                |     |             | ✓   |
| Nombre d'enfants accueillis                                                        |                |     |             |     |
| <b>Existe-t-il des classes passerelles sur votre commune ?</b>                     |                |     | ✓           |     |
| <b>Y a-t-il des psychologues rattachés aux structures collectives ?</b>            |                | ✓   |             |     |



|                                                                                       | NOMBRE<br>OU % | OUI                                 | EN<br>COURS                         | NON                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| <b>Éveil petite enfance</b>                                                           |                |                                     |                                     |                                     |
| <b>Existe-t-il des dispositifs publics d'éveil de la petite enfance ?</b>             |                |                                     |                                     | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Nombre d'enfants pratiquant des activités d'éveil par an                              |                |                                     |                                     |                                     |
| Description du dispositif                                                             |                |                                     |                                     |                                     |
| <b>Existe-t-il des dispositifs privés d'éveil de la petite enfance ?</b>              |                |                                     |                                     | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Nombre d'enfants pratiquant des activités d'éveil par an                              |                |                                     |                                     |                                     |
| Description du dispositif                                                             |                |                                     |                                     |                                     |
| Autre à préciser                                                                      |                |                                     |                                     |                                     |
| <b>Enfance : Écoles / Collèges / Lycées</b>                                           |                |                                     |                                     |                                     |
| <b>Nombre d'écoles élémentaires maternelles publiques</b>                             | 16             |                                     |                                     |                                     |
| Nombre d'enfants accueillis                                                           | 1772           |                                     |                                     |                                     |
| <b>Nombre d'écoles élémentaires maternelles privées</b>                               | 2              |                                     |                                     |                                     |
| Nombre d'enfants accueillis                                                           |                |                                     |                                     |                                     |
| <b>Nombre d'écoles élémentaires primaires publiques</b>                               | 15             |                                     |                                     |                                     |
| Nombre d'enfants accueillis                                                           | 2491           |                                     |                                     |                                     |
| <b>Nombre d'écoles élémentaires primaires privées</b>                                 | 3              |                                     |                                     |                                     |
| Nombre d'enfants accueillis                                                           |                |                                     |                                     |                                     |
| Existe-t-il des écoles maternelles et primaires publiques innovantes ?                |                | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Existe-t-il des écoles maternelles et primaires privées innovantes ?                  |                | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| <b>Nombre de collèges publics</b>                                                     | 5              |                                     |                                     |                                     |
| Nombre d'enfants accueillis                                                           |                |                                     |                                     |                                     |
| <b>Nombre de collèges privés</b>                                                      | 2              |                                     |                                     |                                     |
| Nombre d'enfants accueillis                                                           |                |                                     |                                     |                                     |
| <b>Nombre de lycées publics</b>                                                       | 5              |                                     |                                     |                                     |
| Nombre d'enfants accueillis                                                           |                |                                     |                                     |                                     |
| <b>Nombre de lycées privés</b>                                                        | 3              |                                     |                                     |                                     |
| Nombre d'enfants accueillis                                                           |                |                                     |                                     |                                     |
| <b>Jeunesse</b>                                                                       |                |                                     |                                     |                                     |
| Y a-t-il un bureau ou un point d'information jeunesse dans la ville (ou équivalent) ? |                | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Nombre de structures municipales d'accueil jeunesse ?                                 | 5              |                                     |                                     |                                     |
| Y a-t-il des structures d'accueil jeunesse dans tous les quartiers ?                  |                | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Existence d'une politique jeunesse spécifique/emploi                                  |                | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Existence d'une politique jeunesse spécifique/prévention-santé                        |                | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Existence d'une politique jeunesse spécifique/culture/sport-loisirs                   |                | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Autre à préciser                                                                      |                |                                     |                                     |                                     |

3

# BIEN-ÊTRE ET CADRE DE VIE

|                                                                                                   | NOMBRE<br>OU % | OUI | EN<br>COURS | NON |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-----|-------------|-----|
| <b>Écoles</b>                                                                                     |                |     |             |     |
| Les enfants des écoles maternelles ont-ils la possibilité de se reposer quand ils sont fatigués ? |                | ✓   |             |     |
| Les enfants des écoles primaires ont-ils la possibilité de se reposer quand ils sont fatigués ?   |                |     |             | ✓   |
| <b>Espaces de socialisation</b>                                                                   |                |     |             |     |
| <b>Nombre de parcs et jardins dans la ville</b>                                                   | 32             |     |             |     |
| Les parcs et les jardins sont-ils tous accessibles aux enfants ?                                  |                | ✓   |             |     |
| Sont-ils pourvus d'équipements pour les enfants ?                                                 |                | ✓   |             |     |
| Ces équipements sont-ils accessibles aux handicapés ?                                             |                | ✓   |             |     |
| Tous les quartiers proposent-ils des espaces de socialisation pour les enfants et adolescents ?   |                | ✓   |             |     |
| Existence d'espaces publics spécifiques pour enfants et adolescents ?                             |                | ✓   |             |     |
| <b>Structures touristiques</b>                                                                    |                |     |             |     |
| Les structures touristiques sont-elles pensées pour les enfants et les jeunes ?                   |                | ✓   |             |     |
| <b>Une meilleure connaissance de la Convention internationale des droits de l'enfant</b>          |                |     |             |     |
| <b>La ville célèbre-t-elle la journée internationale des droits de l'enfant ?</b>                 |                | ✓   |             |     |
| <b>La ville diffuse-t-elle la convention internationale des droits de l'enfant ?</b>              |                | ✓   |             |     |
| avec des agendas sur les droits distribués aux enfants                                            |                |     |             |     |
| avec des articles dans le journal municipal                                                       |                |     |             |     |
| en distribuant la convention                                                                      |                |     |             |     |
| en affichant la convention dans les lieux utiles                                                  |                |     |             |     |
| avec des parcours sur les droits dans la ville                                                    |                |     |             |     |
| Autre à préciser                                                                                  |                |     |             |     |
| <b>Le personnel municipal est-il formé à la CIDE ?</b>                                            |                | ✓   |             |     |
| Si oui dans quelle proportion ?                                                                   |                |     |             |     |
| Existence du charte d'accueil des enfants et adolescents en structures collectives ?              |                |     |             | ✓   |
| <b>Logement</b>                                                                                   |                |     |             |     |
| <b>Le logement décent et salubre fait-il partie des priorités de la collectivité ?</b>            |                | ✓   |             |     |
| <b>La commune remplit-elle ses obligations en matière de logement social ?</b>                    |                | ✓   |             |     |
| Pourcentage de logements sociaux dans la commune                                                  | 40 %           |     |             |     |

|                                                                                                                    | NOMBRE<br>OU % | OUI | EN<br>COURS | NON |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-----|-------------|-----|
| <b>La commune conduit-elle ou encourage-t-elle des projets innovants en matière de logement ?</b>                  |                | ✓   |             |     |
| si oui, logement intergénérationnel ?                                                                              |                |     |             | ✓   |
| chez un tiers ?                                                                                                    |                |     |             | ✓   |
| réduction de la précarité énergétique ?                                                                            |                | ✓   |             |     |
| logements étudiants et jeunes travailleurs ?                                                                       |                |     |             | ✓   |
| logement design ?                                                                                                  |                |     |             | ✓   |
| logement numérique ?                                                                                               |                |     |             | ✓   |
| Autre à préciser                                                                                                   |                |     |             |     |
| <b>DÉVELOPPEMENT DURABLE</b>                                                                                       |                |     |             |     |
| <b>Pratiques citoyennes</b>                                                                                        |                |     |             |     |
| <b>Sensibilisez-vous l'ensemble de la population au tri sélectif ?</b>                                             |                | ✓   |             |     |
| avec le concours des enfants et des jeunes de la ville ?                                                           |                | ✓   |             |     |
| <b>Sensibilisez-vous l'ensemble de la population à une utilisation « responsable » de l'eau ?</b>                  |                | ✓   |             |     |
| avec le concours des enfants et des jeunes de la ville ?                                                           |                | ✓   |             |     |
| <b>Environnement direct</b>                                                                                        |                |     |             |     |
| Le tri sélectif est-il mis en place dans tous les quartiers ?                                                      |                | ✓   |             |     |
| Mettez-vous en place des mesures favorisant une bonne qualité de l'air ?                                           |                |     |             | ✓   |
| Favorisez-vous le développement des espaces verts et d'embellissements ?                                           |                | ✓   |             |     |
| Y a-t-il une politique de propreté dans la ville avec le concours des enfants ?                                    |                |     | ✓           |     |
| <b>Transports</b>                                                                                                  |                |     |             |     |
| Favorisez-vous les transports publics ?                                                                            |                | ✓   |             |     |
| Favorisez-vous les déplacements doux ? (vélo, pied)                                                                |                | ✓   |             |     |
| Les véhicules de service sont-ils écologiques ?                                                                    |                |     | ✓           |     |
| Les enfants et adolescents sont-ils associés au schéma de déplacements urbains ?                                   |                |     | ✓           |     |
| <b>Dispositifs</b>                                                                                                 |                |     |             |     |
| <b>Concevez-vous un « plan climat » de lutte contre le réchauffement climatique ?</b>                              |                |     |             | ✓   |
| si oui, les enfants y sont-ils associés ?                                                                          |                |     |             | ✓   |
| <b>Développez-vous un agenda 21 ?</b>                                                                              |                |     |             | ✓   |
| Les enfants/jeunes y sont-ils associés ?                                                                           |                |     |             | ✓   |
| <b>La ville se met-elle aux normes ISO 14 001 ?</b>                                                                |                |     | ✓           |     |
| si oui, les enfants y sont-ils associés ?                                                                          |                |     |             | ✓   |
| <b>La ville favorise-t-elle la construction et la rénovation de bâtiments obéissant aux normes HQE ou autres ?</b> |                | ✓   |             |     |
| si oui, les enfants/jeunes y sont-ils associés ?                                                                   |                |     | ✓           |     |
| Votre ville est-elle dotée d'une norme « enfants » pour les bâtiments publics ?                                    |                |     |             | ✓   |

15

# NON-DISCRIMINATION ET ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX SERVICES

|                                                                                          | NOMBRE<br>OU % | OUI | EN<br>COURS | NON |
|------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-----|-------------|-----|
| <b>S'il existe des centres de loisirs</b>                                                |                |     |             |     |
| Les tarifs sont-ils fonction de la situation financière familiale ?                      |                | ✓   |             |     |
| La gratuité est-elle pratiquée dans certains cas ?                                       |                |     |             | ✓   |
| Tous les quartiers sont-ils dotés d'un équipement ?                                      |                | ✓   |             |     |
| <b>S'il existe des centres sportifs</b>                                                  |                |     |             |     |
| Les tarifs sont-ils fonction de la situation financière familiale ?                      |                | ✓   |             |     |
| La gratuité est-elle pratiquée dans certains cas ?                                       |                | ✓   |             |     |
| Tous les quartiers sont-ils dotés d'un équipement ?                                      |                | ✓   |             |     |
| <b>S'il existe une/des piscines ou centres aquatiques</b>                                |                |     |             |     |
| Les tarifs sont-ils fonction de la situation financière familiale ?                      |                | ✓   |             |     |
| La gratuité est-elle pratiquée dans certains cas ?                                       |                | ✓   |             |     |
| <b>Restauration scolaire, cantine</b>                                                    |                |     |             |     |
| La restauration scolaire est-elle accessible pour tous les enfants sans aucun critère ?  |                | ✓   |             |     |
| Les tarifs sont-ils fonction de la situation financière familiale ?                      |                | ✓   |             |     |
| La gratuité est-elle pratiquée dans certains cas ?                                       |                |     |             | ✓   |
| <b>Transports</b>                                                                        |                |     |             |     |
| Les transports sont-ils suffisamment fréquents pour les enfants et les jeunes ?          |                | ✓   |             |     |
| Leurs horaires sont-ils adaptés aux enfants et aux jeunes ?                              |                | ✓   |             |     |
| Les transports sont-ils gratuits pour les enfants et les jeunes ?                        |                | ✓   |             |     |
| <b>Accessibilité</b>                                                                     |                |     |             |     |
| <b>La situation des familles est-elle prise en compte par des dispositifs tels que</b>   |                |     |             |     |
| le quotient familial ?                                                                   |                | ✓   |             |     |
| les tarifs familles nombreuses ?                                                         |                |     |             |     |
| un pass ou une carte culture/loisirs ?                                                   |                | ✓   |             |     |
| autres ?                                                                                 |                |     |             |     |
| <b>La ville soutient-elle l'accès aux nouvelles technologies pour tous les enfants ?</b> |                |     |             |     |
| au sein de toutes les écoles gérées par la ville ?                                       |                | ✓   |             |     |
| dans tous les lieux publics ?                                                            |                |     | ✓           |     |



|                                                                                                                               | NOMBRE<br>OU % | OUI | EN<br>COURS | NON |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-----|-------------|-----|
| <b>Accompagnement de l'enfant et de l'adolescent</b>                                                                          |                |     |             |     |
| Y a-t-il des dispositifs d'accompagnement à la scolarité en primaire ?                                                        |                | ✓   |             |     |
| Si oui, nombre d'enfants bénéficiaires                                                                                        | 960            |     |             |     |
| Les tarifs sont-ils fonction de la situation financière familiale ?                                                           |                |     |             |     |
| La gratuité est-elle pratiquée dans certains cas ?                                                                            |                | ✓   |             |     |
| Y a-t-il des dispositifs d'accompagnement à la scolarité au collège ?                                                         |                |     |             |     |
| Si oui, nombre d'adolescents bénéficiaires                                                                                    |                |     |             |     |
| Les tarifs sont-ils fonction de la situation financière familiale ?                                                           |                |     |             |     |
| La gratuité est-elle pratiquée dans certains cas ?                                                                            |                |     |             |     |
| Y a-t-il des dispositifs d'accompagnement à la scolarité au lycée ?                                                           |                |     |             |     |
| Si oui, nombre d'adolescents bénéficiaires                                                                                    |                |     |             |     |
| Les tarifs sont-ils fonction de la situation financière familiale ?                                                           |                |     |             |     |
| La gratuité est-elle pratiquée dans certains cas ?                                                                            |                |     |             |     |
| Autres :                                                                                                                      |                |     |             |     |
| Existence de moyens d'information spécifiques pour enfants et adolescents présentant l'offre de services de la collectivité ? |                | ✓   |             |     |
| Si oui, par secteur géographique ?                                                                                            |                |     | ✓           |     |
| Par type de services ?                                                                                                        |                | ✓   |             |     |
| Préciser le type d'outils                                                                                                     |                |     |             |     |
| <b>Bibliothèque/Médiathèque</b>                                                                                               |                |     |             |     |
| Les tarifs sont-ils fonction de la situation financière familiale ?                                                           |                |     |             | ✓   |
| La gratuité est-elle pratiquée dans certains cas ?                                                                            |                | ✓   |             |     |
| La gratuité est-elle pratiquée pour tous ?                                                                                    |                | ✓   |             |     |
| Tous les quartiers sont-ils dotés d'un équipement ou d'une antenne ?                                                          |                |     |             | ✓   |
| <b>Conservatoire, École de musique</b>                                                                                        |                |     |             |     |
| Les tarifs sont-ils fonction de la situation financière familiale ?                                                           |                | ✓   |             |     |
| La gratuité est-elle pratiquée dans certains cas ?                                                                            |                | ✓   |             |     |
| Autres :                                                                                                                      |                |     |             |     |
| Tous les quartiers sont-ils dotés d'un équipement ou d'une antenne ?                                                          |                | ✓   |             |     |
| <b>Cinéma</b>                                                                                                                 |                |     |             |     |
| Les enfants bénéficient-ils de places gratuites ?                                                                             |                |     |             | ✓   |
| Si oui, à quelle fréquence ?                                                                                                  |                |     |             |     |
| Les tarifs sont-ils fonction de la situation financière familiale ?                                                           |                |     |             | ✓   |
| La gratuité est-elle pratiquée dans certains cas ?                                                                            |                | ✓   |             |     |
| La gratuité est-elle pratiquée pour tous ?                                                                                    |                |     |             | ✓   |
| Autres :                                                                                                                      |                |     |             |     |

7

|                                                                     | NOMBRE<br>OU % | OUI | EN<br>COURS | NON |
|---------------------------------------------------------------------|----------------|-----|-------------|-----|
| <b>Théâtre</b>                                                      |                |     |             |     |
| Les enfants bénéficient-ils de places gratuites ?                   |                | ✓   |             |     |
| Si oui, à quelle fréquence ?                                        |                |     |             |     |
| Les tarifs sont-ils fonction de la situation financière familiale ? |                |     |             | ✓   |
| La gratuité est-elle pratiquée dans certains cas ?                  |                |     |             | ✓   |
| La gratuité est-elle pratiquée pour tous ?                          |                |     |             | ✓   |
| Autres:                                                             |                |     |             |     |
| <b>Musées</b>                                                       |                |     |             |     |
| Sont-ils gratuits pour les enfants ?                                |                | ✓   |             |     |

# PARTICIPATION CITOYENNE

|                                                                                                                                                                       | NOMBRE<br>OU % | OUI | EN<br>COURS | NON |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-----|-------------|-----|
| <b>Participation et écoute avec les élus</b>                                                                                                                          |                |     |             |     |
| Existe-t-il au sein de la ville un Conseil Municipal des enfants ?                                                                                                    |                | ✓   |             |     |
| Existe-t-il au sein de la ville un Conseil Municipal des jeunes ?                                                                                                     |                |     |             | ✓   |
| Un comité consultatif de la Jeunesse (18-25 ans) ?                                                                                                                    |                |     |             | ✓   |
| Les enfants et les jeunes sont-ils associés aux conseils de quartiers ou conseils consultatifs de la ville ?                                                          |                | ✓   |             |     |
| Les enfants et les jeunes sont-ils invités à s'exprimer sur les grands projets de la ville ?                                                                          |                | ✓   |             |     |
| Lesquels ?                                                                                                                                                            |                |     |             |     |
| <b>La ville organise-t-elle des sondages de satisfaction et de propositions auprès des jeunes ?</b>                                                                   |                |     |             |     |
| La ville en tient-elle compte ?                                                                                                                                       |                | ✓   |             |     |
| Existe-t-il un journal d'enfants ?                                                                                                                                    |                |     |             | ✓   |
| Existe-t-il un journal de jeunes ?                                                                                                                                    |                |     |             | ✓   |
| Existe-t-il une boîte à idées en mairie ou autres pour les enfants et les jeunes ?                                                                                    |                |     |             | ✓   |
| Existe-t-il des murs d'expression ?                                                                                                                                   |                |     |             | ✓   |
| <b>La ville organise-t-elle des festivals de la jeunesse ?</b>                                                                                                        |                |     |             |     |
| La ville organise-t-elle des fêtes de l'enfant et de la jeunesse ?                                                                                                    |                | ✓   |             |     |
| La ville organise-t-elle des assises de l'enfance et de la jeunesse ?                                                                                                 |                |     |             | ✓   |
| L'équipe municipale rencontre-t-elle au moins une fois par an des représentants des enfants et des jeunes ?                                                           |                |     | ✓           |     |
| L'équipe municipale organise-t-elle des temps de rencontre et d'échange avec les enfants et les jeunes au sein de la mairie, à l'occasion d'évènements particuliers ? |                |     | ✓           |     |
| <b>La ville organise-t-elle des journées ou des semaines des droits de l'enfant ?</b>                                                                                 |                |     |             |     |
| Les enfants/jeunes sont-ils invités à réfléchir et à faire des propositions sur leur ville ?                                                                          |                |     | ✓           |     |
| Autres :                                                                                                                                                              |                |     |             |     |
| <b>La ville soutient-elle des projets d'enfants ou de jeunes ?</b>                                                                                                    |                |     |             |     |
| <b>Si oui, dans quels domaines ?</b>                                                                                                                                  |                |     |             |     |
| social                                                                                                                                                                |                | ✓   |             |     |
| entraide                                                                                                                                                              |                | ✓   |             |     |
| solidarité internationale                                                                                                                                             |                | ✓   |             |     |
| culture                                                                                                                                                               |                | ✓   |             |     |
| musique                                                                                                                                                               |                | ✓   |             |     |



|                                                                                                         | NOMBRE<br>OU % | OUI | EN<br>COURS | NON |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-----|-------------|-----|
| théâtre                                                                                                 |                | ✓   |             |     |
| arts plastiques                                                                                         |                | ✓   |             |     |
| danse                                                                                                   |                | ✓   |             |     |
| sports                                                                                                  |                | ✓   |             |     |
| respect de l'environnement                                                                              |                | ✓   |             |     |
| Autres :                                                                                                |                |     |             |     |
| <b>Participation et écoute à l'école</b>                                                                |                |     |             |     |
| Y a-t-il des heures de vie de classe à l'école maternelle ?                                             |                |     |             |     |
| Les enfants sont-ils invités à «évaluer» leur école ?                                                   |                |     |             |     |
| Si oui, sont-ils globalement satisfaits ?                                                               |                |     |             |     |
| Les enfants sont-ils invités à faire des propositions ?                                                 |                |     |             |     |
| Si oui, sont-elles prises en compte ?                                                                   |                |     |             |     |
| Y a-t-il des heures de vie de classe à l'école primaire ?                                               |                |     |             |     |
| Les enfants sont-ils invités à «évaluer» leur école ?                                                   |                |     |             |     |
| Si oui, sont-ils globalement satisfaits ?                                                               |                |     |             |     |
| Les enfants sont-ils invités à faire des propositions ?                                                 |                |     |             |     |
| Si oui, sont-elles prises en compte ?                                                                   |                |     |             |     |
| Les enfants des écoles maternelles sont-ils associés au choix des menus de la restauration collective ? |                |     |             |     |
| Les enfants des écoles primaires sont-ils associés au choix des menus de la restauration collective ?   |                |     |             |     |
| Quelles sont les autres formes de participation et d'écoute pratiquées à l'école ?                      |                |     |             |     |
| <b>Participation et écoute dans les centres de loisirs</b>                                              |                |     |             |     |
| Les enfants/jeunes sont-ils associés à la programmation ?                                               |                |     |             | ✓   |
| Les enfants/jeunes sont-ils invités à évaluer les activités proposées ?                                 |                |     |             | ✓   |
| Si oui, sont-ils globalement satisfaits ?                                                               |                |     |             |     |
| Les enfants/jeunes sont-ils invités à faire des propositions ?                                          |                | ✓   |             |     |
| Si oui, sont-elles prises en compte ?                                                                   |                | ✓   |             |     |
| <b>Participation et écoute dans les centres sportifs</b>                                                |                |     |             |     |
| Les enfants/jeunes sont-ils associés aux choix des activités proposées ?                                |                |     |             | ✓   |
| Les enfants/jeunes sont-ils invités à évaluer les activités proposées ?                                 |                |     |             | ✓   |
| Si oui, sont-ils globalement satisfaits ?                                                               |                |     |             |     |
| Les enfants/jeunes sont-ils invités à faire des propositions ?                                          |                | ✓   |             |     |
| Si oui, sont-elles prises en compte ?                                                                   |                | ✓   |             |     |
| <b>Participation et écoute dans les piscines/centres aquatiques</b>                                     |                |     |             |     |
| Les enfants/jeunes sont-ils associés aux choix des activités proposées ?                                |                |     |             | ✓   |
| Les enfants/jeunes sont-ils invités à évaluer les activités proposées ?                                 |                |     |             | ✓   |
| Si oui, sont-ils globalement satisfaits ?                                                               |                |     |             |     |
| Les enfants/jeunes sont-ils invités à faire des propositions ?                                          |                |     |             | ✓   |
| Si oui, sont-elles prises en compte ?                                                                   |                |     |             |     |

|                                                                                                      | NOMBRE<br>OU % | OUI | EN<br>COURS | NON |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-----|-------------|-----|
| <b>Participation et écoute dans des aménagements/projets municipaux</b>                              |                |     |             |     |
| <b>Les enfants/jeunes sont-ils invités à donner leur avis sur les projets municipaux en général?</b> |                |     | ✓           |     |
| Leur implantation?                                                                                   |                |     | ✓           |     |
| La sécurité?                                                                                         |                |     | ✓           |     |
| Les enfants et les jeunes sont-ils invités à faire des propositions?                                 |                |     | ✓           |     |
| Si oui, sont-elles prises en compte?                                                                 |                |     |             |     |
| <b>Les enfants/jeunes sont-ils invités à donner leur avis sur les pistes cyclables?</b>              |                |     |             |     |
| Leur implantation?                                                                                   |                |     | ✓           |     |
| La sécurité?                                                                                         |                |     | ✓           |     |
| Les enfants et les jeunes sont-ils invités à faire des propositions?                                 |                |     | ✓           |     |
| Si oui, sont-elles prises en compte?                                                                 |                |     |             |     |
| <b>Les enfants sont-ils invités à donner leur avis sur des itinéraires protégés?</b>                 |                |     |             |     |
| Leur implantation?                                                                                   |                |     | ✓           |     |
| La sécurité?                                                                                         |                |     | ✓           |     |
| Les enfants et les jeunes sont-ils invités à faire des propositions?                                 |                |     | ✓           |     |
| Si oui, sont-elles prises en compte?                                                                 |                |     |             |     |
| <b>Les enfants /jeunes sont-ils invités à donner leur avis sur les parcs et jardins?</b>             |                |     |             |     |
| Leur implantation?                                                                                   |                |     | ✓           |     |
| Les jeux et leur côté ludique?                                                                       |                |     | ✓           |     |
| Si oui, sont-ils globalement satisfaits?                                                             |                |     | ✓           |     |
| Les enfants et les jeunes sont-ils invités à faire des propositions?                                 |                |     | ✓           |     |
| Si oui, sont-elles prises en compte?                                                                 |                |     |             |     |
| Autres                                                                                               |                |     |             |     |
| <b>Les enfants et les jeunes sont-ils associés aux projets sur les structures touristiques?</b>      |                |     |             |     |
| Les enfants sont-ils invités à évaluer ces structures?                                               |                |     | ✓           |     |
| Si oui, sont-ils globalement satisfaits?                                                             |                |     | ✓           |     |
| Les enfants/jeunes sont-ils invités à faire des propositions?                                        |                |     | ✓           |     |
| Si oui, sont-elles prises en compte?                                                                 |                |     |             |     |
| <b>Participation et écoute dans les bibliothèques/Médiathèques</b>                                   |                |     |             |     |
| Les enfants sont-ils associés aux choix des activités proposées?                                     |                |     | ✓           |     |
| Les enfants/jeunes sont-ils invités à évaluer les activités proposées?                               |                |     | ✓           |     |
| Si oui, sont-ils globalement satisfaits?                                                             |                |     |             |     |
| Les enfants/jeunes sont-ils invités à faire des propositions?                                        |                |     | ✓           |     |
| Si oui, sont-elles prises en compte?                                                                 |                |     | ✓           |     |

|                                                                                  | NOMBRE<br>OU % | OUI | EN<br>COURS | NON |
|----------------------------------------------------------------------------------|----------------|-----|-------------|-----|
| <b>Participation et écoute dans les Conservatoires, Ecoles de musique, etc..</b> |                |     |             |     |
| Les enfants et les jeunes sont-ils associés aux choix de la programmation ?      |                |     |             | ✓   |
| Les enfants et les jeunes sont-ils invités à évaluer les cours proposés ?        |                |     |             | ✓   |
| Les enfants et les jeunes sont-ils invités à évaluer l'ambiance générale ?       |                |     |             | ✓   |
| Si oui, sont-ils globalement satisfaits ?                                        |                |     |             |     |
| Les enfants et les jeunes sont-ils invités à faire des propositions ?            |                | ✓   |             |     |
| Si oui, sont-elles prises en compte ?                                            |                | ✓   |             |     |
| <b>Salles de Cinéma</b>                                                          |                |     |             |     |
| Les enfants et les jeunes sont-ils invités à évaluer ces programmations ?        |                |     |             | ✓   |
| Si oui, sont-ils globalement satisfaits ?                                        |                |     |             |     |
| Les enfants et les jeunes sont-ils invités à faire des propositions ?            |                |     |             | ✓   |
| Si oui, sont-elles prises en compte ?                                            |                |     |             |     |
| <b>Théâtre</b>                                                                   |                |     |             |     |
| Les enfants et les jeunes sont-ils invités à évaluer ces programmations ?        |                |     |             | ✓   |
| Si oui, sont-ils globalement satisfaits ?                                        |                |     |             |     |
| Les enfants et les jeunes sont-ils invités à faire des propositions ?            |                |     |             | ✓   |
| Si oui, sont-elles prises en compte ?                                            |                |     |             |     |
| <b>Musées</b>                                                                    |                |     |             |     |
| Les enfants et les jeunes sont-ils associés aux choix des activités proposées ?  |                |     |             | ✓   |
| Les enfants et les jeunes sont-ils invités à évaluer les musées ?                |                |     |             | ✓   |
| Les enfants et les jeunes sont-ils invités à évaluer les activités proposées ?   |                | ✓   |             |     |
| Si oui, sont-ils globalement satisfaits ?                                        |                | ✓   |             |     |
| Les enfants et les jeunes sont-ils invités à faire des propositions ?            |                | ✓   |             |     |
| Si oui, sont-elles prises en compte ?                                            |                | ✓   |             |     |
| Autres :                                                                         |                |     |             |     |
| <b>Maisons de l'enfance/Maisons des Jeunes de la Culture/Maisons de quartier</b> |                |     |             |     |
| Les enfants et les jeunes sont-ils associés aux choix des activités proposées ?  |                |     | ✓           |     |
| Les enfants et les jeunes sont-ils invités à évaluer les activités proposées ?   |                |     | ✓           |     |
| Si oui, sont-ils globalement satisfaits ?                                        |                |     |             |     |
| Les enfants et les jeunes sont-ils invités à faire des propositions ?            |                | ✓   |             |     |
| Si oui, sont-elles prises en compte ?                                            |                | ✓   |             |     |

# SÉCURITÉ ET PROTECTION

|                                                                                                             | NOMBRE<br>OU % | OUI | EN<br>COURS | NON |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-----|-------------|-----|
| <b>Sécurité et protection</b>                                                                               |                |     |             |     |
| Y a-t-il des assistantes sociales associées à chaque école maternelle ?                                     |                |     |             | ✓   |
| Si oui, nombre de cas saisis dans l'année                                                                   |                |     |             |     |
| Y a-t-il des assistantes sociales associées à chaque école primaire ?                                       |                |     |             | ✓   |
| Si oui, nombre de cas saisis dans l'année                                                                   |                |     |             |     |
| La collectivité dispose-t-elle d'un Contrat local de sécurité ?                                             |                | ✓   |             |     |
| Les enfants/jeunes sont-ils associés à son élaboration ?                                                    |                |     |             | ✓   |
| Existence d'un plan local lié à la sécurité routière pour enfants et adolescents ?                          |                |     |             | ✓   |
| Existence d'une signalétique routière spécifique pour enfants et adolescents piétons ?                      |                |     |             | ✓   |
| <b>Connaissance de l'enfant et des droits</b>                                                               |                |     |             |     |
| <b>Formation et information</b>                                                                             |                |     |             |     |
| Les agents de la ville sont-ils formés/informés sur la psychologie de l'enfant ?                            |                | ✓   |             |     |
| Les agents de la ville sont-ils formés/informés à la communication non violente ?                           |                | ✓   |             |     |
| Le personnel municipal est-il formé à la bientraitance ?                                                    |                | ✓   |             |     |
| Si oui dans quelle proportion ?                                                                             |                |     |             |     |
| Le personnel municipal est-il formé au respect, la bienveillance et l'encouragement ?                       |                | ✓   |             |     |
| Si oui dans quelle proportion ?                                                                             |                |     |             |     |
| Existence d'un médiateur ou défenseur des droits local pour enfants et adolescents ?                        |                |     |             | ✓   |
| La Ville soutient-elle des initiatives associatives dans ce domaine ?                                       |                | ✓   |             |     |
| Montant des subventions attribuées ?                                                                        |                |     |             |     |
| <b>Information et sensibilisation</b>                                                                       |                |     |             |     |
| Existence de campagnes municipales de sensibilisation contre toutes formes de violence contre les enfants ? |                |     | ✓           |     |
| À destination des adultes ?                                                                                 |                |     |             |     |
| À destination des enfants / adolescents ?                                                                   |                |     |             |     |
| Existence de campagnes municipales de sensibilisation contre le harcèlement ou cyberharcèlement ?           |                |     | ✓           |     |
| À destination des adultes ?                                                                                 |                |     |             |     |
| À destination des enfants / adolescents ?                                                                   |                |     |             |     |
| Existence d'actions d'éducation aux médias et à l'image ?                                                   |                |     |             |     |
| Nombre d'enfants / adolescents concernés ?                                                                  |                |     |             |     |



# PARENTALITÉ

|                                                                                                                                       | NOMBRE<br>OU % | OUI | EN<br>COURS | NON |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-----|-------------|-----|
| La ville dispose-t-elle de maisons des parents ou assimilés ?                                                                         |                | ✓   |             |     |
| La ville propose-t-elle des rencontres d'échanges entre parents et professionnels ?                                                   |                | ✓   |             |     |
| Autres :                                                                                                                              |                |     |             |     |
| Existence de programmes d'éducation à l'intention des parents ?                                                                       |                |     | ✓           |     |
| Existence de conseils de parents dans les crèches ?                                                                                   |                | ✓   |             |     |
| Existence de conseils de parents dans les accueils de loisirs ?                                                                       |                |     | ✓           |     |
| La commune offre-t-elle des services spécifiques aux familles vulnérables (traduction documents, prise en compte aspects culturels) ? |                | ✓   |             |     |

# SANTÉ, HYGIÈNE, ALIMENTATION

|                                                                                                       | NOMBRE<br>OU % | OUI | EN<br>COURS | NON |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-----|-------------|-----|
| Y a-t-il une infirmière associée à chaque école ?                                                     |                | ✓   |             |     |
| Y a-t-il un psychologue associé à chaque école ?                                                      |                | ✓   |             |     |
| <b>La ville pratique-t-elle l'éducation à la nutrition dans le cadre de la cantine ?</b>              |                |     |             |     |
| La ville propose-t-elle des aliments bios dans ses menus ?                                            |                | ✓   |             |     |
| toujours                                                                                              |                |     |             |     |
| parfois                                                                                               |                | ✓   |             |     |
| de temps en temps                                                                                     |                |     |             |     |
| jamais                                                                                                |                |     |             |     |
| Dans quelle proportion du menu ?                                                                      |                |     |             |     |
| La ville privilégie-t-elle les filières courtes d'approvisionnement ?                                 |                | ✓   |             |     |
| <b>Des visites médicales gratuites sont-elles organisées au moins une fois par an en maternelle ?</b> |                |     |             |     |
| Des visites médicales gratuites sont-elles organisées au moins une fois par an en primaire ?          |                | ✓   |             |     |
| La ville soutient-elle des dispositifs pour favoriser l'accès aux soins ?                             |                | ✓   |             |     |
| L'accès à une information adaptée                                                                     |                | ✓   |             |     |
| <b>Existence d'un centre municipal de santé ?</b>                                                     |                |     |             |     |
| Si oui, nombre de praticiens ?                                                                        |                |     |             | ✓   |
| Si oui nombre de consultations enfants / adolescents par an ?                                         |                |     |             |     |
| <b>La Ville a-t-elle mis en place un dispositif santé spécifique (type Atelier Santé Ville) ?</b>     |                |     |             |     |
| La Ville a-t-elle mis en place un dispositif multipartenarial de prévention santé pour adolescents ?  |                | ✓   |             | ✓   |
| <b>La ville soutient-elle des opérations de sensibilisation à :</b>                                   |                |     |             |     |
| la sécurité routière                                                                                  |                | ✓   |             |     |
| les conduites à risques (addiction, drogue, alcool, tabac)                                            |                | ✓   |             |     |
| aux premiers secours                                                                                  |                | ✓   |             |     |

# HANDICAP

|                                                                                                                                     | NOMBRE<br>OU % | OUI | EN<br>COURS | NON |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-----|-------------|-----|
| <b>Ces lieux sont-ils accessibles aux personnes en situation de handicap</b>                                                        |                |     |             |     |
| rue ?                                                                                                                               |                | ✓   |             |     |
| mairie ?                                                                                                                            |                | ✓   |             |     |
| crèches ?                                                                                                                           |                | ✓   |             |     |
| pourcentages accessibles                                                                                                            |                |     |             |     |
| écoles élémentaires maternelles ?                                                                                                   |                | ✓   |             |     |
| pourcentage accessibles                                                                                                             |                |     |             |     |
| écoles élémentaires primaires ?                                                                                                     |                | ✓   |             |     |
| pourcentage accessibles                                                                                                             |                |     |             |     |
| équipements culturels ?                                                                                                             |                | ✓   |             |     |
| pourcentage accessibles                                                                                                             |                |     |             |     |
| équipements sportifs ?                                                                                                              |                | ✓   |             |     |
| pourcentage accessibles                                                                                                             |                |     |             |     |
| centres de loisirs ?                                                                                                                |                | ✓   |             |     |
| pourcentage accessibles                                                                                                             |                |     |             |     |
| accueils périscolaires ?                                                                                                            |                | ✓   |             |     |
| pourcentage accessibles                                                                                                             |                |     |             |     |
| structures touristiques ?                                                                                                           |                | ✓   |             |     |
| pourcentage accessibles                                                                                                             |                |     |             |     |
| <b>La Ville permet-elle l'accueil des enfants handicapés...</b>                                                                     |                |     |             |     |
| À l'école ?                                                                                                                         |                | ✓   |             |     |
| À la crèche ?                                                                                                                       |                | ✓   |             |     |
| À l'accueil périscolaire ?                                                                                                          |                | ✓   |             |     |
| Au centre de loisirs ?                                                                                                              |                | ✓   |             |     |
| <b>Accueil des enfants en situation de handicap</b>                                                                                 |                |     |             |     |
| La ville dispose-t-elle d'agents formés et disponibles pour accueillir et accompagner les enfants/jeunes en situation de handicap ? |                | ✓   |             |     |
| Existe-t-il des jeux adaptés aux enfants handicapés dans les jardins publics ?                                                      |                |     |             |     |
| Pourcentage                                                                                                                         |                |     |             |     |
| <b>Accompagnement des familles en situation de handicap</b>                                                                         |                |     |             |     |
| La ville favorise-t-elle l'accompagnement des familles en situation de handicap ?                                                   |                | ✓   |             |     |
| Avec un agent spécifique ?                                                                                                          |                |     |             |     |
| Au sein du point info famille ?                                                                                                     |                |     |             |     |
| <b>Sensibilisation tout public</b>                                                                                                  |                |     |             |     |
| La Ville organise-t-elle des temps de sensibilisation pour informer sur le handicap ?                                               |                | ✓   |             |     |



# ÉDUCATION

17

|                                                                                                                                              | NOMBRE<br>OU % | OUI | EN<br>COURS | NON |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-----|-------------|-----|
| Estimation du budget de la collectivité consacré à l'éducation                                                                               | 1305600        |     |             |     |
| Pourcentage du budget global de la collectivité                                                                                              | 25 %           |     |             |     |
| Montant calculé par enfant pris en charge                                                                                                    | 2560           |     |             |     |
| Une référence à la CIDE est-elle faite dans les projets pédagogiques municipaux ou intercommunaux ?                                          |                | ✓   |             |     |
| <b>Enfants issus de familles itinérantes et voyageurs</b>                                                                                    |                |     |             |     |
| La Ville est-elle concernée par l'accueil de populations itinérantes ?                                                                       |                | ✓   |             |     |
| Les enfants sont-ils accueillis dans les écoles de la commune ?                                                                              |                | ✓   |             |     |
| Les enfants sont-ils accueillis à la restauration scolaire ?                                                                                 |                | ✓   |             |     |
| Les enfants sont-ils accueillis à l'accueil périscolaire ?                                                                                   |                | ✓   |             |     |
| Les enfants sont-ils accueillis en centre de loisirs ?                                                                                       |                | ✓   |             |     |
| <b>Un programme de réussite éducative est mis en place dans un ou plusieurs quartiers</b>                                                    |                |     |             |     |
| Si oui, nombre d'enfants et adolescents concernés                                                                                            | 250            |     |             |     |
| Si oui, nombre de familles concernées                                                                                                        | 200            |     |             |     |
| <b>La Ville ou l'intercommunalité participe-t-elle à ces dispositifs ?</b>                                                                   |                |     |             |     |
| <b>Contrat de réussite éducative</b>                                                                                                         |                |     |             |     |
| les enfants/jeunes sont-ils associés à son élaboration ?                                                                                     |                | ✓   |             | ✓   |
| <b>Contrat éducatif local, projet éducatif local, projet éducatif de territoire</b>                                                          |                |     |             |     |
| les enfants/jeunes sont-ils associés à son élaboration ?                                                                                     |                | ✓   |             | ✓   |
| <b>Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS)</b>                                                                                             |                |     |             |     |
| les enfants/jeunes sont-ils associés à son élaboration ?                                                                                     |                | ✓   |             | ✓   |
| <b>Veille éducative</b>                                                                                                                      |                |     |             |     |
| les enfants/jeunes sont-ils associés à son élaboration ?                                                                                     |                | ✓   |             | ✓   |
| <b>Un bureau des temps</b>                                                                                                                   |                |     |             |     |
| Les enfants/jeunes sont-ils consultés/écoutés dans le cadre de ces missions ?                                                                |                |     |             | ✓   |
| <b>Suivi d'absentéisme scolaire</b>                                                                                                          |                |     |             |     |
| les enfants/jeunes sont-ils associés ?                                                                                                       |                |     |             | ✓   |
| <b>Comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté</b>                                                                                     |                |     |             |     |
| les enfants/jeunes sont-ils associés à son élaboration ?                                                                                     |                |     |             | ✓   |
| Autres à préciser :                                                                                                                          |                |     |             |     |
| <b>Des programmes éducatifs menés par des associations sont-ils soutenus par la collectivité en dehors des dispositifs cités ci-dessus ?</b> |                |     |             |     |
| Si oui, pour quel montant annuel indicatif ?                                                                                                 |                | ✓   |             |     |

# JEU, SPORTS, CULTURE ET LOISIRS

|                                                                           | NOMBRE<br>OU %    | OUI                                 | EN<br>COURS | NON |
|---------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------------------------|-------------|-----|
| <b>SPORTS ET LOISIRS</b>                                                  |                   |                                     |             |     |
| <b>Existe-t-il des centres de loisirs publics ?</b>                       |                   | <input checked="" type="checkbox"/> |             |     |
| Si oui, nombre d'enfants/jeunes inscrits                                  | 200               |                                     |             |     |
| Nombre d'activités proposées                                              |                   |                                     |             |     |
| Type d'activités proposées                                                | centre de loisirs |                                     |             |     |
| <b>Existe-t-il des centres de loisirs privés soutenus par la mairie ?</b> |                   | <input checked="" type="checkbox"/> |             |     |
| Si oui, nombre d'enfants inscrits                                         | 100 à 200         |                                     |             |     |
| Nombre d'activités proposées                                              | 6 ALSH            |                                     |             |     |
| Type d'activités proposées:                                               | centre de loisirs |                                     |             |     |
| <b>Existe-t-il des centres sportifs ?</b>                                 |                   | <input checked="" type="checkbox"/> |             |     |
| Si oui, nombre d'enfants/jeunes inscrits                                  |                   |                                     |             |     |
| Nombre d'activités proposées                                              |                   |                                     |             |     |
| Type d'activités proposées                                                |                   |                                     |             |     |
| <b>Existe-t-il une/des piscine(s) ou centres aqualudiques ?</b>           |                   | <input checked="" type="checkbox"/> |             |     |
| Si oui, nombre d'entrées « enfants/jeunes »                               |                   |                                     |             |     |
| Nombre d'activités proposées aux enfants/jeunes s'il y a lieu             |                   |                                     |             |     |
| Type d'activités proposées aux enfants/jeunes s'il y a lieu               |                   |                                     |             |     |
| <b>Existe-t-il des pistes cyclables ?</b>                                 |                   | <input checked="" type="checkbox"/> |             |     |
| Si oui, combien de kilomètres dans la ville ?                             | 30                |                                     |             |     |
| Les enfants/jeunes utilisent-ils ces pistes cyclables ?                   |                   | <input checked="" type="checkbox"/> |             |     |
| <b>Existe-t-il des terrains multisports protégés ?</b>                    |                   | <input checked="" type="checkbox"/> |             |     |
| Si oui, y en a-t-il dans chaque quartier ?                                |                   | <input checked="" type="checkbox"/> |             |     |
| Existe-t-il des itinéraires protégés pour les enfants ?                   |                   | <input checked="" type="checkbox"/> |             |     |
| Les enfants utilisent-ils ces itinéraires ?                               |                   | <input checked="" type="checkbox"/> |             |     |
| <b>CULTURE</b>                                                            |                   |                                     |             |     |
| <b>Lecture, media, multimédia</b>                                         |                   |                                     |             |     |
| <b>Existe-t-il une bibliothèque ?</b>                                     |                   | <input checked="" type="checkbox"/> |             |     |
| Si oui, nombre d'enfants/jeunes inscrits                                  | 2790              |                                     |             |     |

|                                                                                     | NOMBRE<br>OU %          | OUI | EN<br>COURS | NON |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|-----|-------------|-----|
| Sa fréquentation est-elle satisfaisante ?                                           |                         | ✓   |             |     |
| Si oui, y a-t-il un espace réservé aux enfants ?                                    |                         | ✓   |             |     |
| Si oui, y a-t-il un espace réservé aux jeunes ?                                     |                         | ✓   |             |     |
| Y a-t-il des activités proposées aux enfants et aux jeunes ?                        |                         | ✓   |             |     |
| Nombre d'activités proposées                                                        | 535                     |     |             |     |
| Type d'activités proposées                                                          |                         |     |             |     |
| <b>Existe-t-il une médiathèque ?</b>                                                |                         | ✓   |             |     |
| Si oui, nombre d'enfants/jeunes inscrits                                            |                         |     |             |     |
| Sa fréquentation est-elle satisfaisante ?                                           |                         | ✓   |             |     |
| Y a-t-il un espace réservé aux enfants ?                                            |                         | ✓   |             |     |
| Y a-t-il un espace réservé aux jeunes ?                                             |                         | ✓   |             |     |
| Y a-t-il des activités proposées aux enfants et aux jeunes ?                        |                         | ✓   |             |     |
| <b>Existe-t-il une bibliothèque ou une structure assimilée à l'école primaire ?</b> |                         |     |             |     |
| Si oui, nombre d'enfants/jeunes inscrits                                            |                         |     |             |     |
| Y a-t-il des activités proposées aux enfants ?                                      |                         |     |             |     |
| <b>Existe-t-il une bibliothèque ou une structure assimilée au collège ?</b>         |                         |     |             |     |
| Sa fréquentation est-elle satisfaisante ?                                           |                         |     |             |     |
| Y a-t-il des activités proposées aux jeunes ?                                       |                         |     |             |     |
| <b>Existe-t-il une bibliothèque ou une structure assimilée au lycée ?</b>           |                         |     |             |     |
| Sa fréquentation est-elle satisfaisante ?                                           |                         |     |             |     |
| Y a-t-il des activités proposées aux jeunes ?                                       |                         |     |             |     |
| <b>Conservatoires et écoles de musique, théâtre, etc.</b>                           |                         |     |             |     |
| Existe-t-il un/plusieurs conservatoire(s) ou école(s) de musique ?                  |                         | ✓   |             |     |
| Si oui, nombre de conservatoires/écoles de musique                                  | 1                       |     |             |     |
| Si oui, nombre de disciplines enseignées                                            | 55                      |     |             |     |
| Si oui, type de disciplines enseignées                                              | musique, théâtre, danse |     |             |     |
| Nombre d'enfants jusqu'à 12 ans inscrits                                            | 514                     |     |             |     |
| Nombre de jeunes de 0 à 18 ans inscrits                                             | 909                     |     |             |     |
| Sont-ils gratuits ?                                                                 |                         |     |             | ✓   |
| <b>Cinéma</b>                                                                       |                         |     |             |     |
| Existe-t-il un/plusieurs cinéma(s) ?                                                |                         | ✓   |             |     |
| si oui, nombre de salles                                                            |                         |     |             |     |
| Estimation du nombre de jeunes ou très jeunes spectateurs par an                    |                         |     |             |     |
| Si oui, y a-t-il une programmation enfants/jeunes ?                                 |                         | ✓   |             |     |
| Si oui, nombre d'entrées                                                            |                         |     |             |     |

|                                                                  | NOMBRE<br>OU % | OUI | EN<br>COURS | NON |
|------------------------------------------------------------------|----------------|-----|-------------|-----|
| <b>Théâtre</b>                                                   |                |     |             |     |
| Existe-t-il un/plusieurs théâtre(s) ?                            |                | ✓   |             |     |
| Si oui, nombre de salles                                         | 4              |     |             |     |
| Estimation du nombre de jeunes ou très jeunes spectateurs par an |                |     |             |     |
| Si oui, y a-t-il une programmation enfants/jeunes ?              |                | ✓   |             |     |
| Si oui, nombre d'entrées                                         |                |     |             |     |
| <b>Musées</b>                                                    |                |     |             |     |
| Existe-t-il un/plusieurs musée(s) ?                              |                | ✓   |             |     |
| Si oui, nombre de musées                                         | 4              |     |             |     |
| Leur fréquentation est-elle satisfaisante ?                      |                | ✓   |             |     |
| Nombre de jeunes ou très jeunes entrées par an estimé            | 20 000         |     |             |     |
| Y a-t-il une programmation enfants/jeunes ?                      |                | ✓   |             |     |
| Si oui, nombre d'entrées                                         | 663            |     |             |     |
| <b>Lieux d'activités</b>                                         |                |     |             |     |
| <b>Existe-t-il des maisons de l'enfance et de la jeunesse ?</b>  |                |     |             |     |
| Si oui, leur fréquentation est-elle gratuite ?                   |                |     |             |     |
| Nombre d'enfants/jeunes inscrits                                 |                |     |             |     |
| Âge des enfants/jeunes inscrits                                  |                |     |             |     |
| <b>Existe-t-il des maisons des jeunes de la culture ?</b>        |                |     |             |     |
| Si oui, leur fréquentation est-elle gratuite ?                   |                |     |             |     |
| Nombre d'enfants/jeunes inscrits                                 |                |     |             |     |
| Âge des enfants/jeunes inscrits                                  |                |     |             |     |
| <b>Existe-t-il des maisons de quartier ?</b>                     |                |     |             |     |
| Si oui, nombre d'enfants et de jeunes inscrits                   |                | ✓   |             |     |
| Leur fréquentation est-elle gratuite ?                           |                |     |             | ✓   |
| Si oui, âge des enfants/jeunes inscrits                          |                |     |             |     |
| Si oui, les enfants/jeunes participent-ils à la programmation ?  |                | ✓   |             |     |

# SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

|                                                                                           | NOMBRE<br>OU % | OUI | EN<br>COURS | NON |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-----|-------------|-----|
| La ville promeut-elle des échanges internationaux entre les enfants/jeunes ?              |                | ✓   |             |     |
| La ville promeut-elle les correspondances internationales entre enfants ou entre jeunes ? |                |     | ✓           |     |
| Si oui, nombre d'enfants concernés dans la ville                                          |                |     |             |     |
| La ville soutient-elle des séjours d'échanges scolaires internationaux ?                  |                | ✓   |             |     |
| La ville soutient-elle des associations d'aide humanitaire ?                              |                |     |             | ✓   |
| La ville soutient-elle des projets solidaires de jeunes ?                                 |                | ✓   |             |     |
| La ville soutient-elle des expositions et conférences sur les enfants du monde ?          |                |     | ✓           |     |
| La ville mène-t-elle directement des actions de coopération décentralisée ?               |                | ✓   |             |     |
| Autres :                                                                                  |                |     |             |     |



## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-95

Manifestation  
Sportissimo 2015

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaients présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DERROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

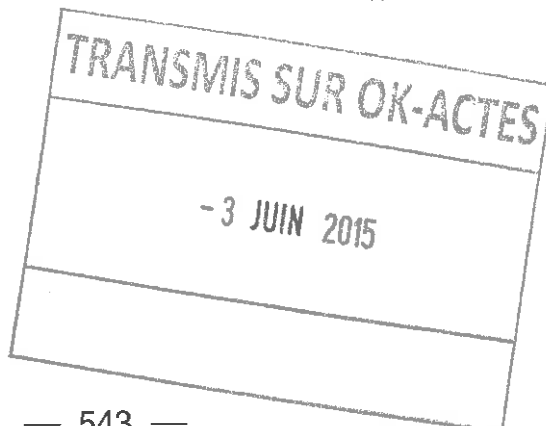
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.





Direction Culture, Sports  
Service des Sports

## DELIBERATION

de M. Pierre-Jérôme COLLARD, Adjoint  
présentée par M. Sébastien VIVOT, 1<sup>er</sup> Adjoint

---

Références  
Mots clés  
Code matière

PJC/MR/CE/CV/AC - 15-95  
Actions Sportives  
9.1

Objet

**Manifestation Sportissimo 2015**

Organisée par le Comité Départemental Olympique Sportif (CDOS), la manifestation Sportissimo est un véritable salon départemental des sports.

Depuis 1998, cette manifestation familiale et populaire propose aux associations sportives départementales de se faire connaître du grand public par le biais de stands, de démonstrations et autres initiations.

Le principe est de présenter les activités physiques et sportives qu'il est possible de pratiquer dans le département, l'objectif étant de développer ou de faire naître l'envie de pratiquer un sport chez le public visiteur.

En 2014, afin de dynamiser cette manifestation, le CDOS a décidé de l'organiser les 6 et 7 septembre, avant la reprise d'une nouvelle saison sportive par les clubs et l'a délocalisée sur le site de la zone de loisirs des Résidences avec utilisation des Tennis couverts appartenant à la Ville de Belfort, du stade nautique du Parc et de la patinoire de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine.

De nouvelles dates et de nouveaux lieux qui ont participé au succès de l'édition 2014, en rassemblant pas moins de 6 000 visiteurs sur les deux jours.

Pour 2015, le CDOS souhaite renouveler l'opération les 5 et 6 septembre, avec une organisation similaire à l'année précédente.

A cet effet, le Président du Comité Départemental Olympique et Sportif, Maxime WACK, sollicite la mise à disposition gracieuse des Tennis couverts de la Ville comprenant 5 courts couverts, 2 extérieurs et les locaux attenants, ainsi que les équipements sportifs communautaires.

Cette demande s'accompagne également des moyens humains et logistiques des deux collectivités.

Pour la Ville, le coût est évalué à 15 800 €, dont 8 400 € correspondant à la location des courts de tennis couverts, et 7 400 € pour l'aide logistique et la mise à disposition de personnel.



Pour ce qui concerne les équipements communautaires, l'aide est estimée à 19 180 €, correspondant à la location de la piscine et de la patinoire, personnel compris.

Par ailleurs, je vous informe que la Direction des Sports de la Ville de Belfort, souhaitant développer en direction du public belfortain les activités de plein air sur la Base Imier Comte, proposera une activité nautique à la piscine et une animation sur les terrains de tennis intérieurs.

Aussi, afin de soutenir le CDOS dans l'organisation de cette 18<sup>ème</sup> édition de Sportissimo,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

Par 41 voix pour et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

*(M. Alain DREYFUS-SCHMIDT ne prend pas part au vote),*

**DONNE SON ACCORD** sur les propositions présentées.

**AUTORISE M. le Maire** à signer la convention de mise à disposition y afférente.

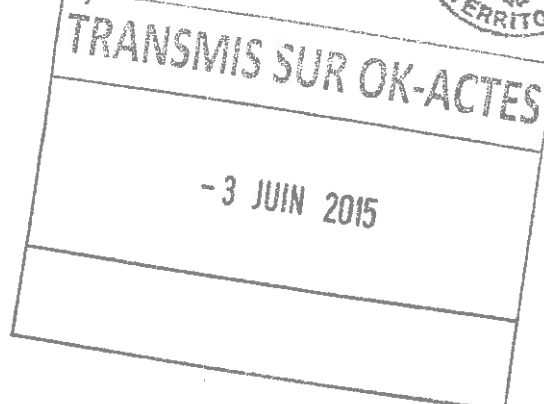
Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage



Thierry CHIPOT





## CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION DES TENNIS DU PARC DES RESIDENCES

### ENTRE :

- la Ville de Belfort, représentée par M. Damien MESLOT, Maire, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 28 mai 2015,

- l'Association, ASM Belfort Tennis, Club résident, gestionnaire des Tennis du Parc des Résidences par convention de bail signée en date du 30 juillet 2012, représentée par M. Jean-Pierre ROSSE, Président,

*d'une part,*

### ET :

- le Comité Départemental Olympique et Sportif (CDOS), représenté par M. Maxime WACK, Président,

*d'autre part.*

### IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

#### **ARTICLE 1 : Objet de la convention**

Afin de soutenir le Comité Départemental Olympique et Sportif dans l'organisation de la 18<sup>ème</sup> édition de Sportissimo, la Ville de Belfort met à la disposition du CDOS les Tennis du Parc des Résidences, équipement sportif, ainsi que le personnel nécessaire au bon déroulement de la manifestation.

#### **ARTICLE 2 : Durée**

La présente convention est conclue pour la période du mardi 1<sup>er</sup> septembre au lundi 7 septembre 2015.

#### **ARTICLE 3 : Conditions financières**

Cette mise à disposition est consentie à titre gracieux.

#### **ARTICLE 4 : Dispositions particulières**

La mise à disposition concerne :

- les 5 courts de tennis intérieurs,
- les 2 courts extérieurs,
- les locaux attenants.

Les horaires précis de mise à disposition des équipements et le volume de personnel intervenant seront définis lors des réunions préparatoires à la manifestation.

#### **ARTICLE 5 : Conditions d'utilisation des installations**

Le CDOS reconnaît avoir pris connaissance du règlement intérieur d'utilisation et des règles prévues pour une utilisation normale des installations sportives concernées et s'engage à en informer tous les prestataires, les associations et autres intervenants.

Les courts de tennis intérieurs, récemment rénovés, feront l'objet d'une attention particulière. Aussi, le CDOS s'engage **à respecter et à faire respecter** toutes les préconisations édictées en matière de protection de ces terrains.

Il devra notamment prévoir une protection des sols sportifs, qui les protège de toutes formes de dégradations.

#### **ARTICLE 6 : Responsabilité**

En cas de dégâts occasionnés au cours de l'utilisation des installations mises à disposition, et notamment de dégradations sur les sols des courts de tennis intérieurs, la responsabilité du CDOS pourra être engagée.

La Ville de Belfort n'est en aucun cas responsable des éventuels accidents ou vols susceptibles d'intervenir au cours de la manifestation.

L'accès aux locaux mis à disposition est conditionné par la présence du personnel de la Ville de Belfort et de l'ASM Belfort Tennis.

#### **ARTICLE 7 : Assurance**

Préalablement à l'utilisation des installations sportives, le CDOS reconnaît avoir souscrit une assurance couvrant sa responsabilité civile pour :

- les accidents pouvant survenir aux tiers,
- les dégradations ou vols pouvant se produire, tant aux équipements, qu'au matériel appartenant à la Ville de Belfort et à l'ASM Belfort Tennis.

Par ailleurs, le CDOS reconnaît :

- avoir noté que les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les équipements au cours de leur utilisation sont couverts par lui-même ou son assureur,
- avoir noté que la Ville de Belfort et l'ASM Belfort Tennis et leur assureur se sont engagés à renoncer à tout recours contre le CDOS et son assureur, sous réserve de réciprocité, en cas de dommages résultant d'un sinistre incendie, explosion, dégâts des eaux. Les recours restent maintenus contre les personnes physiques en cas de sinistre intentionnel de leur part.

### **ARTICLE 8 : Dispositions relatives à la sécurité**

Préalablement à l'utilisation des installations sportives, un représentant du CDOS s'engage :

- à procéder, avec le représentant de la Ville de Belfort et de l'ASM Belfort Tennis, à une visite des installations effectivement utilisées ;
- à constater, avec le représentant de la Ville de Belfort et de l'ASM Belfort, l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction des feux et à prendre connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

### **ARTICLE 9 : Résiliation**

La durée de la présente convention est fixée suivant les dispositions de l'article 2. Toutefois, elle pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, en cas d'annulation de la manifestation ou de force majeure.

### **ARTICLE 10 : Règlement de litige**

Tout litige né de l'application ou de l'interprétation de la convention qui n'aura pas pu trouver de règlement amiable, relève de la compétence du Tribunal Administratif de Besançon.

Fait à Belfort, le

Pour la Ville de Belfort,  
Le Maire,

Pour l'ASM Belfort Tennis,  
Le Président,

Pour le CDOS,  
Le Président,

Damien MESLOT

Jean-Pierre ROSSE

Maxime WACK

## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-96

Travaux aux Tennis du  
Parc des Résidences

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

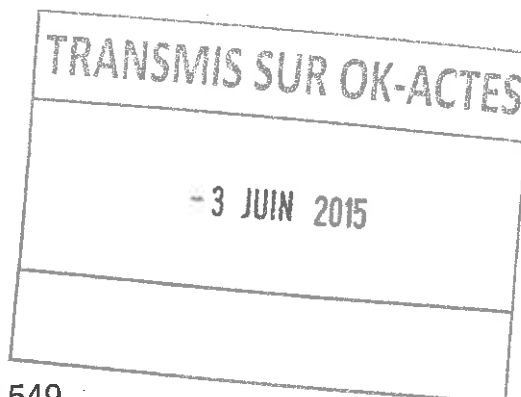
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.





Direction Culture, Sports  
Service des Sports

## **DELIBERATION**

de M. Pierre-Jérôme COLLARD, Adjoint  
présentée par M. Sébastien VIVOT, 1<sup>er</sup> Adjoint

---

Références  
Mots clés  
Code matière

PJC/MR/CE/AC - 15-96  
Actions Sportives  
9.1

**Objet**

**Travaux aux Tennis du Parc des Résidences**

Dans le cadre de la rénovation des courts de tennis intérieurs des Tennis du Parc des Résidences, la Ville de Belfort a engagé une consultation sous la forme d'un Marché A Procédure Adapté (MAPA).

Ces travaux, estimés à 150 000 €, permettront une remise en état complète du revêtement des terrains de tennis intérieurs, qui valorisera cet équipement. Ils seront réalisés conformément aux normes en vigueur, et en particulier aux normes de la Fédération Française de Tennis.

Initialement décomposée en deux tranches, cette opération sera réalisée en une seule tranche, entre juin et août 2015, moyennant la participation financière du Club de l'ASM Belfort Tennis à hauteur de 50 000 €, conformément à la convention jointe en annexe.

Les travaux, pilotés par le Service Maintenance, sous la maîtrise d'ouvrage du service des Sports, devront être achevés pour la rentrée sportive de septembre 2015.

Au Budget Primitif 2015, une première enveloppe de 70 000 € TTC a été votée pour ces travaux. Aussi, pour réaliser l'opération en une seule tranche, le complément de 80 000 € TTC sera inscrit au Budget Supplémentaire 2015, ainsi que la recette de 50 000 € suite au financement du Club.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 34 voix pour, 3 contre (M. René SCHMITT -mandataire de Mme Latifa GILLIOTTE-, M. Marc ARCHAMBAULT-) et 5 abstentions (Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT -mandataire de Mme Francine GALLIEN-, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT),

*(M. Alain DREYFUS-SCHMIDT ne prend pas part au vote),*

**VALIDE** la proposition de financement présentée.

**AUTORISE M. le Maire à signer la convention relative à la participation financière du Club de l'ASM Belfort Tennis.**

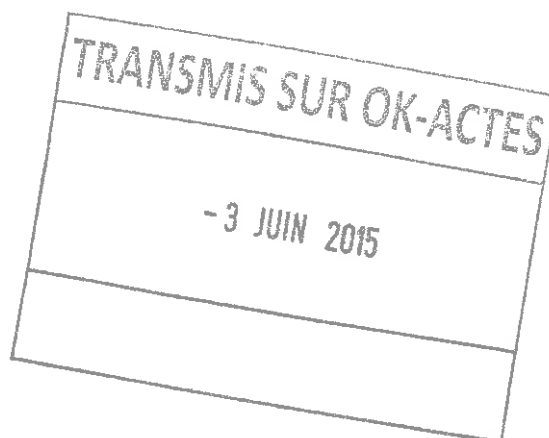
Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage



Thierry CHIPOT







VILLE DE BELFORT  
Service des Sports

## **CONVENTION**

### **relative à la réfection des 5 courts de tennis aux Tennis du Parc des Résidences**

#### **ENTRE :**

- La Ville de Belfort, représentée par son Maire, M. Damien MESLOT, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 28 mai 2015,

#### **ET :**

- M. Jean-Pierre ROSSE, Président de l'ASM Belfort Tennis ;

#### **PREAMBULE**

La Ville de Belfort va engager des travaux pour la réfection des 5 courts de tennis intérieurs, sur le site des Tennis du complexe sportif des Résidences, sous la forme d'un Marché A Procédure Adaptée.

Ces travaux permettront une remise en état complète du revêtement des terrains de tennis intérieurs, qui valorisera cet équipement. Ils seront réalisés conformément aux normes en vigueur, et en particulier aux normes de la Fédération Française de Tennis.  
Le chantier se déroulera entre juin et août 2015.

Le Club de l'ASM Belfort Tennis a proposé de financer les travaux à hauteur de 50 000 €, selon les modalités ci-après :

#### **Article 1er :**

La présente convention a pour objet la définition des conditions financières relatives à la rénovation des 5 courts de tennis intérieurs au complexe sportif des Résidences.  
Ces travaux sont réalisés sous maîtrise d'œuvre et d'ouvrage Ville de Belfort (Service des Sports et Service Maintenance).

La Ville de Belfort prendra toutes les mesures nécessaires pour se prémunir des risques liés aux travaux, en particulier pendant les phases d'activité des terrains de tennis (voir article 4).

L'achèvement des travaux sera constaté lors de la réception organisée par la Ville et l'Entreprise, en présence du Club, et par procès-verbal officiel.

**Article 2 :**

Le montant total des travaux est estimé à 150 000 €.

**Article 3 :**

Le Club de Tennis s'engage à verser à la Ville la somme de 50 000 € à l'issue des travaux et de la réception du chantier.

Cette participation ne donne aucun droit particulier au Club de Tennis, et l'équipement restera la propriété exclusive de la Ville à l'issue des travaux.

A la suite des travaux, le Club de Tennis aura toujours un accès exclusif sur le site, tant que les conventions en vigueur seront signées. En cas de rupture de la convention d'occupation liant la Ville et le Club, celui-ci ne pourra pas demander de remboursement des frais engagés par le Club dans les travaux.

**Article 4 :**

Les travaux sont suivis exclusivement par les Services Techniques de la Ville, propriétaire des équipements.

Ils se dérouleront entre juin et août 2015, et le Club sera tenu informé de leur avancement. En particulier, le phasage des travaux devra faire l'objet d'une concertation avec le Club et les usagers.

Pendant les travaux, l'Entreprise sera responsable de toutes les dégradations, que ce soit sur l'équipement, propriété de la Ville, ou sur du matériel propriété du Club dans l'équipement.

**Article 5 :**

La présente convention entre en vigueur le jour de sa signature et prendra fin à l'achèvement complet des travaux et à la notification de la réception du chantier à l'entreprise.

**Article 6 :**

Le Tribunal compétent en matière de litige est le Tribunal Administratif de Besançon.

Fait à Belfort, le

Le Président de l'ASM Belfort Tennis,

Le Maire de la Ville de Belfort,

Jean-Pierre ROSSE

Damien MESLOT

## VILLE DE BELFORT

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

Objet de la délibération

N° 15-97

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

Animations sportives été  
2015 – Aides aux temps  
libres avec la Caisse  
d'Allocations Familiales  
du Territoire de Belfort

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

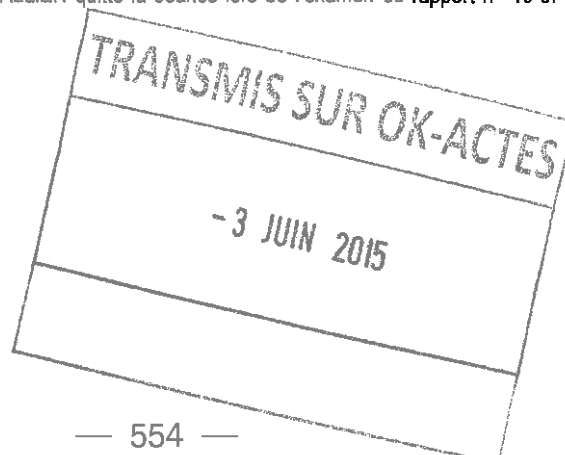
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.





Direction Culture, Sports  
Service des Sports

## DELIBERATION

de M. Pierre-Jérôme COLLARD, Adjoint  
présentée par M. Sébastien VIVOT, 1<sup>er</sup> Adjoint

---

Références  
Mots clés  
Code matière

PJC/MR/CE/CV/AC - 15-97  
Actions Sportives  
9.1

Objet

**Animations sportives été 2015 - Aides aux temps libres avec la Caisse d'Allocations Familiales du Territoire de Belfort**

Depuis plusieurs années, une action est menée conjointement avec la Caisse d'Allocations Familiales afin de développer et de favoriser l'accès aux loisirs de proximité pour les enfants issus de familles à revenus modestes.

A cet effet, la Caisse d'Allocations Familiales du Territoire de Belfort propose des aides aux temps libres sous la forme de «bons vacances» utilisables dans les Centres d'Accueil de Loisirs, préalablement déclarés auprès de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations.

Ce dispositif concerne les allocataires de la CAF dont le quotient familial est inférieur à 700 €. La participation des familles est dégressive en fonction de leurs ressources et correspond à la différence entre les bons vacances attribués par la CAF et la tarification appliquée par la Ville.

En sus du remboursement des bons vacances utilisés par les familles, la Caisse d'Allocations Familiales verse à la Ville une prestation complémentaire proportionnelle au nombre d'enfants accueillis, destinée à financer une partie des frais de fonctionnement de la structure déclarée en Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH).

### I - Bilan 2014 des aides aux temps libres versées par la CAF

En 2014, il y a eu 39 enfants bénéficiaires de l'aide aux temps libres.

A ce titre, la Caisse d'Allocations Familiales du Territoire de Belfort a déjà versé à la Ville :

- la somme de 1 325 €, correspondant au montant des bons vacances déduits de la facture des allocataires,
- un acompte de 2 160 € sur le montant de la prestation qui sera attribuée pour les frais de fonctionnement des deux centres ouverts en 2014 (base nautique et de plein air et le stade Pierre de Coubertin).

## II - Les aides aux temps libres proposées par la CAF pour 2015

Pour l'été 2015, il est prévu de reconduire la mise en place des deux Centres d'Accueil de Loisirs Sans Hébergement à destination des enfants âgés de 7 à 14 ans :

- la base nautique et de plein air des Forges, qui propose des activités nautiques (voile - kayak - planche à voile) et des activités plein air (escalade, V.T.T., tir à l'arc) ; ces activités se dérouleront l'après-midi dans le cadre d'un accueil de loisirs,
- le stade Pierre de Coubertin aux Résidences, qui propose des jeux traditionnels de plein air, du base-ball, des tournois de sports collectifs, etc ; ces activités se dérouleront en journée complète, dans le cadre d'un accueil de loisirs, avec ou sans repas.

Vous trouverez, ci-après :

- les tarifs proposés pour une semaine d'animation et votés par le Conseil Municipal du 5 juin 2014 (applicables pour la période du 01/09/2014 au 31/08/2015),
- les aides attribuées par la CAF en fonction du quotient familial.

| Accueil de Loisirs Sans Hébergement<br>Journée (Coubertin) | Plein tarif € | Aide aux temps libres QF1 € |                        | Aides aux temps libres QF2 € |                        |
|------------------------------------------------------------|---------------|-----------------------------|------------------------|------------------------------|------------------------|
|                                                            |               | Participation CAF           | Participation familles | Participation CAF            | Participation familles |
| Belfortains sans repas                                     | 20            | 20 *                        | 0                      | 15                           | 5                      |
| Non Belfortains sans repas                                 | 40            | 25                          | 15                     | 15                           | 25                     |
| Belfortains avec repas                                     | 39            | 35                          | 4                      | 25                           | 14                     |
| Non Belfortains avec repas                                 | 78            | 35                          | 43                     | 25                           | 53                     |

\* L'aide de la CAF est de 5 € par jour, soit 25 € pour une semaine ; elle est plafonnée au coût réel de l'accueil, soit 20 €

| Accueil de<br>Loisirs Sans<br>Hébergement<br><br>½ journée<br>(Forges) | Plein tarif € | Aide aux temps libres QF1 € |                           | Aides aux temps libres<br>QF2 € |                           |
|------------------------------------------------------------------------|---------------|-----------------------------|---------------------------|---------------------------------|---------------------------|
|                                                                        |               | Participation<br>CAF        | Participation<br>familles | Participation<br>CAF            | Participation<br>familles |
| Belfortains                                                            | 10            | 10                          | 0                         | 6                               | 4                         |
| Non Belfortains                                                        | 20            | 10                          | 10                        | 6                               | 14                        |

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 41 voix pour et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

(M. Alain DREYFUS-SCHMIDT ne prend pas part au vote),

**AUTORISE** la reconduction de l'aide aux temps libres pour l'année 2015, afin de poursuivre son action en faveur des jeunes.

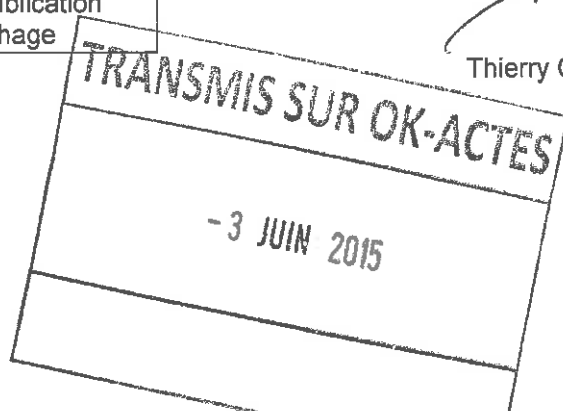
Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage



Thierry CHIPOT



Objet : Animations sportives été 2015 - Aide aux temps libres avec la Caisse d'Allocations Familiales du Territoire de Belfort

## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-98

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

Création de la  
Commission Communale  
Pour l'Accessibilité aux  
Personnes Handicapées

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

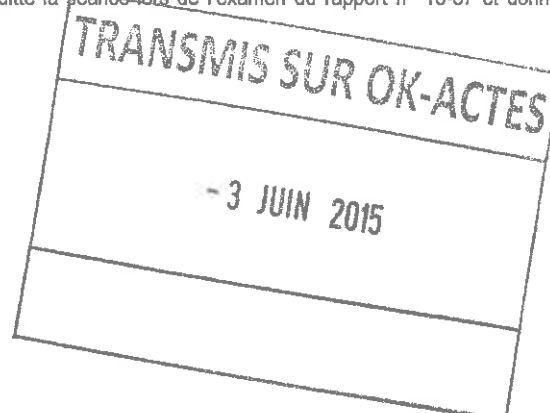
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.







CCAS

## DELIBERATION

de M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint

Références  
Mots clés  
Code matière

CCAS/JV/DN/AM - 15-98  
Handicapés  
9.1

Objet

**Création de la Commission Communale Pour l'Accessibilité aux Personnes Handicapées**

Par délibération en date du 7 novembre 2013, la Ville de Belfort a approuvé la création d'une Commission Communale d'Accessibilité aux Personnes Handicapées (CCAPH) et adopté sa composition.

Rendue obligatoire en application du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment dans son Article L. 2143-3, pour les communes de 5 000 habitants et plus, elle a pour objet :

- de dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti, de la voirie et des espaces publics, des transports,
- de faire toutes propositions utiles visant à améliorer l'accessibilité de l'existant,
- d'élaborer un système de recensement de l'offre de logements accessibles,
- d'établir annuellement un rapport présenté à l'organe délibérant puis adressé au représentant de l'Etat dans le département, ainsi qu'au Président du Conseil Départemental et au Conseil Départemental Consultatif des Personnes Handicapées.

Il est rappelé que cette commission a un rôle consultatif et ne dispose pas de pouvoir de décision.

### Evolution de la commission

L'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des ERP, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées apporte les modifications suivantes :

- L'appellation de la Commission est désormais la suivante : Commission Communale Pour l'Accessibilité aux Personnes Handicapées (CCAPH).

- Des missions en lien avec la nouvelle réglementation sur l'accessibilité des Etablissements Recevant du Public (ERP) sont ajoutées : elle tient à jour, par voie électronique, la liste des ERP situés sur le territoire communal, qui ont élaboré un agenda d'accessibilité programmée et la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées. Pour les services de transport ferroviaire, elle est destinataire des schémas directeurs d'accessibilité - agendas d'accessibilité quand ils comportent un ou plusieurs ERP situés sur le territoire communal.
- Sa composition est modifiée : en plus des élus de la collectivité et représentants des associations du champ du handicap, elle peut également comprendre des associations ou organismes représentant les personnes âgées, des représentants des acteurs économiques, ainsi que des représentants d'autres usagers de la Ville.

Je vous propose de ne pas limiter le nombre de membres représentant le secteur du handicap, afin de faire de cette instance un véritable lieu d'échange et de concertation. Ainsi la CCPAPH pourra remplacer la Commission extra-municipale «Commission Ville pour tous», qui réunissait périodiquement (1 à 2 fois par an) l'ensemble des associations du secteur du handicap en vue d'une concertation et d'une information sur les projets et actions de la Municipalité.

C'est pourquoi, il vous est aujourd'hui demandé d'approuver la nouvelle composition de cette instance :

- 9 élus, qui ont été désignés dans le cadre de la délibération n° 14-29 du 17/04/2014, modifiée par délibérations n° 14-64 du 05/06/2014 et n° 14-239 du 18/12/2014). Il s'agit de :

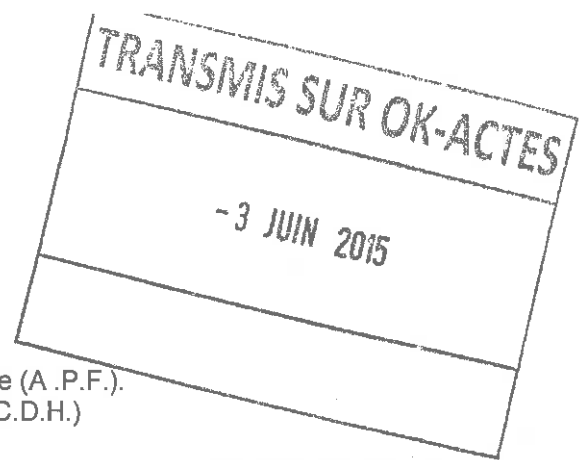
Titulaires

M. Ian BOUCARD  
 M. Jean-Pierre MARCHAND  
 Mme Isabelle HELIOT  
 Mme Léa MANGUIN  
 M. Pierre-Jérôme COLLARD  
 Mme Brigitte BRUN  
 Mme Florence BESANCENOT  
 M. Bastien FAUDOT  
 Mme Latifa GILLIOTTE

Suppléants

M. Tony KNEIP  
 Mme Marion VALLET  
 Mme Pascale CHAGUE  
 Mme Parvin CERF  
 Mme Christiane EINHORN  
 M. Olivier DEROY  
 Mme Loubna CHEKOUAT  
 Mme Jacqueline GUIOT  
 Mme Francine GALLIEN

- 15 personnes représentant des associations oeuvrant dans le champ du handicap et des personnes âgées :
  - Association Départementale de Parents et Amis de Personnes Handicapées Mentales (A.D.A.P.E.I.).
  - Association des Familles de Traumatisés Crâniens (A.F.T.C.).
  - Association Française des Sclérosés En Plaques (A.F.S.E.P.).
  - Association Pour Adultes et Jeunes Handicapés (A.P.A.J.H.).
  - Association des Parents d'Enfants Déficients Auditifs (A.P.E.D.A.).



- Association des Paralysés de France (A.P.F.).
  - Comité Départemental Handisport (C.D.H.)
  - Fédération Vivre Autonome.
  - Fédération Nationale des Accidentés du Travail et des Handicapés (F.N.A.T.H.).
  - France Alzheimer Franche-Comté.
  - Handicap Espoir.
  - Union Nationale des Amis et Familles de Malades Handicapés Psychiques (U.N.A.F.A.M.).
  - Valentin Haüy.
  - Les Donneurs de Voix - Bibliothèque sonore.
  - Office pour Personnes Agées de Belfort et du Territoire (O.P.A.B.T.).
- 
- 2 personnes représentant des acteurs de la vie économique :
    - Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI).
    - Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB).

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

Par 40 voix pour et 1 contre (M. Marc ARCHAMBAULT),

*(Mme Samia JABER, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT ne prennent pas part au vote),*

**APPROUVE** la création et la composition de la Commission Communale Pour l'Accessibilité aux Personnes Handicapées (CCPAPH) et sur la suppression de la Commission extra-municipale «Ville pour tous».

**DESIGNE** M. Emmanuel FILLAUDEAU et M. Guy CORVEC en remplacement de M. Ian BOUCARD et de Mme Léa MANGUIN qui ne souhaitent plus siéger.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Thierry CHIPOT



## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-99

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

Adoption des tarifs 2015  
du train touristique

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Étaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

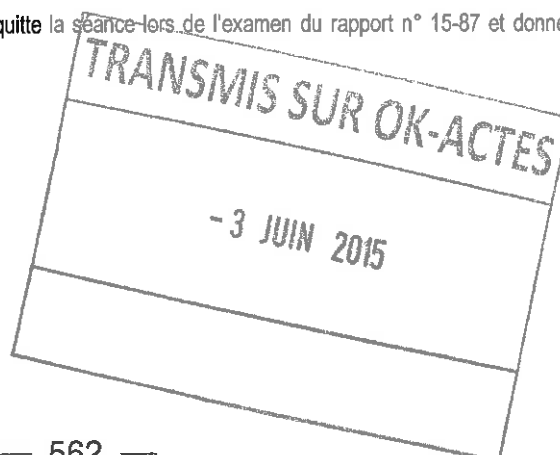
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.





Direction du Développement et de l'Aménagement

## DELIBERATION

de Mme Claude JOLY, Conseillère Municipale Déléguée

Références  
Mots clés  
Code matière

CJ/TC/DDA/PC/NM - 15-99  
Tourisme  
7.1

Objet

**Adoption des tarifs 2015 du train touristique**

Pour la saison 2015, la Ville de Belfort a passé un marché à procédure adaptée pour la fourniture et l'exploitation d'un train touristique de catégorie III, de type Far West, avec la société Les Petits Trains de Paris.

Les tarifs proposés sont : 4 euros en plein tarif, 3 euros pour le tarif réduit (- de 18 ans, cartes jeunes, d'étudiants, minima sociaux : RSA, chômeurs, personnes handicapées, + de 65 ans, groupes de 15 personnes et plus, détenteurs d'un pass Musées) et gratuité pour les moins de 4 ans.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 34 voix pour, 7 contre (Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT -mandataire de Mme Francine GALLIEN-, M. René SCHMITT -mandataire de Mme Latifa GILLIOTTE-, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Marc ARCHAMBAULT) et 1 abstention (M. Bastien FAUDOT),

*(M. Alain DREYFUS-SCHMIDT ne prend pas part au vote),*

**APPROUVE** les tarifs 2015 du train touristique tels que présentés.

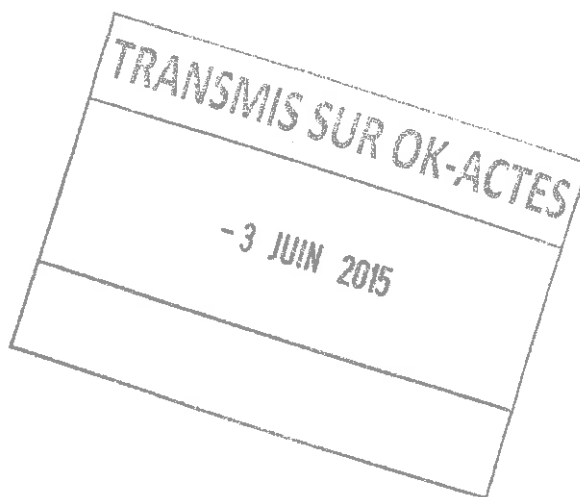
Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération,  
le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à  
l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire  
l'objet d'un recours devant  
la juridiction administrative  
dans le délai de deux mois  
à compter de sa publication  
ou de son affichage



Thierry CHIPOT



## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-100

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

Bilan des activités du  
Syndicat Intercommunal  
de la Fourrière du  
Territoire de Belfort en  
2014

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

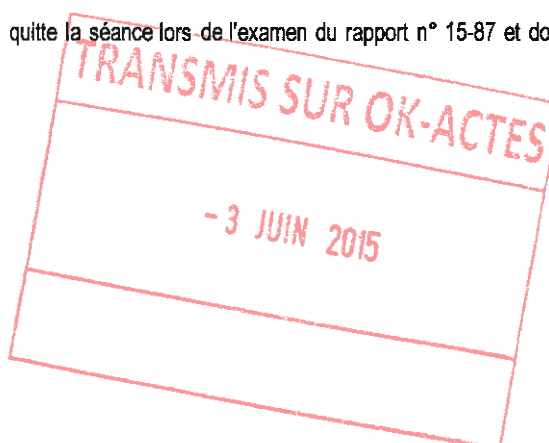
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.







Direction Générale des Services Techniques  
Service Environnement

## DELIBERATION

de Mme Christiane EINHORN, Conseillère Municipale déléguée

Références  
Mots clés  
Code matière

CE/GG/CJ - 15 -100  
Environnement  
8.8

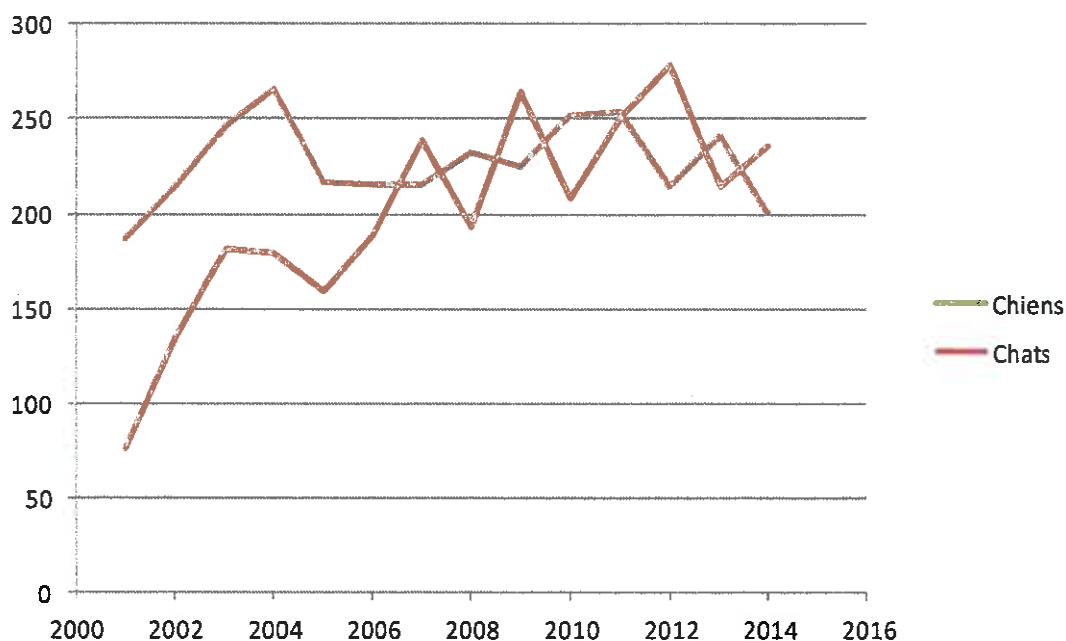
Objet

**Bilan des activités du Syndicat Intercommunal de la Fourrière  
du Territoire de Belfort en 2014**

Le Syndicat Intercommunal de la Fourrière (SIFOU) gère, pour le compte de ses communes adhérentes, la capture, le transport et la garde des animaux errants, abandonnés ou dangereux. Il est administré par le Centre de Gestion. Le refuge des animaux est situé porte du Vallon à Belfort, à proximité du refuge de la SPA.

Le Syndicat compte, depuis 2013, 102 communes adhérentes. Ainsi, le Syndicat de la Fourrière joue pleinement son rôle sur l'ensemble du département.

En 2014, 236 chats et 201 chiens ont été pris en charge. Ces chiffres sont conformes aux tendances des dernières années, avec une stabilisation du nombre de prises en charge depuis 5 ans.



Animaux pris en charge par le SIFOU

Le bilan financier de l'année 2014 est équilibré. Les recettes sont apportées à 80 % par les communes adhérentes et à 20 % par la refacturation des frais de capture et de garde aux propriétaires identifiés. En 2014, la participation de la Ville de Belfort était de 22 071 €.

Pour l'année 2015, Le Syndicat Intercommunal de la Fourrière (SIFOU) souhaite débiter la rénovation du refuge, et notamment de la chatterie. Pour mémoire, ce bâtiment appartient à la Ville de Belfort et est mis à disposition du SIFOU depuis 1992. Ces travaux permettront d'améliorer les conditions de vie des chats et d'augmenter la capacité d'accueil, qui fait souvent défaut durant la période estivale.

Le coût de cette opération est chiffré à 30 000 € HT. Elle sera entièrement prise en charge par le SIFOU. Pour ce faire, les tarifs d'admission et de garde seront augmentés de 2 % et la redevance des communes portée de 0,43 €/hab. à 0,48 €/hab. En fonction de ses capacités de financement, le SIFOU envisage de poursuivre la modernisation du refuge durant les prochaines années, notamment pour améliorer les conditions de travail du personnel et d'accueil du public.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

**PREND ACTE** du bilan d'activités 2014 du Syndicat Intercommunal de la Fourrière (SIFOU).

Par 41 voix pour et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

*(M. Alain DREYFUS-SCHMIDT ne prend pas part au vote),*

**AUTORISE** le SIFOU à procéder aux travaux de rénovation présentés.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

  
Thierry CHIPOT



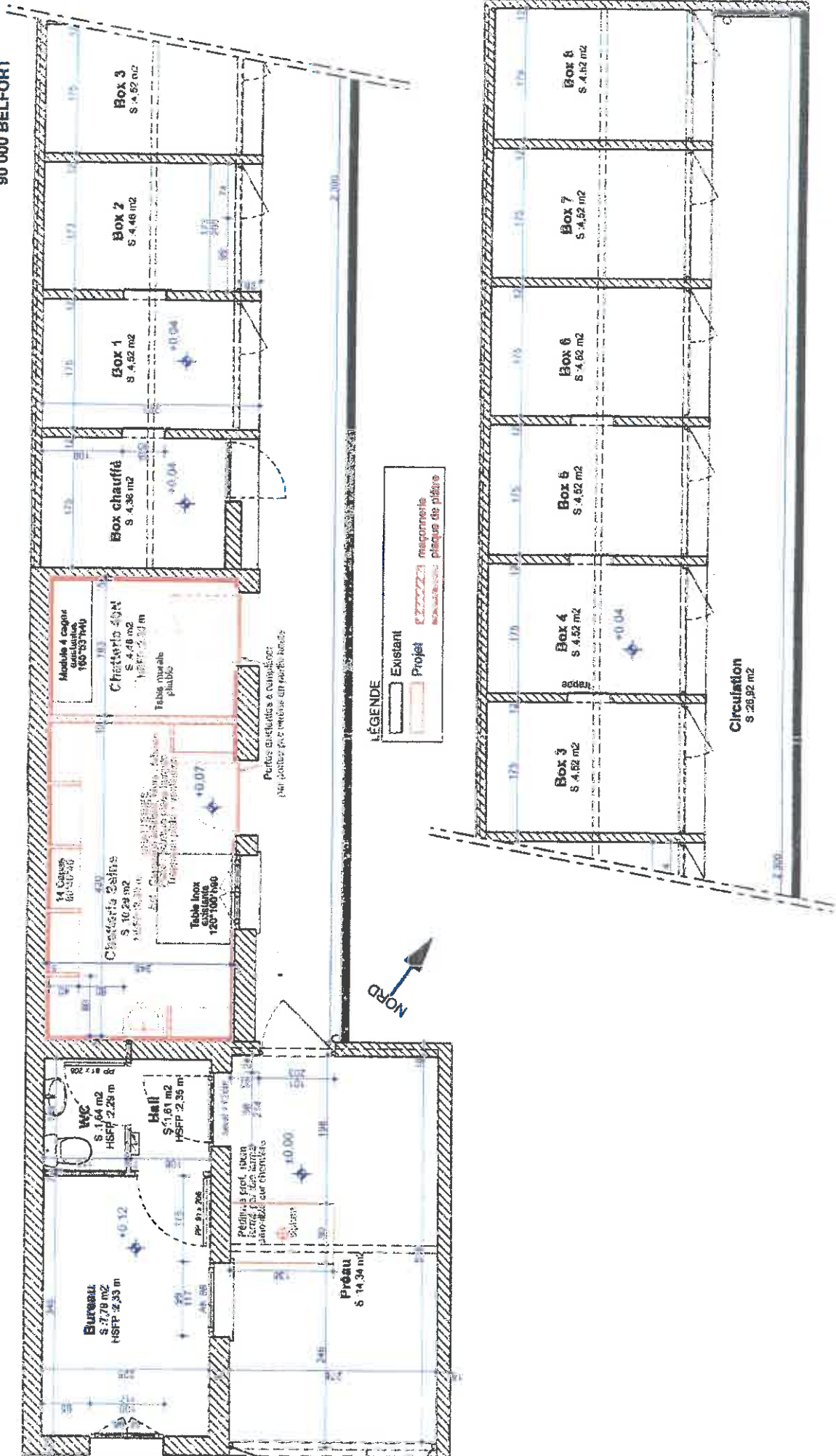
La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage.

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 3 JUIN 2015

Objet : Bilan des activités du Syndicat Intercommunal de la Fourrière du Territoire de Belfort en 2014

**Aménagement des locaux de la fourrière**  
Porte du Vallon  
90 000 BELFORT



**APD01**  
**AVANT PROJET DÉFINITIF**  
Plan Rez-de-chaussée  
Ech. : 1:50

**Syndicat  
Intercommunal  
de la FOURRIERE  
du Territoire de  
Belfort**

PREFECTURE du  
TERRITOIRE de BELFORT

24 MARS 2015

- Service Courrier -

**COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU  
10 mars 2015  
DU COMITE DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL**

Convocations : 16 février 2015

Membres en exercice : 102

Le Comité Syndical Intercommunal de la Fourrière du Territoire de Belfort s'est réuni le 10 mars 2015, à 18 heures, à la Maison des Communes de Belfort, sous la présidence de Gilles CUCHE.

**Etaient présents** (57): Gilles Cuche (Urcerey), Alain Gouronnec (Andelnans), Catherine Roy (Anjoutey), Jean-Pierre Barre (Argiésans), Estelle Di Marco (Autrechêne), Daniel Munier (Banvillars), Sylviane Hacquemand (Bavilliers), Christiane Einhorn (Belfort), Odile Zaragoza-Meyer (Bourogne), Alexandre Ulsas (Brebotte), Vincent Freard (Bretagne), André Petey (Buc), Christian Chevry (Chatenois les Forges), Martine Duhaut (Chaux), Francine Communod (Chévreumont), Chantal Menigot (Courcelles), Mme Calaprisco-Chagnot (Cravanche), Thierry Donot (Cunelières), Manuel Brun (Danjoutin), Stéphane Romano (Denney), Michel Roy (Eguenigue), Laurent Stirmemann (Eloie), Gérard Paris (Essert), Laurent Gotti (Etueffont), Georges Bruez (Evette-Salbert), Annick Barre (Fousse-magne), Laurent Munch (Frais), Alain Mercet (Girromagny), Pierre Corneille (Grandvillars), Nathalie Frey (Grosne), Rachel Couvreur (Lachapelle ss Chaux), Marius Becker (Lagrange), Francis Garcia (Larivière), Jean-Jacques Duprez (Lebetain), Philippe Colin (Lepuix), Magali Brucker (Lepuix Neuf), Patrice Sainty (Meroux), Daniela Dubreuil (Méziré), Jacques Deas (Montbouton), Thierry Garessus (Montreux-Château), Suzanne Romanczuk (Offemont), Denis Voegelé (Perouse), Christophe Beauvisage (Phaffans), Richard Cardot (Rechesy), Evelyne Onimus (Recouvrance), Louis Dupont (Riervescemont), J.F Rousseau (Roppe), J. Luc Muller (Rougegoutte), Marie-Line Zuschlag (St Germain le Châtelet), Julienne Eme (Sermamagny), Pierre Rousseau (Sevenans), Laurent Cuttat (Suarce), Norbert Tissier (Valdoie), Sophie Renoux (Vescemont), Alain Bruder (Vétrigne), Michel Nicolier (Vezelois), Nadine Frund (Villars le Sec).

**Etaient également présents** : Dimitri Rhodes (Directeur Centre de Gestion/Fourrière), Sandrine Kauffmann (Fourrière/CDG), Benoît Greget (Fourrière/CDG).

**Etaient excusés** : Emmanuel Zaugg (Boron), Arnaud Machu (Croix), Daniel Schnoebelen (Dorans), Nadège Rouyère (Faverois), Bernard Astier (Trevenans), clinique vétérinaire Bobillier, PM Sud Territoire.

### **TARIFS 2015**

Monsieur le Président présente les tarifs 2015 selon le tableau ci-joint.

Pour information, les frais vétérinaires sont basés par référence à la valeur hors taxes de l'acte médical ordinal (AMO) : 14,14 pour l'année 2015.

Le montant des frais de capture nous est communiqué, chaque année, par le SDIS : 45,27 € pour 2015 - pas changement par rapport à l'année 2014 (45,27 € pour 2014).

Les frais de garde et d'entrée subissent, quant à eux, une petite augmentation de 2 %.

Le Comité du Syndicat Intercommunal approuve, à 56 voix pour et 1 voix contre, les tarifs 2015.

29 Boulevard Anatole France - CS 40322 - 90006 BELFORT CEDEX

☎ 03.84.57.65.65.

Fax 03.84.57.65.66.

skauffmann@cdg90.fr

Syndicat Intercommunal de la Fourrière  
BELFORT

TARIFS 2015

| Tarifs applicables au 1er avril 2015            | A.M.O. | Tarifs<br>2014 | Tarifs<br>2015 |
|-------------------------------------------------|--------|----------------|----------------|
| Frais de capture                                |        | 45,27          | 45,27          |
| <b>FRAIS VETERINAIRES</b>                       |        |                |                |
| - visite sanitaire (propriétaire connu)         | 1,77   | 25,02          | 25,03          |
| - visite sanitaire (propriétaire inconnu)       | 1.77/2 | 12,51          | 12,51          |
| - surveillance mordeur (propriétaire connu)     | 1,77   | 25,02          | 25,03          |
| - surveillance mordeur (propriétaire inconnu)   | 1.77/2 | 12,51          | 12,51          |
| - identification                                | 4,43   | 62,62          | 62,64          |
| - vaccination rage                              | 2,9    | 40,99          | 41,01          |
| - euthanasie médicalisée (propriétaire connu)   | 4,83   | 68,28          | 68,3           |
| - Euthanasie médicalisée (propriétaire inconnu) | 4.83/3 | 22,76          | 22,77          |
| - intervention sur le terrain                   | 3,22   | 45,52          | 45,53          |
| - incinération (chats)                          |        | gratuit        |                |
| - incinération (chiens)                         |        | 1,58/kilo      |                |

(1) valeur de l'acte médical ordinaire (AMO) en 2015 : 14,14

TARIFS 2015

| Hébergement pour un chien                             | 2014 | 2015  |
|-------------------------------------------------------|------|-------|
| Frais d'entrée (systématique)                         | 13   | 13,26 |
| Frais de garde par jour                               | 13   | 13,26 |
| Frais de séjour par jour (pension)                    | 6,5  | 6,63  |
| <b>Hébergement pour un chien dangereux ou mordeur</b> |      |       |
| Frais d'entrée (systématique)                         | 13   | 13,26 |
| Frais de garde par jour                               | 26   | 26,52 |
| Frais de séjour par jour (pension)                    | 13   | 13,26 |
| <b>Hébergement pour un chat</b>                       |      |       |
| Frais d'entrée (systématique)                         | 13   | 13,26 |
| Frais de garde par jour                               | 8    | 8,16  |
| Frais de séjour par jour (pension)                    | 4    | 4,08  |

## BUDGET PRIMITIF 2015

La section de fonctionnement s'équilibre à hauteur de 89 461,00 €.

La section d'investissement s'équilibre à hauteur 2 999,00 €.

Le montant global en dépenses et en recettes s'élève à 92 460,00 €.

A noter que pour l'année 2015, il est proposé une augmentation de la participation des communes par habitant. Ce montant est fixé à 0,48 € en 2015 contre 0,43 € en 2014.

Le Comité du Syndicat Intercommunal approuve le BP 2015, à 43 voix pour – 6 voix contre et 8 abstentions.

## BILAN D'ACTIVITES 2014

Pour l'année 2014, 236 chats et 201 chiens capturés

Pour mémoire :

Année 2013 : 214 chats et 241 chiens

Année 2012 : 278 chats et 214 chiens

Année 2011 : 250 chats et 254 chiens

| Période   | Animaux | Chats  |            | Chiens |            | Interventions facturées |      |           |           |
|-----------|---------|--------|------------|--------|------------|-------------------------|------|-----------|-----------|
|           |         | Entrée | Euthanasie | Entrée | Euthanasie | GN                      | SDIS | Giromagny | PM Sud T. |
| Janvier   | 34      | 16     | 11         | 21     | 1          | 30                      | 6    | 0         | 1         |
| Février   | 32      | 19     | 14         | 13     | 0          | 24                      | 7    | 0         | 1         |
| Mars      | 31      | 15     | 11         | 15     | 0          | 20                      | 6    | 0         | 4         |
| Avril     | 31      | 8      | 4          | 23     | 0          | 22                      | 5    | 0         | 4         |
| Mai       | 35      | 11     | 4          | 14     | 0          | 18                      | 5    | 0         | 1         |
| Juin      | 28      | 17     | 5          | 11     | 0          | 16                      | 2    | 0         | 6         |
| Juillet   | 30      | 27     | 18         | 13     | 0          | 21                      | 6    | 0         | 12        |
| Aout      | 39      | 27     | 8          | 17     | 0          | 37                      | 6    | 0         | 2         |
| Septembre | 35      | 34     | 5          | 18     | 0          | 34                      | 11   | 0         | 7         |
| Octobre   | 34      | 25     | 8          | 22     | 1          | 43                      | 4    | 0         | 0         |
| Novembre  | 37      | 27     | 14         | 20     | 0          | 19                      | 19   | 0         | 9         |
| Décembre  | 24      | 10     | 1          | 14     | 0          | 18                      | 1    | 0         | 5         |

29 Boulevard Anatole France - CS 40322 - 90006 BELFORT CEDEX

☎ 03.84.57.65.65.

Fax 03.84.57.65.66.

skauffmann@cdg90.fr

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA FOURRIERE  
DU TERRITOIRE DE BELFORT**

**BUDGET PRIMITIF 2015**

| <b>FONCTIONNEMENT</b> |                                                      |                        |                    |                    |                    |
|-----------------------|------------------------------------------------------|------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Article               | Libellé                                              | BP 2014 (pour mémoire) |                    | BP 2015            |                    |
|                       |                                                      | DEPENSES               | RECETTES           | DEPENSES           | RECETTES           |
| 002                   | RESULTAT DE FONCT. REPORTE                           |                        |                    |                    |                    |
| 6042                  | Achat prestations de services                        |                        |                    | 400.00 €           |                    |
| 60611                 | Eau et assainissement                                | 1 200.00 €             |                    | 350.00 €           |                    |
| 60612                 | Electricité                                          | 1 650.00 €             |                    | 1 500.00 €         |                    |
| 60623                 | Alimentation                                         | 1 500.00 €             |                    | 600.00 €           |                    |
| 60628                 | Produits pharmaceutiques                             | 50.00 €                |                    | 50.00 €            |                    |
| 60631                 | Fournitures d'entretien                              | 915.00 €               |                    | 700.00 €           |                    |
| 60632                 | Petit équipement                                     | 1 200.00 €             |                    | 300.00 €           |                    |
| 60636                 | Habillement                                          | 200.00 €               |                    | 300.00 €           |                    |
| 611                   | Prestations services SDIS - GN - CC Sud Territoire.. | 5 400.00 €             |                    | 8 500.00 €         |                    |
| 61522                 | Entretien et réparations bâtiment                    | 1 000.00 €             |                    | - e                |                    |
| 6156                  | Maintenance (révision extincteurs)                   | 300.00 €               |                    | 150.00 €           |                    |
| 616                   | Assurances                                           | 950.00 €               |                    | 950.00 €           |                    |
| 6184                  | Versement à des organismes de formation (LEPA)       |                        |                    | 400.00 €           |                    |
| 6188                  | Autres frais divers                                  | 1 000.00 €             |                    | 1 000.00 €         |                    |
| 6218                  | Autre personnel extérieur                            | e                      |                    | 27 000.00 €        |                    |
| 6225                  | Indemnités régisseur et trésorier                    | 300.00 €               |                    | 150.00 €           |                    |
| 6226                  | Honoraires vétérinaires                              | 12 000.00 €            |                    | 12 000.00 €        |                    |
| 6238                  | Frais de photocopies                                 | 250.00 €               |                    | 250.00 €           |                    |
| 6261                  | Frais d'affranchissement                             | 600.00 €               |                    | 600.00 €           |                    |
| 6262                  | Téléphone                                            | 1 200.00 €             |                    | 1 050.00 €         |                    |
| 6281                  | Cotisation Association des Maires                    | 90.00 €                |                    | 90.00 €            |                    |
| 6283                  | Frais de nettoyage des locaux "logissain"            | 1 600.00 €             |                    | 1 500.00 €         |                    |
| 6288                  | Participation frais de fonctionnement (CDG)          | 33 000.00 €            |                    | 27 630.00 €        |                    |
| 6531                  | Indemnités élus                                      | 1 450.00 €             |                    | 1 450.00 €         |                    |
| 6533                  | Cotisation de retraite                               | 95.00 €                |                    | 95.00 €            |                    |
| 6534                  | Cotisation de sécurité sociale                       | 150.00 €               |                    | 150.00 €           |                    |
| 6541                  | Créance admise en non valeur                         |                        |                    |                    |                    |
| 673                   | Titres annulés (sur exercice antérieurs)             |                        |                    |                    |                    |
| 6811                  | Dotations aux amortissements                         | 2 881.00 €             |                    | 2 296.00 €         |                    |
| 70688                 | Autres redevances et droits                          |                        | 14 000.00 €        |                    | 18 648.00 €        |
| 74758                 | Participation des communes                           |                        | -63 182.00 €       |                    | 70 813.00 €        |
|                       | <b>TOTAL</b>                                         | <b>77 182.00 €</b>     | <b>77 182.00 €</b> | <b>89 461.00 €</b> | <b>89 461.00 €</b> |
| <b>INVESTISSEMENT</b> |                                                      |                        |                    |                    |                    |
| 001                   | RESULTAT D'INVESTISS. REPORTE                        |                        |                    |                    |                    |
| 2031                  | Frais d'études                                       | 0.00 €                 |                    | 2 569.00 €         |                    |
| 2135                  | Installations générales, agencement...               | 2 631.00 €             |                    |                    |                    |
| 2158                  | Autres matériels et outillages                       | 1 200.00 €             |                    |                    |                    |
| 2184                  | Mobilier                                             | 500.00 €               |                    | 430.00 €           |                    |
| 10222                 | FCTVA                                                |                        | 450.00 €           |                    | 703.00 €           |
| 28135                 | Amort. Const. Installation générales                 |                        | 1 980.50 €         |                    | 901.00 €           |
| 28158                 | Amort. Autres matériels et outillage                 |                        | 1 193.50 €         |                    | 918.00 €           |
| 28183                 | Amort. Mat. de bureau et informatique                |                        | 161.50 €           |                    | 115.00 €           |
| 28184                 | Amort. Mobilier                                      |                        | 380.50 €           |                    | 197.00 €           |
| 28188                 | Amort. Autres immobil. Corporelles                   |                        | 165.00 €           |                    | 165.00 €           |
|                       | <b>TOTAL</b>                                         | <b>4 331.00 €</b>      | <b>4 331.00 €</b>  | <b>2 999.00 €</b>  | <b>2 999.00 €</b>  |
|                       | <b>TOTAL GENERAL</b>                                 | <b>81 513.00 €</b>     | <b>81 513.00 €</b> | <b>92 460.00 €</b> | <b>92 460.00 €</b> |

\* Les tarifs pour les cotisations des communes pour l'année 2015 sont :  
- 0,48 € par habitant pour la participation des communes en fonctionnement

€



# SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA FOURRIERE

2014

| Période   | Animaux | Chats  |            | Chiens |            | Interventions facturées |                  |                          |
|-----------|---------|--------|------------|--------|------------|-------------------------|------------------|--------------------------|
|           |         | Entrée | Euthanasie | Entrée | Euthanasie | GN                      | SDIS             | Gr. m. ag. ny. PM Sud T. |
| Janvier   | 37      | 16     | 11         | 21     | 1          | 30 interventions        | 6 interventions  | 1 intervention           |
| Février   | 32      | 19     | 14         | 13     | 0          | 24 interventions        | 7 interventions  | 1 intervention           |
| Mars      | 30      | 15     | 11         | 15     | 0          | 20 interventions        | 6 interventions  | 4 interventions          |
| Avril     | 31      | 8      | 4          | 23     | 0          | 22 interventions        | 5 interventions  | 4 interventions          |
| Mai       | 25      | 11     | 4          | 14     | 0          | 18 interventions        | 5 interventions  | 1 intervention           |
| Juin      | 28      | 17     | 5          | 11     | 0          | 16 interventions        | 2 interventions  | 6 interventions          |
| Juillet   | 40      | 27     | 18         | 13     | 0          | 21 interventions        | 6 interventions  | 12 interventions         |
| Aout      | 45      | 27     | 8          | 17     | 0          | 37 interventions        | 6 interventions  | 2 interventions          |
| Septembre | 52      | 34     | 5          | 18     | 0          | 34 interventions        | 11 interventions | 7 interventions          |
| Octobre   | 47      | 25     | 8          | 22     | 1          | 43 interventions        | 4 interventions  | 0 intervention           |
| Novembre  | 47      | 27     | 14         | 20     | 0          | 19 interventions        | 19 interventions | 9 interventions          |
| Décembre  | 24      | 10     | 1          | 14     | 0          | 18 interventions        | 1 intervention   | 5 interventions          |



# CAPTURE CHIENS/CHATS PAR COMMUNE 2014

| COMMUNES             | Chiens | Euthanasie | Chats | Euthanasie | TOTAL |
|----------------------|--------|------------|-------|------------|-------|
| ANDELNANS            | 8      |            | 2     |            | 10    |
| ANGEOT               | 1      |            |       |            | 1     |
| ANJOUTEY             | 1      |            |       |            | 1     |
| ARGIESANS            |        |            | 1     | 1          | 1     |
| AUXELLES BAS         | 3      |            | 4     |            | 7     |
| AUXELLES HAUT        | 2      |            |       |            | 2     |
| BAVILLIERS           | 6      |            | 5     | 1          | 11    |
| BEAUCOURT            | 3      |            | 21    | 8          | 24    |
| BELFORT              | 65     | 2          | 65    | 21         | 130   |
| BERMONT              |        |            | 2     |            | 2     |
| BESSONCOURT          | 3      |            | 2     |            | 5     |
| BORON                | 5      |            |       |            | 5     |
| BOTANS               |        |            | 1     | 1          | 1     |
| BOURG SOUS CHATELET  |        |            | 1     |            | 1     |
| BOUROGNE             | 2      |            | 8     | 4          | 10    |
| BRETAGNE             |        |            | 1     | 1          | 1     |
| CHARMOIS             |        |            | 1     |            | 1     |
| CHATENOIS LES FORGES | 4      |            | 10    | 4          | 14    |
| CHAUX                | 4      |            |       |            | 4     |
| CRAVANCHE            | 2      |            | 2     | 1          | 4     |
| CUNELIERES           | 1      |            | 1     | 1          | 2     |
| DANJOUTIN            | 7      |            | 12    | 7          | 19    |
| DELLE                | 5      |            | 21    | 11         | 26    |
| DENNEY               | 2      |            |       |            | 2     |
| DORANS               |        |            | 7     | 6          | 7     |
| ELOIE                | 1      |            |       |            | 1     |
| ESSERT               | 2      |            | 1     | 1          | 3     |
| ETUEFFONT            | 3      |            |       |            | 3     |
| EVETTE SALBERT       | 5      |            | 2     |            | 7     |
| FAVEROIS             | 1      |            | 1     |            | 2     |
| FECHE L EGLISE       | 1      |            |       |            | 1     |
| FELON                |        |            | 1     |            | 1     |
| FLORIMONT            | 1      |            |       |            | 1     |
| FONTAINE             | 1      |            |       |            | 1     |
| FONTENELLE           | 1      |            |       |            | 1     |
| FRAIS                | 1      |            | 1     |            | 2     |
| FROIDFONTAINE        | 1      |            | 1     |            | 2     |
| GIROMAGNY            | 1      |            | 4     |            | 5     |
| GRANDVILLARS         | 1      |            | 5     | 4          | 6     |
| JONCHEREY            |        |            | 2     | 2          | 2     |

|                            |     |   |     |     |     |
|----------------------------|-----|---|-----|-----|-----|
| LACHAPELLE SOUS CHAUX      | 1   |   |     |     | 1   |
| LACHAPELLE SOUS ROUGEMONT  | 2   |   | 1   |     | 3   |
| LARIVIERE                  | 1   |   |     |     | 1   |
| LEPUX GY                   | 2   |   |     |     | 2   |
| MENONCOURT                 | 1   |   |     |     | 1   |
| MEROUX                     | 2   |   |     |     | 2   |
| MEZIRE                     | 1   |   |     |     | 1   |
| MONTBOUTON                 | 4   |   |     |     | 4   |
| MONTREUX CHATEAU           | 1   |   |     |     | 1   |
| MORVILLARS                 | 1   |   | 19  | 16  | 20  |
| OFFEMONT                   | 3   |   | 4   | 2   | 7   |
| PEROUSE                    | 1   |   |     |     | 1   |
| RECHESY                    | 1   |   |     |     | 1   |
| ROMAGNY/ROUGEMONT          |     |   | 2   | 1   | 2   |
| ROPPE                      | 3   |   |     |     | 3   |
| ROUGEGOUTTE                | 1   |   |     |     | 1   |
| ROUGEMONT LE CHATEAU       | 8   |   |     |     | 8   |
| SAINTE GERMAIN LE CHATELET | 1   |   |     |     | 1   |
| SERMAMAGNY                 | 3   |   | 3   | 2   | 6   |
| SEVENANS                   | 1   |   | 3   | 2   | 4   |
| SUARCE                     | 1   |   |     |     | 1   |
| TREVENANS                  | 6   |   | 3   | 1   | 9   |
| URCEREY                    |     |   | 1   | 1   | 1   |
| VALDOIE                    | 7   |   | 10  | 4   | 17  |
| VELLESCOT                  |     |   | 1   |     | 1   |
| VECEMONT                   | 1   |   | 1   |     | 2   |
| VETRIGNE                   | 1   |   | 3   |     | 4   |
| VEZELOIS                   | 3   |   |     |     | 3   |
|                            | 201 | 2 | 236 | 103 | 437 |

# MOYENNE DES DUREES D'HEBERGEMENT

| Chiens |                 | Chats |                 |
|--------|-----------------|-------|-----------------|
| Année  | Moyenne         | Année | Moyenne         |
| 2013   | 3.7763157894737 | 2013  | 8.8777777777778 |
| 2014   | 4.1658536585366 | 2014  | 9.4135021097046 |
| 2015   | 3.7647058823529 | 2015  | 6.5238095238095 |

Anomalies détectées sur les enregistrements (*nombre de jours < 0 ou > 30*) :

151/2013 - nombre de jours à 64

333/2013 - nombre de jours à 35

334/2013 - nombre de jours à 35

422/2014 - nombre de jours à 48

## ADHÉSION AU SERVICE DE REMPLACEMENT DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale a développé depuis de nombreuses années un service de remplacement, sur le fondement de la compétence que lui reconnaît l'article 25 de la Loi du 26 janvier 1984 susvisé.

Ce service permet au Centre de Gestion de recruter temporairement des agents non-titulaires et de les mettre à disposition des communes et établissements publics qui en font la demande.

L'agent ainsi recruté est juridiquement agent du Centre de Gestion, recruté sur la base d'un contrat à durée déterminée dont la durée est fixée en accord avec la commune ou l'établissement de mise à disposition.

Pendant toute la période de recrutement, l'agent est payé selon les paramètres (grade de référence, échelon de référence, temps de travail) fixés par la commune ou établissement, qui organise par ailleurs le travail de l'agent.

En fin de période de recrutement, l'agent est versé aux ASSEDIC par le Centre de Gestion

L'utilité d'un tel service pour la Syndicat Intercommunal de la Fourrière serait réelle, puisque permettant d'externaliser à faible coût les emplois à la charge du syndicat. Les conditions d'adhésion sont les suivantes :

- la convention d'adhésion est signée pour une période de 3 ans, renouvelable seulement après accord de l'assemblée délibérante.
- les frais de gestion prélevés par le Centre de Gestion sont de 8,5% du salaire brut de l'agent recruté. Ces frais de gestion ne sont prélevés que tant que la collectivité a un agent placé au service remplacement.

Un modèle de convention est joint à la présente.

Le Comité du Syndicat Intercommunal approuve, à l'unanimité l'adhésion au service de remplacement du Centre de Gestion de la FPT.

## PRESENTATION DE LA REHABILITATION DE LA CHATTERIE

La chatterie va faire l'objet de travaux pour augmenter la capacité d'accueil des chats. Ces travaux apporteront un confort supplémentaire aux animaux et amélioreront les conditions de travail des agents. Aussi, un marché de maîtrise d'œuvre est en cours. Un dossier plus complet sera présenté à la prochaine réunion.

29 Boulevard Anatole France - CS 40322 - 90006 BELFORT CEDEX

☎ 03.84.57.65.65. Fax 03.84.57.65.66.

skauffmann@cdg90.fr

24 MARS 2015

- Service Courrier -

**CONVENTION**  
**d'adhésion au service de remplacement**  
**du CENTRE DE GESTION de la Fonction Publique territoriale**

Entre

Monsieur **Robert DEMUTH**, Président du **Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale**, agissant en cette qualité et conformément aux délibérations du Conseil d'Administration en date du 10 octobre 2007.

d'une part,

et,

Monsieur **Gilles CUCHE**, Président du **Syndicat Intercommunal de la Fourrière**, agissant en cette qualité et conformément à une délibération du Comité Syndical en date du .....

d'autre part,

**EXPOSE DES MOTIFS :**

*L'article 25 de la loi du 26/01/1984 aux dispositions statutaires de la Fonction Publique Territoriale dispose que :*

*« Les Centres de Gestion peuvent assurer toute tâche administrative concernant les agents des collectivités et établissements, à la demande de ces collectivités et établissements.*

*Ils peuvent, dans les mêmes conditions, recruter des agents en vue des les affecter à des missions temporaires ou d'assumer le remplacement d'agents titulaires momentanément indisponibles ».*

En conséquence :

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

**Article 1 : objet**

Par la présente convention, le Syndicat Intercommunal de la Fourrière adhère au service de remplacement du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Territoire de Belfort. Il pourra y faire appel chaque fois que nécessaire notamment pour pourvoir à l'indisponibilité momentanée des agents territoriaux, quelle que soit la filière dont ils relèvent pour satisfaire à un surcoût de travail de ses services.

**Article 2**

Le service de remplacement du Centre de Gestion missionnera un agent dans les délais les plus brefs suivant la demande formulée sous quelque forme que ce soit par le Syndicat Intercommunal de la Fourrière. Cet agent répondra au mieux au profil de poste considéré.

Le Centre de Gestion gère la situation administrative de l'agent (avancement, travail à temps partiel, congés de maladie, discipline, etc...).

Le Syndicat Intercommunal de la Fourrière s'engage à rembourser au Centre de Gestion les sommes dues à ce titre et à inscrire aux différents budgets les crédits nécessaires. Il organise le travail de l'agent.

Le Syndicat Intercommunal de la Fourrière ne peut remettre en cause la durée du recrutement fixée par arrêté du Président du Centre de Gestion.



### **Article 3 : la rémunération de l'agent**

Les heures supplémentaires seront soumises à l'autorisation préalable du Président du Centre de Gestion.

Le Centre de Gestion verse à l'agent la rémunération correspondant à son grade ou à son emploi d'origine (émoluments de base, indemnité de résidence, supplément familial + indemnités et primes liées à l'emploi).

Le Syndicat Intercommunal de la Fourrière ne verse aucun complément de rémunération à l'agent sous réserve des remboursements de frais.

L'agent devra prendre les congés auxquels il a droit avant la fin de son remplacement.

### **Article 4 : durée du remplacement**

a - en cas de fin anticipée du remplacement, le Syndicat Intercommunal de la Fourrière sera tenu de rembourser au Centre de Gestion les frais tels qu'ils sont dus suivant l'article 7, sauf si l'agent peut être employé dans une autre commune ou établissement.

B - si une prolongation de la durée du remplacement est souhaitée, le Président du Syndicat Intercommunal de la Fourrière en avertira le Président du Centre de Gestion par demande écrite dans les plus brefs délais.

### **Article 5**

Toute modification ne peut intervenir que suivant accord concomitant du Président du Centre de Gestion et du Syndicat Intercommunal de la Fourrière.

Le Syndicat Intercommunal de la Fourrière transmet un rapport sur l'activité de l'agent au Centre de Gestion.

En cas de faute disciplinaire, le Centre de Gestion est saisi par le Syndicat Intercommunal de la Fourrière.

### **Article 6**

A la signature de la convention et chaque début d'année, il sera demandé à la collectivité de verser une provision correspondant au douzième de la dépense annuelle telle qu'elle découle de l'article 7. Elle sera décomptée en fin d'année du dernier titre émis.

### **Article 7**

Le Syndicat Intercommunal de la Fourrière paiera au Centre de Gestion les frais de personnel engagés par le Centre de Gestion comprenant notamment :

- les traitements
- les indemnités diverses
- les frais de déplacement
- les charges sociales
- et tous les avantages ou droits dont bénéficierait l'agent de remplacement, majorés de **8.5%** du traitement brut pour participation au frais de gestion engagés par le Centre de Gestion.

En fait de frais de gestion, l'utilisation par le Centre de Gestion et la collectivité adhérente d'un personnel partagé fait l'objet d'une tarification spécifique, négociée par avenant.

Donneront également lieu à remboursement toute dépense ou charge nouvelle ou exceptionnelle résultant soit d'un texte législatif, réglementaire, d'une circulaire ministérielle, d'une décision du conseil d'administration, du Président du Centre de Gestion ou du Président du Syndicat Intercommunal de la Fourrière, non prévue ci-dessus.

Dans le cas où l'agent serait titularisé ultérieurement dans une autre collectivité et s'il demande la validation de ses services d'auxiliaire, le montant des contributions rétroactives dues au titre des périodes de remplacement sera facturé au Syndicat Intercommunal de la Fourrière.

Le service sera facturé sur la base de la feuille de prise de fonction - prolongation certifiée par l'autorité territoriale.

### **Article 8**

Elle est conclue pour une durée de 3 années et prend effet au .....

Elle ne peut être renouvelée que par reconduction expresse.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins un mois avant la date anniversaire.

Fait à BELFORT, le

Le Président du Centre de Gestion,

Robert DEMUTH

Le Président du Syndicat  
Intercommunal de la Fourrière,

Gilles CUCHE

PREFECTURE du  
TERRITOIRE de BELFORT

24 MARS 2015

- Service Courrier -



DELEGATIONS D'ATTRIBUTIONS DE L'ORGANE DELIBERANT AU BUREAU DU  
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA FOURRIÈRE

L'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales contient une liste d'attributions appartenant à l'organe délibérant, qu'il est strictement interdit de déléguer :

- 1° Vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- 2° Approbation du compte administratif ;
- 3° Dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue pour une dépense obligatoire non inscrite au budget ou de manière insuffisante (Article L. 1612-15) ;

- 4° Décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- 5° Adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- 6° Délégation de la gestion d'un service public ;
- 7° Dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Toutes les autres matières sont en revanche déléguables soit au bureau, soit au Président.

Le Président propose de n'accorder de délégation permanente qu'au bureau et pour tous les sujets en dehors des cas strictement interdits par la loi (article L. 5211-10 CGCT) et rappelés ci-dessus et de ceux listés ci-dessous pour lesquels il souhaite que le comité syndical garde tout pouvoir :

- 1° La préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés d'un montant SUPERIEUR à 90000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui entraînent une augmentation du montant du contrat initial supérieure à 5 %;
- 2° La conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée supérieure à 6 ans ;
- 3° La création des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services ;
- 4° La réalisation des contrats de lignes de trésorerie

Départ de Francine Communod (Chévremont), donc 56 votants

Le Comité du Syndicat Intercommunal approuve les délégations d'attributions de l'organe délibérant, à 51 voix pour – 2 voix contre et 3 abstentions.

PREFECTURE du  
TERRITOIRE de BELFORT

24 MARS 2015

- Service Courrier -

29 Boulevard Anatole France - CS 40322 - 90006 BELFORT CEDEX

☎ 03.84.57.65.65.

Fax 03.84.57.65.66.

skauffmann@cdg90.fr

## DEMATERIALIZATION DES DOCUMENTS

Dans le cadre de la dématérialisation des documents, Monsieur le Président propose qu'à l'avenir, tous les documents relatifs à la fourrière (convocations, comptes-rendus des réunions, ...) soient envoyés par mail aux délégués fourrière.

Pour ce faire, une adresse mail sera demandée aux délégués qui le veulent et pour ceux qui ne le souhaiteraient pas, les documents leur seront transmis, par courrier, comme à l'accoutumée.

Départ d'Odile Zaragoza-Meyer (Bourogne), donc 55 votants

Le Comité du Syndicat Intercommunal approuve la dématérialisation des documents à l'unanimité.

## QUESTIONS DIVERSES

Il est demandé qu'à l'avenir, lors du vote du budget primitif, une approche du compte administratif de l'année précédente, soit présentée.

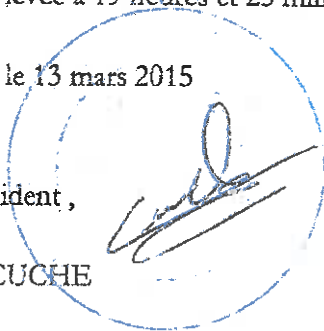
Certains délégués souhaitent, à partir de maintenant, que le dossier complet concernant l'ordre du jour, leur soit adressé par mail avant la réunion et non plus avoir ce document le jour de la réunion.

Séance levée à 19 heures et 25 minutes

Belfort le 13 mars 2015

Le Président,

Gilles CUCHE



PREFECTURE du  
TERRITOIRE de BELFORT

24 MARS 2015

- Service Courrier -

## VILLE DE BELFORT

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

Objet de la délibération

N° 15-101

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

Désignation de  
représentants du Conseil  
Municipal au sein de  
diverses instances -  
Modifications

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

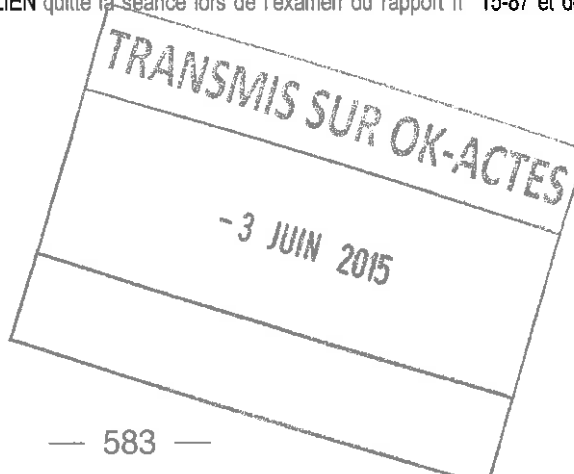
Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.





Direction des Affaires Générales  
Service des Assemblées

## DELIBERATION

de M. Damien MESLOT, Député-Maire

---

Références  
Mots clés  
Code matière

DM/ML/DS - 15-101  
Assemblées Ville  
5.2

Objet

**Désignation de représentants du Conseil Municipal au sein de diverses instances - Modifications**

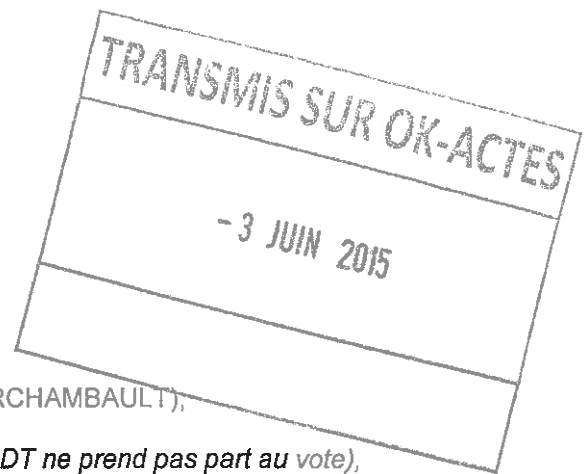
Suite à la démission de M. Mazouz BENLAZERI de sa fonction de Conseiller Municipal, il convient de le remplacer dans les instances dans lesquelles il avait été désigné par notre assemblée :

- ◆ Comité Consultatif «Circulation, Transport et Sécurité Routière» (membre permanent).
- ◆ Syndicat Mixte de Gestion de Parcs Automobiles (SMGPAP) Intercommunal d'Aménagement et de Gestion de l'Aéroparc (suppléant).
- ◆ Ecole maternelle «Martin Luther-King» rue de Zaporojie (Conseil d'Ecole).

D'autre part, lors du dernier Conseil Communautaire de la CAB, Mme Jacqueline GUIOT a été désignée suppléante au Comité Syndical du **Syndicat Mixte de l'Aire Urbaine de Belfort-Montbéliard-Héricourt-Delle** (SMAU). Or, elle était déjà représentante pour la Ville de Belfort.

Afin que le Comité Syndical soit au complet au plus tôt, je vous propose de désigner un suppléant pour la Ville de Belfort.

Enfin, le Conseil Départemental du Territoire de Belfort nous a sollicités, par courrier du 4 mai 2015, afin que nous procédions à la désignation d'un représentant de la Ville de Belfort au sein du Comité de présélection technique du Fonds Social Européen (FSE) Inclusion.



LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 41 voix pour et 1 contre (M. Marc ARCHAMBAULT),

(M. Alain DREYFUS-SCHMIDT ne prend pas part au vote),

**DESIGNE :**

**Comité Consultatif « Circulation, Transport et Sécurité Routière »**

*Membre permanent*

M. Alain DREYFUS-SCHMIDT

**Syndicat Mixte de Gestion de Parcs Automobiles (SMGPAP)**

*Suppléant*

M. Alain DREYFUS-SCHMIDT

**Ecole maternelle « Martin Luther-Kings » rue de Zaporojie**

*Conseil d'Ecole*

Mme Jacqueline GUIOT

**Syndicat Mixte de l'Aire Urbaine de Belfort-Montbéliard-Héricourt- Delle**

*Suppléante*

Mme Samia JABER

**Fonds Social Européen (FSE) Inclusion**

*Comité de présélection technique*

M. Mustapha LOUNES

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Thierry CHIPOT



## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 15-102

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2015

Questions diverses – Mise  
en place de panneaux  
signalétiques  
commerciaux

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour du mois de mai, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle des Assemblées - Annexe de l'Hôtel de Ville et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. François BORON, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Brigitte BRUN, M. Emmanuel FILLAUDEAU, M. Patrick FORESTIER, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT.

Absents excusés :

M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : M. Guy CORVEC  
M. Pierre-Jérôme COLLARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Delphine MENTRE  
Mme Parvin CERF - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES  
Mme Loubna CHEKOUAT - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : M. Mustapha LOUNES  
Mme Isabelle HELIOT - mandataire : Mme Marie STABILE

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absentes :

Mme Léa MANGUIN  
Mme Patricia BOISUMEAU



Mme Jacqueline GUIOT entre en séance lors de l'examen du rapport n° 15-63.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-84 et donne pouvoir à M. René SCHMITT.

Mme Francine GALLIEN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 15-87 et donne pouvoir à Mme Jacqueline GUIOT.

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 3 JUIN 2015

Direction du Développement et de l'Aménagement

## DELIBERATION

de Mme Florence BESANCENOT, Adjointe

Références  
Mots clés  
Code matière

FB/TC/DDA/PC/NM - 15-102  
Commerce  
8.5

Objet

### Questions diverses - Mise en place de panneaux signalétiques commerciaux

Dans l'objectif de renforcer le dynamisme commercial du centre-ville, et afin de répondre aux souhaits de signalisation et de promotion des commerces, la Ville de Belfort propose l'implantation d'une signalétique commerciale.

Il s'agit de donner une meilleure visibilité aux commerces situés dans des rues peu passantes ou non piétonnes, bien qu'à proximité de grandes artères qui, aujourd'hui, peinent à bénéficier pleinement de ce flux.

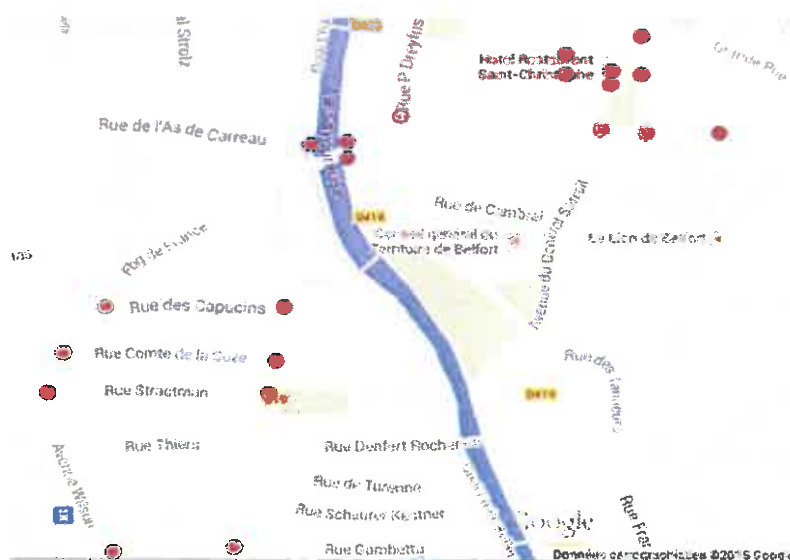
#### 1 - Implantation

L'objectif est donc de donner à voir, à partir de l'axe commercial du centre-ville belfortain, situé de la gare en passant par le faubourg de France vers la vieille-ville, en indiquant les commerces à proximité de ce parcours.

Au cas par cas, pourront être étudiées les demandes de commerçants situés en-dehors de ce périmètre.

Une vingtaine de panneaux pourraient être installés.

Cette signalétique n'est pas amenée à être une signalisation de jalonnement, mais a pour objectif d'indiquer le commerçant à l'angle de sa rue.





## **2 - Signalétique envisagée**

Les panneaux pourraient prendre cette forme, ci-dessous, de type «bi-mâts», composés de 3 à 5 lames :



## **3 - Commercialisation de la signalétique**

Cet aménagement ne nécessite aucune dépense pour la Ville de Belfort. En effet, la société Girodmédias propose une commercialisation des emplacements auprès des commerces, englobant les coûts d'installation, d'entretien, de gestion du parc, etc. Les coûts sont donc pris en charge par les commerçants eux-mêmes.

Girodmédias louerait la lame 118 € HT par an, aux commerces, sur un contrat de 5 ans, avec possibilité d'y sortir, si fermeture du commerce.

Un travail sera mené avec la Ville, afin de définir ensemble les points d'implantation des panneaux et le choix des mobiliers et des couleurs.

Une convention d'occupation du domaine public, sur 5 ans, avec la société Girodmédias encadre cette opération de mise en place de signalisation.

Cette possibilité permet de réduire les autorisations du Domaine Public pour la pose de panneaux publicitaires de type chevalet sur les axes arrêtés. Pour information, un chevalet coûte 110 € HT par an pour les commerces situés sur le faubourg de France, et 73 € HT pour les commerces en vieille-ville et au centre-ville.

Cette solution présente l'avantage de répondre à une demande croissante des commerçants, à laquelle on ne peut satisfaire par la multiplication de chevalets sur les axes principaux. Elle est sans coût pour la Ville et est entièrement gérée par un tiers.

Par ailleurs, concernant la signalétique commerciale en entrées de ville, des panneaux seront installés, afin d'informer sur les dates et horaires d'ouverture des marchés belfortains, ainsi que sur le Marché aux Puces.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 37 voix pour, 4 contre (Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT -mandataire de Mme Francine GALLIEN-, M. Leouahdi Selim GUEMAZI) et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

*(M. Alain DREYFUS-SCHMIDT ne prend pas part au vote),*

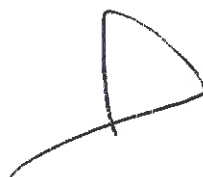
**APPROUVE** la mise en œuvre d'une telle signalétique par la société Girodmédias.

**AUTORISE** M. le Maire, ou son représentant, à engager toute action et à signer tout document utile à la mise en œuvre de cette opération, en particulier la convention avec la société Girodmédias, dont le projet est présenté en annexe, et l'ensemble des documents s'y rapportant.

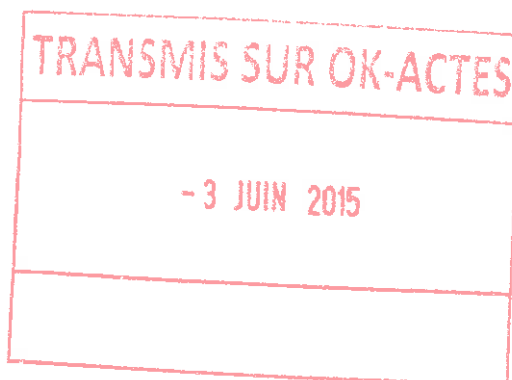
Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 28 mai 2015, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage



Thierry CHIPOT



## Convention d'occupation du domaine public pour la mise en place d'une signalétique de proximité sur la commune de Belfort

### Entre les soussignés :

Monsieur Le Maire de la commune de Belfort agissant en cette qualité en vertu de la délibération du Conseil Municipal du ..., ci-après désigné "la Commune"

*d'une part,*

et

La Société **GIRODMEDIAS**, SAS au capital de 2 349 825 Euros, dont le siège social est à Morbier 39400, représentée par Monsieur Philippe GIROD

*d'autre part,*

**Il a été convenu et établi ce qui suit :**

### ARTICLE 1 - OBJET

La société GIRODMEDIAS est autorisée conformément aux articles suivants de la présente convention, à procéder à la signalétique des artisans et industries sur le territoire de la commune. La description de l'ensemble de signalisation est annexée aux présentes.

### ARTICLE 2 - DURÉE

Conformément aux contrats passés avec les Professionnels (Commerces et Industries), la présente autorisation est établie pour une durée de cinq (5) années à compter de la mise en place du mobilier.

### ARTICLE 3 - CONDITIONS GÉNÉRALES

La Société GIRODMEDIAS informe par envoi de mailing toutes les sociétés installées sur la commune et prospecte tous les intéressés.

Elle compose ensuite sur papier les ensembles signalétiques, étudie leur implantation théorique et soumet cette étude à la commune. La Société GIRODMEDIAS assure ensuite la fourniture, la pose et la maintenance du matériel, conformément aux accords passés avec ses contractants et sous réserve des contraintes techniques et juridiques imposées par la commune. Les ensembles comporteront un maximum de 6 panneaux.

La Société GIRODMEDIAS s'engage à n'utiliser que le type de matériel approuvé par la commune.

La Société GIRODMEDIAS est autorisée par la commune à déposer la signalétique commerciale et industrielle mise en place antérieurement ou ultérieurement à celle faisant l'objet de cette convention.

La Société GIRODMEDIAS s'engage à respecter les modalités financières et commerciales figurant dans un contrat type : loyer de 118,00€ HT / AN / PANNEAU.

L'ensemble de ces documents est annexé à la présente autorisation.

La commune s'engage à adresser à la Société GIRODMEDIAS toute demande des commerçants ou industriels ciblés qui lui parviendrait directement.

La Société GIRODMEDIAS s'engage à assurer l'entretien, le nettoyage et le maintien en état du matériel de signalisation entrant dans le cadre de cette convention. Pour cela, elle fera un entretien trimestriel du matériel.

En cas de dégradation de ce matériel pour quelque raison que ce soit (vandalisme, vice de construction, accident ...), la Société GIRODMEDIAS dûment avisée, s'engage à procéder à la remise en état ou au remplacement du matériel concerné sous trois semaines.

Cependant, en cas de dépose temporaire du matériel pour cause de travaux dans la commune, la commune demandera à la société GIRODMEDIAS de déposer elle-même et stocker les ensembles concernés pendant la durée des travaux. En aucun cas, sans autorisation de la société GIRODMEDIAS, la commune ne pourra se substituer à la société GIRODMEDIAS pour cette tâche de dépose temporaire. Dans le cas contraire, la société GIRODMEDIAS sera en droit de facturer les coûts de réparation d'ensembles endommagés suite à un mauvais traitement infligé sur ceux-ci, en cas de dépose temporaire effectuée par la commune.

GIRODMEDIAS fait son affaire de toutes les assurances contre les accidents de quelque nature qu'ils soient, occasionnés par ses installations, de sorte que la Ville ne puisse jamais être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

D'une manière générale, la responsabilité de la commune ne se trouvera, en aucun cas, engagée et ne pourra être recherchée, du fait de l'application de la présente autorisation.

Cependant, la Société GIRODMEDIAS conserve tout recours contre le ou les auteurs des dommages.

#### ARTICLE 4 - CONDITIONS PARTICULIÈRES

En cas de non-respect des clauses de cette Convention, la commune pourra, si elle le juge nécessaire, la résilier, mais après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse après expiration d'un délai d'un mois.

Si au cours de la présente Convention, un cas de force majeure rendait impossible la continuité de l'exploitation, la Société GIRODMEDIAS se réserve la possibilité de reprendre son matériel sans dédommagement d'aucune sorte. Dans ce cas, la société s'engage à remettre en état le domaine public.

La présente autorisation prendra effet après signature par les parties.

Les frais et honoraires engagés sont à la charge de la société.

Fait à Belfort

Le

Le Maire

M.

Fait à Morbier

Le

Le Président

M. Philippe GIROD

PROJET

**ARRETES**

| Date       | N°      | Objet                                                                                                         |
|------------|---------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 5. 5.2015  | 15-0645 | Réglementation de la mendicité                                                                                |
| 13. 5.2015 | 15-0694 | Rue Fernand Papillon - Cédez le passage - Réglementation permanente de la circulation                         |
| 13. 5.2015 | 15-0695 | Rues Ribeaupillé/Salengro/Alsace - Zone 30 - Réglementation de la circulation                                 |
| 13. 5.2015 | 15-0696 | Rue des Bons Enfants - Sens unique - Réglementation permanente de la circulation                              |
| 13. 5.2015 | 15-0697 | Rue de Châteaudun - Stationnement réservé GIG-GIC - Réglementation permanente du stationnement                |
| 22. 5.2015 | 15-0737 | Boulevard Richelieu - Aire de stationnement des bus de tourisme - Réglementation du Stationnement             |
| 22. 5.2015 | 15-0738 | Avenue Wilson - Parking Sernam - Stationnement interdit aux bus de tourisme - Réglementation du stationnement |
| 22. 5.2015 | 15-0739 | Avenue du Maréchal Foch - Durée limitée - Réglementation du stationnement                                     |
| 22. 5.2015 | 15-0740 | Avenue du Maréchal Foch - Couloir réservé aux bus - Réglementation de la circulation                          |
| 2. 6.2015  | 15-0826 | Quai Vauban - Durée limitée - Réglementation du stationnement                                                 |
| 8. 6.2015  | 15-0868 | Ruelle de l'Abattoir - Zone de rencontre - Réglementation de la circulation                                   |
| 8. 6.2015  | 15-0869 | Pont Carnot - Double sens - Réglementation de la circulation                                                  |
| 16. 6.2015 | 15-0932 | Rue du Maire Metz-Juteau - Stop - Réglementation de la circulation                                            |
| 16. 6.2015 | 15-0933 | Place de la République - Couloir réservé aux bus - Réglementation de la circulation                           |
| 16. 6.2015 | 15-0934 | Place de la République - Sens unique - Réglementation de la circulation                                       |
| 16. 6.2015 | 15-0935 | Rue Albert Einstein - Stationnement réservé G.I.G.-G.I.C. - Réglementation permanente du stationnement        |
| 18. 6.2015 | 15-0949 | Rue des Bons Enfants - Sens unique - Réglementation permanente de la circulation                              |
| 18. 6.2015 | 15-0950 | Rue des Bons Enfants - Travaux de mise en sens unique - Réglementation du Stationnement et de la circulation  |
| 26. 6.2015 | 15-1010 | Boulevard Carnot - Durée limitée - Réglementation du stationnement                                            |

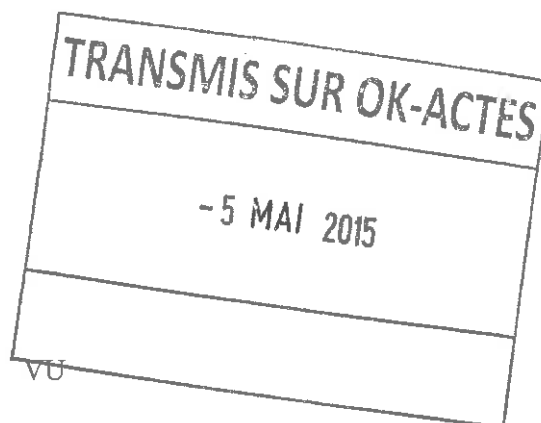


|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

**Objet :** *Réglementation de la mendicité.*

*Nous Maire de la Ville de Belfort,*



- ☞ Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2122-24, L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-4, L. 2214-3 et L. 2214-4,
- ☞ Le Code pénal et notamment les articles 225-4-1, 312-12-1, R. 610-5 et R 644-2,

**CONSIDERANT**

- que les espaces publics et commerciaux de la Passerelle des Arts, des rues de Cambrai, République, Boulevard Carnot, Pont Sadi Carnot, Place Corbis, Faubourg de France, Allée Proudhon, Place de la Commune, Rue Jules Vallès, parking des Nouvelles Galeries, Avenue Wilson sont des secteurs quotidiennement fréquentés par des centaines de citoyens, touristes ce qui attire une population significative de personnes cherchant à recueillir des dons des passants par la mendicité et susceptible d'occasionner des troubles à l'ordre public,
- la recrudescence de la gêne occasionnée à la circulation des piétons sur la voie publique, ainsi que leurs récriminations et doléances,
- les difficultés rencontrées par les services de la police municipale et de la police nationale pour gérer ces troubles et les plaintes des riverains,
- l'obligation faite au Maire de Belfort de veiller au maintien du bon ordre et au respect de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publique,
- la présence de personnes se livrant à la mendicité, souvent de manière agressive, dans le centre ville en particulier sur les zones citées supra,

- qu'il convient de préserver de l'ensemble de ces troubles les habitants, visiteurs, commerçants et touristes de ces sites particulièrement fréquentés dans l'intérêt de l'ordre public,
- qu'il convient de renforcer les mesures prises afin de prévenir les désordres et nuisances portant atteinte au bon ordre, à la sûreté, à la tranquillité et à la salubrité publiques,

### ARRÊTONS

**Article 1.-** : La mendicité, lorsqu'elle trouble la tranquillité des personnes, ou entrave leur passage dans les entrées et les sorties des lieux publics, ou gêne la circulation des piétons des cyclistes et des véhicules, est interdite pour une période limitée à trois mois, du 5 mai au 5 août et sur une partie limitée du territoire de la Ville de Belfort définie ci-après.

Cette partie du Territoire de la Ville de Belfort correspond au secteur suivant et figuré dans le plan joint en annexe au présent arrêté :

**Article 2.-** : Durant cette période, la mendicité est interdite de 9h à 19h00.

**Article 3.-** : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire ou agent de la force publique habilité à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlement en vigueur.

**Article 4.-** : Le présent arrêté pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux devant M. le Maire.

Dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans un délai de deux mois :

- soit à compter de la lettre exprimant le rejet du recours gracieux,
- soit à compter de l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'accusé de réception par la Ville de Belfort de la demande de recours gracieux.

En effet, le silence gardé par l'administration pendant deux mois équivaut à un rejet implicite de la demande ;

- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

**Article 5.-** : Le présent arrêté sera affiché en Mairie de Belfort et sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville de Belfort.

Article 6.- : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

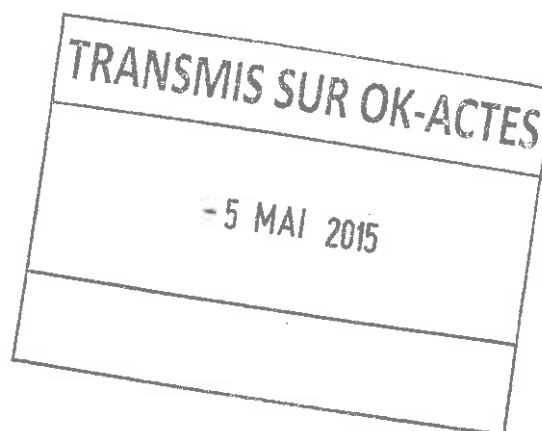
M. le Préfet du Territoire de Belfort, M. Le Directeur Général des Services de la Ville de Belfort, et M. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

En Mairie, le - 5 MAI 2015



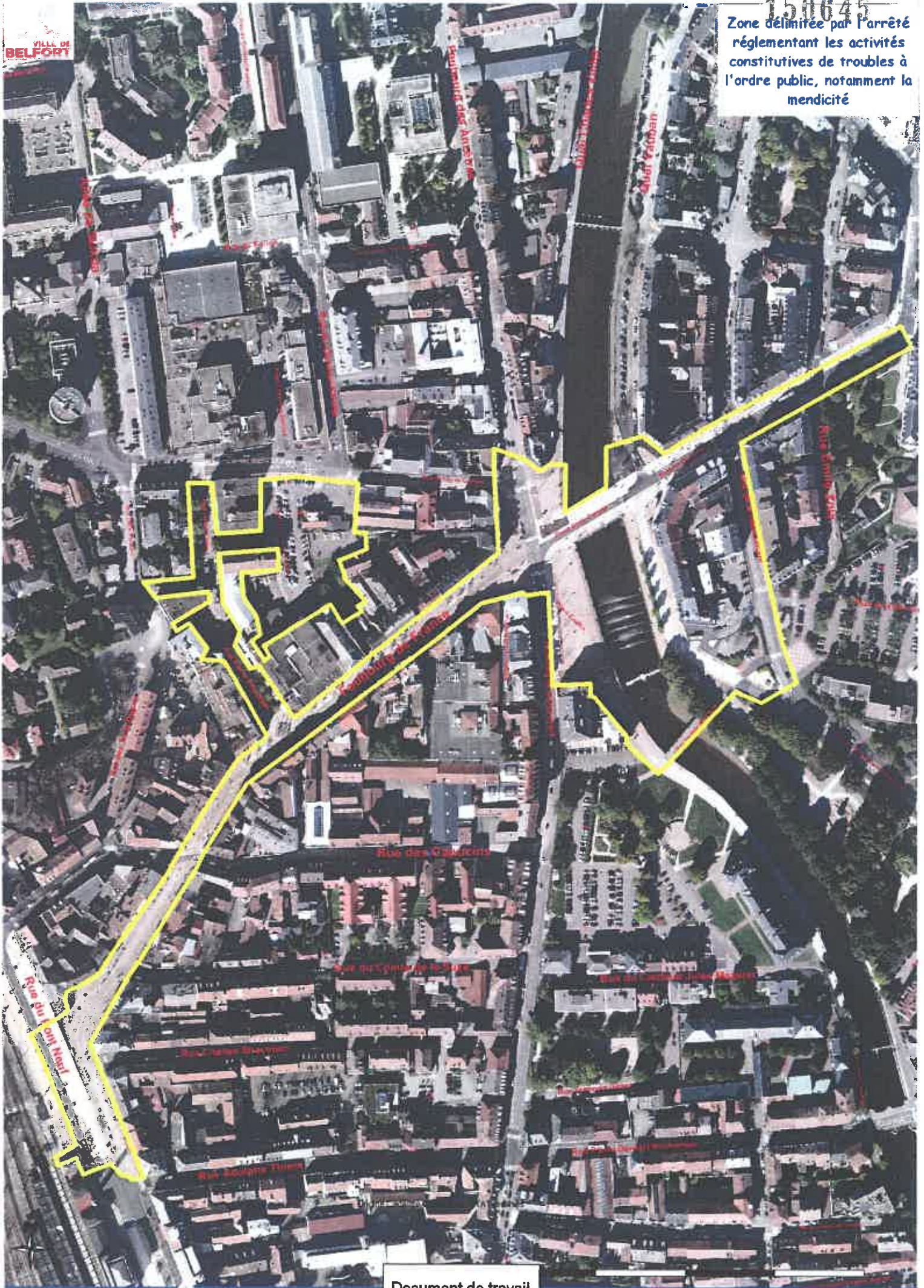
Le Député-Maire,

  
Damien MESLOT





Zone délimitée par l'arrêté réglementant les activités constitutives de troubles à l'ordre public, notamment la mendicité





|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**OBJET:** RUE FERNAND PAPILLON - Cédez le passage - Réglementation permanente de la circulation

**Nous, Maire de la Ville de Belfort**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2214-3,
- le Code de la Route et notamment le décret N° 01-251 du 22 Mars 2001,
- le Règlement d'administration publique pour l'application du Code de la Route et notamment le décret N° 60-14 du 09 Janvier 1960,
- le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté N° 12800 du 29 Janvier 1970,
- l'avis favorable du Comité Consultative Circulation, Transport et Sécurité Routière en date du jeudi 2 avril 2015,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes mesures propres à éviter les accidents.

**ARRETONS**

**ARTICLE 1** - Cet arrêté annule est remplace la réglementation antérieure.

**ARTICLE 2** - Tout conducteur de véhicule circulant:

- RUE FERNAND PAPILLON devra céder le passage aux usagers circulant RUE DE BRASSE

**ARTICLE 3** - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

En Mairie le, **13 MAI 2015**



*Pour le Maire  
le Conseiller Municipal Délégué  
signé : Guy CORVEC*

Page: 1

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

**OBJET:** RUES RIBEAUVILLE / SALENGRO / ALSACE - Zone 30 - Réglementation de la circulation

**Nous, Maire de la Ville de Belfort**

VU

- le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2214-3,
- le Code de la Route et notamment le décret N° 01-251 du 22 Mars 2001,
- le Règlement d'administration publique pour l'application du Code de la Route et notamment le décret N° 60-14 du 09 Janvier 1960,
- le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté N° 12800 du 29 Janvier 1970,
- l'avis favorable du Comité Consultative Circulation, Transport et Sécurité Routière en date du jeudi 2 avril 2015,

Considérant que pour favoriser et sécuriser les modes doux, il y a lieu de limiter la vitesse afin de prendre toutes mesures propres à éviter les accidents.

**ARRETONS**

**ARTICLE 1** - Cet arrêté annule et remplace la réglementation antérieure.

**ARTICLE 2** - Une "zone 30", c'est à dire une zone affectée à la circulation de tous les usagers où la vitesse est limitée à 30 Km/h, est créée:

- RUE DE RIBEAUVILLE, entre la RUE DE SAVERNE et la RUE DU BERGER
- RUE ROGER SALENGRO
- AVENUE D' ALSACE, entre l' AVENUE JEAN JAURES et la RUE DE RIBEAUVILLE

**ARTICLE 3** - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.



En Mairie le, **13 MAI 2015**

Pour le Maire  
le Conseiller Municipal Délégué  
signé : Guy CORVEC

Page: 1

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**OBJET:** RUE DES BONS ENFANTS - Sens unique - Réglementation permanente de la circulation

**Nous, Maire de la Ville de Belfort**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2, L2214-3,
- le Code de la Route et notamment le décret N° 01-251 du 22 Mars 2001,
- le Règlement d'administration publique pour l'application du Code de la Route et notamment le décret N° 60-14 du 09 Janvier 1960,
- le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté N° 12800 du 29 Janvier 1970,
- l'avis favorable du Comité Consultative Circulation, Transport et Sécurité Routière en date du jeudi 2 avril 2015,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes mesures propres à éviter les accidents.

**ARRETONS**

**ARTICLE 1** - Cet arrêté annule est remplace la réglementation antérieure.

**ARTICLE 2** - La circulation de tout véhicule s'effectuera en sens unique:

- RUE DES BONS ENFANTS, dans le sens RUE ROUSSEL / RUE DE LA GRANDE FONTAINE

**ARTICLE 3** - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

En Mairie le, **13 MAI 2015**



Pour le Maire  
le Conseiller Municipal Délégué  
signé : Guy CORVEC

Page: 1

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**OBJET:** RUE DE CHATEAUDUN - Stationnement réservé G.I.G-G.I.C - Réglementation permanente du stationnement

**Nous, Maire de la Ville de Belfort**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2,
- le Code de la Route,
- la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,
- l'arrêté et l'instruction interministériels sur la signalisation routière modifiés par les textes subséquents,
- le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort,

Considérant que dans un souci d'égalité, il y a lieu de faciliter les déplacements des personnes à mobilité réduite,

**ARRETONS**

**ARTICLE 1** - Seuls les véhicules munis de la plaque G.I.G-G.I.C, sont autorisés à stationner:

- RUE DE CHATEAUDUN, face au n° 28, sur la place matérialisée

**ARTICLE 2** - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

En Mairie le, **13 MAI 2015**



*Pour le Maire  
le Conseiller Municipal Délégué  
signé : Guy CORVEC*

Page: 1



|                              |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
|                              |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**OBJET:** BOULEVARD RICHELIEU - Aire de Stationnement des Bus de Tourisme - Réglementation du stationnement

**Nous, Maire de la Ville de Belfort**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1,
- le Code de la Route et notamment le décret N° 01-251 du 22 Mars 2001,
- le Règlement d'administration publique pour l'application du Code de la Route et notamment le décret N° 60-14 du 09 Janvier 1960,
- le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté N° 12800 du 29 Janvier 1970,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes mesures propres à éviter les accidents.

**ARRETONS**

**ARTICLE 1** - Il est instauré une aire de stationnement bus:

- BOULEVARD RICHELIEU, face au N° 29, sur une distance de 40 m.

Il est interdit aux autres véhicules de stationner et de s'arrêter à cet emplacement.

**ARTICLE 2** - La signalisation verticale et horizontale matérialisera cet emplacement et ceci conformément à la réglementation en vigueur.

|                              |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
|                              |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**ARTICLE 3** - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.



En Mairie le,  
**22 MAI 2015**

*Pour le Maire*  
*le Conseiller Municipal Délégué*  
*signé : Guy CORVEC*

|                              |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
|                              |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**OBJET:** AVENUE WILSON : Parking " SERNAM " - Stationnement Interdit aux Bus de Tourisme -  
Réglementation du stationnement

**Nous, Maire de la Ville de Belfort**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1,
- le Code de la Route et notamment le décret N° 01-251 du 22 Mars 2001,
- le Règlement d'administration publique pour l'application du Code de la Route et notamment le décret N° 60-14 du 09 Janvier 1960,
- le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté N° 12800 du 29 Janvier 1970,

Considérant l'organisation des accès au parking dit " Sernam " et l'agencement des places matérialisées pour des véhicules légers uniquement.

**ARRETONS**

**ARTICLE 1** - Le stationnement des Bus de tourisme est interdit:

- AVENUE WILSON dans le Parking " SERNAM "

Une signalisation verticale spécifique matérialisera cette interdiction.

**ARTICLE 2** - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.



Page: 1

En Mairie le,

**22 MAI 2015**

Pour le Maire  
le Conseiller Municipal Délégué  
signé : Guy CORVEC

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**OBJET:** AVENUE DU MARECHAL FOCH - DUREE LIMITEE - Réglementation du stationnement

**Nous, Maire de la Ville de Belfort**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2,
- le Code de la Route et notamment le décret N° 01-251 du 22 Mars 2001,
- le Règlement d'administration publique pour l'application du Code de la Route et notamment le décret N° 60-14 du 09 Janvier 1960,
- le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté N° 12800 du 29 Janvier 1970,

Considérant que pour permettre les opérations de livraison des commerces et améliorer la rotation du stationnement ponctuel dans le secteur, il y a lieu d'instaurer des emplacements à " DUREE LIMITEE " ,

**ARRETONS**

**ARTICLE 1** - Cet arrêté annule et remplace la réglementation antérieure.

**ARTICLE 2** - Il est instauré une aire de stationnement à " DUREE LIMITEE " :

- AVENUE DU MARECHAL FOCH, au droit du N° 7, sur 5 places
- AVENUE DU MARECHAL FOCH, face à la rue de CAMBRAI, sur 2 places

Sur ces emplacements, le stationnement de tout véhicules est interdit plus de dix minutes. Ces prescriptions sont applicables entre 08 heures et 19 heures.

Une signalisation horizontale et verticale spécifique matérialisera ces emplacements.

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

**ARTICLE 3** - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.



En Mairie le,

22 MAI 2015

*Pour le Maire*

*le Conseiller Municipal Délégué*

*signé : Guy CORVEC*

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**OBJET:** AVENUE DU MARECHAL FERDINAND FOCH - Couloir réservé aux bus - Réglementation de la circulation

**Nous, Maire de la Ville de Belfort**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1,
- le Code de la Route et notamment le décret N° 01-251 du 22 Mars 2001,
- le Règlement d'administration publique pour l'application du Code de la Route et notamment le décret N° 60-14 du 09 Janvier 1960,
- le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté N° 12800 du 29 Janvier 1970,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes mesures pour faciliter la circulation des bus.

**ARRETONS**

**ARTICLE 1** - Cet arrêté annule et remplace la réglementation antérieure.

**ARTICLE 2** - Un couloir de circulation réservé aux autobus est créé:

- AVENUE DU MARECHAL FERDINAND FOCH, dans le sens NORD-SUD, sur la partie comprise entre la RUE DE LA REPUBLIQUE et la RUE DEGOMBERT.
- AVENUE DU MARECHAL FERDINAND FOCH, dans le sens SUD-NORD, sur la partie comprise entre la RUE DE LA REPUBLIQUE et la RUE de CAMBRAI.

**ARTICLE 3** - Ce couloir est réservé aux bus du réseau OPTYMO, affectés aux transports publics de voyageurs sur:

- lignes du réseau urbain
- lignes du réseau suburbain
- lignes affrétées par le réseau OPTYMO qui assurent la desserte des points d'arrêt situés dans le

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**couloir BUS**

- services régionaux
- transports scolaires

**ARTICLE 4** - Par dérogation, sont autorisés à circuler sur les couloirs bus:

- les véhicules des services publics de secours et de sécurité
- les véhicules de nettoyage, d'hygiène, de collecte des ordures ménagères, de déneigement et d'entretien de la voirie
- les véhicules de service de la RTTB en intervention
- les cycles
- les taxis
- les véhicules de transport de fonds

**ARTICLE 5** - Les véhicules de nettoyage et de déneigement peuvent à titre exceptionnel circuler à contresens dans les couloirs bus, dans le cadre des opérations d'entretien de la voirie.

**ARTICLE 6** - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

En Mairie le,



**22 MAI 2015**

Pour le Maire

le Conseiller Municipal Délégué

signé : Guy CORVEC



|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**OBJET:** QUAI VAUBAN - DUREE LIMITEE - Réglementation du stationnement

**Nous, Maire de la Ville de Belfort**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2,
- le Code de la Route et notamment le décret N° 01-251 du 22 Mars 2001,
- le Règlement d'administration publique pour l'application du Code de la Route et notamment le décret N° 60-14 du 09 Janvier 1960,
- le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté N° 12800 du 29 Janvier 1970,

Considérant que pour permettre les opérations de livraison des commerces et améliorer la rotation du stationnement ponctuel dans le secteur, il y a lieu d'instaurer des emplacements à " DUREE LIMITEE ".

**ARRETONS**

**ARTICLE 1** - Il est instauré une aire de stationnement à " DUREE LIMITEE ":

-QUAI VAUBAN, au droit du n° 31, sur 2 places

Sur ces emplacements, le stationnement de tout véhicule est interdit plus de dix minutes. Ces prescriptions sont applicables entre 08 heures et 19 heures.

Une signalisation horizontale et verticale spécifique matérialisera ces emplacements.

**ARTICLE 2** - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.



En Mairie le,

-2 JUIN 2015

Pour le Maire  
le Conseiller Municipal Délégué  
signé : Guy CORVEC

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**OBJET:** RUELLE DE L' ABATTOIR - Zone de rencontre - Réglementation de la circulation

**Nous, Maire de la Ville de Belfort**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2, L2214-3,
- le Code de la Route et notamment le décret N° 01-251 du 22 Mars 2001,
- le Règlement d'administration publique pour l'application du Code de la Route et notamment le décret N° 60-14 du 09 Janvier 1960,
- le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté N° 12800 du 29 Janvier 1970,
- le décret N° 2008-754 du 30 juillet 2008

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité des riverains et usagers de cette rue exigüe et dépourvue de trottoirs, il y a lieu de limiter la vitesse afin de prendre toutes mesures propres à éviter les accidents.

**ARRETONS**

**ARTICLE 1** - Cet arrêté annule et remplace la réglementation antérieure.

**ARTICLE 2** - Une " Zone de rencontre " est instaurée:

- RUELLE DE L' ABATTOIR

**ARTICLE 3** - CIRCULATION

Cette zone est affectée à la circulation de tous les usagers et répond aux principes suivants édictés au Code de la Route :

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

## ARRÊTÉ DU MAIRE

- la vitesse de tous les véhicules est limitée à 20km/h,
- les piétons peuvent circuler librement. Ils sont prioritaires sur tous les autres usagers.

**ARTICLE 4** - La circulation de tous les véhicules et des cyclistes s'effectue en sens unique :

- RUELLE DE L' ABATTOIR entre la RUE GAULARD et la RUE LEBLEU, et dans ce sens.

**ARTICLE 5** - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.



En Mairie le,  
- 8 JUIN 2015  
Pour le Maire  
le Conseiller Municipal Délégué  
signé : Guy CORVEC

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

**OBJET:** PONT SADI CARNOT - Double sens - Réglementation de la circulation

**Nous, Maire de la Ville de Belfort**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2, L2214-3,
- le Code de la Route et notamment le décret N° 01-251 du 22 Mars 2001,
- le Règlement d'administration publique pour l'application du Code de la Route et notamment le décret N° 60-14 du 09 Janvier 1960,
- le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté N° 12800 du 29 Janvier 1970,

Considérant que dans le cadre de la modification du plan de circulation, il y a lieu d'améliorer l'accessibilité à la rive droite de la Savoureuse.

**ARRETONS**

**ARTICLE 1** - L'arrêté 2013.0068 instituant un sens unique sur le Pont SADI CARNOT est abrogé.

**ARTICLE 2** - La circulation de tout véhicule s'effectuera dans les deux sens:

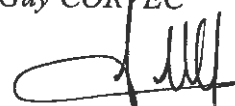
- PONT SADI CARNOT

**ARTICLE 3** - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

**- 8 JUIN 2015**

*Pour le Maire  
le Conseiller Municipal Délégué  
signé : Guy CORVEC*

Page: 1



|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

**OBJET:** RUE DU MAIRE METZ-JUTEAU - Stop - Réglementation de la circulation

**Nous, Maire de la Ville de Belfort**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2214-3,
- le Code de la Route et notamment le décret N° 01-251 du 22 Mars 2001,
- le Règlement d'administration publique pour l'application du Code de la Route et notamment le décret N° 60-14 du 09 Janvier 1960,
- le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté N° 12800 du 29 Janvier 1970,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes mesures propres à éviter les accidents.

**ARRETONS**

**ARTICLE 1** - Cet arrêté annule et remplace la réglementation antérieure.

**ARTICLE 2** - Tout conducteur de véhicule sortant de:

- RUE DU MAIRE METZ-JUTEAU devra obligatoirement marquer un temps d'arrêt et de sécurité, et céder le passage aux autres usagers circulant PLACE DE LA REPUBLIQUE

**ARTICLE 3** - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

**16 JUIN 2015**

En Mairie le,



*Pour le Maire*  
*le Conseiller Municipal Délégué*  
*signé : Guy CORVEC*

Page: 1

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**OBJET:** PLACE DE LA REPUBLIQUE - Couloir réservé aux bus - Réglementation de la circulation

**Nous, Maire de la Ville de Belfort**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1,
- le Code de la Route et notamment le décret N° 01-251 du 22 Mars 2001,
- le Règlement d'administration publique pour l'application du Code de la Route et notamment le décret N° 60-14 du 09 Janvier 1960,
- le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté N° 12800 du 29 Janvier 1970,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes mesures propres à éviter les accidents.

**ARRETONS**

**ARTICLE 1** - Cet arrêté annule et remplace la réglementation antérieure.

**ARTICLE 2** - Un couloir de circulation réservé aux autobus est créé:

- PLACE DE LA REPUBLIQUE, côté Ouest, entre le BOULEVARD CARNOT et la RUE FRERY, et dans ce sens

**ARTICLE 3** - Ce couloir est réservé aux bus affectés aux transports publics de voyageurs sur des lignes régulières:

- lignes du réseau urbain
- lignes du réseau suburbain
- lignes affrétées par le réseau OPTYMO qui assurent la desserte des points d'arrêt situés dans le couloir bus

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**ARTICLE 4** - Par dérogation, sont autorisés à circuler sur les couloirs bus:

- les véhicules des services publics de secours et de sécurité
- les véhicules de nettoyage, d'hygiène, de collecte des ordures ménagères, de déneigement et d'entretien de la voirie
- les véhicules de service de la RTTB en intervention
- les cycles
- les taxis
- les véhicules transports de fonds

**ARTICLE 5** - Les véhicules de nettoyage et de déneigement peuvent à titre exceptionnel circuler à contresens dans les couloirs bus, dans le cadre des opérations d'entretien de la voirie.

**ARTICLE 6** - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

En Mairie le, **16 JUIN 2015**



*Pour le Maire*  
*le Conseiller Municipal Délégué*  
*signé : Guy CORVEC*



|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

**OBJET:** PLACE DE LA REPUBLIQUE - Sens unique - Réglementation de la circulation

**Nous, Maire de la Ville de Belfort**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2, L2214-3,
- le Code de la Route et notamment le décret N° 01-251 du 22 Mars 2001,
- le Règlement d'administration publique pour l'application du Code de la Route et notamment le décret N° 60-14 du 09 Janvier 1960,
- le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté N° 12800 du 29 Janvier 1970,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes mesures propres à éviter les accidents

**ARRETONS**

**ARTICLE 1** - Cet arrêté annule et remplace la réglementation antérieure

**ARTICLE 2** - La circulation de tout véhicule s'effectuera en sens unique:

- PLACE DE LA REPUBLIQUE, côté Ouest, entre la RUE DU DOCTEUR CHARLES FRERY et le BOULEVARD SADI CARNOT, et dans ce sens.

**ARTICLE 3** - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.



Page: 1

**16 JUIN 2015**

En Mairie le,

Pour le Maire  
le Conseiller Municipal Délégué  
signé : Guy CORVEC

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**OBJET:** RUE ALBERT EINSTEIN - Stationnement réservé G.I.G-G.I.C - Réglementation permanente du stationnement

**Nous, Maire de la Ville de Belfort**

VU

- le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2,
- le Code de la Route, notamment l'article R.417-10,
- la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,
- l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière et à l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété,
- le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort,

Considérant qu'il convient de faciliter le déplacement des personnes à mobilité réduite, en affectant des emplacements réservés pour le stationnement des véhicules des personnes entrant dans cette catégorie d'usagers,

**ARRETONS**

**ARTICLE 1** - Cet arrêté annule et remplace la réglementation antérieure.

**ARTICLE 2** - Seuls les véhicules munis de la plaque G.I.G-G.I.C, sont autorisés à stationner:

- RUE ALBERT EINSTEIN, sur les 3 places matérialisées.

**ARTICLE 3** - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.



En Mairie le,

16 JUIN 2015

Pour le Maire  
le Conseiller Municipal Délégué  
signé : Guy CORVEAUX

Page: 1

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**OBJET:** RUE DES BONS ENFANTS - Sens unique - Réglementation permanente de la circulation

**Nous, Maire de la Ville de Belfort**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2, L2214-3,
  - le Code de la Route et notamment le décret N° 01-251 du 22 Mars 2001,
  - le Règlement d'administration publique pour l'application du Code de la Route et notamment le décret N° 60-14 du 09 Janvier 1960,
  - le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté N° 12800 du 29 Janvier 1970,
  - l'avis favorable du Comité Consultatif Circulation, Transport et Sécurité Routière du 02 avril 2015,
- Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes mesures propres à éviter les accidents.

**ARRETONS**

**ARTICLE 1** - Cet arrêté annule et remplace la réglementation antérieure.

**ARTICLE 2** - La circulation de tout véhicule s'effectuera en sens unique:

- RUE DES BONS ENFANTS, dans le sens RUE DU GENERAL ROUSSEL / RUE DE LA GRANDE FONTAINE

**ARTICLE 3** - Compte tenu des solutions alternatives de parcours et considérant le gabarit étroit de la rue, la circulation des cycles à contresens est interdite.

**ARTICLE 4** - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.



En Mairie le,

**18 JUIN 2015**

*Pour le Maire  
le Conseiller Municipal Délégué  
signé : Guy CORVEC*

Page: 1

|                              |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
|                              |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**OBJET:** RUE DES BONS ENFANTS - Travaux de mise en sens unique - Réglementation du stationnement et de la circulation

**Nous, Maire de la Ville de Belfort**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2, L2214-3,
- le Code de la Route et notamment le décret N° 01-251 du 22 Mars 2001,
- le Règlement d'administration publique pour l'application du Code de la Route et notamment le décret N° 60-14 du 09 Janvier 1960,
- l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,
- le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté N° 12800 du 29 Janvier 1970,
- le Règlement Municipal de Voirie du 22 Mars 2012,

Considérant que pour ces travaux , il y a lieu de prendre toutes mesures propres à éviter les accidents.

**ARRETONS**

**ARTICLE 1** - Le stationnement de tout véhicule sera interdit:

-du Lundi 22 Juin 2015 au Mercredi 24 Juin 2015, à l'avancement des travaux

- RUE DES BONS ENFANTS, entre LA RUE ROUSSEL et LA RUE DE LA GRANDE FONTAINE

Les véhicules qui stationneront en infraction aux dispositions du présent arrêté seront déplacés et mis en fourrière aux frais de leurs propriétaires.

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**ARTICLE 2** - Les panneaux relatifs au stationnement seront mis en place 48 H avant la date d'effet de l'interdiction de stationner par les ateliers municipaux.

**ARTICLE 3** - La circulation de tout véhicule sera interdite, pendant les phases de travaux de mise en sens unique:

-du Lundi 22 Juin 2015 au Mercredi 24 Juin 2015

- RUE DES BONS ENFANTS, entre LA RUE ROUSSEL et LA RUE DE LA GRANDE FONTAINE

**ARTICLE 4** - La présignalisation, la signalisation de position et les barrières de protection nécessaires à la bonne exécution du présent arrêté seront fournies, mises en place et maintenues en état par les ateliers municipaux de la ville de BELFORT.

**ARTICLE 5** - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 6** - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.



En Mairie le,

18 JUIN 2015

*Pour le Maire  
le Conseiller Municipal Délégué  
signé : Guy CORVEC*

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**OBJET:** BOULEVARD CARNOT - DUREE LIMITEE - Réglementation du stationnement

**Nous, Maire de la Ville de Belfort**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2,
- le Code de la Route et notamment le décret N° 01-251 du 22 Mars 2001,
- le Règlement d'administration publique pour l'application du Code de la Route et notamment le décret N° 60-14 du 09 Janvier 1960,
- le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté N° 12800 du 29 Janvier 1970,

Considérant que pour permettre les opérations de livraison des commerces et améliorer la rotation du stationnement ponctuel dans le secteur, il y a lieu d'instaurer des emplacements à " DUREE LIMITEE ".

**ARRETONS**

**ARTICLE 1** - Il est instauré une aire de stationnement à " DUREE LIMITEE ":

- BOULEVARD CARNOT, au droit du n° 8, sur 1 place

Sur cet emplacement, le stationnement de tout véhicule est interdit plus de vingt minutes. Ces prescriptions sont applicables entre 08 et 19 heures.

Une signalisation horizontale et verticale spécifique matérialisera cet emplacement.

|                              |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
|                              |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**ARTICLE 2** - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

En Mairie le,  
**26 JUIN 2015**



*Pour le Maire  
le Conseiller Municipal Délégué  
signé : Guy CORVEC*